

UNIVERSITÉ DE PARIS. — FACULTÉ DE DROIT

LA
QUESTION DU LIBAN

ÉTUDE D'HISTOIRE DIPLOMATIQUE & DE DROIT INTERNATIONAL

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le mardi 11 février 1908, à 2 heures 1/2

PAR

M. JOUPLAIN

LAURÉAT DE LA FACULTÉ DE DROIT

Président : M. RENAULT, professeur.

Suffragants : { MM. PILLET, professeur.
GEOUFFRE DE LAPRADELLE, agrégé.

PARIS

LIBRAIRIE NOUVELLE DE DROIT ET DE JURISPRUDENCE

ARTHUR ROUSSEAU, ÉDITEUR

14, RUE SOUFFLOT ET RUE TOULLIER, 13

1908

THÈSE

POUR LE DOCTORAT

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

UNIVERSITÉ DE PARIS. — FACULTÉ DE DROIT

LA
QUESTION DU LIBAN

ÉTUDE D'HISTOIRE DIPLOMATIQUE & DE DROIT INTERNATIONAL

THÈSE POUR LE DOCTORAT

L'ACTE PUBLIC SUR LES MATIÈRES CI-APRÈS

Sera soutenu le mardi 11 février 1908, à 2 heures 1/2

PAR

M. JOUPLAIN

LAURÉAT DE LA FACULTÉ DE DROIT



Président : M. RENAULT, professeur.

Suffragants : { MM. PILLET, professeur.
 GEOUFFRE DE LAPRADELLE, agrégé.

PARIS

LIBRAIRIE NOUVELLE DE DROIT ET DE JURISPRUDENCE

ARTHUR ROUSSEAU, ÉDITEUR

14, RUE SOUFFLOT ET RUE TOULLIER, 13

1908

LA QUESTION DU LIBAN

ÉTUDE D'HISTOIRE DIPLOMATIQUE ET DE DROIT INTERNATIONAL

AVANT-PROPOS

Nous avons essayé de retracer, dans les pages qui suivent, l'histoire de ce petit territoire libanais, de cette petite nation, qui, malgré son exigüité, a joué et joue encore un si grand rôle en Orient. Dans l'antiquité, nous pouvons déjà reconnaître dans le Liban un centre de civilisation avancée. Si, après de nombreuses vicissitudes, il a été englobé dans l'empire ottoman, il a su néanmoins à cause de sa situation géographique, et à la suite de circonstances historiques, conserver une large autonomie. Dans la Syrie-Palestine, que se sont disputée tour à tour les Egyptiens, les Assyriens, les Perses, les Grecs, les Romains, puis les Arabes, les Turcs et les Latins, le Liban a sa physionomie particulière, tant au point de vue religieux qu'au point de vue politique et économique. Nous en retracerons les traits caractéristiques.

Mais l'histoire du Liban dépasse le cadre de la Syrie. Elle a une portée plus grande. Pendant tout le xix^e siècle, le problème libanais a été un de ceux qui ont le plus préoccupé la diplomatie européenne. La Sublime-Porte entra, en 1832, en conflit avec son vassal, le pacha d'Égypte, Mehemet-Ali, au sujet de la Syrie, dont Mehemet réclamait le gouvernement. Une lutte de plusieurs années commença.

Toute la question d'Orient, de 1832 à 1840, tenait dans ce conflit. La Syrie fut conquise par les Egyptiens, qui trouvèrent un appui auprès des populations libanaises, hostiles à la Porte. C'est à cette époque que nous voyons se poser avec netteté devant l'Europe la question du Liban autonome. La Porte et

ses agents prétendaient être les maîtres absolus du Liban et voulaient, en conséquence, l'administrer et surtout y lever les impôts à leur gré. Les Libanais, au contraire, se disaient autonomes, astreints seulement à un léger tribut annuel ; ils déniaient aux fonctionnaires turcs le droit de pénétrer dans leurs districts, d'y établir des troupes et d'y lever les impôts. Contre les prétentions ottomanes, ils firent appel aux Egyptiens. Mais Mehemet-Ali, maître de la Syrie, imposa à son tour, aux populations libanaises des charges fiscales et militaires fort lourdes, qu'elles jugèrent contraires à leurs privilèges.

Dès lors, s'élève un nouveau conflit entre les Libanais et le pacha d'Egypte. L'Europe intervint. Mehemet-Ali fut refoulé sur l'Egypte : la Syrie retomba en 1848 sous le joug de la Porte. Mais, par là même, les puissances européennes s'arrogeaient un droit d'intervention et de contrôle dans l'empire ottoman. La question libanaise devint une question internationale. Les Libanais réclamaient pour eux l'autonomie la plus large. Le Sultan, au contraire, voulait les placer sous son autorité immédiate, au même rang que tous ses autres sujets, leur enlever tous leurs privilèges, et les astreindre à toutes les charges militaires et fiscales. La France, protectrice des chrétiens catholiques d'Orient, soutint les Libanais et particulièrement les Maronites. Mais son action fut contrecarrée par l'Angleterre, jalouse de l'influence française en Orient. La question se posa en 1842 et 1843 de savoir jusqu'à quel point la France pouvait, dans l'exercice de son protectorat, intervenir dans les affaires intérieures de la Turquie. Comme une intervention s'imposait, à la suite de la guerre entre les Druses et les Maronites, elle se fit collective. Les ambassadeurs européens agirent de concert à Constantinople, sous forme de remontrances et de conseils adressés à la Porte. Celle-ci essaya de les éluder, mais dut s'incliner finalement devant les injonctions de l'Europe. On fit un compromis. Le Liban fut placé en 1845 sous la tutelle collective des cinq grandes puissances de l'Europe. Ses institutions autonomes, consenties par la Porte, ne correspondaient pas aux exigences et aux légitimes aspirations des Maronites ; elles accordaient un pouvoir prépondérant à la Porte et à ses agents. Aussi le conflit, loin de s'apaiser, allait-il reprendre, en 1860, compliqué par l'évolution intérieure du peuple maronite et par la lutte entre la noblesse et le parti populaire. Une

deuxième fois, l'Europe intervint en 1860, cette fois-ci en vertu d'un acte international déterminé par le traité de Paris de 1856. Elle prétendit qu'elle avait le droit d'exercer une tutelle collective sur l'administration intérieure de la Turquie, et, malgré la résistance de la Porte, elle lui imposa cette tutelle dans les affaires de Syrie. Une procédure internationale nouvelle s'établit, de 1860 à 1864, au sujet du Liban. Pour la première fois, « le concert européen » fonctionna en Orient et prit entre ses mains le sort d'une province ottomane. Cette intervention se termina encore par un compromis, par une cote mal taillée, plus avantageuse pour la Porte que pour les Libanais ; mais le principe de l'intervention européenne était officiellement consacré.

La question libanaise n'est donc pas close. Elle est ; elle réclame une solution définitive, de même que la question arménienne, que la question macédonienne ; elle s'impose à l'attention de l'Europe, du monde civilisé, qui devra l'aborder à une époque prochaine.

Nous nous proposerons donc ici d'examiner tour à tour : la situation géographique du Liban et son passé historique ; nous étudierons ensuite la portée de son autonomie, au début du xix^e siècle ; le conflit entre les Libanais, la Porte et Mehemet-Ali ; l'intervention européenne de 1840 à 1845 et ses caractères ; les institutions autonomes octroyées au Liban en 1845. Nous montrerons leur échec ; nous étudierons la révolution démocratique et le conflit de 1860 sous tous ses aspects ; la réorganisation de l'autonomie libanaise et son fonctionnement jusqu'à nos jours. Enfin, nous nous efforcerons d'exposer la question libanaise sous son aspect économique et politique, telle qu'elle se pose à l'heure présente, et nous en indiquerons la solution qui nous paraît s'imposer.

INTRODUCTION

TABLEAU GÉOGRAPHIQUE DE LA SYRIE ET DU LIBAN. — STRUCTURE ET TOPOGRAPHIE, CLIMAT, HYDROGRAPHIE, FLORE ET FAUNE.

Structure et topographie (1). — La Syrie-Palestine constitue une bande de terrain entre le désert et la mer Méditerranée. Elle offre la seule voie terrestre qui mène d'Asie en Afrique et le plus court chemin pour aller de la Méditerranée vers la plaine de Mésopotamie et le plateau de l'Iran. Elle relie donc l'Asie à l'Afrique (2), la région méditerranéenne à l'Asie centrale et au domaine de l'Océan Indien. Elle est essentiellement un nœud de routes, un « carrefour des nations », une grande zone de transitions, tant par le climat, la flore et

(1) **BIBLIOGRAPHIE** : La description géographique de la Syrie-Palestine et du Liban a été faite par de nombreux voyageurs et par plusieurs savants. Nous citons les principaux ouvrages que nous avons consultés :

Elisée Reclus, *Géographie Universelle*, t. IX, *l'Asie antérieure* ; du même, *La Terre et l'Homme* ; Sievers, *Asien (l'Asie)* ; Baedeker, *La Syrie et la Palestine* ; Carl Diener, *Libanon (le Liban)* ; Berger (Philippe), *Notes de voyage de Paris à Alexandrie, l'Egypte, la Palestine* ; Philippe Bridel et F. et E. Thévoz, *La Palestine Illustrée*, t. IV, *Galilée et Liban* ; Charmes (Gabriel), *Voyage en Syrie, Impressions et Souvenirs* ; Chauvet et Isambert, *Itinéraire descriptif, historique et archéologique de l'Orient*, t. III, *Syrie, Palestine* ; Deschamps (Philippe), *A travers l'Egypte, le Nil, la Palestine, la Syrie* ; Chassignet, *Souvenirs du Liban* ; Faucon fils (Henri), *Notes de voyage, Egypte, Palestine, Syrie, Constantinople* ; Geoffroy, *Six mois au Liban* ; Guérin (Victor), *La Terre Sainte* (2^e partie), *Liban, Phénicie, etc.* ; Lévis-Mirepoix (Comte de), *Mes souvenirs d'Orient, Egypte, Syrie, Palestine* ; Docteur Lortet, *La Syrie d'aujourd'hui, Voyage dans la Phénicie, le Liban et la Judée* ; Abbé Raboisson, *En Orient* (2^e partie) ; Rückert, *Reise durch Palaestine und über den Libanon (Voyage à travers la Palestine et le Liban)* ; Sourbeck, *Syrische Reisebilder. Fichtennadeln Libanon (Récits de voyage en Syrie. Aiguilles du Liban)*.

(2) Depuis le percement du canal de Suez, qui a uni la mer Rouge à la Méditerranée, la Syrie se trouve cependant complètement détachée de l'Afrique.

la faune, que par sa population, sa civilisation et son histoire. Elle a été tour à tour le lien entre les grands centres de civilisation formés autour du Nil et des fleuves jumeaux de l'Euphrate et du Tigre, autour des villes helléniques et sur le plateau de l'Iran, le point de rencontre des mondes byzantin, latin, occidental d'un côté, arabe et turc de l'autre.

Cette zone de transition a un caractère montagneux. La Syrie-Palestine est un plateau très morcelé, très déchiqueté, formé de terrains calcaires crétacés, bordé à l'ouest d'une bande de terrains tertiaires et flanqué le long de la mer de plaines côtières étroites, séparées les unes des autres par des éperons montagneux. Ce plateau, d'une altitude moyenne de 900 mètres, est profondément disloqué par des ruptures de l'écorce terrestre, par des failles longitudinales et transversales, le long desquelles se trouvent de nombreux terrains volcaniques, des roches basaltiques, du soufre et des sources sulfureuses. La plus importante de ces cassures est la grande fosse longitudinale qui traverse la Syrie-Palestine du nord au sud et la partage nettement en deux ailes. Elle comprend la mer Morte, située à 394 mètres au-dessous du niveau de la Méditerranée, la vallée du Jourdain, le Ghôr, et, au nord, la Békaà ou Coélsyrie, « la Syrie creuse ».

C'est cette fosse qui, au nord, sépare les deux chaînes parallèles du Liban et de l'Anti-Liban. Autrefois, il n'y avait là qu'un seul massif immense, surplombant le plateau supérieur. A un âge géologique déjà ancien, ce massif a été disloqué ; la voûte centrale s'est effondrée et seules sont restées debout, à droite le Liban et à gauche l'Anti-Liban. Au milieu, dans la cassure s'étend la plaine de la Coélsyrie ou « Syrie creuse », la Békaà des Arabes. Ce sont les parties les plus élevées de la Syrie-Palestine, ses grandes citadelles naturelles, le refuge des populations devant l'invasion ennemie.

Le Liban s'étend, dans la direction S. S. W. — N. N. E. de la vallée du Litani au sud, jusqu'au 34°75' latitude nord, au nord, sur une longueur de 150 kilomètres environ, avec une largeur moyenne de 30 kilomètres. Son nom est dérivé de l'hébreu

Lebanon » (montagne blanche ou montagne du lait), qu'il tient ou bien des neiges qui recouvrent ses sommets, ou bien de la blancheur de ses roches calcaires. C'est le *Djebel Libnan* ou *Djebel el-Gharbè* (« montagne de l'ouest ») des Arabes. Le Liban s'élève doucement à partir de la côte méditerranéenne

en terrasses successives, jusqu'à la crête dont l'altitude moyenne est de 1930 mètres. Il n'est séparé de la mer que par une étroite bande côtière, l'ancien littoral phénicien. Vue de la mer, la chaîne a l'aspect d'une montagne qui se dresse à pic comme un mur en face de la Méditerranée. Sa masse imposante, ses cimes le plus souvent blanches de neige, ses roches calcaires sont d'un effet magique dans l'azur pur et clair de l'atmosphère et l'éclat du soleil levantin. Le dessin très net et puissant de la crête apparaît dans des effets de lumière d'une richesse et d'une variété de tons admirables (1).

Cet aspect féérique cependant change sitôt que l'on a franchi les premières terrasses de la pente occidentale. Le Liban apparaît alors dans sa véritable physionomie. Le caractère de chaîne montagneuse disparaît, et devant le regard du spectateur s'étend un plateau horizontal et presque rectiligne, parsemé de pierres, d'une monotonie désolante. Il est formé d'une série de croupes jaunâtres et tristes, complètement nues, séparées les unes des autres par des vallées profondément encaissées, de véritables *canyons*. Sur ce socle déchiqueté et presque désert s'élèvent quelques sommets arides et nus, battus par les vents. Leur altitude moyenne est de 2.120 mètres. Le point culminant est le sommet du *Djebel-Tamaroun*, avec 3.215 mètres ; viennent ensuite le *Dahr-el-Kadib* avec 3 067 mètres, le *Djebel-el-Makhmal* avec 3.047 mètres, et le légendaire *Djebel-Sannîn* avec 2.608 mètres. Les cols sont très élevés, la crête n'est traversée que par des passages peu profonds et peu nombreux (2).

L'ensemble du massif est profondément raviné, déchiqueté, creusé. Des vallées encaissées et monotones, des couloirs abrupts, des grottes profondes, des cirques d'érosion, des cavernes, des trous innombrables ; puis des rocs arides se dressant à pic jettent dans le centre du Liban une tristesse désolante.

Le Liban s'abaisse en pente brusque à l'ouest vers la Cœlésyrie (Syrie creuse), la Békaà des Arabes ou « Val des Mu-

(1) Voir El. Reclus, *L'homme et la terre*, II, p. 47 : « La plage semée de coquillages tremble sous le choc des longues vagues, sur lesquelles pèse souvent une brume argentée. C'est bien le rivage heureux où fut divinisée la volupté. »

(2) La route de Beyrouth à Damas, qui passe près du *Djebel-el-Tamaroun*, monte jusqu'à 1.542 mètres d'altitude.

riers », qui continue au nord la fosse du Ghôr, où coule le Jourdain. C'est un couloir, une vallée entre deux chaînes, longue de 120 kilomètres, large de 14 kilomètres. Elle est partagée en deux tronçons par une ligne de faite, un seuil qui s'élève à *Baalbeck* à une altitude de 1.160 mètres. De ce faite la plaine s'abaisse des deux côtés jusqu'à 500 mètres d'altitude.

A l'est de la Coelésyrie, en face du Liban, se dresse l'Anti-Liban ou *Djebel-el-Charki* (montagne de l'est), qui commence, au sud, au massif du mont Hermon ou *Dje-bel-el-Cheikh* (montagne du roi), dont l'altitude est de 2.759 mètres. La structure est analogue à celle du Liban, mais son allure générale est moins imposante et son dessin moins net. Il est bordé également et déchiré par de nombreuses failles et cassures transversales et longitudinales. Ce sont des ravins, des vallées profondes et abruptes, des cavernes, des grottes et des cirques comme dans le Liban. L'altitude moyenne de la crête est de 1.623 mètres, celle de ses sommets de 1.768 mètres. Le *Talacat-Mousa* atteint 2.670 mètres, le *Halimat-Kabou* 2.516 mètres, et l'*Abul-Hin*, qui, de loin, domine Damas, 2.539 mètres. Les cols ne sont pas moins élevés que dans le Liban.

La pente raide de l'Anti-Liban est à l'ouest, tandis qu'à l'est, vers le désert, il s'abaisse lentement en quatre gradins ou terrasses successives, bordées par des failles.

Climat. — Le climat du Liban et de la Syrie marque la transition entre le climat méditerranéen et celui de l'Asie centrale et de l'Arabie. Ses caractères généraux sont déterminés par la présence de la mer Méditerranée à l'ouest, et par les déserts à l'est, au nord-est et au sud. Il y a deux saisons : la saison humide et la saison sèche. Mais le relief détermine des variantes, spécialement dans le Liban. Le littoral phénicien est très arrosé. Les vents marins, se heurtant au massif du Liban, se refroidissent ; leurs vapeurs d'eau se condensent et se déversent en très grande partie au pied et sur la pente occidentale de la chaîne.

A la fin du mois d'octobre, les orages éclatent ; c'est l'approche des grandes pluies. En décembre, le tonnerre gronde souvent, les éclairs déchirent les nuages et les crèvent ; les pluies deviennent abondantes et régulières : c'est l'hiver.

L'altitude détermine une période de froid, en janvier

et février surtout, qui fait contraste avec l'hiver très doux du littoral. Les pentes occidentales du Liban sont très neigeuses. Dans la haute montagne, la neige reste pendant la plus grande partie de l'année ; certains sommets la conservent même souvent pendant toute l'année.

Des vents violents, des tempêtes soufflent par raffales sur le plateau, et ravagent les flancs des montagnes ; des tourmentes de neige désolent les hauteurs et les vallées supérieures, obstruent toutes les routes. Autrefois même, il y avait eu des glaciers dans le Liban ; les moraines que nous y trouvons, surtout dans l'ouest, en sont les restes et les traces. Selon le poète arabe, le Sannin porte l'hiver sur sa tête, le printemps sur ses épaules et l'automne dans son sein, tandis que l'été dort à ses pieds.

A l'approche de l'été, la pureté de l'atmosphère augmente sans cesse ; sur les hautes vallées seulement et sur les sommets de la montagne s'étendent encore de légers brouillards ; mais bientôt l'ardeur du soleil les chasse, et le ciel brille d'une pureté admirable, que ne ternit aucun nuage, pendant près de six mois du commencement de mai jusqu'à fin octobre. Même pendant la nuit, les étoiles et la lune ont un éclat plus intense, inconnu dans l'Europe occidentale. Souvent, des rosées très fortes apportent au sol avide d'eau l'humidité et la vie. La végétation ne tarit pas ; les pentes du Liban ne deviennent pas un désert chaud et desséché.

A Beyrouth, l'hiver est très doux. La température moyenne de janvier, du mois le plus froid, est de $+ 10^{\circ}$. En été, la chaleur est tempérée par la mer ; la température moyenne, en juillet et août, n'est que de $27^{\circ}5$. La moyenne annuelle de température est de 20° . Les parties plus élevées, au contraire, ont un climat plus sec et beaucoup plus rude. Les pluies deviennent moins abondantes au fur et à mesure qu'on s'avance vers l'intérieur. Dans la Coelé Syrie, la chaleur s'engouffre ; il y a parfois des températures accablantes ; mais les pluies sont encore très suffisantes pour permettre l'éclosion d'une végétation luxuriante qui rappelle les régions tropicales. Par contre, l'Anti-Liban ne reçoit que peu de pluies sur son versant oriental ; vers le désert, le climat devient de plus en plus excessif et désertique ; les écarts de température sont considérables. La chaleur dépasse souvent 40° , tandis qu'en hiver, et pendant les nuits règne un froid intense.

Dans le Liban, l'époque de l'année la plus agréable est, sans conteste, celle qui va de mi-mars à fin mai ; les pluies ont presque disparu ; le ciel reprend sa pureté, et la nature resplendit dans sa verdure fraîche et éclatante.

La parfaite salubrité du climat libanais est universellement reconnue ; plus on s'éloigne de la mer en s'élevant dans la montagne, plus l'immunité devient complète ; c'est un vaste sanatorium naturel où de nombreux malades et surtout des poitrinaires pourraient retrouver la santé et une vigueur nouvelle. Aussi les populations libanaises sont-elles remarquables par la solidité de leurs poumons et leur endurance physique.

En somme, le Liban et l'Anti-Liban jouiraient d'un climat favorable si les pluies étaient plus abondantes. On a beaucoup discuté le point de savoir si ce climat s'était modifié depuis l'antiquité ; car, autrefois, le Liban était la terre fertile par excellence, un véritable grenier d'abondance ; cette richesse agricole ne pouvait exister qu'avec une humidité suffisante. Or, les grands travaux d'irrigation dont on voit encore aujourd'hui les restes, témoignent que l'homme, dès les plus anciens temps, luttait contre la sécheresse. Les aqueducs bien entretenus, les citernes et les bassins habilement ménagés, l'endiguement des fleuves et des rivières, la protection des forêts permettaient une culture plus riche.

Sous la domination musulmane, ces grandioses travaux ont été délaissés ; les guerres et les mauvaises administrations, pendant des siècles, ont appauvri le pays ; mais il n'y a pas eu de changements climatologiques. La main de l'homme peut transformer aujourd'hui encore le Liban par de vastes travaux en une contrée des plus fertiles.

Hydrographie. — L'hydrographie est déterminée à la fois par la quantité des précipitations atmosphériques, par le relief et par la nature du sol. Le calcaire, très perméable, laisse infiltrer les eaux et facilite leur concentration. Celles-ci sortent alors sur les deux versants du Liban et de l'Anti-Liban en sources puissantes et en cascades, et découpent dans le plateau des gorges et des « *canyons* » étagés. Les sources sont nombreuses, surtout aux pieds des deux chaînes. La répartition des pluies et des neiges est cause que les versants occidentaux de l'Anti-Liban et surtout du Liban sont beaucoup plus riches en sources et en rivières que les versants orientaux. Les massifs culminants font office de centres hy-

drographiques ; parmi eux, le mont Hermon est particulièrement important.

Les rivières empruntent souvent des failles. Dans le Liban, elles sont, dans le sud, longitudinales, puis transversales, se frayant leurs vallées à travers les chaînes par érosion. Il faut noter trois principaux centres d'attraction, vers lesquels les eaux se rallient. A l'ouest, c'est la mer Méditerranée : vers laquelle les rivières descendent en torrents ; au centre, c'est la Coélésyrie, où les ruisseaux et les rivières se réunissent en deux fleuves ; à l'est, enfin, c'est le désert ; les cours d'eau s'y perdent, ne formant que des *ouadis*, presque toujours secs. Ni sur le versant occidental du Liban, ni sur le versant désertique de l'Anti-Liban ne se forment des rivières puissantes.

Sur le versant occidental du Liban, elles sont réglées par les eaux souterraines qui cheminent sous les assises calcaires de la montagne. La rapidité de leur parcours, leur pente assez forte, et la sécheresse de l'été, pendant lequel ils sont presque taris, ne leur permettent pas un grand développement et les rendent impraticables à la navigation. Ils servent, avant tout, à l'irrigation des campagnes et à l'approvisionnement des villes en eau.

Le *Nahr-el-Kebir* ou « Grande Rivière », l'*Eteuthérus* des Anciens, au nord, prend sa source sur le versant oriental, et coule d'abord dans une vallée longitudinale, pour percer ensuite la montagne par une trouée transversale. Il reçoit les eaux du *Nahr-el-Arous*, qui a, comme affluent, un des cours d'eau les plus curieux de la région. C'est le *Nahr-el-Sebti*, ou « Rivière du septième jour », le fleuve Sabbatique de l'historien juif Flavius Josephe, l'auteur des *Antiquités judaïques*. C'est un ruisseau intermittent ; d'après la légende, il n'aurait de l'eau que tous les septièmes jours, d'où son nom ; mais, en général, c'est chaque troisième jour que reprend son flot.

Au sud du *Nahr-el-Kébir* coule le *Nahr-Kadicha*, la « Rivière Sainte » des indigènes, ou « Rivière du Paradis », qui est alimenté par les neiges du Timaroûn et du Makhmal. Dans son bassin se trouve le grand village d'Ehden. Le *Nahr-Ibrahim*, l'Adonis des anciens, prend sa source sur le versant oriental de la chaîne, mais s'engouffre immédiatement dans des crevasses pour couler dans des fissures souterraines et

ne reparaitre que sur le versant occidental (1) ; son lit est presque à sec vers la fin de l'été ; mais, à la suite de la fonte des neiges, les eaux abondent et forment à sa source un lac intermittent, le lac *Yamounah* (2).

Les sources qui reparaissent ainsi sur le versant occidental, après un parcours souterrain, forment le plus souvent des cirques grandioses et des cascades merveilleuses ; la plus fameuse et la plus abondante, la *Magarah* ou *Caverne d'Apheca*, se développe dans la haute vallée d'*Afka*. C'est la fontaine Vacluse du Liban, un des sites les plus grandioses de la Syrie. Elle est entourée d'un vaste amphithéâtre de rochers de 600 à 700 mètres de hauteur ; leur muraille blanche est ceinte jusqu'au sommet d'hémicycles de verdure. D'une caverne large et haute de 6 mètres s'échappe l'eau cristalline et descend en cascades brillantes très régulières.

Le *Nahr-el-Kelb*, ou « Fleuve du Chien », le Lycus ou « Fleuve du Loup » des anciens, se jette dans la mer au nord de la ville de Beyrouth, qu'il alimente de ses eaux. Beyrouth même est traversée par la rivière de Beyrouth, le *Nahr-Beyrouth*.

Les fleuves les plus importants cependant sont le *Nahr-el-Assy*, le *Nahr-el-Litani*, le Jourdain et le Barada. Ils forment ensemble une croix ; le Nahr-el-Assy et le Jourdain en sont le tronc, le Nahr-el-Litani et le Barada les branches.

Le *Nahr-el-Assy* « (fleuve rebelle) », l'Oronte des anciens, naît sur les flancs occidentaux de l'Anti-Liban, un peu au nord de Baalbeck, dans la contrée où se trouvent également les sources du Nahr-el-Litani. Il coule d'abord dans une vallée encaissée, puis pénètre dans la Célé-syrie où il devient marécageux. En arrivant à Homs, il forme un lac assez vaste, de plus de 50 kilomètres carrés, le lac d'Homs (*Bahr-el-Katini*), entouré d'une plaine basse, souvent recouverte d'eau. Plus au nord, de nombreux marécages riverains marquent les traces d'un deuxième lac, aujourd'hui disparu. Le fleuve tourne ensuite les contreforts du mont Cassim et des monts Ansarieh, traverse la célèbre et pittoresque

(1) Il se teint de rouge encore au printemps, à l'époque où l'on pleurait jadis la mort du symbolique favori de Vénus (V. El. Reclus, *L'homme et la terre*, t. II, p. 47).

(2) Dans les eaux souterraines de cette région, vit un poisson minuscule, le *phocinollus Libani*.

ville d'Antioche, l'Antaqieh des Turcs. La percée des chaînes côtières est difficile ; le travail d'érosion n'a pas encore équilibré le lit du fleuve, barré d'écueils, de rochers. Le *Nahr-el-Assy* descend en cascades vers le littoral, après avoir été grossi par des affluents qui lui viennent du nord, de la Petite-Arménie. C'est une rivière importante, la grande artère de la Cœlésyrie septentrionale ; elle recueille de nombreuses sources et des ruisseaux qui coulent des flancs du Liban et de l'Anti-Liban vers la plaine centrale. Elle n'est guère utilisée pour la navigation fluviale, bien que son débit soit suffisant. De grands travaux de correction seraient nécessaires pour en faire une bonne voie navigable. Mais elle est le grand réservoir d'eau pour l'irrigation de la vallée ; c'est à elle et au *Nahr-el-Litani* que la Cœlésyrie, la Bekaa doit sa grande fertilité. Ce sont les véritables sources de la vie de cette région privilégiée.

Le *Nahr-el-Litani*, le Léontès des anciens est, comme l'Oronte, un assez grand fleuve venant également du seuil de Baalbek. Sa source principale jaillit dans une gorge de l'Anti-Liban, à 25 kilomètres environ au sud de Baalbek. Gonflé par mille ruisseaux qui lui viennent du Liban et de l'Anti-Liban, il a bientôt un débit moyen de 142 mètres cubes à la minute. Après avoir coulé, dans son cours supérieur, dans la direction du sud, sud-ouest, drainant toute la partie méridionale de la Békaa, il se jette brusquement à l'ouest et s'engage dans une faille transversale pour traverser le Liban. Son cours, dans cette partie, est des plus pittoresque. Le fleuve coule dans un *canyon* dont les précipices ont souvent plus de 300 mètres de hauteur. De nombreuses écluses resserrent et entravent son lit ; les sommets des rochers sont parfois couronnés de châteaux forts, venant du moyen-âge, comme celui de Beaufort.

A la sortie du Liban, le *Nahr-el-Litani* prend le nom de *Nahr-el-Kasimiyeh*, ou « fleuve de la séparation ». Il se jette dans la Méditerranée à sept kilomètres environ au nord de la ville de Tyr.

Pas plus que le *Nahr-el-Assy*, le *Nahr-el-Litani* ne peut être utilisé pour une navigation fluviale importante, à moins de travaux considérables ; mais, comme lui, par un débit qui ne tarit pas pendant la saison sèche et qui, pendant la plus grande partie de l'année, est important, il alimente les puits,

les canaux et les conduites d'irrigations auxquelles la Békaà doit sa grande fertilité.

Le Jourdain n'intéresse la région libanaise que dans son cours supérieur, dans le mont Hermon, où d'abondantes fontaines assurent à ses sources un débit permanent. Près de Hasbeya, par une puissante fontaine, une d'elles, le *Nahr-el-Hasbani*, s'échappe vers le sud. La source orientale, la plus fameuse, mais non la plus abondante, naît dans la gorge de *Banias*. Le Jourdain longe la pente occidentale du Mont Hermon, arrosant la partie la plus méridionale de la Békaà, parallèlement au *Nahr-el-Litani*, puis se dirige en ligne droite vers le sud pour s'enfoncer dans la Palestine et dans le Ghôr et aboutir à la mer Morte.

Les rivières et torrents qui descendent de l'Anti-Liban et du mont Hermon vers l'est et le sud-est, se perdent dans le désert ; leurs eaux s'évaporent ; ils cessent de couler, ou bien ils se jettent dans des marais et des lacs du désert .

Parmi les *ouadis*, un seul a une grande importance : c'est le *Barada*, la « rivière de Damas », l'ancien Chrysorrhœos ou « coulée d'or » des Grecs ; ses deux sources prennent naissance, l'une à l'est, l'autre à l'ouest du *Djebel-el-Zeddani*, haut sommet de l'Anti-Liban. Le Barada coule d'abord dans un *canyon* très profond, dont les parois cachent souvent ses eaux. Sitôt entré en plaine, il se divise en de nombreux canaux d'irrigation qui « versent des richesses dans la campagne, assiégée au loin par le désert » (1). A l'est, le fleuve, de nouveau réuni, se perd dans des marais.

En somme, les cours d'eau ne manquent pas dans le Liban ; ils pourraient donner à la terre fertile, mais desséchée, l'humidité et la vie. Si, pendant l'été, ils sont souvent taris, cela tient au déboisement de la montagne. Mais, pendant l'hiver, il y a des réserves d'eau suffisantes pour répandre, par une savante irrigation, la fraîcheur et la richesse à travers toute la région.

Flore et faune. — La flore du Liban et de la Syrie est déterminée par le climat. Le caractère de transition de la région s'y marque également. On passe de la végétation méditerranéenne à celle des pays désertiques et des régions fores-

(1) Elisée Reclus, *op. cit.*, II, p. 38.

tières de l'Asie montagneuse, en passant par la végétation des plateaux.

C'est l'humidité qui détermine principalement la végétation. Là où il y a de l'eau, nous trouvons une végétation arborescente et riche ; mais partout où l'eau est rare ou manque presque totalement, c'est la steppe ou le désert.

Dans le Liban même, il faut distinguer trois zones de végétation, sur le flanc occidental, selon l'humidité et l'altitude : la côte ou le *Sahil*, le *Wusut*, « Wouçout », qui comprend les coteaux et les flancs de la montagne, les vallées et les bassins abrités, enfin, le *Djurd*, la haute montagne.

Le long du littoral s'épanouit une flore essentiellement méditerranéenne. Le terrain est fertile, la chaleur et l'humidité sont suffisantes ; les hivers sont rarement rigoureux ; aussi le pays est-il couvert d'arbrisseaux toujours verts, aux feuilles coriaces et étroites, de myrtes, de lauriers roses, d'anémones, de tulipes, de lis, de narcisses, etc. Le pin d'Italie et le pin d'Alep y poussent, et surtout l'olivier et le mûrier, répandus également dans le *Wuçut*, avec les orangers, les citronniers, les pêchers, les amandiers, les abricotiers. Le cotonnier vient également dans quelques contrées privilégiées. Les flancs occidentaux de la montagne aussi et les vallées ont une luxurieuse végétation méditerranéenne ; c'est le *Wuçut*, avec ses arbres fruitiers, poivriers, cerisiers, grenadiers, noyers, etc., ses oliviers et ses mûriers surtout, ses vignes, qui donnent un vin riche et généreux. Plus haut, à la limite du *Wuçut* et du *Djurd*, des arbres, peu nombreux d'ailleurs, des conifères, pins, genévriers, cyprès.

Les plantes de culture, dans le *Sahil* et dans le *Wuçut* sont nombreuses. Les céréales, le tabac, viennent dans les régions les plus fertiles, ensuite les légumes, la laitue, les oignons, les melons, les choux-fleurs, les concombres, les pois, les lentilles, les haricots, les aubergines, les truffes, la pomme de terre, etc. ; dans le nord, on cultive la noix de galle. De magnifiques prairies s'étendent sur certains coteaux et dans quelques vallées.

Le *Djurd* est la haute montagne stérile où ne poussent que des herbes drues, où toute végétation plus importante est tuée par la violence des vents et par les avalanches (1).

(1) A de rares endroits seulement, on rencontre des bouquets de

La *Békaà*, l'ancienne Cœlésyrie, au sol fertile, a une végétation luxuriante, comparable à celle du *Sahil*. C'est une terre à céréales. La vigne pousse sur les coteaux. Les mûriers, les figuiers et autres arbres et arbrisseaux utiles augmentent encore la richesse de cette contrée.

L'Anti-Liban est moins fertile, étant moins bien arrosé. Il est déjà situé dans la région des plateaux ; les arbres y sont rares ; ils sont remplacés par des arbustes épineux qui forment de petits buissons. Par contre, on trouve des labiées aromatiques, des chardons *causinia*, des herbes savoureuses ; c'est une région d'élevage.

Le Mont Hermon et la région du *Haouran*, qui sont parmi les centres hydrographiques les plus importants de toute la Syrie, et où il y a d'excellents terrains volcaniques, sont de bonnes terres à céréales. On y cultive le blé, le maïs, le *doura*, l'orge, le sésame. La culture du tabac est en recul. La vigne et les arbres fruitiers y sont également très répandus et donnent des fruit estimés.

Le Ghôr, la vallée du Jourdain a une flore toute tropicale, correspondant à son climat très chaud : ce sont les sycomores, les dattiers, la canne à sucre, l'aloès, les cactées, les acacias épineux, les plantes parasites. Le riz y prospère, et le cotonnier, qui réussit également dans les terres grasses entre le lac de Tibériade et la *Sekka*.

A l'est de l'Anti-Liban, c'est la steppe désertique et rapidement le désert nu et aride, où de rares oasis seules jettent des taches de verdure. Cependant, une contrée d'une fertilité rare y est isolée : c'est la vallée du Barada, Damas et ses environs, avec ses magnifiques plantations d'orangers, de citronniers, de bananiers, de figuiers, ses vignes au vin capiteux, ses beaux champs de blé, de sésame, de tabac.

La faune n'est pas moins riche ; les espèces méditerranéennes y sont représentées comme les espèces des steppes et des déserts ; dans les grottes et les cavernes du Liban vivent des ours, de plus en plus rares cependant, des loups, des hyènes, des renards venus du désert, des sangliers ; plus loin, vers l'intérieur, des panthères, des chacals. La gazelle, très co-

chènes au tronc rabougri, aux glands énormes, des térébinthes, des érables, des pins et des sapins, des cèdres, des poivriers sauvages, des genévriers aux dimensions puissantes.

mestible, se trouve partout. Il y a quatre espèces de lièvres.

Parmi les animaux domestiques, les principaux sont le mouton et la chèvre, qui se contentent de maigres pâturages. Le cheval est petit, très agile et très endurant ; il est élevé principalement dans l'Anti-Liban et vendu à Damas. L'Anti-Liban est également le grand pays d'élevage de la chèvre ; dans le Liban, le cheval est également estimé, mais les bêtes de somme et de trait par excellence y sont le mulet et l'âne. Les mulets du Liban sont célèbres dans le monde entier,

Le long des rivières, des lacs et des étangs, vit le canard sauvage, les bécassines, les cigognes. Les perdrix, les cailles, les pigeons ramiers sont remarquables par leur taille, dans le Liban surtout.

Dans le fond des vallées et dans la haute montagne perchent les aigles et les vautours.

Les reptiles sont représentés par le gesko inoffensif, par de très beaux lézards tachetés, par des serpents peu dangereux, quoique venimeux ; enfin, par la tortue, très recherchée.

Les sauterelles sont un éternel danger pour les récoltes, surtout dans les régions basses ; les collines du Liban sont moins dévastées par ce terrible fléau des pays méditerranéens.

Enfin, le Liban a, en grand nombre, des abeilles sauvages et domestiques, dont le miel est réputé par sa douceur.

LIVRE PREMIER

CHAPITRE PREMIER

LES ORIGINES HISTORIQUES DE LA SYRIE ET DU LIBAN.

L'histoire de la Syrie et du Liban est assise sur les caractères géographiques du pays. Deux faits géographiques que nous venons de mettre en relief, en déterminèrent l'histoire et l'ethnographie, premièrement sa constitution en une bande de terrains resserrée entre la Méditerranée et le désert, deuxièmement sa nature montagneuse (1). Géographiquement et historiquement, la Syrie est un « carrefour des nations ». Sur les deux grandes routes qui s'y croisent, reliant les plus anciens centres de la civilisation humaine, l'une allant du Nil et de la Méditerranée vers la Chaldée et vers l'Iran, l'autre du Nil

(1) Bibliographie générale de ce chapitre : Maspéro, *Histoire ancienne des peuples de l'Orient* ; Hertzberg, *Geschichte der Byzantiner und des Osmanischen Reiches* (*Histoire des Byzantins et de l'Empire ottoman*) ; Ibn Khaldoun, *Histoire des Berbères* (en arabe), trad. Slane. Zotenberg, chronique de Tabari ; Hammer, *Histoire de l'Empire ottoman* ; Lavalée, *Histoire de l'Empire ottoman* ; Elisée Reclus, *op. cit.* t. II ; Müller, *Der Islam im Morgenund Abendlande* (*L'Islam en Orient et en Occident*) ; Bérard, *Annales de géographie*, t. V, 1893-1896 ; Kremer, *Kulturgeschichte des Orients unter den Khalifen* (*Histoire de la civilisation de l'Orient sous les Khalifes*) ; G. Le Bon, *La civilisation des Arabes* ; Dozy, *Essais sur l'histoire de l'Islam* ; Sédillot, *Histoire des Arabes* ; G. Weil, *Geschichte der Chalifeu* (*Histoire des Khalifes*). — Du même auteur, *Geschichte der islamitischen Völker* (*Histoire des peuples musulmans*).

vers l'Asie Mineure, de grands mouvements de peuples ont passé ; elle a été le point de rencontre des Egyptiens, des Assyriens, des Grecs, des Perses ; plus tard, elle a été disputée entre les Romains et les Parthes, les Byzantins et les Sassanides, entre le monde occidental et le monde arabe et turc. Francs et Musulmans s'y battaient et s'y rencontraient pour les œuvres de la paix et du commerce. Aujourd'hui, sa grande importance tient encore à cette situation géographique de zone de passage. Elle est restée le lieu de rencontre de l'Orient et de l'Occident.

Par cela même qu'elle est un « carrefour des nations », la Syrie est peuplée, depuis l'antiquité, des éléments les plus divers. Seulement ces éléments ne se sont guère mélangés. En effet, la nature montagneuse du pays a comme conséquence son extrême morcellement. La Syrie manque d'unité ethnographique et politique, comme elle manque d'unité géographique. Elle se morcela de bonne heure en une infinité de petits Etats qui sont en lutte perpétuelle les uns contre les autres. Les puissances étrangères profitèrent de ces guerres intestines pour envahir la Syrie et la soumettre. Elle a été tour à tour asservie aux Egyptiens, aux Assyriens, aux Babyloniens, aux Perses, aux Grecs, aux Séleucides, aux Romains, aux Byzantins, aux Arabes, aux Turcs. Mais aucun de ces peuples n'arriva à la subjuguier entièrement. Les éléments les plus robustes et les plus résistants des populations syriennes se retiraient toujours dans les montagnes qui surplombent le pays en véritables forteresses naturelles, y formaient des Etats minuscules qui conservaient une autonomie proportionnée à l'éloignement et à la faiblesse du pouvoir central.

Parmi ces bastions naturels, le Liban, l'Anti-Liban et le Mont Hermon devaient jouer, par la puissance de leur structure, le principal rôle. C'est à l'abri du mur protecteur gigantesque qu'est le Liban contre tout adversaire venant par la voie terrestre, que s'est développée la Phénicie, le long de l'étroite bande côtière entre la montagne et la Méditerranée. Contre les Egyptiens et les Assyriens, les Phéniciens avaient eu soin de fortifier certains points de la montagne, comme, par exemple, Bothrys, le Batroun d'aujourd'hui. Cette sécurité relative et l'admirable situation géographique de leur région firent des Phéniciens, du ^xⁱ^e au ^{vii}^e siècle avant Jésus-Christ, la première puissance commerciale du monde médi-

terranéen : l'île d'Arvad ou « du Refuge (1) », Tripoli (2), Bothrys (Batroun), Byblos (Djébaïl) (3), Beyrouth (4), Sidon (5), Tyr (6), Akka (7), Joppe (8), et tant d'autres villes maritimes phéniciennes en sont le témoignage le plus éclatant. Ils rayonnèrent à travers toute la Méditerranée ; ils possédèrent le Bosphore (9), occupèrent le promontoire isolé où se dressa la cité de Carthage, la « fille de Tyr » par excellence, pénétrèrent jusque dans l'Atlantique et firent même le tour de l'Afrique.

Ce sont les Phéniciens qui ont civilisé les Grecs, qui les ont instruits et poussés dans la voie du progrès, qui ont apporté

(1) Dont le pourtour ne dépasse pas 1.300 mètres

(2) Tarabulos. — « Les trois cités commerçantes d'Arvadé, de Sidon et de Tyr s'étaient mises d'accord pour fonder et pour gérer à frais commun le comptoir qui fut désigné, en vertu de son origine, sous le nom de « Triple Ville », le Tripolis grec. Rarement, puissances rivales donnèrent pareil exemple de sagesse dans la bonne équilibration de leurs intérêts » (Elisée Reclus, *L'homme et la terre*, t. II, pp. 4 et s.).

(3) « L'ancien nom assyrien de Byblos, « Gubal », a le même sens que le mot arabe moderne signifiant également « Ville des Montagnards ». En effet, c'est vers ces petits ports (Bothrys et Byblos) du littoral syrien, que descendirent les Montagnards du Liban, pour fonder leurs premières colonies de trafic maritime » (El. Reclus, *op. cit.*, t. II, p. 46).

(4) « Beïrt, jadis Beeroth ou les « Fontaines », la Beryte des Grecs, naquit le même jour que Byblos, dit la légende : elle était aussi heureusement située que Gubal comme lieu de culture et de marché, pour les gens descendus de la montagne, et sa longue péninsule, dardée au large dans la mer, assurait aux navires un bien meilleur abri ». E. Reclus, *op. cit.*, t. II, p. 47.

(5) La puissante Sidon, la « Grande », par excellence, la « Mère de Tyr et d'Arvad », dit une inscription.

(6) La superbe Tyr. « L'autre fille » qui devint plus puissante et plus fameuse que Sidon ne l'avait jamais été, Tyr ou Tsaour, le « Rocher », était ainsi nommée des bancs émergés, pareils à celui d'Arvad, qui servirent d'abord à protéger contre les vents du large les embarcations d'une ville continentale, dite Palaeo-Tyr, ou « vieille Tyr », par les Grecs, mais que l'on utilisa ensuite pour y construire la cité commerçante et la mettre à l'abri des conquérants de passage » (E. Reclus, *op. cit.*, t. II, p. 50).

(7) Ptolémaïs des Anciens, aujourd'hui Saint-Jean-d'Acre.

(8) Ou Joppé, la moderne Jaffa.

(9) Ils y fondèrent une forteresse, Kalta, Karta ou Carthage, la Khalkédon des Grecs, la moderne Chalcédoine. — V. Bérard, *Annales de géographie*, t. V, 1895-1896, p. 258.

les premiers germes de la civilisation aux Gaulois, aux Italiens, aux Espagnols, qui ont transformé le Nord Africain en une des contrées les plus riches du monde ancien. Ils ont été les premiers et très grands agents du progrès humain dans la Méditerranée ; les Grecs n'ont fait que les suivre et les imiter. Beaucoup de villes grecques et leurs principales colonies, entre autres Nice, Marseille (1), Antibes, ont été élevées sur l'emplacement même d'établissements phéniciens.

L'intelligence, l'activité et l'habileté de ce petit peuple, très vives déjà et très éveillées par l'effort constant qu'il est obligé de fournir pour dominer la mer et pour exploiter la montagne, sont aiguisées encore davantage par leurs courses à travers les océans. Leur génie se manifeste par les grands progrès qu'ils réalisent dans toutes les branches de l'activité humaine. Ils inventent la fabrication du verre, de la pourpre ; ils perfectionnent la teinturerie, l'orfèvrerie, la métallurgie. Ils perfectionnent la navigation, les mathématiques, l'écriture, l'alphabet (2). Ils sont d'habiles agronomes. Par des travaux gigantesques d'irrigation, ils fertilisent les pentes du Liban et les transforment en une région de culture intense.

Cette prospérité économique de la Phénicie et du Liban devait durer pendant toute l'antiquité et le haut moyen âge, longtemps après que Tyr et Sidon avaient perdu leur indépendance. La province de Syrie était une des plus riches de l'Empire Romain. Pour les céréales, elle était, après l'Egypte et l'Afrique du Nord, un des greniers de Rome et de l'Italie.

Sous le Bas-Empire, le Liban faisait partie du diocèse d'Orient et des deux provinces du Liban et de la Phénicie du Liban. La richesse du pays était encore remarquable. L'empereur Justinien le Grand y introduisit l'élève du ver à soie, qui, dans la suite, allait en devenir la principale ressource. Des fabriques de soie furent installées à Tyr et à Beyrouth, la Béryste des Grecs.

Cependant, la domination byzantine devait accumuler bien des ruines en Syrie. L'Empire était battu en brèche sur toutes ses frontières, par les Slaves, les Avars, les Bulgares et les Perses, pendant qu'à l'intérieur les querelles religieuses et les luttes civiles le déchiraient.

(1) De son nom phénicien Mars-el, ou Port de Dieu.

(2) L'alphabet grec est dérivé du leur.

Une administration corrompue le rongeaît comme une plaie gangreneuse. Les fonctionnaires étaient, pour la plupart, cruels, perfides, vicieux et rapaces. Une fiscalité avide, injuste et dure exploitait et ruinait les populations. Les impôts très lourds, certains monopoles, comme celui de la fabrication et de la vente de la soie, les corvées, les prestations en nature, le logement des troupes, pesaient surtout sur le petit peuple des artisans et des paysans. Les couvents avaient accaparé une grande partie des terres, qui étaient ainsi soustraites à l'impôt. Comme les besoins du fisc allaient en augmentant et le nombre des contribuables en diminuant, à la suite du développement de la vie monacale et des couvents, les charges fiscales du petit peuple croissaient sans cesse. Enfin, l'Empire était en proie aux luttes religieuses. La Syrie était le berceau du christianisme ; mais de bonne heure ses populations n'avaient plus une foi chrétienne uniforme. Le goût de la philosophie et des discussions théologiques y était fort répandu. On disputait sur l'idée de Dieu, sur la nature du Christ, sur le dogme de la Trinité. Il y eut une foison d'hérésies. Un évêque de Constantinople, Nestorius, enseigna, au début du ^v^e siècle, qu'il fallait séparer dans le Christ la nature divine de la nature humaine. Mais le Concile d'Ephèse, en 431, condamna sa doctrine, et décréta que le Christ était à la fois homme et Dieu. Eutychès, abbé d'un couvent de Constantinople, déclara, vers 451, que le Christ n'avait qu'une nature ; mais il fut condamné à son tour par l'Eglise.

Le malheur fut que le gouvernement byzantin crut devoir se mêler à toutes ces querelles religieuses et en faire une question d'Etat. Il se constitua le gardien de l'orthodoxie, de la « vraie foi », et sévit contre les hérétiques. L'Empereur Justinien le Grand pourchassa les partisans de Nestorius, les nestoriens, qui se réfugièrent dans les hautes montagnes de l'Arménie et de la Perse. Puis, il se tourna contre les monophysites, qui résistèrent par la force à la persécution. Le sang chrétien coula en Syrie, versé par d'autres chrétiens. Les monophysites se maintinrent dans les montagnes arméniennes et syriennes et en Egypte.

Peut-être l'opposition contre l'hellénisme de Constantinople poussait-elle également les Syriens dans l'opposition religieuse. En effet, malgré près de neuf siècles de domination grecque, ils étaient, au fond, peu hellénisés. Les couches pro-

fondes des populations étaient restées sémitiques. L'hellénisme n'y était que de surface. Même au v^e et au vi^e siècles, il y avait une réaction contre lui et contre toutes les tendances qui venaient de Byzance. Les succès des monophysites s'expliquent en partie par cette réaction sémitique contre Byzance.

Une troisième hérésie devait même avoir son foyer principal en Syrie. Ce fut celle des monothélites. Elle avait pour origine une déclaration de l'empereur Héraclius, qui voulait réconcilier le dogme orthodoxe et celui des monophysites, en établissant que, s'il y avait deux natures dans le Christ, il ne pouvait y avoir qu'une volonté. Héraclius en fit le dogme officiel, mais le haut clergé byzantin réussit à la faire condamner. Comme les monophysites, les monothélites firent de très nombreux adhérents en Syrie et finirent par y former des Eglises particulières, séparées de l'Eglise catholique officielle.

La domination byzantine en Syrie était donc singulièrement affaiblie, lorsqu'en 634, de nouveaux conquérants se ruèrent sur cette province. C'étaient les Arabes musulmans. Leurs succès furent foudroyants. En moins de six ans, la Syrie était définitivement entre leurs mains.

Seuls, les montagnards du Haourân et surtout ceux du Liban et les habitants de la côte phénicienne prolongèrent la résistance. Ces derniers, plutôt que de se soumettre, préférèrent en partie émigrer dans les vallées du Liban ou dans les îles voisines de leur pays. Pour combler les vides, les Arabes établirent à Tripoli, Beyrouth, Sayda, Akka, des colonies perses.

La rapidité relative de cette conquête s'explique sans doute par la vigueur et la force expansive d'une race jeune et robuste, venant de réaliser son unité nationale et religieuse. Soulevés par l'ardeur de leur foi nouvelle, attirés aussi vers la Syrie riche et fertile par l'appât du gain, les Arabes étaient certes des adversaires redoutables. Vigoureux, agiles, sobres et infatigables, ils étaient habitués à évoluer dans les pays de steppe, tandis que les troupes byzantines, plus lourdes, y souffraient beaucoup. Ils étaient commandés par des officiers d'élite et par des généraux comme Saad et Khaled, qui avaient le génie de la grande guerre. Le khalife Omar était un chef d'Etat de grande envergure, prudent et énergique, qui savait imposer à tous une forte discipline, donner à la guerre une puissante impulsion d'ensemble et assurer l'unité de commandement.

Enfin, les Arabes se trouvaient à l'étroit dans leur patrie où les déserts tenaient la plus grande place ; ils étaient obligés de conquérir de nouvelles terres, pour assurer l'existence matérielle de leur population accrue.

Cependant leur valeur militaire incontestable n'est pas la seule cause de leurs rapides succès. C'est qu'ils se heurtaient à un adversaire dont la force de résistance était singulièrement minée. Tous les faits que nous avons énumérés plus haut avaient complètement ébranlé la domination byzantine en Syrie. L'armée était désorganisée et le trésor vide. L'extension du monachisme avait enlevé à la vie publique et à l'activité économique une partie trop grande des forces vives des populations syriennes. Les couvents, les ordres religieux et les terres ecclésiastiques exemptes de l'impôt, soustraites à la vie économique générale, s'étaient multipliés, au grand dommage de la prospérité du pays. Les querelles religieuses avaient détruit l'unité impériale et armé les uns contre les autres les habitants de l'Empire.

L'empereur Héraclius, après avoir donné, par ses victoires sur les Sassanides, un regain de gloire à l'Empire et affermi sa puissance, paraissait épuisé par l'effort même qu'il venait de faire et était retombé dans une sorte de léthargie. L'administration tyrannique des gouverneurs byzantins, la dureté du fisc impérial et surtout les luttes religieuses avaient éloigné la majorité des Syriens du gouvernement de Constantinople. Les monophysites même saluèrent avec joie l'arrivée des Arabes et la défaite de leurs persécuteurs officiels. Enfin, les affinités de race attiraient les Syriens vers les Arabes. L'hellénisme, en effet, n'avait jamais pénétré jusqu'au cœur de la majeure partie d'entre eux. Sous un vernis de civilisation hellénique, ils étaient restés sémitiques, surtout dans le sud et le sud-est. Pour eux, les Byzantins étaient plutôt des étrangers, tandis que les Arabes étaient des frères de race. La religion ne creusait pas entre eux un fossé infranchissable, car ces premiers conquérants arabes étaient tolérants et exempts d'un prosélytisme farouche. Il y avait certes plus d'animosité entre les monophysites et les catholiques orthodoxes qu'entre les premiers et les musulmans.

Omar fit de la Syrie une province du khalifat de Médine. Le gouverneur ou *Emir* résidait à Damas, qui se transforma

rapidement en une ville surtout musulmane. Un cadi lui fut bientôt adjoint pour rendre la justice selon la loi du Koran. Le pays fut provisoirement divisé en une série de districts militaires, commandés chacun par un émir arabe.

La domination arabe devait changer complètement la physionomie de la Syrie. Une notable partie des Syriens embrassa l'Islam, principalement ceux des tribus méridionales. Dans les villes aussi, il y eut des défections. Des historiens arabes rapportent que le khalife Omar envoya des missionnaires musulmans en Syrie, pour y enseigner le Koran. Il s'y forma une population musulmane, renforcée surtout par les nombreux immigrants arabes attirés par les terres fertiles et par l'appât du butin. Tous les Syriens convertis devinrent les égaux des conquérants.

La condition des populations conquises était déterminée principalement par les capitulations qui stipulèrent la reddition des villes. La capitulation de Damas servit de règle à celles de Tibériade et des villes de la Syrie septentrionale. Le khalife confisquait les domaines de la famille impériale de Constantinople et les biens de tous ceux qui s'étaient enfuis de la Syrie pendant la conquête. Les édifices publics, les maisons particulières, l'or, l'argent, les terres étaient partagés également entre les vainqueurs et les vaincus. Les chrétiens en gardaient une moitié, mais comme usufruitiers seulement : la propriété en appartenait à l'Etat. L'autre moitié était répartie entre les mosquées, les émirs et les guerriers arabes (1).

Les chrétiens étaient assujettis à une série de taxes ; ils payaient d'abord la *Jiziah* ou capitation, par laquelle ils étaient censés racheter leurs têtes ; ensuite, le *Kharadj* ou impôt foncier, basé sur l'étendue et la fertilité des terres, et qui était une sorte de redevance pour la tenure. Sur leurs récoltes, le khalife prélevait une quantité d'orge et de blé égale à la quantité employée pour l'ensemencement. Enfin, ils devaient la taxe des pauvres, le *Zakât*, que payaient également les musulmans.

De l'aveu même des auteurs byzantins, les impôts n'étaient pas très élevés. Seulement, de même que les administrateurs

(1) Beugnot, *Mémoire sur le régime des terres dans les principautés fondées en Syrie par les Francs*, p. 9 et suiv.

byzantins, les fonctionnaires arabes manquaient trop souvent d'équité et répartissaient les charges fiscales entre les individus d'une façon arbitraire. La perception aussi des impôts était faite avec une grande dureté. Un auteur arabe même, Ben Khaldoun, avoue que « la plupart des arabes qui formaient les garnisons des villes conquises étaient des gens grossiers » ; et il ajoute : « Lorsque la conquête d'une province ou la fondation d'une dynastie a mis les Arabes en état d'assouvir leur rapacité, ils méprisent tous les règlements qui servent à protéger les propriétés et les richesses des habitants ». Cependant, la grande habileté politique et l'intelligence des premiers gouverneurs arabes de la Syrie surent prévenir la ruine économique du pays par les envahisseurs et maintenir, au contraire, sa prospérité.

Les chrétiens devaient également se distinguer extérieurement des musulmans. Il leur était interdit de porter des armes, de revêtir le costume musulman. Ils étaient traités avec un mépris dédaigneux, mais non exempt d'indulgence, à condition qu'ils fussent respectueux envers les « croyants » et qu'ils ne critiquassent pas la religion du Prophète et ses préceptes.

La société syrienne était ainsi complètement transformée. Il y avait désormais deux classes sociales, séparées l'une de l'autre par la religion ; une classe dominante, celle des musulmans, et une classe sujette, celle des chrétiens, des *rayas* (ou troupeau). Les premiers khalifes ne cherchaient pas à faire de nombreux prosélytes ; au contraire, ils voulaient conserver dans leur Empire de nombreux *rayas* qui travailleraient pour les « fidèles », pour les musulmans, et qui seraient taillables et corvéables à merci. La société musulmane et arabe, au début, était en elle-même nettement démocratique. Tous les « croyants » étaient égaux entre eux. Mais cette organisation démocratique s'appuyait sur une autre organisation comprenant une classe de serfs et de sujets. Les premiers khalifes et principalement Omar, évitaient de trop restreindre, par des conversions, cette dernière classe, « véritable classe nourricière » de la société musulmane.

La conquête arabe devait avoir pour conséquence le refoulement de l'hellénisme par le sémitisme. Ce dernier prenait en quelque sorte sa revanche sur les Grecs et les Byzantins, qui, pendant neuf siècles, avaient essayé de le supplanter.

Selon Mommsen, la conquête arabe fut le « bourreau de l'hellénisme ». Une civilisation sémitique allait se développer, profondément indigène, s'inspirant des particularités du pays et de ses races, véritable héritière de la vieille civilisation orientale, que les Phéniciens, les Juifs, et d'autres peuplades syriennes avaient illustrée. La Syrie devint le berceau de la civilisation arabe ou musulmane. Le grec continua à être parlé quelque temps encore par l'aristocratie des villes, tandis que le syriaque resta la langue du peuple. Mais l'arabe les remplaça peu à peu et devint l'idiome de toute la population. Les anciens noms de villes, auxquels on avait substitué des noms grecs, reparurent. Quelquefois, pour arriver à leur forme moderne, ces noms n'ont dû subir qu'une légère modification de leur forme biblique. Quelques noms de villes grecs, cependant, ont subsisté, surtout ceux des villes fondées par les successeurs d'Alexandre le Grand et par les Séleucides, comme Antioche, Laodicée et d'autres.

En un mot, la Syrie allait, sous les Arabes, redevenir le centre du sémitisme, pour le rester jusqu'à nos jours. Tout ce qui était grec ou latin de race ou de langue, y était désormais considéré comme étranger. C'était une victoire de l'Orient sémitique remportée sur ses anciens maîtres grecs, romains et byzantins. Même les chrétiens adoptèrent peu à peu la langue arabe. L'architecture et le costume redevinrent orientaux, arabes pour toutes les populations sans exception. Ce fut un retour complet au sémitisme, que l'hellénisme n'avait jamais pu refouler qu'à la surface, et on peut dire que la Syrie, depuis cette époque, est restée profondément sémitique jusqu'à nos jours.

Les Arabes étaient moins intolérants que la plupart des empereurs byzantins. Ils laissaient aux chrétiens une liberté à peu près complète des cultes ; aussi, beaucoup de chrétiens se trouvaient-ils plus heureux sous la domination des « infidèles », que sous le joug des despotes de Constantinople. Les monophysites, notamment, ou Jacobites, virent leur persécution cesser avec la conquête arabe. Dans beaucoup d'endroits même les chrétiens gardèrent probablement la moitié de leurs biens ecclésiastiques, comme à Damas, où, pendant longtemps, ils entrèrent avec les musulmans par la même porte dans l'église Saint-Jean, dont la moitié seulement avait été convertie en mosquée.

Chaque communauté chrétienne eut son existence propre, indépendante, non seulement en matière spirituelle, mais aussi en matière temporelle, même au point de vue de l'organisation judiciaire. Chacune d'elles devint une « nation » ayant ses chefs et ses intérêts particuliers. Très habilement, les Arabes avaient ainsi semé la division dans les rangs de leurs sujets chrétiens. Leur union contre les « infidèles » était devenue très difficile, leur force de résistance était affaiblie,

Les catholiques orthodoxes conservaient leurs rancunes contre les Jacobites, auxquels allaient la protection et la faveur des conquérants, à cause de leur hostilité contre Byzance ; et les Jacobites applaudissaient toujours à la défaite des empereurs grecs qui les avaient persécutés. Les Monothélites également profitaient de la domination arabe pour se répandre en Syrie.

Au début de la conquête, le patriarche d'Antioche, Macédonius, était resté éloigné de son patriarcat, à Constantinople. Mais lorsque le haut clergé s'aperçut que les Arabes n'entravaient pas le libre exercice du culte chrétien et laissaient les évêques dans leurs fonctions, il retourna en Syrie. Le patriarche Macaire résida de nouveau à Antioche, à partir de 654, et conserva le contact avec Constantinople et avec la papauté. Comme il était monothélite, il fut destitué par le sixième concile œcuménique, tenu à Constantinople (680-681), et remplacé par Théophane, sans que les Arabes intervinssent. Le siège d'Antioche resta très étroitement rattaché à l'Eglise.

Cependant tous les chrétiens ne s'étaient pas soumis au joug musulman. Dans le Liban, les Arabes avaient rencontré une vive résistance. Le sentiment de l'indépendance était trop vif chez les populations montagnardes et trop profondément ancré dans les cœurs, pour qu'ils acceptassent sans coup férir une domination étrangère. Le Liban, qui, de tout temps, avait été le dernier refuge des Syriens contre les envahisseurs étrangers, devait être également leur bastion naturel contre les Arabes.

Les Montagnards, d'abord, même dans l'Empire byzantin, avaient vécu un peu à l'écart dans leurs vallées, administrés par leurs municipalités, se contentant de payer leurs impôts à l'empereur. Ils n'étaient guère molestés par le logement des fonctionnaires et des troupes, ni par les corvées et les pres-

tations. Comme partout chez les peuples des montagnes, leur foi chrétienne était simple et vive. Aussi ne voulaient-ils pas admettre le joug des « infidèles ».

Le long de la côte phénicienne aussi, la résistance contre les Arabes avait été plus vive. La population y avait, avec la Grèce et Constantinople, par son commerce maritime, des rapports plus étroits que les Syriens de l'intérieur, et était, par conséquent, plus attachée à l'Empire. Après la conquête des villes côtières par les Arabes, de nombreux habitants, voulant continuer la lutte, se retirèrent dans la Montagne, où ils se retrouvaient avec d'autres fugitifs, venant de la Coélé-syrie.

C'est dans cette époque, sans doute, qu'il faut placer l'origine historique d'une peuplade qui devait jouer dans la suite un rôle prépondérant dans le Liban et en Syrie, de la peuplade des *Maronites*, dont nous allons bientôt nous occuper.

Dès le début de la conquête arabe, le Liban devait ainsi jouer un rôle particulier en Syrie, que nous montrerons dans son ensemble, après avoir exposé, dans ses lignes générales, la domination des khalifes.

§ 1^{er}. — Les Omayyades (1).

L'Islam ne tarda pas à être déchiré par des luttes intestines et par un schisme. Le troisième khalife, Othman, vieillard débonnaire et faible, qui avait succédé à l'énergique Omar en 644, s'appuyait principalement sur ses proches parents, les Omayyades, et écartait les vieux croyants, les premiers et fidèles compagnons du Prophète. Les Omayyades étaient suspects à ces derniers ; on leur reprochait une foi religieuse trop tiède et de trop grandes ambitions personnelles et purement politiques.

Muawiya notamment, le tout-puissant gouverneur de la Syrie et le principal conseiller du khalife, n'avait aucunement les allures d'un chef religieux, préoccupé surtout de la défense et de la propagation de sa foi ; ses visées et son allure étaient celles d'un politique, d'un gouverneur et d'un homme d'Etat purement laïque, ne se laissant guère guider

(1) Presque tous les auteurs occidentaux écrivent Ommyades, Omayyades ou Oméiades, mais la véritable orthographe arabe est Omayyades.

par des considérations religieuses. Aussi les vieux croyants et les gens de Médine, qui avaient accueilli le Prophète chassé de La Mecque, s'élevaient-ils contre la prépondérance des Omaiades.

Les *Koréichites* même, l'aristocratie mecquoise d'où était sorti Mahomet, étaient divisés en deux camps rivaux. La famille des Hâchim était depuis longtemps jalouse de la maison d'Omaiya. Elle demanda qu'Othman fut remplacé à la tête de l'Islam par Ali, le gendre et l'élève préféré du Prophète, le mari de sa fille Fatimé, sous le prétexte que l'élévation d'Othman au Khalifat était entachée d'irrégularité. Ali se retira de la cour du khalife et se mit à la tête des mécontents, sans cependant encore se révolter les armes à la main.

Ses partisans prétendaient qu'il était le seul héritier légitime du Prophète, qui l'avait, en effet, adopté, après la mort de ses fils. L'effervescence, chez les Arabes, devenait de plus en plus grande. Un jour, Othman lui-même, le khalife, fut assassiné, en 655, et Ali proclamé à sa place. C'était une belle figure ; guerrier superbe, poète et orateur éloquent, il avait une foi ardente, mais un sens médiocre de la politique. Certes, aucun *Koréichite* n'était plus convaincu que lui de la vérité de l'Islam ; aucun ne se conformait avec autant de ferveur et d'exactitude à tous ses préceptes. Mais il lui manquait le sang-froid, la perspicacité, la prudence vigilante, les qualités essentielles du véritable chef d'Etat. Il avait commis la faute de soulever contre lui les rancunes de nombreux Koréichites, entre autres d'Aïcha, la femme préférée de Mahomet, en leur reprochant ouvertement leur tiédeur religieuse et leur conduite privée peu conforme aux préceptes moraux du Koran.

Aïcha fomenta une insurrection contre lui, trouva des partisans, surtout dans l'Iraq, et en Mésopotamie, mais fut vaincue au bout de quatre mois. Mais une nouvelle révolte, plus dangereuse, allait éclater.

Ali négligea de punir les meurtriers du khalife Othman, et fournit ainsi à ses adversaires un prétexte de l'attaquer, même sur le terrain religieux. Muawiya, se sachant menacé à Damas, résolut de prendre les devants contre le nouveau khalife. Il fit exposer publiquement, dans sa résidence, les vêtements ensanglantés d'Othman et jura de remplir son devoir de musulman et de venger le meurtre. Tous ses amis et ses guerriers s'associèrent à lui. Ali, à son tour, enleva à Muawiya

le gouvernement de la Syrie, mais le successeur qu'il lui donna, ne put rejoindre son poste devant l'hostilité des Syriens musulmans.

La guerre civile éclata entre Ali et Muawiya en 656 déjà. Le premier s'appuyait principalement sur l'Arabie, l'Iraq et la Perse. Mais il avait contre lui les principaux Koréichites et les meilleurs généraux de l'Empire, entre autres Amrou, le conquérant de l'Egypte, qu'il avait mis en disgrâce. Il déclara transporter le centre de sa puissance à Kûfa, dans l'Iraq, dont les musulmans lui étaient dévoués, et s'éloigna ainsi de l'Arabie même et des villes saintes de l'Islam.

Muawiya avait l'avantage d'avoir toute sa puissance concentrée en Syrie, aux portes de l'Yemen, berceau de l'Islam, d'avoir la meilleure armée de l'Empire, entraînée par les luttes incessantes contre les Byzantins, et d'être soutenu par l'habile aristocratie mecquoise, rompue aux affaires et habituée au commandement.

Les deux armées engagèrent la bataille à *Siffin*, près de l'Euphrate, en juillet 657. Au moment où les Syriens pliaient sous le choc impétueux des Alides, une ruse d'Amrou fit cesser le combat et décider un arbitrage entre les deux rivaux, qui durent s'engager à s'en remettre au jugement de Dieu.

Les arbitres se prononcèrent contre Ali, mais celui-ci refusa de reconnaître la sentence, qu'il taxa d'illégale, et se maintint dans l'Iraq et en Perse. Une partie cependant de ses partisans l'abandonna : c'étaient les Bédouins de l'Arabie. Ils se retirèrent dans leurs steppes et leurs déserts, refusant à la fois Ali et Muawiya. Animés d'un très vif sentiment d'indépendance, démocrates et égalitaires, ils repoussaient le principe même du khalifat, qui leur imposait un maître. Se reportant aux préceptes du Coran, ils prétendaient qu'en établissant l'égalité entre tous les « croyants », le Coran interdisait implicitement l'institution du khalifat, qui supprimait cette égalité voulant revenir aux croyances et aux institutions orthodoxes de l'Islam et constituèrent la secte des *Khâredjites*.

L'Islam était divisé en un khalifat de l'ouest, dont le siège était à Damas, et un de l'est. Ali, cependant, perdit constamment du terrain. Trois fanatiques résolurent alors de rétablir l'unité, en tuant à la fois Muawiya, Ali et Amrou. Ce dernier échappa à son meurtrier ; Muawiya ne reçut qu'une blessure légère ; seul, Ali succomba, selon la tradition, le

21 janvier 661. Ses fils Hasan et Hosaïn continuèrent d'abord la lutte; mais ils n'avaient ni le prestige ni les talents de leur père. Hasan finit par faire sa soumission à Muawiya. Hosaïn se retira chez les Perses, y épousa la fille du dernier roi Sassanide et y acquit une grande popularité. Muawiya ne put le chasser de l'Iran; à sa mort (679), il recommanda à son fils Yazid, qui lui succéda, de l'épargner, s'il arrivait à en triompher. Hosaïn prit les armes contre Yazid, mais il fut vaincu et tué à *Kerbéla*, en 680. La Perse reconnut alors l'autorité politique des Omayyades, mais la division dans le monde musulman persista sur le terrain religieux.

En effet, la Perse, avant la conquête arabe et sous les Sassanides, avait traversé une période de civilisation prospère et brillante. La philosophie surtout y avait brillé d'un vif éclat. La doctrine de Manès s'y était développée, fondée sur la notion d'une double divinité du bien et du mal. Les nestoriens chrétiens et les platoniciens païens, chassés par Justinien le Grand de l'Empire byzantin, y avaient apporté la philosophie grecque; de l'Inde, le bouddhisme avait pénétré jusqu'en Bactriane. Le judaïsme exerçait également une grande influence sur les Persans. Beaucoup d'esprits cultivés, enfin, étaient arrivés à la libre pensée.

D'autre part, les Persans avaient le culte de la monarchie absolue, et pensaient que les rois participaient de la nature divine. Il en résultait que le principe de l'hérédité, dans la famille royale, était chez eux sacré et intangible. Cette croyance était fortifiée encore par l'influence des théories juives, d'après lesquelles le souverain monarchique représentait l'autorité divine sur la terre.

L'Islam s'était donc heurté en Perse à des idées fortement enracinées. Il n'y fut pas embrassé aveuglément, comme en Arabie, pays primitif; ses dogmes y furent discutés et interprétés.

Enfin, la Perse subissait avec peine le joug des Arabes, qui avaient été jadis leurs tributaires, et qu'ils avaient l'habitude de considérer comme un peuple inférieur. Elle était musulmane, mais elle voulait être indépendante des maîtres arabes. Elle avait suivi Ali, en partie parce qu'il réagissait contre l'aristocratie arabe dominante.

Pour toutes ces raisons, la Perse et les pays de l'Iran en général devinrent schismatiques. On y avait fait des vœux

pour Ali ; on en fit pour Hosaïn, parce que faire des vœux pour eux, les vaincus, c'était en faire contre les maîtres. Ali fut proclamé par eux le seul et vrai héritier direct du Prophète, dont il était le fils adoptif et le gendre. Il représentait pour eux l'héritier de droit divin. Bientôt, ils prétendaient que l'esprit divin s'était incarné en lui, après la mort de Mahomet, et qu'il était un second prophète de l'Islam. Les trois premiers khalifes et les Omaiyyades n'étaient à leurs yeux que des usurpateurs ; seuls Ali et ses descendants étaient les successeurs légitimes du Prophète. Partant de ces principes, les Alides rejetèrent tous les actes des trois premiers khalifes et des Omaiyyades. Or, la religion musulmane s'était considérablement enrichie, principalement sous les khalifes de Damas. Le Coran n'était plus reconnu comme l'unique source de la foi et du dogme. A côté de lui, afin de le compléter, s'élaborait la *Tradition*, ou *Sunna*, comprenant les récits de la vie, des actions et des paroles du Prophète.

Du temps des Omaiyyades, cette *Tradition* était conservée oralement ; des recueils écrits n'en furent faits qu'au milieu du n^e siècle de l'Hégire, c'est-à-dire qu'à la fin du viii^e siècle de notre ère. On y ajouta, dans le cours des années, des traditions fausses, ou inventées en très grand nombre, élaborées principalement en Syrie, sous l'influence des nombreuses sectes religieuses et philosophiques qui s'y côtoyaient, et sous l'influence des croyances populaires qui y étaient enracinées depuis de longs siècles.

L'islamisme primitif était une religion sans miracles ; mais dès que les Arabes se trouvèrent en contact avec les populations syriennes, qui toutes racontaient des miracles de leurs nombreux prophètes, ils en introduisirent à leur tour dans la *Tradition*, pour ne pas paraître inférieurs aux Syriens. Le miracle le plus caractéristique est celui du voyage nocturne de Mahomet à Jérusalem ; monté sur le cheval ailé *Borâk*, il avait été transporté par l'archange Gabriel au temple de Jérusalem, où tous les anciens prophètes l'avaient reçu en s'inclinant devant lui. Jérusalem devenait ainsi une des villes saintes, et la Syrie un des berceaux de l'Islam.

La *Tradition* consacrait aussi le pouvoir des premiers khalifes et des Omaiyyades et représentait leurs préceptes religieux et leurs institutions politiques comme émanant directement du prophète. Les principales lois des Omaiyyades y étaient

englobées, et comme elles avaient un fondement religieux, comme elles réglaient la vie des musulmans au nom de la religion, elles furent considérées comme des articles de foi.

Les Alides, niant la légitimité des trois premiers khalifes et des Omayyades, ne pouvaient reconnaître ni les règles politiques ni les préceptes religieux de la *Tradition* ou *Sunna*, parce qu'ils consacraient l'autorité précisément des trois premiers khalifes. Ils n'acceptèrent donc comme source de la foi musulmane et fondement de l'Islam que le Coran. Même ils prétendaient qu'on pouvait commenter le Coran avec les moyens que l'homme puisait dans son intelligence. Ali et Hosaïn, pour eux, devinrent les martyrs de la « vraie foi ».

Ce schisme musulman dure encore de nos jours. Les Alides furent appelés plus tard les « Chiïtes », et les partisans de Muawiya, les « Sunnites » ou « partisans de la tradition ». La division est restée presque régionale. Les Iraniens sont aujourd'hui encore Chiïtes, et la masse des populations, des provinces occidentales de l'Islam, *Sunnite* (1).

La Syrie devint, à la suite de tous ces événements, le principal centre des musulmans *sunnites*, bien que des éléments *Chiïtes* allassent s'y établir. Même elle éclipsa complètement l'Arabie. En effet, les vieux croyants à Médine et à La Mecque, trouvant que Muawiya et surtout son fils, Yazid, s'affranchissait trop de la morale rigoureuse du Coran, s'insurgèrent contre eux et prétendant qu'ils avaient le droit de veiller au maintien de la foi, de surveiller même le khalife, et de le déposer, s'il était impie, ils excommunièrent solennellement Yazid, dans la mosquée de Médine et proclamèrent sa déchéance. Une partie même des *Koréichites* se rallia à eux sous la conduite d'Abdallah-ben-Zobéir, un des compagnons du Prophète. La Mecque, à son tour, se prononça contre les Omayyades et chassa tous les partisans de son territoire.

Abdallah réussit à grouper autour de lui les habitants de l'Hedjaz, mécontents du transfert du khalifat en Syrie et quelques partisans d'Hosaïn, fils d'Ali. Yazid envoya contre lui une armée qui prit Médine d'assaut, mais la mort du khalife arrêta la marche victorieuse de ses soldats. Son fils Muawiya II, qui lui succéda, mourut après un règne de cinq mois (683). Le khalifat passa dans les mains de Marwân, qui appartenait à

(1) On appelle « Sunnites » aussi les Musulmans *orthodoxes*.

une autre branche des Omayyades, auxquels, en 685, succéda son fils Abd-al-Maleck. Mais Abdallah-ben Zobéir était reconnu khalife, non seulement à Médine et à La Mecque, mais encore dans l'Iraq, à Kufa et à Basra, dans l'Arabie méridionale et en Egypte. Il avait des partisans même en Syrie. Le gouverneur de Damas, quelques émirs du nord et la tribu arabe des Béni-Qaïs s'étaient déclarés pour lui. Dans la Syrie méridionale, au contraire, les musulmans, pour la plupart, venus de l'Yemen, se rangeaient autour de Marwân. Celui-ci détruisit ses adversaires syriens et soumit les *Qaïsiles*. Après sa mort, son successeur Abd-al-Malek continua la lutte contre Abdallah-ben-Zobaïr. Il interdit même à ses sujets d'accomplir le pèlerinage de la Mecque, qui était l'acte de piété le plus considérable du bon musulman, et ordonna d'aller en pèlerinage à Jérusalem, érigée définitivement en ville sainte également de l'Islam.

Finalement, son armée parvint, après une lutte acharnée, à s'emparer de la Mecque. La Kaaba, pendant l'assaut, fut en partie détruite. Abdallah-ben-Zobéir fut tué (692).

A leur tour, les *Kharedjites*, après une guerre atroce, furent vaincus également et dispersés. L'unité politique du monde musulman était rétablie, mais l'unité religieuse ne pouvait plus être réalisée. Au contraire, le chiitisme se séparait toujours plus profondément des Sunnites, et achevait de se constituer en une vaste organisation politique, sociale, religieuse, qui embrassait tous les éléments musulmans anti-arabes et anti-omaiyades (1). Il devenait le refuge naturel de tous ceux qui, n'ayant plus la force morale de se séparer de l'Islam, cherchaient par le schisme, à échapper à l'orthodoxie musulmane.

L'abaissement de Médine et de la Mecque devait avoir des conséquences durables. Les deux villes conservèrent encore un certain rôle religieux dans le monde musulman, mais elles avaient perdu toute importance politique. L'Arabie ne joua plus aucun rôle directeur. Désormais, le centre de l'Islam était définitivement en dehors d'elle, d'abord en Syrie, à Damas, avec les Omayyades, plus tard dans d'autres régions. Les Omayyades cherchèrent même à abaisser l'importance religieuse de Médine et de la Mecque, en donnant le caractère de

(1) Vlaten, *op. cit.*, p. 38.

villes saintes de l'Islam également à Jérusalem et à Damas, leur capitale. La Syrie devint ainsi le second berceau de l'Islam.

Les luttes contre les premiers Omayyades avaient laissé des traces profondes dans les pays. Elles y avaient suscité des querelles séculaires et une hostilité profonde entre les tribus arabes. Les noms de Qaïsites et de Yamanites passèrent aux partis, sans cesse en lutte en Syrie et au Liban.

Les Omayyades transformèrent complètement le khalifat. Muawiya, homme d'Etat avant tout, d'une foi un peu tiède, n'était pas un chef religieux comme les trois premiers successeurs de Mahomet. Il sécularisa le khalifat, et, selon l'expression du chroniqueur arabe Ben-Khaldoûn, le changea en royauté. Il fut véritablement un souverain laïque.

Le centre de son Empire influait fortement sur ses idées et ses conceptions gouvernementales. La Syrie, avec ses nombreuses religions et son mélange de races, faisait en quelque sorte sortir la tolérance de son milieu même. La multiplicité des croyances était un signe de l'activité intellectuelle intense de ses populations. Le fait que les philosophes païens et les sectes chrétiennes hétérodoxes avaient eu à souffrir pendant longtemps des persécutions de l'Eglise officielle et des empereurs byzantins, s'il avait avivé leur foi et leurs dogmes, les avait cependant élevés aussi à une large tolérance ; ils la réclamaient pour eux-mêmes, et étaient prêts à l'accorder à tous ceux qui ne partageaient pas leurs croyances. Les Omayyades recevaient ainsi, par le milieu dans lequel ils évoluaient, des leçons pratiques de tolérance. Ils en profitaient largement.

Ils avaient un autre motif très puissant, pour ne pas désirer la conversion en masse des chrétiens à l'Islam. Les musulmans ne payaient pas le *Kharadj* ni la *Jiziah*. Chaque chrétien, qui se convertissait, obtenait l'exemption de ces impôts. Les conversions diminuaient donc les revenus des khalifes. Or, leurs dépenses augmentaient, au fur et à mesure qu'ils étendaient leur puissance, et la consolidaient par une forte organisation administrative et militaire. L'intérêt du fisc exigeait qu'il y eût de nombreux chrétiens astreints à tous les impôts directs. Les Omayyades tempérèrent donc le prosélytisme musulman.

En Syrie, les khalifes rencontraient une organisation admi-

nistrative ordonnée et minutieuse, reposant sur la division des pouvoirs, avec des fonctionnaires militaires et civils et une perception régulière de l'impôt. Ils se heurtaient à des traditions gouvernementales très anciennes et très fortes, remontant au delà des Séleucides. Depuis plus de dix siècles, le pays était habitué à ce que nous appelons aujourd'hui la monarchie administrative absolue et à la bureaucratie. Les Omayyades en reconnurent tous les avantages. L'organisation patriarcale et militaire des premiers conquérants arabes leur parut bientôt insuffisante. Alors, ils adoptèrent, dans ses grandes lignes, pour leur Empire, l'organisation bureaucratique qu'ils avaient trouvée en Syrie.

Les mœurs et la vie économique des Arabes devaient également se transformer complètement, au contact des Syriens. Comme il arrive toujours, chaque fois qu'un peuple de civilisation inférieure soumet un peuple de civilisation supérieure, les Syriens prirent leur revanche sur leurs vainqueurs en leur inculquant leurs mœurs. Comme chez les vainqueurs et les vaincus l'élément sémite avait une prépondérance très grande, l'assimilation fut rapide et complète. Les colons arabes établis en Syrie, en peu d'années s'étaient pénétrés complètement de la civilisation syrienne. Alors que les Germains entrés dans l'Empire romain avaient détruit partiellement la magnifique civilisation gréco-latine, et fondé des royaumes qui méritent leur nom de royaumes barbares, la conquête arabe, loin de ralentir les progrès de la civilisation en Syrie, les y accéléra au contraire. Ce furent les Omayyades qui firent éclore la civilisation musulmane ou arabe, la plus belle sans doute du haut moyen âge. Leur empire arabo-syrien (et surtout syrien) était certainement l'Etat le plus civilisé et le plus florissant des VII^e et VIII^e siècles. La Syrie était véritablement le centre du monde civilisé.

Muawiya commença cette transformation du khalifat en une monarchie laïque. Il confia ses attributions spirituelles à des prêtres, appelés *Imâms*, pour ne plus s'occuper que des affaires temporelles. Des fonctionnaires spéciaux, les *Câdis*, furent chargés de rendre la justice.

Une bureaucratie fut organisée auprès du pouvoir central, à Damas, avec des conseillers et de nombreux scribes ; ce fut le *Divan*, expression empruntée au langage administratif persan.

Muawiya prit même les allures et les mœurs d'un souverain oriental. Comme le Basiliens à Constantinople, et comme les Sassanides en Perse, dont il copiait l'étiquette, il avait une demeure luxueuse où il donnait audience assis sur un trône. Il s'isola des « croyants » dans son palais, s'entoura de gardes du corps, et même assista aux cérémonies du culte, dans la mosquée, séparé de la masse, dans une loge grillée. L'usage de la monnaie se répandit sous lui et sous ses successeurs, chez les Arabes ; tout naturellement, on adopta d'abord les types en usage en Syrie avant la conquête, c'est-à-dire le type byzantin et le type persan. Le khalife Abd-al-Malek, le quatrième successeur de Muawiya, qui régna de 685 à 705, fit frapper des monnaies purement arabes, des *dīnars*, pièces d'or valant environ 12 francs, et des *dirhams* (drachmes), valant environ un franc.

Enfin, les Omayyades surent rendre le khalifat héréditaire. Tandis qu'au début, le khalife était élu et choisi parmi les *Khoraïchites*, Muawiya désigna lui-même son successeur et fit proclamer de son vivant son fils Yazid I^{er}. Ce précédent allait avoir force de loi.

Ces khalifes laïques avaient, comme les trois premiers successeurs du Prophète, le souci d'agrandir leurs Etats. Sous leur direction, l'Empire arabe, par le droit de conquête, s'étendit rapidement en Asie et en Afrique, et même franchit le détroit de Gibraltar, pour s'emparer de l'Espagne et même du sud-ouest de la France. Vers 730, l'Empire arabe allait des plaines de l'Indus, et de la Bactriane jusque vers la Cilicie en Asie Mineure, puis jusque vers la Garonne en Europe. Les Francs seuls allaient, à Poitiers, en 732, arrêter la marche victorieuse des Arabes musulmans dans l'Europe occidentale.

L'Empire byzantin se maintenait péniblement en Asie Mineure, d'autant plus que les Omayyades, ayant construit une flotte, l'attaquaient également sur mer.

Cependant, cette première dynastie de khalifes arabes ne se borna pas complètement à une œuvre de conquête et d'organisation. Ainsi que nous l'avons déjà exposé, l'influence syrienne sur les conquérants était si grande, qu'elle amena l'éclosion de la civilisation arabe (1).

(1) Voir, outre les ouvrages déjà cités : Diercks, *Dei Araber im*

Les Omaiyaades furent des amis éclairés et des protecteurs des lettres, des sciences et des arts. A leur cour, la littérature arabe brilla d'un rare éclat. Il y eut comme une renaissance poétique, *Akhtal*, *Farazdaq*, *Zarîr*, *Doûr-Romma*, *Moutawakkel* et d'autres chantèrent à Damas, en de magnifiques envolées poétiques, la gloire de leur race.

La médecine, l'arithmétique, les mathématiques, la chimie ou plutôt l'alchimie, la physique et les sciences naturelles, la philosophie même se réfugièrent dans le monde arabe devant l'intolérance byzantine et la barbarie germanique, et y furent cultivées avec une grande intelligence et un vrai libéralisme. La civilisation grecque devait être transmise à l'Europe occidentale par l'intermédiaire des Arabes.

L'agronomie surtout, l'industrie textile et la métallurgie furent alors portées en Syrie à un haut degré de perfectionnement.

Il se forma un art arabe, héritier de l'art byzantin et de l'art sassanide, dont la mosquée *Qoubbat-as-Sakhra*, de Damas, « un des palais du Paradis », selon l'expression des poètes de la cour, était le modèle.

Les chrétiens jouirent, sous les Omaiyaades, libéraux et fortement suspects d'indifférence religieuse, d'une tolérance assez large. Ils formèrent pendant longtemps encore la majorité de la population syrienne. Muaviya, non seulement ne les persécuta point, mais même s'appuya sur eux. Dans l'administration il en employa un grand nombre, surtout des jacobites, hostiles à Constantinople ; mais il ne dédaigna pas les services des Grecs, parce qu'ils étaient lettrés et connaissaient la routine administrative. Par une large tolérance, il espérait les déshabituer de regarder du côté de Byzance.

Sous Abdal-Malek cependant commença une sorte de réaction très mitigée, il est vrai, contre les chrétiens. On en diminua le nombre dans l'administration, on exigea l'emploi exclusif de la langue arabe ; on observa plus rigoureusement contre eux les mesures d'exception. Néanmoins, le christianisme put prospérer et conserver le contact avec l'Eglise. Les chrétiens en Syrie même prirent une large part dans la lutte

Mittelalter und ihr Einfluss auf die Kultur Europas (Les Arabes pendant le moyen-âge et leur influence sur la civilisation européenne).— St-Guyard, *La civilisation musulmane*.

des moines contre les empereurs iconoclastes, au ^{vi}^e siècle. Saint Jean Damascène, qui fut même un fonctionnaire des kalifes, s'illustra par ses *Apologies* ardentes du culte des images, et ses apostrophes véhémentes contre l'empereur Léon III. En 742, les chrétiens d'Antioche obtinrent du khalife Hichâm la confirmation de leur droit de choisir librement leur patriarche.

§ 2. — Les Abbassides.

Les Omayyades s'étaient insurgés contre Ali. A leur tour, ils furent renversés par une dynastie nouvelle, par les *Abbassides*. Un descendant d'Abbas (1), de la famille *Koréichite* de Hachem, dont était issu le prophète lui-même, Muhammed, groupa, en 740, autour de lui tous les opposants, tous les mécontents. Il se disait l'héritier de Hosain, le « martyr de Kéréla », et gagna ainsi les sympathies ardentes des Alides et des Chiïtes. Zaïd, le petit-fils d'Ali, s'insurgea contre les khalifes de Damas, mais fut vaincu et décapité. Muhammed l'Abbasside resta le seul chef de l'opposition. Les Omayyades précipitèrent leur chute par leurs rivalités intestines qui ruinèrent la dynastie. Les *Yamanites*, qui étaient leurs plus fermes partisans, finirent même par se révolter contre eux, pendant que, dans l'Iraq et en Perse, grandissait le parti des Abbassides. En 747, enfin, *Abou Muslem*, gouverneur du Khorassan, déploya à Merv, le drapeau noir des Abbassides. Aboul-Abbas, le deuxième fils de Muhammed, fut proclamé khalife. On affirma que les Alides lui avaient légué leurs pouvoirs, et qu'il était l'héritier légitime d'Ali et de Hosain. Toute la Perse se rangea sous sa bannière, pour prendre sa revanche sur les Omayyades. C'était un soulèvement formidable des musulmans orientaux contre les occidentaux, qui les avaient vaincus et subjugués plusieurs fois.

Marwân II, le dernier khalife de Damas, fut vaincu sur les bords du Zab, près d'Arbâles, dans l'Iraq, et poursuivi jusqu'en Egypte, où il fut égorgé devant un autel chrétien. Quatre-vingt-dix Omayyades furent massacrés en une seule journée à Damas. Ils succombaient, parce qu'ils avaient semé le mécontentement partout, par la dureté de leur administra-

(1) C'était un des oncles du Prophète.

tion financière et par la cruauté avec laquelle ils avaient étouffé les moindres mouvements de révolte. Quelques tribus syriennes, qui persistaient à les défendre, furent presque entièrement anéanties par les vainqueurs.

La nouvelle dynastie des Abbassides ne se croyait en sûreté ni en Arabie, dont la déchéance était complète, ni en Syrie. Elle établit le centre de sa puissance sur les frontières de la Perse d'où elle était partie, et d'où elle puisait sa force principale. Abou-Jafâr, plus connu dans l'histoire sous le nom d'Al-Mansour, le successeur d'Aboul-Abbas, construisit sur la rive occidentale du Tigre moyen la nouvelle capitale, Bagdad (762).

La Syrie, trop arabe, passait au second rang. L'influence persane devenait prépondérante. L'autorité des khalifes était renforcée considérablement jusqu'à l'absolutisme complet, conformément aux doctrines persanes. Le khalife n'était plus simplement le successeur et le vicaire du Prophète ; il était le chef de ses croyants, investi des attributions religieuses les plus larges, le juge suprême des questions de dogme. Les sujets lui prêtaient le serment de fidélité ; sa personne était considérée comme sacrée et quasi-divine, Il avait le droit de vie et de mort sur tous les musulmans.

La bureaucratie fut beaucoup développée sous les Abbassides. Auprès du khalife, pour diriger l'administration selon ses ordres et l'aider dans le gouvernement, il y avait des vizirs ou ministres, dont le principal était le Grand Vizir. L'organisation du pouvoir central dans les Etats musulmans prit alors la forme qu'elle a conservée jusqu'à nos jours.

La Syrie n'était plus qu'une province de l'Empire Abbasside ; elle n'était plus le centre du monde musulman. Elle était d'abord organisée en une série de marches militaires formant le front d'attaque et de défense contre les Byzantins ; au ^xⁱ^e siècle, cette organisation ne fut maintenue que dans la zone de frontière. La province fut divisée en plusieurs districts, dont chacun avait son administration civile particulière. A partir de cette époque, la Syrie ne devait retrouver son unité politique que par intermittence.

Elle ne marquait guère de l'attachement à la nouvelle dynastie. Elle était le centre de l'opposition arabe contre les Abbassides et les musulmans de l'Iraq et de la Perse, un foyer de révoltes permanentes, de troubles et de guerres civiles.

Les factions s'y livraient des luttes atroces. *Qaïsites*, *Yamanites*, *Mondorites* et *Kalbites* s'entredéchiraient, accumulant les ruines dans ce pays si fertile. Parfois, la province échappait pendant des années aux khalifes de Bagdad ; il fallait alors que ceux-ci livrassent de véritables guerres aux révoltés pour les extirper et reconquérir le pays.

Cependant, malgré ces luttes incessantes, le règne des premiers Abbassides était pour l'Orient l'époque de sa plus belle gloire et de sa plus grande prospérité. Continuant les traditions libérales des Omayyades, la nouvelle dynastie favorisa les lettres, les sciences et les arts.

La civilisation de l'Empire des Abbassides maria la civilisation syrienne et celle de la Perse. Son centre devint Bagdad, admirablement située dans la fertile plaine de Mésopotamie, entre la Syrie et l'Iran, et leur servant de trait d'union. L'influence persane se fit sentir surtout dans la théologie, la religion, les sciences et les arts. L'influence de la Grèce qui s'exerçait sur les musulmans par les traductions araméennes de ses auteurs, ne fut pas moins grande, principalement dans le domaine de la philosophie. Les musulmans, au contraire, n'apportèrent que leur langue, leur riche imagination et quelques idées des traditions se rattachant presque toutes à la science coranique.

« C'est un fait très remarquable, écrit Ben-Khaldoun, que la plupart des savants qui se sont distingués chez les musulmans, par leur habileté dans les sciences soit religieuses, soit intellectuelles, étaient des étrangers. Les exemples du contraire sont extrêmement rares, car ceux même d'entre eux qui rapportaient leur origine aux Arabes différaient de ce peuple par le langage qu'ils parlaient, par le pays où ils furent élevés et par les maîtres sous lesquels ils avaient fait leurs études (1). »

Le grand mérite des Arabes était de donner un appui éclairé à tous les savants et de mettre en pratique leurs découvertes et leur enseignement dans le domaine de l'agriculture et de l'industrie.

Des écoles furent fondées à Bagdad, à Kûfa, à Basra, puis en Syrie même, à Damas et à Beyrouth, où des milliers d'étudiants se pressaient pour suivre l'enseignement des maîtres.

(1) Ben-Khaldoun.

L'orthodoxie musulmane ne resta pas intacte. Les juristes et les théologiens de la Syrie, de l'Iraq et de la Perse se mirent à interpréter librement le Coran, selon des méthodes rationalistes. De nombreuses sectes hétérodoxes et quatre grandes écoles orthodoxes se constituèrent alors, pour durer jusqu'à nos jours.

La philosophie arabe, s'inspirant des Grecs, dont les auteurs étaient traduits et répandus en Syrie, continua les traditions de spéculation et d'investigation de Platon et d'Aristote. Parmi les initiateurs, les Syriens jouaient le plus grand rôle. Les chrétiens de Syrie apprirent aux Arabes à penser. Un des plus connus est Qosta-Ben-Lûqâ, un chrétien de Baalbek, qui enseigna la philosophie grecque dans les écoles de l'Iraq. La pensée arabe fut renouvelée par la dialectique d'Aristote, qui fut le grand docteur des scolastiques musulmans, avant d'être celui des scolastiques chrétiens, leurs disciples. Ce fut par les Arabes, en effet, que les chrétiens occidentaux connurent les œuvres du grand philosophe grec (1). Leurs commentaires, entre autres celui du syrien El-Kindé furent, pour la plupart, traduits en latin.

L'astronomie, les mathématiques, les sciences naturelles, la médecine, la géographie prirent un grand essor dans les écoles musulmanes. Les Syriens traduisirent les œuvres des mathématiciens Euclide, Archimède, du géographe Ptolémée, des médecins Galien, Hippocrate, Dioscaride et d'autres. Parmi les traducteurs, les médecins Otman, Ben-Yakub et Issa-Ben-Yahya, de Damas, acquirent une grande célébrité (2).

Le maronite Théophile d'Edesse s'illustra comme astrologue. En 833, entre Raqqa et Palmyre, dans le désert syrien, deux astronomes mesurèrent un arc du méridien. Des physiciens et des alchimistes arabes perfectionnèrent la distillation, précisèrent la préparation des acides, celle de l'eau forte, de l'eau régale, de l'huile de vitriol, de l'esprit de vin; ils préparèrent la pierre infernale, le sublimé, le salpêtre.

La littérature arabe, sous les Abbassides, brilla d'un éclat non moindre que sous les Omayyades. La poésie devint plus

(1) De Wulf, *Histoire de la philosophie médiévale* (Louvain, 1900), p. 238.

(2) Voir Leclerc, *Histoire de la médecine arabe*.

fleurie, plus élégante, plus raffinée. L'histoire commença à se répandre comme genre littéraire. Ibn Koteibah, et Tabari composèrent chacun une histoire universelle. Maç'oudi, dans ses *Prairies d'Or*, décrivit l'antiquité grecque et judaïque et le monde arabe avec une grande quantité de détails les plus précieux. L'art arabe s'enrichissait par le luxe de l'ornementation et du décor.

Les populations agricoles et industrielles de Syrie surent profiter des progrès de la science pour améliorer les cultures et développer l'industrie et le commerce. Grâce à une irrigation savante, ses campagnes atteignaient une rare fertilité. Les fruits de Syrie, les légumes fins, le sucre, les amandes, le safran de Damas acquirent une renommée universelle. La culture du cotonnier et l'élève du ver à soie avaient pris un très grand développement.

Les superbes tissus brodés et bariolés fabriqués à Damas dans le palais même des khalifes, les étoffes précieuses de Tyr et d'Alep, les soieries de Syrie étaient recherchées dans le monde entier. La céramique et la verrerie étaient florissantes à Damas, à Tyr et à Alep. La première a laissé son nom aux ouvrages de damasquinerie où ses ouvriers étaient passés maîtres et aux fameuses lames damasquinées d'une résistance extraordinaire, capables d'après les chroniqueurs de trancher une barre de fer sans s'ébrécher.

La Syrie et l'Iraq étaient ainsi véritablement du VII^e au IX^e siècle de l'ère chrétienne le centre du monde civilisé. L'activité commerciale des ports phéniciens est peu connue ; cependant elle avait décliné de son ancienne prospérité. Damas, Alep et Antioche avaient remplacé Tyr et Sidon, comme centres commerciaux ; les grandes routes commerciales qui reliaient l'Occident à la Perse, aux Indes et à la Chine y passaient. Leurs bazars y étaient les principaux lieux d'échange entre l'Occident et l'Orient. Il est hors de doute que la Syrie et l'Iraq dépassaient de beaucoup en prospérité matérielle et en activité intellectuelle les royaumes chrétiens de l'Europe occidentale. Les Syriens et les Arabes marchaient en tête de la civilisation.

.

Le monde chrétien n'avait pas renoncé à reprendre aux

arabes musulmans ces belles provinces et surtout la Syrie. Les empereurs byzantins avaient leurs regards continuellement tournés vers la Terre Sainte et vers les riches plaines et vallées et les fertiles coteaux de la Phénicie, de la Damascène, de la Cœlésyrie. Les khalifes, de leur côté, n'avaient pas renoncé aux conquêtes ; ils rêvaient toujours à étendre leur domination sur toute l'Asie Mineure et de prendre Constantinople. La lutte entre les deux Empires ne connaissait guère de trêve de longue durée. C'était une guerre sainte pour les uns et pour les autres, guerre atroce et acharnée, où, d'abord les Arabes avaient l'avantage, tant que le khalifat resta fort et actif.

De ces luttes, les chrétiens de Syrie avaient beaucoup à souffrir. Les premiers Abbassides soupçonnaient le clergé chrétien et surtout les patriarches d'Antioche d'être des espions byzantins et les traitaient par conséquent avec dureté. Il y eut même quelques persécutions. Cette intolérance des khalifes eut pour conséquence de resserrer les chrétiens autour de leurs prêtres et de les préserver des luttes intestines qui déchiraient alors l'Eglise byzantine, de la querelle des Iconoclastes et du schisme de Photius. L'Eglise syrienne catholique qu'on commençait alors à appeler l'Eglise *melchite*, resta étroitement confinée dans l'orthodoxie.

A côté d'elle, les jacobites et les nestoriens continuaient à jouir, sous les Abbassides, du régime de faveur que les premiers khalifes et les Omayyades leur avaient accordé (1). Ils fournissaient même des médecins, des secrétaires et quelques savants à la cour de Bagdad.

§ 3. — Les Fâtimites.

La dynastie des Abbassides épuisa vite son énergie. Dans la seconde moitié du ix^e siècle, la décadence commença. Elle fut rapide, presque foudroyante. Les khalifes n'étaient plus que des *Rois fainéants*, abandonnant le pouvoir à leurs favoris et à leurs ministres.

L'unité religieuse de l'Islam, compromise depuis longtemps, se disloqua complètement. L'unité politique disparut pour ne

(1) Bar Hebraeus, *Chron.*, p. 347 ; Assemani, *Bibliographie orientale*, II, pp. 344 et s. ; R. Duval, p. 385.

plus jamais renaître. Déjà, l'Espagne s'était séparée des khalifes de Bagdad, le dernier survivant des Omaïyades, Abd-el-Rhaman y avait fondé, en 755, le khalifat de Cordoue.

La secte des Ismaéliens allait amener un nouveau démembrement de l'Islam. Tous les musulmans opprimés, ou mécontents, depuis Muawiya, se détournèrent des khalifes orthodoxes pour se réfugier dans l'hérésie, favorisée par la libre interprétation du Coran. Ils rêvaient d'un Imâm (Sauveur), issu de la famille d'Ali, du quatrième khalife, d'un nouveau prophète ou *Mahdi*, qui devait terrasser les impies.

Un oculiste persan, Abdallah-Ben-Maïmoun, surnommé Al-Qaddâh eut l'idée géniale de grouper en un faisceau compact tous ces mécontents, en leur faisant espérer l'arrivée d'un *Mahdi* mystérieux, de la race d'Ali et d'un de ses descendants, l'Imân Ismaël. Afin de les lier ensemble par des liens doctrinaux, il s'appliqua à contenter toutes les aspirations: « Il présenta la dévotion aux croyants, la liberté ou même la licence aux étourdis, la philosophie aux esprits forts, des espérances mystiques aux fanatiques et des merveilles à la masse » (1) Ce fut l'origine des Ismaéliens. Les masses y vivaient dans l'attente du *Mahdi* qui devait les tirer de la misère et leur donner des biens. C'étaient ces appétits qui allaient les rendre redoutables.

Des missionnaires actifs parcouraient le monde musulman et gagnaient de nombreux adeptes à la secte. Le fils d'Abdallah-ben-Maïmoun, Hosaïn, en prêcha la doctrine en Syrie et fonda un groupe compact d'Ismaéliens, dans le district de Homs, à Salamiya. Son fils, Obaïdallah, fuyant devant des émissaires du khalife de Bagdad, chargés de le tuer, se réfugia en Afrique, chez les Berbères, prit le titre de *Mahdi* et fut reconnu par les populations de la Tunisie et des provinces d'Alger et de Constantine. En 909, il se fit proclamer khalife à Kairouan, la ville sainte de l'Occident et fonda la dynastie des Fâtimites, qui prétendait descendre de Fatime, la fille préférée de Mohammed et l'épouse du khalife Ali (2).

Les Fâtimites entrèrent en lutte contre les Abbassides pour leur enlever avant tout l'Égypte et la Syrie. Ils restèrent fidèles à la doctrine ismaélienne, qui conservait le Coran, mais en

(1) De Goeje, *Journal Asiatique*.

(2) Quatremère, *Mémoire sur l'histoire des Khalifes Fâtimites*.

l'interprétant dans un sens allégorique. Appuyés sur eux, les Ismaïliens devinrent une force redoutable dans l'Empire Abbasside. Ils formaient des associations secrètes où l'on n'entrait qu'après avoir promis au chef le plus entier dévouement et où l'on poussait le dévouement jusqu'au crime.

Les khalifes fainéants de Bagdad virent leur puissance s'effondrer rapidement sous la poussée des sectes. L'Empire arabe allait à la ruine.

Avec la décadence des Abbassides s'ouvrit pour la Syrie une période de révolutions politiques incessantes. Des dynasties nouvelles s'y établirent et s'y succédèrent, d'autant plus indépendantes du khalife que celui-ci était plus faible. Le pays se morcela en principautés rivales, rattachées par un lien vague au khalifat de Bagdad. L'unité religieuse de la Syrie musulmane allait être brisée.

Le fait capital de cette période devait être la poussée vers l'ouest des peuples turcs, des tribus du Turkestan et de la Mongolie. Elle constituait une révolution formidable non seulement pour la Syrie, mais pour le monde tout entier. Les pays musulmans allaient être transformés complètement par l'invasion constante des peuples turcs pendant plus de six siècles, l'Orient ne devait plus connaître la stabilité politique.

Les Turcs pénétrèrent dans les pays iraniens d'abord, « sans autre bien que leur arc, leur sabre et leur cheval », guerriers avant tout, assoiffés d'aventures, braves et pillards. Les khalifes de Bagdad, trop faibles pour les repousser, hypnotisés par la lutte contre l'Empire byzantin, tentèrent de les utiliser à leur service, comme les empereurs romains et grecs avaient fait avec les barbares, Germains, Slaves ou Mongols ; ils les enrôlèrent dans leur armée et leur firent une place dans leurs Etats.

Les tribus turques entrèrent dans l'organisation musulmane, groupées avec leurs cadres propres. Elles avaient une organisation militaire solide ; avec des chefs de guerre, les Beys auxquels tous obéissaient avec respect, elles conservèrent cette forte organisation nationale et militaire dans leur nouveau milieu. Les khalifes établirent ces peuplades de mercenaires dans les marches occidentales, principalement où elles devaient faire la guerre contre les Byzantins, et offrirent à leurs chefs, en fiefs, toutes les guerres qu'ils pouvaient gagner sur l'ennemi.

Afin de prendre rang dans la hiérarchie des fonctionnaires musulmans, les beys turcs embrassèrent l'Islam, par calcul, et leurs soldats suivirent leur exemple par discipline. Mais ils conservèrent leur langue et leur organisation intérieure ; jamais ils ne devaient adopter la langue arabe. Ainsi, ils allaient former un groupe national nouveau en Orient.

Un de ces chefs turcs, Ahmed-Ben-Tûln (1), avait été au service du khalife Mamoûn, et placé par lui, avec sa tribu, sur les frontières septentrionales de la Syrie. Sous le khalife Mutazz, il obtint, vers 867, le gouvernement de l'Egypte. Intelligent, énergique et ambitieux, il profita de la faiblesse du successeur de Mutazz, Mutamet, pour se rendre indépendant de fait dans sa province et même s'empara de la Syrie (878). Il y fonda la première dynastie turque, dans le monde musulman, celle des Tulnides. Ils ne purent se maintenir longtemps en Syrie. Les khalifes furent assez habiles de lancer contre eux d'autres peuplades turques et de leur susciter des rivaux dans leur propre armée. Leur puissance était considérablement affaiblie et ébranlée, lorsqu'une nouvelle invasion, celle des Carmathes, fondit sur la Syrie.

La prédication secrète des Ismaéliens avait été accueillie avec beaucoup de faveur dans le pays de Koufa, dévoué dès les origines, aux Alides. Un de leurs chefs, Hamdan-Qarmat, y forma une communauté nombreuse et fanatique, qui, plus tard, fut appelée, d'après son nom, la secte des *Carmathes* (2). Il habitua ses fidèles à prélever sur leurs biens des contributions très élevées, ordinairement un cinquième au moins de leurs revenus, pour le trésor commun et leur imposa un dévouement absolu à sa personne. Peut-être même organisa-t-il un régime communiste.

Un des groupes *Carmathes* se jeta sur la Syrie en 902, renforcé par des Bédouins arabes. Les Tulnides furent vaincus ; mais les Ismaéliens s'entredéchirèrent, mirent la Syrie septentrionale à feu et à sang et finalement furent écrasés par les armées des Abbassides. Leur domination en Syrie n'avait été que de très courte durée ; mais ils avaient donné nais-

(1) Roorda, *Ahmed Tulunidarum* ; L. Cahun, *Introduction à l'histoire d'Asie*.

(2) De Goeje, *Mémoire sur les Carmathes*, v. J. A. 1895 ; Guyard, J. A., 1877 ; Darmsteter, *Le Mahdi* ; Tabari, III, v. Mas'oudi : *Tanbih*, p. 475.

sance à plusieurs sectes Alides, dont celles des *Assassins* et des *Nosâiris* sont les plus connues. La dernière au moins a subsisté en Syrie jusqu'à nos jours.

La décadence des Abbassides était bientôt complète. A Bagdad, c'étaient les chefs ou émirs des mercenaires turcs qui exerçaient la réalité du pouvoir. Dans l'Afrique du Nord, les Fatimites consolidaient et étendaient leur puissance. Bientôt l'Egypte leur échut et le Caire devint la capitale de leur Empire, d'où ils s'acheminaient vers la Syrie.

Celle-ci allait être encore une fois la proie des Turcs. Son gouverneur, Mohammed-Ben-Togj, en 930, y fonda une nouvelle dynastie turque, celle des *Ikchîds*, qui rencontra cependant une rivale puissante dans la famille des Beni-Hamdân, d'origine arabe. Le malheureux pays fut pendant près de 50 ans mis à feu et à sang par les hordes turques, d'un côté, et de l'autre par les Bédouins arabes, venus des déserts de la péninsule, farouches, belliqueux et aussi sauvages que leurs adversaires. Les différentes régions syriennes passaient tantôt au pouvoir des *Ikchîds*, tantôt à celui des *Hamdânites*.

En outre, l'Empire grec réorganisé par des princes énergiques, reprit l'offensive contre les musulmans. Nicéphore Phocas, d'abord général, puis empereur, admirable soldat et général incomparable, pénétra, en 962, en Syrie, à la tête d'une armée formidable, et infligea aux musulmans plusieurs défaites sanglantes. En 969, ses troupes s'emparèrent même d'Antioche. La Syrie septentrionale redevint une province byzantine. Les dynasties des *Hamdânites* et des *Ikchîds* s'effondrèrent et disparurent pour faire place à la domination des *Fâtimites* d'Egypte dont l'invasion était facilitée par les *Carmathes*, Alides comme eux et violemment hostiles aux Abbassides retournés à l'orthodoxie.

Les Fâtimites s'emparèrent rapidement de toute la Syrie. Les Emirs Tanukhites du Liban reconnurent leur suzeraineté. Deux partis se formèrent alors dans le pays, celui des Sunnites et celui des Maghrebiens Alides, qui devaient s'entredéchirer plus d'une fois dans des querelles sanglantes. Les vainqueurs même se divisèrent. Les Carmathes, jaloux de la suprématie des Fâtimites, se révoltèrent contre eux. Finalement, la victoire resta aux khalifs du Caire, vers 980.

Pendant cette période de troubles et de révolutions, la prospérité de la Syrie ne fut pas sérieusement compromise. Les

lettres et les arts continuèrent à y fleurir et à y briller d'un rare éclat. Les différents princes qui y régnèrent, s'attachèrent tous à favoriser les savants, les poètes surtout et les architectes. La Syrie resta le plus beau et le plus riche joyau du monde musulman oriental. L'Eglise chrétienne même se maintint debout dans la tempête. Si elle eut à souffrir de quelques persécutions, son attachement à la foi n'en fut que fortifié. L'épreuve la rendit plus unie et plus inébranlable.

La Syrie, pendant près d'un siècle, allait être une province de l'empire hérétique, chiite, des Fatimites Ismaéliens. Leur domination cependant n'était guère solide. Les gouverneurs envoyés du Caire cherchaient à se rendre indépendants en s'appuyant sur les éléments turbulents et indisciplinés du pays, particulièrement sur les tribus nomades et sur les nombreux mécontents.

Des émeutes éclatèrent, locales et régionales. Dans le nord de la Syrie surtout, la domination des Fâtimites ne put jamais s'enraciner profondément, d'autant plus que les Byzantins, sous les énergiques empereurs Tsimiscès (969-976) — en arabe *Simsaq* ou *Chamchaqîq* — et Basile II (973-1025) avaient repris une offensive vigoureuse contre les musulmans. Les Hamdârites avaient dû reconnaître la suzeraineté des empereurs de Constantinople et leur payer un tribut. En 975, Tsimiscès pénétra jusqu'au centre de la Syrie ; Homs, Baalbek, Sayda, Beyrouth et d'après certaines traditions Jérusalem même, tombèrent entre ses mains (1). Vingt ans plus tard, Basile II, appelé par les émirs hostiles aux Fatimites, renouvela cette attaque et conquit encore une fois la Coélésyrie ; mais il échoua devant Tripoli et ne put conserver ses conquêtes. Antioche cependant resta pendant quelque temps au pouvoir des Grecs, comme leur citadelle avancée contre l'Islam.

Les chrétiens de Syrie, grâce à ces succès partiels des Grecs, purent réparer les blessures que les persécutions des Abbassides avaient faites à leur église. Le patriarcat d'Antioche fut rattaché de nouveau à Constantinople ; il reprit même des relations plus étroites avec la papauté. Les Fâtimites, de leur côté, se montrèrent généralement très tolérants vis-à-vis de leurs sujets chrétiens. Le khalife Moïzz leur permit même de discuter publiquement avec les docteurs musul-

(1) Roehricht, *Geschichte des ersten Kreuzzuges*, p. 8.
M.J. — 3

mans. Aziz alla jusqu'à épouser une melchite et à donner le gouvernement de l'Égypte à un chrétien. C'était une nouvelle ère de prospérité pour l'Eglise syrienne. L'influence et le nombre des chrétiens et aussi des juifs semblait grandir de jour en jour (1).

La domination fâtimite devait avoir d'autres conséquences durables pour la Syrie. Sous elle, les sectes alides s'y enracinèrent et s'y développèrent aux dépens de l'orthodoxie musulmane. Le chiitisme ne pouvait plus en être chassé. Les Nosairis s'implantèrent définitivement dans le nord-ouest ; une nouvelle secte, celle des Druses, hostile à la fois aux Sunnites et aux Chiites, se répandit rapidement dans la Syrie centrale principalement. La Syrie se détacha peu à peu des Fatimites et se morcela en plusieurs tronçons, lorsqu'en 1070 y apparurent les Turcs Seldjoucides.

.

La conquête arabe, qui modifiait si profondément l'aspect politique de la Syrie, ne bouleversait pas dans la même mesure sa constitution économique. En Orient, le régime de la propriété avait, dans ses traits généraux, suivi la même évolution que dans les provinces occidentales de l'Empire romain. De grands domaines s'y étaient constitués, qui avaient absorbé la plupart des petites propriétés et même un grand nombre des moyennes propriétés.

Le système du patronat et de la recommandation s'était développé rapidement, ainsi que le prouvent certains passages du Code de Justinien. Les petits propriétaires s'étaient recommandés aux grands, pour obtenir leur protection, mais par là même étaient devenus les simples usufruitiers de leurs terres, payant des redevances à leurs protecteurs. Leur liberté d'aller et de venir était restreinte. Ils étaient attachés par un lien personnel au grand propriétaire auquel ils s'étaient recommandés.

Depuis le règne de Justinien-le-Grand, à la faveur des troubles, des luttes religieuses, et des incursions des Perses, la recommandation était devenue de plus en plus générale en Syrie, les faibles cherchant un refuge auprès des puissants. L'aristocratie terrienne était arrivée à posséder la plus grande partie du sol.

(1) Roehricht, *Geschichte des ersten Kreuzzuges*, p. 8.

Les grands domaines étaient cultivés par des fermiers, des travailleurs à gages, des serfs de la glèbe surtout et des affranchis qui semblent avoir été plus nombreux en Orient qu'en Occident, et des colons. Ces derniers étaient soumis à des conditions légales analogues à celles de l'Occident. Ils étaient libres, en principe ; mais, établis sur un domaine, ils cultivaient un sol qui ne leur appartenait pas. Ils ne pouvaient pas en disposer librement ; ils y étaient attachés, ne pouvaient pas le quitter et étaient vendus avec lui. Ils devaient au propriétaire du domaine, qui était leur maître, des redevances en argent (*le tribut*) et en nature ; ils étaient astreints à des corvées. Le maître avait sur eux un droit de correction, donc un pouvoir de justice. S'ils se mariaient en dehors du domaine, ils lui payaient le droit de formariage. Les enfants du colon héritaient de leur père et ne pouvaient pas sortir de sa condition.

A l'origine, aucun caractère militaire n'était attaché à un domaine. A la fin du ^{vi}e siècle, et au commencement du ^{vii}e cependant, en Syrie, le domaine devint le centre de la résistance locale contre les Perses. Le propriétaire devint un chef militaire. Même vers les frontières, des guerriers (*στρατιωται*) furent, sous la condition du service militaire, établis sur des petits fiefs, cultivés par des serfs ou des colons.

A ce régime de la propriété et à la condition des serfs et des colons, les Arabes n'apportèrent que de très légères modifications de détail. Leurs guerriers, auxquels échurent les terres enlevées aux chrétiens, firent comme l'aristocratie indigène et byzantine ; ils firent cultiver le sol par les colons et par les serfs. Les chrétiens qui conservaient une partie de leurs propriétés, étaient libres de les exploiter comme ils l'entendaient, à la condition de payer les impôts au khalife. Ils gardaient tous leurs droits sur leurs colons et sur leurs serfs.

§ 4. — Le Liban du ^{vi}e au ^xe siècle.

Nous avons fait une esquisse sommaire de la Syrie arabe et de son histoire jusqu'à l'arrivée des Seldjoucides. Nous avons déjà vu, quelle grande période de prospérité économique la Syrie traversa sous les khalifes Omayyades et Abbassides et même encore sous les Fâtimites. Le fait que le régime de la propriété ne fut pas bouleversé par la conquête y con-

tribua sans aucun doute, dans une certaine mesure. Une région cependant ne partagea pas le sort de l'ensemble du pays : ce fut le Liban, qui, ainsi que nous l'avons déjà vu, servit de refuge aux chrétiens.

Sous les empereurs byzantins, un régime municipal particulier s'était fortement organisé dans le Liban, à cause de la topographie du pays et à la suite de certaines circonstances historiques. Dans les vallées et sur les flancs de la montagne, de grandes villes ne pouvaient se développer, faute de place ; la vie urbaine ne dépassait guère la côte phénicienne. Le groupement caractéristique de la montagne était le bourg et le village. Grâce au développement considérable de l'agriculture, les bourgs et les villages étaient très nombreux sur les flancs de la chaîne et dans les vallées. Ils constituaient une sorte de grande banlieue des villes côtières, avec lesquelles ils ne formaient qu'une vaste agglomération.

Ces petits groupements humains avaient acquis rapidement une forte cohésion. Les relations perpétuelles avec la côte avaient développé chez leurs habitants une mobilité et une ouverture d'esprit, une largeur d'idées plus grandes que celles qui caractérisent ordinairement les cultivateurs. Accessibles à tous les progrès, ils avaient amélioré tous leurs procédés de culture, ils s'étaient pénétré de l'esprit de négoce et étaient devenus industriels.

Les groupements étaient orientés vers la côte ; mais d'une vallée à l'autre les communications étaient naturellement difficiles, par dessus les hautes chaînes de montagne et à travers les forêts. Des petits cantons, des groupes de bourgs et de villages s'étaient ainsi formés dans une vallée, ou dans des bassins, entre deux chaînons du Liban, ou sur les pentes, entre deux éperons, deux promontoires. Chaque groupe avait établi des communications rapides avec la côte ; mais il restait séparé des groupes voisins.

Puis était venue la période des troubles, des guerres civiles, des invasions des Sassanides. La fertile Coélsyrie, la riche et riante Galilée, et la haute vallée du Jourdain avaient connu toutes les horreurs des périodes troublées et de l'anarchie. Les Bédouins du désert, qui, déjà à cette époque, vivaient de brigandage, s'étaient abattus plus d'une fois sur elles, pour les piller et les dévaster. Comme dans les autres provinces de l'Empire, des bandes de malfaiteurs s'y étaient consti-

tuées, véritable fléau du pays qu'ils mettaient à rançon. Les armées perses avaient pénétré plus d'une fois jusque dans le cœur de la Syrie et avaient même atteint la côte.

Devant les brigands et devant les ennemis, les habitants des plaines qui environnaient le Liban s'étaient réfugiés, comme jadis leurs ancêtres, dans la montagne, la forteresse naturelle du pays. De leur côté, les malfaiteurs, chaque fois qu'un gouverneur énergique les avait poursuivis, s'étaient également cachés dans la montagne.

Afin de pouvoir résister aux brigands et aux Perses, les Montagnards des différentes bourgades et des différents cantons étaient restés fortement organisés. Le régime municipal romain, qui avait disparu ailleurs, se maintenait chez eux, mais sous une forme particulière.

Le régime de la grande propriété s'y était développé également, toujours pour les mêmes raisons et de la même façon que dans les autres provinces, les faibles se recommandant à de plus puissants, les petits propriétaires à de grands. Le colonat surtout et le servage avaient pris une grande extension, les réfugiés des pays environnants devenant presque tous colons ou serfs d'un grand propriétaire. Seulement les grands domaines restaient généralement dans les limites d'un petit canton, d'un groupe de villages. Le plus souvent, un village était devenu le domaine d'un grand propriétaire. Celui-ci était aussi le chef militaire des habitants, veillant à leur sûreté.

Telles étaient les origines de la féodalité libanaise, qui devait durer jusqu'en 1860. Lorsqu'arrivèrent les Arabes, les Montagnards avaient une organisation assez forte pour pouvoir leur résister avec succès. Dans chaque groupe, dans chaque canton, délimité en quelque sorte par des frontières naturelles à l'approche de l'ennemi, les quelques grands propriétaires de l'aristocratie terrienne, remplissant leurs fonctions de chefs militaires, de protecteurs des paysans, réunissaient rapidement leurs groupes de fermiers, de colons, de serfs et occupaient quelques fortes positions naturelles, d'où ils défiaient toutes les attaques.

Le R. P. Azar, dans son intéressant opuscule sur les Maronites, prétend qu'au moment de l'invasion arabe, il y avait dans le Liban trois rois maronites (1). C'est, sans aucun

(1) *Les Maronites*, d'après le manuscrit (arabe) du R. P. Azar,

doute, une erreur. Le R. P. Azar donne probablement aux grands propriétaires des cantons ou des bourgs le titre de roi, à tort cependant. Ces chefs de l'aristocratie terrienne n'avaient aucun pouvoir officiel ; ils étaient les sujets de l'empereur de Constantinople. Mais cette assertion du R. P. Azar repose sur un fait certain : les grands propriétaires, pendant la période des troubles et les guerres contre les Sassanides, étaient devenus les véritables maîtres dans les petits cantons, les chefs des populations. Isolés dans leurs vallées, n'ayant plus que peu de rapports avec le gouvernement byzantin et avec ses agents, ils dirigeaient leurs villages et leurs bourgades comme ils l'entendaient, conformément aux mœurs patriarcales des Montagnards. Ils étaient comme des rois sur leurs domaines et dans leurs cantons.

Le R. P. Azar raconte que contre les envahisseurs, les Libanais avaient fortifié les endroits les plus faibles de leur pays. A l'approche de l'ennemi, ils avaient coutume de se retirer derrière ces fortifications et sur les sommets et les rochers des monts, pour se défendre. Le fait est confirmé par toutes les chroniques, entre autres par celle de Chidiaq. Ils avaient donc une forte organisation de milices, pour ainsi dire, avant même la conquête arabe. M. Beugnot, dans son savant opuscule sur le *Régime des terres en Syrie établi par les Croisés*, raconte que le Liban résista aux musulmans grâce à sa forte organisation municipale (1). Nous pensons qu'il faut préciser et dire que la résistance s'appuyait sur l'organisation municipale et cantonale, sous la direction de l'aristocratie terrienne.

Le R. P. Azar expose ensuite qu'il y avait trois villes fortes dans le Liban : *Basconta*, qui défendait la vallée d'Aulon, *Besciarraï*, au pied du Liban, et *Haddeth*, dans la vallée du

vicaire général de Sayda, délégué du patriarche d'Antioche et de la nation maronite... (contenant en appendice plusieurs documents intéressants). Voir aussi : P. Girolamo Dandini, S. J., *Missione apostolica al Patriarca e Maronite del Monte Libano*, 1656. — R. P. S. (Simon prêtre), *Voyage au Mont Liban* traduit de l'Italien du R. P. Jérôme Dandini. Paris, 1675. — De la Roque, *Voyage de Syrie et du Mont Liban, contenant la description de tout le pays compris sous le nom de Liban et d'Anti-Liban, Kesroan*, Paris, 1722. — Alfred d'Ancre, *Silhouettes Orientales, Iskenderieh. Les Ansariés, les Maronites*, Paris, 1869.

(1) P. 11.

fleuve saint. Ceci confirme ce que nous venons d'expliquer. Les Libanais firent comme avaient fait les Grecs, les Italiens, les Germains et tous les peuples, à l'origine de leur histoire. Ils construisirent une ville forte dans leur canton, ce que les Grecs appelaient une « πολις », et les Allemands une *Burg*, pour leur servir d'abri et de refuge en cas d'invasion, notamment pour y mettre leurs familles, leurs récoltes et leurs biens mobiliers. Peut-être y avait-il trois villes seulement, peut-être aussi davantage. Il est même possible qu'il n'y eût que trois organisations cantonales dans le nord du Liban, chacune d'elles ayant sa ville forte et sans doute aussi son chef, le propriétaire principal de la région, comme le fait supposer le récit du R. P. Azar.

Les Montagnards ont toujours eu une tendance à la piété ; leurs sentiments religieux sont très vifs et très profonds. C'était le cas également dans le Liban. La ferveur religieuse de ces populations était encore augmentée par le monachisme, qui avait pris une grande extension en Orient aux v^e et vi^e siècles. Les moines vivaient de préférence ou sur les confins du désert ou dans les montagnes. Les hautes vallées sauvages du Liban les avaient attirés de bonne heure.

Ces populations étaient-elles monothélites ou monophysites, ou étaient-elles toujours restées fidèles à la foi orthodoxe ? Des discussions passionnées se sont élevées sur ce point.

Les Maronites se défendent très énergiquement d'avoir jamais abandonné l'orthodoxie. La solution du problème est délicate. Il nous semble certain que les monothélites ont eu quelques succès dans la montagne. Il est indéniable aussi que les monophysites ou jacobites se sont réfugiés de bonne heure dans quelques hautes vallées, où ils se sont maintenus. Mais nous croyons que la masse des populations libanaises est restée attachée à l'orthodoxie de Constantinople (1).

(1) D'après Eutychus, patriarche d'Alexandrie, et Guillaume de Tyr, Maroun, chef de la nation, aurait été monophysite, et les Maronites eux-mêmes auraient professé cette hérésie jusqu'en 1182 où ils auraient abjuré entre les mains d'Aiméri III, patriarche latin d'Antioche. D'autres auteurs soutiennent encore, à tort, selon nous, que, lors des croisades, en 1182, à l'instigation du patriarche latin d'Antioche, la majorité des Maronites se rallia *nominalement* au catholicisme romain, en abjurant le monothélisme, mais que l'union ne fut effective qu'au xvi^e siècle. Le pape Grégoire XIII envoya alors

Les Maronites étaient tout d'abord connus sous le nom de « Chrétiens de Syrie ». Leur surnom de Maronites leur vient de Saint-Jean Maron. Mais de tous temps, ils ont été catholiques, reconnaissant l'autorité des papes de Rome qui leur laissaient une très grande latitude à cause des difficultés de communications au moyen âge. Il est certain que cette autorité suprême de Rome a toujours été reconnue par l'universalité de la nation maronite. Une partie cependant a subi pendant un certain temps l'influence de quelques hérésies; son retour au catholicisme a été l'occasion pour certains auteurs d'une erreur historique, car ils affirment de la généralité des Maronites ce qu'ils ne devraient dire que d'une portion très minime.

Quelles sont maintenant les origines exactes de la nation maronite ? Les sources sont contradictoires ; certains auteurs prétendent que cette nation s'est formée après la conquête arabe seulement. Nous rejetons cette hypothèse. Il ne nous paraît pas douteux que dans le nord du Liban surtout, bien avant l'arrivée des musulmans, vivaient et s'étaient organisées les populations qui devaient former plus tard la masse de la nation maronite ; mais au VII^e siècle, au moment de l'invasion arabe, elle fut renforcée par un appoint assez considérable venu des régions environnantes.

Voici ce que raconte la tradition, rapportée, entre autres, par Volney. Vers la fin du VI^e siècle, il y avait sur le bord de l'Oronte un saint solitaire, Maroun, très pieux et très vénéré des peuples d'alentour. Après sa mort, des miracles se faisaient auprès de son corps, à la suite desquels on fut amené à construire une chapelle sur son tombeau dans Hama, puis un couvent, qui bientôt devint très célèbre (1). Ses disciples

le pallium au patriarche Michel. Certains aussi disent que le mot « Maronite » apparaît pour la première fois dans les documents du VIII^e siècle pour désigner les monothélites (on sait que le monothélisme a groupé de fervents sectateurs au VII^e siècle); il dérive, disent-ils, d'un mot syriaque qui veut dire Notre-Seigneur, et ils concluent alors que c'est dans l'organisation de ces monothélites qu'il faut sans doute voir l'origine des Maronites. Voir aussi : Duwahi, *Salsalat el Mûarinah* (Origines des Maronites) ; Mgr J. Debs, *Tarikh Souria* (Histoire de la Syrie).

(1) Les Maronites considèrent le couvent de *Deir-Mar-Maroun*, ou St-Maron de l'Epomène, sur l'Oronte, au sud de Ribla, qui fut un des centres chrétiens les plus importants de la Syrie, comme leur lieu d'origine.

fondèrent le couvent de Saint-Maron de l'Epomène sur les bords de l'Oronte. Les moines de ce couvent devinrent les chefs naturels des chrétiens de leurs régions. A l'approche des Arabes, ils réunirent leurs fidèles et se réfugièrent avec eux dans les chaînes septentrionales du Liban. Autour d'eux, se groupèrent également les Araméens de la côte, du district de Bothrys (Batroun), et tous les autres réfugiés, se confondant avec les habitants mêmes de la montagne en une seule communauté.

Ils fondèrent dans le Liban de nouveaux couvents, dont un était le centre de leur organisation, situé peut-être à Kaffer-Haï. Ils résistèrent victorieusement aux attaques des Arabes, d'autant plus que ceux-ci, pour la plupart, cavaliers ou montés sur des chameaux, ne pouvaient manœuvrer que fort difficilement dans les régions montagneuses.

« Quand Muawiya, avec ses hordes farouches, voulut gravir la montagne, les Maronites, sous les ordres d'un chef élu par Saint-Jean Maroun et le peuple, tombèrent sur eux, disent les chroniques, avec la force et le bruit du tonnerre, et ils furent écrasés dans la plaine » (1) Ainsi raconte le R. P. Azar, avec une exagération emphatique. Sans doute les Libanais profitèrent-ils de la guerre civile entre Muawiya et Ali, qui leur donna quelque répit, pour s'organiser plus fortement et mettre leur pays en état de défense. On leur donna ou ils se donnèrent assez vite le nom de Maronites, en souvenir du célèbre ermite, patron du monastère de l'Epomène.

On raconte aussi que vers la fin du VII^e siècle, un moine de ce couvent, *Hanna Maroun* ou Jean le Maronite devint, par son grand talent de prédicateur, un des plus fermes appuis du pape dans le Liban et fut sacré à Antioche par un légat pontifical évêque de Djébail. Son éloquence lui amena sans cesse de nouveaux adeptes, et finalement il groupa autour de lui tout le peuple, qui adopta son nom.

Dès cette époque, les Maronites étaient en lutte avec les Jacobites qui avaient déjà été les adversaires des moines dans la vallée de l'Oronte.

Un fragment syriaque publié et traduit par l'abbé Nau, dans ses « Opuscules maronites », rapporte qu'en 658 ou 659, il y eut à Damas, devant Muawiya, une dispute théologique

(1) Azar, *op. cit.*, p. 41.

entre les docteurs maronites orthodoxes et des docteurs jacobites ; ces derniers furent vaincus et, malgré leur faveur auprès des musulmans, condamnés à payer 20.000 deniers. Ce récit est sans aucun doute légendaire, mais il n'est pas moins vrai que la lutte était alors engagée entre Maronites et Jacobites pour durer jusqu'à nos jours.

L'organisation aristocratique des Maronites ne pouvait devenir qu'une plus forte et plus cohérente par les luttes continues contre les infidèles. Il s'établissait chez eux une sorte de discipline nationale, qui soumettait le peuple à quelques grands propriétaires et aux prêtres ; il leur fallait des chefs veillant constamment à leur sûreté, rompus aux affaires, habitués au commandement, et à cette époque, ce ne pouvaient être que les membres les plus influents de l'aristocratie terrienne, ayant acquis une grande expérience déjà par l'administration de leurs domaines, jouissant, de par leur richesse, d'une haute autorité et ayant sous leurs ordres directs, de nombreux serfs, fermiers et colons. Sans doute même une grande partie des fugitifs venus de la plaine et de la côte, à l'approche des Arabes, avait dû accepter la condition de colon sur les terres de quelque grand propriétaire.

Le régime de la propriété et la condition des personnes ne subissaient donc aucun changement, si ce n'est que l'autorité de l'aristocratie terrienne était sensiblement accrue. L'isolement des cantons libanais de la côte phénicienne devait avoir une autre conséquence. Nous avons déjà vu que les khalifes avaient établi des colonies persanes et arabes dans les villes côtières pour les défendre contre les Libanais. Ceux-ci ne communiquèrent plus avec les grandes villes de la côte phénicienne ; ils se replièrent alors sur eux-mêmes et pendant plusieurs siècles, jusqu'à l'arrivée des Croisés, n'eurent que des relations intermittentes avec le monde chrétien et avec Constantinople.

Chaque canton conservait sa vie propre, formait un petit Etat isolé. C'était un milieu essentiellement favorable aux mœurs patriarcales, à l'organisation aristocratique de la société. Peu accessible aux influences extérieures, le Liban maronite allait avoir son évolution propre, déterminée par les conditions de son existence particulière et ne subissant qu'à des intervalles assez éloignés le contre-coup des événements qui pendant plusieurs siècles bouleversaient sans cesse la Syrie.

Chaque canton, et dans le canton, chaque domaine avait sa vie propre et cherchait à se suffire à lui-même, par sa culture et son industrie, en même temps que l'unité nationale était cimentée par les luttes incessantes et communes de tous les cantons contre les musulmans. Il se forma donc une vie locale et régionale à la fois et une vie nationale, un patriotisme régional et un patriotisme national, aussi intenses l'un que l'autre. Des rivalités au sujet des terres notamment semaient parfois la désunion entre deux groupes régionaux et leurs chefs ; mais contre l'ennemi commun, contre l'Arabe, tous étaient unis. Cette défense constante de leur sol et leurs efforts pour se suffire à eux-mêmes dans leurs vallées et sur leurs collines donnèrent naissance à ce patriotisme ardent qui distingue encore aujourd'hui les Maronites, et le firent enraciner si profondément dans leurs cœurs.

Ils durent façonner le pays selon leurs besoins pour y vivre. Et nécessairement, par la force des choses, dans ce pays de vallées et de montagnes, ils durent mener une vie simple et austère, toute de labeur ; ils devinrent dès lors un peuple habitué par la petite guerre à toutes les ruses, belliqueux, aux mœurs simples, ingénieux et laborieux, à l'intelligence vive et souple, mais soupçonneux et méfiant envers les étrangers.

Vers la fin du ^{viii}e siècle, l'empereur Constant IV, menacé dans sa capitale même, eut l'idée d'attaquer les Arabes dans leurs propres possessions. Il était trop faible pour prendre l'offensive lui-même et envahir la Syrie ; mais n'était-il pas possible de se servir du Liban, de cette immense forteresse naturelle restée chrétienne au cœur même de la Syrie, pour paralyser les musulmans ? Il suffisait d'y entretenir une armée vigoureuse et entreprenante, harcelant sans cesse l'ennemi dans son propre pays et défiant toutes ses attaques derrière les rochers de la montagne. Constant IV le comprit et envoya dans le Liban une armée auxiliaire composée de 12.000 guerriers environ, de la tribu chrétienne des Mardaïtes, d'origine arabe ou iranienne.

D'après le témoignage de Saint-Théophane « ils pénétrèrent dans le Liban et s'emparèrent de vive force de tous les sommets de la montagne... Indigènes et captifs en troupes nombreuses se réfugièrent aussitôt auprès d'eux ». Où s'établirent-ils ? Sans doute pas dans le Nord, dans le Kesrouan actuel où déjà les

Maronites résistaient vigoureusement aux Arabes. Les sources sont muettes sur ce point ; mais nous pensons qu'ils occupèrent le centre et le sud de la montagne, les cantons situés aux portes de Beyrouth, de Sayda et près de la Damascène, du siège même du khalifat, de façon à gêner les communications de Damas avec la côte phénicienne, où Muawiya venait d'équiper des flottes contre les Grecs, et à empêcher les Arabes à préparer sur cette même côte, en toute tranquillité, leurs expéditions maritimes qui pouvaient devenir un si grand danger pour Constantinople.

On a souvent prétendu que les Mardaïtes n'étaient que des Maronites. C'est une opinion erronée. Le texte de Théophane est formel ; il établit que les Mardaïtes pénétrèrent dans le Liban ; ils y étaient donc étrangers. D'un autre côté, il est certain qu'il y avait déjà des populations indigènes, et que dans le nord elles avaient repoussé les Arabes, sous la direction des moines maronites. Il n'est donc pas possible de confondre les Mardaïtes avec les Maronites.

L'hypothèse la plus vraisemblable est que les Mardaïtes ont été envoyés des monts de l'Arménie dans le Liban, comme une sorte de colonie militaire. Les auteurs arabes, entre autres Biladuri et B. Atir, les appellent *Jarajima*, du nom d'une ville arménienne.

Fièrement campés sur leurs montagnes, les Mardaïtes harcelèrent sans cesse les musulmans et leur causèrent de grandes pertes, de sorte que Muawiya conclut finalement avec l'empereur une paix honorable pour ce dernier. Mais en 687, l'empereur Justinien II rappela ses auxiliaires Mardaïtes du Liban. On a prétendu que c'était à cause de leur foi monophysite ou monothélite, le très orthodoxe Justinien II ne voulant pas protéger des hérétiques. Ce n'est cependant pas vraisemblable. L'empereur les rappela par une fausse mesure politique. Les Arabes ayant promis de lui payer un fort tribut annuel, à la condition qu'il retirerait les Mardaïtes du Liban, il y consentit, croyant avoir définitivement vaincu ses adversaires.

Il se trompait. Le meilleur moyen de dompter les Arabes était de maintenir et de renforcer sans cesse les garnisons mardaïtes, cette pointe enfoncée profondément dans le flanc de l'empire musulman et touchant son cœur. Les retirer, c'était, selon la forte expression de Théophane, « mutiler

la puissance byzantine... renverser un mur d'airain » (1).

Les Mardaïtes, sur l'ordre de l'empereur, quittèrent le Liban et rejoignirent l'armée impériale en Arménie. Cette obéissance, cette discipline prouvent abondamment les liens militaires qui maintenaient la vaillante tribu dans une étroite soumission à l'empereur. Ce n'était pas une population profondément enracinée dans le pays, mais une garnison qui y avait été placée, selon l'habitude prise dans l'empire romain depuis le ^{III}^e siècle de notre ère d'établir des peuplades guerrières, des « barbares » dans une région pour la défendre.

Les Maronites, au contraire, restèrent dans le Liban. Cantonnés dans leurs vallées et sur leurs collines, ils ne furent guère molestés par les khalifes. Ce fut à cette époque sans doute que le *kharadj* leur fut imposé, mais sous la forme d'un tribut collectif versé aux khalifes pour acheter « la libre jouissance de leurs terres », et pour ne pas être inquiétés par les conquérants. Ils conservèrent leur autonomie. Sous les Abbassides, le Liban fut englobé dans le district de Damas. Sous la menace des retours offensifs des Grecs, les khalifes fortifièrent alors la côte phénicienne, très importante pour le commerce et particulièrement exposée aux attaques de la flotte byzantine.

Muawiya, déjà, avait placé dans les villes côtières des colonies persanes, pour les garantir contre les surprises de l'ennemi (2). Le second Abbasside, Abou Jafar ou Mansour, profita de la retraite des Mardaïtes pour jeter dans le Liban une tribu musulmane, qui s'y rendit célèbre sous le nom de Tanoukh. Elle occupa les environs de Beyrouth et le Liban central, abandonnés par les Mardaïtes.

L'origine des Tanoukh est controversée (3). Selon les uns, ils auraient été Perses, tirés des garnisons de la côte phénicienne ; selon les autres, ils auraient été Arabes. Tanoukh était le nom générique de tribus arabes émigrées vers Hiras et dans le Haoûran avant même la conquête musulmane. Ils auraient suivi l'armée conquérante de Khaled et auraient

(1) Théophane; *op. cit.*, 6178, 6179.

(2) Cf. Ya'qubi, *Z. O. P. V.*, IV, 87 ; *Revue de l'Orient Chrétien*, 1902, p. 477.

(3) Cf. sur les Tanûkh : Tannûs ach-Chidiaq : *Les familles du Liban* ; G. Cheikho s. j., *Tarikh Beyrouth*, p. 27, 28 n. ; Oppenheim : *Von Mittelmeer zum Persischen Golfe*, 1899.

obtenu, comme récompense, le district de Marrat. Ce qui est certain, c'est qu'ayant rallié dès le début la cause des Abbassides, ils furent considérés comme leurs fermes soutiens dans la Syrie réfractaire Jafar, en 736, les établit dans le *Garb*, en leur donnant la mission d'écarter de la Phénicie et du Liban les ennemis de l'Islam. Un de leurs chefs, Arslân, se fixa dans le défilé qui porte aujourd'hui le nom de *Zahr-al-Baïdar*. D'autres chefs s'installèrent dans les cantons environnants de Beyrouth et de Sayda. Peut-être une partie des Tanoukhites occupa-t-elle aussi le Wadi-at-Taïn, au pied du Mont-Hermon.

Il faut remarquer que les seuls districts occupés par cette tribu musulmane sont situés dans le Liban central et méridional. Il n'est nullement question d'une occupation des cantons septentrionaux ; c'est une preuve de plus que ceux-ci restèrent aux Maronites, placés sous la surveillance des musulmans de la côte et des Tanoukhites.

Les chroniques manquent de précision sur l'histoire de cette époque et confondent généralement les Maronites et les Mardaites. Cependant il semble certain que les Maronites eurent à subir de douloureuses épreuves et à repousser de nombreux assauts contre leur autonomie. Les retours offensifs des Grecs, sous Tsimiscès et Basile II, leur furent de précieux encouragements et les aidèrent à refouler de leurs montagnes les flots des envahisseurs. Ils continuaient à obéir à leurs chefs nationaux, les principaux propriétaires fonciers. Les chroniques leur donnent dès les origines le nom d'émirs ; mais ils ont été au début désignés par un nom syriaque ou grec, sans aucun doute ; car émir est un terme arabe, et les Maronites parlaient alors encore le syriaque.

Ces chefs étaient les intermédiaires officiels entre leur nation et les autorités musulmanes. Ils levaient les impôts et rendaient la justice, chacun dans son canton. Leurs pouvoirs étaient en quelque sorte reconnus légitimes par les khalifes même, puisqu'ils négociaient avec eux régulièrement.

L'organisation religieuse des Maronites de cette époque n'est guère mieux connue. Le savant maronite Duwaihi a essayé de faire une liste des premiers chefs religieux de sa nation (1) ; mais il n'a pu donner sur eux aucun détail. De

(1) *Salsalat el Mûarinah* (Origines des Maronites).

rares fragments de cette époque, quelques canons syriaques, nous sont parvenus, quelques noms aussi, entre autres ceux de deux savants historiens maronites, dont les œuvres n'ont pu être retrouvées : Théophile d'Edesse (mort en 785), et Qaïs, qui a vécu au x^e siècle.

Les Maronites se maintenaient ainsi dans leurs montagnes, dans une large autonomie. A côté d'eux d'autres populations vinrent s'établir ; nous avons déjà parlé des Tanoukhites musulmans. Mais le Liban devait être également le refuge de tribus musulmanes hérétiques persécutées par l'orthodoxie officielle. L'invasion des Carmathes avait jeté en Syrie les sectes chiites, qui allaient former dans les régions montagneuses surtout et particulièrement dans le Liban, des populations nettement distinctes de la masse des Syriens.

La première de ces sectes qui s'implanta en Syrie pour y rester jusqu'à nos jours, fut celle des Nosaïris (1), qui habitent encore aujourd'hui la chaîne de montagnes au nord du Liban, qui porte son nom, le Bargylus des anciens, et le *Djebel Sommâq* des Arabes.

Il est très difficile d'établir les origines exactes de cette secte, tant au point de vue historique qu'au point de vue religieux. En tous cas, la formation de leur religion les rattache aux Carmathes. Elle est issue de la même prédication chiite des *imâms*. Seulement elle s'est séparée de bonne heure des Carmathes, refusant de reconnaître la légitimité d'Imsaïl et de son fils Mohammed et par conséquent des Fâtimites. Les Nosaïris étaient des Alides, des chiites encore plus fanatiques, plus excessifs que les Carmathes.

Leur religion se répandit en Syrie, du Wadi-at-Taïn jusqu'au *Djebel Sommâq*, en passant par le versant oriental du Liban septentrional, nous ne saurions préciser à quelle époque, vraisemblablement aux ix^e et x^e siècles. Elle acheva,

(1) Cf. P. Lammens, S. J., *Les Nosaïris* dans les *Etudes*. V. 80 p. 461 et suiv. ; R. Dussaud, *Histoire des Nosaïris*. — Cf. encore différents articles des mêmes auteurs (dans *R. A. — R. O. C.*, — *Grande Encyclopédie*) ; De Sacy, Exp. II, 31, 33, 519, 559-587 ; S. Guyard, *J. A.*, 1877 ; G. Huard, *J. A.*, 1879² ; V. Oppenheim, I, p. 131. Voir Hebræus, *Dynastie*, p. 250 qui les confond avec les Carmathes. — Alfred d'Ancre, *Silhouettes orientales*, *Iskenderieh. Les Ansariéhs, les Maronites*. — E. G. Rey, *Reconnaissance de la montagne des Ansariés*, Paris, 1866 (extrait du *Bulletin de la Société de Géographie*), juin 1866.

semble-t-il, de s'y constituer vers la fin du x^e siècle ; car le premier ouvrage venu jusqu'à nous où sa doctrine est définitivement fixée, le *Majmu-al-Ayâd* de Tabarâni, date de l'an 1002. Son auteur, Tabarâni, avait été le disciple d'un des compagnons d'A. Abdallah-ben-Hamdaï-al-Khosarbi, qui avait sans doute prêché le premier la foi nouvelle en Syrie, venant de la Perse (1).

Quel était l'état religieux de ces populations avant leur conversion au chiitisme ? On admet généralement qu'elles étaient encore païennes à la fin du iv^e siècle. Pline l'Ancien signale dans le Bargylus et le nord de la Coélé Syrie une peuplade, les *Nazereni* (2). Certains prétendent même, à tort, que le nom de Nosairis n'est qu'une corruption de celui de *Nazereni*, et rejettent l'histoire des *imâms* fondateurs de la secte dans le domaine de la légende. Les auteurs sont divisés sur la question de savoir si ces populations étaient encore païennes au moment de la prédication de Khosaïbi. M. Dussaud se prononce pour l'affirmative, en se basant sur l'absence complète, d'après lui, dans leurs régions, d'église au style caractéristique des v^e, vi^e et vii^e siècles, alors qu'on en rencontre à profusion dans le reste de la Syrie (3). Le R. P. Lammens, au contraire, pense que toutes ces régions avaient adhéré au christianisme. S'il est vrai qu'il n'y a pas de ruines chrétiennes très importantes, le R. P. Lammens signale cependant de nombreux vestiges du culte chrétien. Or, « dans l'espèce, dit-il, une simple croix byzantine prouve autant qu'une basilique ou une profession de foi ». En effet, il s'agit d'une population de cultivateurs assez pauvres qui n'avaient pas les moyens de se construire de beaux édifices comme les riches habitants de la Syrie centrale.

Le R. P. Lammens, enfin, relève dans les livres liturgiques des Nosairis et dans leur culte certains passages et certaines cérémonies qu'il croit être des traces de leurs anciennes croyances chrétiennes. C'est ainsi qu'ils auraient conservé dans leurs messes la consécration du pain et du vin, de même que les onctions du baptême. Dans leur calendrier, les fêtes chrétiennes et certains saints sont énumérés. Enfin,

(1) R. P. Lammens, *op. cit.*, pp. 474 et suiv.

(2) *Histoire naturelle*, livre V, chap. 81.

(3) Dussaud, *Histoire des Nosairis*, p. 19.

ils maudissent Saint-Jean Maroun, comme ce devait être l'usage chez les chrétiens syriens hostiles aux Maronites.

Les dernières preuves du R. P. Lammens ne nous paraissent pas concluantes. Les cérémonies et les usages se rapprochant du christianisme ont très bien pu être adoptés par les Nosaïris par le seul contact avec les chrétiens. Il ne faut pas oublier que toutes les sectes musulmanes et le Prophète lui-même ont fait de nombreux emprunts aux religions autres que l'Islam. Mais il nous semble difficile que dans une région ter, après les persécutions de Théodose, de Justinien surtout et des Empereurs qui lui ont succédé. Nous pensons par conséquent, que les Nosaïris ont été chrétiens, avant de devenir chiites.

Lorsqu'Abdallah-ben-Hamdaï-al-Khosaïdi prêcha le chiisme dans les vallées du mont Bargylus et de la Cœlésyrie, il fit vite de nombreux adeptes, à cause de la simplicité de sa doctrine, inventée, d'après des traditions dignes de foi, par un *imâm* Mohammed-Ben-Nosaïr, contemporain, selon le R. P. Lammens, de Hassan-al-Askâri, c'est-à-dire ayant vécu dans la seconde moitié du ix^e siècle.

Ce qui caractérise leur dogme, c'est la profession de la divinité d'Ali, du quatrième khalife. « J'atteste qu'il n'y a pas d'autre Dieu qu'Ali-Ben-Abou-Taleb », tel est le premier dogme des « fidèles » ; Ali, pour eux, est « l'émir des abeilles », c'est-à-dire des étoiles et des planètes divinisées. De sa lumière, il a créé Mohammed, duquel émane Selmân, le créateur des cinq *Yatîm* ou *incomparables*, qui ont fait le monde. Ali est l'essence de Dieu, Mohammed sa représentation concrète, et Selmân son vivant emblème chargé d'en expliquer la doctrine aux hommes.

Les détails de cette doctrine étaient et sont encore entourés d'un mystère profond. Les Druses, adversaires acharnés des Nosaïris, les ont violemment accusés de pratiquer dans leur culte une immoralité sans borne et de se livrer à toutes les orgies. Ces attaques sont exagérées sans doute, mais il y a une part de vérité. Encore aujourd'hui, les Nosaïris témoignent peu de respect aux femmes et leur refusent même, dit-on, le droit de prier.

Le Nosaïrisme se répandit rapidement en Syrie. Jean de Vitry, pendant les Croisades, le signale à Tripoli. Le R. P. Lammens même croit qu'ils peuplaient alors le Kesrouân.

Nous ne partageons pas entièrement cet avis. Les vallées du Kesrouân étaient le domaine dont les Maronites, fidèles à leur foi chrétienne, ne s'étaient jamais laissé chasser. Mais dans la vallée du *Nahr-el-Kebir* et la région de Batroun, Maronites et Nosaïris se disputèrent sans doute le sol dans des luttes âpres et sanglantes qui expliquent la haine des uns contre les autres, et qui se traduisent, chez les Nosaïris, entre autres, par la malédiction de Saint-Jean Maroun.

La conquête de la Syrie par les Fâtimites, les khalifes des Alides, devait avoir comme conséquence naturelle une recrudescence du chiitisme. Elle amena la formation des sectes des « Assassins » et des Druses.

Les origines des Druses sont assez obscures (1). Cependant, les nombreux documents arabes permettent de dégager un certain nombre de faits. Le premier auteur du drusisme était le khalife fatimite Hâkem, qui régna de 996 à 1020. Pendant les premières années de son règne, il observa fidèlement la doctrine ismaïlienne ; mais, vers l'an 1.000, selon Maqrizi, il devint fou ; Jamal-ad-Dîn, au contraire, pense que les extravagances auxquelles il allait se livrer, étaient calculées et cachaient, chez lui, le dessein d'éblouir ses sujets et de les amener à le considérer comme un être d'une sagesse surhumaine, insaisissable. Sa seule règle de vie, dès lors, semblait être l'inconstance et la fantaisie. Il publia, sans motif aucun, les ordonnances les plus bizarres sur la religion et sur les mœurs pour les rapporter ensuite. Vêtu de laine grossière ou d'habits bariolés, comme un fou, il errait la nuit et le jour dans les rues du Caire, tantôt illuminées, tantôt mornes et sombres selon son caprice. Despote farouche et taciturne, il tenait la mort sans cesse suspendue sur les têtes de ses sujets. Un jour il était clément et le lendemain inexorable ; toujours

(1) Cf. Jamal ad Dîn dans Wustenfeld, *op. cit.*, p. 105-121 ; Maqrizi, texte et traduction dans de Sacy, *Chrest.* II, p. 1-69, 93, III, 112-205 ; A.-P. Faraj, 312-14, B. al Jouzi, *J. A.*, 1837², p. 485 ; *Livres des Druses*, dans de Sacy, *Chrest.* II, p. 191-278 et *Religion des Druses*, 1838 ; H. Guys, *Nation Druse, Theogonie des Druses*, 1864 ; Jaudat Pacha, *Formulaires druses* ; Churchill, *Mont Lebanon*, II, 1854 ; Von Oppenheim, *op. cit.*, I, p. 129, 130, 134 et s., etc. ; *Dissertatio academica de Druzis Libani in colis cujus priasi* de Math. Norberg exhibit auctor Lors Andria Palin D. 5 mai 1790 ; Pujet de St-Pierre, *Histoire des Druses, peuple du Liban, formé par une colonie de François avec des notes*, etc. Paris, 1763.

ses volontés, terribles ou douces, étaient obéies strictement.

Un jour, il fit jeter, sur un signe de sa main, les femmes de sa capitale, plus de dix mille victimes, dans une prison, où ne pénétrait ni air ni lumière. Personne n'osa résister.

Le peuple, ignorant et superstitieux, était plongé dans une stupeur anxieuse et frappé d'une crainte mystique. Quel destin, cruel ou clément, allait frapper l'humanité, se demandaient les fidèles. Alors, Hâkem, ou ses conseillers, vers la fin de l'année 1018 ou le commencement de l'année 1019, songèrent à profiter de cette terreur mystérieuse pour fortifier l'ismaïlisme. Le khalife Moïzz avait été le dernier *Imâm* de la secte, qui n'en admettait que sept. Ses deux successeurs, Aziz et Hâkem n'étaient donc plus *imams* (1). Ce dernier pouvait alors craindre que son autorité religieuse fût ébranlée auprès des sectes Alides. Alors il imagina, ou ses conseillers imaginèrent, une nouvelle doctrine. Les Ismaïliens prétendaient que la première émanation de la divinité s'était incarnée dans Mohammed-le-Nâtiq. Hâkem alla plus loin et fit proclamer que la divinité elle-même s'était incarnée en lui. Ce n'était plus la doctrine ismaïlienne ; c'en était une nouvelle.

Elle eut d'abord quelques adeptes, mais un bien plus grand nombre d'adversaires irrités. Alors deux « Daï », ou deux « missionnaires » d'origine persane, Hamza et Darazi, en constituèrent le dogme, se rapprochant de l'ismaïlisme, pour ne pas en effaroucher les partisans. Hâkem, d'après le récit de Ben-Jouzi, fit venir Darazi secrètement dans son palais, et, en lui remettant sa bourse, lui dit : « Va en Syrie, tu y prêcheras ma doctrine, et tu distribueras cet argent à ceux qui répondront à ta voix » (2).

Darazi se rendit dans le Wadi-at-Taïn, au pied du Mont Hermon et, par sa prédication, fit de nombreux partisans dans une population déjà favorable à l'ismaïlisme. Pendant ce temps, Hamza acheva de préciser la nouvelle doctrine, en la basant sur l'unité du dieu Hâkem, et lui donna le nom que ses fidèles ont conservé jusqu'à nos jours : l'« Unitarisme ».

Darazi ayant été tué, peut-être à l'instigation de Hamza, devenu son rival, celui-ci envoya en Syrie, pour y continuer la propagande « unitaire », *Muqtanâ*, ou Bahâ-ad-Dîn.

(1) Guyard (M^e), *J. A.*, 1877, p. 337. — Cf. Dussaud, *J. A.*, 1900, p. 62.

(2) *Journal Asiatique*, 1837², p. 483.

La secte fut consolidée en 1020 par l'assassinat mystérieux de Hâkem. Hamza affirmait que le dieu n'était pas mort, mais s'était dérobé à la vue des hommes pour les punir de leur incrédulité, et pour pouvoir discerner les vrais fidèles de ceux qui ne l'étaient que de nom. En attendant, il leur recommandait, dans une charte qu'on trouva suspendue dans les mosquées du Caire, de ne pas s'enquérir du lieu de sa retraite (1).

Cependant, l'avènement du nouveau khalife, Zâher, fils de Hâkem, donna lieu à une réaction violente en Egypte contre l'Unitarisme. Les Ismaïliens persécutèrent les croyants de Hâkem et réussirent même à les anéantir en Egypte. Alors Hamza s'adressa aux unitaires de Syrie et afin de relever leur courage, leur adressa le *Traité de l'Absence*, qui est resté un des évangiles du drusisme. Il confia la direction de la secte en Syrie à un chrétien apostat, dont il a déjà été question, Muqtana Baha-ad-Din, puis à Sikkîn. Les communautés unitaires comprenaient alors, d'après le *Traité de l'Absence*, les pays du Jourdain, celui des Ammonites et des Moabites, Homs, Hama, Tadmor, Salawiya, Damas, la Batanée et le Haourân. Un des disciples de Sikkîn, Modad, évangélisa dans le Liban les bourgs d'Aïn-Sofar, Aïn-Ar, Al-Bira, de Mrey, et de Feljm. Le district du Chouf et surtout le « *Garb* » avec les Tanoukhites semblent, d'après certains documents, s'être ralliés à l'Unitarisme dès cette époque. Au nord, le mont'Ala, Alep et ses environs également y auraient adhéré. Même la secte aurait pénétré dans l'Iran, l'Afghanistan, l'Arabie, dans les Indes et en Chine.

Des querelles intestines cependant ébranlèrent la secte. Alors, Hamza, le « Directeur », et Baha, pensant que la trop grande extension de l'Unitarisme en amènerait le morcellement, résolurent de « fermer la porte de la prédication », c'est-à-dire de cesser toute propagande et tout prosélytisme. Ils interdirent aux missionnaires d'admettre de nouveaux adeptes ; puis, Baha disparut également comme Hamza, et n'eut plus avec les « fidèles » que des rapports épistolaires. Dès lors, pour être Druse, il fallait être né Druse. — C'est ainsi qu'on commençait à appeler les unitaires. — Le corollaire de ce principe était qu'on ne pouvait pas non plus sortir de la

(1) De Sacy, *Exp. Rel. Druses*, op. cit., II, p. 192.

secte. Le « fidèle » ne pouvait pas abjurer l'Unitarisme, pas plus qu'il ne pouvait renier sa propre nature. Né Druse, il restait Druse malgré lui ; dans l'autre monde, son essai d'apostasie était puni par des supplices particuliers. Afin d'augmenter encore la crainte superstitieuse des « fidèles » et leurs espérances en de jours meilleurs, Hamza et Baha admirèrent dans le corps des doctrines unitaires la métempsychose, survivance du paganisme égyptien, sans doute aussi tirée de la religion hindoue de Brahma. De cette façon, les deux prophètes étaient au moins assurés d'une certaine stabilité dans le nombre de leurs adeptes : car s'il n'y avait pas de prosélytisme, il n'y avait pas non plus de nombreuses défections.

Hamza et Baha moururent sans bruit, chacun dans sa retraite, entourés de mystère. Les unitaires attendent encore leur arrivée ; ils attendent le grand jour où le Dieu Hâkem apparaîtra avec eux au milieu de ses « fidèles », pour amener le triomphe définitif de la vraie foi. Dans l'espoir de ce grand jour, ils relisent avec vénération, et peut-être sans trop les comprendre, les ouvrages du directeur Hamza et de Bahad-Dîn, qui leur servent de réconfort.

En arrêtant toute propagation de leur doctrine, Hamza et Baha avaient restreint les limites géographiques de l'unitarisme à la Syrie, où ses centres étaient le Liban méridional, Alep, le Haouran, le Wadi-at-Taïn, la Damascène, Safad, Akka, quelques autres villes au sud du Liban.

La plupart des écrivains estiment qu'il a toujours compté à travers les âges soixante mille adeptes environ. Ce chiffre est évidemment trop bas. Le Dr V. Oppenheim a eu les confidences d'un druse instruit, qui évalue le nombre de ses coréligionnaires à 132.000. On peut dire que leur nombre, dès les origines, a varié entre 80.000 et 140.000.

Sur les origines ethnographiques des Druses, il y a eu de nombreuses controverses. Les uns les croient originaires de *Khorassan*, province de Perse, d'autres prétendent qu'ils sont de race arabe. D'après la première opinion, ils seraient arrivés vers la fin du VIII^e siècle dans le Harouan. Une légende popularisée par le grand-émir Fakhr-ad-Dîn, afin de plaire aux Français, donnait aux Druses une origine européenne et les rattachait à la maison de Dreux. Mais il est évident que les Druses ne sont pas les descendants de Latins établis en Syrie (1).

(1) V. Chassignet, *Conf. d'économie sociale* (16 avril 1886).

Ils ne forment pas une race ethnographique particulière. Ils ont été recrutés parmi les populations sémitiques et les colons persans, iraniens établis en Syrie. Ce qui les distingue des autres populations syriennes, c'est uniquement leur religion.

Il est possible cependant que quelques Templiers, restés en Syrie après le retour de l'Ordre en Europe, avaient trouvé l'hospitalité chez les Druses qu'ils auraient préféré à la fois aux Maronites catholiques et mal disposés pour les idées hétérodoxes de leur Ordre, et aux Musulmans, leurs ennemis. De là viendrait l'emblème actuel de la nation : le veau symbolique, qui serait identique au *Baphanūt*, dont il fut fort question dans le procès des Templiers.

Jusqu'au début du XVIII^e siècle, la religion druse était entourée d'un mystère profond. En dehors de ses adeptes, personne ne la connaissait. Depuis, quelques-uns de leurs livres sont tombés entre des mains « infidèles », et leur doctrine a pu être étudiée au moins dans ses grandes lignes (1). Ce n'est pas simplement une hérésie musulmane, mais un syncrétisme singulier des dogmes juifs, chrétiens et islamiques et des croyances égyptiennes ou indiennes à la métempsycose.

Le premier et principal dogme du Druse est l'unité de Dieu, qui s'est révélé déjà dix fois aux hommes sous la forme humaine : dans l'Inde d'abord, en Perse plus tard, dans l'Yemen, à Tunis et ailleurs encore. Le khalife Hâkem a été la dernière et la plus glorieuse incarnation, sous le nom céleste de *Dabbar*. A l'époque de sa naissance, toutes les planètes se trouvaient réunies dans le signe du Cancer, et l'étrincelant Pharaüs (Saturne) présidait l'heure où il entra dans le monde. Il avait la face d'un lion, la voix sonore et vibrante, pareille au tonnerre, et l'on ne pouvait supporter l'éclat de son œil d'un bleu sombre.

Il a sous ses ordres huit ministres qui sont son émanation directe et qui jouent le rôle de bons génies. Eux aussi se sont incarnés à différentes époques et sous différents noms. L'un d'eux, le principal ministre, Hamza, qui n'est autre que l'ange Gabriel, a apporté sur la terre l'Islam et le christianisme en

(1) Guys, *Theogonie des Druses*, chap. XIV ; Jaudat Pacha, *Formulaires Druses*, op. cit., p. 363.

apparaissant au Christ sous le nom d'Eliazan, et à Mohammed sous celui de Selman le Persan.

Grâce à ces fictions, dérivées de l'ismaélisme, tous les adeptes des religions qui ont précédé l'Unitarisme peuvent être considérés comme des unitaires, mais non encore arrivés à l'état de perfection. Leurs dogmes ne sont que des préparations à celui, plus parfait, prêché par Hamza et ses disciples.

Hamza est né de la lumière rayonnante de Dieu ; il est lui-même l'Intelligence suprême, le flambeau de la vérité, destiné à grouper en faisceau les rayons de la divinité et à les projeter sur le monde. Il a été créé si beau, si parfait, si saint, qu'il en a été enorgueilli. Alors, de sa lumière sont nées les ténèbres et l'orgueil, qui constituent « *l'Iblis* », le démon druse. Dans le monde a commencé la lutte du bien et du mal. La noblesse de l'Intelligence ne lui permettant pas d'intervenir directement dans cette lutte, elle a créé des ministres inférieurs, l'âme. Unie à l'âme, elle a produit la « Parole », qui, à son tour, a engendré le « Précédent ». Celui-ci a créé le « Suivant », qui a été incarné en *Muqtana Baha-ad-Dîn*. Ces ministres supérieurs ont eu sous leurs ordres toute une organisation savante d'auxiliaires, répartis entre les différents districts de l'Unitarisme.

La religion des Druses ne parle ni du péché originel, ni de la Rédemption. Le nombre des âmes est fixé de toute éternité. L'homme une fois mort, revient à la vie sous une enveloppe nouvelle. L'âme est comme un liquide qui passe de vase en vase. Dans la nouvelle existence, l'homme trouve la récompense des vertus qu'il a pratiquées antérieurement en obtenant une condition plus élevée, dans l'ordre spirituel, que celle qui a précédé. Ainsi l'âme peut s'améliorer chaque fois et arriver à un degré de perfection tel qu'elle est admise à se confondre avec l'Etre supérieur dans le séjour des lumières, et qu'elle cesse dès lors de revenir se loger dans les corps, jusqu'au moment où aura lieu la onzième incarnation. Les âmes épurées reviendront alors habiter la terre et jouiront de tous les biens terrestres, aux dépens des infidèles qui seront condamnés à les servir.

Pour arriver à cet état de perfection, il faut avoir tout d'abord franchi sur terre la condition de *Djohhal*, de simple fidèle ignorant, pour arriver à celle d'*Akel*, *Okkal* ou initié. L'initiation, chez les Druses, appartient à la capacité, sans

distinction de rang ou de sexe ; on le devient à l'aide de pratiques assez analogues à celles de la franc-maçonnerie. Il y a divers degrés d'initiation, dont le plus élevé exige le célibat (1). Les initiés de premier ordre ont le turban blanc, signe de pureté, et fuient le contact des profanes.

Les Druses ont des oratoires isolés, les « *Khaloua* », placés sur les lieux hauts (2). Dans ces *Khaloua*, ont lieu les assemblées secrètes où les femmes initiées sont admises. Des gardes veillent à ce qu'aucun profane s'en approche ; toute sur prise est punie de mort (3).

Le *djâhel* ou ignorant n'est admis que dans le vestibule du *Khaloua*, où il n'entend lire que le Coran. Les initiés pénètrent dans la salle intérieure, où ils célèbrent le culte ou délibèrent sur les affaires de la communauté dans le plus grand secret, dont la violation entraîne la peine capitale. Du *Khaloua* partent les ordres en cas de péril, de guerre ou d'insurrection ; grâce à la forte organisation de la secte, ils circulent rapidement et sans être ébruités.

Cette division des unitaires en plusieurs classes s'explique aisément, lorsqu'on songe à la doctrine compliquée et au mystère qui devait planer sur elle. Tous les hommes ne sont pas capables de comprendre les dogmes, d'y rester attachés et de garder sur les pratiques et sur la vie intérieure de la secte ce secret qui en était la force principale. On laisse alors au nombre des « ignorants » attachés à la secte tous les hommes qu'on veut écarter des délibérations secrètes, mais attacher quand même à la secte, parce qu'on en attend des services utiles, surtout en cas de guerre.

La morale druse comprend sept préceptes, dont les principaux recommandent la sincérité du discours, le soutien des frères, la séparation de ceux qui sont dans l'erreur et l'obéissance absolue aux ordres de Seigneur Hâkem (4). Le men-

(1) *Revue des Deux-Mondes*, 1842, p. 511.

(2) Perrier, *op. cit.*, p. 214. Ces temples, pour toute décoration, ont une simple natte en jonc et un bassin d'eau courante. Les murs de quelques-unes sont couverts de signes grotesques de toutes couleurs. On y remarque aussi une table de divination, appelée *Jairgeh*, avec des combinaisons assez ingénieuses.

(3) De Sacy, *op. cit.*, II, p. 670.

(4) « Si Notre-Seigneur Hâkem exigeait que quelqu'un d'entre vous tuât son propre fils, il serait obligé de le faire sans aucune répu gnance. »

songe leur est interdit entre fidèles, mais il est admis envers les étrangers pour garder les secrets de la secte. Il est recommandé également de combattre et de refouler les passions intérieures, de respecter la pudeur et de réfréner les dérèglements des mœurs.

La morale domestique est très développée chez les Druses (1). La polygamie n'existe pas chez eux ; ils sont religieusement monogames, mais le divorce est si fréquent que le mariage n'est en sorte qu'une alliance fragile et passagère. La coutume leur interdit de reprendre la femme qu'ils ont répudiée. Les hommes se marient de 16 à 18 ans, les filles de 13 à 14 ans. Ils pratiquent une hospitalité très large, fidèles au précepte du Coran « *La première loi de l'hospitalité est de s'abstenir de demander à un étranger de quelle région il est venu, dans quelle foi il a été élevé ; mais il faut lui demander s'il a faim, s'il a soif et s'il est vêtu.* »

A cette morale, les fondateurs du drusisme ont donné une sanction. Le jour du discernement (c'est ainsi qu'ils appellent le jour du dernier jugement), Hamza récompensera les Unitaires fidèles. Ils deviendront les maîtres et les seigneurs des terres, des trésors et même des enfants des réprouvés. Ceux, au contraire, qui professent une autre foi que l'Unitarisme, surtout s'ils l'ont abjurée, ou bien succomberont sous les coups du glaive de Hamza, ou bien seront torturés et soumis comme esclaves aux fidèles récompensés.

Les sept préceptes de la morale unitaire remplacent les principales règles du culte musulman, la prière, le jeûne et le pèlerinage.

A l'origine, l'organisation politique des Druses avait une forme monarchique. La direction de la secte appartenait à un *Imâm*, dont la résidence, au moins à une certaine époque, semble avoir été le couvent de *Dar-al-Abiad*, qui domine

(1) L'autorité n'intervient jamais dans les actes de la justice domestique.

Détail curieux : toute infidélité de la femme est punie de la peine de mort par les parents mêmes de l'épouse infidèle. Le mari la renvoie dans sa famille avec le poignard qu'il a reçu d'elle le jour de ses noces ; le père ou les frères lui coupent la tête et envoient au mari une mèche de cheveux ensanglantés. Car chez les Druses, le point d'honneur est très prononcé et ils n'admettent nullement le pardon des injures : « Le déshonneur suit toujours le sang ». — V. Volney, t. I, chap. xxiv.

Hasbeya. Cependant, par une évolution historique et sociale assez rapide, le régime féodal s'implanta fortement chez les Druses. Le pouvoir politique passa à des chefs de guerre, à des cheikhs, ainsi que nous le verrons dans la suite.

Les Druses ne tardèrent pas à entrer en lutte avec les musulmans orthodoxes et même avec les différentes sectes chiites qu'ils détestaient encore plus que les chrétiens et les juifs (1).

Cependant au début du XI^e siècle, la lutte fut particulièrement vive avec les Nosairis, qui dans la Syrie centrale et septentrionale étaient leurs voisins et leurs rivaux directs. Les Nosairis furent repoussés du Wadi-at-Taïn, où ils ne conservèrent que les trois bourgs de Jafar, Za'ura et Aïn-Fit. Mais dès cette époque ils se maintinrent dans la chaîne qui porte encore leur nom, dans le *Wâr* et le *Djebel'Ala*.

Les Ismaïliens continuèrent à subsister en Syrie. Même au XII^e siècle, au moment des Croisades, quelques-uns d'entre eux constituèrent une nouvelle secte politico-religieuse, celle des Assassins, dont nous exposerons plus tard l'organisation politique. On peut dire qu'en dehors des grandes cités, presque tout le pays avait embrassé les opinions chiites (2).

Le long de la côte phénicienne, les colonies perses de Muawiya restèrent fidèles aux pures doctrines alides de leur pays d'origine. Les Métoualis sont sans doute leurs descendants. Il y en a encore aujourd'hui à Tyr, à Sidon, dans la plaine de Cœlésyrie et dans les vallons des alentours. Très fanatiques et très intolérants, partout où ils vont, ils portent avec eux un peu de terre persane.

La Syrie et le Liban se trouvèrent donc dans un état d'anarchie et de morcellement extrême, à l'exception des cantons maronites, lorsqu'arrivèrent les Turcs Seldjoucides et après, les Croisés, qui allaient tous ensemble transformer l'aspect du pays et changer son évolution.

(1) Jaudat Pacha, *op. cit.*, p. 360.

(2) Le R. P. Lammens, *Etudes*, 1889³, p. 473 et 474, s'appuyant sur un texte de B. Jubair, dit, que « le siècle qui précéda les Croisades fut une époque très critique pour l'orthodoxie musulmane. » En Syrie comme dans le Khalifat Abbasside, les sauveurs de l'orthodoxie musulmane seront dès la fin de cette période les Turcs Seldjoucides.

§ 5. — Les Seldjoucides.

Le ^x^e siècle devait donner de nouveaux maîtres à la Syrie. Déjà deux armées turques avaient, sous les Tûltnides et les Ikchides occupé la province ; les *Seldjoucides* venaient à leur tour s'y tailler des fiefs.

Partis du Turkhestan, ils s'étaient emparés de la Perse d'abord, et de Bagdad, le siège même du khalifat abbasside. Leur chef, Togrul Beg, petit-fils de Seldjouk, le fondateur de la dynastie, devint, à Bagdad, le véritable chef de l'Empire et prit le titre de Grand Sultan (1055). Peut-être en 1064, en tous cas en 1069, les Turcs Seldjoucides pénétrèrent en Syrie, repoussèrent, sous leur grand Sultan Alp-Arslân, en 1071, l'offensive de l'empereur grec Romain IV, qui tomba même entre leurs mains, et finirent par s'emparer de toute la province. Damas fut enlevé en 1075. Tutuch, le frère du Sultan Malek-Chah et fils d'Alp-Arslan, s'y établit, donna Jérusalem en fief à un de ses émirs, Ortoq, et s'étendit dans toute la Coélsyrie. Les Grecs perdirent à nouveau Antioche et toutes les places qu'ils occupaient encore dans la Syrie septentrionale.

Fort heureusement pour le monde chrétien, l'invasion seldjoucide fut affaiblie par des divisions intestines, et par un retour offensif très énergique des Fâtimites d'Egypte. Le long de la côte, Saint-Jean-d'Acre, Tyr, Sayda, Jebail furent enlevés aux Turcs. Finalement, l'unité seldjoucide disparut. Mais la force d'attaque de ces bandes turques avait été si grande, que, sous Malek-Chah, elles s'étaient emparées de l'Arménie, de Nicée et d'une grande partie de l'Asie-Mineure ; Constantinople même avait été menacée directement.

Une sultanie fut constituée à Iconium. La Syrie même fut partagée en deux sultanies rivales, l'une à Alep, l'autre à Damas.

Les Turcs Seldjoucides apportèrent en Syrie une organisation sociale nouvelle, celle de la féodalité militaire. Ils formaient beaucoup moins une nation qu'une armée. Dans les pays où ils s'établissaient, ils conservaient leur organisation en armée. Chaque émir recevait en partage un district déterminé, dans lequel il s'établissait avec sa troupe. Mais il ne devenait pas colon ; il restait guerrier, de même que ses sol-

dat. A son tour, il donnait à chacun de ses lieutenants un canton, pour son entretien et celui de sa troupe, et les lieutenants établissaient ensuite leurs guerriers sur leurs domaines, en attribuant un lot à chacun.

L'émir recevait son fief du Sultan en échange du service militaire. A chaque fief était attachée l'obligation du service militaire. C'était, pour ainsi dire, la solde donnée aux guerriers pour leur entretien. Les chevaliers turcs, les vassaux ne cultivaient pas eux-mêmes leurs terres ; ils les faisaient cultiver par les paysans chrétiens ou arabes réduits en servitude. La Syrie était ainsi divisée en une série de grands fiefs, comprenant chacun de nombreux petits fiefs. Une noblesse féodale militaire turque s'y était constituée. Ainsi que la féodalité chrétienne dans l'Europe occidentale, à ses débuts, la féodalité turque ne reconnaissait pas l'hérédité des fiefs. Quand un émir ou un chevalier disparaissait, son fils ne lui succédait pas nécessairement dans son fief ; au contraire, les sultans ou les émirs donnaient ce dernier à un autre de leurs serviteurs, ayant fait ses preuves déjà comme chef de guerre.

Chaque district avait donc sa petite armée, toujours prête à la guerre, puisque les guerriers n'avaient pas d'autre occupation. La mobilisation en était rapide, et la concentration de toutes les petites armées en une grande pouvait se faire en peu de jours également.

La chevalerie turque avait avec celle de l'Europe occidentale plus d'un trait commun : d'abord, la bravoure, l'amour du panache, l'usage des combats singuliers et des défis, le goût du luxe, la cruauté dans le combat. Elle devait exercer une grande influence sur les chrétiens et sur les autres populations de Syrie.

Jusqu'alors, les Maronites avaient conservé, sans aucun changement, leur organisation en clans, dont chacun était réuni dans un groupe de villages et de bourgs. Comme les attaques des musulmans n'avaient pas été fréquentes, ils n'avaient qu'exceptionnellement nommé des chefs de guerre communs à plusieurs clans, ou même à tous. Or, depuis que les Turcs Seldjoucides étaient installés en Syrie, la guerre y était à l'état permanent. Les émirs turcs attaquaient sans cesse les chrétiens, qui avaient su conserver jusqu'alors leurs terres et leur autonomie. Entre les émirs établis dans la

Cœlésyrie, dans le Bélad-Bichara, le Merdj-Ayoun, d'un côté, et les Maronites de l'autre, ce fut une lutte continuelle. Ces derniers furent contraints à modifier quelque peu leur organisation.

Alors que leur noblesse n'avait eu aucun caractère militaire, elle dut de plus en plus accepter un rôle guerrier. Les grands propriétaires devinrent tous des chefs de guerre. Entre eux et leurs paysans, des liens militaires s'établirent. Le paysan, le petit propriétaire, devait le service militaire au chef de son clan : à son appel, il devait le rejoindre en armes et le suivre partout contre l'ennemi. Cette obligation du service militaire des hommes d'un clan à leur chef, date, sans conteste, de la conquête de la Syrie par les Seldjoucides. Les chrétiens, pour pouvoir résister aux attaques brusques et incessantes de l'envahisseur, durent adopter, dans une certaine mesure, son organisation militaire.

Comme reconnaissance extérieure de sa primauté, le chef de clan avait droit à certaines redevances. Ainsi, sa supériorité devenait permanente. Il était mis aussi en état de remplir exactement sa mission, qui était de veiller à la sécurité et à la prospérité de son clan.

Les fonctions de chef de clan n'étaient pas héréditaires de père en fils, par ordre de primogéniture. En effet, comme son principal rôle était celui d'un chef de guerre, il fallait qu'il eût une certaine expérience militaire et de l'autorité. On prit l'habitude de l'élire parmi les membres les plus éminents de l'aristocratie. Tous les hommes ne prenaient pas part à l'élection, mais seulement les grands propriétaires. Ceux-ci conservaient ainsi leur situation privilégiée. La féodalité maronite précisait donc son organisation. A la tête, se trouvait un chef de clan élu, qui prit plus tard le nom d'*Emir* ; au-dessous de lui, se groupaient les chefs des domaines, des villages et des bourgs, des *moqatàas*, les *cheikhs*.

Il faut remarquer ici que cette organisation est issue, en somme, de l'évolution du régime de la propriété dans l'Empire romain.

L'aristocratie maronite était composée des familles des propriétaires des grands domaines qui s'étaient constitués dans le cours du III^e siècle. Il n'y avait pas eu solution de continuité, comme dans les pays de l'Europe occidentale. En France, en Allemagne, en Angleterre, les familles de l'aris-

tocratie féodale n'avaient pas toutes été de la souche de l'aristocratie gallo-romaine, des propriétaires des « villæ », qui recouvraient, au III^e et au IV^e siècles, l'Empire romain. A la suite de l'invasion des barbares, il y avait eu un bouleversement complet ; donc, solution de continuité. Dans le Liban maronite, au contraire, il y avait eu évolution continue ; il n'y avait pas eu irruption d'un élément étranger d'une organisation sociale ou politique différente. Les familles de grands propriétaires étaient restées sur leurs domaines ; elles n'avaient fait qu'adapter leur rôle social aux exigences de l'époque.

Dans leur lutte contre les Turcs, les Maronites furent même forcés souvent de se donner un chef unique, afin de coordonner la défense de leur patrie. Il était élu également par l'aristocratie terrienne. Les chefs de clan lui prêtaient l'hommage et lui devaient le service militaire contre les musulmans. L'existence de « princes » maronites, au moment de la première croisade, est certaine ; elle était même connue en Europe, par les pèlerins venus de Terre-Sainte, et par les marchands italiens. Les chefs des Croisés négocièrent avec eux pour préparer leur offensive contre les musulmans.

L'organisation féodale des Turcs s'étendit également aux différentes sectes musulmanes établies dans les montagnes syriennes. En effet, les Seldjoucides étaient des musulmans orthodoxes très intolérants ; ils se croyaient destinés à rétablir l'unité de la foi dans le monde de l'Islam, d'autant plus que leurs principaux rivaux étaient chiites.

Ils cherchaient donc à assurer partout le triomphe de l'orthodoxie sunnite, et persécutaient les Alides. Les Nosaïris, les Chiites de la côte phénicienne, les Druses surtout, étaient menacés par eux dans leur existence. Contre les émirs turcs et leurs guerriers, ils durent s'organiser fortement dans chaque contrée, et même dans chaque bourg, afin de pouvoir résister localement et régionalement à l'attaque, là où elle se produisait. Les Druses surtout se groupèrent alors politiquement par clans, dont chacun occupait une région déterminée et avait ses chefs. Une aristocratie terrienne, féodale, se constituait chez eux. Toute la secte se donna une organisation politique très forte, reposant sur l'obligation du service

(1) V. Guilhaume, *Les origines de la Féodalité en France*.

militaire de tous les hommes valides à un ou plusieurs chefs ; nous aurons à étudier cette organisation.

§ 6. — Les croisés.

Les Seldjoucides étaient à peine installés en Syrie, que de nouveaux conquérants s'y présentaient. C'étaient les Croisés. Nous n'avons pas à examiner ici les causes de la croisade et ses péripéties militaires (1). Rappelons que ce fut un retour offensif général du monde chrétien contre tous les peuples de l'Islam qui, après leur victoire de Zalacca, en Espagne, et la prise d'Antioche et de Jérusalem par les Seldjoucides, paraissaient plus dangereux que jamais.

Les succès des croisés en Syrie furent favorisés par l'état de morcellement des musulmans. Les émirs, dans leurs fiefs, se conduisaient comme des souverains indépendants. « Chacun de ces petits princes était toujours disposé ou à réclamer l'empire pour son propre compte, ou à soutenir quelque prétendant au trône » (2). Même, selon une judicieuse remarque de Kamal-ad-din, « tous ces petits princes musulmans voyaient avec plaisir la puissance des Francs s'affermir en Syrie, et ils espéraient que ce voisinage leur assurerait à eux-même la tranquille possession des Etats que chacun d'eux s'était formés à la faveur des troubles qui déchiraient l'Islamisme » (3). Les Fâtimites du Caire même, au moment où les premiers croisés pénétrèrent en Syrie, attaquèrent les Turcs par le sud, et leur enlevèrent Jérusalem. Les chrétiens se heurtèrent donc à des adversaires désunis et affaiblis. Signalons enfin que les chrétiens de Syrie contribuèrent puissamment aux succès des croisés. Avant même de pénétrer en Syrie, ces derniers avaient négocié avec les princes chrétiens de Syrie, c'est-à-dire avec les Maronites. Si, après la prise d'Antioche et la défaite de Kerboga, l'armée chrétienne s'engagea sur la route qui longe la côte phénicienne, ce fut non

(1) Voir *Archives de l'Orient latin*, t. 1^{er}, *Inventaire critique des lettres historiques des Croisades* ; *Recueil des historiens des Croisades*, publié par l'Académie des inscriptions ; Roehricht, *Geschichte des ersten Kreuzzuges* ; Lavissee, *Histoire de France*, tomes II et III.

(2) Defremery, *Journal asiatique*, 1853¹, p. 429.

(3) Cité par Rey, *Colonies franques*, 1833, IV et par H. Derenbourg, *Un Emir syrien*, 1889, p. 5.

seulement pour avoir l'appui des flottes italiennes, mais aussi parce qu'ils comptaient, pour les guider, sur les Maronites du Liban. Ceux-ci, prévenus, allèrent à leur rencontre. C'était, dit Guillaume de Tyr, l'historien de la première croisade, « une manière de gent, qu'on appelait Suriens, qui habitent en la terre de Fénice, entor la terre de Liban, delez la cité du Gibelet... Ils étaient genz mout hardies et preuz es armes et meint grans secours avaient fit à noz crestiens quant ils se combattaient à nos ennemis (1). »

On fit un grand carnage des Nosaïris, puis l'armée chrétienne, guidée par les Maronites, passa par Batroun. Djébaïl, par le Défilé du Chien, en plein pays chrétien, par Beyrouth et Sayda, pour atteindre Saint-Jean d'Acre. Les émirs musulmans ne leur avaient opposé aucune résistance dans ces régions. Les Maronites aidèrent notamment le comte de Saint-Gilles à la conquête de Tripoli (2).

A la suite de la première Croisade, des principautés féodales franques se constituèrent en Syrie. Baudoin, roi de Jérusalem, conquist une à une toutes les villes de la côte phénicienne.

Vers 1144, les Etats latins de Syrie avaient atteint leur plus grande extension territoriale, depuis El' Arish au sud de la Judée, jusqu'au golfe d'Alexandrette, sur une longueur de 1,200 kilomètres environ. Ils comprenaient quatre principautés : le comté d'Edesse, qui se prolongeait à l'Est, au delà de l'Euphrate, la principauté d'Antioche, qui allait de Tarse en Cilicie, jusqu'au *Wadi-Mehice*, au sud de Lataqiyeh, au bord duquel s'élevait le château-fort de Marqab, le comté de Tripoli, limité au sud par le Nahr-al-Mâmeltain, enfin le royaume de Jérusalem, le plus méridional de ces petits Etats, qui touchait à l'est à la principauté musulmane de Damas et au désert. Outre les villes de Jérusalem, de Naplouse, de Saint-Jean-d'Acre, de Tyr et de quelques autres places, bourgs et villages qui appartenaient immédiatement au roi, le royaume se divisait en quatre grandes baronnies : le comté de Jaffa et d'Ascalon, la principauté de Galilée, celle de Sagète ou de Sidon,

(1) Guillaume de Tyr, livre XXII, chap. 8.

(2) E. Rey, *Colonies franques*, pp. 375 et suiv. — D'après certaines chroniques, au temps de la première Croisade, Godefroy-de-Bouillon reçut un renfort de 30.000 Maronites ; pendant la septième croisade, Saint-Louis en voit venir à son aide 33.000. Ces chiffres sont évidemment exagérés.

la seigneurie du Crac et de Montréal, et en douze fiefs secondaires, parmi lesquels nous citerons les baronnies du Toron, et Bélinas (Banyas), de Barut (Beyrouth), du Scandelion.

Le royaume de Jérusalem était le modèle d'une monarchie féodale. Ses institutions ou *assises* en sont le code le plus parfait. « Les nobles qui avaient formé l'armée de la croisade apportaient en Orient le régime des seigneuries, tel qu'il existait en France au XI^e siècle, mais plus logique encore, comme il devait l'être sur ce terrain vierge, où son développement ne rencontrait ni l'obstacle des traditions du passé, ni le jeu des forces concurrentes (1). »

Le roi gouvernait en sa qualité de suzerain de tous les autres seigneurs, assisté de sa « Cour », composée de ses grands officiers et des vassaux directs de la couronne. Les grands officiers dignitaires étaient, comme en France le sénéchal, le chambellan, le chancelier, le bouteiller, le connétable, le maréchal, l'amiral, le turcoplier.

Même Beaudoin I^{er}, frère de Godefroy de Bouillon, et premier roi de Jérusalem, parut sous l'extérieur d'un souverain d'Orient, afin d'imposer le respect aux sujets indigènes, habitués au despotisme fastueux des empereurs byzantins et des khalifes. « On le vit, à Jérusalem, vêtu du burnous tissé d'or, la barbe longue, marchant avec une escorte fastueuse et faisant porter devant lui un grand bouclier doré sur lequel était peint un aigle. Il se laissa adorer à l'orientale, et prenait ses repas les jambes croisées, sur un tapis (2). » Ses successeurs imitèrent son exemple. Le comte de Tripoli, le comte d'Edesse et le prince d'Antioche avaient également chacun sa cour, et ses grands dignitaires.

Mais tous ces princes n'avaient que l'apparence d'un fort pouvoir monarchique ; ils n'en avaient pas la réalité. Le roi, même aux plus beaux jours de la domination franque, n'exerçait qu'une autorité fort tempérée. Ses vassaux étaient censés recevoir leurs terres, leurs fiefs de ses mains ; en échange, ils lui rendaient l'hommage et lui devaient le service de cour et le service militaire, avec un certain nombre de chevaliers et de fantassins roturiers, appelés « soudoyers ou sergents ».

(1) E. Lavisse, *Histoire de France*, t. II, 2 partie, *Les premiers Capétiens*, p. 249.

(2) Cité par E. Lavisse, *op. cit.*, p. 246.

Les vassaux formaient autour du roi la *Haute-Cour* ou Cour des Liges, à partir du roi Amaury I^{er}, les arrière-vassaux eux-mêmes pouvaient y siéger. Elle devait approuver les donations de fief, les lois et les ordonnances royales. Le roi, avant son couronnement, devait s'engager par serment de « respecter les assises », c'est-à-dire les décisions de la Haute-Cour, tant législatives que judiciaires. Les barons étaient jugés par leurs pairs et sans appel ; car la Haute-Cour jugeait toutes les causes féodales.

Le pouvoir royal était encore limité par celui du clergé et par les privilèges des bourgeois des villes et ceux des commerçants. Le clergé, comme en France, formait un ordre privilégié ; mais sa situation était beaucoup plus forte que dans tous les autres pays. En effet, la croisade était surtout l'œuvre de la papauté. Ses légats y jouaient un rôle prépondérant. Les papes essayaient de réaliser en Syrie leur conception politique, la soumission du pouvoir temporel au pouvoir spirituel. Godefroy de Bouillon avait reconnu les prétentions du Saint-Siège, et s'était même dit « l'homme du patriarche » ; mais ses successeurs ne voulaient point se soumettre aux princes de l'Eglise. Dès le règne de Beaudoin I^{er}, le conflit entre le patriarche et le roi devint permanent. En réalité, le premier partageait le pouvoir avec le roi. Le « chef seigneur spirituel », qui était le patriarche, avait le droit de « promouvoir », c'est-à-dire de sacrer le roi ; il était consulté dans de nombreuses affaires politiques.

Le clergé, nombreux et puissant, pouvait accepter les donations territoriales. Il sut acquérir des terres en si grande quantité, qu'il devint le premier propriétaire du royaume. Sa juridiction était très étendue. Même certains procès, du ressort aujourd'hui de la juridiction civile, comme ceux concernant les mariages et les testaments, étaient jugés par la juridiction ecclésiastique. Il tenait les registres de l'état-civil.

Mais il n'y avait pas seulement la noblesse et le clergé, pour affaiblir la puissance royale ; il y avait aussi la bourgeoisie. Les villes étaient peuplées d'Européens et d'Orientaux, qui, d'ordinaire, vivaient en bonne intelligence. Elles étaient administrées au nom du seigneur, par des vicomtes, qui percevaient les impôts et les redevances, dirigeaient la police, surveillaient et présidaient la cour des bourgeois, composée de

douze jurés et chargée de juger les procès civils de la bourgeoisie, des hommes libres ne faisant pas partie de la noblesse. Les indigènes avaient une administration et une juridiction spéciales, que nous allons bientôt examiner.

Dans les principales villes et les ports du littoral, il y avait des colonies commerciales autonomes, établies par les républiques marchandes de l'Italie, Amalfi, Pise, Venise, Gênes, et aussi par les villes du Midi de la France, Marseille, Montpellier, Narbonne et d'autres. Chacune d'elles avait son quartier, entouré d'une enceinte avec une église, son administration particulière, un quai, un marché ou khan, des magasins ; ses marchands avaient le droit de débarquer et de vendre sans payer d'impôts.

En outre, il y avait une juridiction commerciale particulière, pour tout le royaume, celle des *cours de la Fonde*, composées de six jurés, dont quatre indigènes et deux francs, qui jugeaient les affaires commerciales et les affaires civiles d'un faible intérêt. Enfin, les *Cours de la Chaîne* connaissaient des affaires relevant du droit maritime.

Les serfs vivaient dans une condition relativement douce. Ils cultivaient le territoire des fiefs, dont chacun était divisé en *casaux*, qui, à leur tour, étaient divisés en *charrues*. C'étaient, en grande majorité, des Syriens, chrétiens ou musulmans. Ils étaient administrés par des magistrats indigènes, appelés *rêis* ; il y en avait un par *casal*, par domaine ou village. La justice leur était rendue d'abord dans les *Cours des rêis*, puis, plus tard, dans les *Cours des Fondes*, qui semblent avoir absorbé la juridiction, à l'origine, exclusivement syrienne, des *rêis*.

Les serfs chrétiens devaient la dîme au clergé, une autre partie de la récolte à leurs seigneurs. Ils pouvaient jouir du reste en toute liberté. Ils devaient un jour de corvée, dans l'année, par *charrue* de terre, et certaines *faisances* : une poule, douze œufs, etc. Ces charges, en somme, ne pesaient guère lourdement sur eux ; grâce à une agronomie très savante, ils pouvaient même arriver à une certaine aisance et relever peu à peu leur condition sociale.

Les indigènes musulmans, établis sur le territoire francs bien que soumis à un régime plus dur, n'étaient cependant pas malheureux, eux non plus, comme le prouve le témoignage d'Ibn Jubail, que nous tenons à citer en entier : « Nous

quittâmes Tibnin par une route longeant constamment des fermes contiguës les unes des autres, toutes habitées par des musulmans qui vivent dans un grand bien-être, sous les Francs. Les conditions qui leur sont faites, sont l'abandon de la moitié de la récolte, au moment de la moisson, et le paiement d'une capitation d'un *dînâr* et cinq *qîrât* ; les chrétiens n'en demandent pas davantage, sauf cependant un léger impôt sur le produit des arbres ; mais les musulmans sont les maîtres de leurs habitations, et s'administrent comme ils l'entendent. C'est là la condition de tout le territoire occupé par les Francs sur le littoral de Syrie (1). »

En dehors de la milice permanente des ordres militaires, des Hospitaliers, des Templiers et des chevaliers Teutoniques, l'armée du royaume de Jérusalem avait un caractère essentiellement féodal (2). Devaient « service de corps » tous les feudataires accompagnés d'un nombre de soldats fixé d'après l'importance de chaque fief dès que le roi ou leur suzerain direct les faisaient « semondre » ou convoquer. Les indigènes étaient également astreints au service dans l'armée royale. Ils formaient la masse de l'infanterie et la cavalerie légère des Turcoples ; par leur habitude et leur connaissance du pays, de ses mœurs, de sa langue, et par leur tactique, semblable à celle des musulmans, ils étaient de précieux auxiliaires pour les chevaliers francs. Les Maronites surtout étaient estimés comme fantassins et comme archers très habiles (3).

Les Croisés établis en Terre-Sainte ne tardèrent pas à modifier leurs mœurs et leurs idées, sous l'influence de leur nouveau milieu. Ils revêtirent la robe ample et longue, se firent construire de luxueuses maisons, et pratiquèrent vis-à-vis des Syriens et même des musulmans une large tolérance. Certains d'entre eux parlaient l'arabe, et admettaient des musulmans à leur service et dans leur intimité. Tous les princes chrétiens entrèrent en relations d'alliances avec des chefs musulmans. Ils essayaient de se concilier les populations chrétiennes de la Syrie, en les enrôlant dans leur armée,

(1) Ibn Jubail, *Chronique de l'Histoire de Byrouth*, p. 589.

(2) Ces ordres, établis en Orient, puis en Europe, étaient les pionniers permanents de la civilisation franque en Syrie et les agents de transmission de la civilisation orientale en Occident.

(3) Dodu, *op. cit.*, p. 205 et suiv.

comme nous l'avons vu, en leur donnant des magistrats indigènes spéciaux, les *réïs*, pour les administrer et les juger, en leur conférant d'importantes franchises commerciales, et le droit de posséder la terre en toute propriété (1).

Cette attitude des Croisés étonna profondément le chroniqueur Foucher de Chartres : « Voilà nos Occidentaux transformés en habitants de l'Orient. Le Français et l'Italien d'hier ne sont plus maintenant qu'un Galiléen ou un Palestinien ; l'homme de Reims ou de Chartres est devenu l'homme de Tyr ou d'Antioche. Nous avons déjà oublié nos lieux d'origine : c'est à peine si on les connaît ; personne n'en entend plus parler. L'un possède déjà maison et famille, comme s'il était indigène ; l'autre a déjà pris pour femme, non pas une compatriote, mais une Syrienne, une Arménienne, parfois même une Sarrasine baptisée. Nous nous servons de toutes les langues du pays où nous sommes installés. Celui qui était pauvre là-bas se trouve ici, par la grâce de Dieu, dans l'opulence ; et tel qui, en Europe, ne possédait même pas un village, règne, en Asie, sur une ville entière. Pourquoi revenir en Occident, puisque l'Orient comble nos vœux » (2) !

Même une race particulière se constitua alors en Syrie : les Poulains. L'étymologie de ce nom était assez douteuse. Il semble avoir été donné aux Francs nés en Syrie, ou plutôt aux enfants issus des mariages entre Francs et Syriens. Les Poulains ont laissé un assez fâcheux renom dans l'histoire ; on leur reproche leurs mœurs relâchées et leur mollesse efféminée.

Quelle était la situation du Liban dans le royaume de Jérusalem ? Il était partagé entre les seigneuries de Baruth (Beyrouth) et de Sagette (Sayda) et diverses autres petites baronies du royaume au sud, tandis que l'extrémité septentrionale appartenait au comté de Tripoli (3). Les Maronites gardaient leurs institutions autonomes. Ils occupaient dans le royaume une situation privilégiée et avaient le droit de posséder des terres et des châteaux. En fait, les cantons maronites n'étaient

(1) E. Rey, *Colonies franques*, p. 76 et suiv.

(2) Cité par E. Lavissee, *op. cit.*, t. II, p. 246 et 247.

(3) G. Rey, *Etude sur les monuments de l'architecture militaire des Croisés en Syrie et dans l'île de Chypre*, Paris, 1871 (Collection des Documents inédits, p. 3 et suiv.).

attachés que nominalemeut aux seigneuries latines. Leurs émirs n'étaient pas des vassaux réels de seigneurs francs ; chacun d'eux, au contraire, dirigeait librement son clan et son canton, sous la domination nominale du roi de Jérusalem. Le patriarche des Maronites semble avoir été, non seulement leur chef religieux, mais aussi, en quelque sorte, le représentant de leur unité nationale. Le R. P. Azar raconte que les Maronites ont conservé des lettres que Godefroy de Bouillon leur écrivait comme à ses sujets (1). Mais, en même temps, il confirme que les députés du roi de Jérusalem et du patriarche des Maronites se rendirent ensemble à Rome, ce qui semble bien indiquer, non pas que ces députés ne représentaient qu'une seule nation, comme prétend le R. P. Azar, mais que, dans l'esprit des rois latins et des Maronites, il y avait réellement deux nations et deux pouvoirs. Il y avait en somme, dans la montagne maronite, une organisation indigène quasi-indépendante, de fait, subsistant à côté des fiefs latins, comme Giblet, Nephin, le Boutron (Batroun), Akkar, Arkas, nombreux dans les chaînes et les chaînons du Liban.

La plupart de ces fiefs latins appartenaient à des Français, aux maisons de Garnier, de Lusignan, de Guines, de Montfort, de Béthune et autres, dont chacune avait son château fort, dressant sa fière silhouette sur un des sommets de la montagne.

Les Hospitaliers aussi construisirent dans le Liban plusieurs forteresses, dont une à Markab ; de ces monuments, des ruines, parfois grandioses, subsistent encore aujourd'hui. Ainsi, près du village d'El Mouniterah, s'élevait le petit château de Manathara ou Le Moinostre ; il gardait un des cols du Liban, près d'Aféka (2). Les chevaliers teutoniques possédaient également, dans le Liban méridional, des domaines assez étendus, avec Mokhtara, Baaklin, Déir-el-Kamar, Djezzin et d'autres (3).

Les Croisés étaient de grands architectes. La Syrie et le Liban se couvrirent de châteaux, d'églises et de couvents. Les princes latins élevèrent des lignes de forteresses le long

(1) Azar, *op. cit.*, p. 48.

(2) E. Rey, *Colonies franques*, p. 356 et suiv.

(3) *Deutsche Zeitschrift für Morgenländische Geschichte* (*Revue de l'histoire de l'Orient*), t. VIII, p. 476 ; Neumann, *Ueber das Volk der Drusen und den Emir Faehreddin* (*Sur le peuple des Druses et l'émir Faéhreddin*), p. 26.

des frontières contre les musulmans. Ainsi, le comté de Tripoli était protégé contre le sultan de Hamah par une ligne de défense comprenant le *Krak des Chevaliers* ou *Kalaat-el-Hosn*, dominant la vallée de l'Oronte, dont les ruines colossales excitent encore aujourd'hui l'admiration des voyageurs, les châteaux d'Akkar, d'Arkas, sur le Nahr-el-Kebir, de la Colée, de Chastel Blanc, d'Areymeh, de Yammour, de Tortose et de Markab (1), situés dans le Liban septentrional et dans les ramifications qu'il envoie dans le Nord.

Dans le Merdj-Ayoun et le Liban méridional, jusqu'au lac de Tibériade, s'élevaient les forteresses de Toron, Beaufort, Château-Neuf, Safad, Castellet et Beauvoir ; le poste chrétien le plus avancé contre Damas était Banias.

Les beaux sites du Liban servaient aussi aux chevaliers et aux prélats de résidence d'été. Ils y avaient construit de belles maisons de campagne et un grand nombre de monastères ; parmi ces derniers, les plus connus sont, dans la seigneurie de Giblet ou Jebail, ceux de Notre-Dame et de Saint-Elie, à Sephed, ceux de Sainte-Marie d'Abil et de Meiphouk, celui de Saint-Cyprien et de Caphiphoun, d'autres enfin dans la vallée de la Kadischa, la rivière sacrée des Maronites (2).

Le royaume franc jouissait, en somme, d'une organisation bien réglementée. Il était assez homogène. En effet, la grande majorité des croisés étaient des « Francs », c'est-à-dire des Français et des Normands francisés. La langue officielle était le latin, mais la langue usuelle était le français, légèrement modifié par l'appoint de mots normands, italiens, grecs et arabes ; il était devenu une sorte de langue universelle (3). Les institutions, ainsi que nous avons vu, étaient empruntées à la France féodale.

Grâce à l'admirable souplesse de ces « Francs », le royaume latin et la Syrie traversèrent même une époque de très grande prospérité. Les seigneurs et les bourgeois menaient une vie assez semblable à celle de la noblesse et de la bourgeoisie de France, modifiée cependant par l'influence de l'Orient byzantin et arabe. Il y eut une union des plus heureuses et des plus fertiles du génie latin et du génie oriental.

(1) Voir G. Rey, *Etude sur les monuments, etc.*

(2) Rey, *Colonies franques*, p. 78.

(3) Prutz, *Kulturgeschichte*, p. 6 et suiv.

D'abord dans les arts. L'architecture surtout prit une forme particulière en Syrie. Un art syrien se forma, mélange des styles roman, byzantin et arabe, dont certaines églises de Beyrouth, de Saint-Jean-d'Acre, et, dans les églises maronites, de Hattoum, de Helta, de Scheptin, de Meïphouk, de Tannourin, de Bhadidat, de Maad, de Jebaïl, de Khoura, de Bziza, de Simar et d'autres, sont les témoignages. Des peintures syriennes très bien conservées existent encore à Naous, à Maad, à Bhadidat, à Kafer, à Schleiman (1). Les Maronites ne restèrent donc pas étrangers à ce puissant courant artistique. Les Latins se perfectionnèrent surtout dans la musique. Ils y connurent des instruments nouveaux, le luth, la guitare, le tambour et autres.

Les Croisades, en rapprochant l'Occident féodal, à peine sorti de la barbarie, de l'Orient byzantin et arabe, d'une civilisation supérieure, provoquèrent chez les Latins une renaissance littéraire et scientifique intense et qui amènera, aux ^{xiv}^e et ^{xv}^e siècles, une transformation complète des idées. Au contact journalier avec des hommes et des choses nouvelles, l'intelligence des croisés s'affina ; leur horizon s'élargit sans cesse ; leur expérience s'enrichit d'une quantité d'observations nouvelles. Les nations latines, en Orient, prirent conscience d'elles-mêmes, et le sentiment national chez elles fut renforcé.

La littérature orientale, avec ses fables et ses légendes ingénieuses et imagées, avec sa poésie d'un lyrisme éclatant, exerça une influence incontestable sur le mouvement littéraire des nations européennes. C'est en Syrie que l'histoire s'est développée et a pris un caractère plus scientifique, en faisant appel à l'érudition et à la critique. Guillaume de Tyr a été le grand prédécesseur et le maître des meilleurs historiens de la fin du moyen âge.

Mais ce fut dans les domaines scientifique et économique que l'Orient exerça l'influence la plus profonde et la plus heureuse sur l'Europe. La médecine, les mathématiques, l'alchimie et la chimie, la physique, l'histoire naturelle, la géographie, la philosophie, furent presque révélés aux Latins par

(1) Rey, *Colonies franques*, p. 79 et suiv. ; Prutz, *Kulturgeschichte*, p. 199 et suiv. ; Melchior de Vogüé, *Les Eglises de Terre-Sainte*.

les Orientaux. Les Maronites, les Jacobites et les Nestoriens furent, à côté de maîtres musulmans, les principaux initiateurs des Latins à la culture orientale (1).

Non moins heureuse a été l'influence de l'Orient arabe sur l'Occident dans le domaine économique, dans l'agriculture et l'industrie. C'est en Syrie que les croisés apprirent une agromonie perfectionnée, l'arboriculture, l'irrigation artificielle, l'horticulture. Le sésame, le caroubier, le safran, le maïs, le riz, le limon, la pistache, l'échalote, l'abricot, ont été répandus dans les pays occidentaux par les pèlerins revenus de Terre-Sainte, à l'époque des Croisades.

Les arts industriels de l'Occident, la céramique, la verrerie, l'orfèvrerie, les arts décoratifs, se perfectionnèrent en Syrie. La métallurgie, qui utilisa les gisements de fer et de plomb du Liban, y apprit des procédés nouveaux. Les Croisades mirent en vogue de nombreux objets manufacturés, jusqu'alors très rares ou même inconnus, des soieries et des cotonnades surtout, les indiennes, la mousseline (de Mossoul), les baldaquins, les étoffes teintées, les tapis orientaux (2).

Le commerce entre la Syrie et les pays occidentaux était des plus actifs ; il était entre les mains surtout des villes italiennes et provençales qui avaient ouvert partout des comptoirs florissants. Ce trafic, il est vrai, était antérieur de quelques décades à la première Croisade. Des cités, obscures jusqu'alors, Bari, Amalfi, Salerne, Pise, Gênes, prirent rapidement un développement considérable. Venise, qui dominait déjà sur l'Adriatique, devint la première puissance maritime de la Méditerranée orientale. Après la prise de Jérusalem, le commerce entre la Syrie et les villes marchandes redoubla d'activité. C'étaient elles qui profitaient le plus des Croisades.

Cependant, la solidité des Etats latins en Orient n'était qu'une façade. Le pouvoir central du roi manquait de force et d'autorité. Les différents feudataires, au lieu de se soutenir réciproquement contre les musulmans, se faisaient souvent la guerre entre eux, s'affaiblissant ainsi eux-mêmes. Enfin, le nombre des Latins établis en Syrie était trop faible pour résister longtemps aux musulmans, sans recevoir des renforts d'Europe. Or, ces renforts étaient rares et insuffisants. Les

(1) Prutz, *op. cit.*, *passim* ; Rey, *Colonies franques*, p. 165 et suiv.

(2) Prutz, *op. cit.*, *passim* ; Rey, *Colonies franques*, p. 240 et suiv.

Etats latins de Syrie étaient éloignés de l'Occident, de leur base et du réservoir d'où ils pouvaient puiser des forces nouvelles, tandis que les musulmans qui les entouraient étaient à proximité de leurs principaux centres et renouvelaient sans cesse leurs forces.

Fort heureusement pour les « Francs », les musulmans, au début de la croisade, étaient profondément divisés. Les Turcs avaient introduit chez eux la féodalité, le morcellement en fiefs. Leurs feudataires, comme ceux des Latins, cherchaient à se rendre aussi indépendants que possible du pouvoir central. Chaque fois que le suzerain, le chef suprême manquait d'énergie et d'autorité, c'était chez eux la même anarchie, le même morcellement en une série de véritables petits Etats, indépendants de fait, que dans la Syrie franque.

La noblesse musulmane, du reste, avait à peu près les mêmes mœurs que la noblesse franque ; elle menait dans ses manoirs la même vie d'étude parfois, mais plus souvent de chasse et de guerre (1). Le sentiment chevaleresque se retrouvait, avec quelques nuances, chez ces seigneurs Sarrazins. Il semble même qu'il y ait eu par moments des tentations de créer une chevalerie musulmane (2).

Ce fut à cette époque que deux familles nobles, qui devaient jouer un rôle capital plus tard dans le Liban, les Ma'an et les Chéhab, s'installèrent dans la Syrie centrale, ainsi qu'une secte musulmane dont il a déjà été question, les *Assassins*.

Les Ma'an, d'origine musulmane, se fixèrent d'abord dans la Békaa et le Wadi-at Taïn, près de Safad ; puis ils pénétrèrent peu à peu dans le Liban méridional, furent élevés par Nouroed-dîn à la dignité d'émirs et placés à la tête de fiefs habités par des clans druses. Dans la suite, ils se convertirent plus ou moins secrètement au drusisme. L'émirat du Chouf, dans le Liban méridional, au xiv^e siècle, appartenait héréditairement aux Ma'an.

Les Chéhab étaient d'origine musulmane également ; la légende veut même qu'ils aient un caractère sacré et descendent de la noblesse mecquoise des Koraïchites et du premier khalife, Abou-Bekr. Au début du xii^e siècle déjà, ils étaient à la tête d'un clan druse du Haourân ; ce clan, fuyant des

(1) Derenbourg, *Un émir syrien*, I, p. 34 et suiv.

(2) Rœhrich, *op. cit.*, II, p. 275, 588, 611, 884.

environs de Schobba, s'empara de la petite ville de Hasbeya, au pied du Mont-Hermon, et occupa toute cette partie du Wadi-at-Taïn. Nour-ed-Din investit alors l'émir Mourad-Chéhab du district de Hasbeya. Plus tard, une branche cadette des Chéhab reçut l'émirat de Racheya, également situé dans le Wadi-at-Taïn.

Avec les émirs Tanoukh, toujours établis dans le Liban les émirs Ma'an et Chéhab étaient en guerre continuelle avec les chevaliers chrétiens, leurs voisins. Il y avait là une guérilla permanente, qui n'empêcha cependant pas les émirs Ma'an ni les émirs Chéhab de se pénétrer de la civilisation éclosée au contact de l'Orient et de l'Occident. Dès cette époque, ils apprirent à estimer les représentants du monde occidental et chrétien. De cette époque aussi datent les grandes qualités et aussi quelques-uns des défauts que nous trouverons chez tous les hommes remarquables des deux familles. Si la guerre continuelle développait chez eux la ruse, la cruauté et même une certaine perfidie, le contact avec les chrétiens les inclinait vers une large et bienveillante tolérance religieuse d'abord ; ensuite il les faisait participer étroitement au mouvement commercial entre chrétiens et musulmans, et leur faisait comprendre tous les avantages qu'un prince habile pouvait en tirer. Surtout ils étaient devenus d'habiles diplomates et des guerriers consommés, à la fois prudents et énergiques.

Les *Assassins* (1) étaient une secte nouvelle issue du mouvement chiite des Ismaïliens, fondée par le Persan Hasan ben Sabbah, qui s'étaient emparé en 1090 du château fort d'Alamoût, le « nid de l'aigle », situé au nord de Kazoïn. Ses par-

(1) Ainsi appelés ou bien à cause de leur cruauté ou à cause de leur coutume de manger du *hachih* au moment de leur initiation (V. *Journal asiatique*, 1898, t. I, p. 119). — Silvestre de Sacy, *Mémoire sur la dynastie des Assassins et sur l'origine de leur nom* (Lu à la séance publique de l'Institut du 7 juillet 1809. — Extrait du *Moniteur*, n° 240, an 1809). — Denis Lebey de Batilly, *Traité de l'origine des anciens Assassins porte-couteaux. Avec quelques exemples de leurs attentats en homicides es personnes, d'aucun roys, princes et seigneurs de la chrétienté*, Lyon, 1603. — M. C. Defrémery, *Nouvelles recherches sur les Ismaïliens ou Bathiniens de Syrie, plus connus sous le nom d'Assassins, et principalement sur leurs rapports avec les Etats chrétiens d'Orient*, Paris, 1855.

tisans, les *fidâwis* lui avaient juré fidélité et obéissance absolue jusqu'à la mort. Il disposait même de leur conscience. On prétend, sans que ce soit sûr, qu'au moment de leur initiation, il leur faisait manger du *hachich* ou chanvre indien pour les plonger dans un sommeil profond ; puis on les transportait dans un jardin merveilleux où ils goûtaient, dans un rêve à demi-réveillé, les plaisirs des sens les plus raffinés ; après les avoir de nouveau endormis, on les remettait dans leur demeure et on leur faisait croire qu'ils avaient vu le paradis. Ils ne pouvaient le gagner définitivement que par un dévouement aveugle à leur chef.

En 1107, les *Assassins* s'établirent en Syrie dans le Djebel Sommâq, et y construisirent quelques forteresses. La secte avait une organisation très forte. A la tête se trouvait le grand-maître résidant à Alamoût. Les *Assassins* de Syrie étaient commandés par un maître ou *cheikh al Jobal* ; les chroniqueurs chrétiens l'appelaient le *Vieux de la Montagne*. S'attaquant à la fois aux musulmans orthodoxes et aux chrétiens, ils envoyaient partout des émissaires secrets pour tuer les chefs de leurs adversaires, Conrad de Montferrat et d'autres encore succombèrent sous leurs poignards.

La secte fut exterminée en Perse, en 1251, mais elle se maintint en Syrie, malgré toutes les persécutions. Quelques Ismaïliens, peu nombreux, vivent encore aujourd'hui, répandus parmi les populations libanaises.

Tant que les « infidèles » qui entouraient les Etats latins étaient morcelés en plusieurs petites principautés désunies, les chrétiens ne furent pas inquiétés dans leur conquête. Mais, vers 1130, l'unité de l'Islam fut rétablie en Syrie, en Mésopotamie et dans l'Iraq, par une nouvelle tribu turque descendue des montagnes kurdes.

Les émirs turcs de l'Iraq et de Mésopotamie reconnurent tous l'autorité d'Imadeddin-Zenki atabeck de Mossoul, guerrier habile et brave. Ardent à la guerre sainte pour l'Islam, il commença immédiatement la lutte contre les chrétiens (1128). Edesse, leur sentinelle avancée sur l'Euphrate, leur fut enlevée en 1144. Le fils de Zenki, Nouraddin, continua l'offensive vigoureuse contre les Etats latins. La deuxième Croisade, organisée pour l'arrêter, par les rois Louis VII de France et Conrad III d'Allemagne, échoua lamentablement devant Damas, à la suite surtout de la discorde entre les deux rois et

les princes Latins de Syrie (1147). Damas tomba entre les mains de Nouraddin, dont le général Chirkûh tournant le royaume de Jérusalem, conquît l'Égypte.

Le neveu de Chirkûh, Salah-ad-Din Yousof, fils d'Ayoub, célèbre sous le nom de Saladin, à la mort du dernier khâlife Fatimite, fonda en Égypte la dynastie des Ayoubites, chassa de Syrie le fils et successeur de Nouraddin, Malek-Saleh. Ses possessions entourèrent partout sur terre le royaume Latin. Il l'attaqua. En 1187, la bataille de Hattin ou de Tibériade ruina l'armée chrétienne. Le roi de Jérusalem, Guy de Lusignan, fut fait prisonnier, et Jérusalem devint la proie du vainqueur. Les chrétiens ne se maintinrent qu'à Tyr, Tripoli, Antioche, et dans quelques forteresses isolées du Liban.

La troisième croisade, organisée par l'empereur allemand Frédéric Barberousse, Philippe-Auguste, roi de France, et Richard Cœur-de-Lion, roi de l'Angleterre, échoua encore ; si Saint-Jean-d'Acre fut repris par les croisés, en 1291, Jérusalem resta au pouvoir de Saladin. Celui-ci, par un traité conclu avec le roi de l'Angleterre, donna aux chrétiens la côte de Tyr à Jaffa et leur laissa les quelques positions dans le comté de Tripoli et la principauté d'Antioche qu'ils avaient pu conserver après le désastre de Hattin. Ce fut le royaume d'Acre.

Le Liban maronite échappa également à la domination des Ayoubites et resta autonome. Il conserva les relations les plus étroites avec les chevaliers latins ; ses guerriers les aidèrent dans leur lutte incessante sur la côte phénicienne contre les musulmans.

L'empereur Frédéric II, en 1229, pendant la sixième croisade, obtint du sultan d'Égypte, Malek-Kamel, la cession de Jérusalem, de Bethléem, Nazareth, et des localités situées sur la route des pèlerins, d'Acre à Joppé, et de Joppé à Jérusalem.

Mais ce deuxième royaume de Jérusalem n'eut qu'une très courte existence. Le sultan ayoubite du Caire, Malek-Saleh, infligea aux chrétiens d'abord un échec sanglant à Gaza, en 1239, puis lança contre eux, en 1243, une armée de mercenaires, composée des cavaliers de la tribu turque des Khawarizmiens ou Corasmiens, chassés des rives orientales de la mer Caspienne par les Mongols de Chingüiz-Khân.

Les Khawarizmiens s'emparèrent des forteresses chrétiennes de l'intérieur et de Jérusalem même en 1244. Puis, ils

furent à leur tour taillés en pièces par les Egyptiens, qui les avaient appelés. Le sultan du Caire prit Damas et rétablit ainsi l'Etat de Saladin. La croisade de Saint-Louis, roi de France, ne réussit qu'à mettre en état de défense, avec l'aide des Maronites, les places de la côte où les chrétiens tenaient encore.

Après 1250, les Mamelouks, sorte de milice formée par les sultans du Caire avec des esclaves turcs et mongols, s'emparèrent du pouvoir en Egypte, et, sous l'émir Baibars et ses fils, enlevèrent aux Latins leurs dernières possessions en Syrie ; Saint-Jean-d'Acre tomba entre leurs mains en 1291 ; Tyr, Sayda, Beyrouth, Jebail, Chaïfa, Tortose, Atlit, succombèrent ensuite dans la même année encore. Les chevaliers latins et les ordres militaires se retirèrent à Chypre. La domination chrétienne en Syrie s'était effondrée pour ne plus reparaître jusqu'à nos jours.

La croisade laissa cependant des traces profondes dans le Liban. La féodalité libanaise, chez les Druses et chez les Maronites, s'était constituée définitivement, pour durer jusqu'au ^{xix}^e siècle. C'était, selon le R. P. Azar et selon les chroniqueurs, un gouvernement presque semblable à celui de la France féodale.

Ses institutions reposaient en partie sur les assises de Godefroy de Bouillon, notamment en ce qui concernait la législation fiscale, ainsi que nous verrons plus tard, dans un chapitre spécial consacré à la féodalité libanaise (1).

La Montagne était définitivement divisée en une série de cantons et de fiefs, dont chacun était administré par des cheikhs, correspondant aux barons francs ; plusieurs cheikhs ou fiefs de cheikhs réunis formaient un émirat soumis à un émir. Ses principaux cantons étaient, du Nord au Sud : l'*Akkar*, au sud du Nahr-el-Kebir ; le *Zaouieh*, à l'est de Tripoli ; le *Koura inférieur*, le *Koura supérieur*, le *Djubbé-Bcharré* et le *Danniyeh*, les deux derniers situés complètement dans le Liban central ; le *Batroun*, le *Jébail*, le *Fétoueh*, le *Mutineïtri*, situé dans la haute montagne ; le *Kesrouan*, allant de Djouni et de Ghazir jusqu'au Sannîn ; tous ces districts, à part Akkar, étaient habités presque exclusivement par des chrétiens, en majorité par des Maronites. Venaient ensuite

(1) Azar, *op. cit.*, p. 54.

le *Melen*, à l'est de Beyrouth ; le *Gharb* au sud de cette ville, et le *Djourd* à l'est du *Gharb* ; le *Chehar* et l'*Arkoub* au nord du fleuve Damour et comprenant la région de ses sources ; le *Menassif*, au sud du Damour et entourant la ville de Dêir-el-Qamar à l'ouest ; le *Chouf*, au sud de cette petite ville ; le *Djezzin*, au sud du Chouf ; le *Kharroub*, au sud de l'embouchure du Damour, le long de la côte ; le *Teffah*, à l'est de Saïda ; au sud, le long de la côte, le *Chomar*, flanqué à l'est du *Bled-ech-Chékif*.

Dans le Meten, le Gharb, le Djurd, le Chehar, l'Arkoub et le Menassif la population était composée à la fois de Druses, de Musulmans et de Maronites, qui vivaient ensemble en très bonne harmonie. Les croisés surtout, leur avaient donné de magnifiques leçons de tolérance, qu'ils ne devaient oublier qu'au *xix^e* siècle. Les districts méridionaux étaient presque exclusivement druses.

Sous la domination des Mamelouks, la Syrie, morcelée en plusieurs fiefs, ravagée par les Mongols et par les guerres civiles entre les émirs mamelouks, ne perdit cependant pas sa prospérité. Les lettres, les sciences et les arts, le commerce et l'industrie continuèrent à y fleurir et à prospérer.

Après une courte éclipse à la fin des croisades, le commerce avec l'Europe, avec Venise, Pise, Gênes, Marseille, l'Aragon et la Catalogne, au *xv^e* siècle avec Dieppe, prit un nouvel essor, grâce à la route des Indes, qui passait par la Syrie et l'Egypte. La Syrie profitait ainsi dans une large mesure de la révélation de la richesse des Indes et de l'Extrême-Orient en Europe.

Le Liban, cependant, ne connut pas la paix sous les Mamelouks. Après la retraite des Latins, il fallait empêcher un retour offensif et soumettre leurs alliés, les montagnards. En effet, les chevaliers latins restaient toujours à proximité de la Terre Sainte, dans le royaume de Chypre, sous la famille des Lusignan, ou dans le royaume de Petite-Arménie ; ils conservaient tous leurs titres syriens et n'attendaient qu'une occasion favorable et l'arrivée de nouveaux croisés pour recommencer la conquête de la Terre-Sainte. Ils y avaient des alliés précieux, les montagnards du Haut-Liban, qui gardaient les défilés les plus importants de la côte, vers la Damascène.

Entre Beyrouth et Tripoli, depuis le Djurd et le Garb su-

périeur, jusqu'à Akkar, et au Danniye, vivait, au xiv^e siècle, une population de rebelles, que les chroniqueurs appellent tantôt les *Kasrawanites*, tantôt les *Djurdites* ou les *Jabalites*, ou encore les *Sanîrites*, et dont il est difficile de préciser les origines et la religion. Il y avait des Druses, des Nosairis, des Ismaéliens et des adhérents d'autres sectes musulmanes chiïtes. Le R. P. Lammens croit qu'il n'y avait guère que des musulmans. Nous ne sommes pas de cet avis. Nous estimons, au contraire, avec les écrivains chrétiens, comme Duwaïhi, qu'il y avait également des Maronites. Il nous semble invraisemblable que les Maronites, groupés dans le Kesrouan, après avoir pris une part glorieuse à l'œuvre de la croisade, n'aient pas été en relations avec les chevaliers de Chypre. Les témoignages les plus dignes de foi démontrent l'attachement qu'ils ont conservé pour les « Francs ». Nous pensons que les rois de Chypre sont restés en relations particulièrement avec les Maronites, les auxiliaires déjà de la première croisade. Ils ne pouvaient débarquer que sur la côte libanaise, avec l'aide des Maronites ; il était naturel qu'ils les encourageassent à continuer la résistance contre les musulmans, afin de conserver aux chrétiens une base d'opération dans le Haut-Liban.

Une première attaque des Mamelouks fut repoussée victorieusement par les Montagnards en 1293. Mais plus tard, de 1305 à 1307, après une résistance acharnée, les hérétiques musulmans du Haut-Liban furent vaincus et dispersés (1). Les Maronites semblent avoir été épargnés. En tous les cas, ils se maintiennent dans leurs cantons.

Après avoir conquis une partie du Haut-Liban, les Mamelouks organisèrent solidement la défense de la côte phénicienne, menacée par les navires chrétiens. Les émirs tanoukhites étaient toujours dans le Garb ; pour les récompenser de leur fidélité à tous les gouvernements musulmans successifs de la Syrie, les Mamelouks leur avaient donné, en 1294, la ville de Beyrouth. Le clan turcoman des émirs Assâf fut établi sur la côte, entre Antélias et Mameltaïn. Dans les environs de Tripoli et d'Akkar se fixa le clan Kurde des émirs Benou-Saïfa. Au Sud du Liban, le clan chiïte des Bechara-al-

(1) Duwaïhi, *op. cit.*, p. 124 ; Lammens, Les Nosairis au Liban (*Revue de l'Orient chrétien*), *passim*.

Hosâni se répandit dans la plaine du *Bled Bechara*, qui porte son nom.

Les vaillants efforts des Chypriotes de reprendre la Terre-Sainte échouèrent contre la forte organisation militaire des Mamelouks et de leurs vassaux. La Syrie connut cependant d'autres envahisseurs, les terribles Mongols. Le khan Gazan infligea, en 1299, aux Mamelouks une sanglante défaite à Homs. Damas capitula devant le vainqueur ; mais les Mamelouks reprirent l'offensive et, en 1312, cette première invasion mongole, soutenue d'ailleurs par les chrétiens de Géorgie et d'Arménie, était définitivement repoussée de la Syrie.

Plus terrible était l'invasion de 1400, dirigée par le grand conquérant mongol Timour-Lenk ou Tamerlan. Damas fut saccagé et pillé pendant dix jours (1). Mais le flot des Mongols se détourna vite de la Syrie. En 1402, il submergea l'armée des Turcs ottomans à Angora, puis se répandit dans l'Europe orientale, sans fonder nulle part un gouvernement durable.

La domination des Mamelouks en Syrie devait être brisée par les Turcs ottomans.

(1) Cahun, *op. cit.*, p. 490 et suiv.

CHAPITRE II

LA DOMINATION OTTOMANE (1).

La conquête et l'organisation de la Syrie.

La Syrie fut conquise par les Ottomans au début du xvi^e siècle. Le Sultan Sélim I^{er}, petit-fils de Mohammed II, le conquérant de Constantinople, conquît la Mésopotamie, Kurdistan, puis se tourna vers la Syrie en 1516. Les Mamelouks, sous leur Sultan Kansoû, firent une résistance énergique. La bataille décisive fut livrée au Nord d'Alep, dans le Mardj-Dâbek, le 24 août 1516. L'artillerie donna la victoire aux Ottomans. Kansoû lui-même fut tué. Alep, Hama et Homs se rendirent sans coup férir au vainqueur. Le 12 octobre 1516, Damas capitula à son tour. Les tribus bédouines, les émirs du Liban, de la Békaa, du Merdj-Ayoun et du Wadi-at-Taïn firent leur soumission. Ils avaient auparavant rallié l'armée mamelouk, mais sans grand enthousiasme, décidés à l'abandonner, dès que le sort se serait prononcé contre elle. Leur défection causa pour les Mamelouks la perte de la Syrie centrale.

Si les émirs libanais leur étaient restés fidèles, ils auraient pu se retirer dans les massifs montagneux du Liban, de l'Anti-Liban et du Mont Hermon et arrêter pendant longtemps l'offensive ottomane. Mais leur abandon les obligea à se replier jusque dans la Judée. Une armée ottomane les battit encore à Gazza, et pénétra en Egypte, qui fut rapidement soumise. La domination mamelouk s'était effondrée en quelques mois. Puis Sélim I^{er} conquît l'Yemen et l'Hedjaz avec les villes saintes de la Mecque et de Médine et prit alors le titre de khalife,

(1) W. Lüdeman, *Histoire de l'Empire ottoman*, Dresde, 1827 ; A. de Lamartine, *Histoire de la Turquie*, Paris, 1855 ; Th. Lavallée, *Histoire de l'Empire ottoman*, Paris, 1855 ; de la Jonquière, *Histoire de l'Empire ottoman*, Paris, 1881 ; Hammer, *Histoire de l'Empire ottoman* (trad. de l'allemand), t. IV et V, Paris, 1845.

de chef religieux de tous les musulmans et de légitime successeur du Prophète, dont il avait le drapeau vert en dépôt.

La Syrie était désormais une province de l'Empire ottoman. Quelques révoltes partielles furent rapidement étouffées. Le pays fut définitivement organisé par le Sultan Soliman II, le fils de Sélim, en 1521.

Toutes les terres étaient considérées comme la propriété de l'Etat ; elles étaient divisées en deux catégories ; l'une comprenait le « domaine direct du Sultan », le « domaine de la couronne » ou *zaïm*, sur lequel étaient parfois établis quelques petits vassaux directs du Sultan ; l'autre, le *timâr*, était répartie entre les membres de la noblesse territoriale.

En 1516 déjà, Sélim I^{er} avait institué une commission de juriconsultes pour dresser le cadastre de tout le pays, en vue de l'impôt. Il se réserva la plaine fertile de la Békaâ et la vallée de l'Oronte, avec les villes de Baalbek et de Homs.

Le Sultan percevait les impôts sur les terres de son domaine par l'intermédiaire de fermiers. Sur les terres seigneuriales, les impôts et les dîmes étaient perçus par les feudataires, à charge pour eux de payer un tribut et de lever au premier appel du suzerain un nombre déterminé de guerriers et de le conduire à l'armée du Sultan.

La Syrie était partagée entre plusieurs pachas, dont chacun avait ses sous-vassaux, et divisée en un grand nombre de fiefs militaires.

C'était, en somme, dans les grandes lignes, le système féodal et militaire tel qu'il fonctionnait dans le royaume Latin de Jérusalem, sauf cependant que la chevalerie était moins développée chez les Ottomans que chez les Francs et que les premiers ne devaient pas l'hommage-lige.

Plus tard, sous Soliman II et ses successeurs, la Syrie fut divisée en trois vilayets, ceux de Damas, de Tripoli et d'Alep (1).

Le vilayet de Damas comprenait dix *sandjaks* et devait fournir un effectif militaire de 3 197 hommes et un revenu annuel de 110.537 *gurûches* (piastres) (2). Il englobait Jérusalem,

(1) La date exacte de la création des vilayets syriens est inconnue ; mais elle est certainement antérieure à 1617, puisque dans un document de cette année, elle est mentionnée comme existant déjà.

(2) Environ 27.000 francs.

Gazza, Naplouse, Sayda et Beyrouth, c'est-à-dire la Terre-Sainte et la plus grande partie de la Phénicie et du Liban.

Le vilayet de Tripoli était subdivisé en cinq *sandjaks*, il devait fournir en cas de guerre 1.821 soldats et payait un tribut de 96 184 *gurâches* (1).

Le vilayet d'Alep comprenait neuf *sandjaks* ; son effectif de guerre était de 3.145 hommes et son tribut annuel de 142 365 *gurâches* (2).

En 1660, un nouveau vilayet fut créé à Sayda, avec des districts détachés de celui de Damas, afin de surveiller la Montagne et empêcher ses émirs d'empiéter sur les régions avoisinantes et de se rendre indépendants.

Les pachas étaient armés d'un pouvoir illimité dans le domaine administratif et judiciaire. Ils recevaient du Sultan l'investiture de leurs fonctions et de leur province, souvent à prix d'argent. Plus tard même, les gouvernements des provinces furent parfois vendus aux enchères. Le pacha arrivait dans sa province avec l'intention de s'y constituer de gros revenus et de s'y enrichir. Il opprimait ses administrés, comme avaient fait autrefois les plus avides des proconsuls de la République romaine (3).

En outre, les Sultans avaient la déplorable méthode de changer à chaque instant les gouverneurs d'une province. De 1516 à 1697, il y eut par exemple cent trente-trois gouverneurs de Damas ; cent parmi eux restèrent moins de deux ans en fonctions. Chaque fois que la Porte avait besoin d'argent, elle en demandait à un feudataire puissant et riche et lui donnait en échange une province, pour qu'il y rentrât dans ses fonds. Alors le nouveau pacha, le plus souvent, était obligé de chasser son prédécesseur destitué les armes à la main ; c'était la guerre civile à jet continu.

Dès le début, aussi, la Porte appliqua en Syrie ce vieil adage qu'il fallait diviser pour régner. Les différents pachas devaient se surveiller réciproquement, et la Porte avait toujours soin d'entretenir des rivalités entre eux pour empêcher des révoltes communes. Parfois, un gouverneur général était installé à Damas, mais avec des pouvoirs limités ; les pachas conservaient

(1) Environ 24.000 francs.

(2) Environ 35.000 francs.

(3) Engelhardt, *La Turquie et le Tanzimât*, II, p. 285.

une large autonomie. En somme, les gouverneurs syriens étaient presque indépendants de fait. Les Ottomans avaient porté leur effort principal en Europe. La lutte était engagée entre eux, la maison d'Autriche, la Russie et la Pologne, dans les plaines danubiennes. Le centre de gravité de leur empire était dans les Balkans, leur attention était portée vers Vienne, vers Varsovie, vers Moscou. La Syrie était éloignée du centre, en dehors du rayon d'action, du secteur géographique où se débattait la fortune des successeurs d'Othman et de Mohammed II. Elle échappait ainsi au contrôle actif et permanent de la Porte ; ses pachas en profitaient pour recouvrer une grande liberté d'allures et d'action. A condition de verser le tribut annuel au trésor impérial, ils étaient tranquilles. Quelques-uns d'entre eux essayèrent même de s'affranchir des derniers liens de dépendance qui les attachaient à Constantinople ; mais leurs révoltes furent toujours vaincues.

Le pacha gouvernait sa province à l'aide de feudataires ; il donnait à chacun une ville ou un district en fief, à condition d'en recevoir un tribut annuel et des soldats en cas de guerre. Quelques-uns de ces sous-vassaux étaient choisis parmi les émirs ou les cheikhs indigènes du pays ; mais la plupart appartenaient à l'aristocratie ottomane. Tous ensemble secondaient le pacha dans le pillage de la province.

Les populations indigènes, surtout les chrétiens, bien que les Ottomans, en général, leur laissassent leurs habitudes et une sorte d'autonomie administrative locale, non par bienveillance, mais par dédain et par incurie, étaient traités comme un troupeau, à qui on permet de brouter, et qu'on exploite sans honte (1). Elles avaient à souffrir des exactions des pachas et de leurs sous-vassaux et surtout des *avanies*, des amendes exorbitantes, infligées sans aucune raison pour leur extorquer soit de l'argent, soit une partie de leurs biens ou de leur récolte, et exigées à coups de bâton. Tout devenait vénal, la justice, l'administration. L'usage du *bakchiche* (2) exigé par les maîtres ottomans contribuait à la ruine des habitants. Les musulmans non turcs même souffraient de ce régime ; mais ils étaient moins tracassés, moins exploités que

(1) On les appelait *raya* ou troupeau.

(2) On appelle ainsi les pourboires et les cadeaux donnés aux fonctionnaires pour les corrompre.

les chrétiens. Ils étaient protégés dans une certaine mesure par la loi du Koran, tandis que les *rayas* chrétiens n'avaient aucune défense légale contre la tyrannie des pachas. Seuls les Ottomans, très peu nombreux d'ailleurs en Syrie, échappaient à l'arbitraire. L'Empire ottoman était formé de deux couches superposées ; la couche supérieure, les Ottomans, avaient encore quelques privilèges et quelques garanties contre le despotisme des pachas et de la Porte.

Le Liban seul échappa partiellement à l'oppression ottomane, grâce à l'habile politique de l'émir Fakhr-ad-Dîn Ma'an (1). Au moment de l'invasion ottomane, les principaux émirs libanais et druses, les Ma'an, les Chéhab, les Assâf, avaient rejoint l'armée des Mamelouks (2) et pris part à la bataille de Mardj-Dâbek. Mais la victoire éclatante de Sélim I^{er} avait décidé Fakhr-ad-Dîn Ma'an, l'émir du Chouf, à abandonner la cause des Mamelouks. Il rejoignit l'armée ottomane dans les environs de Damas et lui fit sa soumission (3). On raconte qu'il loua si éloquemment le vainqueur que celui-ci lui donna la préséance sur les autres émirs du Liban (4). Les autres émirs n'avaient pas tardé à se soumettre également à Sélim I^{er} comme nous avons déjà vu. Celui-ci avait eu hâte de conquérir la Syrie méridionale, pour extirper ensuite, en Egypte, le centre même de la puissance des Mamelouks. Il se rendait compte aussi des énormes difficultés à s'emparer de la Montagne et de chasser les Druses, les Maronites et les autres peuplades libanaises de leurs « citadelles de rochers ». Pour ces raisons, il avait accueilli avec bienveillance les émirs libanais, les avait confirmés dans leurs fiefs et ne leur avait imposé qu'un léger tribut (5).

Les émirs devenaient par conséquent les vassaux du sultan ottoman et de ses pachas, soit de celui d'Alep et du gouverneur de Tripoli, soit de celui de Sayda ou de Damas. Ils payaient souvent aussi un tribut aux pachas, mais moins

(1) On écrit souvent, par erreur, Fakkardin, ou Fachreddin.

(2) Churchill, *Mount-Libanon*, II, p. 335.

(3) *Id. Ibid.*, II, p. 336.

(4) Joseph Catafago, *Histoire des émirs a'an qui Mont gouverné le Liban depuis l'année 1119 de J.-Ch. jusqu'à 1619*, p. 8 et suiv.

(5) Celui des Kesrouan était de 1.700 *sultânis* (environ 50.000 fr. par an) ; V. Duwaihi, *op. cit.*, p. 152.

comme vassaux que pour être garantis contre les incursions des troupes ottomanes (1).

Le gouvernement féodal était maintenu intégralement dans la Montagne, tel qu'il existait à l'époque précédente. Chaque grand fief avait sa famille princière, ses émirs, il était divisé en une série de petits fiefs ayant chacun son cheikh et sa famille seigneuriale. La dignité d'émir ou de cheikh était héréditaire dans la famille, mais sans ordre de primogéniture.

L'organisation féodale était particulièrement forte chez les Druses, établis dans le Liban méridional et dans le Wadi-at-Taïn. Ils obéissaient à plusieurs familles princières. La plus ancienne était celle des Tanoukh ; mais son crédit déclinait au xvi^e siècle, à mesure que grandissait celui de la famille Ma'an.

Les émirs Ma'an, par leur habileté et leur tolérance, avaient su acquérir une très grande influence sur les Druses. Dans le Chouf, leur autorité était incontestée, et même dans la plupart des autres clans druses, ils avaient de nombreux et fervents partisans. Fakhr-ad-Dîn 1^{er} surtout, parut comme le grand chef national des Druses. Il exerça réellement une sorte de suprématie, prit le titre de Grand-Emir, et plaça sa famille au premier rang des émirs libanais.

Dans le Wadi-at-Taïn, autour des bourgs florissants de Hasbeya et de Racheya, la famille la plus puissante était celle des émirs Chéhab, depuis le xii^e siècle les alliés fidèles des Ma'an.

Le Liban septentrional était également morcelée en plusieurs fiefs. Sur les pentes occidentales du Kesrouan, les émirs turcomans de la famille Assâf gardaient leurs bourgs de Zouk, de Nahr-el-Kalb et de Djouni ; ils avaient reçu en outre, de Sélim 1^{er}, Jébaïl. Gazir devint la capitale de leur petite principauté. Sous le long et brillant émirat de Mansour Assâf (1525-1580), elle s'étendit même depuis Beyrouth jusqu'à Arka et engloba encore Batroun, Bicharré, Koura, Zawiya et Dannieh.

L'émir Mansour fut puissamment aidé dans son œuvre de conquête et d'organisation, par la famille chrétienne des Habéiche, qui, devant l'invasion des Métoualis, avait émigré de Yameh à Gazir. Pour la récompenser de sa fidélité, l'émir lui

(1) Azar, *op. cit.*, p. 75.

conféra le cheikhat de Gazir, de Kfour et de Fatka. Ainsi, sous les émirs musulmans, des cheikhs chrétiens recevaient l'investiture dans le Liban septentrional, ce qui prouve la large tolérance qu'on y pratiquait alors.

D'ailleurs, les émirs Assâf surent attirer dans le Liban septentrional des colons nouveaux, des réfugiés, dont les descendants s'y trouvent encore de nos jours, des musulmans orthodoxes de la Békaâ, des Druses et surtout des Métoualis chiites, très belliqueux et cruels, qui occupèrent les hautes régions, depuis Akkar jusqu'au Futûh, et, inspirant aux chrétiens une grande terreur, les refoulèrent vers la côte (1).

D'autres Métoualis, sous les émirs Harfouch, étaient établis autour de Baalbek. Quelques tribus bédouines obéissaient aux émirs Fouraïch, dont les fiefs s'étendaient dans la Békaâ, entre Baalbek, Homs et Damas, et au sud, jusqu'à Naplouse ; les Ottomans essayaient de séparer, territorialement, par les possessions des Fouraich, dans une certaine mesure, au moins, les émirs Chéhab, du Wadi-at-Taïn, des émirs Ma'an, du Chouf (2).

L'émirat de Tripoli et des environs fut, pendant quelque temps, disputé entre les familles kurdes des Beni-Saïfa et des Beni Choaïb. La Porte d'abord entretint sagement cette rivalité. Mais, vers la fin du xvi^e siècle, les Saïfa l'emportèrent ; alors, l'un d'eux reçut l'investiture du gouvernement de Tripoli, avec la dignité de pacha (3).

Les chrétiens, en particulier les Maronites, étaient rattachés politiquement au cercle de Tripoli, qui englobait la plus grande partie du Liban septentrional.

Le R. P. Azar raconte la défense héroïque des Maronites contre Sélim I^{er} ; ils auraient fait rouler des quartiers de roches sur ses troupes, sauvant ainsi leur indépendance (4).

La vérité historique est plus simple ; les chrétiens firent leur soumission aux Ottomans, comme les Druses, et obtinrent également des privilèges. Sélim I^{er}, peut-être après l'échec de quelques troupes qu'il avait envoyées contre eux, leur accorda une certaine autonomie. Ils n'étaient pas gouvernés

(1) Duwahi, *op. cit.*, p. 153.

(2) Wüstenfeld, *Fakhr-ed-Din der Drusenfürst (Fakhr-ad-Dîn, le Prince des Druses)*, p. 80.

(3) Churchill, *op. cit.*, II, p. 339.

(4) Azar, *op. cit.*, p. 57.

directement par l'émir de Tripoli ; la Porte nommait un fermier qui avait la ferme des impôts des districts chrétiens. C'était toujours un musulman. De ce fermier dépendaient des *muqaddam* ou sous-fermiers, choisis parmi les membres de la noblesse chrétienne (1).

Le rôle de ces *muqaddam*, dont les principaux étaient ceux de Bicharré, de Batroun et de Jebail, consistait principalement à lever les impôts, sans froissement et sans oppression.

En 1596, les Maronites devaient payer un tribut annuel de deux mille écus pour le rachat de leurs terres, plus un impôt foncier (Kharâdj) d'un écu par seize empaus, et une capitation (jiziâ) de dix-sept écus. En outre, les paysans payaient à leurs seigneurs les redevances féodales. La nation entière avait à supporter encore les avanies et les cadeaux obligatoires aux fermiers et aux pachas.

Malheureusement les fermiers et les sous-fermiers voulaient « manger », comme on dit en Orient. Leur ferme devait les entretenir. Alors ils prélevaient sur les contribuables des sommes plus élevées que celles qui étaient demandées par le fisc ottoman. Parfois, ils exigeaient le triple.

L'impôt était réparti par les sous-fermiers entre les villages, où il était perçu par les cheikhs. Sa perception donnait lieu à des vexations continuelles, qui épuisaient les paysans. On conçoit que, dans ces conditions, les Maronites et les autres chrétiens du Liban, à cette époque, étaient généralement pauvres.

Ce qui favorisait alors la domination ottomane, c'étaient les querelles intestines et la lutte fratricide qui, depuis plusieurs siècles, déchiraient les Druses, les Maronites et les autres peuplades de la Békaâ et du Liban en deux camps ennemis. C'étaient toujours les vieux partis des *Qaïsîte* et des *Yâmanîtes* qui, chez les Druses, s'étaient, au xv^e et au xvi^e siècles, reconstitués autour de deux branches rivales de la famille Tanoukh (2). Les Qaïsîtes suivaient la branche de Jamâl-ad-Din, avec les Ma'an, les émirs Talhouq et les Chéhab ; leur

(1) Voir *Relation des Légats du Saint-Siège en 1579*, Copie du R. P. Abougît. Cette relation appelle le fermier et les sous-fermiers « Majordomus ». Le P. Dandini les appelle des « diacres ». — Parmi les familles maronites, les plus influentes étaient alors les Habéïche, les Khazen et les Karam.

(2) Wüstenfeld, *op. cit.*, p. 79 ; Duwaihi, *op. cit.*, p. 174 et suiv. ; Chidiâq, *op. cit.*, p. 334 ; Churchill, *op. cit.*, II, p. 339.

emblème était l'œillet rouge, leur bannière était rouge également. Les Yamânites étaient groupés autour de la branche d'Alam-ad-Din ; leur signe de ralliement était le pavot, et leur bannière était blanche.

Les Maronites aussi s'étaient divisés entre ces deux partis, qui se livraient entre eux une lutte continuelle (1).

Malgré ces divisions intestines, le Liban, sous ses émirs sut conserver une certaine indépendance. Il devint le refuge de tous les Syriens qui fuyaient devant la tyrannie des pachas, la « citadelle de la liberté » dans la Syrie opprimée. Même au point de vue de la langue, il se distinguait encore au ^{xvii}^e siècle des autres régions syriennes. Si l'usage de l'arabe se répandit de plus en plus, restreignant progressivement le domaine du syriaque vulgaire, il est cependant certain que ce dernier idiome était encore compris dans tous les cantons maronites et parlé dans quelques-uns, par exemple dans le Djubbet-Bicharré. En tous les cas, il est resté jusqu'à nos jours la langue liturgique des Maronites (2).

Jusqu'à la fin du ^{xvi}^e siècle, les Libanais purent jouir tranquillement de leur autonomie. En 1585, une catastrophe se produisit, qui modifia la situation politique dans la montagne.

Quelques pillards attaquèrent alors dans la baie de Joun-Akkar, dans le Liban septentrional, le convoi de janissaires qui amenait à Constantinople les caisses contenant les tributs et les impôts payés par l'Egypte et la Syrie. La Porte rappela alors aux émirs libanais qu'ils étaient ses sujets. Le gouverneur de l'Egypte, Ibrahim-Pacha, fut chargé de les châtier et de se saisir des coupables. Il pénétra avec ses troupes dans la Békaâ et s'apprêta à envahir la montagne. Les émirs druses, terrifiés, vinrent le trouver avec leurs principaux cheikhs à *Aïn-Sofar*, pour faire leur soumission et apaiser sa colère. Mais il les fit massacrer tous par ses soldats. Ensuite il envahit le Chouf, dont l'émir Qûrqamaz Ma'an, le fils de Fakhr-ad-Din I^{er}, n'avait pas été à Aïn-Sofar (3).

(1) Ce qu'il y a de curieux, c'est qu'en 1578, le chef des Qaisites maronites est l'émir arabe Mansoûr, et celui des Yamânites maronites un émîr musulman de Tripoli. La question religieuse avait alors passé au second plan.

(2) Parisot, dans *Revue d'Asie*, 1898, p. 244 ; Roger, *Terre-Sainte*, 1664, p. 497.

(3) Wüstenfeld, *op. cit.*, p. 82 et suiv. — Le manuscrit arabe,

Qûrqamaz espérait pouvoir résister victorieusement au pacha sur les sommets et derrière les rochers du Chouf, peut-être même avait-il donné asile aux pillards du convoi de janissaires et ne pouvait-il pas, pour cela, affronter une entrevue avec le pacha. Mais ses cheikhs et ses guerriers druses ne résistèrent pas au choc des troupes ottomanes. L'émir dut s'enfuir avec sa famille et ses fidèles dans la Haute-Montagne et s'enfermer dans un de ses châteaux-forts, à Chaqif-Tairoûn, véritable nid d'aigle bâti au milieu de rochers abrupts. Selon les uns, il y mourut de chagrin. Selon les autres, il fut empoisonné. Une troisième version veut que le château ait été prit d'assaut par Ibrahim. Qûrqamaz se serait alors retiré dans une grotte presque inaccessible, où Ibrahim l'aurait fait enfumer et mourir d'asphyxie (1).

Les Druses étaient complètement désorganisés. Fort heureusement pour eux Ibrahim-Pacha fut rappelé en Egypte par la révolte d'un de ses officiers, avant qu'il eût pu achever la destruction de l'autonomie druse. Alors l'émir Mohammed Assâf, de Tripoli, le fils de l'émir Mansoûr, profita du désastre de Qûrqamaz et des Tanoukhites (2) pour étendre son autorité dans la Békaâ et dans la Montagne. Mais, à son tour, il fut attiré et mis à mort dans une embuscade, entre Batroûn et la gorge de Masailiha, par son rival, l'émir Yousof, le chef de la famille Saïfa (1593). Avec lui, s'éteignit la famille Assâf. Les Saïfa la remplacèrent à Gazir. L'émir Yousof épousa la veuve de sa victime et regut de la Porte l'investiture pour les fiefs de Mansoûr. Plusieurs cheikhs Habéiche avaient péri avec l'émir Mansoûr dans le guet-apens. Les survivants de cette famille maronite se réfugièrent près de l'émir Mohammed Tanoukh (3).

consulté par le R. P. Martin, donne de nombreux renseignements sur cette période.

(1) Chidiâq, *op. cit.*, p. 349 ; Duwaihi, *op. cit.*, p. 181 ; Catafago, *op. cit.*, p. 8 et suiv. ; Mariti, *Histoire de Fakkardin*, début ; Neumann, *op. cit.*, p. 3 et suiv.

(2) Les émirs Tanoukh furent emmenés captifs à Constantinople, où ils parvinrent cependant à se justifier, et purent retourner dans le Liban. Mais leur prestige avait subi une atteinte dont il n'allait plus se relever, et bientôt cette famille, jadis si puissante dans la montagne, devait disparaître entièrement parmi les familles principales druses.

(3) Duwaihi, *op. cit.*, p. 181 ; Chidiâq, *op. cit.*, p. 343.

Les troupes ottomanes restèrent encore pendant quelque temps dans la montagne méridionale, surtout dans le Chouf, afin de rechercher et d'égorger les derniers des Ma'an, les fils de Qûrqamaz, Fakhr ad Dîn et Younès ; puis, lorsque les Druses leur affirmèrent qu'ils étaient morts, elles se retirèrent, appelées sur d'autres champs de bataille.

Le R. P. Azar raconte qu'en 1596, les Turcs pénétrèrent dans la montagne maronite, guidés par les melchites et les jacobites, et y firent un carnage affreux. A Ben-el-Kalaï, 50.000 catholiques auraient été brûlés vifs ou égorgés, torturés de la façon la plus inhumaine. Les cheikhs maronites auraient été ensuite soumis à un émir musulman (1).

Ce récit est évidemment très exagéré. Ce qui est certain, c'est que les émirs Saïfa, Kurdes, ayant obtenu de la Porte la ferme du Kesrouan, soumirent les clans maronites à leur joug, avec l'aide de quelques détachements ottomans. La résistance des maronites désunis et désorganisés, fut faible. Parmi les partisans des Habéiche, beaucoup furent mis à mort ; là où l'émir Yousof Saïfa rencontra de la résistance, il sévit également. Quelques centaines de Maronites périrent ainsi. Mais, malgré cette défaite les Habéiche, sous le cheikh Abou-Dâher, purent se maintenir dans la Haute-Montagne. Les cheikhs Khazen et les Karam ne firent qu'une soumission nominale et préparèrent en silence la revanche.

La montagne, de 1586 à 1596, était comme tombée en léthargie ; elle était dans un état voisin de la décomposition et de l'anarchie. Aucune autorité forte et universellement reconnue ; un découragement profond et une lassitude générale ; partout une tristesse morne.

Mais le bien sort souvent de l'excès du mal. Les principaux cheikhs maronites comprirent que pour sauver l'autonomie de la montagne, l'union avec les Druses était nécessaire. C'est à cette union que les Khazen, les Habéiche et les Karam travaillèrent dès le lendemain du désastre de Qûrqamaz. Comme il fallait aux Libanais un chef commun, ils songèrent, afin de calmer les susceptibilités des Druses, à placer à leur tête un des émirs Ma'an, que les Druses de la Montagne considéraient depuis la fin héroïque de Qûrqamaz comme leurs chefs nationaux.

(1) Azar, *op. cit.*, p. 58.

CHAPITRE III

ES MA'AN. — FAKHR-AD-DIN II. — L'APOGÉE DU LIBAN.

Le désastre des Libanais devait cependant être de courte durée. Les Ma'an n'avaient pas disparu. La veuve du malheureux émir Qurqamâz, *Sitt Nassab*, une des femmes les plus remarquables que la Syrie ait jamais produites, habile et énergique (1), avait réussi à sauver du désastre ses deux fils, *Fakhr-ad Din*, né en 1584 et *Younès*, et à les cacher dans le Kesrouân. Les deux enfants ignorèrent longtemps leur naissance princière et leurs droits à l'émirat ; mais Sitt-Nassab sut leur faire donner une éducation très soignée dans la famille maronite des Khâzen, dont les domaines s'étendaient dans le Kesrouân, et qui avait recueilli les deux enfants fugitifs (2). L'intelligence vive et précoce du jeune Fakhr-ad-Din fut fortement cultivée et développée par son précepteur Cheibân, homme d'une intelligence vaste et raffinée et d'un grand érudition, politique avisé et administrateur éclairé et vigilant. Sous sa direction, Fakhr-ad-Din fut remarquablement préparé à la grande et redoutable tâche de gouverneur libanais. Il reçut aussi d'excellentes leçons de large tolérance religieuse ; car Cheibân et les Khazen étaient chrétiens ; mais, exempts de fanatisme, ils ne cherchaient pas à convertir par la contrainte les deux jeunes princes, et respectaient au contraire chez eux leur foi druse (3). Sitt-Nassab également était très tolérante vis-à-vis des chrétiens.

Les Turcs ne maintinrent pas leurs troupes dans la montagne. D'autres champs de bataille s'offraient à eux en Perse dans les plaines du Danube et dans les steppes russes et po-

(1) Elle passait pour être une prophétesse.

(2) Chidiâq, *op. cit.*, p. 252 ; Mariti, *op. cit.*, p. 23 et s. ; Hans Prutz, *Atlas Phönizien Geographisch Skizzen und historische Studien* (Phénicie, *Esquisses de géographie*, etc.), p. 75 et suiv. ; Neumann, *op. cit.*, p. 27.

(3) Mariti, *op. cit.*, p. 24 et s.

lonaises. L'attention de la Sublime-Porte se détourna rapidement de la Syrie. Bientôt tout danger immédiat disparut pour Fakhr-ad-Dîn et pour Younès, de tomber entre les mains des soldats ottomans. Alors Sitt-Nassab les confia à son frère, l'émir Saïf-ad-Dîn Tanoukh (vers 1590), qui gouvernait alors le Chouf. Saïf-ad-Dîn, respectueux de la parole qu'il avait donnée à sa sœur, ne se considéra que comme régent, pendant la minorité de son neveu. Avec une habile fermeté, il sut maintenir dans sa province le respect de l'autorité émirienne et la paix. Auprès de lui, Fakhr-ad-Dîn et Younès s'initièrent aux affaires pratiques du gouvernement ; le premier s'intéressa principalement à l'administration, le second devint un guerrier redoutable.

Lorsqu'en 1598, Fakhr-ad-Dîn, âgé de quatorze ans, fut proclamé majeur, son oncle lui remit le gouvernement. Il fut reconnu émir du Chouf. Son premier soin fut d'installer auprès de lui sa mère et son précepteur Cheiban, bien qu'il fût chrétien. Ils allaient rester jusqu'à leur mort respective ses principaux conseillers et ses collaborateurs, prenant part à toutes ses actions.

Fakhr-ad Dîn II devait être le prince le plus brillant et le plus puissant qui ait jamais régné dans la Montagne. Son ambition égalait son énergie et son habileté. Le Chouf était trop petit pour un homme de son envergure. Né conquérant, il voulait régner sur de plus grands Etats. Il sut réaliser ses visées ambitieuses par des prodiges d'habileté et d'énergie, profitant des moindres avantages qui se présentaient, et de toutes les circonstances favorables.

Il ne pouvait évidemment pas commencer ses conquêtes en s'insurgeant contre la Sublime-Porte, qui aurait eu vite fait de l'écraser. Il eut alors la grande adresse, très bien servie par les circonstances, de s'agrandir en aidant la Sublime-Porte contre des vassaux infidèles. En même temps, il se ménageait des appuis précieux dans le gouvernement, en donnant de l'argent à quelques pachas très influents. Il fut, du reste, admirablement secondé dans ses entreprises par sa mère d'abord, qui dirigeait sa diplomatie avec un art consommé, et par Cheiban, ensuite, à partir de 1600, par Abou-Nader, le chef des Khazen et le cheikh le plus puissant du Kesrouan, et par un autre cheikh maronite très influent,

Abou-Dâher, de la famille des Habéiche (1). Tous les deux étaient des administrateurs remarquables et des hommes de grand talent. Leur présence dans les conseils de Fakhr-ad-Dîn lui conciliait surtout la faveur des chrétiens, encouragés déjà par sa large et bienveillante tolérance. Bien qu'il fût Druse, il apparaissait dès le début comme le chef naturel de tous les Libanais, sans distinction de religions ; lui-même tenait à être réellement à la fois l'émir des Druses et celui des chrétiens, librement accepté par tous ; c'était une des raisons les plus puissantes pour lesquelles il associait à son gouvernement, outre son vieil ami Cheibân, deux des principaux cheikhs de la montagne maronite.

Le Liban et les pays occupés par les Druses étaient toujours morcelés en plusieurs émirats. L'autorité de la famille Ma'an ne s'étendait guère qu'au Chouf, dont le centre était Déir-el-Kamar. Les Druses de l'est obéissaient à l'émir Ebne-frek : autour de Baalbeck, dans la Békaâ, Ali-ibn-Karfus, gouvernait un autre émirat druse ; au sud de Beyrouth, à Tyr, commandait l'émir Saraf-ad Dîn, au nord de Beyrouth, jusque vers Tripoli l'émir Mohammed-ibn-Mansûr ; à Beyrouth était installé l'émir Yussof-ben-Saïfa (2).

L'émir de Tripoli, maître également du Kesrouan, Yusof-Pacha-Saïfa, grisé par ses victoires sur les Tanoukhites, cherchait à se soustraire alors aux devoirs d'obéissance envers le Sultan. Il se montrait indocile, résistait aux ordres des pachas et de la Sublime-Porte, gouvernait à sa guise, ne payait plus le tribut auquel il était astreint et cherchait même à étendre son autorité et sa puissance aux dépens de son souverain. Dans le fertile Békaâ, les deux familles des Beni-Tunaïch et celle des Beni-Harfouch cherchaient également à se tailler des principautés indépendantes de fait et ne respectaient plus guère l'autorité du Sultan, de ses vizirs et de ses gouverneurs.

La Sublime-Porte, occupée par les guerres contre la Perse et en Europe, affaiblie aussi par des crises intérieures, ne pouvait pas momentanément songer à maintenir dans l'obéissance et à châtier ces émirs trop turbulents et trop indociles. Fakhr-ad-Dîn, en marchant contre eux, affirmait, par l'inter-

(1) Mariti, *op. cit.*, p. 194 et suiv. ; Chidiâq, p. 81 ; Prutz, *Aus Phönizien*, p. 76 et suiv. ; Neumann, *op. cit.*, p. 28.

(2) Mariti, *op. cit.*, p. 64 ; Prutz, *Aus Phönizien*, p. 76 ; Neumann, *op. cit.*, p. 28.

médiaire de ses amis, à Constantinople, qu'il agissait dans l'intérêt du Sultan, pour briser des vassaux insurgés contre son autorité, la Sublime-Porte le laissait faire tout d'abord (1).

Comme ses ancêtres de la famille Ma'an, il se mit résolument à la tête des Qaïsites, avec l'émir Saraf-ad Dîn, contre les Yamanites, dont les principaux chefs étaient Mohammed-ibn-Mansûr, les Saïfa, Ali ibn-Karfus et Ebnefrek. Dans le Kesrouan, les Khazen, les Habéiche et les Karam se déclarèrent pour lui, et le firent reconnaître gouverneur du pays par les Maronites (2). Puis, il se tourna vers la côte méditerranéenne.

Son génie politique précoce s'était éveillé dans ces premières luttes. Il se rendait compte que pour agrandir sa puissance, il lui fallait avant tout occuper la côte phénicienne et l'important port de Beyrouth ; il lui fallait un point d'appui sur la mer, où il pût prendre contact avec les puissances européennes, dont l'alliance lui semblait indispensable pour fonder la grandeur de ses Etats libanais.

Il commença par de petites guerres locales, se contentant de conquérir un lopin après l'autre. En 1603, il réussit à pénétrer dans Beyrouth et à y supplanter l'émir Yussouf-Pacha-Seïfa, dont il épousa la fille (3).

Puis il s'étendit sur toute la côte phénicienne, s'empara de Tyr, de Saint-Jean-d'Acre, de Haïfa, de Césarée, d'Athlit. Profitant des luttes entre les différents pachas turcs, il enleva ensuite Sayda, qui devint une de ses résidences favorites, Nazareth, Safed et Tibériade, et ajouta à son titre de Grand-Emir des Druses, celui de prince de Sayda (4). Il possédait ainsi, avec Beyrouth et Sayda, les deux échelles les plus importantes de toute la Syrie, que son père Qurqâmaz avait déjà occupées temporairement. Son ambition grandissait avec ses succès. Il aspirait à devenir le souverain indépendant d'un grand Etat. Ce qui prouve la profondeur de son génie, c'est qu'il ne voulait pas s'engager à l'aventure dans la voie des conquêtes, mais créer avant tout une constellation politique favorable à ses desseins. Comme tous les grands fon-

(1) Wüstenfeld, *op. cit.*, p. 403.

(2) Azar, *op. cit.* ; Mariti, *op. cit.*, p. 64 ; Neumann, *op. cit.*, p. 29 ; Prutz, *Aus Phönizien*, p. 77 ; Catafago, p. 10 et suiv.

(3) Mariti, *op. cit.*, p. 93.

(4) Prutz, *Aus Phönizien*, p. 77 et s. ; Neumann, *op. cit.*, p. 29 et suiv.

dateurs d'Etat, comme Philippe-Auguste, Cavour et Bismarck, il voulait trouver des alliés d'abord et mettre ses adversaires en mauvaise posture, avant de les attaquer directement. Une occasion inattendue se présenta à lui en 1606. Contre Yussouf-Pacha-Saïfa, il avait eu recours à l'alliance avec un aventurier d'origine kurde, Ali Jamblât, son parent, qui s'était emparé du gouvernement d'Alep (1). Ali Jamblât, en rébellion contre la Sublime-Porte, avait appelé à son secours les Médicis de Florence

A cette époque, une seule puissance italienne, après Venise, pesait alors d'un certain poids dans les destinées du monde, hormis la papauté. C'était le duché de Toscane, occupé par les Médicis, car il mettait dans la balance non seulement son industrie et son commerce très actif, mais surtout l'or amassé par les Médicis, ces hommes de finances habiles et audacieux, que la banque avait menés sur les trônes les plus respectés de l'Europe. Ils avaient des relations commerciales anciennes et très solides avec la Syrie. Le renom de leur richesse et leur influence, accrue par une diplomatie active et habile, y étaient considérables. Leur chef était alors Ferdinand I^{er} Médicis, grand-duc de Toscane, un prince aux idées larges et hardies et à l'ambition vaste, qui rêvait la conquête de la Syrie et de Jérusalem. Les offres d'Ali Jamblât lui semblaient une occasion propice d'ébranler la domination ottomane en Syrie et de commencer dans des conditions favorables l'œuvre de conquête qu'il projetait. Mais en homme d'Etat prudent et avisé, il voulait d'abord reconnaître le terrain et se renseigner exactement sur la puissance réelle de Jamblât et sur la situation politique du pays.

Dans ce but, il envoya à Alep une ambassade composée du chevalier Ippolito Léoncini, de Michel Angelo Corai, qui avait séjourné longtemps en Orient, et du secrétaire Georges Kruger, afin de négocier avec Jamblât et d'obtenir pour les Florentins des privilèges commerciaux dans le pays d'Alep (2).

Mais Jamblât fut vaincu et chassé de ses domaines usurpés par le vizir Murad-Pacha. Fakhr-ad-Din lui-même était menacé par cette défaite de son allié. Fort heureusement, son

(1) Mariti, *op. cit.*, p. 89.

(2) Mariti, *op. cit.*, p. 100 et suiv. ; Prutz, *Aus Phönizien*, p. 78 ; Neumann, *op. cit.*, p. 20 ; Catafago, *op. cit.*, p. 11.

fidèle conseiller Cheibân sut détourner l'orage de sa tête en comblant de présents le vizir victorieux. Cependant, saisissant l'occasion qui se présentait d'une alliance avec une puissance européenne, il fit prévenir secrètement l'ambassade florentine qu'il était prêt à reprendre les projets d'Ali Jamblât contre la Porte et à conclure un traité avec eux.

Léoncini, désireux de ne pas rentrer les mains vides à Florence, se rendit auprès de lui à Sayda, en 1608, et voyant la force très réelle du grand émir, sa puissance militaire, sa richesse et son génie, signa avec lui un traité gardé secret qui lui promettait l'appui du grand duc de Toscane contre la Sublime-Porte et assurait aux négociants florentins d'importants privilèges commerciaux dans ses Etats et dans ses ports, notamment la juridiction de leurs consuls et des *Khâns* ou quartiers particuliers (1).

Ce traité devait être le point de départ d'une nouvelle période dans la vie de Fakhr-ad-Din. Il continua d'abord sa politique de temporisation vis-à-vis de la Sublime-Porte et évita soigneusement de jeter le masque et de se mettre en rébellion ouverte contre le Sultan. Il voulait avant tout fortifier sa position et trouver de nouveaux appuis afin d'augmenter ses chances de succès. Aussi ne négligeait-il aucune précaution pour ne pas altérer sur sa tête la colère de la Sublime-Porte, avant qu'il fût assez fort pour la défier. Il multipliait les présents aux personnages influents à Constantinople ; pour chacune de ses conquêtes, il payait un nouveau tribut annuel, à la grande satisfaction de S. M. le Sultan Ahmed II, dont les finances étaient compromises par les nombreuses guerres contre la Perse et contre les puissances chrétiennes de l'Europe (2).

Assuré ainsi de la bienveillante neutralité de la Sublime-Porte, qui ne voyait pas le danger, il put reprendre ses conquêtes ; après s'être emparé d'une grande partie du *Bilad-Bichara*, il conquiert la *Békaâ*, d'où il chasse les émirs *Yamanites*, le nord de la Galilée jusqu'au mont Carmel, le *Merdj-Ayoun*, le *Houleh*, jusqu'à *Bâniâs*, sur les flancs occidentaux du mont Hermon, et pénétra même jusque dans le *Haourân*, à

(1) Mariti, *op. cit.*, p. 104 ; Neumann, *op. cit.*, p. 30 ; Prutz, *Aus Phönizien*, p. 78 ; Catafago, *op. cit.*, p. 41.

(2) Wüstenfeld, *op. cit.*, p. 103.

Adjloûn, ajoutant ainsi à ses domaines primitifs quelques-unes des plus fertiles et des plus riches contrées de la Syrie (1). Afin de bien marquer l'étendue de sa puissance, il prit en outre le titre de Grand-Emir des Druses, celui de prince de Sayda, de Galilée et du Liban.

Ce n'était pas tout de conquérir ces régions, il fallait les conserver. A l'organisation de ces acquisitions, Fakhr-ad-Dîn apportait le même génie fait de ruse, de perspicacité, d'énergie et de prudente patience. Sa principale préoccupation était d'avoir une bonne armée, toujours prête à combattre et un trésor bien garni et alimenté par des ressources régulières et sûres. Il gardait pour lui la plus grande partie du butin de ses guerres, rançonnait ses prisonniers et les partisans du parti adverse des *Yamanites* avec une dureté peu scrupuleuse et faisait percevoir avec une rigoureuse exactitude tous les impôts. Avec les revenus assez considérables ainsi obtenus, il organisa une forte puissance militaire. Tous ses sujets lui devaient le service militaire, selon la coutume féodale. Mais cette armée, bien que solide et entraînée à la guerre, ne lui paraissait pas suffisante ni assez mobile (2).

Tous les princes qui tentent d'établir leur pouvoir personnel aux dépens de la féodalité, commencent d'abord par organiser une armée dont le recrutement ne repose pas sur les obligations purement féodales, mais dont les soldats leur sont attachés par d'autres liens que ceux de la vassalité, qui sont soumis à une organisation plus solide, à une discipline plus rigoureuse et qui, par leur enrôlement même, sont à leur entière disposition. c'est-à-dire une armée permanente de mercenaires. Ainsi avaient fait les rois de France Philippe-Auguste, Philippe le Bel, Louis XI, et leurs successeurs. L'armée féodale ne peut suffire à la grande politique et à un fort pouvoir centralisé.

Fakhr-ad-Dîn le comprit ; aussi prit-il à sa solde de nombreux mercenaires. Il eut une armée permanente entièrement à sa dévotion, à côté de l'armée des vassaux. D'après certaines chroniques, cette armée de mercenaires, composée d'Arabes

(1) Wüstenfeld, *Ibid.*, p. 92. 130 ; Mariti, p. 96 et suiv. ; Prutz, *Aus Phönizien*, p. 77 et suiv. ; Catafago, *op. cit.*, p. 11 ; Neumann, *op. cit.*, p. 29 et suiv.

(2) Wüstenfeld, *op. cit.*, p. 133.

musulmans et de chrétiens de toutes les sectes, comptait jusqu'à quarante mille hommes. Ce chiffre est évidemment exagéré, mais il est certain que l'émir entretenait plus de dix mille *Sokmâns* ou irréguliers sous les armes, presque tous des fantassins. Dès 1600, il avait confié le commandement de ses armées à son frère Younès, qu'il avait nommé émîr et qui avait révélé dans ses campagnes une bravoure à toute épreuve et des talents militaires incontestables.

Son génie politique et militaire se révélait encore dans l'organisation de la défense des frontières ; il n'abandonnait rien au hasard. Afin que ses armées eussent des points d'appui contre un retour offensif de ses ennemis, il fit élever le long des frontières, sur les principales routes, une série de forteresses et de châteaux-forts, qui recevaient des garnisons permanentes. Les principales villes voisines des frontières furent également fortifiées et reçurent des garnisons, comme *Subaibé*, *Bâniâs*, *Châkîf-Arnoûn*, *Châkîf-Taroûn* et d'autres (1).

Fakhr-ad-Dîn n'était pas un ambitieux vulgaire ; il ne pensait pas uniquement aux conquêtes ; il voulait également développer la puissance économique et intellectuelle de son Etat. Il avait la largeur de vues et l'intelligence d'un grand homme d'Etat moderne. Il se rendait compte que la véritable puissance d'un pays consistait dans son développement économique, et il comprenait que l'Orient, après avoir été, pendant le moyen-âge, le précurseur et l'initiateur de l'Occident, avait été dépassé par lui et devait apprendre à son école. Il avait reserré donc, en 1609, son alliance offensive et défensive contre la Porte, avec Cosme II, grand duc de Toscane, qui avait succédé à Ferdinand I^{er}. Il demanda, après 1610, à son allié des armes contre les Ottomans (2).

Cosme II envoya en Syrie le chevalier Ubaldini avec quelques galères pour y stationner ; mais il hésitait à se lancer dans une grande guerre contre le Sultan, dont la puissance paraissait toujours redoutable (3).

Fakhr-ad-Dîn, cependant, ne montra pas la même prudence.

(1) Wüstenfeld, *op. cit.*, p. 142.

(2) *Id. Ibid.*, p. 133 ; Prutz, *Aus Phönizien*, p. 79 ; Mariti, p. 117 et suiv.

(3) Neumann, *op. cit.*, p. 31.

Ses succès l'avaient enhardi et grisé. Il pensait qu'il pouvait désormais braver la Sublime-Porte elle-même et prenait des allures de souverain presque indépendant. Sa renommée avait grandi et dépassait même les frontières de la Syrie. Dans tout l'Orient, il commençait à être considéré comme un des puissants de ce monde ; en Europe même, son nom était respecté et son alliance recherchée.

Cette puissance ne pouvait guère tarder à réveiller les suspicions de la Sublime-Porte. Il lui semblait impossible de tolérer en Syrie, dans cette région de transition si importante du monde musulman, l'établissement d'une grande principauté indépendante. Les négociations du prince, surtout celles avec les Médicis, lui donnèrent l'éveil. En 1609, Hafiz-Pacha, homme d'Etat sagace et énergique, fut nommé gouverneur de Damas. A quelques lieues de sa résidence, il apercevait les premiers postes libanais, fièrement campés, bravant tout ennemi. Une grande partie de son gouvernement était entre les mains du Grand-Emir des Druses, dont l'obéissance au Sultan n'était plus qu'éphémère. Hafiz comprit quel danger immense menaçait l'unité de l'empire ottoman, si Fakhr-ad-Dîn arrivait à consolider et à étendre sa puissance, et il en avisa immédiatement son gouvernement. En même temps, observant attentivement les Etats du Grand-Emir, il en reconnut le manque de solidité et la faiblesse. Fakhr-ad-Dîn, afin d'avoir les moyens financiers nécessaires à ses grands projets, avait été obligé d'augmenter les impôts et de pressurer ses sujets. Il est certain qu'il songeait à employer une partie de cet argent à développer les ressources économiques du pays et à en enrichir par conséquent les habitants ; mais il n'est pas moins vrai que ceux-ci momentanément étaient opprimés et très mécontents. Hafiz-Pacha crut devoir profiter de ces sentiments de malaise pour prendre l'offensive contre Fakhr-ad-Dîn, et en demanda l'autorisation à la Sublime-Porte.

Le nouveau vizir, Nasüh-Pacha était moins favorable au Grand-Emir que son prédécesseur Murâd. Il donna à Hafiz de pleins pouvoirs et mit à sa disposition l'armée d'Anatolie. Hafiz employa contre Fakhr-ad-Dîn les armes mêmes auxquelles celui-ci avait dû ses premiers succès. Il sut trouver contre lui des alliés précieux en Syrie. Les Yamanites et tous les émirs que le prince Qaïsité du Liban avait menacés dans leurs domaines et qui redoutaient sa puissance, tous ceux

qu'il avait dépouillés, vinrent rejoindre l'armée ottomane.

Dans la Békaa méridionale, le Merdj-Ayoun et le Houleh, les Chéhab surtout, les vieux alliés des Ma'an, avaient dès 1600, toujours prêté un concours fidèle au Grand-Emir, qui leur devait plusieurs de ses succès les plus retentissants. Or, en 1611, l'émir Ahmed-Chéhab lui-même, de Racheya, dans le *Wadi-et-Taïn*, l'abandonna, tandis que son frère Ali, un des guerriers syriens les plus redoutables de l'époque, lui resta fidèle. Cependant Fakhr-ad-Dîn, derrière sa ligne de forteresses, appuyé sur les nombreux bastions et châteaux-forts du Liban, résista longtemps à tous ses ennemis, jusqu'à ce que la Sublime-Porte eut l'idée de faire bloquer les côtes syriennes et de couper les communications avec l'Europe et principalement avec l'Italie, d'où il recevait des armes et des munitions. En 1613 le Capudan-Pacha Mohammed apparut avec sa flotte au large de Beyrouth et de Sayda.

Fakhr-ad-Dîn, bien qu'entouré d'ennemis partout, ne renonça pas à la lutte. Fidèle à sa politique habile et cauteleuse, il essaya de corrompre Mohammed-Pacha qui avait été autrefois son hôte. La fortune semblait lui sourire encore une fois. Le Capudan-Pacha ne repoussa pas ses premières ouvertures. Rassuré du côté de la mer, il résolut de tourner alors toutes ses forces contre les ennemis qui l'attaquaient sur terre, et convoqua tout le ban et l'arrière-ban de ses vassaux et de ses sujets sur les bords du fleuve Damour.

Ce fut à ce moment que la désaffection des Libanais se manifesta contre lui. Des seigneurs réunis sur les bords du Damour il ne put obtenir aucun secours efficace. Ils lui témoignèrent une froideur extrême. Alors il comprit l'inutilité de la lutte. Il ne pouvait résister à l'attaque qu'avec l'appui sûr et dévoué de tous les Libanais. Devant leur mauvaise volonté, avec sa souplesse et sa décision ordinaire, il préféra déposer les armes plutôt que de voir sa renommée s'effondrer sur un champ de bataille. Mieux valait laisser passer l'orage que d'être vaincu et contraint à un traité désastreux et humiliant. L'avenir pouvait toujours lui offrir l'occasion d'une revanche éclatante (1)!

Il avait fait déjà combler partiellement les entrées des ports

(1) Mariti, *op. cit.*, p. 119 et suiv. ; Neumann, *op. cit.*, p. 33 ; Catafago, *op. cit.*, p. 12 ; Prutz, *Aus Phönizien*, p. 80 et suiv.

de Beyrouth et de Sayda pour en interdire l'accès aux vaisseaux ottomans mesure désastreuse dont les effets néfastes se font encore sentir aujourd'hui pour la navigation. Il paya deux ans de solde à ses guerriers, cacha ses trésors dans les oubliettes de ses châteaux-forts de la Montagne, mit sa mère, ses femmes et ses enfants à l'abri (tansital), proclama son fils Ali Grand Emir des Druses, confia la régence et le gouvernement à son frère Younès et pria sa mère Sitt-Nassab de le seconder de ses conseils éclairés. Lui-même s'embarqua le 15 septembre 1613, avec le consul de France, à Sayda, à bord d'un navire qu'il avait affrété spécialement, et se rendit en Italie (1).

Younès continua d'abord la résistance, mais tous les *Yamanites* se joignirent aux troupes ottomanes pour détruire la puissance des Ma'an. L'union nationale des Druses se brisa ; les Qaïsites eux-mêmes, le propre parti de Fakhr-ad-Din, se découragèrent. Alors, Sitt-Nassab conseilla de prévenir par des négociations un désastre irréparable et se rendit elle-même, à la tête d'une députation, auprès du pacha de Damas.

Ici, les chroniques donnent des versions différentes. Selon les uns, Hafiz aurait jeté Sitt-Nassab en prison, et n'aurait laissé que le Chouf aux Ma'an ; selon les autres, il se serait laissé fléchir et, moyennant une somme de cinquante mille piastres, versée à son trésor personnel, aurait laissé intacte la puissance territoriale érigée par Fakhr-ad-Din. Nous pensons, avec Catafago, que cette dernière version du traité est la bonne (2).

Sitt-Nassab fut bien accueillie par Hafiz-Pacha, déconcerté par le brusque départ de Fakhr-ad-Din. Il avait fait la guerre surtout à ce dernier, à cause de son alliance avec des Etats étrangers et de son ambition dangereuse pour les Ottomans ; mais l'exil volontaire du prince et son abdication en faveur de son fils mineur écartait le danger redouté. Au contraire, entre les mains d'un faible enfant, le grand-émirat, loin d'affaiblir l'autorité de la Sublime-Porte et des pachas turcs, la servait. En effet, il valait mieux qu'il y eût, pour ces derniers, un grand émir faible dont l'impuissance fut augmentée

(1) Mariti, *op. cit.*, p. 120 ; Prutz, *Aus Phönizien*, p. 81 ; Catafago, *op. cit.*, p. 42.

(2) Mariti, *Ibid.*, p. 13 ; Neumann, *op. cit.*, p. 36.

encore par l'indiscipline des factions druses, que plusieurs émirs ayant chacun un territoire moins étendu, mais plus uni. Avant Fakhr-ad-Dîn, les chefs druses de la Bekaâ notamment, bien que peu puissants, n'avaient pas moins été des vassaux indociles, indisciplinés et turbulents.

Y eut-il, comme raconte Catafago, une seconde guerre des pachas contre Younès et son neveu Ali, pendant laquelle ils furent rejetés complètement sur le Chouf (1)? Nous ne le pensons pas. En effet, le grand-vizir Nasûh, l'ennemi de Fakhr-ad-Dîn à Constantinople, mourut en 1614. L'année suivante, Hafiz Pacha, à son tour, dut céder le gouvernement de Damas à Mohammed, l'ancien Capudan-Pacha, favorable à Fakhr-ad-Dîn. Il se laissa gagner encore une fois par les nombreux cadeaux et les sommes d'argent que Sitt-Nassab lui offrait. Il nous paraît peu probable que Hafiz ait fait une seconde guerre, en 1615, aux Ma'an; mais il nous semble certain que l'autorité de Younès et d'Ali ne fut bientôt plus reconnue par les populations, en dehors du Chouf. Les *Yamanites*, partout, s'étaient levés pour secouer le joug des émirs *Qaïsites* et suivre les émirs chassés par Fakhr-ad-Dîn. Des luttes sanglantes éclatèrent entre les deux partis et les *Qaïsites* perdirent beaucoup de terrain.

Cependant Beyrouth et Sayda restèrent au pouvoir d'Ali et de Younès. Le fait est certain. D'après Catafago, les deux ports leur auraient été laissés par un traité formel en 1615, alors que presque toutes les autres conquêtes de Fakhr-ad-Dîn leur auraient été enlevées (2). Nous ne pensons pas qu'il y ait eu un traité formel; mais il nous faut constater l'unanimité des auteurs et de tous les documents établissant que *Beyrouth*, *Sayda* et le *Liban* proprement dit sont restés sous l'autorité directe des Ma'an, même pendant la tempête de 1613 à 1615 (3).

Dans le Merdj-Ayoun et le Houleh, leur fidèle allié, l'émir Ali Chéhab maintenait haut et ferme le drapeau des *Qaïsites* contre tous les adversaires. Même il fut confirmé dans ses domaines par le pacha de Damas.

Pendant ce temps, Fakhr-ad-Dîn avait trouvé à Florence,

(1) Catafago, *op. cit.*, p. 14.

(2) Catafago, *op. cit.*, p. 14.

(3) Neumann, *op. cit.*, p. 37.

à la cour des Médicis un accueil enthousiaste. Mais il n'oublia pas, au milieu des splendeurs de cette cour, son pays natal et ses projets ambitieux. Au contraire, son génie s'affina et s'enrichit, pendant ce séjour en Italie. Il parcourut la Toscane, étudia ses industries, son agronomie, ses cultures en terrasse, et surtout ses arts. Dès lors, son ambition allait être de transformer sa patrie libanaise et d'en faire l'égale de la Toscane, au point de vue de la prospérité économique comme de la splendeur artistique. En même temps, il essayait de former une coalition d'Etats pour le ramener en Syrie et y attaquer la Sublime-Porte. Il négocia avec Cosme II, avec l'Espagne, et même avec le Pape, auquel il insinuait qu'il se convertirait au christianisme avec toute la nation druse. Il avait formé le projet d'une nouvelle croisade pour délivrer la Terre Sainte, et faisait miroiter devant le roi très catholique la facilité d'une conquête de Jérusalem, et de la formation d'un Etat chrétien en Palestine. Philippe III d'Espagne n'était certes pas insensible à ces ouvertures, et Cosme II voyait parfaitement les avantages commerciaux considérables que Florence pouvait tirer d'une reprise de la Syrie et de la Palestine par les chrétiens (1). Mais le premier était alors absorbé complètement par la lutte contre les protestants en Allemagne et dans les Pays-Bas, tandis que le prudent Médecis ne voulait pas se lancer à l'aventure dans une entreprise aussi gigantesque que celle de la croisade projetée (2).

Fakhr-ad-Din ne put donc décider aucune puissance à commencer immédiatement la guerre sainte contre les Ottomans. Au moins obtint-il de Cosme II qu'il envoyât une ambassade en Syrie pour s'y renseigner exactement sur sa propre puissance et sur les chances de succès d'une entreprise contre la Porte. Cette ambassade, accompagnée de plusieurs ingénieurs, se rendit auprès de Sitt-Nassab et de Younès, parcourut tout le pays libanais, visita les forteresses construites par Fakhr-ad-Din et dont les ingénieurs constatèrent la solidité, examina ses trésors, ses forces militaires, les ressources du pays, chercha à reconnaître l'état d'esprit des populations, en un mot fit une enquête approfondie sur la

(1) Prutz, *Aus Phönizien*, p. 82 et suiv. ; Neumann, *op. cit.*, p. 33.

(2) Neumann, *Ibid.*, p. 34 et suiv. ; Prutz, *Aus Phönizien*, p. 82.

puissance des Ma'an. Puis, elle revint à Florence avec un avis favorable. Son rapport est resté un des documents les plus complets et les plus intéressants sur l'état du Liban en 1615 (1). Il nous prouve que la puissance des Ma'an n'avait pas été entièrement détruite après le départ de Fakhr-ad-Dîn. Bien au contraire, grâce à l'énergie et aux talents militaires de Younès et d'Ali Chéhab, grâce surtout à l'habile diplomatie de Sitt-Nassab, elle était solide encore et redoutable. Le pays était naturellement facile à défendre, sans compter que tous les châteaux-forts construits par Fakhr-ad-Dîn et bien entretenus par son frère offraient des points d'appui excellents pour l'offensive comme pour la défensive. Les Florentins avaient particulièrement insisté sur les ressources financières du prince, qui avaient par conséquent pu être soustraites à ses nombreux ennemis, et sur la prospérité économique du pays.

Cosme II n'avait plus aucune raison pour refuser son alliance et son concours à son hôte. Il lui promit de le soutenir contre les Ottomans et d'organiser avec lui une coalition générale contre eux. Mais, avant tout, il fallait ramener Fakhr-ad-Dîn dans son pays. Celui-ci, au milieu des plaisirs qu'il goûtait à Florence, n'avait pas cessé de diriger de loin les affaires libanaises. Il était en relations constantes avec sa mère, guettant le moment favorable où il pourrait retourner à Beyrouth ou à Sayda.

Sur la date précise de son retour, une discussion s'est élevée entre les chroniqueurs et les historiens. Généralement, on rapporte qu'il séjourna pendant cinq années consécutives en Italie. Telle est aussi l'opinion de Calafago. MM. Prutz et Neumann, au contraire, prétendent qu'il n'y resta que quatorze à quinze mois et qu'il fut de retour au Liban à la fin de 1614 déjà. Les deux versions ne nous paraissent que peu vraisemblables.

En effet, un séjour de quatorze mois aurait été insuffisant pour les négociations difficiles et longues menées par Fakhr-ad-Dîn. Il faut songer à ses pourparlers avec le roi d'Espagne et avec le pape, aux nombreuses tentatives qu'il fit auprès de Cosme II pour le décider seulement à envoyer une ambas-

(1) Mariti, *op. cit.*, p. 163.

sade en Syrie. Certainement, il avait attendu, pour laisser partir cette dernière, d'avoir des nouvelles rassurantes de sa mère sur l'issue de la guerre contre Hafiz-Pacha ; car il avait trop intérêt qu'elle n'arrivât pas au Liban après l'effondrement complet de sa puissance, mais, au contraire, après une paix honorable, à un moment où sa puissance pouvait paraître solide et sérieuse, et il était trop avisé et trop habile pour laisser faire une enquête en Syrie sans être assuré à l'avance de son succès. Toutes les négociations menées au sujet de la mission florentine étaient certainement concertées entre Fakhr ad-Din et sa mère. Il nous paraît hors de doute que les accords avec Hafiz-Pacha, en 1613, garantissant l'intégrité du territoire libanais agrandi par les récentes conquêtes, et ceux avec l'émir Ali Chéhab et Mohammed-Pacha, ont été conclus après entente avec Fakhr-ad-Din, ou selon ses instructions. Il nous semble qu'il y a corrélation étroite entre la politique de Sitt-Nassab et de Younès et les négociations de Fakhr-ad-Din en Europe. Comment expliquer autrement, après les événements de 1613, le succès complet de la mission florentine en Syrie ? Or, pour accomplir une œuvre pareille, après les échecs subis en 1613, quatorze mois auraient été insuffisants, d'autant plus qu'une entente constante entre Fakhr-ad-Din et sa mère avait été nécessaire, et que cette entente n'avait pu être réalisée que par des émissaires secrets obligés d'accomplir de longs voyages entre Florence et le Liban, à une époque où les communications étaient beaucoup moins rapides qu'aujourd'hui. Enfin il faut compter que la mission florentine est restée au moins quatre mois absente, avant de pouvoir présenter un rapport aussi complet à Cosme II.

Mais si nous n'admettons pas la version de MM. Prutz et Neumann, nous rejetons également celle de Catafago ; nous ne pensons pas que Fahr-ad-Din soit resté cinq ans absent du Liban. En effet, il était parti pour désarmer les rancunes et les haines du grand vizir Nasûh et de Hafiz-Pacha. Non seulement ce but était atteint par les accords conclus par Sitt-Nassab, mais, en 1614, Nasûh était mort, et, en 1615, Hafiz avait quitté le gouvernement de Damas, remplacé par Mohammed, un des amis de Fakhr-ad-Din. Ce dernier n'avait donc plus aucune raison pour rester en exil. Au contraire, il devait profiter de la présence, à Damas, de Mohammed, et

retourner au Liban le plus tôt possible, avant que Mohammed eut pu être remplacé à son tour..

Dès le retour de la mission florentine en Italie, et dès que Cosme II lui eut promis son appui, il entra en pourparlers avec Mohammed-Pacha. Sa présence était désormais nécessaire dans le Liban, car il fallait mettre à profit la neutralité bienveillante du pacha de Damas pour réparer les conséquences de son exil, consolider et accroître sa puissance, abattre la faction hostile des Yamanites qui avait relevé partout la tête, en attendant qu'il pût prendre l'offensive contre la Porte elle même.

Après le rapport favorable de l'ambassade florentine, les négociations en Europe pouvaient être menées à bonne fin par ses représentants, tandis qu'au Liban, l'œuvre qu'il méditait réclamait toutes ses forces. Mohammed-Pacha, adroitement sollicité déjà en 1615, se laissa gagner encore une fois par les cadeaux et l'argent que Sitt-Næssab lui fit remettre. A la condition que les fortifications de Damas et de Chakîf-Taîrîn, orientées contre Damas, fussent rasées, il consentit au retour de Fakhr-ad-Dîn (1). Il nous semble tout à fait invraisemblable que ce dernier ait attendu encore trois ans en Italie. Il y aurait perdu un temps précieux, et il n'était pas homme à rester longtemps inactif, et à s'égarer dans des intrigues, alors qu'au Liban un vaste champ s'ouvrait à son activité et à son habileté. Il nous paraît donc certain qu'il est revenu au Liban à la fin de 1615 ou au début de 1616.

L'exil n'avait fait qu'aiguiser encore son ambition et son énergie. Il se mit sans tarder à l'œuvre. Entouré de ses anciens conseillers, il se mit à la tête des Qaïsites, et dès 1617, commença la lutte contre les *Yamanites*, dont les principaux chefs étaient l'émir *Alam ed-Dîn* et la famille *Beni-Saïfa*. Il eut vite fait de soumettre à son autorité toute la montagne, la côte phénicienne et la Békaâ.

Bientôt il avait de nouveau soumis complètement tous les domaines qu'il avait conquis de 1600 à 1612. Comme son fils Ali avait été reconnu Grand-Emir des Druses, il ne portait plus lui-même ce titre, mais se faisait appeler le prince de Sayda, de Galilée et du Liban. Comme avant son exil, il endormit la défiance de la Sublime-Porte par d'habiles négocia-

(1) Wüstenfeld, *op. cit.*, p. 141.

tions, par des protestations de fidélité et par les cadeaux riches et considérables qu'il distribuait à profusion. Il s'acquittait de son tribut avec une grande régularité.

En même temps, il réorganisa solidement ses Etats. Le réseau de fortifications qui les protégeait fut constamment complété et perfectionné selon les nouveaux principes de l'architecture militaire connus en Toscane et conformes à l'emploi de la poudre à canon. *Safad, Q. Nihâ, Chaqif-Tirin, Ajlîn, Cab-Elias, Batroûn, Baalbek, Marqâb* et d'autres formaient une ceinture de places et de châteaux-forts, capables de résister à un ennemi puissant (1). Dans l'intérieur même du pays, sur les sommets et les rochers des montagnes, il éleva des châteaux-forts. Une petite armée permanente, composée des *Sokmâns* ou irréguliers, tenait bonne garde dans les places fortes, le long de la frontière. D'après Deshayes de Courmenin, en dix jours il pouvait concentrer une petite armée de dix mille hommes. Les Bédouins lui fournissaient une nombreuse cavalerie légère ; il avait soin d'entretenir leur fidélité par des distributions d'argent et de blé ; aussi tenaient-ils à sa disposition quelques milliers de cavaliers, toujours prêts à se battre contre n'importe quel ennemi. D'après certaines traditions, il pouvait mettre sur pied plus de cinquante mille combattants, et ce chiffre ne nous paraît nullement exagéré, eu égard aux populations druses et maronites, qui, en grande majorité, lui étaient profondément dévouées.

Il ne se contenta pas d'organiser une armée. Il voulait créer un Etat, dont il fût le souverain. En Italie, il avait vu de près comment le monarque maintenait tous ses sujets dans l'obéissance, comment surtout il avait brisé la féodalité et établi sa souveraineté absolue. Il était revenu en Orient avec la conception de la monarchie du droit divin, décidé à la réaliser pour son compte. Sa troupe de *Sokmâns*, dans son esprit, était une sorte de gendarmerie destinée à contenir non seulement l'ennemi extérieur, mais aussi les éléments turbulents et indisciplinés de l'intérieur.

Il gouvernait en monarque absolu, en despote. Il considérait tout le pays à lui comme son bien, sa propriété, dont il pouvait disposer à sa guise. C'était la théorie, chère à Louis XIV, roi de France, du roi « propriétaire de son

(1) Wüstenfeld, *op. cit.*, p. 142,

royaume ». Tous les sujets n'étaient, par conséquent, à son avis, que les usufruitiers des terres qu'ils occupaient et exploitaient. Pour cet usufruit, ils étaient redevables au prince de l'impôt. Fakhr-ad-Dîn, non seulement percevait rigoureusement les impôts existant avant lui, la capitation surtout, l'impôt foncier et les dîmes, mais il en créa de nouveaux. Il prélevait un tiers du blé récolté, des denrées alimentaires et du coton, une demi-piastre par dix livres de coton et vingt livres de soie (la soie étant moins imposée, pour en favoriser la fabrication et l'exportation en Europe). six piastres par cent mûriers (dont les feuilles servaient à l'élève du ver à soi), et trente piastres par cent oliviers. Il avait englobé les meilleures terres dans ses domaines personnels, qu'il faisait exploiter directement par des serfs. D'autres terres, dont il s'était emparé, étaient affermées contre des redevances très élevées.

En outre, il réclamait pour lui les peaux de tous les animaux tués. Il faisait percevoir des droits de douane, des droits d'importation et d'exportation, très fructueux surtout sur la route de Damas à Beyrouth et à Sayda, la plus fréquentée par les marchands. Dans les ports, chaque navire devait payer un droit d'ancrage de cinquante piastres par an (1). Les seigneurs, semble-t-il, payaient certains impôts comme les paysans; s'ils étaient exempts de la capitation et de l'impôt foncier, ils étaient astreints à payer un tribut annuel au prince suzerain, et celui-ci veillait à ce qu'il fût versé régulièrement et intégralement. Les revenus annuels de Fakhr-ad Dîn étaient estimés à un million deux cent mille piastres. Il versait cent quarante mille piastres de tribut au Sultan. D'après Mariti, il avait dans son trésor une réserve de dix millions (2).

Malheureusement nous n'avons que peu de renseignements sur l'organisation de son administration civile et financière. D'après Mariti, il aurait essayé d'organiser une administration conçue selon les principes modernes, comme celle des Médicis en Florence, avec une hiérarchie de fonctionnaires salariés, nommés par lui et révocables. Mais il dut y renoncer. La féodalité était encore trop puissante, et surtout il ne trouva

(1) Prutz, *Aus Phönizien (De la Phénicie)*, p. 85 et suiv.; Mariti, *op. cit.*, p. 167 et suiv.; Neumann, *op. cit.*, p. 38; Catafago, p. 17.

(2) Mariti, *op. cit.*, p. 168.

pas, en dehors d'elle et contre elle, des auxiliaires capables (1). Il essaya donc de gouverner en se servant de l'organisation féodale dans l'intérêt de son pouvoir, en s'attachant, par des liens personnels étroits, certains feudataires très influents.

Ainsi, il avait appelé auprès de lui et maintenait toujours dans ses conseils, les deux cheikhs maronites les plus influents du Kesrouan : *Abou-Nader* et son fils *Abou-Naufel*, de la famille des *Khazen*, et *Abou Dâher*, de la famille des *Habéiche* (2). Son frère Younès et son fils Ali étaient à la tête des districts druses du Liban méridional et de la Békaâ. Ses autres fils le secondaient également, chacun dans un district particulier. C'était, en somme, un gouvernement familial, les principales charges étant réservées aux parents et aux amis intimes du prince.

Etroitement surveillés par eux et par les troupes de mercenaires, les seigneurs ou *Mokatedjis*, chacun dans son fief, étaient chargés de l'administration locale et de la perception des impôts, selon les ordres reçus. Afin de modérer surtout leurs pouvoirs judiciaires, un tribunal d'appel siégeait à la cour de Fakhr-ad-Din, jugeant en dernier ressort sous la présidence même du prince. Les seigneurs mêmes étaient justiciables de la cour, qui avait le droit de les punir et de prononcer leur déchéance. Par son armée de mercenaires et par cette juridiction d'appel, le prince maintenait sa noblesse dans une étroite dépendance.

De plus Fakhr-ad-Din, en prince éclairé, voulait avant tout se créer les ressources économiques et financières pour sa guerre d'émancipation, et, en même temps, développer la prospérité de ses Etats. Il s'y appliqua avec une sollicitude intelligente. Afin d'instruire ses Libanais et ses Syriens dans tous les arts, il appela auprès de lui des ouvriers, des paysans, des ingénieurs, des savants et des artistes toscans, qui transformèrent le pays, et en initièrent les habitants aux nombreux progrès réalisés en Italie dans tous les domaines (3).

C'est à ces Toscans que le Liban est redevable d'une splen-

(1) Mariti, *Ibid.*, p. 125 et suiv.

(2) Mariti, *op. cit.*, p. 194.

(3) Mariti, *op. cit.*, p. 200 et suiv. ; Neumann, *op. cit.*, p. 39 et suiv. ; Prutz, *Aus Phönizien*, p. 83 et suiv.

dide renaissance de son ancienne prospérité. Ils enseignèrent aux *fellahs* de la montagne la culture en terrasses, portée dans leur patrie à un haut degré de perfectionnement; dans les vallées et sur les flancs du Liban, aujourd'hui encore cette culture permet aux paysans d'utiliser le sol le mieux possible. Puis, ils leur apprirent le jardinage; un grand nombre des beaux jardins qui égayaient le paysage autour de Beyrouth et de Sayda et sur les pentes de la montagne, ont été commencés par eux. Ainsi, après avoir appris des Syriens, au temps des Croisades, une agronomie et une arboriculture rationnelles, les Italiens devenaient, à leur tour, les maîtres des Syriens, dans ces sciences qu'ils avaient chez eux perfectionnées. Les Toscans surtout cherchaient à reboiser le pays, en y multipliant les plantations de pins et d'autres arbres, soit pour fixer le sol et arrêter l'invasion des sables marins le long de la côte, soit pour tempérer le chaleur estivale dans les hautes régions.

Fakhr-ad-Dîn apportait également de grands soins à l'irrigation, sans laquelle l'agriculture, dans beaucoup de régions syriennes privées de pluies, ne saurait prospérer. Par des ouvriers et des architectes toscans, il fit restaurer les aqueducs construits jadis par les Romains et les Phéniciens, et qui n'avaient plus été entretenus depuis l'arrivée des Ottomans.

L'industrie et le commerce n'étaient pas négligés. Fakhr-ad-Dîn était un *colbertiste* avant Colbert. Il aurait voulu que son Etat se suffit à lui-même, et, pour cela, il avait recours au protectionnisme et à la réglementation, sans qu'il rendît cependant cette dernière excessive. Ainsi que nous l'avons déjà vu, l'exportation et l'importation étaient frappées de droits de douane, et les navires d'un droit d'ancrage. Néanmoins, il cherchait à développer le commerce intérieur et extérieur. Des routes, des sentiers, des ponts furent restaurés, améliorés ou entièrement construits. Le célèbre *Kantara* sur le *Nahr-Beyrouth*, des ponts sur le *Nahr-el-Kelb* et sur tous les fleuves ou rivières furent restaurés ou bâtis à cette époque.

Une forte impulsion fut donnée à la sériciculture, par les exploitations que Fakhr-ad-Dîn lui-même organisa dans ses domaines propres, et qui servaient de modèles et d'écoles aux Syriens. La sériciculture redevint de plus en plus la principale source de richesse du pays. Le filage, et, dans une certaine mesure, le tissage de la soie se développèrent également.

Enfin, le prince s'efforça d'étendre le commerce de ses sujets principalement avec l'Europe. Des relations commerciales très étroites existaient déjà entre l'Italie et la Syrie. Il ne négligea rien pour les rendre plus étroites encore.

Surtout, il cherchait à gagner les sympathies et l'appui de la France, que les Capitulations avaient placée au premier rang des puissances chrétiennes en Orient, et chargée du protectorat des chrétiens orientaux. Il donna aux marchands français un *khân* à Sayda, et développa surtout le commerce de la soie avec Lyon, qui était déjà la métropole de la soierie.

Fakhr-ad-Din, comme tous les grands princes de cette époque, avait des goûts artistiques. Il voulait embellir ses Etats et y répandre le luxe. Dans ce but, il avait fait venir des artistes et des ouvriers florentins, des architectes, des sculpteurs et des peintres, parmi lesquels Cioli, Parigi et Fagni sont les plus connus. Plusieurs châteaux remarquables furent alors construits. Déir-el-Kamâr et d'autres villes furent embellies par de splendides constructions et par des jardins magnifiques. Beyrouth surtout, sa ville préférée, *qu'il considérait comme sa capitale*, fut complètement transformée par les Italiens. On lui doit le célèbre bois de pins qui s'étend au sud de la ville sur un espace d'environ cinq cents kilomètres carrés, et qui a complètement assaini le climat autrefois fiévreux de la contrée.

Il y fit construire aussi son magnifique palais aux marbres éclatants, entouré de jardins égayés de fontaines et de statues. Dans d'immenses écuries, de fins chevaux arabes étaient élevés. Des jardins publics et des allées embellirent la ville même. Enfin, il fit élever des bains, des hôtelleries, des *khans* pour les marchands européens et améliorer le port. Ce fut sous son gouvernement que Beyrouth dépassa Sayda comme mouvement commercial, bien que cette dernière profitât aussi de sa faveur.

Ce fut à Sayda qu'il fixa les marchands français qu'il avait attirés en Syrie, dans un vaste *khan*, construit spécialement pour eux, et dont il leur donna la propriété et la jouissance exclusive, en tant que « nation française ». Le commerce de la soie fit alors affluer de grandes richesses dans la ville.

Fakhr-ad Din avait ainsi créé autour du Liban un Etat puissant et bien organisé, dont l'éclat rayonnait au delà des limites de l'Empire ottoman. Ce n'était plus une province tur-

que ; c'était un Etat ayant une vie propre, rappelant les pays civilisés de l'Europe occidentale plutôt qu'un *pachalik* de la Sublime-Porte. Alors que l'Empire ottoman était soumis au plus lourd despotisme militaire et religieux, que toute la vie économique et intellectuelle y était entravée, le Liban, sous un « despote éclairé », connaissait toute la splendeur de la Renaissance. L'activité économique et artistique y était intense. Les chrétiens jouissaient de la liberté religieuse la plus complète. A la cour du prince, dans ses conseils, leurs représentants étaient écoutés et prenaient même une part prépondérante à la direction des affaires. Aucun fanatisme religieux ne venait troubler la paix intérieure, profonde et fertile. Druses et Maronites vivaient ensemble en une parfaite harmonie (1).

Après avoir ainsi créé un Etat qui faisait de lui « le premier et le plus considérable des princes de l'Empire ottoman », Fakhr-ad-Dîn songea à compléter son œuvre et à se rendre indépendant de la Sublime-Porte. Ce prince de génie, à l'ambition vaste et profonde, ne pouvait plus supporter sa vassalité de Constantinople. Il voulait être un souverain : il aspirait à être l'égal des ducs de Toscane et de tous les grands princes de l'Europe, et à ne plus être un tributaire du Sultan.

Dès 1620, il prépara la guerre d'indépendance, pour se libérer de sa vassalité (2). Son fidèle ami, l'émir Ali Chéhab, maintenait ferme son autorité dans le Wadi at-Taïn, le Houleh et le Merdj-Ayoun. Pour l'attacher encore plus étroitement à sa fortune, Fakhr-ad-Dîn maria son fils aîné Ali avec sa fille (1617).

Par ses négociations, il s'efforça sans cesse de trouver des alliés en Europe, disposés à prendre l'offensive contre la Porte et à envoyer des munitions et des armées en Syrie. Il n'avait pas renoncé à son projet audacieux d'une coalition avec le pape, les Médicis et l'Espagne. Le pape Urbain VIII lui promit effectivement son concours, dans l'espoir de reconquérir les Lieux Saints, mais comme il était foncièrement hostile à l'Espagne, les négociations menées par l'intermédiaire du

(1) Neumann, *op. cit.*, p. 38 et suiv.

(2) Neumann, *op. cit.*, p. 38.

savant maronite Abraham Ecchelenis, qui séjournait alors à Rome, ne purent aboutir (1).

Les Médicis, cependant, en 1624, conclurent avec lui de nouveaux arrangements, s'engageant à lui fournir des subsides et des munitions.

Enfin, il entra en relations avec les chevaliers de Malte et leur promit qu'il les mènerait, sans coup férir, à Jérusalem.

En même temps, dès 1622, il prit l'offensive contre les pachas ottomans et leurs partisans parmi les émirs syriens. Son frère Younès, et surtout son fils Ali, un des guerriers les plus redoutables de l'Orient, à cette époque, soumirent le pays au nord jusque vers Alep. La Porte conféra à Fakhr-ad-Dîn le titre exceptionnel de *Sultan el-Barr* avec un droit de surveillance sur la Syrie. Il parcourut toute la province en triomphateur (2).

Tous ces succès décidèrent enfin l'Europe à le secourir. Le pape envoya des délégués dans le Liban, pour y examiner la situation et préparer une coalition contre le Sultan. La Toscane promit des armes et des munitions. En 1630 même, le duc Cosme II envoya le chevalier Verazzano avec quelques navires et une grande quantité d'armes et de munitions (3).

Tout semblait favoriser les projets grandioses de Fakhr-ad-Dîn. La Porte, affaiblie par des guerres civiles et les intrigues du sérail, non seulement laissa l'émir fortifier son pouvoir, mais même, en 1630 encore, lui offrit le gouvernement de Tripoli, qu'il accepta pour son fils Hassan, avec le titre de pacha (4).

Malheureusement, Fakhr ad-Dîn voulut aller trop vite ; grisé par ses succès, il perdit toute modération et toute prudence. Son confident Cheiban était mort en 1620. Son ami, Ali Chéhab, qui avait toujours exercé sur lui une action modératrice, mourut en 1628 ; les deux fils d'Ali, Kassim et Hussein, restèrent inébranlablement fidèles à la cause du grand prince, mais, s'ils étaient de vaillants guerriers, ils ne pou-

(1) Neumann, *op. cit.*, p. 39 et suiv. ; Prutz, *Aus Phönizien*, *op. cit.*, p. 82.

(2) Churchill, *op. cit.*, II, p. 397 et suiv.

(3) Neumann, *op. cit.*, p. 39 et suiv. ; Prutz, *Aus Phönizien*, p. 82 ; Mariti, *op. cit.*, p. 120 et suiv., *passim* ; Wüstenfeld, *op. cit.*, p. 90 et suiv.

(4) Prutz, *Aus Phönizien*, p. 83.

vaient remplacer leur père dans les conseils, à cause de leur inexpérience (1).

La mère, Sitt-Nasab, vit son influence sur Fakhr-ad-Dîn diminuer tous les jours ; ses sages conseils de prudence ne furent plus écoutés. Elle se retira alors dans une de ses propriétés du Chouf. Le prince ne connut bientôt plus de frein. Il oublia toute modération, même vis-à-vis de la Sublime-Porte.

En 1632, le grand-vizir Repez-Pacha, marchant avec une armée contre les Perses, voulut prendre ses quartiers d'hiver dans le Nord de la Békaa ; Fakhr-ad-Dîn le fit surprendre dans son camp et chasser au delà d'Alep (2). C'était la rupture ouverte avec la Porte. Il voulut évidemment profiter des embarras du Sultan, engagé dans une lutte difficile avec les Perses chiites, pour commencer la guerre d'indépendance.

Seulement, à ce moment précis, la fortune, qui l'avait jusqu'alors favorisé, l'abandonna. Cosme de Médicis ne lui fournissait plus ni vaisseaux ni argent, et ne lui donnait guère qu'un appui moral, évidemment insuffisant. L'Espagne, de plus en plus engagée dans la guerre de Trente-Ans, menacée en outre d'une guerre avec la France, ne pouvait pas s'occuper de la Syrie. La papauté également était absorbée par la lutte entre catholiques et protestants ; elle n'avait qu'une autorité morale ; l'Europe chrétienne, qui s'entredéchirait alors dans une immense guerre intestine, n'aurait peut être pas entendu la voix du Souverain Pontife l'appelant à une nouvelle croisade au secours du prince de Sayda.

Même en 1633, une peste ravagea l'Italie et particulièrement Florence. Les Médicis, très éprouvés, abandonnèrent complètement Fakhr-ad Dîn. Verazzano quitta le Liban avec ses ingénieurs et ses ouvriers pour retourner en Italie (3). Fakhr-ad-Dîn était abandonné à ses propres forces. Mais il ne s'arrêta néanmoins pas dans la voie dangereuse où il s'était engagé. Son but principal était, en 1632 et 1633, de réunir le plus rapidement possible un immense trésor de guerre. A cet effet, il pressura plus durement encore ses adver-

(1) Catafago, *op. cit.*, p. 18.

(2) Prutz, *Aus Phönizien*, p. 86.

(3) Prutz, *Aus Phönizien*, p. 87.

saires, les Yamânites. Il était devenu défiant et tyrannique (1). Les plus riches et les plus marquants des Yamânites furent dépouillés de leurs biens. Puis il augmenta aussi les charges fiscales de ses propres partisans et de tous les sujets, multiplia les amendes, fit rentrer les impôts avec une grande dureté, fatigant et mécontentant ainsi tous les Montagnards. Son joug parut bien vite intolérable. Sitt-Nasab, âgée de plus de 80 ans, fit encore une dernière tentative pour ramener son fils à la modération, mais elle échoua et mourut en 1633, avec de sombres pressentiments. Fakhr-ad Dîn, alors, redoubla encore de cruauté et multiplia ses attaques contre la Porte.

Cependant, sa faiblesse réelle ne tarda pas à apparaître. Il avait voulu aller trop vite, sans avoir pu établir sa puissance sur une base solide. La faction des Yamânites n'était pas complètement abattue ; au lieu de la désarmer par la douceur et la justice, il l'exaspéra par ses cruelles vexations et ses mesures de confiscation. Les Qaïsites, de leur côté, étaient mécontents du joug tyrannique qu'il faisait peser sur eux, après qu'ils l'avaient porté au pouvoir. Ses Etats même étaient ouverts à l'ennemi de tous les côtés. De Damas, d'Alep, de Gazza, on pouvait les envahir facilement et malgré les châteaux-forts l'enfermer dans le Liban. Il n'avait pas eu le temps d'organiser une armée solide et nombreuse et des lignes de défense suffisantes. Son autorité n'était reconnue que tant qu'il était victorieux. Au premier échec qu'il subissait, elle devait s'effondrer. En un mot, il n'avait pas encore pu créer un Etat.

Les Yamânites se révoltèrent contre lui et appelèrent la Porte à leur secours (2). Celle-ci avait compris enfin les desseins du Grand-Emir ; elle ne pouvait tolérer l'établissement d'une puissance indépendante à proximité de Damas et de Jérusalem, dominant les communications par voie de terre de Constantinople avec l'Egypte et l'Arabie, le berceau de l'Islam ; elle ne pouvait permettre à un de ses vassaux de s'affranchir, de crainte que son exemple fût suivi. Elle prit les mesures les plus énergiques pour abattre Fakhr-ad-Dîn.

(1) Prutz, *Aus Phönizien*, p. 86 et suiv. ; Mariti, *op. cit.*, p. 190 et suiv. ; Neumann, *op. cit.*, p. 43 et suiv.

(2) Catalago, *op. cit.*, p. 19 et suiv. ; Neumann, *op. cit.*, p. 45 ; Prutz, *Aus Phönizien*, p. 87. Mariti et Wustenfeld sont très explicites sur cette période.

En 1633, une flotte ottomane apparut sur la côte phénicienne. Immédiatement Beyrouth, Tyr et Sayda se rendirent. Fakhr-ad-Dîn était ainsi isolé de la mer et de l'Europe, dès le début des hostilités.

Puis les pachas de Damas, de Gazza et de toute la Syrie méridionale s'ébranlèrent. Le grand-vizir Ahmed arriva à leur secours. Dans le Wadi-at-Taïn et le Merdj-Ayoun Younès-Ali et les Chéhab firent une résistance acharnée ; près de Safad, dans deux batailles, par des prodiges de valeur, ils furent victorieux ; mais c'étaient des victoires à la Pyrrhus ; ils avaient subi de grandes pertes qu'ils ne pouvaient réparer, pendant que les Ottomans recevaient sans cesse des renforts nouveaux.

Une troisième bataille fut perdue ; Ali y trouva la mort, et Younès mourut quelques jours après, épuisé par les fatigues et ses blessures (1).

Ce fut le signal de la déroute. Safad, Qab Elias, Tripoli, Baâlbeck furent enlevés par les vainqueurs. Les Chéhab durent faire leur soumission, heureux de ne pas perdre leurs fiefs.

Le Merdj-Ayoun, le Wadi-at-Tain, le *Bled Bechara*, la Békaâ, en quelques semaines, étaient entre les mains des Ottomans. La puissance de Fakhr-ad-Dîn s'effondra ; presque tous ses vassaux l'abandonnèrent ; ses sujets manquaient d'enthousiasme de se battre pour lui, dont le despotisme avide et soupçonneux depuis trois ans pesait lourdement sur eux. Son armée était dispersée.

Alors, avec ses fidèles, il se retira dans la haute montagne, dans la citadelle naturelle qu'il avait hérissée de châteaux-forts. Il ne désespérait pas de voir enfin arriver des secours d'Europe, et était décidé à une résistance acharnée. Son neveu Mulhem, le fils de Younès, s'était retiré dans le Haouran avec un parti de Druses et continuait la guérilla contre les Ottomans. Ses émissaires, en Italie, multipliaient leurs instances pour provoquer une intervention armée en sa faveur. Afin de gagner complètement le pape, il s'était fait baptiser secrètement en 1633 pendant une maladie (2).

Dans l'inaccessible forteresse de *Chaqif-Tirân*, il défiait

(1) Sur cette guerre, voir les ouvrages précités.

(2) De Barenton, *La France catholique en Orient*, 1902, p. 161.

toutes les attaques des Ottomans. Finalement, ceux-ci, ne pouvant réduire les assiégés à capituler, empoisonnèrent les sources, où ils s'alimentaient d'eau. Toute résistance dans le château était désormais impossible. Mais Fakhr-ad-Din ne renonça néanmoins pas à la lutte. Par une nuit très sombre, il s'évada avec sa famille et quelques amis et serviteurs dévoués, emportant ses trésors, et se réfugia dans une grotte déserte, cachée dans la haute montagne.

Sans doute aurait-il réussi encore une fois à dépister ses adversaires, si un traître ne les avait pas conduits jusqu'à son suprême refuge. Il eut l'habileté de ne tenter aucune résistance et de se livrer lui-même au vainqueur, en faisant appel à sa générosité, avec ses deux plus jeunes fils, le 13 novembre 1634. Il fut conduit à Constantinople avec les siens ; le Sultan et les vizirs le reçurent avec les honneurs princiers et le traitèrent avec beaucoup d'égards.

Avec son énergie et son habileté ordinaires, il entreprit de regagner leur faveur et d'obtenir d'eux une nouvelle investiture ; peut-être aurait-il réussi et aurait pu retourner encore une fois au Liban pour reprendre ses projets ambitieux, si de mauvaises nouvelles de Syrie n'avaient pas poussé subitement la Porte à le mettre à mort.

Son neveu Mulhem n'avait toujours pas abandonné la lutte. Il avait réussi à surprendre un détachement ottoman et à lui infliger un échec retentissant. Tout le parti des Qaïsites reprit courage et recommença la lutte, escomptant le retour du grand-prince. Le pacha de Damas signala au sultan le danger de ces révoltes, faites au nom de Fakhr-ad-Din et, insinua-t-il, sur ses instigations. Le Sultan, pour supprimer le chef des rebelles, fit étrangler Fakhr-ad-Din et ses deux plus jeunes fils (1635).

Ainsi mourut le prince le plus remarquable qui eût jamais gouverné la Montagne. Son génie est incontestable. Il en a laissé des monuments impérissables ; c'est d'abord la prospérité économique de Beyrouth et du Liban, qui est son œuvre, et qui, aujourd'hui encore, les place au premier rang dans les pays du Levant ; c'est ensuite la création d'une unité politique du Liban, d'un Etat libanais, capable de jouer un grand rôle en Syrie et dans tout l'Orient, un Etat prospère qui avait attiré sur lui l'attention bienveillante même de l'Europe. Sans doute, il avait échoué, mais il avait montré la voie aux Liba-

nais, Druses et Maronites, qui était l'unité de tous pour la défense de l'autonomie ; il avait cimenté cette unité par les traditions glorieuses de son gouvernement : il avait éveillé chez tous les Montagnards la conscience de leur unité nationale ; il les avait placés au premier rang de tous les peuples syriens. Désormais, il était évident que le salut, que l'indépendance de la Syrie ne pouvait venir que du Liban.

§ 1. — Les derniers Ma'an et l'avènement des Chéhab.

Malgré la défaite de Fakhr-ad-Dîn II, l'autonomie libanaise dura. Son neveu Mulhem fut proclamé Grand-Emir à sa place et finit par obtenir l'investiture de la Porte pour toute la montagne ; mais il fut rejeté de la Békaa et du Merdj-Ayoun (1). Dans le Liban même, son autorité était généralement reconnue, surtout après l'extinction de la famille des beni-Saïfa en 1638. Les Yamânites, au moins dans la Montagne, s'ils n'étaient pas écrasés complètement, ne purent cependant plus, après les défaites que leur avait infligées Fakhr-ad Dîn mettre en échec les Ma'an. Mulhem maintint l'étroite alliance avec les Chéhab toujours puissants dans le Wadi at-Taïn, et avec les familles maronites des Habeiche, des Khazen et des Karam. Comme il fut étroitement surveillé par la Porte et les pachas ottomans, il s'efforça surtout à ne leur donner aucun motif d'intervention et sauvegarda ainsi l'autonomie libanaise.

D'après les témoignages contemporains de voyageurs français, les Maronites et les Druses unis se maintenaient « dans une si grande liberté qu'on y peut vivre avec autant d'assurance que parmi les chrétiens (2) ».

A l'émir Mulhem succédèrent ses fils Ahmed et Qurqamâz II (1657). Ce dernier mourut en 1665. Ahmed resta seul émir de la Montagne autonome, gouvernant selon les principes de son père, usant de la même tactique prudente vis-à-vis de la Porte. Le Liban continuait à prospérer, à développer ses richesses et à étendre ses relations commerciales avec l'Europe.

(1) Voir sur la fin des Ma'an, Mariti, *op. cit.* ; Neumann, *op. cit.*, et Prutz, *Aus Phönizien*.

(2) *Descriptions abrégées de la Sainte-Montagne du Liban et des Maronites qui l'habitent*, p. 35.

Les dernières années, cependant, de l'émirat d'Ahmed furent troublées par les brigandages des Métoualis et par une nouvelle tentative de la Porte de briser indirectement l'autonomie libanaise, en remplaçant le Ma'an par un émir à sa dévotion. En 1660, déjà, ainsi que nous avons vu, un nouveau vilayet fut créé à Sayda, pour surveiller étroitement les Libanais.

Les Métoualis, depuis la conquête ottomane, jouissaient de la faveur spéciale et de la protection des pachas qui se servaient d'eux contre les Maronites. Très cruels et pillards, ils avaient été domptés par Fakhr-ad-Din II et maintenus en respect. Mais sous les émirs Mulhem et Ahmed, ils avaient repris peu à peu leurs attaques contre les cantons les plus septentrionaux des Maronites, encouragés et soutenus par les pachas de Tripoli.

Les Maronites leur résistèrent d'abord ; des rixes continues entre les deux peuplades ensanglantèrent les districts septentrionaux et surtout Akkar. Mais bientôt, ils se lassèrent ; les attaques incessantes des bandes métoualis, fortement organisées sous leurs cheikhs et très mobiles, rendaient la culture des champs très difficile. L'insécurité des routes arrêtait le commerce. Finalement, les Maronites des districts limitrophes des Métoualis se décidèrent à émigrer vers le sud. Ils s'établirent dans la montagne méridionale, où les seigneurs druses leur donnèrent des terres, comme *fellahs*, comme serfs, en les astreignant à toutes les redevances féodales. D'autres clans descendirent jusqu'au *Bled Bechara*, et se fixèrent autour d'*Aïn-Ebel*. Ils s'y rencontrèrent avec d'autres tribus métoualis, mais qui ne les inquiétaient guère, par crainte des Druses, leurs voisins et les alliés des Maronites.

Dans les districts du nord abandonnés par les Maronites, les Métoualis s'établirent, continuant leurs brigandages en les étendant à la région ottomane de Tripoli. Mais ils finirent par lasser la bienveillance même des pachas, dont ils avaient été cependant les auxiliaires. Le pacha de Tripoli rompit avec eux et même se rapprocha des Maronites pour les combattre. A plusieurs reprises il arma contre eux les émirs libanais ; ceux-ci en profitèrent pour fortifier leur autonomie, si bien qu'en 1693, lorsque la Porte prononça la destitution du grand-émir Ahmed Ma'an et fit installer son successeur par ses

troupes à Dêir-el-Kamar, cette tentative échoua piteusement.

Tous les Libanais s'unirent pour une sorte de résistance légale contre le nouveau gouverneur imposé par la Porte. On le mit en quarantaine, on le *boycotta*, on refusa de le servir, de paraître à sa cour, de communiquer avec lui et de lui payer l'impôt.

La Porte, au bout de quelques mois, dut céder et consentir au rétablissement de l'émir Ahmed Ma'an, qui ne fut plus inquiété jusqu'à sa mort en 1697. L'autonomie libanaise avait été sauvée une fois de plus par le courage opiniâtre des Montagnards et aussi par l'intervention de la France.

L'émir Ahmed-Ma'an ne laissa pas de fils. Sa famille qui avait gouverné avec éclat le Chouf d'abord, la Montagne ensuite, pendant cinq siècles environ, disparut avec lui. Il fallait désigner une nouvelle famille princière.

L'occasion était propice pour la Porte de renouveler la tentative avortée de 1693, de choisir un grand-émir qui fût à sa dévotion et d'établir plus fortement que par le passé sa suzeraineté sur la Montagne. Fort heureusement cette épreuve fut épargnée aux Libanais.

La Porte se trouvait alors dans une situation très difficile. Les dernières grandes tentatives d'abattre la maison d'Autriche et de s'emparer de Vienne, faites par les vizirs Ahmed Kœprili et Kara Mustapha, avaient abouti à une débâcle en 1683. La force offensive des Ottomans était presque complètement brisée ; le recul commença. Les Autrichiens, sous le prince Eugène de Savoie, infligèrent en 1697 une défaite décisive aux armées du sultan, à Zenta. Le traité de Carlovitz inaugura, en 1699, le démembrement de l'Empire conquis par les grands Sultans des xv^e et xvi^e siècles.

En même temps, la Russie grandissait sous l'énergique impulsion de Pierre le Grand ; un nouvel ennemi, dont la force augmentait sans cesse, surgissait à la puissance ottomane, un ennemi d'autant plus dangereux que, dès le début du xviii^e siècle, reprenant pour son compte la tradition de l'empire grec, il aspirait à chasser le Turc de Constantinople et des anciennes provinces byzantines et appelait à lui tous les peuples de la religion orthodoxe grecque, dont les tzars étaient les chefs officiels et les protecteurs.

La Porte, occupée à défendre ses possessions en Europe, où elle avait besoin de toutes ses forces, ne put intervenir

dans le Liban ; au contraire, elle avait intérêt à y maintenir la paix et à éviter toute révolte en Syrie, qui l'aurait affaiblie encore davantage. Elle respecta donc la constitution libanaise et consentit, moyennant la promesse d'un tribut annuel, à l'élection d'un nouveau grand-émir par les seigneurs de la Montagne. Ceux-ci se réunirent en assemblée solennelle dans la plaine de Somkânia, entre Déir-el-Kamar et Mokhtara. Leur choix devait se porter naturellement sur les fidèles alliés des Ma'an, et sur les principaux auxiliaires de leur politique d'autonomie et d'indépendance, sur les émirs Chéhab, qui se trouvaient à la tête des Qaïsites (1).

Ils proclamèrent grand-émir le chef de la famille Chéhab, l'émir Béchir de Racheya, qui était alors dans la force de l'âge. Sans doute, un autre émir Chéhab, Haydar, émir de Hasbeya, le descendant d'Ali, fidèle ami de Fakhr-ad-Din II, avait-il plus de droits à la succession des Ma'an ; car, par sa mère, il était le petit-fils d'Ahmed Ma'an, qui venait de mourir, et par là son héritier direct ; mais il n'avait alors que douze ans. Les seigneurs libanais estimèrent qu'il fallait à leur tête, non pas un enfant, mais un homme ayant déjà donné des preuves de sa valeur, et se prononcèrent pour l'émir Béchir.

La Porte cependant ne ratifia pas leur choix. Elle déclara respecter les lois de l'hérédité et ne voulut reconnaître l'émir Béchir que comme régent, pendant la minorité de son jeune cousin. Les Libanais durent s'incliner.

Sans doute la Porte espérait elle que la rivalité entre les deux émirs Chéhab susciterait de nouveaux troubles en Syrie qui lui permettraient d'intervenir et de tenter encore une fois la restriction de l'autonomie libanaise, dès que la fin de ses embarras en Europe lui en donnerait les loisirs. Ces desseins furent cependant déjoués. L'émir Béchir Chéhab accepta la régence et gouverna avec fermeté et habileté, en remplissant loyalement ses devoirs de vassal envers la Porte et les pachas de Sayda et de Tripoli. Il les assista contre les Métoualis et infligea même à ces derniers dans le *Bled Bechara* une défaite si sanglante que pendant quelques années ils se tinrent tranquilles. Il mourut en 1706, peut-être empoisonné par les partisans de l'émir Haydar, qui voulaient débarrasser

(1) Duwaihi, *op. cit.*, p. 237 et suiv. ; Chidiag, *op. cit.*, p. 358 et suiv. ; voir *L'Histoire manuscrite des Chehab*, de l'émir Haydar Chéhab.

ce dernier, âgé alors de vingt et un ans, d'un tuteur devenu gênant et qui le frustrait du pouvoir. L'émir Haydar Chéhab, le petit-fils du dernier des Ma'an, fut alors reconnu sans difficulté prince de la Montagne et prit lui-même entre les mains les rênes du gouvernement.

L'émir Haydar-Chéhab montra dès le début de son gouvernement les qualités éminentes de sa famille, une énergie patiente et une habileté mêlée de ruse. Il réussit à vaincre complètement et à écraser la faction des *Yamânites*. Comme les Ma'an, les Chéhab s'étaient mis à la tête du parti des *Qaïsites*. Un ambitieux, le cheikh druse Mahmud, voulut les supplanter, avec l'aide de l'opposition Yamânite. Il avait déjà su gagner la faveur de la Sublime-Porte et obtenu le titre de pacha. A son appel, les Yamânites, brusquement, prirent les armes et se ruèrent sur les partisans des Chéhab.

L'attaque fut si soudaine qu'elle surprit l'émir Haydar ; il dut fuir et se cacher pendant quelque temps. Mais ses fidèles partisans réussirent à rallier leurs hommes. Il reparut à leur tête et marcha contre le cheikh Mahmud. Une seule bataille, à *Aïn-Dara*, décida du sort du Liban. Le courage et l'habileté de Hoseïn-Bellama, un desseigneurs druses du Metn, donnèrent la victoire aux Qaïsites. Les Yamânites furent massacrés en grand nombre sur le champ de bataille. Leur faction disparut complètement et, avec elle, la famille des émirs Alam-ad-Din, qui avait si longtemps contrebalancé l'autorité des Ma'an et des Chéhab.

Le vainqueur profita de ce succès pour réorganiser le Liban. Les Bellama reçurent confirmation de leur titre et de leur rang d'émir. Les sept grands fiefs ou *moqataas* de la Montagne druse furent donnés à des Qaïsites. Le Chouf appartenait aux Jamblât, le Monâssef aux B.-Abu-Nakad, le Arqoub, divisé en deux fiefs, aux B.-Abadufa et aux B.-Amâd, le Djurd aux Abd-al-Malek, le Metn aux Bellama, le Garb supérieur aux Talhûq, et le Garb inférieur aux Areslân.

Au dehors de la Montagne druse, le cheikhat du Kesrouan était confirmé à la famille maronite des Khâzen, les loyaux amis des Ma'an et des Chéhab, le Za'oura restait aux Dâher, le Koura aux Azâr, le Jubbé Munaitré aux Hamadé. Après la victoire finale des Qaïsites, les Salchites, les Malékites et d'autres familles furent élevées au cheikhat.

Après avoir affermi son pouvoir dans le Liban même, l'émir

Haydar Chéhab attira, par ses négociations habiles, dans sa zone d'influence les cheikhs métoualis du *Bled-Bichara*, les cheikhs de Hasbeya, de Racheya et même ceux de la Békaâ, de Baalbek et de Dannieh. De sa cour de Déir-el-Kamar ou de Beyrouth, il dirigeait non seulement le Liban, mais aussi le Bled-Bichara, le Merdj-Ayoun et la Békaâ, c'est-à-dire la plus grande partie de l'Etat que le grand-émir Fakhr-ad Din avait réussi à constituer.

Son fils Mulhem, qui lui succéda en 1732, réussit à se maintenir dans toutes ses possessions, malgré l'hostilité des pachas de Damas et de Sayda. Afin de se garantir contre les invasions des troupes ottomanes, il consentit à payer, outre le tribut ordinaire pour la Montagne, un fermage annuel de cent cinquante bourses pour la partie méridionale de la fertile Békaâ, convoitée par les Montagnards (1).

Sous le gouvernement de l'émir Mulhem se passe un autre fait très remarquable, la conversion d'une partie des Chéhab au christianisme. Un prêtre maronite, Fâdel, convertit les propres enfants de l'émir Mulhem, vers l'année 1755. Une partie des Bellama suivit leur exemple. Les deux familles les plus puissantes du Liban abandonnèrent ainsi en partie le drusisme pour devenir chrétiennes. Le clergé maronite, désormais, allait soutenir avec une énergie inlassable les Chéhab dans toute leur politique et contre la noblesse.

L'émir Mulhem, malade, avait été forcé par ses frères d'abdiquer, avant la majorité de son fils Yousef. Il aurait voulu conférer la régence à son neveu Kassim-ben-Omar ; à Constantinople, en effet, le grand-vizir Moustapha fit donner à celui-ci l'investiture, mais l'hostilité de ses deux oncles, Ahmed et Mansûr, l'obligea à se contenter de l'émirat de Gazir. Il y mourut en 1768, après avoir embrassé le catholicisme, laissant un fils âgé de quelques mois seulement, Béchir, qui devait être plus tard le dernier grand prince de la Montagne.

Ahmed et Mansûr ne purent s'entendre longtemps ; ils se tournèrent l'un contre l'autre ; chacun d'eux s'appuya sur une des deux nouvelles factions qui venaient de se former dans la montagne druse. Deux familles s'y disputaient la prépondérance alors, après les Chéhab et les Bellama, les Jamblât et les Hamad, les descendants de Yazbek. Chacune d'elles avait

(1) 50.000 francs.

son clan : Mansûr se mit à la tête des *Jamblâtites*, et Ahmed rallia autour de lui les *Yazbékites*. Ces divisions s'étendirent jusque chez les Maronites, où les Khazen tenaient pour Ahmed et les Dâhdâh pour Mansûr. Après une longue lutte, Ahmed fit sa soumission et vécut en paix à la cour de son frère jusqu'à sa mort, survenue en 1770. Son fils, Haydar-Chéhab, devait faire une histoire détaillée de sa famille.

L'émir Mansûr ne jouit pas longtemps de sa victoire. Le fils de l'émir Mulhem, Yousof, venait d'acquérir une grande popularité par sa lutte victorieuse contre les Métoualis.

Pendant les querelles entre *Jambâtites* et *Yazbékites*, le Liban septentrional avait livré une véritable guerre d'indépendance. La population maronite du *Jubbet-Bechârri* vivait depuis assez longtemps sous le dur joug des cheikhs Hamâdites, des Métoualis, auxquels les pachas de Tripoli avaient parfois concédé la ferme de l'impôt. Cependant, elle ne voulut plus subir le gouvernement de ces Chiites féroces et intolérants. Son exaspération fut portée à son comble par un attentat commis par des Métoualis contre l'archevêque de Ehden.

Leurs cheikhs s'engagèrent alors, par un serment prêté sur l'hostie, dans l'église de Saint-Georges, à Ehden, de ne plus déposer les armes avant d'avoir chassé les Métoualis de leurs districts. Le pacha de Tripoli, Otman, inquiet, lui aussi, de l'indiscipline des Métoualis et de leur mépris de son autorité, encouragea secrètement d'abord les chrétiens, puis, en 1762, les soutint ouvertement avec ses troupes. Les Métoualis furent chassés du Jubbé, du Munaitra et du district de Jébaïl. Enfin, en 1766, l'émir Yousof, se plaçant à la tête des Maronites, dans le combat de Hamioûn, brisa la dernière résistance de l'adversaire et le repoussa du Koûra. Désormais, le Liban septentrional était placé sous l'administration de la noblesse maronite. Les cheikhs Dâher et Khûri s'établirent à Bichârré, Boulos-ad Duwaihi à Ehden (où sa famille, en 1791, fut remplacée par les Karam) ; les Aouad, les Chidiâq et d'autres devinrent les seigneurs de Hasrûn, de Aïn-Tourin et d'ailleurs. Les Dahdâh reçurent de Yousof les fiefs de Jebaïl et de Batroûn.

La guerre d'indépendance avait fortifié l'autorité féodale des seigneurs sur les paysans. Dans leurs nouveaux fiefs, ils avaient les mêmes privilèges que dans les anciens. La féoda-

tité libanaise, telle que nous la trouvons au début du xix^e siècle, en 1790, était définitivement constituée.

La guerre avait rendu célèbre l'émir Yousof, le successeur légitime de son père Mulhem à la tête de la Montagne. Sa foi catholique lui assurait, en outre, l'appui fervent du clergé maronite. Chez les Druses, les Jamblât et les Naked à la fois se déclarèrent pour lui. Alors son oncle, l'émir Mansûr, dut abandonner ses pouvoirs, dans l'assemblée du *Baruk*, où toute la noblesse libanaise était réunie (1770). Yousof fut proclamé émir de toute la Montagne.

Il eut à lutter contre un nouvel et terrible adversaire. Un cheikh bédouin, Dâher, venait de s'emparer de Saint-Jean-d'Acre et d'y fonder une puissance quasi-indépendante au milieu de l'Empire ottoman.

Dâher-ben Omar appartenait à une tribu de nomades de la vallée du Jourdain, entre le lac de Houleh et celui de Tibériade. Afin d'échapper aux exactions du pacha de Damas, il demanda un refuge aux Chéhab et obtint d'eux la petite ville de Safed. Il s'empara, en outre, de Tibériade.

Très ambitieux, entreprenant, et assez doué pour le commerce, il voulut avoir un port sur la côte comme débouché de ses marchandises. Par un hardi coup de main, il se rendit maître de Saint-Jean-d'Acre qui, depuis la fin des Croisades, n'était plus qu'une misérable bourgade. La Sublime-Porte fut apaisée par de nombreux présents et laissa Dâher organiser la renaissance économique de sa conquête (1). Il la releva de ses ruines et en fit un marché important, où Européens et Bédouins venaient échanger leurs denrées. Le pacha de Sayda lui donna ensuite la ferme des impôts du *Bled-Bichara*, dont la population métouali entra dans sa clientèle.

Dâher ne se contenta pas de ces premiers succès. Il voulut se rendre indépendant et, en 1768, entra en révolte ouverte contre la Porte. L'impératrice Catherine II de Russie venait alors d'entreprendre une attaque générale contre la Turquie. Une flotte russe, partie de la Baltique, après avoir fait le tour de l'Europe, avait anéanti une flotte turque à Tcheshmé, dans la Méditerranée ; elle cherchait à provoquer le soulèvement de tous les sujets ottomans et promettait de soutenir les re-

(1) Cf. Volney, *Voyage en Syrie*, chap. XXIV-XXV.

belles. En Egypte, Ali-Bek (1763-1772) venait de lever l'étendard de la révolte. Dâher s'entendit avec lui et avec les Russes. Les troupes d'Ali réunies aux siennes battirent le pacha de Damas. L'émir Yousof, jusqu'alors hésitant, se déclara contre le Bédouin pour défendre contre lui l'autonomie libanaise, mais il fut refoulé par les Métoualis. Sayda tomba entre les mains de Dâher. Une armée ottomane fut mise en déroute, malgré l'appui des contingents druses amenés par Yousof, au nord de Sayda, par les bandes de Dâher et une flottille moscovite venue à son secours. Les districts de Sayda, de Caïfa, de Safad, de Jaffa, de Ramlé et de Naplouse furent conquis par le cheikh bédouin (1).

Mais, sa puissance ne reposait sur aucune base solide. Le grand-émir Fakhr-ad-Dîn II avait pu s'appuyer sur un petit Etat organisé, ayant une vie propre, une tradition nationale ; il avait eu derrière lui un peuple, et cependant il avait échoué contre la puissance, très forte encore, de la Sublime-Porte. L'entreprise de Dâher était vouée à un insuccès plus certain encore ; car il ne s'appuyait que sur quelques bandes de Bédouins. Il n'avait pu réussir que grâce à une série de circonstances extraordinaires, grâce surtout à l'appui de la flotte russe. Dès que ces circonstances avaient disparu, sa puissance devait s'effondrer. En 1774, la Russie signa avec le Sultan Mustapha III, la paix de Kainardji. Ali-Bek avait été remplacé en Egypte par Mohammed, un adversaire de Dâher.

Privé de ses alliés, celui-ci ne put résister aux efforts de la Porte contre lui. Après avoir perdu Sayda, il fut tué par ses propres partisans. Sa tête fut livrée aux Turcs, qui dispersèrent sa famille (1775).

L'aventure de Dâher prouvait la faiblesse réelle de l'Empire ottoman et le peu de solidité de sa domination en Syrie. Ainsi, un chef de bande avait pu se constituer un Etat au centre d'une des provinces les plus importantes de l'empire ; pendant six ans, il avait pu s'étendre et braver ouvertement la Porte, menacer Damas, sans que les populations syriennes lui eussent résisté. Seul, l'émir Yousof le combattit, parce qu'il menaçait l'autonomie libanaise.

L'anarchie régnait en Syrie, en dehors du Liban, et entraînait avec elle la décadence économique, car ni le commerce,

(1) Jaudat Pacha, *op. cit.*, p. 373.

ni l'industrie ne pouvaient prospérer dans un pays où il n'y avait pas d'administration bien organisée, prévoyante et honnête, ni une autorité légale solidement assise. Ces régions syriennes qui, pendant le moyen âge, avaient été à la tête de la civilisation, étaient comme plongées en léthargie. Ce n'étaient pas les Ottomans qui pouvaient les ramener à la vie, car ils avaient eux-mêmes besoin d'une régénération complète. Leur civilisation était trop inférieure à celle de la Syrie, pour qu'ils pussent la stimuler. Ce rôle ne pouvait qu'incomber à une puissance syrienne, réveillée de la torpeur qui pesait sur tout le pays. Dâher aurait voulu le remplir, comme avant lui l'émir Fakhr-ad-Dîn ; mais l'un y avait mis trop de précipitation, l'autre n'était qu'un aventurier, un chef de bande audacieux, dont la puissance ne tenait qu'au hasard, qu'à un concours de circonstances heureuses, et ne reposait sur aucun fondement solide. La chute de Dâher même a été un bonheur pour la Syrie, car elle l'a délivré d'un gouvernement d'aventures très dangereux, et elle laissait intact le Liban, la seule force organisée indigène de toute la province. Il faut savoir gré à l'émir Yousof d'avoir garanti l'autonomie de la Montagne, même par une alliance avec les pachas turcs, et de n'avoir pas été tenté par la fortune de Dâher de s'allier avec lui ; car il apparaissait toujours plus nettement que du Liban seul pouvait venir le salut de la Syrie, et il importait qu'il restât autonome complètement et ne fût compromis dans aucune aventure.

Une épreuve plus grave encore attendait l'émir Yousof après la chute de Dâher. Le gouvernement de Sayda passa entre les mains d'un des hommes les plus redoutables de l'Empire ottoman, Ahmed-Djezzâr-Pacha, qui reprit les projets de Fakhr-ad-Dîn et de Dâher, de se tailler en Syrie un royaume indépendant (1).

Albanais ou Bosniaque de basse extraction, Ahmed était venu très jeune à la cour d'Ali-Bek, en Egypte ; il s'y fit con-

(1) Voir Volney, *Voyage en Syrie* (sur Djezzâr), 1787, 2 vol. Olivier, *Voyage dans l'empire ottoman avec un précis historique de la vie d'Achm et Dgêzar*, Paris, 1804, t. II. — *Vie d'Achmed-Djezzar-Pacha* dans les *Fundgruben des Orients* de Hammer, t. VI, Vienne, 1818. — Ed. Lokroy, *Achmed le Boucher* (Djezzar-Pacha), La Syrie et l'Egypte au XVIII^e siècle. Paris, 1888, 3^e édit.

naître par sa cruauté sanguinaire. Son maître l'employa pour tuer les adversaires qui le gênaient. Plus tard, il entra au service du pacha de Damas, puis de l'émir Yousof, obtint des commandements militaires et finalement la garde de Beyrouth, alors la ville principale de la province autonome libanaise. Abusant de la confiance de l'émir, Ahmed se fortifia dans sa nouvelle résidence, et lorsque Yousof voulut l'en déloger, il finit par rallier Dâher. Ambitieux sans scrupules, d'une cruauté barbare, qui lui valut son surnom de Djezzâr, le *Boucher*, mais habile et énergique, il reconnut bientôt la faiblesse véritable du cheikh bédouin, et gagna la faveur de la Porte en le trahissant et en contribuant à sa ruine. Comme récompense, il obtint le gouvernement de Sayda (1772).

L'émir Yousof avait reconnu immédiatement le danger de ce voisinage redoutable. Grâce à sa diplomatie habile, il parvint à se dégager en partie des liens de vassalité qui l'attachaient au pachalik de Sayda. Il essaya même de faire tomber Djezzâr dans une embuscade près du fleuve Dâmour, mais la tentative échoua piteusement et ne fit qu'avertir le pacha des projets secrets de l'émir. Il garda Beyrouth, y mit un de ses lieutenants, avec une forte garnison, enlevant ainsi au Liban son port naturel et son principal centre, et occupa en même temps les possessions des Chéhab dans la Békaa (1776).

Sa puissance devenait toujours plus formidable. A plusieurs reprises, il occupa, de 1783 à 1804, le pachalik de Damas et celui de Tripoli. Les soupçons jaloux de la Sublime-Porte furent écartés à flots d'argent. Il abandonna Sayda pour Saint-Jean-d'Acre, où il établit le siège de son gouvernement. C'était un coup mortel porté à Sayda, d'autant plus qu'il expulsa les marchands européens du *khan* français que Fakhr-ad-Dîn II leur avait fait ériger. Après avoir retrouvé une certaine prospérité, la ville tomba au rang d'un port secondaire, par le caprice d'un desposte. Saint-Jean-d'Acre, au contraire, fut beaucoup embelli. Djezzâr en fit une forteresse bientôt réputée imprenable et y attira le commerce européen. Il y prit rapidement les allures d'un souverain indépendant du Sultan, ne payant son tribut qu'à des intervalles très irréguliers et d'une façon fort incomplète.

Organisateur habile et général énergique, il établit une forte discipline dans son armée, créa des bataillons et des escadrons nouveaux et réussit même à mettre un peu d'ordre

dans l'administration et dans les finances de sa province. Bientôt, il fut assez fort pour réprimer les désordres et enrayer les brigandages. Il était en guerre continuelle avec les cheikhs ; avec une énergie brutale, non exempte de cruauté, il les battit les uns après les autres et brisa leur force de résistance.

Contre son gouvernement très dur, les Métoualis se révoltèrent ; mais il les soumit, les châtia cruellement, confisqua la plus grande partie de leurs biens, abolit leurs privilèges et l'autorité de leurs *macaïks* ou chefs de districts. Leur influence, qui avait été la plus puissante parmi les populations syriennes, après celle des Druses, fut détruite.

Djezzâr entra aussi en lutte avec les princes et les émirs de la Montagne, si peu soumis à l'autorité turque, et que leur grande ambition poussait à empiéter sans cesse sur le territoire de son *pachalik*. Il est naturel qu'il ne pouvait pas supporter un petit Etat autonome aux portes mêmes de Beyrouth et de Sayda. Le Liban était une menace perpétuelle pour lui, une épée de Damoclès suspendue sur sa tête, tant qu'il échappait à sa toute-puissance. Avec sa population nombreuse et guerrière, abritée derrière ses murailles de rochers, il pouvait servir de point d'appui à un ennemi éventuel, notamment à la Porte, dont les armées en cas de guerre s'établissaient ainsi solidement au centre même de sa puissance.

Pour affermir ses positions, il était indispensable que Djezzâr fût maître de cet immense bastion naturel. Une fois de plus, l'histoire libanaise se renouvela. Unis, les Montagnards pouvaient défier tout adversaire. Divisés, ils devinrent la proie de Djezzâr, qui sut profiter habilement des rivalités et des querelles des différents seigneurs entre eux. Il « caressait les Chéhab et les trompait tour à tour, en faisant passer l'espoir du commandement d'un émir à l'autre. L'investiture était, par ce moyen, toujours à l'enchère, et le grand prince se trouvait obligé, pour se maintenir, d'accepter les mêmes conditions, quoique fort onéreuses, offertes par les autres membres de la famille. C'était pour le pacha un revenu annuel considérable et sûr » (1).

Il harcela sans cesse les Montagnards, chercha à les user en détail. Il sut manœuvrer si bien que l'autorité du prince

(1) Guys, *Beyrouth et le Liban*, II, p. 117.

Yousof fut réellement affaibli et que les Montagnards subirent plusieurs échecs graves. Finalement, Yousof dut consentir à demander et à payer tous les ans l'investiture à Djezzâr. L'autonomie libanaise était très menacée. Chaque année, raconte un manuscrit arabe de Baâlbek, « Djezzâr-faisait entrer ses troupes dans la Montagne et l'épuisait, coupant, ici ou là, vignes et mûriers, toute la richesse des Montagnards. En outre, les émirs rivaux, pour parfaire les sommes énormes qu'ils étaient obligés de promettre, pour entrer au pouvoir ou s'y maintenir, devaient pressurer leurs sujets ». Aussi, pendant ces quelques années, le pouvoir changea si souvent de mains, qu'il est difficile de donner de cette histoire compliquée un aperçu clair et succinct (1).

Djezzâr essaya d'abord d'exploiter le plus possible l'émir Yousof, en excitant contre lui la jalousie de ses frères et les haines des Jamblât et des Nakad. Tantôt Yousof avait le gouvernement de la Montagne, tantôt c'était un autre. Djezzâr réussissait ainsi à ruiner le Liban et à l'asservir à ses desseins. Fort heureusement pour la Montagne, au plus fort du péril, un sauveur lui surgit, en la personne du neveu de Yousof et du fils de Kassim, l'émir Béchir.

Vers 1788, Yousof crut le moment venu de s'affranchir de l'écrasante tutelle du pacha d'Acre. Un des lieutenants de ce dernier se révolta brusquement. L'émir vint le rejoindre aussitôt, et avec leurs forces réunies, ils attaquèrent Djezzâr dans sa résidence même d'Acre. Seulement, celui-ci, une fois de plus, l'emporta, malgré la brusquerie de l'attaque. Les Libanais furent vaincus près de Qab-Elias et dans le Merdj-Ayoun. Yousof dut abdiquer en faveur de son neveu Béchir, alors âgé de 21 ans.

§ 2. — Le Liban et son organisation administrative à la fin du XVIII^e siècle.

Avant d'aborder l'exposition du gouvernement de l'émir Béchir, il importe de retracer les caractères généraux de la Syrie et du Liban à la fin du XVIII^e siècle. La Syrie était divisée en principe en quatre vilayets, ceux d'Alep, de Damas, de Sayda et de Saint-Jean-d'Acre ; mais souvent un pacha

(1) Churchill, *op. cit.*, p. 117.

gouvernait plusieurs vilayets à la fois, comme c'était le cas notamment pour Djezzâr-Pacha.

La Porte était toujours hostile à l'établissement d'un gouverneur unique pour toute la Syrie, parce qu'il aurait été trop puissant.

En effet, éloigné de Constantinople, c'est-à-dire du centre de l'empire et du siège du gouvernement, maître d'Alep, de Tripoli, de Beyrouth, de Sayda, de St-Jean d'Acre, des villes saintes de Damas et de Jérusalem ; dominant l'entrée de l'Égypte et de l'Arabie et les routes vers l'Asie centrale, il aurait été un fonctionnaire trop puissant, pourvu de ressources trop grandes pour n'être qu'un agent docile de la Sublime-Porte. Celle-ci resta donc fidèle à son premier et grand principe de gouvernement ; elle maintint la division de la Syrie pour mieux l'opprimer.

Le gouvernement ottoman avait gardé son caractère féodal. Les pachas étaient plutôt les vassaux que les fonctionnaires du Sultan. Ils étaient d'ailleurs très peu soumis.

Quand le Sultan Mahmoud II, en 1808, prit le pouvoir, les pachas d'Acre, de Sayda, de Damas, ainsi que ceux de Diarbékir, d'Orfa de Mossoul, de Bagdad, de Bassora, étaient de véritables souverains de fait (1).

C'est au milieu de ces vilayets syriens que s'est maintenu le gouvernement autonome du Liban. Les limites administratives de la province libanaise proprement dite dataient de l'époque des croisades. Elle comprenait une partie de l'ancien comté franc de Tripoli, limitée au Sud par le Nahr-Ibrahim ou fleuve Adonis, au nord par la lisière même de Gibbet-Béchari ; c'était la partie même de la chaîne qui était habitée par les Maronites. Il y avait les fiefs francs de Béchestin, de Bismedin, de Buturau (Bothrys ou Batroun), Cafaraia, Néphin, Buissera, de Sura, de Giblet, etc.

La partie méridionale du Liban, au sud du Nahr-Ibrahim, qui autrefois faisait partie du *Domaine royal de Jérusalem*, et qui comprenait la seigneurie de Beyrouth et celle de Sagette (Sayda) — l'une située entre le fleuve Adonis et le Nahr-Damour, l'autre entre ce dernier fleuve et le Litani au sud — ne fut annexée à la province libanaise que sous l'émir Fakhr-ad-Din.

(1) Voir E. Driault, *Histoire de la question d'Orient*.

La province primitive du Liban avait été agrandie par des annexions successives. Nous avons vu que dans la seconde moitié du XVIII^e siècle, l'émir Chéhab avait étendu son pouvoir au nord du fleuve Adonis, et soumis à son autorité tous les anciens *Mokatédjis* ou seigneurs du pays. L'émir Béchir au début du XIX^e siècle devait joindre à son gouvernement la Békaa jusqu'à l'Anti-Liban à l'Est possédée jadis également par le grand-émir Fakhr-ad-Dîn.

La population du Liban comprenait alors, comme à la fin des croisades, des Métoualis, établis dans le Nord, des Grecs unis et des Grecs orthodoxes, surtout dans les deux Koura et à Zahliéh, des Maronites, groupés surtout au nord-est de Beyrouth, dans le Kersouan et le Jubbet Becharri, entre le Nahr-el-Kelb ou *Lycus* et le Nahr-el-Barid, ou « rivière froide ». En 1784, Volney estimait leur nombre à 105.000 âmes, ce qui est évidemment un chiffre trop peu élevé. Ils étaient déjà à cette époque près de 200.000 dans le Liban, et leur nombre augmentait sans cesse, la moyenne des enfants étant de dix à douze dans une famille. Les Druses, dans les districts méridionaux, formaient une population de 80.000 à 120.000 âmes. Les Musulmans, les Nosaïris et les Ismaïliens formaient des groupes épars dans la Montagne. Presque tous les Montagnards vivaient alors de la culture et de l'élevage (1).

L'organisation du Liban était restée féodale. Le Liban était divisé en une série de fiefs de grandeur diverse. Chaque fief appartenait à une famille seigneuriale. Le chef de cette famille, qui était aussi le principal seigneur du fief, était élu par l'assemblée des nobles du fief pour sa vie durant. Généralement c'était le fils aîné qui succédait au père, mais l'hérédité du fief par ordre de primogéniture n'avait pu s'établir dans la Montagne, sans doute parce qu'il voulait toujours mettre un chef éprouvé et capable à la tête du fief pour le défendre contre les attaques incessantes des nombreux ennemis qui le menaçaient. On ne voulait pas confier le sort du fief au hasard, mais être libre dans le choix du chef-seigneur.

(1) Volney, *Voyage en Syrie*, t. I ; Rey, *Société d'économie sociale*, 12 avril 1886 ; Chassignet, *Traité d'économie sociale*, 12 avril 1886 ; *Revue des Deux-Mondes*, 1^{er} mai 1842, John Lemoine, *La situation du Liban*, et les études de Gérard et de Nerval dans la même revue ; 15 mai, 15 août, et 15 octobre 1847.

L'aristocratie féodale avait sa hiérarchie déterminée. Les Chéhab étaient la famille suzeraine ; ils étaient entourés d'émirs ; au-dessous des émirs venaient les cheikhs des diverses familles. Les nobles jouissaient de privilèges très étendus. Aucun d'eux ne pouvait être condamné à mort. Les plus grandes peines qui pouvaient leur être infligées, étaient la confiscation de leur argent, la destruction de leurs biens, et enfin l'exil.

Nous avons vu que la féodalité, dans le Liban, s'était organisée pour les mêmes raisons que dans les pays occidentaux. Elle était composée des chefs militaires et des guerriers qui veillaient à la sûreté des populations rurales placées sous leur protection.

De tout temps, au Liban, les habitants s'étaient considérés comme les propriétaires du sol, ce qui n'était pas le cas dans les autres provinces de l'Empire ottoman. A condition de payer régulièrement le tribut annuel au Sultan et à ses représentants, les émirs et les cheikhs jouissaient, dans leurs fiefs respectifs, d'une autorité et de pouvoirs quasi-absolus, tempérés parfois par le prestige et la puissance qu'un grand émir ou pacha ottoman avait su acquérir. Une famille seigneuriale n'était privée de son fief territorial qu'à la suite d'une disgrâce formelle et pour des crimes très graves, et souvent après des rébellions et des luttes très longues.

Les seigneurs qui n'étaient pas pourvus d'une fonction ou d'un fief territorial, avaient ce que les Croisés appelaient des fiefs de fondée, c'est-à-dire une rente en argent ou en nature qu'ils touchaient chaque année.

Avant l'avènement de l'émir Béchir-Chéhab la forme du gouvernement général de la Montagne n'était pas déterminée par des conventions expresses ni par des lois formelles et écrites, mais seulement par des usages et des coutumes. Un émir énergique et habile, sachant mettre à profit la faiblesse de la Porte et des pachas syriens, pouvait étendre son autorité sur toute la Montagne, comme avait fait Fakhr-ed-Din II. Avant l'émir Béchir la ferme du Kesrouan était régulièrement concédée tous les ans par le pacha de Tripoli à un ou plusieurs cheikhs ou émirs. Il devait être le premier, depuis Fakhr-ed-Din II, à gouverner toute la Montagne non pas en fermier, obligé de traiter tous les ans, mais en véritable vassal, investi de son fief pour toute sa vie. Il devait être le prince-vassal de

la Montagne et le suzerain des autres cheikhs et émirs libanais. Nous avons déjà énuméré plus haut les principaux districts de la Montagne. Voici quels en étaient les principaux feudataires dans la Montagne maronite d'abord. Dans le Kesrouan, les seigneurs maronites les plus puissants étaient les cheikhs de la famille Khazen et ceux de la famille Habéïche. Les deux jouissaient de la protection particulière de la France ; les Habéïche, d'après la légende, parce que leurs ancêtres avaient servi de guides aux Croisés. Aux cheikhs Khazen obéissait également une partie du district de Jebaïl, où se trouvaient également les moqataas ou fiefs des cheikhs Hachem et des cheikhs Abou-Turbech. Les cheikhs Dâher possédaient en fief le Zaouiéh. Les cheikhs Karam étaient établis à Ehden, les cheikhs Bounar, Boutros, Assad-Radji dans le Becharri ; dans le Meten, les émirs Bellama, les émirs Sulman ; les émirs Hosseïn dans le Fa'our et le Zin-Eddin.

Le Koura supérieur appartenait à des seigneurs de la religion grecque, les cheikhs Eliazar et Abou-Mereb. Les cheikhs Ayoubiéh, du Koura inférieur, étaient musulmans (1).

Quant aux districts druses, les seigneurs les plus influents étaient toujours, dans le Chouf, les cheikhs Jamblât, qui étaient également possessionnés dans le Gharroub et le Djezzin ; dans le Haut-Gharb, les cheikhs Talhouk ; dans le Gharb inférieur, les émirs Roslan ; dans Menassef, les cheikhs ; A. Nakad dans le Teffah, les cheikhs Abou-Chakra, Abd-el-Samed, Malak Hamdan et Schubli-Ali.

Les gouverneurs ou émirs étaient ainsi que nous l'avons déjà exposé, les fermiers de la Porte et des pachas syriens ; ils étaient les suzerains, les chefs des seigneurs de la Montagne, ou des districts qu'ils tenaient en fiefs et qu'ils avaient affermé. En temps ordinaire, chaque district formait un petit Etat autonome, obligé de supporter une part, proportionnée à ses ressources, du tribut ottoman.

Le gouverneur général ou grand-émir, ou prince de la Montagne, n'avait d'autre pouvoir que d'être le chef des contingents militaires, le chef de l'armée féodale, et le grand justicier, veillant au maintien de l'ordre et de la paix intérieure, tranchant les conflits entre les différents seigneurs. Il réunissait parfois ses seigneurs en assemblée générale en une sorte

(1) Voir Laurent, *Affaires de Syrie*, t. II, p. 342.

de Cour ou Parlement, pour recevoir leurs hommages, pour leur donner ses ordres ou les consulter.

Depuis Fakhr-ed-Dîn I^{er} Ma'an, l'usage s'était établi de choisir le grand-émir toujours dans la même famille, qui devenait ainsi une famille princière. Aucune règle n'établissait l'hérédité dans cette famille par ordre de primogéniture ; mais généralement le grand-émir associait de son vivant son fils aîné au pouvoir et le faisait reconnaître par les vassaux. Souvent aussi, les seigneurs préférèrent proclamer un autre membre de la famille princière, ce qui fut notamment le cas à l'avènement de l'émir Béchir. Le principe de l'élection du chef suprême s'était donc maintenu dans le Liban. Il était même admis qu'à l'extinction de la famille princière, l'assemblée des seigneurs pouvait procéder à l'élection d'un prince choisi dans une autre famille. C'est ce qui était arrivé à la mort du dernier émir Ma'an, où les nobles avaient élevé au principat un émir Chéhab.

Le grand-émir ne pouvait intervenir, sous aucun prétexte dans l'administration intérieure d'un fief, d'un district ou d'un village. Là le seigneur local était seul maître, exerçant toutes les attributions du pouvoir exécutif, les attributions militaires, administratives et judiciaires. Comme dans toute organisation féodale, il ne touchait aucun traitement ; mais en dehors des prestations qui lui étaient dues par ses serfs, l'usage l'autorisait à prélever un huitième sur le tribut de son fief, ce qui suffisait à peine à couvrir les frais d'hospitalité et autres que sa situation lui imposait. Comme le grand-émir, le seigneur local ou régional réunissait parfois ses sous-vassaux, les membres de sa famille et les principaux propriétaires, nobles et bourgeois, de son fief.

Au-dessous de la noblesse, il y avait une classe de bourgeois libres et propriétaires, des roturiers cultivateurs, artisans ou marchands, une classe, assez restreinte, de paysans libres ou vilains, enfin la classe la plus nombreuse, celle des *fellahs*, des paysans-serfs.

Les gouverneurs ou émirs prenaient la Montagne à ferme, ainsi que nous avons vu, aux représentants du gouvernement ottoman pour une somme déterminée correspondant au *Miry* (tribut) dû par la province. Puis, ils répartissaient les contributions par têtes sur les biens fonciers, les chèvres, les moulins et les filatures indigènes de soie.

Du temps de l'émir Béchir, on fixa le tribut de la Montagne à une somme déterminée (3.500 bourses). — On fit un cadastre des terres, et chaque district dut contribuer au tribut pour une part proportionnelle à son étendue et à sa population. Dans l'intérieur du district, l'impôt, était ensuite réparti sur les têtes, et les biens immeubles ; les mûriers, les oliviers, les bois, les graines étaient imposés.

L'impôt avait deux bases, l'une foncière et calculée sur le revenu des terres, l'autre personnelle, une sorte de capitation. Les gouverneurs avaient en outre souvent recours à la perception de taxes extraordinaires pour un objet déterminé ; par exemple pour couvrir de frais imprévus, ou simplement par cupidité.

Les *mokatédjis* (1) ou seigneurs recueillaient les impôts fixes et les taxes extraordinaires, dont une partie était envoyée au gouverneur général leur suzerain ; le reste, généralement un huitième ainsi que nous avons vu, du total, leur était laissé pour couvrir leurs frais et pour leur permettre de tenir leur rang.

L'impôt donnait lieu à de nombreuses injustices. Les seigneurs s'en exemptaient complètement et, souvent même, en exemptaient leurs amis. C'était sur le *fellah*, le paysan, que retombaient toutes les charges fiscales. Il arrivait qu'on faisait payer l'impôt à des paysans jusqu'à trois ou quatre fois dans l'année. Comme au temps des croisades, les paysans devaient aux seigneurs les faisances ou redevances en nature, consistant en poulets, œufs, fromages, savons, bois à brûler, en céréales etc., et remises deux ou trois fois dans l'année. Enfin, les cheihks et leurs agents pouvaient exiger le logement et des rations de leurs paysans ; ils réclamaient des cadeaux, des taxes arbitraires, et faisaient des réquisitions.

Quant à l'organisation judiciaire, dans la Montagne, elle resta longtemps réduite à sa plus simple expression.

Lorsqu'on parcourt les histoires et les chroniques locales, on est surpris de n'y rencontrer aucune trace de faits capables de renseigner le lecteur sur la façon dont la justice était exercée au Liban avant le milieu du XVIII^e siècle. Il y avait des juges à Tripoli, à Sayda, à Damas, à Saint-Jean-d'Acre, etc. ;

(1) C'est ainsi qu'on nommait les seigneurs nobles, émirs ou cheihks, dans le Liban. C'est un terme arabe.

les titres de propriété et d'autres documents portent leur signature. Dans la Montagne, il n'y avait rien de tout cela. Les transactions se faisaient de la façon la plus simple, sur un petit papier, et avec quelques témoins. La bonne foi des habitants et leur droiture n'avaient pas besoin d'une procédure plus compliquée.

Les chrétiens et les Druses n'avaient pas de juges propres à leur communauté ; ils dépendaient des tribunaux musulmans, mais ne s'y adressaient presque jamais. Le témoignage des chrétiens, d'ailleurs n'avait aucune valeur devant ces tribunaux. Alors, en cas de procès, les parties s'efforçaient de fournir des témoins musulmans. Dans certaines localités même où les chrétiens étaient devenus prépondérants, ils avaient gardé quelques familles musulmanes, pour leur fournir des témoins, le cas échéant. Le partage des biens et les testaments étaient parfois visés par le patriarche ou par un évêque.

La loi du talion était très vivace dans la Montagne ; le *vendetta* était la règle générale au début du xix^e siècle encore. Il n'y avait pas de ministère public ; le soin de poursuivre les crimes et les délits incombait aux particuliers, en premier lieu à la victime et à ses parents.

Sous les émirs Chéhab surtout, l'organisation judiciaire se perfectionna ; l'autonomie judiciaire de la Montagne devint plus grande. Il y avait alors des juges ; c'étaient les *mokatédjis* et les émirs, qui jugeaient au civil et au criminel. Lorsqu'un montagnard voulait poursuivre un autre, il adressait une plainte motivée et un acte d'accusation à son *mokatédji*. Celui-ci instruisait l'affaire : si le crime poursuivi entraînait la peine capitale ou la peine de la mutilation, le jugement était réservé au gouverneur général, qui seul pouvait infliger ces châtiments suprêmes. Les *mokatédjis* pouvaient condamner à la prison et aux peines corporelles. Ils rendaient la justice selon la coutume, entourés parfois des propriétaires les plus influents du fief. Si l'accusateur estimait que le *mokatédji* ne lui rendait pas justice, il en appelait au gouverneur général. Celui-ci adressait d'abord une remontrance écrite au *mokatédji*, et si celui-ci se montrait incapable de trancher le différend ou y mettait de la mauvaise volonté, le gouverneur déléguait un personnage de son entourage pour régler l'affaire et prononcer le jugement à sa place et en son nom.

Les émirs jugeaient les actes contraires à l'ordre public et les crimes, qui, en France, sont du ressort de la Cour d'assises. Mais ils ne s'occupaient, pour les autres affaires contentieuses, que de celles advenant entre leurs femmes ou leurs parents.

Le clergé, chez les chrétiens, s'était arrogé également certains pouvoirs judiciaires. D'abord la juridiction ecclésiastique était seule compétente pour toutes les affaires qui touchaient à la religion. Le patriarche des Maronites conservait seul la décision de tous les cas où la loi civile était en conflit avec la loi religieuse, notamment lorsqu'il s'agissait de mariage, de dispenses, de séparation des époux. La loi religieuse, chez les Maronites, primait en quelque sorte la loi civile. Même il ne tenait qu'au patriarche ou à l'évêque d'un district d'évoquer devant son tribunal une cause quelconque, en décidant qu'elle touchait à la religion ou à la morale. Elle lui était alors immédiatement déférée, et il jugeait sans recours, tandis qu'on pouvait en appeler de la décision d'un *mokatédji*, d'un juge civil ou gouverneur général. La justice des évêques était sans appel.

L'état civil, appartenait chez les Druses aux seigneurs, chez les chrétiens, au clergé (1). Celui-ci, cependant, ne pouvait célébrer de mariage sans la permission de l'émir du district ; mais ce n'était là qu'une pure formalité, puisque la permission ne pouvait pas être refusée, du moment qu'elle était sollicitée par le clergé. Le mariage n'était régi que par la loi religieuse ; il n'y avait pas de mariage civil.

Nous avons constaté que le Liban, depuis le ^x^e siècle au moins, était en proie à des factions rivales. Les luttes des Qaïsites et des Yamânites l'avaient désolé pendant plusieurs siècles. Les Yamânites avaient été finalement écrasés par l'émir Haydar Chéhab ; mais de nouveaux partis s'étaient constitués chez les Druses.

Chacun de ces partis a ses émirs ou grand cheiks, ses drapeaux et ses distinctions ; un certain nombre de familles d'ordre inférieur forment sa clientèle.

Le parti le plus puissant est celui des Jamblat, qui, naguère, avait toujours été fidèle aux émirs Chéhab. Les titulaires n'ont pas droit au titre d'émir (2).

(1) Perrier, *op. cit.*, p. 310.

(2) Ce parti compte pour alliés quatre familles extrêmement nom-

Le second parti, opposé aux Chehab et très puissant jadis est celui des « Abu-Naka ». L'émir Béchir n'avait jamais laissé passer une occasion de diminuer l'influence de ce parti (1).

Le troisième parti est celui des « Amadis » (2). Il faut faire une place à part aux émirs Beït-Ruslan, qui, par leur qualité d'Émir restent isolés de tous les partis. Ils étaient jadis soumis à l'influence des Chéhab.

Chez les Maronites, à la fin du XVIII^e siècle, deux partis luttaient pour la prépondérance, la noblesse et le clergé. Ce dernier, en effet, avait chez eux, un rôle considérable. C'est par la religion qu'ils se sont distingués — et se distinguent encore aujourd'hui — des autres peuplades du Liban et de la Syrie ; c'est la religion qui a créé leur nationalité, ayant les mêmes croyances, ils se sont fortement groupés pour les défendre. C'est l'unité de leur foi qui a fait à l'origine, leur unité nationale.

Ils ne sont jamais fondus avec les Druses malgré l'identité du langage et de beaucoup de coutumes, malgré leurs luttes communes à travers les siècles contre les ennemis de l'autonomie libanaise, malgré leur union en une seule principauté autonome. Ils sont alors restés foncièrement religieux.

Leur organisation ecclésiastique était déterminée par leur soumission complète à la papauté, à partir de la croisade.

breuses et influentes par leur fortune et leur ancienne origine : Ce sont : la grande maison des *Beït-Moukadem*, les cheiks *Beït-Hamdoun*, les cheiks *Beït-Man-Eddin* et les cheiks *Beït-el-Schams*. Les Jamblats dominaient autrefois à Mizir, Baaclin, Mouktharah et dans tout Djebel-Chouf. Leur drapeau est rouge cramoisi encadré de vert avec une main et un cimenterre en vert foncé brodé sur le fond. D'autres familles moins puissantes dépendent à leur tour de ces familles alliées.

(1) Les familles clientes et alliées des « Abu-Naka » sont les cheiks *Beït-el-Kadi*, les cheiks *Beït-Armousch*, les cheiks *Beït-el-Eïd* et les cheiks *Beït-el-Aoualé*. Leur influence était prépondérante à Deïr-el-Kamar, Belad-Munsif et dans presque tout le district de « Chihhar ». Leur drapeau est formé de deux bandes égales et horizontales, la première jaune citron, la seconde bleu clair.

(2) Ces Amadis ont pour alliés les cheiks *Beït Abdul-Meleck*, les cheiks *Beït Telhouck*. Ils ont des adhérents dans tout le Barnak et la province d'Arkoub. Leur drapeau est de couleur unie rouge de sang.

En 1099, avait été fondé le patriarchat latin de Jérusalem (1) ; en 1100, celui d'Antioche (2). Les patriarches latins étaient confirmés expressément par les papes et recevaient de lui le pallium. Ainsi la papauté avait réussi à rattacher de nouveau étroitement à sa direction une forte organisation catholique en Syrie.

La principale tâche des patriarches latins était de ramener à la foi catholique les populations indigènes et de les y maintenir. Pendant la croisade déjà, pour atteindre leur but, ils avaient déployé une large tolérance et une grande douceur, afin de gagner les sympathies des indigènes. Leur politique conciliante et habile avait porté ses fruits. En 1181 ou 1182, Amaury ou Aimeri, patriarche d'Antioche, avait reçu la soumission formelle à l'Eglise romaine du patriarche et de toute la nation maronites. C'est un événement considérable dans l'histoire de la Syrie, dont le grand pape Innocent III avait reconnu toute l'importance ; car en 1208 ou 1209, dans une lettre adressée aux Maronites, il les avait félicités d'avoir affirmé aussi nettement leur attachement à l'Eglise apostolique et romaine (3). Cette soumission absolue à la papauté avait créé le lien le plus puissant entre l'Europe occidentale et les Maronites, par la similitude des religions. Les Maronites étaient devenus les champions officiels du catholicisme romain en Syrie, ce qui était d'une importance capitale, jusqu'au XVIII^e siècle ; car jusqu'alors la religion, jouait dans la politique un rôle directeur ; elle était entre les gouvernements et les nations et dans l'intérieur des peuples un lien plus puissant que les sentiments nationaux.

Le devoir des papes et des souverains temporels catholiques en même temps que l'intérêt, les obligeait de protéger cette petite nation qui professait leur religion.

Au concile de Florence, de 1439, les Maronites avaient été officiellement représentés par le moine franciscain Jean. Le décret d'union rendu par ce concile avait encore fortifié les liens entre la papauté et les Maronites, qui luttèrent vaillamment en Syrie contre les Jacobites (4), toujours opposés à

(1) Roehricht, *op. cit.*, t. I, p. 155.

(2) Roehricht, *op. cit.*, t. II, p. 98.

(3) Guillaume de Tyr, chap. XXII, § 8 ; Rey, *Colonies franques*, p. 267.

(4) Ou Monophysites.

l'orthodoxie romaine. En 1444, une ambassade maronite et druse était venu à Rome pour confirmer une fois de plus la soumission des Libanais au Saint-Siège et solliciter son appui contre les infidèles (1).

Le Liban maronite était devenu la grande terre d'asile des catholiques et le centre de la prédication romaine en Syrie. Au xiv^e siècle déjà, des franciscains et des dominicains s'y étaient établis. Sous les Ottomans surtout, il avait assumé un rôle directeur des catholiques syriens. Grâce à lui, il y avait en Syrie une véritable renaissance catholique syrienne.

Les Jésuites vinrent s'installer au Liban et au xvii^e siècle fondèrent, grâce aux libéralités et à l'appui du cheikh Abou Naufel-Khazen, le célèbre collège d'Antourah, où des milliers de jeunes Maronites ont reçu un brillant et solide enseignement secondaire.

Le Père Joseph, l'Eminence grise du cardinal de Richelieu, envoya au Liban des capucins. D'autres ordres latins s'y établirent.

Cependant, la liberté religieuse n'y était pas toujours entière. Les Métoualis et les musulmans de Tripoli faisaient de nombreuses incursions dans la Montagne chrétienne, après la chute du grand prince Fakhr-ed-Din II.

Le patriarche maronite souvent fut obligé de se cacher devant eux. Les missions catholiques furent mises à rançon,

Le protectorat de la France sur les chrétiens d'Orient ne fut pas toujours efficace. Dans la première partie du xvii^e siècle surtout, la Porte souvent se montra peu amicale et même hostile à la France. Les consuls français d'Alep, de Tripoli et de Sayda ne purent empêcher certaines persécutions même de chrétiens. La foi catholique des Maronites eut alors ses martyrs. Un cheikh Karam fut mis à mort à Tripoli en 1640 ; cent ans après encore, le cheikh Qan'an Dâher subit le même sort (2).

Finalement, l'action des consuls français porta ses fruits. Le Liban devint réellement la grande terre d'asile des chrétiens en Syrie.

L'élément maronite même acquit au cours du xviii^e siècle

(1) Chibly, *Patriarches maronites*, dans la *Revue de l'Orient chrétien*, 1903, I, p. 140.

(2) V. Duwaihi, *passim* ; Haydar Chéhab, *chronique manuscrite*.

une prépondérance de plus en plus marquée, surtout après la conversion au christianisme des émirs Bellama et d'une grande partie des émirs Chéhab. C'était lui qui, à l'avènement de l'émir Béchir, dominait politiquement et économiquement dans la Montagne.

L'union des Maronites et du Saint-Siège avait été cimentée encore par les épreuves que leur Eglise avait traversées (1).

En 1606 ils avaient adopté le calendrier grégorien, afin de marquer une fois de plus leur soumission à la papauté et de se distinguer des rites grecs et orthodoxes, qui maintenaient le calendrier julien.

Les papes, de leur côté, envoyèrent continuellement des légats au Liban. Un de ces légats, le père Jésuite Girolamv Dandini, qui avait été au Liban en 1596, a laissé de son voyage un récit très intéressant, plein de renseignements sur le Mont-Liban (2).

En 1584, le pape Grégoire XII avait fondé à Rome le « Collegium Maronitarum », pour qu'une instruction savante et orthodoxe y fût donnée à des Maronites. De ce collège étaient sortis des savants, comme Grégoire Duwaihi, élu patriarche en 1663 ; les deux frères Joseph et Louis Assemani et beaucoup d'autres Maronites qui ont illustré leur pays.

L'organisation ecclésiastique des Maronites avait été fixée par le synode national de 1736, réuni au couvent de et Lūezi présidé par Joseph Assemani, légat du pape. Avant ce synode le clergé maronite avait les mœurs du clergé français du moyen-âge ; il chassait, buvait, guerroyait (3). A partir de 1736, les canons du concile de Trente reçurent au Liban une application plus stricte.

L'organisation ecclésiastique, alors établie, dure encore de nos jours. Elle laisse à l'Eglise maronite une grande autonomie. Elle nous donne une fidèle image de l'Eglise primitive par sa pureté des mœurs sacerdotales.

Le pays est divisé en neuf diocèses : Tripoli, Djébaïl, Bey-

(1) Assemani, *Bibliothèque orientale*, t. I, p. 553 et suiv.

(2) *Voyage au Mont-Liban*, trad. française, par R. S. P. (Simon prêtre).

(3) Koehler, *Geschichte der christlichen Kirchen des Morgenlandes* (*Histoire des Eglises chrétiennes du Levant*), p. 128 et suiv.

routh, Tyr, Sidon, Baâlbeck, Damas, Alep et Chypre. A la tête de chaque diocèse se trouve un évêque qui sert en même temps — nous dit Chassignet — d'émir aux couvents de son diocèse; actuellement les titulaires portent le titre d'archevêque. Quant au patriarche, qui s'intitule « patriarche maronite d'Antioche et de tout l'Orient », il réside depuis le milieu du xv^e siècle au couvent de Kannobin en aval de Bicharri. Il est élu par la majorité des évêques et confirmé par le pape qui lui envoie le pallium (1). Depuis le milieu du xix^e siècle la résidence patriarcale en hiver est Bikorki, à quelques kilomètres de Djounié, dans le district de Kesrouan. Le patriarche et les évêques prélèvent sur leurs ouailles des capitations personnelles auxquelles les curés et les moines sont soumis comme le peuple qui paie la dîme.

Nous trouvons principalement trois ordres en vénération chez les Maronites : les Libaniens, les Antonins et les Kalebys ou Alepins. La règle de ces divers ordres est en général la règle de saint Antoine de Désert, d'une très grande rigueur; les moines ont des jeûnes fréquents et très sévères.

Le clergé séculier est dispensé du célibat; le prêtre peut vivre dans le mariage, mais à la condition qu'il se marie avant le diaconat; il ne peut épouser qu'une femme vierge. Devenu veuf, il ne peut passer en secondes noces. Les Maronites suivent, sur ce point, la tradition des églises orientales, le pape leur ayant permis, par exception, de l'observer.

Le bas clergé n'est pas en général très instruit; le prêtre se contente, comme au Moyen Age en France, de vivre la vie de ses ouailles, de cultiver sa terre comme elles.

Aucun membre du clergé ne participait au début du

(1) Les évêques sont désignés par les suffrages des fidèles et élus définitivement par le patriarche et les autres évêques. Pour les nouveaux sièges épiscopaux, le pape seul a le droit d'y nommer le premier évêque, abstraction faite des diocésains. Le vatican, dernièrement, voulant faire preuve de sa toute particulière estime pour les Maronites, a nommé Monseigneur Chacrallah Khoury, candidat du Patriarche — choix d'ailleurs on ne peut plus heureux, étant données les éminentes qualités sacerdotales et civiles du candidat — à l'archevêché de Sidon nouvellement détaché de l'ancien archidiocèse qui comprenait à la fois Tyr et Sidon.

xix^e siècle ouvertement alors, à l'administration du pays. Toutefois, les évêques exerçaient une influence considérable sur la direction des affaires publiques. Le clergé maronite cherchait à contrebalancer le crédit de l'aristocratie, à contenir les Cheiks et les Emirs et à exercer sur la politique nationale une action active et souvent prépondérante (1).

L'action de ce clergé tirait à la fin du xviii^e siècle une grande force surtout de l'appui que lui accordait la France, reconnue alors comme la puissance protectrice des Maronites catholiques, et dont les rois et les agents diplomatiques et consulaires, correspondaient, avant tout, avec les évêques et les patriarches, qui représentaient ainsi officiellement leur nation auprès de la grande puissance chrétienne.

Malgré ces luttes des factions et des partis, malgré la rivalité entre le clergé et la noblesse maronites, tous les Libanais, druses et chrétiens, étaient unis contre les ennemis communs qui pouvaient menacer leur autonomie. Si les Maronites étaient séparés des Druses par la religion, une large tolérance réciproque excluait alors les luttes religieuses et rendait d'autant plus forte l'union contre les Ottomans.

Le sentiment de leur autonomie nationale était encore accru chez les Libanais, à cette époque, par le fait qu'ils se voyaient protégés par la France contre toute tentative d'asservissement de la Porte et des pachas ottomans.

§ 3. — La France et le Liban jusqu'au début du XIX^e siècle.

Les relations de la France avec le Liban sous l'ancienne monarchie tenaient à la fois aux souvenirs de la Croisade et aux traités conclus avec la Sublime Porte. Saint-Louis a été le premier roi de France qui eut des rapports directs avec les Maronites.

En 1250, pendant sa première croisade, le fils d'un chef maronite vint le trouver à Saint-Jean-d'Acre, lui apporta des cadeaux, entre autres des chevaux magnifiques, et l'assura de l'ardente amitié de toute sa nation pour la France, Saint-Louis répondit en l'assurant de toute sa protection. « Nous sommes persuadés que cette nation, que nous trouvons établie

(1) *Revue des Deux-Mondes*, 1842, p. 507 et suiv.

sous le nom de Saint-Maroun, est une partie de la nation française ; car son amitié pour les Français ressemble à l'amitié que les Français se portent entre eux. En conséquence, il est juste que vous et tous les Maronites jouissiez de la protection dont les Français jouissent près de nous, et que vous soyez admis dans les emplois, comme ils le sont eux-mêmes » (1).

Saint-Louis se proclamait donc le protecteur des Maronites. Certes, il ne faut pas croire qu'il les ait mis au même rang que les Français ; en promettant de les admettre à tous les emplois, il n'a songé évidemment qu'au royaume d'Acre ; il a voulu, dans les possessions latines de Syrie, que les Maronites fussent assimilés aux Français, qu'ils y eussent les mêmes droits et aussi les mêmes devoirs. Sans doute, préoccupé surtout d'augmenter la solidité et la force de résistance de ses possessions, a-t-il pensé que l'union des « Francs » et des Maronites pouvait y contribuer beaucoup.

Le R. P. Azar ajoute que Saint-Louis conseille aux Maronites de se donner une organisation féodale semblable à celle des Français (2).

Cela nous semble certain. Saint-Louis, en effet, a été le type le plus parfait du chevalier-roi, gouvernant selon les règles et les coutumes féodales et chrétiennes, qu'il les croyait les meilleures. Il est naturel qu'il ait conseillé aux Maronites de s'y conformer également.

En outre, l'organisation des possessions « franques » étant purement féodale, si les Maronites voulaient être les égaux des Latins, il fallait qu'ils eussent une organisation féodale analogue.

En tous les cas, Saint-Louis s'est proclamé le protecteur des Maronites et de tous les chrétiens de Syrie et de Terre-Sainte en général. L'idée de la croisade et de la délivrance de ces chrétiens ne disparut pas avec lui. Presque tous les rois de France et un grand nombre d'hommes d'Etat français y songèrent, entre autres Jacques-Cœur, l'argentier du roi Charles VII, qui faisait d'ailleurs le commerce avec le Levant, et Sully, le ministre de Henri IV. Mais les circonstances historiques les empêchèrent de mettre ces projets à exécution.

(1) Testa, *Recueil des traités de la Porte Ottomane*, t. III, p. 140.

(2) Azar, *op. cit.*, p. 54.

Les Maronites non plus n'oublièrent les chevaliers latins, qui pendant un moment avaient refoulé victorieusement l'invasion musulmane.

Le R. P. Azar raconte que longtemps encore après l'échec final de la croisade, les Maronites, du haut de leurs montagnes, tous les jours dirigèrent leurs regards vers la mer bleue, dans l'attente de voir apparaître à l'horizon les navires d'une flotte chrétienne venant à leur aide. Dès qu'une voile blanche se dessinait dans l'azur de l'horizon, les cris de « Francs ! Francs » retentissaient partout, se répétant en des échos multiples à travers les rochers, les grottes et les vallées (1). Le souvenir des preux chevaliers français était profondément gravé dans tous les cœurs. Le « Franc », c'est-à-dire le Français, était désormais pour eux le protecteur, le représentant par excellence de l'Europe chrétienne et civilisée.

Si les rois de France, après Saint-Louis, avaient dû renoncer à la croisade, ils n'avaient cependant pas oublié les chrétiens de Syrie. Au contraire, aux ^{xiv}^e et ^{xv}^e siècles les relations étaient devenues plus étroites entre la France et le Levant. Les Dieppois, les Malouins, et surtout les marchands des villes provençales et languedociennes avaient multiplié leurs comptoirs commerciaux dans les Etats musulmans, dans l'Afrique du Nord comme en Syrie. L'annexion de Lyon au royaume de France (en 1208) et l'importance qu'y avait prise l'industrie de la soierie, donnait un nouvel essor au commerce français en Syrie. Il augmentait sans cesse, grâce à l'emploi de la boussole et à la plus grande facilité de la navigation maritime, grâce surtout à l'accroissement énorme et continu de la prospérité générale, de la richesse et du bien-être en France. Au début du ^{xvi}^e siècle, la France venait au premier rang des puissances commerçantes dans les échelles de Syrie. Elle y avait éclipsé Venise et les autres républiques italiennes.

C'était en grande partie pour des nécessités économiques que le roi François I^{er}, vers 1528 se rapprocha du Sultan Soliman II, le Magnifique. Il y fut poussé aussi par des circonstances politiques ; il lui fallait trouver un allié contre l'empereur Charles-Quint, qui menaçait d'étouffer la France. Or, le seul allié qui s'offrit à lui, était le Sultan, comme lui

(1) Azar, *op. cit.*, p. 47.

l'adversaire acharné de la maison d'Autriche, depuis surtout que Ferdinand I^{er}, le frère de Charles Quint, avait été proclamé roi de Hongrie en 1526.

Les négociations entre François I^{er} et Soliman II aboutirent en 1535 à un traité d'alliance offensive et défensive contre la maison d'Autriche, conclu à Constantinople par l'ambassadeur du roi, Jean de la Forêt. C'était la première alliance entre un roi chrétien et un Sultan ottoman ; aussi le scandale fut-il très grand dans l'Europe chrétienne (1).

Ce traité cependant est le point de départ d'une orientation nouvelle de la politique et de l'action françaises en Orient. En effet, Jean de la Forêt conclut également la première capitulation avec la Porte.

Quelles étaient la signification et la portée de cet acte d'une importance capitale au point de vue du droit international. Selon la définition de M. Louis Renault, les capitulations sont des traités qui garantissent aux sujets des nations chrétiennes, résidant temporairement ou d'une manière permanente dans les pays dits hors chrétienté, spécialement dans les pays musulmans, le droit d'être soustraits dans une large mesure à l'action des autorités locales et de relever de leurs autorités nationales, représentées dans les pays par les agents diplomatiques et les consuls. Ils accordent à ces chrétiens ce qu'on appelle l'exterritorialité (2).

La capitulation conclue en 1535 entre François I^{er} et Soliman II entre dans cette catégorie de traités internationaux (3). Elle étendait la juridiction des consuls et agents diplomatiques français, tant au civil qu'au criminel, à tous les Français établis dans l'empire ottoman, et obligeait les autorités ottomanes de prêter main-forte pour l'exécution des jugements consulaires. Les autorités locales ottomanes ne pouvaient pénétrer dans le domicile d'un Français sans l'assistance de son consul. Les Français établis dans l'empire ottoman recevaient en outre le droit de léguer leurs biens à leurs héritiers ou de les transmettre *ab intestat*. En un mot ils étaient régis par leurs lois nationales et soustraits à l'arbitraire des autorités ottomanes.

(1) V. Lavissee, *Histoire de France*, t. VI, 2^e partie.

(2) V. L. Renault, *Grande encyclopédie*, article « Capitulations ».

(3) V. le texte, dans Testa, *Recueil des Traités de la Porte ottomane*, t. I, p. 15 et suiv.

Mais ce n'étaient pas les seuls avantages obtenus par les Français. La capitulation leur garantissait également dans tout l'empire ottoman la liberté entière d'« acheter, vendre, changer, conduire et transporter par mer et par terre d'un pays à l'autre, toute sorte de marchandises non prohibées », en ne payant que les taxes ordinaires. Les autorités ottomanes ne devaient leur exiger qu'un droit de 5 0/0.

Ils étaient exempts des impôts, des taxes arbitraires et des avanies, qu'on réclamait aux chrétiens indigènes. Même la France devenait la seule puissance chrétienne admise officiellement dans l'empire ottoman et autorisée à y séjourner et à trafiquer. Les sujets des autres nations, pendant de longues années, ne pouvaient naviguer et commercer dans le Levant que sous pavillon français, jusqu'à ce que la Porte consentit à signer des capitulations également avec d'autres puissances (1).

Enfin, les Français obtenaient dans l'empire ottoman la liberté religieuse et la garde des Lieux Saints. Ils pouvaient ainsi librement exercer leur culte catholique sur le territoire ottoman ; leurs agents officiels devaient veiller que les Lieux-Saints ne fussent pas profanés par les musulmans, et aussi, par une extension naturelle de ce protectorat, que les indigènes chrétiens qui habitaient les Lieux-Saints, et les pèlerins qui s'y rendaient pour prier, ne fussent pas molestés (2).

Peu à peu ce protectorat des chrétiens fut étendu par la coutume plutôt que par des stipulations de traités à tous les sujets catholiques du Sultan. Les consuls français, peu à peu, prirent l'habitude, surtout après la capitulation de 1604, conclue entre le roi Henri IV et le Sultan Ahmed, d'intervenir auprès des autorités ottomanes pour protéger tous les catholiques indigènes, quel que fût leur lieu d'habitation et leur situation sociale. La France prétendait qu'en vertu des capitulations elle avait le droit de protéger les églises, le culte et le clergé catholiques en Orient ; mais comment pouvait-elle protéger le culte, si elle abandonnait ses fidèles à l'arbitraire des

(1) Cette dernière clause devait soulever d'ailleurs pendant deux siècles les plus vives protestations de quelques autres puissances chrétiennes, particulièrement des Anglais.

(2) Voir : Un ancien diplomate, *Le régime des capitulations*, p. 67 et suiv.

ottomans ? Un protectorat entraînait l'autre. Ainsi s'établissait, non sans de nombreuses contestations de la part des Turcs, la coutume, plutôt que le droit formel de protectorat de la France sur les chrétiens d'Orient.

Ce protectorat est un fait très curieux dans l'histoire du droit. Les sujets d'un Etat n'étaient pas garantis contre les abus par les lois de cet Etat, mais par des traités internationaux et par la coutume des agents d'une puissance étrangère d'intervenir en leur faveur ; c'était un régime exceptionnel et très dangereux pour la Porte. Lorsqu'au xix^e siècle sa puissance était ébranlée, la France allait se prévaloir de ce protectorat pour revendiquer le droit d'intervenir dans les affaires intérieures de l'Empire.

La Porte, d'ailleurs, prétendait que dans les capitulations il n'y avait que des concessions temporaires, gracieuses et révocables, qu'il fallait renouveler à chaque avènement au trône d'un Sultan. En fait, les capitulations furent renouvelées douze fois par des lettres patentes des Sultans, énumérant tous les avantages accordés aux Français, et dont les principales ont été signées en 1569, 1604 et 1740 (1).

Celle de 1604 précise les droits des agents diplomatiques et consulaires français de protéger les étrangers établis dans l'empire ottoman et y trafiquant ; elle affirme nettement aussi le protectorat des religieux latins en Terre Sainte.

La plus explicite cependant et la plus avantageuse des lettres patentes est celle de 1740, la dernière en date. Non seulement elle maintient tous les droits précédemment concédés à la France ; mais elle donne aux consuls français dans l'empire la préséance sur les consuls de toutes les autres nations chrétiennes : avantage considérable dans ces pays du Levant, où les marques extérieures du respect et de l'autorité et en quelque sorte les questions d'étiquette jouent un grand rôle. La France est ainsi placée officiellement et de la façon la plus claire au premier rang des puissances chrétiennes ; elle prime toutes les autres (2). Elle apparaît comme la grande Puissance

(1) Testa, *Recueil des traités de la Porte ottomane avec les puissances étrangères*, t. I, p. 91, 141, 152, 186.

(2) Le roi de France seul de tous les souverains chrétiens était reconnu par le Sultan comme son égal. Dans les actes de chancellerie et les traités il était appelé Badichah ou empereur.

chrétienne par excellence, à côté de la papauté ; c'est vers elle que devaient naturellement se tourner les catholiques d'Orient.

En outre, les droits de douane pour les commerçants français, jusqu'alors de 5 pour cent, sont abaissés à trois pour cent.

Enfin le protectorat sur les religieux « francs », c'est-à-dire sur les congrégations latines est confirmé une fois de plus et expressément étendu aux Français et à tous ceux qui dépendent de ces religieux et aux pèlerins ; les chrétiens indigènes y sont implicitement compris. Les églises françaises sont autorisées à Sayda et dans toutes les autres échelles (1).

La France, dans l'Empire ottoman, était donc la nation chrétienne par excellence. C'était une politique nouvelle inaugurée vis-à-vis de la Porte ottomane et des Etats musulmans en général. Au lieu de les considérer comme des ennemis qu'il fallait combattre sans trêve ni merci et, si possible, exterminer au nom de la foi chrétienne, la France les considérait comme des puissances, avec lesquelles des accords pouvaient être conclus. C'était en quelque sorte les reconnaître comme des Etats semblables aux autres. C'était même, dans une certaine mesure, une laïcisation de la politique étrangère, que les souverains et hommes d'Etat français ne faisaient plus dépendre de considérations religieuses, mais de l'exacte compréhension des intérêts nationaux.

De cette politique, en dehors des avantages économiques (2), il résultait, pour la France, d'autres avantages encore. Elle obtenait un droit officiel de protectorat, donc d'intervention dans les affaires intérieures de l'Empire ottoman. Dès que des catholiques en Syrie et en Terre-Sainte étaient molestés par les Ottomans, elle pouvait intervenir par l'intermédiaire de ses consuls et les protéger.

Le protectorat de la France, il est vrai, ne fut pas toujours exercé d'une façon efficace. Les Sultans, les vizirs et les pachas d'abord manifestaient parfois peu de respect pour les

(1) Testa, *op. cit.*, t. I. p. 186.

(2) D'ailleurs, les colonies européennes dans le Levant, étaient, jusqu'au commencement de ce siècle, peu nombreuses et séparées des populations indigènes. Un Français, pour s'établir dans le Levant, devait être autorisé par le gouvernement et fournir un cautionnement. On faisait un choix très minutieux.

traités et pour les engagements consignés dans les Capitulations. L'entente entre la France et la Porte fut rompue plus d'une fois.

Souvent aussi les agents diplomatiques et les consuls français ne montraient pas tout le zèle ni toute l'habileté nécessaires dans l'exercice de leurs délicates fonctions. Enfin, ils se heurtaient à des difficultés matérielles très grandes.

Le protectorat des chrétiens indigènes notamment fut trop souvent négligé (1).

Néanmoins un grand progrès était réalisé par les Capitulations.

Les catholiques, sujets de la Porte, s'ils n'étaient pas garantis contre l'arbitraire par des lois ottomanes, obtenaient au moins une certaine protection, par suite des droits de la France.

Cette protection se faisait sentir particulièrement en Syrie, où l'action de la France était plus constante et plus vigoureuse à cause des Lieux Saints, ensuite à cause de la sympathie ardente que lui témoignaient les chrétiens indigènes ; le souvenir des croisades venait s'ajouter ici au prestige officiel dont jouissaient les agents français, en vertu des Capitulations.

Des consuls français étaient installés à Alep, à Tripoli et à Sayda ; une de leurs principales fonctions était de protéger les religieux, les couvents et les églises de Syrie.

Les Maronites du Liban jouissaient de la protection toute particulière de la France. D'abord les liens entre eux et les Français étaient plus solides qu'entre ces derniers et les autres nations syriennes. Ensuite, l'exercice du protectorat était plus facile chez eux, parce qu'ils jouissaient d'une autonomie relative et qu'ils étaient moins exposés à des molestations de la part des Turcs que les autres populations syriennes. Enfin, le Liban autonome était une citadelle chrétienne au centre de la Syrie et du monde musulman, trop importante et trop forte pour que la France s'en désintéressât.

Au contraire, toutes les circonstances la poussaient à lui sauvegarder son autonomie. Le jour, en effet, où un conflit

(1) Voir outre les ouvrages de Hammer, Lavalée et de la Jonquière sur l'Empire ottoman, P. Prelot, *Etudes*, etc., et le savant ouvrage du comte Vandal sur *Nointel*, p. 153 et suiv.

armé aurait surgi entre la Porte et la France, celle-ci aurait trouvé dans le Liban autonome un point d'appui très important pour une offensive en Syrie.

Sur les instigations des ambassadeurs français, Soliman II, le Magnifique, avait déjà garanti à deux reprises, en 1549 et en 1553, aux Maronites le libre exercice de leur culte catholique (1).

En 1649, Louis XIV, ou plutôt la régente Anne d'Autriche, dans une lettre adressée au patriarche des Maronites, renouvela les assurances les plus formelles de son amitié royale et de sa protection. Il alla même plus loin ; en 1661, il établit un consulat français à Beyrouth, distinct de celui de Sayda, et en investit le cheikh maronite Abou Naufel Khazen, avec tous les « honneurs autorisés, prééminences, prérogatives, privilèges et exemptions » dont jouissaient les autres consuls français du Levant (2).

A la mort d'Abou-Naufel, son fils Abou-Qansouh fut nommé à sa place, en 1689, auquel succéda à son tour son fils Khazen, confirmé par une ordonnance royale du 12 juin 1697 (3). Cette nomination était d'autant plus significative qu'une ordonnance royale du 11 mars 1685 interdisait formellement de confirmer des étrangers comme consuls français et qu'une seule exception était faite en faveur du cheikh maronite.

En 1693, Louis XIV intervint activement contre la tentative de la Porte, de remplacer l'émir Ahmed Ma'an par sa créature, l'émir Abou-Mousabin Allah Eddin. « Comme je désire très sincèrement, écrivit-il alors à un des émirs maronites (4), de contribuer à vos avantages, principalement avec la protection que j'ai toujours accordée aux catholiques d'Orient, j'ai chargé votre envoyé des ordres que j'ai aussitôt donnés à

(1) Duwaibi, *op. cit.*, p. 549, 553.

(2) Abou-Naufel était également en relations étroites et permanentes avec Venise et le Saint-Siège. Testa, *op. cit.*, t. III, p. 141.

Autre fait qui témoigne de la sollicitude de la France pour les Maronites : Au collège des jésuites de Paris douze places d'élèves étaient réservées à des jeunes Maronites. Les savants Maronites Abraham, Echelensis et Gabriel Sionite avaient été appelés à professer au Collège oriental de Paris (Azar, *op. cit.*, p. 60). A Ghoustah, dans le Liban, le roi fit construire une église à ses frais.

(3) De la Roque, *op. cit.*, t. II, p. 286.

(4) De la Roque, *op. cit.*, t. II, p. 290.

mon ambassadeur à Constantinople, d'employer ses offices les plus efficaces pour vous obtenir ce que vous désirez. Des ordres furent donnés à l'ambassadeur français à Constantinople, M. de Feriol, d'employer « ses offices les plus pressants pour procurer aux Maronites ce qui les peut tirer de l'oppression où ils sont, et apporter du soulagement aux chrétiens de leur nation » (1). Le rétablissement de l'émir Ahmed Ma'an était dû, en partie, à cette intervention française, qui avait sauvé, ainsi, pour la première fois, l'autonomie libanaise.

Le roi correspondait avec les évêques maronites, pour les protéger contre les musulmans ; car « il affectionne d'autant plus leur nation qu'elle est la seule des pays orientaux qui soit éclairée des lumières de l'Evangile » (2).

Plus explicite encore est la lettre adressée par Louis XIV, le 10 août 1701 à M. de Feriol, son ambassadeur à Constantinople, et dont voici le texte :

« M. de Feriol. Le Patriarche Estienne d'Antioche m'a informé de plusieurs violences qui ont été exercées au commencement de l'année dernière 1700, tant contre la nation Maronite en général, que contre lui et les archevêques et évêques de ce pays. Comme une telle conduite ne peut manquer, ainsi qu'il l'expose, de causer un fort grand préjudice aux chrétiens qui habitent ce pays, et que la religion catholique a besoin de protection dans ces occasions, il m'a très humblement supplié de vous donner les ordres nécessaires, pour l'aider en tout ce qui dépendra de vous, à obtenir du Grand Seigneur un commandement pour rétablir son pays sur le pied où il était autrefois, de ne dépendre que du Bacha de Damas, et de demeurer sous ma protection, avec défense au Bacha de Tripoly de se mêler dorénavant du pays des Maronites, ny du revenu du Monastère de Canobin. Sur quoi je vous écris cette lettre pour vous dire que mon intention est que vous écoutiez ce que le sieur Coury Elie, secrétaire de ce Patriarche, vous dira, que vous examiniez avec lui ce qui se pourra faire, et que vous le secondiez dans toutes les occasions de vos soins et de vos bons offices, pour obtenir de la

(1) De la Roque, *op. cit.*, p. 292 et suiv.

(2) *Id. Ibid.*, p. 295.

(3) *Id. Ibid.*, t. II, p. 317.

Porte tout ce que vous croirez de juste et de raisonnable dans les demandes qu'il fera ; en sorte que la Religion Catholique puisse, autant qu'il se pourra, ressentir des effets de ma protection. Sur ce je prie Dieu qu'il vous ait, Monsieur de Fériol, en sa sainte garde.

Ecrit à Marly, le dixième août 1701. *Signé* : Louis. Et plus bas : COLBERT. »

C'était au roi de France, en effet, que dès 1697, les Maronites s'étaient adressés pour solliciter son intervention contre la Porte et ses pachas. L'émir Nazif et le patriarche Etienne avaient même envoyé un émissaire à Versailles, le cheikh maronite Jean Marmagoun, pour lui dépeindre les maux dont souffrait leur nation, et demander sa protection. Au mois de mars 1700 encore, le patriarche Etienne écrivit dans le même sens au grand roi (1). C'est sur la prière expresse des Maronites que le roi de France se déclarait alors officiellement et formellement leur protecteur et le protecteur également de l'autonomie libanaise et intervenait efficacement dans ce sens auprès de la Porte. Louis XV non plus ne négligea les relations avec le Liban. En 1737, sur la prière du patriarche maronite, il rétablit le consulat français de Beyrouth, qui avait été un moment supprimé, en faveur du Maronite Gandour, et renouvela les assurances de ses prédécesseurs de protéger efficacement les chrétiens du Liban (2).

Sous le règne de Louis XVI, l'importance de la Syrie et du Liban allait encore grandir pour la France, à la suite de la navigation de la mer Rouge et de la route des Indes. Mais son influence y était surtout morale (3). Son commerce était moins important que celui des anglais. Elle allait même se faire enlever le monopole de la pêche des éponges sur les côtes de Syrie. En même temps, d'autres puissances avaient obtenu ou allaient obtenir de la Porte des Capitulations et des privilèges. La Russie même, par le traité de Kainardji, en 1774, s'était fait donner le protectorat des chrétiens orthodoxes de

(1) La plupart de ces documents ont été publiés par de la Roque, *op. cit.*, t. II, p. 286 et suiv.

(2) Testa, *op. cit.*, t. III, p. 142.

(3) Dans chaque église maronite, la place d'honneur était réservée au consul de France. Pendant la lecture de l'Evangile, le consul tirait son épée et la tenait, en signe de protection, au-dessus de l'Evangile et des têtes des fidèles (Azar, *op. cit.*, p. 62).

l'Empire ottoman, qui lui conférait un droit d'intervention en Turquie mieux défini par des traités que celui de la France.

Néanmoins la situation de la France en Syrie était très forte au début du xix^e siècle, surtout grâce à l'affection et à la fidélité que lui témoignaient les Maronites. Grâce à son protectorat, grâce aux Maronites, elle allait pouvoir jouer un grand rôle en Syrie.

CHAPITRE IV

L'ÉMIR BÉCHIR LE GRAND.

Les premières années de son gouvernement.

Béchir était né à Gazir, le 6 janvier 1767. Son père Kassim, converti au christianisme par le prêtre Mikhael Fâdel, qui devait plus tard être nommé patriarche, le fit baptiser (1). Son éducation fut négligée. Son père était mort quelques mois après sa naissance, et sa mère s'était remariée. Le maronite Mansûr Chidiâq l'éleva et lui apprit à lire et à écrire.

Dès son enfance, Béchir révéla son goût de l'action et son habileté. A peine âgé de treize ans, il quitta le toit paternel pour aller chercher fortune, avec une charge de chameau qui constituait alors tout son patrimoine. Il loua une chaumière à Béit-ed-Dîn, se rapprocha des émirs Chéhab, dont la plupart résidaient à Déir-el-Kamar, et fut accueilli avec bienveillance. Il prit part à leurs querelles intestines et ne tarda pas à se distinguer par des qualités éminentes d'homme d'Etat.

On raconte qu'en 1788, l'émir Yousof, affaibli par l'âge et la maladie, ne put se rendre auprès de Djezzâr-Pacha, à Saint-Jean-d'Acre, pour y recevoir l'investiture. Il eut recours alors à une ruse. Il abdiqua, pour la forme, en faveur de Béchir, son neveu, l'envoya à Saint-Jean-d'Acre, et demanda l'investiture pour lui. Eu égard au jeune âge de Béchir, l'émir Yousof espérait gouverner en son nom et même reprendre effectivement le pouvoir. Mais l'émir Béchir révéla alors toute son énergie, sa ruse et son immense ambition. Il ne voulait pas consentir au rôle de fantoche auquel l'émir Yousof le destinait, mais prétendait gouverner lui-même, sitôt après avoir reçu l'investiture. L'émir Yousof fit appel au pacha, qui profita de cette querelle pour percevoir plusieurs fois la rançon de l'investiture. A la fin, il fit périr l'émir Yousof, sur la dé-

(1) Guys, *op. cit.*, II, p. 153.

nonciation de l'émir Béchir, avec son secrétaire Gandoûr (1790). L'émir Béchir fut le chef incontesté du Liban. Il épousa la veuve d'un de ses parents, qui lui apportait en dot des richesses immenses.

L'émir Béchir, le Grand, comme on l'appelle dans la Montagne, était un personnage très curieux. Il alliait à une énergie souvent brutale une grande prudence et une souple habileté. Avec une dextérité prodigieuse, il louvoyait entre les différents partis et les adversaires qui se disputaient la prépondérance en Syrie, pour se mettre au bon moment du côté des vainqueurs, quand il n'avait plus à craindre un retour offensif et une revanche du parti adverse (1).

Les richesses énormes acquises par son mariage permirent à l'émir Béchir de s'entourer de partisans d'autant plus dévoués qu'ils étaient attachés à sa personne par des liens matériels. Par ses largesses et son luxe, il sut frapper l'imagination des Montagnards et leur imposer un respect mêlé d'affection et de superstition.

Au début, cependant, son gouvernement fut contesté par le frère et un des neveux du malheureux émir Yousof, sa victime. Ils se mirent en révolte ouverte contre lui, avec l'appui de la famille Nakad. Djezzâr lui envoya des renforts pour étouffer rapidement le mouvement ; mais il fut battu, et le pacha, mécontent, lui retira l'investiture pour reconnaître le pouvoir de ses rivaux. Ceux-ci abdiquèrent en faveur du fils aîné de l'émir Yousof, que son gouverneur Georges Baz avait fait élever à l'émirat de Jébail. Le jeune prince fut investi de l'émirat de la Montagne (1793), pendant que Béchir dut s'enfuir.

Cependant, cette disgrâce ne fut pas de longue durée. Les Montagnards regrettaient l'émir Béchir, à cause de ses largesses et aussi de sa ferme habileté ; ils n'avaient confiance qu'en lui seul pour sauver leur autonomie. Il se rapprocha alors de Djezzâr, et par la promesse de lui payer un tribut fort élevé, obtint son retour en grâce. Il fut rétabli dans le

(1) Il avait un flair rare pour reconnaître le plus fort, quand deux adversaires sollicitaient son alliance. Lorsqu'en 1799, Bonaparte lui fit cadeau d'un superbe fusil et l'engagea à se joindre à lui contre les Turcs, il répondit qu'il attendrait que les Français eussent pris Saint-Jean d'Acre. Or, cette ville devait arrêter la fortune de Bonaparte en Orient.

gouvernement de la Montagne en 1794, et l'année suivante reconnu définitivement comme grand-émir.

Son premier soin fut d'affaiblir ses rivaux, en frappant les cheikhs Nakad, leurs principaux partisans dans la noblesse druse. Il les fit périr dans un guet-apens.

Survint la campagne de Syrie de Bonaparte. Les puissances européennes avaient presque complètement ignoré la Syrie. L'influence française même y était surtout morale. Brusquement, les Anglais s'intéressèrent à cette province délaissée ; leur pavillon apparut sur ses côtes, à Beyrouth, à Saint-Jean-d'Acre ; il fut question d'établir des communications régulières entre la côte syrienne et l'Inde anglaise. En 1799, l'armée de Bonaparte arriva d'Egypte et chassa devant elle les troupes ottomanes.

Bonaparte avait formé le projet grandiose de créer un empire colonial français dans la Méditerranée orientale et d'atteindre de là l'Angleterre, son ennemie détestée, dans la source même de sa richesse, dans l'Inde. L'Egypte était à ses pieds ; il fallait conquérir la Syrie. Il y chercha des alliés, essaya de soulever les tribus indigènes contre la Porte. Le premier dont il sollicita l'appui, ce fut l'émir Béchir, le prince de la Montagne. Mais celui-ci se souciait fort peu de compromettre sa situation au premier appel d'un général étranger, venu de si loin. Il resta dans l'expectative et fit à Bonaparte la fameuse réponse qu'il le rejoindrait avec ses troupes après la prise de Saint-Jean-d'Acre. Les Druses redoutaient la victoire des Français chrétiens, mais les Métoualis et les anciens partisans de Dâher les soutinrent ouvertement, par haine de Djezzâr. Les Maronites n'osèrent prendre les armes en leur faveur ; ils les ravitaillèrent cependant dans leur camp, pendant le siège de Saint-Jean-d'Acre, leur témoignant ainsi leur vive sympathie.

Grâce à l'appui du commodore Sidney-Smith, Djezzâr résista victorieusement derrière les remparts de sa résidence. La peste força enfin Bonaparte à la retraite. Sa campagne en Syrie avait été trop rapide pour y laisser une trace profonde. Cependant, elle avait ravivé chez les Maronites et chez tous les chrétiens, en général, le souvenir de la puissance des « Francs ».

L'immense ambition de Bonaparte le rappela en Europe. Il retourna en France et, par son coup d'Etat du 18 brumaire,

s'empara du pouvoir. Au milieu de la lutte gigantesque que, pendant quinze ans, il devait soutenir contre l'Europe coalisée, il n'oublia jamais entièrement la Syrie. A plusieurs reprises, il essaya de nouer des relations avec l'émir Béchir qui, du reste, ne se départit jamais de sa grande prudence ; mais il ne put reprendre ses projets de 1799 et réaliser son rêve d'un Empire Franco-Syrien.

Malgré son habileté, l'émir Béchir s'était attiré encore une fois la colère du vieux Djezzâr. Il dut prendre une fois de plus le chemin de l'exil, où il se rencontra avec le grand-vizir du Sultan. Rentré au Liban, il se réconcilia avec le pacha d'Acre, qui, désormais, ne l'inquiéta plus jusqu'à sa mort survenue en 1804.

Désormais, l'émir Béchir adopta comme ligne de conduite le principe de ne plus jamais faire la guerre à un pacha et d'obéir à celui que la Porte établirait à Sayda. En fait, il vécut en une parfaite harmonie avec les deux successeurs immédiats de Djezzâr, Ibrahim et Solaiman Pachas. Ce dernier surtout lui laissa prendre en Syrie une situation prépondérante.

La diplomatie de l'émir Béchir consistait à conserver autant que possible une stricte neutralité entre les différents pachas syriens, tout en remplissant tous ses devoirs de vassal. Il voulait éviter de se compromettre dans une guerre civile, mais chaque fois qu'il s'agissait de prendre les armes dans l'intérêt supérieur de la Syrie, il convoquait ses guerriers de la Montagne et allait défendre non seulement son territoire propre, mais la Syrie tout entière.

Cette habile tactique avait un double résultat. L'émir Béchir d'abord n'usait pas ses forces, et il devenait le véritable arbitre de la situation en Syrie. Aucun pacha ne pouvait prendre l'offensive contre un autre, sans avoir obtenu au préalable son appui. Aucun d'eux n'avait de prétexte pour l'attaquer. La Syrie, grâce à lui, jouissait pendant quelques années d'une paix relative. Les populations lui en étaient profondément reconnaissantes ; il leur apparaissait comme le prince indigène le plus puissant de toute la province, comme leur chef naturel.

Lorsqu'en 1808, Yussof, pacha de Damas, attaqua le gouverneur de Tripoli, Mustafa Aga-Barbar, il demanda l'appui de l'émir Béchir. Mais celui-ci évita de se prononcer pour l'un ou pour l'autre. Mustafa était son suzerain pour l'émirat de

Djebail ; il ne voulait pas se rendre coupable d'une félonie en lui faisant la guerre directement. Mais, il ne fallait pas irriter non plus le puissant pacha de Damas, qui pouvait lui enlever ses fiefs dans le Békaa et dans le Merdj Ayoun. Il se tira d'embarras avec son habileté ordinaire. Les cheikhs de Djebail furent avisés de ne prêter aucune assistance aux troupes de Youssof-Pacha ; lui-même refusa de participer au siège de Tripoli, où Mustafa opposait une résistance acharnée au gouverneur de Damas, alléguant que sa présence était nécessaire dans la Montagne où les Nosaïris et les Ismaïliens se battaient avec une rare férocité ; mais, afin de ne pas provoquer la colère du pacha, il envoya auprès de lui le cheikh druse Béchir Jamblât. Finalement, Mustafa-Barbar fut réduit par la famine ; sur les instances de Solaiman pacha d'Acre, il obtint cependant, en 1809, une capitulation honorable et fut même plus tard rétabli dans ses fonctions. L'émir Béchir n'avait pas été étranger à cette intervention de Solaiman-Pacha. Ainsi, il avait su ménager les deux partis opposés.

Mais, s'il refusait de prendre part à des luttes intestines entre les pachas, il répondit par contre à l'appel des pachas de Damas et d'Acre, pour la défense de l'Empire ottoman et de la Syrie en particulier contre une formidable invasion de la secte nouvelle des Wahabites, qu'au milieu du XVIII^e siècle Abd-al-Wahab avait constituée dans le centre même de l'Arabie (1).

Les Wahabites ne voulaient pas introduire dans l'Islam des doctrines nouvelles, mais en réformer au contraire les dogmes et les pratiques cultuelles de l'orthodoxie officielle, trop relâchés et trop corrompus, à leur avis, et ramener ainsi l'Islam à sa rigidité et à son austérité primitives. Ils rejetaient notamment le culte exagéré des saints, et combattaient certaines habitudes fortement enracinées chez les musulmans, comme celle de fumer.

Rapidement les Bédouins de l'Arabie désertique adoptèrent

(1) Voir I.-A. (Coranzes), *Histoire des Wahabis*, Paris 1810. — J.-L. Rousseau, *Notice sur la secte des Wahabis* dans les *Fundgruben* de Hammer, t. I. — J.-B. Burckhardt, *Bemerkungen über die Bedninen und Wahabi*, Weimar, 1831. — S. de Sacy, *Description du Pachalik de Bagdad*, suivie d'une *Notice historique sur les Wahabites*, Paris, 1809.

la « réforme ». Le Nedjd et La Mecque même furent soumis. Les tribus wahabites, poussées par l'ardeur du prosélytisme et par l'appât du pillage, sortirent de leurs steppes et comme plus de onze cents ans auparavant, envahirent la Syrie. D'abord, les caravanes parties de Damas furent attaquées ; puis, s'enhardissant, les bandes de pillards pénétrèrent jusque dans Adjloûn, en 1810.

Youssof-Pacha, gouverneur de Damas depuis 1807, désespéra de les repousser avec ses seules forces. Alors, il appela à son secours Solaiman, pacha d'Acre, menacé également dans sa province, et celui-ci arriva avec son puissant vassal de la Montagne. Les Wahabites cependant s'enfuirent, sans coup férir, au simple bruit des canons de Youssof Pacha.

A cette occasion, l'émir Béchir put mesurer toute l'étendue de son influence. Quand il arriva au camp de Solaiman avec quinze mille guerriers libanais, il y fut reçu avec des honneurs extraordinaires. Si son intervention était inutile contre les Wahabites en fuite, elle devait cependant se produire dans la lutte qui allait commencer entre les deux pachas rivaux de Damas et d'Acre.

Youssof-Pacha avait cessé de plaire à la Sublime-Porte ; l'habile Solaiman reçut à sa place le gouvernement de Damas ; mais son rival refusa d'accepter sa destitution, et, entre les deux rivaux une guerre en règle éclata. L'émir Béchir sortit alors de la réserve qu'il s'était imposée. Il avait toujours eu une vive antipathie contre Youssof, tandis que l'alliance de Solaiman lui semblait très profitable et très avantageuse pour ses visées personnelles. Aussi se mit-il résolument de son côté, s'employa avec succès à lui concilier les populations syriennes, et l'accompagna avec ses guerriers dans sa marche sur Damas. Youssof, abandonné par les indigènes, attaqué par des forces supérieures, fut vaincu et dut s'enfuir à Lata-qiyyèh d'abord, pour trouver finalement un refuge en Egypte.

Installé à Acre et à Damas, Solaiman-Pacha ne put pas oublier qu'il devait sa victoire au prince de la Montagne. Celui-ci était alors l'arbitre de la situation en Syrie. Son prestige auprès des indigènes était considérable, qu'ils fussent musulmans ou chrétiens. Leurs sympathies allaient au pacha qu'il soutenait. En même temps, il avait su se ménager, par ses cadeaux, de puissants appuis à Constantinople. Très habilement, il n'abusait pas d'abord de sa situation, mais

continuait, au contraire, à remplir fidèlement ses obligations de vassal et à payer surtout régulièrement son tribut annuel. Il obtint, en échange, que ce tribut ne fût pas augmenté, et que Solaiman lui laissât les coudées franches dans l'administration intérieure du Liban.

Ainsi l'émir Béchir parvint à occuper en Syrie une situation exceptionnelle. Certes, il ne gouvernait pas un Etat aussi étendu que Fakhr-ad-Dîn II, mais, par son habile diplomatie, il jouissait auprès des populations d'un prestige qui n'était pas inférieur à celui de son grand prédécesseur. Il intervint activement dans les querelles qui divisaient la famille métouali des Harfouch, de Baalbek, et en profita pour fortifier son autorité dans le nord de Békaâ. Les Druses du mont'Ala étant pressurés par le Alepins, il leur offrit un refuge dans le Liban, et recueillit ainsi quatre cents familles (1811) (1).

A la même époque, deux sectes rivales des Druses et des Maronites s'affaiblirent réciproquement en se faisant une guerre acharnée. Les Nosaïris se précipitèrent sur les Ismaïliens établis autour de Massiâd et en firent un grand massacre. Les Ismaïliens, depuis, n'ont plus eu qu'une minime importance en Syrie, bien que leur cheikh ait conservé une grande autorité morale. Leurs vainqueurs ne devaient pas jouir impunément de leurs succès. Par leur indiscipline et leurs brigandages, ils attirèrent sur eux, à plusieurs reprises, la vindicte des pachas de Damas. Les troupes ottomanes envahirent leur territoire pour le ravager (2). Ils subirent de graves échecs et virent leurs forces sérieusement diminuées.

L'émir Béchir ne se mêla pas de ces querelles, mais sut en tirer profit. Son influence grandissait encore au fur et à mesure que celle des Ismaïliens et des Nosaïris diminuait. Son prestige apparut dans tout son éclat en 1815, lors d'une visite qu'il rendit à Solaiman-Pacha, à Saint-Jean-d'Acre. Partout, et particulièrement à Acre, il fut reçu avec des honneurs exceptionnels.

Grâce à sa forte situation, l'émir Béchir put établir solidement son pouvoir dans la Montagne, avec une habileté de grand homme d'Etat, peu scrupuleux, il est vrai, sur le choix des moyens. Il maintint dans l'obéissance la noblesse druse,

(1) Haydar-Chehab, *Manuscrit arabe*, f° 1226.

(2) Haydar-Chehab, *op. cit.*, f° 1223.

très turbulente, et sut châtier durement l'émir Arslân de Choueifat et les cheiks Talhoûq.

Déjà à cette époque il s'appuyait sur le clergé maronite contre la noblesse, mais en intervenant souvent d'une manière abusive dans les affaires intérieures de l'Eglise. En 1809 il exigea et obtint la démission du patriarche Mgr Tyan, trop peu docile à son avis, à sa politique. Mais afin de se ménager l'appui de la papauté, il recevait avec respect ses délégués et protégeait efficacement les missions.

Sa sévérité, cependant, suscita contre lui une vive opposition. Les fils de l'émir Yousof, son oncle, avaient toujours de nombreux partisans dans la Montagne. Beaucoup de seigneurs druses se tournèrent vers eux pour les opposer à l'émir Béchir, qu'ils traitaient d'usurpateur. Les jeunes émirs vivaient toujours à Djébaïl, sous la protection du Maronite Dominique Bâz, le frère de leur ancien gouverneur, Georges Bâz, qui s'était réconcilié avec l'émir Béchir et était devenu son bras droit contre l'opposition druse. Ils étaient un danger permanent pour Béchir. Aussi celui-ci résolut-il de s'en débarrasser définitivement.

Son frère Hassan, l'émir de Gazir, envoya à Djébaïl quelques cheikhs druses de ses partisans, avec la mission de s'emparer des fils de Yousof. Ils pénétrèrent en amis dans le château de Djébaïl, se ruèrent sur Dominique Bâz, l'assommèrent devant les jeunes émirs terrifiés, saisirent ces derniers et les traînent vers Djounié. Au village de Dar'aûn, on leur creva les yeux, on leur arracha la langue et on les mutila (1807). Leur bourreau Hassan reçut l'émirat de Djébaïl. Il mourut l'année suivante. Son fief fut alors donné à Kassim, le fils aîné de l'émir Béchir.

Georges Bâz, à son tour, devint la victime de la méfiance de son prince. Mandé à Déir-el-Kamar, il y fut reçu à bras ouverts par l'émir, puis, subitement, un mamelouk noir survint, le terrassa et lui enfonça son poignard dans la poitrine (1).

Ces cruelles exécutions terrifièrent l'opposition contre le prince de la Montagne. Effrayés, les nobles mécontents se confinèrent dans leurs domaines, vaquant à leurs travaux,

(1) Les détails varient un peu suivant les récits, cf. Chidiâq, *op. cit.*, 480-481 ; Churchill, *op. cit.*, t. III, chap. 19. — Relat. contemporaines recueillies par le P. Martin.

cherchant des distractions dans la chasse. Pendant quelques années, le Liban vécut en une paix intérieure profonde. Mais ce calme n'était qu'apparent. Les haines et les colères contre le « Tyran » étaient plus vives que jamais ; les rancunes s'accumulaient. Le feu de la révolte couvait sous les cendres ; il suffisait d'une légère brise défavorable au prince pour en faire jaillir les rouges flammes.

L'autorité de l'émir Béchir, à l'époque où nous sommes de son gouvernement, reposait essentiellement sur sa bonne entente avec les pachas turcs. Le jour où il se brouillait avec le pacha d'Acre ou celui de Damas, non seulement il lui fallait redouter leur intervention contre lui, mais il fallait compter également sur un soulèvement général des Libanais mécontents. Pour conserver la faveur des Ottomans, il devait se soumettre à leurs exigences et même à leurs caprices. Tant que Solaiman gouvernait à la fois les pachaliks de Damas et de Saint Jean-d'Acre, l'émir Béchir put maintenir la paix et administrer le Liban à sa guise. Mais la situation changea, lorsqu'en 1819, le pachalik d'Acre échut à Abdallah, jeune noble turc, âgé de 22 ans seulement, volontaire, frivole et capricieux, assoiffé de plaisirs, et mettant le pays à rançon pour se procurer l'argent nécessaire à ses goûts de luxe et de débauche. Le Liban, bien cultivé et prospère, lui semblait être en mesure de lui payer un tribut bien plus élevé que celui de 3.500 bourses, auquel il était astreint.

Il exigea donc de l'émir Béchir des contributions de plus en plus fortes. L'émir s'inclina d'abord et paya. Mais, bientôt, devant les exigences grandissantes du pacha, il songea à la résistance ; puis, comme elle lui semblait impossible, il préféra quitter momentanément le Liban et laisser passer l'orage. Il savait que l'autorité d'un pacha, surtout s'il dissipait ses ressources dans les plaisirs, ne reposait guère alors sur des fondements solides. Plutôt que de courir les risques d'une guerre, mieux valait, pensait-il, attendre dans une retraite sûre, des jours meilleurs, et abrégé, si possible, cet exil volontaire, par d'habiles négociations.

Il se réfugia donc dans le Haourân en 1820, abandonnant le gouvernement de la Montagne à ses vassaux. Abdallah-Pacha prononça sa destitution, mais n'eut pas le temps de le remplacer. L'émir Béchir, en effet, dans sa retraite, regretta vite le pouvoir. Il avait hâte de retourner dans la Montagne.

Afin de rentrer en grâce auprès de son suzerain Abdallah, il multiplia les preuves de soumission, promit de lui offrir, tous les ans, outre un tribut augmenté, de nombreux cadeaux, et, en même temps, se rapprocha du nouveau pacha de Damas, Darwiche. Les deux pachas se laissèrent fléchir. Après quelques mois d'exil, avant que les cheikhs et les émirs libanais, ses rivaux, eussent pu lui donner un successeur et augmenter leur influence personnelle, il retourna dans la Montagne et fut rétabli dans toutes ses dignités.

L'assemblée des Montagnards de Somkània le reconnut solennellement, et les seigneurs lui prêtèrent à nouveau l'hommage. Quelques-uns essayèrent de lui résister, mais ils furent mis en déroute à Hadet, sur les rives du Nahr-el-Kelb, et dans plusieurs autres engagements.

Afin de s'attacher plus étroitement les Druses, il mit au premier rang de ses conseillers et de ses amis le chef de la puissante famille des Jamblât, le cheikh Béchir Jamblât, et affecta même de ne prendre aucune décision dans l'administration sans être d'accord avec lui. Béchir Jamblât avait considérablement agrandi ses domaines par des acquisitions dans la fertile Békaâ et possédait de grandes richesses. Ambitieux, d'humeur orgueilleuse et arrogante, il ne se montrait guère discipliné et respectueux envers son prince, et ne lui accordait son appui que moyennant des compensations. L'émir Béchir même le comblait de sa faveur, et avec une patiente souplesse, supporta d'abord toutes les incartades de ce serviteur impérieux, affectant de ne rien entreprendre sans lui avoir demandé conseil, mais avec le secret espoir de le briser un jour, dès qu'il serait assez fort pour le subjuguier.

Béchir Jamblât, de son côté, grisé par les succès, ne voulut plus se contenter d'un rôle secondaire dans la Montagne. Voyant le mécontentement qui grandissait contre le prince, il résolut d'en profiter pour essayer de le renverser et de le remplacer par un autre émir de la famille Chéhab, moins habile que l'émir Béchir, auquel il imposerait ses volontés.

Seulement, le prince devina les projets de son rival, et pour les déjouer, redoubla de fidélité envers Abdallah-Pacha, son suzerain. Il s'empessa de tenir fidèlement tous ses engagements envers lui, afin qu'il le soutînt contre tous les mécontents. Même il se compromit gravement, malgré son extrême prudence, en prenant parti pour lui, contre Darwiche pacha

de Damas. Grâce à l'appoint des Libanais, Abdallah refoula victorieusement les troupes de son adversaire, lorsque la Sublime-Porte se prononça contre lui. Un firman du Sultan Mahmoud II le déclara rebelle, donna son pachalik à son ennemi Darwiche et ordonna aux commandants des troupes ottomanes de Syrie d'assurer immédiatement l'exécution de cette sentence.

L'émir Béchir fut mis en déroute et dut se réfugier une seconde fois en Egypte, où Méhémet-Ali-Pacha était alors à l'apogée de sa puissance (1).

Après que l'armée française, en 1800, eut évacué l'Egypte, celle-ci s'était trouvée en proie à l'anarchie ; les mamelouks, les Anglais, les Turcs, s'en étaient disputés la possession. Finalement, un soldat de fortune, sans culture intellectuelle, mais intelligent, énergique et ambitieux, Méhémet-Ali, avait réussi à se faire obéir par les bataillons d'Albanais, ses compatriotes, et à s'emparer du pays. Le Sultan le nomma alors pacha et vice-roi d'Egypte.

Méhémet-Ali comprit les avantages énormes que lui valait l'admirable situation géographique de sa province, placée entre l'Europe, l'Asie et l'Afrique, sur la route des Indes et

(1) Edwards, au début de son ouvrage sur *La Syrie de 1840 à 1861*, donne une autre version, inexacte, d'ailleurs, de ces événements. D'après lui, l'émir Béchir aurait tenté une insurrection contre la Porte et Abdallah-Pacha, pour se rendre indépendant. L'inexactitude de cette version ressort du récit de Churchill et des auteurs arabes. Nous en donnons quand même un résumé :

L'émir Béchir se concerta, selon Edwards, avec le cheikh Béchir Jamblât, pour secouer le joug d'Abdallah-Pacha, gouverneur de Saint-Jean-d'Acre. Vers la fin de 1824, ils levèrent l'étendard de la révolte. L'émir Béchir se proclama indépendant d'Abdallah-Pacha et convoqua tous les Montagnards en état de porter les armes, pour la guerre sacrée. Son appel fut entendu. Dans tout le Liban, la jeunesse se leva. Mais l'émir Béchir et Béchir Jamblât commirent l'imprudence de prendre une offensive prématurée, avant d'avoir réuni toutes leurs forces. Avec quelques centaines de partisans seulement, ils se dirigèrent sur Sayda, pour s'emparer de cette ville importante. Abdallah-Pacha, cependant, ne se laissa pas surprendre. Il réunit rapidement quelques compagnies de troupes régulières et près de trois mille irréguliers, attaqua inopinément la petite troupe des insurgés, près de Sayda, et leur infligea une défaite complète. Béchir Jamblât se réfugia dans le Haourân, où les Bédouins l'arrêtaient et le livrèrent au pacha victorieux, qui le fit décapiter.

de l'Extrême-Orient, et il résolut d'en tirer parti. Il organisa une administration régulière, une bonne armée, avec l'aide d'un officier français, de Selve, qui prit le nom de Soliman-Pacha, et une marine puissante. Puis il agrandit ses Etats, conquit la Nubie, le Kordofan et le Darfour, et intervint dans la politique internationale, d'abord en se posant comme un fidèle serviteur du Sultan. De 1812 à 1818, il étouffa la révolte des Wahabites contre son suzerain, mais en profita pour s'emparer de l'Hedjaz. Plus tard, il mit ses troupes à la disposition du Sultan contre les Grecs insurgés. Son but était de s'agrandir d'abord en aidant le Sultan, et de se créer des alliances en Europe. Ensuite, jetant le masque, il se rendrait complètement indépendant de Constantinople.

Méhémet-Ali, en 1821, déjà, pensait profiter de la crise que traversait alors l'Empire ottoman, ébranlé par les révoltes des pachas et par l'insurrection grecque, pour augmenter ses propres Etats et se rendre indépendant du Sultan, son suzerain. Il examina longuement la situation avec l'émir Béchir, et conçut dès lors le projet de s'emparer de la Syrie. Avant tout, il voulut s'assurer immédiatement dans cette province un allié influent. L'émir devait y retourner et reprendre le gouvernement de la Montagne, afin de pouvoir y servir la politique de Méhémet-Ali (1).

Le prince fugitif n'avait pas renoncé à ses rêves ambitieux d'agrandir la principauté libanaise et de jouer un rôle prépondérant en Syrie. Il accepta le pacte secret proposé par le pacha du Caire ; mais, avec sa perspicacité ordinaire, il demanda que la protection de Méhémet-Ali s'étendit également à Abdallah, toujours enfermé dans Saint-Jean-d'Acre, où il faisait une résistance acharnée aux pachas de Damas et d'Alep. En effet, il comprit qu'Abdallah, après avoir recouvré son *pachalik* par l'intervention de son protecteur, devait nécessairement, en guise de reconnaissance, lui laisser dans la Montagne une large autonomie et une grande liberté d'allures, être son allié plutôt que son suzerain. Ensuite Méhémet Ali pouvait imposer également à Abdallah, comme condition de son appui, l'autonomie la plus large du Liban.

L'émir Béchir, revenu dans la montagne, devait y miner secrètement l'autorité ottomane et préparer la révolte des

(1) Churchill, *op. cit.*, III, chap. xv.

Syriens en faveur du vice-roi. Pour le récompenser, Méhémet-Ali, après avoir conquis la Syrie, non seulement le confirmerait dans son gouvernement, mais lui confierait l'administration des régions environnantes, et surtout des villes de la côte.

Méhémet-Ali réclama de la Sublime-Porte la grâce d'Abdallah Pacha et de l'émir Béchir, et le rétablissement dans leurs fonctions. Les négociations furent assez longues et laborieuses. La Porte ne céda que sur les instances réitérées du pacha d'Égypte, dont elle avait besoin contre les Grecs insurgés. Le firman rétablissant l'émir et le pacha d'Acre dans leurs fonctions, fut enfin envoyé à Méhémet-Ali, pour qu'il le notifiât aux intéressés. L'émir Béchir repartit pour le Liban, accompagné d'un officier égyptien, qui décida les assiégeants d'Acre à se retirer.

Dans le Liban, la situation de l'émir Béchir n'avait pas été compromise par sa fuite. Immédiatement après son retour, profitant de l'appui qu'Abdallah-Pacha, rétabli par ses soins, ne pouvait lui refuser, il se débarrassa du seul rival puissant qui contre-balançait encore son autorité dans la Montagne, du cheikh Béchir Jamblât. Lui et Abdallah avaient dû payer leur nouvelle investiture au Sultan, qui avait besoin d'argent pour la guerre contre les Grecs et plus tard contre les Russes. Le pacha seul devait verser à la Porte 60.000 bourses, et comme il ne pouvait les réunir immédiatement, Méhémet-Ali lui en prêta 11.000. Il fallut frapper la Montagne de taxes nouvelles, d'impôts extraordinaires, qui, rapidement, atteignirent la somme de 320 000 francs par an. Beyrouth dut payer une contribution extraordinaire de 80.000 francs.

L'émir Béchir répartit les nouveaux impôts parmi les fiefs de la Montagne, et demanda à chaque feudataire de les percevoir et de lui en remettre le montant. A Béchir Jamblât, il demanda 1.000 bourses. Jamblât lui en envoya immédiatement la moitié et lui demanda un délai pour payer le reste. Mais l'émir Béchir, saisissant le prétexte pour frapper son rival et le déposséder de son fief, exigea le paiement immédiat de la somme entière.

Alors, le cheikh, surpris par le brusque changement d'attitude de l'émir envers lui, et se sentant menacé, réunit tous les mécontents druses, parmi lesquels se trouvaient même plusieurs émirs Chéhab, parents du prince, descendit avec

eux dans la Békaâ, et demanda à Mustapha, pacha de Damas, d'intervenir en sa faveur. Mais l'émir Béchir resta inflexible ; sur les instances d'Abdallah-Pacha, il accorda simplement une entrevue au cheikh druse et à ses partisans. Il reçut Jamblât avec courtoisie, mais se montra inexorable, et maintint ses exigences de paiement immédiat de la contribution extraordinaire. Quant aux autres mécontents, il les menaça de leur faire crever les yeux, s'ils continuaient leurs intrigues contre lui et contre son autorité.

Le cheikh Béchir Jamblât, cependant, comprit que le prince de la Montagne voulait le perdre ; plutôt que de se laisser déposséder sans résistance, il préféra tenter la fortune des armes. Il réunit secrètement les principaux chefs druses et fit décider la révolte contre le prince de la Montagne.

Celui-ci fut surpris par le brusque soulèvement des seigneurs et des paysans druses, mobilisés rapidement, grâce à leur forte organisation féodale (1). Mais Abdallah-Pacha se déclara contre Jamblât, et envoya immédiatement des troupes de secours à l'émir Béchir. Une première bataille, livrée près de Mokhtâra, dans la plaine de Somkaniâ, resta indécise ; grâce aux renforts ottomans, le prince put repousser tous les assauts des Druses, mais sans infliger à ces derniers une défaite.

Les Druses, cependant, étaient déjà découragés ; la fausse nouvelle disant que le pacha d'Acre avait envoyé d'autres renforts encore à l'émir Béchir, acheva de jeter le désarroi dans leur camp. Ils s'enfuirent en désordre, sans oser affronter une nouvelle bataille, et se dispersèrent dans leurs villages.

Les chefs de la révolte se réfugièrent dans le Haourân, pour échapper à la répression. Pendant sa fuite, le cheikh Béchir Jamblât fut pris par les soldats d'Abdallah Pacha, conduit à Saint-Jean-d'Acre, et jeté en prison. Sur les instances pressantes de l'émir Béchir, et surtout de Méhémet-Ali, qui, dans l'intérêt de ses propres visées sur la Syrie, voulait fortifier le pouvoir de son allié secret, le pacha fit étrangler le cheick druse dans sa prison. L'émir Béchir était ainsi débarrassé de son rival le plus redoutable dans la Montagne.

Il s'empara des émirs de sa propre famille qui avaient pris

(1) Churchill, *op. cit.*, III, chap. 25.

part à la révolte, et leur fit crever les yeux et couper la langue (1).

Pour la deuxième fois, l'émir était le maître absolu de la Montagne. Personne n'osait plus s'opposer à son gouvernement. Ses adversaires même les plus remuants étaient terrifiés. Au moins, il sut se servir de sa toute-puissance pour le bien de son pays. Il avait vu en Egypte comment un prince peut transformer un pays encore barbare en un Etat moderne. Il y avait connu au moins certains aspects de la civilisation européenne, et il résolut de les introduire dans le Liban.

L'ordre fut maintenu dans la Montagne. Alors qu'elle avait été, depuis la chute de Fakhr ad-Dîn II, infestée de voleurs et de brigands, la sécurité la plus parfaite et le calme le plus profond y régnaient à partir de 1826. Le brigandage fut énergiquement réprimé, et les voyageurs purent circuler tranquillement dans tout le pays. Le prince était un terrible justicier ; rarement un crime commis dans ses Etats restait impuni. Par son entente avec les pachas, l'émir épargna aux Libanais les invasions des troupes ottomanes, qui avaient pris l'habitude tous les ans de se répandre dans le nord du pays et de le ravager.

L'émir Béchir s'appliquait surtout à créer des finances régulières et un trésor bien alimenté, à l'exemple de Méhémet-Ali en Egypte. Avoir beaucoup d'argent lui semblait être beaucoup plus utile que de nombreuses forces militaires ; car, avec l'argent, il savait qu'il pouvait tout obtenir, tant à Constantinople qu'à Saint-Jean-d'Acre et à Damas, d'autant plus qu'il comptait beaucoup plus sur sa diplomatie que sur la fortune des armes.

Il exigeait avec une grande rigueur la rentrée des impôts perçus par les cheikhs et les émirs, et ces derniers, terrifiés par le châtimement de Béchir Jamblât, s'exécutaient fidèlement et lui apportaient exactement aux dates fixées les sommes qu'il leur avait demandées.

Il ne négligeait cependant pas les institutions militaires. Contrairement à Fakhr-ad-Dîn, il ne se créa pas une petite armée régulière et ne prit pas à sa solde des mercenaires.

(1) Churchill, *op. cit.*, III, p. 384-385 ; Guys, *op. cit.*, II, p. 159 ; Poujoulat, *La vérité sur la Syrie*, p. 343 et suiv. ; Mislin, *op. cit.*, p. 347.

Mais il tenait à l'observation rigoureuse des obligations militaires féodales. passait souvent en revue les seigneurs et les paysans d'un fief, convoquait le ban et l'arrière-ban, quand il le jugeait nécessaire.

Plus d'une fois, il mit des petits corps de Montagnards à la disposition des pachas.

Il n'eut pas le temps de créer une administration de fonctionnaires payés dans ses Etats, et se borna simplement à imposer ses volontés aux seigneurs des fiefs et à en faire ses instruments, les fidèles serviteurs de ses ordres.

Cependant, il essaya d'organiser dès cette époque l'administration centrale selon les principes de la monarchie administrative. A cet effet, il choisit d'abord une résidence fixe, qu'il établit à Béit-ed-Dîn, au lieu de se transporter sans cesse d'une ville ou d'un château à l'autre, comme avaient fait ses prédécesseurs. Il y était entouré d'un grand nombre de secrétaires et de fidèles, qui l'aidaient dans l'expédition des affaires. Tous les ans, il y appelait plusieurs fois ses principaux vassaux pour délibérer avec eux et leur donner ses ordres. Il réussit ainsi à s'attacher un grand nombre de seigneurs auxquels allaient toutes ses faveurs, et dont l'influence et l'action maintenaient toute la population dans l'obéissance.

Quant à sa politique religieuse, sa grande habileté consistait à ne mécontenter aucune des communautés religieuses de son petit Etat. Il y réussit en étant chrétien avec les chrétiens, musulman avec les musulmans, Druse avec les Druses. Personne ne connaissait sa véritable religion. Les Chéhab étaient d'origine musulmane ; dans le courant du XVIII^e siècle, la plupart d'entre eux se convertirent au christianisme. L'émir Béchir lui-même reçut certainement le baptême ; mais il était initié également aux mystères druses, et pratiquait par moments, ouvertement, certains préceptes de l'Islam. Dans le magnifique palais qu'il s'était fait construire à Béit ed-Dîn, il y avait à la fois une église chrétienne, une mosquée et un *khaloué* druse, et on le voyait faire ses dévotions dans les trois édifices, selon qu'il était entouré de chrétiens, de Druses ou de musulmans.

Grâce à ce stratagème, il réussit à tromper tous ses sujets. Les chrétiens le prenaient pour un des leurs, les Druses étaient convaincus qu'il était un de leurs plus fidèles et fer-

vents *okkhals* ou initiés, et les musulmans vénéraient en lui un parfait disciple de Mahomet (1).

Au fond, la véritable religion de l'émir Béchir était son ambition et son attachement à la Sublime-Porte, de qui il tenait son pouvoir. Cependant, il accordait à tous ses administrés la complète liberté de conscience et savait concilier tous les clergés. Le clergé chrétien surtout le soutint très énergiquement dans son œuvre de centralisation.

Grâce au rétablissement de la paix et de l'ordre, la vie économique prenait un nouvel essor. L'élève du ver à soie, la culture de la vigne, des céréales, des arbres, fruitiers, doublèrent en peu d'années. L'industrie, et le commerce, atteignirent un degré de prospérité inconnu depuis Fakhr-ad-Din. Des routes, assez primitives encore, furent ouvertes en grand nombre, reliant les centres les plus importants.

C'est de cette époque que date la grande importance de l'échelle de Beyrouth, qui conquiert alors la première place parmi les échelles de Syrie.

Les avantages que l'administration de l'émir Béchir offrait aux marchands et la facilité des transactions commerciales étaient si grands que les Anglais crurent utiles, en 1819 déjà, de proposer à l'émir un traité de commerce ; mais les négociations, trop souvent interrompues par les événements, n'a-

(1) De nos jours encore, les Libanais racontent à ce sujet une anecdote plaisante : Un Maronite et un musulman se rencontrent sur le chemin de Béit-ed-Din, résidence de l'émir. Chacun se met à vanter les vertus du prince : « Personne, dit le musulman, n'observe le jeûne du Rhamadan avec plus de ferveur que lui » : « Tu mens, riposte le Maronite, l'émir est chrétien. Je l'ai vu assister avec dévotion au divin sacrifice de la messe ». Survient un Druse qui s'enquiert du motif de leur querelle : « Vous êtes fous, tous les deux, s'écrie-t-il à son tour, le prince de la Montagne est Druse. On ne trouverait ni dans le Liban, ni dans le Haourân, un *akel* plus instruit que lui dans les mystères de notre culte. »

Après s'être battus tous les trois, ils s'entendent pour aller au palais de l'émir Béchir et pour demander à son premier secrétaire la véritable religion du prince. Mal leur en prend, car le secrétaire les fait empoigner par son *cavvas* et ordonne de leur administrer à chacun cent coups de bâton sur la plante des pieds. Puis il les prévient qu'ils seront pendus à la porte de leurs maisons, s'ils s'avisent encore une fois de parler de la religion du prince de la Montagne.

vaient pas encore abouti en 1832, lorsqu'Ibrahim-Pacha et les Egyptiens conquièrent la Syrie (1).

Béchir suivit l'exemple de Fakhr-ad-Dîn II également dans le domaine des arts. Il était un protecteur éclairé des lettres et des arts, prodiguait les encouragements et les bienfaits aux savants et aux écrivains arabes et syriens, soutenait toutes les œuvres d'enseignement. L'instruction fit alors dans tout le Liban de grands progrès et se répandit dans les contrées les plus reculées, grâce surtout aux congrégations latines, énergiquement soutenues par le prince.

Comme Fakhr-ad-Dîn II, l'émir Béchir avait le goût de la magnificence et du luxe. Il appela des ouvriers et des artistes d'Alep et de Damas pour la construction d'un palais somptueux à Béit-ed-Dîn, qui devait être son « Versailles », le symbole et le monument de sa puissance et de sa richesse.

Grâce à ces réformes, grâce aux efforts incessants de leur prince, les Montagnards firent de réels progrès dans la civilisation et dans les mœurs. Dans leurs maisons, ils adoptèrent un mobilier plus européen. De même, dans le costume, les vêtements orientaux, larges et somptueux, firent place, peu à peu, dans toute la population, au costume égyptien, comprenant le fez et les vêtements à coupe occidentale. Les *tan-tours* des femmes, entre autres, et les hauts bonnets de Bagdad disparurent assez rapidement (2).

Le gouvernement de l'émir Béchir, en somme, malgré sa dureté souvent cruelle, était un gouvernement de progrès ; il donnait au Liban ce dont il avait le plus besoin, la paix ; il développait ses ressources naturelles, il augmentait sa force et le rendait ainsi de plus en plus apte à devenir le centre d'où pourra partir le mouvement de délivrance et d'indépendance contre les Ottomans.

Avec une grande perspicacité, l'émir Béchir avait fait confirmer par le pacha d'Acre le droit d'asile séculaire de la Montagne. Tous les réfugiés politiques, tous les « patriotes » syriens qui se sentaient menacés par l'autorité ottomane, se réfugiaient dans le Liban, où ils jouissaient d'une large hospitalité.

Le Liban devenait ainsi le centre politique des indigènes

(1) Guys, *Beyrouth*, p. 204.

(2) Guys, *op. cit.*, II, p. 111.

syriens, en quelque sorte le cœur et le cerveau de toute la Syrie. Toutes les espérances nationales étaient placées en lui. L'émir Béchir, en 1830, était véritablement le chef naturel, respecté de toutes les populations indigènes de la Syrie centrale et méridionale, à l'exception peut-être de la Damascène.

CHAPITRE V

LA CONQUÊTE ET L'ADMINISTRATION DE LA SYRIE PAR MÉHÉMET-ALI, VICE-ROI D'ÉGYPTE (1).

I

Conquête de la Syrie.

La politique de louvoisement et de neutralité ne put être toujours pratiquée par l'émir Béchir. En 1831, il fut forcé, par les circonstances, à l'abandonner et à choisir nettement entre deux alliances, entre l'Égypte et la Turquie. Ses relations avec son suzerain, Abdallah-Pacha, étaient devenues de plus en plus tendues, en 1829 encore, il était accouru avec ses Libanais à l'appel du pacha, pour vaincre une révolte

(1) Baron de Testa, *Recueil des traités de la Porte Ottomane*. Paris, 1865 ; De Viel-Castel, *Histoire de la Restauration*. Paris, 1860-1878 ; Thureau-Dangin, *Histoire de la Monarchie de Juillet*. Paris, 1866-92 ; Guizot, *Mémoires pour servir à l'histoire de mon temps*. Paris, 1858 et suiv. ; d'Haussonville, *Histoire de la politique extérieure du gouvernement français* (1835-1848). Paris, 1850 ; De la Jonquière, *Histoire de l'empire ottoman*. Paris. 1881 ; Michaud et Poujoulat, *Correspondance familière d'Orient*. Paris, 1833-1835 ; Ubicini, *La question d'Orient devant l'Europe*. Paris, 1854 ; Prokesch Osten, *Mehemet Ali*. Vienne, 1877 ; Ferdinand Perrier, *La Syrie sous le gouvernement de Mehemet-Ali jusqu'en 1840*. Paris, 1842 ; Lesur, *Annuaire historique*, de 1818 à 1848 ; A. de Vaulabelle, *Histoire de l'Égypte moderne de 1801 à 1833*. Paris, 1835 ; F. Mengin, *Histoire sommaire de l'Égypte sous le gouvernement de Mohammed-Ali*. Paris, 1839 ; Clot-Bey, *Aperçu général sur l'Égypte*. Paris, 1840 ; De Cadalvène et Barrault, *Histoire de la guerre de Mehemet-Ali contre la Porte Ottomane en Syrie et en Asie Mineure, 1831-1833*. Paris, 1836 ; Deux années de l'Histoire d'Orient, 1839-1840. Paris, 1840 ; De Moltke, *Lettres sur l'Orient*, 1841 (trad. fr.). Paris, 1872 ; Napier, *Guerre de Syrie* ; D'Armagnac, *Nezib et Beyrouth, Souvenirs d'Orient, de 1833 à 1841* ; A. Lefebvre, *Mahmoud et Mehemet Ali*, *Revue des Deux-Mondes*, 15 mai 1839 ; Duvergier de Hauranne, De la convention du 13 juillet 1841, *Revue des Deux-Mondes*, 1^{er} septembre 1841 ; la question d'Orient d'après les documents anglais, *Revue des Deux-Mondes*, 1^{er} et 15 décembre 1841 ; Paul Mouriez, *Histoire de Mehemet-Ali* ; Rambaud, *Histoire de la Russie*. Paris, 1878.

des Naplousiens, qu'il n'avait pu briser avec ses seules forces. Après un siège de plusieurs mois, Naplouse fut enlevée. Mais Abdallah ne sut aucun gré à l'émir et aux Libanais de leur concours, auquel seul cependant il devait sa victoire, et même n'évita pas de les froisser dans leur amour-propre. L'émir Béchir comprit que le pacha n'attendait qu'une occasion pour l'humilier encore davantage et briser l'autonomie libanaise. Aussi n'hésita-t-il pas à s'entendre avec Méhémet-Ali, le vice-roi d'Egypte, lorsque celui-ci se décida à prendre l'offensive contre la Sublime Porte.

Le sultan Mahmoud II venait alors d'engager la Turquie dans une crise de rénovation des plus graves, à laquelle l'histoire a donné le nom de *Tanzimât*. Afin d'enlever à la réaction turque, ennemie du progrès, ses auxiliaires les plus puissants, il avait fait massacrer, en 1828, les janissaires. Mais, en même temps, il avait désorganisé ses forces militaires. Il lui fallait de longues années pour réorganiser une armée nouvelle, d'autant plus que son trésor était vide et son Empire affaibli par la guerre de l'Indépendance grecque et la guerre russo-turque. Méhémet-Ali crut le moment favorable pour réaliser ses visées ambitieuses de se tailler un vaste royaume aux dépens de son suzerain.

Depuis longtemps déjà, il avait jeté son dévolu sur la Syrie. L'Egypte manquait de forêts, et ne pouvait lui fournir le bois dont il avait besoin en premier lieu pour sa flotte. Il lui fallait les forêts du Liban, du mont Hermon et de la vallée du Jourdain.

Par les richesses de ses produits et l'extension de son commerce avec les plateaux asiatiques, la Syrie était le complément naturel de l'Egypte. La population syrienne était peu nombreuse, mais active et industrielle. Entre les mains des Turcs, elle était un danger constant pour Méhémet-Ali. Les *fellahs* égyptiens, fuyant le despotisme trop dur de leur pacha, s'y réfugiaient et y trouvaient aide et protection. Or, Méhémet-Ali, afin de poursuivre sa politique ambitieuse, avait besoin d'hommes et d'argent. Il pressurait l'Egypte. Chaque *fe'llah* qui se sauvait en Syrie, l'affaiblissait, le privait d'un soldat et d'un contribuable.

Méhémet-Ali ne se sentait pas assez solide en Egypte tant que la Syrie appartenait à la Turquie. Il savait que le sultan Mahmoud II lui était secrètement hostile. Comment aurait-il

pu en être autrement ? Méhémet-Ali, légalement, n'était qu'un fonctionnaire, un vassal de la Porte. Or, il se conduisait en maître impérieux dans son gouvernement, en souverain absolu, même vis-à-vis du Sultan. N'était-il pas naturel que Sa Majesté cherchât à se soumettre ce pacha indocile ?

Méhémet-Ali s'attendait à un conflit avec le Sultan. Cependant, maître de la Syrie, il pouvait défier toutes les attaques, posté avec son armée dans les grandes citadelles naturelles formées par les montagnes et les plateaux, alors que l'Egypte, par l'isthme de Suez, était ouverte à l'Est. Même de la Syrie, Méhémet-Ali pouvait dominer l'Asie Mineure et imposer ses volontés à Constantinople. En s'emparant du district d'Adana au nord, il était maître du Taurus, porte ouverte vers l'Asie Mineure. Il menaçait Smyrne et Scutari. Ce n'était pas qu'il voulût destituer le Sultan ou se déclarer indépendant. Il voulait, au contraire, consolider l'Empire ottoman, en en devenant le ministre dirigeant. D'après Prokesch-Osten, diplomate autrichien, il aurait, en 1829, répondu à un agent anglais, venu pour lui offrir de se rendre « indépendant » : « Vous êtes un étranger, vous ignorez la façon de penser d'un musulman... Savez-vous quelle conséquence aurait pour moi le démembrement de l'Empire ? Tout musulman s'écarterait de moi avec horreur, mon fils serait le premier à m'abandonner » (1).

En 1824, le Sultan Mahmoud II, pour obtenir le concours de l'armée égyptienne contre les Grecs, dut promettre à Méhémet Ali le *pachalik* de Morée pour son fils Ibrahim. Mais la bataille de Navarin et l'intervention des puissances européennes forcèrent, en 1828, Ibrahim à évacuer la Morée. Méhémet-Ali demanda alors comme équivalent le gouvernement général de la Syrie, mais il n'obtint pas satisfaction. Cependant, il avait déjà préparé la conquête de la Syrie par d'habiles négociations dont l'émir Béchir était le principal artisan. Celui-ci s'adonnait à une sourde propagande des plus actives contre les pachas turcs et en faveur de Méhémet-Ali pacha. Il fut efficacement secondé par le mécontentement général qui régnait en Syrie et par la méfiance et la haine des chrétiens contre les autorités turques. En 1830, les symptômes de mécontentement se multipliaient. Ils se manifestaient surtout

(1) Cité par Seignobos, *Histoire politique de l'Europe contemporaine*, p. 593.

dans la classe dirigeante. La guerre russo-turque obligea la Porte à exiger de ses sujets des impôts extraordinaires. Le Liban fut imposé ainsi d'une surtaxe de trois cent vingt mille francs, Beyrouth d'une de quatre-vingt mille, Tripoli d'une de cent vingt mille. A Saint-Jean-d'Acre, Abdallah-Pacha ne savait plus comment donner satisfaction à la Porte, dont les exigences financières augmentaient sans cesse.

Le clergé chrétien fut gagné secrètement par l'émir Béchir. Sachant Méhémet-Ali allié aux Français et soutenu par eux, il espérait qu'il favoriserait les catholiques d'Orient et surtout les Maronites, les protégés de la France. En travaillant pour Méhémet-Ali, il croyait travailler pour un allié de la France et, en dernier lieu, pour la France elle-même, la puissance protectrice des chrétiens en Orient.

Enfin, une partie même des musulmans, habilement travaillée par l'émir Béchir et ses amis, se tourna vers l'Egypte et vers son puissant vice-roi. L'opinion se répandit en Syrie que Méhémet-Ali allait reconstituer le royaume arabe, indépendant des Turcs. Toute la population musulmane, à l'exception des Ottomans, applaudit cette idée et se mit à espérer que le peuple de Mahomet, le peuple arabe et syrien, allait reprendre la direction de l'Islam. Déjà, en 1830, elle appela de tous ses vœux les troupes égyptiennes. Le mécontentement contre la Porte fut si grand que des révoltes éclatèrent. A Bagdad, le pacha se déclara contre le Sultan ; à Damas, la population se souleva contre le pacha et refusa de payer les nouveaux impôts.

Méhémet-Ali crut le moment venu de s'emparer de la Syrie. Son ennemi personnel, Chosrew-Pacha, était alors grand-vizir et cherchait toujours à lui susciter de nombreux ennemis. Méhémet-Ali avait entretenu des relations secrètes avec Mustapha, pacha de Scodra, en rébellion ouverte contre le Sultan ; il lui avait offert de l'argent, des troupes, et même s'était engagé à marcher au moment opportun sur Constantinople. Or, des émissaires de Chosrew avaient intercepté les lettres de Méhémet-Ali à Mustapha-Pacha. Mieux valait prendre les devants. Il avait encore d'autres raisons de brusquer l'attaque. L'Angleterre venait de jeter son dévolu sur la Syrie et de battre en brèche l'influence française pour y substituer la sienne.

La France n'avait alors que des vice-consuls dans les vil-

les syriennes, mais elle tenait à son protectorat des chrétiens et informait notamment le clergé maronite qu'elle était seule la protectrice de sa nation. Elle avait cependant perdu quelques-uns des droits et des privilèges concédés par le traité de 1740, entre autres le monopole de la pêche des éponges sur les côtes syriennes (1). En 1830, elle voulut recouvrer ce monopole, mais elle se heurta à l'opposition violente de l'Angleterre. Poussé par le consul anglais, Abdallah-Pacha rejeta les prétentions françaises.

Il apparut alors nettement que l'Angleterre ne négligeait rien pour supplanter la France en Syrie. Déjà, son influence commerciale y était beaucoup plus grande que celle de la France. Un consulat général britannique fut créé à Damas, pour donner une plus forte impulsion encore à l'action anglaise en Syrie. La Compagnie des Indes, en même temps, voulut établir des services réguliers entre la côte méditerranéenne et l'Inde anglaise, en utilisant la voie fluviale de l'Euphrate et la route des caravanes qui va des ports syriens à ce fleuve, en passant par Damas. Bref, l'Angleterre chercha à établir une sorte de protectorat en Syrie, au détriment de Méhémet-Ali.

Or, le vice-roi n'avait pas d'adversaire plus puissant ni plus tenace que le cabinet de Londres, qui avait empêché déjà une fois l'expansion de l'Égypte au dehors. Au début de 1830, Méhémet-Ali, connaissant l'intention de Charles X, roi de France, de châtier, par une expédition militaire le Dey d'Alger, fit à M. de Polignac, alors le ministre dirigeant à Paris, l'offre inattendu de punir seul le Dey, à la condition que la France lui donnât 10 millions de francs et quatre vaisseaux. Le conseil des ministres accepta d'abord cet offre et envoya même un agent à Alexandrie pour conclure une entente définitive avec le vice roi. C'était une occasion pour ce dernier de s'étendre vers l'Ouest. Mais les Anglais s'opposèrent à ce projet, suscitèrent la Porte contre son vassal, et allèrent jusqu'à des menaces directes (2). Le Sultan refusa à Méhémet-Ali le firman d'autorisation qu'il avait demandé pour l'expédition projetée (3). Le vice-roi gardait une ran-

(1) Voir le Bulletin du ministre des Affaires étrangères : *Il Libano*, dal 1825 al 1892, février 1894 au début.

(2) Mouriez, *op. cit.*, III, p. 152.

(3) Les ministres français, d'ailleurs, après avoir réfléchi, avaient

cune profonde contre l'Angleterre, qui, de son côté, ne cessait de lui témoigner une hostilité ouverte. Il résolut donc également de prévenir les Anglais et d'envahir rapidement la Syrie.

Le prétexte d'une attaque fut vite trouvé. Abdallah-Pacha refusait toujours de rembourser à Méhémet-Ali les onze mille bourses qu'il lui avaient empruntées en 1882. Bien plus, le pacha d'Acre avait pris peu à peu une attitude de plus en plus hostile au vice-roi, recevant tous les Egyptiens révoltés, les couvrant de sa protection et refusant de les rendre au vice-roi. La Syrie était devenue le centre de l'opposition contre Méhémet-Ali. En 1831, plus de six mille paysans égyptiens de la province de Charkié se réfugièrent auprès d'Abdallah-Pacha, fuyant l'oppression de leur vice-roi. Celui-ci somma le pacha d'Acre de les faire reconduire en Egypte, mais il se heurta à un refus. Abdallah-Pacha répondit que les Egyptiens étaient les sujets du Sultan, leur maître à tous, et seulement les administrés de Méhémet-Ali (1). Alors, celui-ci s'adressa à la Porte sans plus de succès. Les *fellahs*, lui observa-t-on, étaient sujets de l'Empire et pouvaient se fixer dans la province qu'ils voulaient.

Méhémet-Ali annonça qu'il irait reprendre lui-même ses *fellahs*. La Porte, voyant la guerre imminente entre elle et son vassal, le déclara rebelle et déchu de ses fonctions, par un firman solennel qu'elle communiqua aux puissances, et fit à son tour de grands préparatifs contre lui. Mais, grâce, à l'organisation de l'armée égyptienne supérieure à celle du Sultan, elle fut bien plus vite prête à entrer en campagne.

Au mois de juin 1831, Méhémet-Ali mobilisa six régiments d'infanterie, quatre régiments de cavalerie et une nombreuse artillerie desservant quarante pièces de campagne et une grande quantité de pièces de siège et de mortiers. Son fils Ibrahim-Pacha avait le commandement de cette armée. La Porte venait de lui conférer le titre de Prince de La Mecque. Cette dignité suprême lui donnait le pas sur tous les vizirs et sur Méhémet-Ali lui-même, son père. On espérait ainsi

décidé de refuser l'offre de Méhémet Ali ; mais après l'attitude de la Porte, ils n'avaient pas eu besoin d'avertir le vice-roi de ce changement d'idée (Voir Viel-Castel, *Histoire de la Restauration*, tome X, p. 147 et suiv.).

(1) Mouriez, *op. cit.*, III, p. 159

créer des divergences entre le père et le fils, mais en vain. Ibrahim continua à témoigner à Méhémet-Ali une fidélité respectueuse et dévouée (1).

L'offensive égyptienne fut retardée par l'apparition du choléra, venu de la vallée du Gange au mois d'août. Il fit cent cinquante mille victimes en peu de temps, puis passa en Turquie, et de là dans l'Europe centrale et occidentale.

La Sublime-Porte, incapable de concentrer rapidement une armée en Syrie, essaya de gagner du temps par des négociations et des ordres adressés au vice-roi. Elle défendit à Méhémet-Ali et à Abdallah de se combattre, déclara qu'elle trancherait, elle-même, le conflit survenu entre eux, en vertu de son pouvoir souverain, promulgua un firman après l'autre pour menacer ou pour apaiser les adversaires. Méhémet-Ali cependant ne se laissa pas détourner de son but.

L'armée égyptienne fut concentrée à El-Arich au mois d'octobre. Les bagages et les ambulances furent transportés à dos de chameau à travers le désert, escortés par la cavalerie. L'infanterie et l'artillerie furent embarquées à bord de l'escadre, avec Ibrahim-Pacha entouré d'un brillant état-major, où figuraient les meilleurs généraux de Méhémet-Ali : Abbas-Pacha, son petit-fils, Ibrahim, son neveu, Soliman-Bey (2), Sélim-Bey, Achmet-Bey, Ménikli et d'autres.

Abdallah-Pacha n'avait que quelques milliers d'hommes à opposer aux Egyptiens. Il fit évacuer Jaffa et les villes du Sud, concentra ses forces à Saint-Jean-d'Acre, réputé imprenable depuis l'échec de Bonaparte, et se contenta de faire observer les mouvements de l'ennemi par un corps de cavalerie.

Ibrahim-Pacha débarqua à Jaffa, y réunit tous les corps de son armée, qui avaient franchi la frontière syrienne en octobre et novembre 1831, et s'empara de Caïffa, où il installa ses magasins et ses réserves. Puis il marcha avec trente-cinq mille hommes sur Saint-Jean-d'Acre, vers où se dirigea également la flotte égyptienne. La ville fut investie par terre et par mer et vigoureusement bombardée. Abdallah-Pacha opposa une résistance énergique et repoussa plusieurs assauts. L'armée d'Ibrahim fut décimée pendant l'hiver par le froid

(1) Mouriez, *op. cit.*, III, p. 149.

(2) Un Français d'origine, du nom de Selve.

et les fièvres. Elle s'empara néanmoins de toute la côte jusqu'à Tripoli, mais ne put s'avancer vers l'intérieur, tant que Saint-Jean-d'Acre n'était pas tombé entre ses mains.

La Porte, pendant tout l'hiver, n'arriva pas à réunir une grande armée ; mais, malgré son impuissance, elle se prononça pour la lutte à outrance, confirma la destitution de Méhémet Ali, le mit même au ban de l'Empire, et le remplaça comme vice-roi de l'Egypte par Hussein-Pacha.

Enfin, le 8 juin 1832, Saint-Jean-d'Acre succomba. Abdallah-Pacha fut emmené prisonnier en Egypte. Ibrahim reçut l'ordre de marcher vers l'intérieur. Le 14 juin, il s'empara de Damas, presque sans coup férir. En même temps, l'émir Béchir se déclara ouvertement pour Méhémet-Ali. Il avait attendu, avec sa prudence ordinaire, la défaite des Turcs et la prise de Saint-Jean d'Acre, pour se prononcer. Maintenant que Méhémet-Ali était vainqueur, il se joignit officiellement à lui et fut reçu avec la plus grande joie. Cinq mille Libanais l'accompagnèrent pour se mettre à la disposition d'Ibrahim contre les Turcs (1). La défection de l'émir Béchir entraîna rapidement la soumission de toute la Syrie (2). Ses fils soumièrent les villes de la côte phénicienne. Les Druses, hostiles à l'émir, essayèrent en vain de lui résister. Déir-el-Kamar et Béit-ed-Din reçurent des garnisons égyptiennes.

Les Egyptiens furent reçus en libérateurs par les chrétiens, parce qu'ils étaient les alliés de la France, et par les musulmans, parce qu'ils prétendaient défendre le Coran et la vraie foi contre les innovations du sultan Mahmoud II. Celui-ci, en effet, avait entrepris de réformer l'empire ottoman et les mœurs turques sur le modèle européen. Il abandonna et ordonna d'abandonner le costume traditionnel des Turcs ; il buvait du vin, malgré les préceptes prohibitifs du Coran. Ces réformes soulevèrent contre lui la haine de tous les pieux musulmans. On l'appela le sultan « Giaour », « l'Infidèle ». Méhémet-Ali bénéficia de cette impopularité, bien qu'il eût rompu lui-même avec les vieilles traditions du Coran.

Ibrahim proclamait de son côté qu'il voulait délivrer le sul-

(1) Mouriez, *op. cit.*, III, p. 210.

(2) Testa, *Recueil des traités avec la Porte ottomane*, t. III, p. 78 ; Mouriez, *op. cit.*, III, p. 169.

tan de ses mauvais serviteurs, qui violaient la loi sacrée du Prophète et ruinaient les peuples par leurs rapines et leurs extorsions. Il entretenait, par des promesses fallacieuses, l'espoir des Syriens, qu'ils deviendraient complètement indépendants. Il ne fit lever qu'une partie des six millions de piastres (1.500.000 fr.), que la Turquie exigeait comme tribut annuel du gouvernement syrien. Il jura qu'il n'enrôlerait jamais un Syrien dans ses armées. Aussi toutes les populations ne tardèrent-elles pas à se rallier au drapeau égyptien (1).

Méhémet-Ali, cependant, fit semblant de reconnaître toujours la suzeraineté du sultan. Maître de la Syrie, il lui demanda l'investiture du *pachalik* d'Acre, mais sans succès. Les troupes turques s'approchèrent enfin lentement des positions égyptiennes, à Baâlbek. Ibrahim en défit une partie à Homs, le 9 juillet, en écrasa le corps principal à Hamah, deux jours après, s'empara d'Alep, poursuivit les Turcs. L'épée dans les reins, les défit complètement à Beylan, le 29 juillet, et leur enleva toute leur artillerie. Le lendemain, Alexandrette se rendit sans résistance aux Egyptiens, qui entrèrent le 1^{er} août également dans Antioche. Les populations vinrent en foule au devant du vainqueur faire leur soumission (2).

Le Sultan Mahmoud se décida enfin à entrer en pourparlers avec son vassal victorieux. Des deux côtés, on négocia, sans conviction d'arriver à une entente. Les ennemis de Méhémet-Ali, en faveur auprès du Sultan, poussèrent celui-ci à ne pas abandonner la Syrie à un rebelle et à tenter encore une fois la fortune des armes. Réchid Mehemed-Pacha fut nommé à la fois grand-vizir et pacha d'Egypte et chargé, comme généralissime, de réduire à merci le rebelle Méhémet-Ali. Mais, bien que très brave, il ne possédait ni les qualités d'un grand général, ni l'expérience militaire d'Ibrahim et de ses lieutenants.

Dès qu'Ibrahim connut la décision du Sultan de reprendre la lutte, il franchit rapidement le Taurus et ses inexpugnables défilés et se posta à Konieh. Réchid Mehemed-Pacha s'approchait avec soixante mille hommes, armés et instruits à l'européenne. Le 19 octobre, l'avant-garde turque fut culbutée ; le surlendemain, après une bataille très chaude, le

(1) Mouriez, *op. cit.*, III, p. 276 et 277.

(2) Mouriez, *op. cit.*, III, p. 185.

gros de l'armée partagea le même sort. Réchid lui-même tomba entre les mains des vainqueurs. Par une poursuite acharnée, la cavalerie égyptienne dispersa les débris des régiments dont le Sultan Mahmoud avait été si fier (1). Toute l'Asie Mineure était la proie du vainqueur. Le Sultan n'avait plus d'armée à lui opposer. Ibrahim s'avança lentement vers le Bosphore, sans rencontrer de résistance.

Même après la victoire de Konieh, Méhémet-Ali maintint sa fiction qu'il ne voulait pas attenter à l'Empire ottoman, ni à la souveraineté du Sultan, mais simplement débarrasser ce dernier de ses mauvais conseillers. En 1833, il aurait dit à des Européens d'Alexandrie : « Je veux rester serviteur du Sultan... Ibrahim, s'il arrivait jusqu'au Bosphore, se mettrait au pied du Sultan, pour lui demander son pardon et la permission de revenir en Egypte (2). »

Cependant, les puissances jugeaient sa tentative comme un démembrement de l'Empire ottoman, et la considéraient comme un souverain indépendant, rival du Sultan. Or, l'Angleterre voulait à tout prix maintenir l'intégrité de l'Empire ottoman, afin de tenir la Russie éloignée de la Méditerranée. La France, bien que favorable au pacha d'Egypte, ne voulait pas se brouiller avec sa voisine d'Outre-Manche. La Russie, à laquelle le traité d'Andrinople venait de donner une influence considérable en Orient, s'efforçait à imposer à la Porte son protectorat.

Le conflit entre Mahmoud II et Méhémet-Ali devint une question internationale, et la Syrie, jusqu'alors plongée dans l'oubli, se trouva placée au centre des préoccupations de la diplomatie européenne.

Le Sultan Mahmoud II, effrayé à l'approche des Egyptiens, songea d'abord à accepter les offres intéressées de la Russie,

(1) « Ce n'était point — tant s'en faut — disait le *Journal des Débats* de cette époque, dans son numéro du 24 janvier 1833, le sort de la monarchie ottomane qui se disputait dans les champs de l'Asie Mineure, entre les troupes d'Ibrahim et de l'armée du grand-vizir : c'était le retour ou plutôt le maintien de l'Egypte sous la domination turque, à des conditions plus ou moins avantageuses. Il y avait loin de la perte de la Syrie à une dissolution totale de l'Empire ottoman ; c'était une convulsion, sans doute, mais ce n'était pas la dernière. »

(2) Seignobos, *op. cit.*, p. 593.

de mettre une armée à sa disposition pour le protéger. Mais, sur les instances de l'Angleterre, il offrit à Méhémet-Ali les quatre *pachalicks* méridionaux de la Syrie. Saint Jean-d'Acre, Naplouse, Sayda et Jérusalem. La France transmet ces propositions au vice-roi, avec un avis favorable. Mais celui-ci réclama la Syrie entière, avec en plus, le district d'Adana et une partie du bassin de l'Euphrate et du Tigre.

La Sublime-Porte refusa et préféra se jeter dans les bras du Tsar. Le 20 février 1833, une flotte russe jeta l'ancre devant Constantinople. L'émoi fut grand à Paris, à Londres et à Vienne. L'amiral Roussin, ambassadeur de France à Constantinople, somma en vain Méhémet-Ali de se contenter de la Syrie méridionale. Alors le Sultan Mahmoud demanda ouvertement l'appui du Tsar. Un corps d'armée russe de quinze mille hommes vint camper sous les murs de Scutari, en face de Constantinople, pour défendre le Sultan contre les Egyptiens. Vingt quatre mille autres Russes étaient en marche pour le renforcer (avril 1833). C'était la main-mise de la Russie sur la Turquie. La France, l'Angleterre et l'Autriche s'y opposèrent et invitèrent énergiquement la Sublime-Porte à conclure la paix avec Méhémet-Ali, en lui faisant de larges concessions. Le Tsar y consentit implicitement, devant l'attitude résolue des autres puissances, et dut rappeler sa flotte et son armée.

Le 5 mai, la paix fut signée à Kutayeh ; Méhémet Ali fut investi de la Syrie entière et du district d'Adana. Le Liban passa donc également sous sa suzeraineté (1). Cependant, de

(1) Le *Journal des Débats* de cette époque (numéros des 25 janvier et 4 février 1833) nous montre comment depuis un siècle et demi, l'Empire ottoman est allé s'affaissant toujours sous son propre poids, ruiné par chaque guerre, mutilé par chaque traité, affaibli à la fois par l'agrandissement de ses voisins, par le rétrécissement de ses frontières, et par la rébellion de ses sujets, affaibli plus encore par la chute de ses croyances et de ses lois, blessé ainsi dans tous les principes de vie qui fixent sa force et sa splendeur, réduit à ne pas se défendre contre l'Europe, à Navarin, sous le soleil de Lépante, et ne se défendant contre les Russes, dans les plaines d'Andrinople, qu'avec l'intervention de l'Europe ; contre les Grecs, qu'avec l'assistance de l'Egypte ; contre l'Egypte, qu'avec la médiation de la Russie ; colosse caduc, que la politique sage et bienveillante des cours pourra soutenir sur son déclin, mais que nulle main humaine ne pourra relever. — Car la puissance du Croissant roulait

nouvelles complications surgirent immédiatement. Mahmoud II était profondément irritée contre la France, l'Angleterre et l'Autriche, qui l'avaient contraint à capituler devant son vassal. Il signa à Unkiar Skélessy un traité d'alliance avec la Russie, qui s'engageait à le secourir avec ses armées, chaque fois qu'il était menacé. La Russie obtint en échange le passage des détroits pour sa flotte de guerre (juillet 1833), interdit aux vaisseaux de tous les autres Etats (1).

En réalité, ce traité livrait la Turquie au protectorat russe. Le Tsar obtenait une situation prépondérante dans les Balkans et en Asie Mineure ; la Méditerranée était ouverte à sa flotte, et l'Empire ottoman à ses armées. L'Angleterre et la France protestèrent contre le traité d'Unkiar Skélessy, mais ne purent s'entendre pour une action commune contre la Russie. Dès lors, leurs gouvernements ne détournèrent plus leurs regards de l'Orient, afin de déchirer ce traité à la première occasion. De nouveaux conflits étaient inévitables.

En attendant, Méhémet-Ali, maître de la Syrie, put organiser en paix sa conquête.

II

L'administration de Méhémet-Ali en Syrie.

Méhémet-Ali procéda immédiatement à l'organisation de la Syrie, avec l'idée très nette d'en faire un domaine héréditaire de sa dynastie. Avant tout, il en assura la défense militaire contre tout retour offensif venant de Constantinople. Sa frontière septentrionale fut fortifiée sous la direction d'ingénieurs européens.

Pour l'organisation civile, le vice-roi s'inspirait également, avant tout, des besoins militaires. La Syrie devait être le bastion de sa puissance contre la Sublime-Porte. Il est caractéristique pour le rôle éminent joué par l'émir Béchir Chéhab qu'Ibrahim Pacha le consulta pour réorganiser toute la Syrie. C'était sur lui et sur ses fils que le vainqueur semblait s'appuyer même après la victoire pour rendre la conquête défini-

sur deux ressorts : l'esprit de conquête, et il n'a d'appui que l'étranger ; le prosélytisme musulman, et le voilà condamné par le sort à ne rester debout qu'à l'ombre de la chrétienté.

(1) Voir le texte du traité dans Martens, *Recueil des Traités*, nouvelle série, tome VI.

tive. Ibrahim Pacha manda auprès de lui, successivement l'émir Amîn, fils de l'émir Béchir, puis celui-ci en personne pour délibérer avec eux sur la répartition de l'impôt dans les différents vilayets (1).

Méhémet-Ali aurait voulu introduire en Syrie la même centralisation despotique et forte qu'en Egypte. Seulement il se heurta à de grandes difficultés. En effet, il ne pouvait abroger de droit les lois turques existantes, parce qu'elles étaient censées dériver du Coran, et étaient considérées comme sacrées. Il était obligé de les tourner, de leur juxtaposer les lois égyptiennes. La conséquence en était une confusion effroyable. En outre, il n'était guère possible d'appliquer intégralement du jour au lendemain le système égyptien en Syrie.

Cependant Méhémet-Ali se mit à l'œuvre avec son énergie brutale habituelle ; Ibrahim Pacha était chargé du gouvernement général ; mais, passionné pour le métier des armes, soldat et général avant tout, il ne s'occupait de l'administration civile que quand cela lui plaisait, en réalité fort peu. Il avait sa principale résidence à Antioche, point stratégique très important, à proximité de la frontière contre la Turquie ; mais il parcourait souvent la province dans tous les sens avec une rapidité qui lui valut le surnom d'« Eclair ».

Son principal auxiliaire était Munib Effendi, président de son *Divan* ou Conseil de contrôle et de gestion pour les contributions directes et le *Miri*.

La Syrie demeurait divisée en vilayets, auxquels Ibrahim-Pacha eut soin de préposer des hommes de choix, ses parents et les auxiliaires les plus dévoués de son père. Le vilayet de Damas fut donné à Chérif Pacha, un parent de Méhémet Ali, avec le titre de gouverneur général d'Arabie. Vieillard habile et rusé, mais avide et cruel, très jaloux de son autorité, il vivait en très mauvais termes avec Ibrahim-Pacha, qui le détestait. Le gouvernement des villes de la côte fut d'abord confié aux Chéhab, puis, plus tard, ajouté au vilayet de Sayda, dont le siège fut transporté à Beyrouth. Soliman-Pacha fut préposé à ce vilayet très important à cause du commerce européen. Le vilayet d'Alep était confié à Ismaïl-Bey, un des cousins d'Ibrahim, administrateur capable, mais cupide et fanatique,

(1) Chidiaq, *op. cit.*, p. 575-577.

celui d'Adana à Ahmed Menikli. Anna Bahry-Bey, Arménien très habile, très souple, mais avide et voleur, était placé à la tête de l'administration financière. Très dur pour les contribuables, il trompait sans cesse le vice-roi et s'enrichissait de ses nombreux vols. Son frère Germanos Bahry le secondait de toutes ses forces, comme administrateur financier du vilayet d'Alep, dont il mettait les populations en coupe réglée, de complicité avec Ismaïl-Bey.

La rapacité de ces hauts fonctionnaires et les rivalités entre eux n'étaient certes pas faites pour faciliter la bonne administration de la Syrie. Méhémet-Ali n'était pas toujours heureux dans le choix de ses auxiliaires et de ses collaborateurs. Il témoignait à certains d'entre eux une trop grande confiance qu'ils ne méritaient pas. Néanmoins, il accomplit en Syrie une grande œuvre. En quelques mois, il sut y ramener la paix et l'ordre, conditions primordiales de tout progrès.

Les peuplades syriennes étaient contenues par une armée de soixante-dix mille hommes. L'administration de la nouvelle conquête de Méhémet-Ali fut organisée avec l'argent que l'Egypte fournissait, outre qu'elle payait déjà en totalité l'équipement et l'armement des troupes, et en partie leur habillement et leurs vivres (1).

Le puissant pacha ne se borna pas à subjuguier les Syriens ; il entreprit de les gagner, de les attacher à sa fortune. Ibrahim s'efforça d'abord d'attacher au nouveau gouvernement les grandes familles indigènes, en les faisant participer aux honneurs et aux profits du pouvoir. Ensuite, il sema habilement la division parmi les peuplades syriennes, afin de les affaiblir. Une de ses principales innovations fut l'établissement d'une administration municipale régulière. Chaque ville avait son gouverneur ou *mutsellim*, placé sous les ordres du gouverneur général. Il était chargé de l'administration municipale et de presque tous les détails qui ressortent, en France, du conseil municipal. Il avait même certaines attributions judiciaires, remplissait les mêmes fonctions qu'un juge de paix, en France, et empiétait même sur les pouvoirs du *cadi*, dont il sera question plus loin. Son principal auxiliaire était son secrétaire, *El-Mubacher*, qui remplissait en

(1) Perrier, *op. cit.*, p. 102 et suiv.

même temps les fonctions de receveur des contributions (*sarraf*).

Toute ville de deux mille âmes et au-dessus avait un *Divan* communal, ou *Divan Sciori* ; le président en était choisi parmi les habitants et ne relevait pas du *mutsellim*. Ce divan devait être composé des négociants et des notables, au nombre de treize, dix-sept, vingt-un, selon l'importance de la ville. Les deux religions, musulmane et chrétienne, devaient être représentées, à moins que la ville fût entièrement musulmane.

C'était une assemblée consultative, à la fois conseil de préfecture, tribunal de commerce, assemblée de prud'hommes, cour des comptes et cour d'assises. Le *Divan* devait principalement surveiller la répartition et la levée des impôts directs ; il était consulté chaque fois que le gouverneur de la ville n'osait pas prendre la responsabilité d'une décision. Mais ses avis ne liaient en rien le gouverneur général, qui décidait en dernier ressort. Théoriquement, il est vrai, le *divan* communal pouvait en appeler aux *Divan Scioris* de Saint-Jean-d'Acre et de Damas, sortes de cours d'appel, enfin au *Divan* du Caire, qui décidait souverainement. Mais, dans la pratique, les sentences du gouverneur général étaient toujours acceptées. En réalité, les attributions des *divans* étaient trop vastes et trop vagues, pour que ces assemblées municipales pussent bien fonctionner. Ensuite, Méhémet-Ali n'avait fixé pour elles aucun mode de renouvellement. Elles étaient livrées aux influences des castes et des personnes. Néanmoins, pour la première fois, les villes syriennes furent dotées d'institutions municipales modernes, où leurs habitants étaient représentés. Ce principe ne devait plus disparaître de leur pays.

Le meilleur côté de l'administration égyptienne était la police. Méhémet-Ali réussit à introduire en Syrie un bon ordre et une sécurité qu'elle n'avait pas connus depuis des siècles. Des peines très sévères étaient édictées contre les moindres crimes. La bastonnade et la mort étaient des châtiments très fréquents. Le voleur de grand chemin était pendu sans rémission à un arbre, à l'entrée des villes, avec un écriteau sur la poitrine, où on lisait, en grosses lettres, le motif de sa condamnation.

Les cheikhs des villages, les chefs des tribus étaient personnellement responsables des crimes et des vols commis sur leur territoire, quand ils n'en découvraient pas l'auteur. Les

tribus et les villages étaient ordinairement pris à partie pour le paiement des dommages ou la restitution des objets volés. Les autorités égyptiennes veillaient à l'application la plus stricte de ces règles.

Méhémet-Ali fut moins heureux dans l'organisation de la justice. Avant lui, les pachas ou leurs délégués (les *Kiayas*) jugeaient les affaires criminelles et de simple police, les *cadis* les affaires contentieuses et civiles. C'était une justice simple et prompte. Méhémet-Ali compliqua les rouages, sans en déterminer nettement les compétences réciproques. L'incertitude et les conflits devinrent perpétuels entre les diverses autorités, entre les gouverneurs et les juges proprement dits. Cependant, là aussi, il introduisit en Syrie d'heureuses innovations. Dans chaque ville, il y avait un *cadi* qui jugeait les causes minimes, principalement les différends entre voisins ; devant lui se passaient également les transactions commerciales, les actes de vente, de donations, etc. Les causes majeures ressortaient d'un tribunal. *el-mehkéme*, où siégeait le *cadi* et plusieurs *muftis* ou *naïbs* (docteurs). Leur secrétaire ou *Katib* en enregistrait les sentences. Les pachas seuls pouvaient prononcer les sentences de mort. Les tribunaux composés de plusieurs juristes, offraient plus de garanties aux justiciables que le juge unique. En outre, Ibrahim Pacha les contrôlait ou les faisait contrôler étroitement par ses officiers, avec un véritable souci de l'équité (1).

Le pacha d'Égypte, pour sa politique d'expansion, avait besoin d'une forte armée et de bonnes finances. La principale fonction de ses administrés, selon lui, devait être de bien remplir son trésor. Aussi établissait-il en Syrie comme en Égypte, une fiscalité bien réglée et très dure.

Avant lui, les Syriens payaient comme tous les sujets ottomans, le *miri* ou impôt territorial, les douanes, les droits dits arbitraires, et les avanies, impositions extraordinaires levées sous forme de rançons et de punitions. Enfin, les chrétiens étaient astreints au *Kharadj* ou capitation personnelle.

Le *miri* était un impôt foncier, généralement faible, levé comme droit de conquête par la Porte. Sélim I^{er}, au moment de la conquête de la Syrie, avait fait dresser, comme

(1) Guys, *Esquisse*, p. 47 et suiv. ; Mislin, *op. cit.*, I, p. 567.

nous l'avons vu, le cadastre de tous les terrains cultivés et les avait imposés du *miri*. Cet impôt était fort inégalement réparti pour des considérations générales ou particulières, selon que le pays avait manifesté plus ou moins de résistance au vainqueur et selon le rapport des terres. Les propriétés dévouées aux mosquées (le *Wakf*), très nombreuses, en étaient complètement exemptes.

Le *miri vert* était levé sur les plantes d'oliviers, de mûriers, d'arbres fruitiers, et sur les arbres de culture en général. Il s'élevait à 5 0/0 du revenu d'une année peu abondante. Par abus, l'arbre était assujéti à l'impôt dès qu'il était planté, avant même qu'il donnât des fruits.

Le *miri vert*, comme le *miri simple*, était un impôt très nuisible. Les paysans se pressaient de tirer parti des mûriers avant qu'ils fussent pleinement développés ; ils en arrachaient trop tôt les feuilles, pour l'élevage des vers à soie. Aussi le rapport des mûriers était généralement faible. Ils négligeaient même de renouveler leurs plantations d'oliviers, et conservaient les vieux oliviers aussi longtemps que possible ; car, pour les plantations nouvelles, ils auraient été obligés d'attendre quelques années avant de récolter des olives, et de payer quand même intégralement le *miri vert*. Certains paysans arrachaient parfois de désespoir les plantations déjà faites (1).

Le *miri* pesait aussi lourdement sur l'agriculture. En effet, une terre, une fois taxée, devait le payer à perpétuité, même si elle devenait inculte. De plus, le fisc taxait aussi les terres nouvellement défrichées. Tous les terrains, qu'ils fussent cultivés ou non, étaient ainsi imposés dans les régions habitées. Le paysan travaillait principalement pour le fisc. Il en était profondément découragé et comme frappé de torpeur. Il n'améliorait pas ses cultures, ne faisait pas de nouveaux défrichements et même abandonnait parfois sa terre (2). La Syrie, très bien cultivée jusqu'à l'arrivée des Turcs, était tombée dans une profonde désolation.

Méhémet-Ali changea l'assiette du *miri*. Tous les terrains de rapport, quelle que fût leur nature, devaient en principe payer une même contribution. Comme les fondations reli-

(1) Perrier, *op. cit.*, p. 97 et suiv.

(2) Perrier, *op. cit.*, p. 98 et suiv.

gieuses étaient devenues très nombreuses, leurs terres n'en étaient plus exemptes comme auparavant. Cependant la répartition du nouveau *miri* était arbitrairement faite, de sorte qu'il pesait sur les paysans presque aussi lourdement que l'ancien. Le *miri vert* était perçu par le fisc égyptien sur le même pied que par le gouvernement de la Porte. Les chefs des villages et les gouverneurs des villes étaient personnellement responsables des rentrées.

Le *Kharadj*, appelé *Djouali* dans la Montagne, était une sorte de capitation, établie dit-on par le deuxième kalife, Omar. Il était dû par tous les individus mâles *rayas*, sujets des kalifes, depuis l'âge de quinze ans, comme « rachat de leur tête », c'est-à-dire comme prix de leur rançon. Il variait entre sept et neuf piastres par an et par tête. Méhémet-Ali maintenait le *Kharadj* pour les chrétiens. Puis il transforma certains impôts turcs, et en remplaça d'autres par de nouvelles contributions. D'abord, il établit le *féridé* (*féridet-el-rouss*), qui était un impôt personnel, une capitation imposée à tous les habitants de la Syrie, sans distinction de religion. Seuls les fonctionnaires civils et militaires en étaient exempts (1). On le payait à partir de l'âge de douze à quinze ans. Il devait théoriquement comprendre un douzième du revenu annuel ; mais, dans la pratique, il était levé arbitrairement et inégalement. Il variait entre 15 et 500 piastres, et pesait lourdement sur les ouvriers surtout, astreints déjà aux corvées, et dont les salaires mensuels étaient très minimes (n'atteignant pas toujours trente piastres).

La répartition du *féridé* était faite par les *Divans Scioris* d'une façon très arbitraire. Tous les contribuables d'une localité étaient rendus solidaires les uns des autres par le fisc. On répartissait les *féridés* des morts et des absents, par exemple des jeunes gens enrôlés dans l'armée comme soldats, sur le reste de la population. Certains contribuables, portés par erreur deux fois sur les contrôles, étaient obligés de payer deux fois le *féridé*, quoique l'erreur fût évidente pour les percepteurs eux-mêmes.

Sous le nom de « droits arbitraires », les Syriens payaient encore un droit d'entrée ou plutôt de déplacement (*Teskerch*) sur tout comestible, grains, orge, fourrage, etc., transporté

(1) Perrier, *op. cit.*, p. 99.

d'une ville à l'autre, pour la consommation ou pour le commerce (1).

Quant aux douanes, le pacha d'Egypte les remania totalement. Avant 1822, les indigènes étaient soumis à des droits de 18 à 21 0/0, tandis que les Européens ne payaient pour tout droit qu'une moyenne de 4 0/0 (2).

Méhémet-Ali ne voulut pas toucher à ces droits établis par des traités internationaux. Pour les indigènes, il fixa un droit de 4 0/0 de la valeur de chaque marchandise, en plus des droits arbitraires, payable dans la ville d'où l'on faisait l'envoi. L'Européen payait seulement à l'entrée des marchandises dans le pays (3).

Les revenus des douanes des ports et des villes étaient affermés à l'enchère, au premier venu qui offrait des garanties de paiement, ordinairement à des Arméniens ou à des chrétiens. Les concessionnaires formaient ensemble une société dont tous les membres étaient liés par l'intérêt commun et apportaient la plus grande vigilance à la rentrée des droits. Tous les frais d'administration et de perception étaient à leur charge. Ils pouvaient demander aux gouverneurs de leur prêter main forte dans des cas urgents.

À l'entrée des villes, Méhémet-Ali faisait percevoir l'octroi, principalement sur les bestiaux. Les bœufs et vaches étaient taxés de 13 à 21 piastres; et, s'ils étaient destinés à la consommation immédiate, de 60 à 70 piastres. Les moutons, les chèvres et les chameaux étaient soumis à un droit annuel (4).

Il établit certains monopoles, comme celui de la vente de toute espèce de comestible (même des légumes les plus ordinaires), dans les villes.

C'était un régime très dur que le vice-roi d'Egypte imposait à la Syrie, malgré tous les progrès réalisés sur l'administration

(1) Les Européens en étaient exempts, mais pour leur consommation seulement (V. Perrier, *op. cit.*, p. 102).

(2) Les droits de douane exigés des Européens étaient fixés par les capitulations et les traités de commerce. Il y avait un tarif qui comprenait les principales branches de commerce avec l'Europe, les draps, les sucres, les toiles, la soie, les cochenilles, les bois de teinture, etc. Les articles tarifés étaient soumis à un droit unique de 1 ou 1/2 0/0 à leur entrée dans les ports de Syrie, les articles non tarifés à un droit de 3 0/0.

(3) Perrier, *op. cit.*, p. 102 et s.

(4) Perrier, *op. cit.*, p. 101 et s.

antérieure. Les charges fiscales pesaient très lourdement sur le peuple. Au début, on percevait les impôts avec modération, parce que les dépenses militaires étaient payées entièrement par l'Egypte. Mais bientôt la Syrie fut mise plus fortement à contribution. Il fallait pourvoir à d'énormes dépenses nécessitées par l'entretien des forces militaires considérables du vice-roi, par la construction des travaux de fortification le long des frontières. On exigeait alors l'impôt sans équité aucune, faisant payer les gens qu'on croyait solvables pour les insolvables et les réfractaires, enlevant par des procédés barbares à de malheureuses femmes jusqu'à leur dernière piastre (1). Le prix des vivres augmenta, celui des terres diminua. Malheureusement, Méhémet-Ali ne se borna pas à pressurer les Syriens par l'impôt ; il exigea d'eux des réquisitions forcées. Les ouvriers et les paysans étaient contraints, contre paiement d'une indemnité dérisoire, de se mettre à la disposition des autorités, pour des travaux de toute nature, même à l'époque des moissons.

Les fonctionnaires égyptiens étaient durs, hautains et souvent corrompus. Méhémet-Ali leur donnait de forts traitements, dans l'espoir d'empêcher la vénalité ; mais il se montrait trop indulgent envers beaucoup de ses agents, dont la corruption était avérée et qui, ouvertement, commettaient des exactions.

Dans les manufactures de l'Etat, les ouvriers travaillaient pour des salaires très modiques. Les produits de ces usines étaient beaucoup moins chers que ceux de l'industrie privée, qui subissait par cette concurrence de graves dommages. En outre, elle était entravée par le contrôle méticuleux de l'Etat. Les abus et les vexations étaient si nombreux que le mécontentement devint très vite général.

Cependant, de grands progrès étaient réalisés. L'égalité devant l'impôt et dans le service militaire, sans distinction de religion, était accomplie. La condition des chrétiens était considérablement améliorée (2). Il y avait une plus large tolérance religieuse. Surtout une grande sécurité régnait en Syrie, dans les villes et même dans les campagnes (3).

(1) Mislin, *op. cit.*, I, p. 331 ; Guys, *Beyrouth*, II, p. 216 à 228.

(2) On avait notamment aboli, dans le costume, les restrictions qui leur étaient imposées.

(3) Sous le régime antérieur des Turcs, on ne pouvait s'exposer

Le brigandage était sévèrement réprimé. Ce fut grâce à cet ordre que le pays commença à se développer économiquement et à prospérer. Le gouvernement de Méhémet-Ali était, nous dit Perrier (1), « le pouvoir le plus uni, le plus fort, le mieux organisé qu'il fût possible d'avoir en Orient ». Certainement, il aurait relevé davantage la Syrie, sans l'hostilité toujours plus grande que l'Europe, en dehors de la France, lui manifestait, et sans le despotisme qu'il faisait peser sur les populations soumises. Il commit surtout l'imprudence de se brouiller avec les Libanais, qui cependant avaient si fortement contribué à sa victoire. Au lieu de respecter leur autonomie et leurs privilèges, il voulut les courber sous le même joug que tous ses autres sujets. Ce fut l'écueil, contre lequel échoua sa fortune.

III

Le Liban sous la domination égyptienne.

Dans la Syrie égyptienne, le Liban avait une situation particulière. L'émir Béchir, en effet, après avoir été un des principaux artisans de la rapide victoire d'Ibrahim, devait être un des plus fermes soutiens de sa domination. Les Libanais avaient pris une part glorieuse à la marche sur Damas et aux grandes batailles d'Homs, de Hama, de Beylan. Aussi Méhémet-Ali ne ménageait-il pas ses marques de sympathie et de faveur à l'émir Béchir. Il lui conféra non seulement le gouvernement de la Montagne, mais encore celui de toutes les villes du littoral et la police dans la plaine de Damas (2).

L'autonomie libanaise fut d'abord respectée par Méhémet-Ali. Mais l'émir Béchir profita de sa faveur et de la forte administration égyptienne pour consolider sa propre autorité dans la Montagne et diminuer encore davantage celle des *Mokatédjis*. A cet effet, il enleva peu à peu l'administration

sur le chemin le plus fréquenté du littoral, même d'une ville à l'autre, sans courir le risque d'être dépouillé et assassiné. Les brigands venaient impunément jusqu'aux portes des villes. Dans l'intérieur du pays, c'était bien pis encore, et un étranger, un Européen surtout, ne pouvait s'y hasarder sans escorte (Perrier, *op. cit.*, p. 412).

(1) *Op. cit.*, p. 106.

(2) Testa, *op. cit.*, t. III, p. 78 ; Edwards, *op. cit.*, p. 7.

des districts aux seigneurs locaux pour la donner à des membres de sa propre famille. Il n'osa pas s'attaquer directement au régime féodal, mais il essaya d'en tirer profit pour fortifier sa propre situation, et il usa du vieux stratagème employé par les rois de France et d'Allemagne, pendant le moyen-âge : il donna les grands fiefs à ses fils et à ses amis les plus fidèles (1). L'émir Kassim, son fils aîné, reçut ainsi le Chouf ; Khalil et Emin, ses deux autres fils, les fiefs de Schahar et de Djébaïl ; ses neveux, Abdallah et Béchir le Jeune, ceux de Kesrouan et de Teffah. L'émir Haydar, de l'ancienne et illustre famille des Arselan, un des plus fermes soutiens du prince, obtint le Metn et l'administra avec une cruelle énergie.

En même temps, l'émir Béchir augmenta ses pouvoirs judiciaires aux dépens de la justice seigneuriale. Comme ailleurs, la justice devint une arme entre les mains du prince contre les seigneurs féodaux et servit à renforcer le pouvoir central et monarchique. L'émir Béchir enleva la juridiction civile et le contentieux aux *Mokatédjis* et les transféra à trois juges spéciaux nommés par lui. L'un siégeait à Dér-el-Kamar et devait toujours être Druse ; le deuxième résidait à Ghazir ou à Zouk et était un évêque maronite ; le troisième, un diacre maronite, siégeait à Zogharta (2). Très habilement, l'émir Béchir choisit quelques auxiliaires parmi les membres du clergé. Il mettait ainsi la division entre les deux ordres privilégiés, la noblesse et le clergé, et les affaiblissait l'un et l'autre. Il se servait surtout des origines et des sentiments démocratiques des prêtres contre la noblesse, pour maintenir l'un et l'autre ordre dans l'obéissance ; mais il n'osa pas faire le pas décisif et abolir les privilèges des *mokatédjis*. C'est la politique traditionnelle de tous les princes luttant contre la féodalité. L'émir Béchir, en s'alliant au clergé contre la noblesse, agissait comme la plupart des Capétiens et des souverains anglais et allemands.

Le clergé, du reste, ne ménageait point son appui au grand émir. Par sa propagande habile et incessante, il agissait auprès des paysans, leur prêchait l'amour du prince, fortifiait chez eux l'esprit d'obéissance et de discipline. Longtemps encore après la disparition de l'émir Béchir, les prêtres célé-

(1) Perrier, *op. cit.*, p. 311.

(2) Perrier, *op. cit.*, p. 312.

braient ses louanges et honoraient son souvenir. Le R. P. Azar l'appelle le « Père des peuples », alors que son gouvernement a pourtant été dur pour le paysan (1).

Enfin, l'émir Béchir introduisit définitivement l'usage des lois écrites dans la Montagne, limitant par là aussi l'arbitraire des juges seigneuriaux et autres. Les tribunaux devaient désormais juger d'après les lois turques, et particulièrement d'après celles des *Chaaftés*, qui étaient les plus favorables aux populations non-musulmanes.

Un monarque qui veut augmenter son pouvoir, est obligé d'avoir un trésor bien garni. Aussi voyons-nous, au moyen-âge, les rois de France et d'Angleterre se préoccuper sans cesse de nouvelles ressources financières. De même, l'émir Béchir, dans le Liban, cherchait à augmenter continuellement ses revenus et à s'enrichir. Le tribut annuel imposé au Liban avait été fixé par Méhémet-Ali à 6.782 bourses (847.750 francs), ce qui n'était pas, en somme, un chiffre bien élevé pour un pays de cinq cent mille habitants environ. Mais l'émir en percevait tous les ans plus du quadruple. La majeure partie était versée dans son trésor particulier (2).

Comme dans tous les pays où l'administration monarchique est encore rudimentaire, et principalement en Orient, la perception de l'impôt engendrait bien plus de maux encore que l'impôt en lui-même. La répartition en était arbitraire et inique ; les notables et les gens riches obtenaient des exemptions et des diminutions d'impôt, grâce à la corruption, au *bakchiche*, tandis que les paysans et les petits artisans étaient surtaxés, pour combler les vides. Enfin, la perception de l'impôt était accompagnée d'actes de violence, qui s'exerçaient sur les malheureux paysans.

Pendant les deux premières années néanmoins, la domination égyptienne ne pesait pas trop lourdement sur les Libanais. C'était l'époque la plus splendide du gouvernement de l'émir Béchir. Sa renommée dépassait les frontières de la Syrie. Dans son magnifique palais de Béit-ed-Dîn (3), qu'il faisait alors embellir sans cesse, il trônait au milieu de sa nombreuse

(1) Azar, *op. cit.*, p. 75.

(2) Perrier, *op. cit.*, p. 350.

(3) Il l'appelait la « Maison de la Foi ». Il y avait, en effet, une chapelle chrétienne, un *khaloué* druse et une mosquée.

famille (1), entouré d'un luxe féerique, rappelant les anciens princes de l'Orient.

Il y vivait à la fois en prince féodal et en monarque absolu, conservant plusieurs des usages les plus éclatants du moyen-âge. La largeur de son hospitalité était réputée partout. Le luxe de ses écuries et de sa vénerie était devenu légendaire. Seul de tous les princes syriens, il organisait tous les ans, selon la coutume féodale, aux mois de janvier et février, des chasses de la perdrix (au faucon), où tous les émirs et cheikhs étaient invités. Il en imposait ainsi à ses sujets à la fois par la force, la ruse et la magnificence, agissant sur leurs sens comme sur leurs esprits.

Lamartine, qui le visita en 1833, en a fait le portrait suivant : « C'était alors un beau vieillard, à l'œil vif et pénétrant, au teint frais et animé, à la barbe grise et ondoyante ; une robe blanche, serrée par une ceinture de cachemire le couvrait tout entier, et le manche éclatant d'un long et large poignard sortait des plis de sa robe, à la hauteur de la poitrine (2). »

VI

Le despotisme de Méhémet-Ali en Syrie.

La domination égyptienne devenait tous les jours plus lourde en Syrie. Les impôts ruinaient les populations. Le *féridé* notamment mécontentait les musulmans qui n'admettaient aucune capitation pour eux-mêmes et le considéraient par conséquent comme une mesure impie. Loin de ménager ses nouveaux administrés, Méhémet-Ali exigeait au contraire d'eux de plus grands sacrifices encore. L'Egypte était épuisée ; c'était donc à la Syrie qu'il allait demander les instruments de sa gloire : de l'argent et des soldats.

Au commencement de 1834, Ibrahim reçut l'ordre de veiller à l'exécution des trois mesures suivantes : 1^o l'établissement du monopole de la fabrication et de la vente de toutes les soies de la Syrie ; 2^o la perception de la capitation, sans distinction de religion ; 3^o la levée de soldats dans les districts méridionaux de la Syrie. Avant d'établir la conscription, cependant, il devait procéder au désarmement général des popula-

(1) L'émir Béchir avait trois fils : Kassim, Khalil et Emin. Le dernier était le plus remarquable des trois et le plus aimé de son père.

(2) *Voyage en Orient*.

tions, afin de rendre toute résistance impossible à l'avenir (1). Il apparut bientôt que la domination égyptienne était aussi dure et aussi oppressive que celle des pachas turcs Méhémet-Ali ne tenait aucun des engagements qu'il avait pris au moment de la conquête.

Alors des révoltes éclatèrent partout, provoquées principalement par la conscription, établie malgré la parole jurée d'Ibrahim Pacha. Lorsque celui-ci ordonna aux cheikhs des districts méridionaux de la Syrie de lever des recrues, il se heurta à un refus. Les Montagnards des pays autour de la mer Morte prirent les armes et s'insurgèrent. Le signal de la révolte partit de Naplouse, en Palestine. Elle prit rapidement des proportions formidables. Les faibles détachements égyptiens qui occupaient le pays, durent se replier sur Jaffa et subirent quelques échecs. Quelques-uns d'entre eux furent même faits prisonniers par les insurgés.

Ibrahim demanda des renforts à son père, le vice roi, qui accourut en personne à Jaffa avec des forces considérables. Ils réussirent à diviser leurs adversaires, jaloux les uns des autres, bien plus brigands que guerriers, toujours en quête de butin, et prêts à trahir leurs frères d'armes s'ils y trouvaient leur intérêt matériel. Grâce à leurs rivalités, ils se laissèrent jouer et désunir par Ibrahim, qui les vainquit les uns après les autres.

Les Libanais n'avaient pas pris part au mouvement. Méhémet Ali avait même engagé l'émir Béchir à lever des troupes depuis la Maqila jusqu'à Damas et à venir le rejoindre à Jaffa. Mais le prince de la Montagne, croyant la domination égyptienne ébranlée, voulut éviter de se compromettre aux yeux des Syriens en le soutenant trop énergiquement ; il se borna donc à envoyer à Jaffa un de ses fils et un de ses conseillers préférés, en alléguant que sa place était dans le Liban, pour y rassembler des troupes et exécuter les ordres que le vice-roi allait lui donner. Mais Méhémet-Ali n'admettait aucune tergiversation ; il somma l'émir Béchir de marcher avec les Libanais contre les insurgés de Saffed et de les exterminer sans pitié, s'ils refusaient de mettre bas les armes. Le prince de la Montagne dut obéir. A son approche, les insurgés de Saffed

(1) Mouriez, *op. cit.*, t. III, p. 277-278.

se rendirent (1). Méhémet-Ali se contenta d'envoyer les principaux meneurs d'entre eux, au nombre de vingt-deux, aux galères, à Saint-Jean-d'Acre. Les plus timides des insurgés de la Palestine déposèrent alors les armes et obtinrent leur pardon. Ceux qui persévéraient dans la lutte furent mis à mort, ou bien enchaînés et dirigés sur les dépôts des régiments égyptiens, pour y être enrôlés.

Après une résistance acharnée, les cheikhs de la famille Cassim, les principaux et derniers chefs de la révolte, furent complètement vaincus. Six d'entre eux furent pris et décapités (2). En même temps Khalil, le fils de l'émir Béchir avait étouffé des rebellions dans la région de Tripoli, et aidé Salim Bey à soumettre les Nosairis. Après une résistance acharnée, ceux-ci furent presque anéantis. Leur pays était livré au pillage et à l'incendie. Mais ils avaient infligé des pertes sérieuses aux Libanais et aux Égyptiens. D'autres révoltes éclatèrent à Beyrouth, à Alep, à Antioche. Elles ne provoquèrent qu'un redoublement de cruauté de la part des Égyptiens (3).

Cette insurrection des Naplousiens avait montré la réelle faiblesse de la domination égyptienne, car elle avait, pendant cinq mois, tenu en échec toute la puissance de Méhémet-Ali. Aussi résolut-il de prendre les mesures les plus énergiques, pour rendre toute révolte impossible à l'avenir. Le désarmement de tous les Syriens fut rigoureusement opéré. Comme une armée très nombreuse était nécessaire pour maintenir tous ces peuples dans l'obéissance, des levées d'hommes furent ordonnées dans tout le pays. L'argent pour leur entretien devait être fourni principalement par le *féridé* et par le monopole de la soie (4).

La conscription fut pratiquée avec la dernière rigueur et de la façon la plus despotique et la plus arbitraire (5). Lorsqu'en 1836, le prince de Joinville, fils du roi Louis-Philippe de France, parcourut les montagnes de la Syrie, les cavaliers

(1) V. Mouriez, *op. cit.*, t. III, p. 285 et suiv., 291 et suiv. ; Testa, *op. cit.*, t. III, p. 78.

(2) Chidiâq, *op. cit.*, p. 577-579 ; Paton, *op. cit.*, t. III, p. 116, et suiv.

(3) Chidiâq, *op. cit.*, p. 581.

(4) Les ordonnances les plus sévères furent rendues, pour que toute la soie fut accaparée par le fisc, à un prix déterminé d'avance.

(5) V. Mouriez, *op. cit.*, t. III, p. 291 et suiv.

égyptiens de son escorte partaient parfois au galop, pour s'emparer des hommes qu'ils apercevaient dans les campagnes. Ils les attachaient à leurs chevaux et les traînaient au régiment le plus voisin, où ils étaient incorporés immédiatement.

Toute la population mâle de la Syrie était livrée à l'arbitraire brutal de la soldatesque égyptienne. « Quand la force militaire procède à l'enlèvement des conscrits, écrivaient les négociants anglais de Beyrouth au Parlement de Londres, elle pénètre jusque dans l'intérieur des maisons musulmanes. Les soldats en profitent pour voler le mobilier, pour dérober les femmes et profaner les lieux sacrés aux yeux de l'Islamisme. Enfin, on réduit les habitants à ce degré de désespoir qu'ils nous crient : « Nous n'avons plus le cœur à acheter... » Il en résulte que les Musulmans, qui sont nos meilleures pratiques, négligent tout à fait l'ornement de leurs maisons et de leurs personnes ; notre marché, pour la vente des meilleurs effets, se trouve ainsi, et à raison des dernières conscriptions, réduit à une proportion vraiment lamentable (1). »

Parmi les jeunes gens, les plus riches obtenaient leur exemption du service militaire à prix d'argent. Les autres préférèrent souvent s'enfuir dans les montagnes ou dans les déserts plutôt que de se laisser enrôler dans l'armée égyptienne. Les mutilations devenaient fréquentes. Des malheureux s'estropiaient pour toute leur existence, afin d'échapper à la conscription. Des mères même mutilaient leurs enfants. Ibrahim-Pacha dut édicter des peines sévères contre la désertion et contre la mutilation (2).

Toute la vie économique en Syrie était suspendue, à la suite du despotisme brutal du vice-roi. Les malheureux paysans ne savaient plus comment supporter les charges écrasantes de l'impôt, des corvées et des prestations. Pour se procurer quelque argent, ils devaient emprunter. Une nuée d'usuriers s'abattit alors sur la Syrie. Profitant de la misère et du dénûment des pauvres *fellahs*, ils leur achetaient d'avance et au comptant, mais à moitié prix de leur valeur réelle, les récoltes à venir, et exigeaient pour cette avance un intérêt d'au moins 40 0/0. Le terme échu, les récoltes ne

(1) Cité par Mouriez, *op. cit.*, t. III, p. 293 à 294.

(2) Paton, *op. cit.*, t. II, p. 121.

suffisaient pas le plus souvent pour éteindre la dette et les intérêts ; alors, les contrats étaient renouvelés pour l'année suivante, avec les mêmes clauses illicites et inhumaines. De grandes fortunes furent ainsi échafaudées par les spéculateurs, sur la ruine des peuples syriens. Les paysans ne pouvaient échapper aux griffes de ces oiseaux de proie ; car il fallait bien payer les contributions, si on ne voulait pas recevoir la bastonnade. Or, ils préféraient, disaient-ils, mourir de faim plutôt que de coups.

Un désespoir affreux s'empara des Syriens. Ils n'osèrent même plus compter sur des jours meilleurs. La misère devint épouvantable. Dans les montagnes, les habitants abandonnaient la culture et étaient réduits à manger de l'herbe. Des villages entiers, autour de Naplouse et dans la riante région de Nazareth principalement, étaient déserts (1).

La misère devenant de plus en plus effroyable, la population refluit vers le littoral, où les villes regorgeaient de pauvres malheureux.

Le commerce européen, si florissant aux premiers temps de la conquête, était presque entièrement anéanti. La puissance d'achat des indigènes avait disparu. On comprend que l'Angleterre et même la France, qui avait pourtant de la sympathie pour Méhémet-Ali, signèrent, le 16 août 1838, avec la Porte, le traité que nous analyserons plus loin, et qui exigeait l'abolition du régime fiscal de Méhémet-Ali. Les intérêts économiques vitaux des deux puissances étaient trop sérieusement menacés par la « Terreur » égyptienne, pour qu'elles n'intervinssent pas contre cette dernière.

Le Liban, au début de la conquête, avait joui d'un régime privilégié. Mais, à partir de 1834, il ne devait plus échapper au despotisme égyptien. D'abord, l'émir Béchir dut procéder au désarmement de ses administrés et du pays métouali, sur les ordres formels d'Ibrahim pacha. Comme les Druses prétendaient ne pas pouvoir fournir 1.600 jeunes gens au recrutement égyptien, Ibrahim amena dix mille hommes de l'armée régulière à Deir-el-Kamar et à Beït-ed Din pour prévenir toute révolte. Il exploita très habilement contre les Druses les haines qui existaient alors entre eux et les Maronites, soulevées par l'administration de l'émir Béchir. Guidés par les chrétiens, les

(1) Mouriez, *op. cit.*, t. III, p. 278.

soldats égyptiens cernèrent les villages druses et s'emparèrent de plus de soixante mille fusils. Puis, brusquement, Ibrahim se tourna contre les Maronites et les fit désarmer à l'aide des Druses assoiffés de vengeance.

Cependant ces derniers n'avaient livré qu'une partie de leurs armes, les plus vieilles ; ils en avaient caché les meilleures dans les retraites sûres des montagnes. L'autorité égyptienne les exaspéra par ses vexations et ses perquisitions. Des villages entiers furent littéralement mis à sac (1).

Les cheikhs Druses songèrent dès lors à la révolte et reçurent chez eux les émissaires secrets de la Porte ; ils résolurent de se soulever contre l'oppression et de ramener les Ottomans en Syrie.

Le Sultan Mahmoud avait gardé une rancune profonde à Méhémet Ali ; il n'avait plus qu'un but : lui reprendre la Syrie. Il entretenait des agents partout contre son rival. Il fit promettre son appui aux Druses et leur fit parvenir des armes et des munitions à travers le désert. Toute la nation druse se souleva contre l'oppression, appelant ouvertement le Sultan, le maître de l'Empire, à son secours.

L'émir Béchir ne fut pas assez fort pour vaincre cette nouvelle insurrection. En 1833, Ibrahim fut même obligé de mobiliser contre elle un corps d'armée. Il fut encore une fois servi par la haine des Maronites contre les Druses. Ceux-ci furent écrasés après une résistance héroïque. Leurs principaux chefs insurgés eurent la tête tranchée ; d'autres, jugés moins coupables, furent expédiés aux galères, à Saint-Jean-d'Acre, ou dans les mines de Tarsous.

Après avoir désarmé les Libanais, Méhémet-Ali voulut les soumettre au même régime despotique que les autres populations de la Syrie. Ils furent d'abord astreints à toutes les corvées, contrairement aux engagements pris de respecter leur autonomie. On leur imposa le *féridé* ; ils durent même le payer pour ceux qui avaient été tués en combattant pour le vice-roi, ou qui servaient encore dans ses armées.

De nouvelles contributions furent établies sur les nombreux moulins de la Montagne (2). Les prestations et les cor-

(1) Mouriez, *op. cit.*, t. III, p. 295-297 ; *Revue des Deux-Mondes*, 1841, Chidiaq, *op. cit.*, p. 583 ; Paton, *op. cit.*, II, p. 117 et suiv.

(2) Testa, *op. cit.*, t. III, p. 78.

vées surtout devinrent odieuses aux Libanais. Un jour, on découvrit une mine de houille dans la Montagne ; alors le gouvernement égyptien prescrivit à un montagnard de l'exploiter à ses frais et de fournir, sans indemnité aucune, tous les ustensiles nécessaires. Des paysans et des mulets furent réquisitionnés pour le transport du charbon à Beyrouth, contre un faible salaire. Les habitants durent supporter la plupart des frais et fournir, en outre, des sacs et des poutres pour l'exploitation de la mine.

Lors de l'établissement d'une quarantaine, les Libanais durent fournir de la chaux à un prix infime et la transporter gratuitement sur leurs bêtes de somme. Des maçons furent envoyés par force en dehors de leur pays, à Koulak-Boghaz, à Saint Jean-d'Acre ; on ne leur donna que le quart du salaire usité.

Puis vint la conscription. Les Maronites, et les autres nationalités chrétiennes y échappèrent d'abord, à cause de leur religion. Mais les Druses, les Métoualis et les Nosaïris furent enrôlés en grand nombre (1). Beaucoup d'entre eux préférèrent s'enfuir plutôt que de servir dans l'armée égyptienne, où régnait une discipline de fer, et de s'exposer journellement à la mort pour la cause d'un prince étranger.

Le mécontentement était très grand dans la Montagne. De nombreuses plaintes furent adressées à l'émir Béchir, dans l'espoir qu'il obtiendrait une diminution des charges (2). En 1839, plusieurs habitants le supplièrent même de prendre leurs biens qu'ils lui abandonnaient, ne demandant que d'être délivrés des charges qu'ils étaient hors d'état de supporter plus longtemps.

L'émir Béchir intervint auprès d'Ibrahim et de Méhémet-Ali lui-même en faveur de ses administrés. Mais il fut repoussé avec dureté et hauteur, malgré les immenses services qu'il avait rendus aux Egyptiens ; à Tarsous même il fut humilié et menacé. Il ne voulait cependant pas rompre avec le vice-roi ; d'abord, il lui semblait impossible de lutter contre lui ; ensuite lui-même profitait, dans une certaine mesure, de ce régime despotique ; car il avait fortifié sa propre puissance et augmenté ses revenus. Alors, il eut recours à la vieille tacti-

(1) Paton, *op.*, *cit.* t. II, p. 117.

(2) V. Perrier, *op. cit.*, p. 98.

que de division. Par des mensonges et des promesses fallacieuses, il réussit à empêcher l'union de toutes les communautés libanaises ; il maintint notamment le désaccord entre les Druses et les Maronites ; il gouverna avec les uns contre les autres (1). C'était gagner du temps. Mais à ce jeu, l'émir perdit rapidement son immense popularité, le principal élément de sa force. On lui reprochait même de trahir ses compatriotes.

En attendant, Ibrahim mit à sa disposition, contre les mécontents, ses *bachi-bouzouks* ou gendarmes. Comme ils étaient logés aux frais des habitants, c'était une nouvelle charge pour ces derniers. Enfin, on multiplia les châtiments et les peines. La bastonnade fut appliquée aux Libanais comme aux *fellahs* égyptiens.

Malgré toutes les mesures de répression, la révolte couvait sous les cendres, dans la Montagne comme dans les autres régions de la Syrie. La domination égyptienne y manquait de fondements solides. Par ses procédés de despotisme brutal et ses exactions, elle soulevait toutes les populations contre elle, d'autant plus que Méhémet-Ali était venu en libérateur et s'était transformé en tyran.

La situation du vice-roi devenait de plus en plus dangereuse. En effet, la Porte n'avait pas renoncé à l'espoir de lui reprendre la Syrie. Manifestement, elle y encourageait les révoltes contre le vice-roi. Ibrahim commit la maladresse d'user de représailles : il fournit des armes et des munitions aux Kurdes révoltés contre le Sultan, au nord de la Mésopotamie et interdit, sous prétexte de quarantaine, l'accès de tous les ports syriens, aux bâtiments turcs (2). Un nouveau conflit était à prévoir, entraînant après lui une nouvelle crise internationale.

L'Angleterre, dès 1833, avait redoublé d'activité en Orient. Elle n'avait aucun intérêt à voir Méhémet-Ali consolider sa puissance en Egypte et en Syrie ; en effet, elle cherchait à s'assurer elle-même une situation prépondérante dans ces régions si importantes pour ses relations avec l'Inde, et elle préférerait naturellement qu'elles fussent entre les mains débiles du Sultan qu'au pouvoir de l'énergique et ambitieux Méhé-

(1) Testa, *op. cit.*, t. III, p. 74.

(2) Mouriez, *op. cit.*, t. III, p. 297.

met-Ali. En outre, la rivalité entre l'Angleterre et la Russie était de plus en plus aiguë. Le Tzar, par le traité d'Unkiar-Skélessy, avait emporté un avantage marqué en Orient. Le cabinet de Londres ne pouvait plus avoir qu'un but : détruire ce traité, refouler la Russie et attirer la Sublime-Porte vers l'Angleterre (1).

Enfin, une dernière raison attisait l'action anglaise contre Méhémet Ali. Les relations franco-anglaises, très étroites pendant les premières années du règne de Louis-Philippe, se refroidissaient de plus en plus. Or, Méhémet-Ali était l'ami et l'allié de la France, qui jouissait, par lui, d'une influence prépondérante en Syrie. Alors que l'Autriche et la Russie s'étaient unies à l'Angleterre, pour garantir l'intégrité de l'empire ottoman contre le vice-roi, la France seule hésitait et favorisait secrètement ce dernier. En détruisant la puissance égyptienne envahissante, l'Angleterre atteignait également le prestige de sa rivale en Orient.

Dès 1835, lord Ponsonby, ambassadeur britannique à Constantinople, exhorta la Porte à reprendre la lutte contre son rival indocile et tout puissant. Il y trouva une oreille complaisante. L'existence de Méhémet-Ali était, selon les paroles de Réchid-Pacha, un cauchemar pour le Sultan Mahmoud II, et la destruction de ce vassal était le rêve de ses jours et de ses nuits (2). La Russie, de son côté, ne cessait de proposer le secours de ses armées au sultan contre le vice-roi.

En examinant la situation en Syrie et les moyens d'y fomenter une insurrection générale contre Méhémet-Ali, lord Ponsonby songea immédiatement à l'émir Béchir. Lui seul paraissait capable d'entraîner les populations dans une révolte et de saper les bases de la domination égyptienne, à cause de son grand prestige et de ses talents incontestables. Sur les conseils de lord Ponsonby, la Porte envoya, en 1835, un agent secret auprès du prince de la Montagne, pour l'inviter à secouer le joug despotique du vice-roi. Mais l'émir Béchir, toujours prudent et habile, répondit évasivement qu'il attendrait,

(1) Nous avons déjà vu combien le régime fiscal de Méhémet-Ali et la ruine de la Syrie lésaient le commerce britannique et le commerce européen, en général.

(2) *Revue des Deux-Mondes*, année 1841, p. 530.

pour se soulever, que les Turcs fussent maîtres du littoral syrien, c'est-à-dire que l'armée égyptienne eût essuyé de grandes défaites. « Les Montagnards, disait-il, n'auront de chances de succès que lorsque la plaine sera au pouvoir de la Porte ; car la Montagne ne produisant du blé que pour une consommation de trois mois, serait bien vite affamée par un ennemi qui occuperait Beyrouth et Tripoli » (1). Il resta donc fidèle aux Egyptiens. Il est même probable qu'il avertit Méhémet-Ali des mesures que comptait prendre contre lui la Turquie, secondée par l'Angleterre ; car celui-ci accusa nettement l'Angleterre de fomenter la révolte dans le Liban (2).

Après l'échec de cette tentative, l'Angleterre ne renonça pas à ses projets contre Méhémet-Ali ; mais elle crut nécessaire d'attendre une occasion plus favorable, et elle conseilla la prudence à la Porte.

Des négociations venaient d'être ouvertes entre le Sultan Mahmoud II et Méhémet-Ali. Le Sultan réclamait le district d'Ourfa, retenu indûment par Ibrahim. Méhémet répondit en exigeant la reconnaissance de l'hérédité de ses fonctions pour ses descendants, c'est-à-dire la reconnaissance de sa dynastie. Le Sultan ne s'y opposa pas absolument pour l'Egypte, mais demanda en échange la restitution de la Syrie. Le vice-roi rompit les négociations (1837) et moins que jamais paya à la Porte le tribut qu'il lui devait. Il augmenta même ses armements, en prévision d'une guerre. Les deux adversaires cependant, pour le moment, se bornaient à s'observer réciproquement, lorsqu'en 1837, une nouvelle insurrection des Druses porta un rude coup à la domination de Méhémet-Ali.

L'émir Congiar (Khandjar, ou Kangiar), chef d'une ancienne famille seigneuriale des Métoualis, avait été, en 1834, enrôlé de force dans l'armée égyptienne. Il déserta, se réfugia dans les régions les moins accessibles du Liban, et y fit une guerre continuelle de guérillas contre les Egyptiens (3). Il poussa les Druses à la révolte.

A la fin de cette même année, les Druses du Haourân prirent les armes à leur tour. Ils se jetèrent sur les détachements égyptiens qui occupaient les défilés de leurs montagnes, les

(1) *Revue des Deux-Mondes*, année 1841, p. 541.

(2) Testa, *op. cit.*, t. III, p. 23.

(3) Perrier, *op. cit.*, p. 255.

égorgèrent et massacrèrent ensuite les garnisons de la plaine environnante.

En un clin d'œil, tout le Haourân était soulevé ; l'insurrection s'étendit jusqu'aux portes de Damas. Plusieurs régiments égyptiens furent entièrement détruits. Soliman-Pacha lui-même accourut avec quelques milliers d'hommes ; mais il fut repoussé après de sanglants combats. Le général de division Ménikli-Pacha fut grièvement blessé et parvint à grand'peine à regagner la plaine avec quelques soldats (1).

Cette guerre de guérillas dura pendant près d'un an. Elle devait être, pour Méhémet-Ali, ce que les guerres d'Espagne avaient été pour Napoléon I^{er}. Son armée y perdit sa renommée d'être invincible et s'affaiblit beaucoup.

Son prestige fut considérablement amoindri. Toutes les populations syriennes reprirent courage. Ibrahim eut alors l'idée machiavélique de se servir, pour la troisième fois, des Maronites contre les Druses. Comme le diamant seul peut user le diamant, pensa-t-il, seuls les Montagnards peuvent vaincre les Montagnards. Il offrit aux Maronites de leur rendre les armes, à la condition de les tourner contre les Druses. Malheureusement les Maronites, excités par l'émir Béchir, se laissèrent séduire. N'étant pas astreints à la conscription, ils souffraient moins que les Druses du joug égyptien. Ils voyaient surtout une occasion de récupérer leurs armes et de satisfaire leurs rancunes contre leurs rivaux.

Par l'intermédiaire de l'émir Béchir, ils reçurent quelques milliers de fusils (2). Leurs bandes s'infiltrèrent dans les passes montagneuses du Haourân, en délogèrent les Druses surpris et les rejetèrent dans la plaine, où Ibrahim les attendait. Désespérés, les Druses se battirent avec un acharnement terrible ; mais pris entre deux feux, ils succombèrent et s'enfuirent, laissant plusieurs milliers de morts sur le terrain (3). Ce fut une victoire décisive. La révolte fut étouffée dans le sang (4). Des centaines de Druses furent exécutés. Deux mille d'entre eux pour échapper à la mort, se firent baptiser

(1) V. Mouriez, *op. cit.*, t. III, p. 297 et suiv.

(2) Mouriez, *op. cit.*, t. III, p. 301 ; Chidiâq, *op. cit.*, p. 585 : Mislin, *op. cit.*, t. I, p. 331 ; Paton, *op. cit.*, t. II, p. 124 et suiv.

(3) Mouriez, *Ibid.*, t. III, p. 303.

(4) *Revue des Deux-Mondes*, année 1842, p. 514.

et jouirent ainsi de la protection de la France. Plus tard, ils retournèrent à leurs premières croyances.

Ibrahim annonça à son père la pacification complète de la Syrie. Mais Méhémet-Ali ne s'y trompa pas. Il devint plus soucieux et envisagea l'avenir avec inquiétude (1). Un jour, un de ses familiers lui demanda si la crainte des puissances européennes l'assombrissait ainsi : « *Les puissances européennes, s'écria-t-il, je les tiens dans ma tabatière. Ce sont ces maudits Syriens qui me tourmentent ; ils seront la cause de tous mes malheurs.* »

En effet, la révolte des Druses avait révélé sa faiblesse réelle. Sans le concours des Maronites, il n'en aurait pas été vainqueur. L'Angleterre en conclut qu'il fallait reprendre la lutte contre lui. Immédiatement, elle négocia avec la Porte un nouveau traité, signé le 16 août 1838 ; il portait sur l'abolition des monopoles dans toute l'étendue de l'Empire ottoman, y compris l'Egypte et la Syrie (2). Or, toute la force financière du vice-roi reposait sur les monopoles. La Porte en signant le traité, pensa le ruiner. De son côté, le cabinet de Londres ne voulait pas seulement protéger son commerce du Levant, mais ébranler également dans ses bases le pouvoir de Méhémet-Ali. L'Angleterre venait d'occuper la position d'Aden, qui commande l'entrée de la Mer Rouge, et déjà elle songeait à s'implanter en Egypte. Par le traité du 16 août, elle créa l'occasion d'y intervenir contre le vice-roi. La France adhéra aussi à ce traité ; mais elle n'y voyait qu'un moyen de garantir les intérêts de son commerce et un avertissement adressé à Méhémet-Ali d'adoucir enfin les rigueurs excessives de son régime fiscal (3).

Un mois avant la signature du traité du 16 août, les Russes avaient proposé au Sultan une armée de secours de cinquante mille hommes contre le Pacha d'Egypte. Le Sultan Mahmoud II et son grand vizir Chosrew, l'ennemi personnel de Méhémet-Ali, crurent le moment venu de reprendre l'offensive contre lui. Au début de 1839, ils mobilisèrent quatre-vingt-mille hommes, sous le prétexte de les conduire dans la

(1) Mouriez, *op. cit.*, t. III, p. 304.

(2) Martens, *Nouveau Recueil de Traités*.

(3) Thureau-Dangin, *Histoire de la monarchie de Juillet*, t. IV, p. 276 et suiv.

Mésopotamie. Leur plan était d'amener Méhémet-Ali à ouvrir les hostilités, afin de pouvoir l'accuser d'avoir violé le *statu quo* établi par le traité de Kutayeh et d'obtenir une intervention européenne contre lui.

Cependant, devant le refus constant de Méhémet-Ali de payer le tribut, d'évacuer le district d'Ourfa et d'arrêter les empiètements continuels des Egyptiens en Asie-Mineure et vers l'Euphrate, Chosrew résolut de prendre l'offensive. Ibrahim venait de soutenir les Kurdes révoltés contre le Sultan. L'armée turque, après les avoir châtiés, franchit l'Euphrate, le 21 avril 1839, et pénétra sur le territoire syrien. Immédiatement, l'armée égyptienne, sous les ordres d'Ibrahim et de Soliman-Bey (le Français Selve), entra en campagne. Elle tourna les Turcs, par une marche sur leur flanc gauche, et les mit en pleine déroute à Nézib, le 24 juin 1839. La route de Constantinople était ouverte au vainqueur. Il s'engagea dans l'Asie Mineure et s'approcha, sans coup férir, du Bosphore.

Mahmoud II n'apprit pas sa défaite ; il mourut le 1^{er} juillet, aissant le pouvoir à son fils Abdul-Médjid, âgé de 16 ans. Le capitain-pacha ou grand amiral Achmet, au lieu d'attaquer les escadres égyptiennes, emmena au contraire la flotte turque à Alexandrie et la livra à Méhémet-Ali. L'empire ottoman allait devenir la proie du vice-roi, si les puissances n'intervenaient pas.

En vertu du traité d'Unkiar-Skélessy, la Russie se préparait à envoyer une armée à Constantinople, pour défendre le Sultan. Alors, l'Angleterre proposa à la France, à l'Autriche et à la Prusse d'arrêter ensemble Méhémet-Ali et d'ôter ainsi tout prétexte d'intervention russe (1).

En France l'opinion publique était favorable au vice-roi. Elle avait même l'illusion de croire que lui seul pouvait régénérer l'empire ottoman, et comptait sur lui pour resserrer les liens entre la France et les pays d'Orient. Le ministère français accepta cependant de maintenir le *statu quo* en Syrie.

Méhémet-Ali repoussa les ouvertures pour la paix que lui fit Chosrew. Cependant, peu à peu sa situation empira. Contre le

(1) Les textes des notes diplomatiques se trouvent dans Testa, *op. cit.*, t. III, p. 19 et suiv.

nouveau Sultan, les musulmans croyants n'avaient plus les mêmes préventions que contre le Sultan Mahmoud II «le Giaour» (1). Ils se rapprochèrent de la Porte. C'était une sérieuse cause d'affaiblissement pour Méhémet-Ali. En même temps, les cinq puissances firent remettre à la Porte une note collective le 19 juillet, annonçant leur accord certain dans la question orientale, et priant le Sultan, «en attendant les fruits de leurs dispositions *bienveillantes*, de ne décider absolument rien sur la susdite question, d'une manière définitive, sans leur concours».

L'Europe prenait ainsi elle-même en mains le règlement du conflit turco-égyptien, en vertu du principe de l'intégrité de l'Empire ottoman, devenu une des bases de la politique internationale. A l'intervention isolée d'une puissance, la Russie, elle substituait l'intervention collective de toutes les puissances. Mais il restait acquis que cette intervention collective, cette protection et mise en tutelle de la Turquie était légalement admise en droit international, et devait se reproduire dans l'intérêt même de cette dernière pour maintenir son intégrité et pour régler les différends qu'elle pouvait avoir avec un autre pays ou avec certains de ses sujets. Cette intervention collective allait devenir un des principes du droit international contemporain. Nous y trouvons même les premiers éléments d'un arbitrage international.

Seulement en 1839, les puissances ne purent se mettre d'accord sur les conditions à imposer à Méhémet-Ali. Le ministre anglais, lord Palmerston, voulait exiger, par un ultimatum en bonne et due forme, la restitution de la flotte turque. Si Méhémet-Ali refusait, c'était la guerre. Le gouvernement français recula devant cette éventualité, et refusa de s'associer à un ultimatum. Il ne voulait intervenir que pour le maintien du *statu quo* territorial en Syrie et pour la conclusion de la paix. Alors Palmerston résolut d'agir sans la France et proposa à l'Autriche de sommer Méhémet-Ali de rendre la flotte turque, et, s'il refusait, de bloquer les côtes d'Egypte et de Syrie. Le Tzar Nicolas I^{er}, hostile à la France de Louis-Philippe, qu'il considérait comme un usurpateur, comme le «roi des barricades», renonça au traité d'Unkiar-Skélessy et offrit

(1) Ou l'infidèle.

à l'Angleterre sa coopération, de concert avec tous les alliés, mais de préférence sans la France (septembre 1839).

Le ministère français du maréchal Soult se décida alors à accepter un moyen terme : l'entrée simultanée des trois flottes, anglaise, française et russe dans les Dardanelles et dans le Bosphore. L'Europe signifierait ainsi nettement à Méhémet Ali qu'elle ne le laisserait pas attaquer Constantinople et qu'elle était décidée à lui imposer ses conditions, au besoin par la force.

Méhémet-Ali voyait, non sans inquiétude, se préparer cette intervention européenne ; mais il était résolu à lutter jusqu'au bout. Afin de pouvoir résister même à l'Europe, il augmentait sans cesse les effectifs de son armée, et, pour cela, songeait à organiser une conscription générale dans le Liban, où les deux cent cinquante mille Maronites avaient été jusqu'alors exempts du service militaire. Il comptait sur les Montagnards robustes, agiles et aguerris, pour repousser toutes les attaques et conserver ses conquêtes. Mais il devait se tromper dans ses calculs. Les Libanais, loin de le soutenir, devaient être, au contraire, les principaux artisans de sa perte (1). Depuis 1836, un agent anglais, M. Richard Wood, le beau-frère de M. Moore, le consul anglais à Beyrouth, fomentait la révolte dans la Montagne. Il justifiait son séjour dans le Liban en disant qu'il voulait apprendre la langue arabe ; mais en réalité, « il sondait » les cheikhs sur leurs dispositions à l'égard de Méhémet-Ali ; il leur promettait l'appui de la Porte et de l'Angleterre, s'ils voulaient se révolter. Il attisait de toutes ses forces le mécontentement qui devenait de plus en plus formidable.

Ce fut à des populations prêtes à la révolte que Méhémet-Ali s'adressa pour renforcer ses armées. Avant d'établir la conscription pour les Maronites, il ordonna, selon sa méthode habituelle, de procéder à leur désarmement. C'était une violation des engagements qu'il avait pris en 1838, en armant les Maronites contre les Druses du Haourân (2). Par un firman spécial, il leur avait accordé alors 24 000 fusils à perpétuité, et avait promis de ne jamais exiger d'eux des contri-

(1) *Revue des Deux-Mondes*, 1841, p. 541. Léon Faucher, art. cité.

(2) V. Mouriez, *op. cit.*, t. IV, p. 281.

butions plus élevées que celles qu'avait prélevées autrefois le Sultan. Or, après l'écrasement des Druses, il ne leur avait plus donné un seul fusil, se contentant de leur laisser ceux qu'ils avaient reçus contre les Druses. Au début de 1840, il voulait même leur enlever ceux-ci, afin de mieux pouvoir les rançonner ensuite.

L'annonce du désarmement produisit dans la Montagne un effet, que Méhémet-Ali était loin d'attendre. La colère des Libanais fut si grande que les Druses et les chrétiens oublièrent leurs rancunes et s'unirent contre le tyran.

A Déir-el-Kamar, un pacte fut scellé entre les Druses et les Maronites. La population mâle des villes se retira dans les montagnes. Des souscriptions furent organisées pour l'achat d'armes et de munitions. On disposa des troncs dans la montagne pour recevoir les offrandes. Les habitants de Déir-el-Kamar s'armèrent les premiers (1).

Méhémet-Ali, au lieu de calmer l'effervescence par quelques mesures de clémence, ne fit que l'augmenter encore davantage, en ordonnant à Ibrahim de redoubler de rigueur, de hâter le désarmement des Maronites et de lever, par anticipation, trois années d'impôts dans la Montagne. Cet ordre barbare mit le feu aux poudres. Une insurrection générale éclata dans le Liban. Une nouvelle phase commença, dans le conflit entre Méhémet-Ali et la Porte.

(1) Testa, *op. cit.*, t. III, p. 74 ; Mouriez, *op. cit.*, t. III, p. 279 et suiv. ; *Revue des Deux-Mondes*, année 1842, p. 514.

CHAPITRE VI

LA CRISE DE 1840 ET LA DÉFAITE DE MÉHÉMET-ALI. LA DESTITU-
TION DE L'ÉMIR BÉCHIR CHÉHAB. LA FRANCE ET LE TRAITÉ
DE 1840.

En 1832, les Libanais avaient donné la victoire à Méhémet-Ali en se joignant à lui ; en 1840, ce fut par leur défection que commença sa défaite. Maronites et Druses s'unirent pour ne pas livrer leurs armes et déclarèrent hautement qu'ils préféreraient la lutte à outrance plutôt que le désarmement (1).

Ibrahim comprit immédiatement l'immense danger d'une insurrection libanaise. En effet, l'Angleterre, dirigée par lord Palmerston, manifestait de plus en plus son intention d'intervenir effectivement en Orient contre Méhémet-Ali et de le refouler sur l'Égypte. L'appui de la Russie, de l'Autriche et de la Prusse lui était assuré. La Turquie, soutenue par les conseils anglais, avait organisé des armées nouvelles avec l'or qui lui venait de Londres. Méhémet-Ali, en face de ses nombreux ennemis, n'avait qu'un allié, la France ; encore n'était-il pas sûr qu'elle tirât l'épée pour lui.

Néanmoins, il était décidé à la résistance et ne désespérait nullement de repousser tous les assauts, à la condition cependant que sur les derrières de ses troupes aucune insurrection n'éclatât et qu'il pût compter sur la fidélité des Syriens. Appuyé sur les forteresses de la frontière septentrionale, qu'il venait de faire construire, avec le Liban et l'Anti-Liban comme seconde ligne de défense, Ibrahim pouvait défier toute attaque sur terre. Même si la première ligne de défense sur la frontière était forcée par les armées turques et russes, il pouvait se retirer avec ses troupes dans ces bastions naturels imprenables que forment les montagnes des Nosaïris, le Liban, l'Anti-Liban et le Mont-Hermon, et arrêter toute marche

(1) Mouriez, *op. cit.*, t. IV, p. 281 et suiv. ; Thureau-Dangin, *op. cit.*, t. IV, p. 215 et suiv. ; Chidiàq, *op. cit.*, p. 588.

en avant de l'ennemi. Mais si les Libanais se déclaraient contre lui, il était pris entre deux feux ; sa ligne de retraite était menacée ; enfin, l'Angleterre et la Russie avaient la facilité de débarquer des troupes sur la côte phénicienne et de le prendre à revers.

Aussi s'empressa-t-il à tenter de conjurer l'insurrection des Montagnards. Mais, guerrier bien plus que diplomate et homme d'Etat, il ne sut prendre les mesures indiquées par les circonstances pour apaiser les insurgés. Au lieu de reconnaître leurs griefs légitimes et d'y porter remède immédiatement, il les menaça dans une proclamation datée du 6 juin 1840 d'envoyer contre eux une armée « pour détruire leurs personnes et ruiner leurs habitations complètement », s'ils n'obéissaient pas à leur prince (1).

Cette proclamation mit l'exaspération des Montagnards à son comble. Toute la nation maronite se leva. Le signal de l'insurrection partit de Déir el-Kamar. Les Druses avaient déjà pris les armes pour venger leur défaite de 1838. Les prêtres chrétiens organisèrent partout la résistance nationale. Depuis quelques mois déjà, ils avaient exhorté les fidèles à ne pas se courber sous le joug du despotisme égyptien. A la fin du mois de mai et au début du mois de juin, ils appelèrent le peuple sous les armes ; du haut de la chaire, ils prêchèrent la lutte contre le conquérant. Les agents secrets de l'Angleterre parcoururent les principaux centres, assurant qu'une escadre anglaise et une armée russe allaient venir au secours des Montagnards insurgés.

Le 21 avril 1840, lord Palmerston avait écrit à lord Ponsonby : « Je donne pour instruction à votre excellence de faire vos efforts pour décider la Porte, en temps opportun, à concéder aux Druses des privilèges et des exemptions (apparemment d'impôt qui puissent raisonnablement satisfaire leur désirs (2)). » Les agents anglais obtinrent de la Porte des promesses dans ce sens, ce qui redoubla encore l'ardeur des Druses.

L'émir Béchir resta fidèle à Méhémet-Ali. Il s'était trop compromis en 1832 en faveur du vice-roi, pour ne pas redouter le châtimement de la Sublime Porte victorieuse. Il croyait aussi la puissance égyptienne plus formidable et plus solide

(1) Testa, *op. cit.*, t. III, p. 73.

(2) *Revue des Deux-Mondes*, 1841, Léon Faucher, art. cité.

qu'elle n'était en réalité, et il comptait bien que la France saurait empêcher toute intervention effective des puissances contre le vice-roi. En un mot, il était convaincu du succès final de ce dernier.

Pour toutes ces raisons, il résista à son peuple, et, non seulement refusa de se séparer de Méhémet Ali, mais même combattit pour lui contre ses propres sujets. Une grande partie de la noblesse d'ailleurs l'appuya contre le clergé hostile aux égyptiens. Alors les insurgés choisirent d'autres chefs, les Maronites Abou Samrâ Gânem, le cheikh Francis Abou Nâder Khâzen, dont l'influence était considérable dans le Kesrouan, le Métouali Ahmed Dagher. Une partie même des émirs Chehab et Bellama se joignirent à eux. Ils établirent leur quartier général au bois de pins, aux portes de Beyrouth et repoussèrent fièrement toutes les propositions d'accommodement.

Dans une proclamation du 8 juin 1840, adressée aux « Amis de la Patrie », ils formulèrent leurs griefs et leurs revendications (1), protestant avec véhémence contre les contributions et les servitudes à eux imposées par les Egyptiens. Pendant longtemps, ils avaient supporté un régime inique « par respect pour Son Excellence l'émir Béchir Chéhab ». Mais celui-ci les avait abandonnés. « Si nous n'avons pas pris les armes plus tôt pour nous délivrer d'un pouvoir oppresseur, c'est que nous mettions toute notre confiance dans la bienveillante et patriotique intervention de notre prince l'émir Béchir, qui aurait obtenu un répit à nos peines ; mais, malheureusement, ce gouvernement, toujours coupable et inique, ne fut pas reconnaissant envers notre prince du service qu'il lui avait rendu en nous apaisant ; il le menaça et le maltraita d'une manière humiliante à Tarsous, comme vous le savez tous, quand de nouveau, il voulut s'interposer en notre faveur. »

Très habilement, les insurgés s'efforçaient ainsi à justifier leur conduite. L'émir Béchir, leur suzerain, terrorisé par les Egyptiens, ne remplissait plus ses devoirs vis-à-vis d'eux, ses vassaux et ses sujets : « Il commença une tactique fatale à notre pays, en nous désunissant par les mensonges et les promesses fallacieuses. » Comme il ne remplissait plus son devoir de chef de la nation contre l'oppression étrangère,

(1) Testa, *op. cit.*, t. III, p. 74.

l'insurrection était permise, pour l'arracher à la domination égyptienne, lui et son peuple.

L'insurrection était un mouvement national et populaire, en dehors des cadres du monde féodal. Elle ne mit pas à sa tête des seigneurs, mais des chefs élus par le peuple. Les Maronites formèrent alors une sorte de république, dirigée par des assemblées élues, pour la durée de la guerre. Le pouvoir féodal était virtuellement suspendu, sinon aboli. C'est ce qui ressort nettement de leur manifeste : « Pour agir avec la dignité et la force qu'une circonstance aussi solennelle exige, et pour mettre dans notre décision la sagesse et la prépondérance d'un peuple libre, il faut une réunion des hommes les plus marquants et les plus éclairés parmi nous ; cette réunion sera composée de cinq chefs élus à la majorité dans chaque district, et ils formeront entre eux tous ou en partie un conseil érigé dans un lieu convenable pour obtenir une parfaite organisation... Les relations des membres de notre conseil devront être permanentes (1). »

Enfin, les insurgés organisèrent leurs forces militaires, « Dix mille de nos braves seront choisis pour être opposés aux machinations et à tous les mouvements attentatoires à notre liberté ; que les contributions et capitations que le gouvernement allait prélever pour payer ceux d'entre vous qui auraient été enrôlés, si nous ne nous étions soulevés, soient affectées à l'approvisionnement de nos 10 000 hommes. »

Cependant, les Libanais voulurent faire une dernière tentative auprès de l'émir Béchir et même auprès de Méhémet-Ali, avant de commencer la guerre. Le 12 juin, ils adressèrent une longue lettre à l'émir Emin Chéhab, qui essayait de les apaiser, le fils le plus populaire de l'émir Béchir, d'abord pour justifier les mesures qu'ils venaient de prendre, ensuite pour leur poser un ultimatum (2).

Afin de rassurer l'émir Béchir, ils affirmaient que leur soulèvement n'était pas dirigé contre lui, mais contre l'oppression étrangère. « Si les autorités (c'est-à-dire l'émir Béchir) se tournent vers Dieu et lèvent la tyrannie de nous, nous sommes prêts à nous soumettre et à obéir à leurs ordres, puisque notre insurrection n'a pas le but de former une autorité, mais

(1) Testa, *op. cit.*, t. III, p. 75 et suiv.

(2) Testa, *op. cit.*, t. III, p. 78 et suiv.

uniquement de nous délivrer de cette insupportable tyrannie... Si donc notre prière vient d'être acceptée, et si les tyrannies précitées sont levées de nous, comme nous le désirons, voici ce que nous prions Son Altesse le vice-roi de faire : de prendre de nous un *miri* et un *ginalé*, et de lever de nous toute tyrannie et angarie, et de faire cela par le moyen des agents d'Angleterre et de France, et par le moyen de leurs consuls dans ces pays, afin que si ces traités ne sont pas exécutés fidèlement, nous puissions en réclamer auprès d'eux. Nous restons donc dans les endroits où nous sommes, en attendant la réponse, et si elle est favorable, chacun retournera chez lui : autrement, nous sommes prêts à mourir plutôt que de rester dans l'état présent. »

Ainsi, le mouvement n'était pas dirigé contre le régime féodal ; ce n'était pas un mouvement d'émancipation populaire, démocratique, mais un mouvement national. On ne voulait abolir ni l'émirat des Chéhab, ni les privilèges des *mokatédjis*, mais « les tyrannies » imposées par un gouvernement étranger.

Le point le plus important, cependant, c'était l'appel des Montagnards à la protection de la France et de l'Angleterre. Les arrangements qu'ils proposaient à Méhémet Ali devaient être placés sous la garantie de l'Angleterre et de la France, dont les consuls en Syrie recevraient un droit de contrôle sur l'application de ces arrangements. Ces deux puissances pourraient ainsi intervenir d'une façon permanente dans les relations du vice-roi avec ses vassaux et ses sujets du Liban. Le Liban serait placé sous la tutelle des deux puissances européennes alors les plus influentes en Syrie, mais qui n'y exerçaient qu'une autorité morale. C'était un régime nouveau demandé par les Montagnards. Leur pays garderait son autonomie, il payerait un tribut au vice-roi d'Egypte, mais les rapports entre eux et ce dernier seraient fixés par un traité, par un pacte bilatéral placé sous la garantie de la France et de l'Angleterre. Celles-ci pourraient recevoir les plaintes des Libanais au sujet de la violation de ce pacte et contraindre le vice-roi à leur donner suite et à se conformer strictement aux stipulations du traité.

C'était une application nouvelle du protectorat des chrétiens en Orient. Il était étendu aux questions d'impôt et d'administration. Seulement, il ne devait plus appartenir à la

France seule. Pour la première fois des populations syriennes faisaient appel également à l'Angleterre. Jusqu'alors la France seule avait été la protectrice des catholiques d'Orient et particulièrement des Maronites. Or, en 1840, ceux-ci ne comp- taient plus sur elle seule, ils demandaient également la protection de l'Angleterre.

C'était un échec grave pour le protectorat français et un grand succès pour la politique anglaise en Syrie. En effet, nous ne saurions assez affirmer que l'insurrection libanaise a été sans cesse encouragée par les agents anglais. Il est vrai que lord Palmerston l'a nié à plusieurs reprises. « Quelles que soient, dit-il, au Parlement anglais, le 6 août 1840, les causes de la révolte, les Syriens n'ont été soulevés ni à l'instigation des autorités anglaises, ni par des officiers anglais » (1). En 1841 encore, dans la séance du 20 septembre, à la Chambre des Communes, lord Palmerston répéta ses dénégations. Mais il est certain que M. Richard Wood, le principal agent secret anglais dans la Montagne, était non seulement aux ordres du Sultan, mais surtout à ceux de lord Ponsonby, l'ambassadeur anglais à Constantinople, et du Foreign-Office de Londres. Cela ressort d'une façon indéniable de la correspondance diplomatique même imprimée par le Foreign Office pour le Parlement anglais. M. Wood était en rapports continuels avec lord Ponsonby, dont il était même le drogman ; il le renseignait fidèlement sur tous les événements et recevait de lui des instructions pour ses négociations avec les Montagnards. Lord Palmerston lui-même communiquait directement avec M. Wood et lui transmettait les ordres du gouvernement anglais.

L'intérêt des Anglais était évidemment de gagner les sympathies des populations syriennes. Nous avons déjà constaté la grande importance de la Syrie pour leur commerce et leur politique. Quelle meilleure occasion pouvaient-ils trouver alors de s'introduire dans le pays ? D'autant plus que leur intervention en faveur des Libanais contre Méhémet-Ali était en parfaite harmonie avec toute leur politique en Turquie, tendant au maintien de l'Empire ottoman et de la souveraineté du Sultan. Ils se rendaient très bien compte que le soulè-

(1) *Revue des Deux-Mondes*. Année 1841, Léon Faucher, *La question d'Orient d'après des documents anglais*.

vement des Libanais était le coup le plus terrible qu'on pût porter à la domination égyptienne en Syrie. Dans sa dépêche du 11 juin 1840, M. Moore, le consul anglais à Beyrouth, rendant compte de l'insurrection de la Montagne, ajoutait judicieusement : « Je considère l'influence égyptienne comme touchant à sa fin en Syrie. Si l'on fournit aux insurgés des armes et des munitions, les troupes du pacha seront chassées ou massacrées » (1).

Les agents anglais multiplièrent les encouragements et les promesses de secours aux Montagnards. Ils les assurèrent de leur protection, de l'intervention de la flotte anglaise en leur faveur. Il est donc très naturel que les Libanais, dans leur note du 11 juin, aient fait appel au protectorat anglais. L'Angleterre était pour eux une nouvelle amie, qui les soutenait énergiquement contre l'oppression. Ils pensaient que la meilleure garantie qu'ils pussent demander contre la tyrannie égyptienne était la sienne, puisqu'elle combattait partout Méhémet-Ali. Mais toujours fidèles à la France, leur loyale amie depuis la Croisade, qui les avait soustraits par les Capitulations à l'arbitraire ottoman, ils ne voulaient pas se séparer d'elle. Ils étaient intimement convaincus qu'elle ne les abandonnerait pas, qu'elle les défendrait contre la tyrannie musulmane, comme elle avait toujours fait, et ils demandaient qu'elle s'associât à l'Angleterre pour les protéger.

Les Libanais, confinés dans leurs montagnes, ne connaissaient ni ne comprenaient les péripéties de la politique européenne. Ils ignoraient les visées et les ambitions de l'Angleterre et sa rivalité avec la France, en Orient. Ils constataient simplement qu'ils avaient depuis longtemps une puissance européenne amie et protectrice, la France, et qu'une deuxième puissance, l'Angleterre, leur offrait son appui. Tout naturellement, ils demandaient aux deux d'associer leurs efforts pour les protéger, sans songer même qu'il pût y avoir un antagonisme entre elles.

Cependant, l'entente entre la France et l'Angleterre, sur laquelle avait, de 1832 à 1838, reposé la politique européenne, s'était rompue complètement.

L'opinion publique, en France, se prononçait de plus en

(1) *Revue des Deux-Mondes*, année 1841, Léon Faucher, *La question d'Orient d'après des documents anglais*.

plus énergiquement en faveur de Méhémet-Ali, dont elle exagérait le génie et l'œuvre de civilisation. Elle força le ministère du maréchal Soult à repousser l'ultimatum que lord Palmerston proposait d'adresser au vice-roi d'Égypte, afin d'exiger la restitution de la flotte turque.

Lord Palmerston, alors, s'était détaché de la France pour rechercher une entente avec l'Autriche et la Russie contre Méhémet-Ali, et comme ces deux dernières puissances avaient accédé à sa politique, il proposa d'envoyer simultanément à Constantinople des flottes anglaise, française et russe. Le ministère Soult accepta cette proposition, mais toute la bourgeoisie protesta. On reprocha amèrement aux ministres leur condescendance aux volontés de l'Angleterre. Les Français n'avaient pas encore oublié les traités de 1814 et de 1815, qui avaient diminué leur territoire et leur influence. La révision de ces traités était le désir ardent de toute la nation, qui ne pouvait oublier que l'Angleterre avait été un de leurs principaux artisans. Le culte napoléonien venait de renaître ; il apportait un nouvel aliment aux sentiments patriotiques, en ravivant les souvenirs glorieux de l'épopée révolutionnaire et impériale, et stimulait encore l'anglophobie de la bourgeoisie et du peuple. L'opinion publique réclamait une attitude énergique en face de l'étranger. La colère fut grande, lorsqu'on connut le rapprochement de l'Angleterre, de l'Autriche, de la Russie et de la Prusse. C'était une nouvelle coalition des anciens alliés de 1814, des ennemis « héréditaires » contre la France et contre son allié, Méhémet-Ali.

Devant l'indignation de la nation, les Chambres inclinèrent vers une politique étrangère nouvelle. Le ministère Soult fut renversé et remplacé, le 1^{er} mars 1840, par un ministère présidé par M. Thiers, l'historien même de l'Empire,

M. Thiers était partisan de l'alliance anglaise ; mais, il voulait en même temps sauver Méhémet-Ali, empêcher toute intervention européenne contre lui et consolider sa situation par un accord direct entre la Porte et lui, qui lui aurait laissé la plus grande partie au moins de la Syrie et la possession héréditaire de l'Égypte. Mais il se heurta à la volonté irréductible de lord Palmerston.

En effet, le ministre anglais voulait abaisser Méhémet-Ali, le possesseur de l'isthme de Suez, d'une des routes vers l'Inde. Il ne voulait pas lui laisser une puissance capable de

résister à l'Angleterre, mais, au contraire, perpétrer la faiblesse de l'Empire ottoman, qui seule lui semblait permettre la prépondérance anglaise en Orient. En même temps, il voulait soustraire le Sultan à l'influence russe, en le protégeant contre son vassal.

A cet effet, il conseilla au Sultan de ne pas négocier avec son vassal révolté, mais de lui dicter un ultimatum ; en même temps, il proposa à la Russie, à l'Autriche et à la Prusse une intervention collective contre Méhémet-Ali, en dehors de la France. Cette intervention collective, dans son esprit, devait empêcher une intervention russe en faveur du Sultan, qui aurait placé ce dernier sous la lourde et exclusive tutelle de Pétersbourg.

Les négociations furent secrètes. Lord Palmerston ne prévint ni le gouvernement de Paris, ni l'ambassadeur français à Londres, M. Guizot, qui, cependant, était le plus ferme partisan d'une entente franco-anglaise. Le 15 juillet 1840 fut signé le traité de Londres, entre l'Angleterre, la Russie, l'Autriche, la Prusse et la Turquie, qui fixait les termes de l'ultimatum que le Sultan devait adresser au vice-roi (1). On offrait à ce dernier l'administration héréditaire de l'Egypte, sous la suzeraineté du Sultan, et le pachalik de Saint-Jean-d'Acre, avec la Syrie méridionale sa vie durant ; on lui enjoignait d'évacuer immédiatement les autres pachaliks syriens, le district d'Adana, l'île de Candie et l'Arabie. Un délai de dix jours lui était assigné pour accepter cet ultimatum. En cas de refus, il devait perdre encore le pachalik d'Acre, et si, au bout de vingt jours, il n'avait pas encore cédé, on lui enlèverait l'Egypte même. Les quatre puissances cosignataires du traité, avec le Sultan, s'engageaient à en assurer l'exécution, au besoin par la force.

Par ce traité, les puissances prétendaient régler la question d'Orient en dehors de la France et même contre elle. C'était une atteinte grave aux droits qu'elle avait acquis dans les pays du Levant, une méconnaissance de son protectorat des chrétiens, dont le sort était, en somme, réglé, sans qu'elle fût même consultée. La signification du traité fut encore accentuée par lord Palmerston.

Le 17 juillet 1840, déjà il adressa à ses nouveaux alliés un

(1) Martens, *Nouveau Recueil général de traités*, t. I, p. 136 et suiv.

memorandum confidentiel, dans lequel il rejetait sur le gouvernement français les changements opérés dans les alliances européennes et demandait qu'on liât la France pour l'avenir par ses propres déclarations. Ce document fut rendu public, pour avertir la France que le traité du 15 juillet était dirigé contre elle (1).

Le 4 août 1840, Palmerston écrivit à son agent dans le Liban, M. Wood : « Je vous ordonne de déclarer hautement en mon nom que le gouvernement anglais, de concert avec les gouvernements d'Autriche, de Prusse et de Russie, protégera ceux qui voudront rentrer dans l'obéissance directe du Sultan ; que la flotte anglaise viendra au secours des Syriens ; que la Sublime-Porte enverra des armes et des munitions (2). » C'était annoncer aux protégés de la France qu'ils n'avaient plus à compter sur elle, mais que leur protection serait assurée en dehors par les quatre puissances, à condition qu'ils se soumissent au Sultan. C'était en même temps leur signifier la volonté des puissances de refouler par la force Méhémet Ali, l'ami avéré de la France. Jamais l'influence de cette dernière n'avait encore subi atteinte pareille en Orient.

Dans l'intervalle, Méhémet-Ali s'était préparé à la résistance. Sa grande préoccupation était toujours d'apaiser la révolte des Montagnards. A la fin du mois de juin, il envoya Soliman-Pacha avec 15.000 soldats à Beyrouth, pour défendre au moins la côte contre les insurgés ; en même temps, voulant épuiser tous les moyens de conciliation, il donna satisfaction aux insurgés pour quelques-uns de leurs principaux griefs, leur laissa leurs armes, et les exempta des corvées dans les mines. Il chargea l'émir Béchir de leur transmettre ces concessions.

L'émir mit à remplir cette tâche une tiédeur significative (3). Bien que son prestige fût singulièrement amoindri auprès des Libanais, il était seul capable de les apaiser et d'amener une réconciliation avec le vice-roi. Son autorité était encore considérable, et le respect presque religieux qu'il imposait aux populations était tel, qu'en sa présence

(1) Thureau-Dangin, *op. cit.*, t. IV, p. 212 et suiv.

(2) *Revue des Deux-Mondes*, année 1841. Léon Faucher, art. cité.

(3) Mouriez, *op. cit.*, t. IV, p. 282 et suiv.

elles auraient certainement hésité à rompre définitivement et brusquement avec les Egyptiens. Mais il n'alla pas lui-même trouver les chefs des insurgés et se borna à envoyer auprès d'eux son fils Emin. Peut-être ne voulait-il pas s'abaisser à négocier avec ses sujets ; peut-être craignait-il leurs reproches, ou quelque atteinte à sa dignité. Peut-être aussi ne voulait-il pas se compromettre davantage pour Méhémet-Ali et préparer sa volte-face et son retour au camp ottoman.

L'émir Emin convoqua les principaux insurgés à Mada, à trois heures de marche de Beyrouth, et leur communiqua les intentions pacifiques du vice-roi, sans aucun succès d'abord. On lui rappela les nombreuses circonstances où Ibrahim-Pacha avait odieusement violé sa parole. Finalement, quelques-uns se laissèrent ébranler, mais la grande majorité maintint sa demande que les nouveaux accords avec Méhémet-Ali fussent placés sous la garantie des puissances. Si le vice-roi était sincère, disaient-ils, que lui importait cette formalité ? En vain, l'émir Emin leur montra que le vice-roi ne pourrait accepter une condition pareille, incompatible avec sa dignité. Forts des promesses anglaises, ils tinrent bon, et les négociations ne purent aboutir (1).

Au moins les troupes égyptiennes réussirent-elles à pacifier la Syrie méridionale et le district de Naplouse, dont les habitants avaient eu l'intention de se joindre aux Montagnards. Contre ces derniers, Soliman-Pacha, à Beyrouth, organisa une offensive générale. Les insurgés furent rejetés dans leurs montagnes ; les habitants de la côte et des plaines firent leur soumission, mais au pied du Liban, les troupes égyptiennes durent s'arrêter. Postés sur les rochers, les Maronites et les Druses repoussèrent toutes les attaques. Comme ils manquaient de munitions, ils ne tiraient qu'à coup sûr et se contentaient de se maintenir dans leurs positions. Mais ils multiplièrent leurs appels à l'Angleterre, lui rappelant sans cesse ses promesses de secours (2).

« Les Druses, écrivit le 24 juillet, M. Wood à lord Ponsonby, sont dans la situation la plus désespérée. Ils implorent chaque jour notre assistance et promettent que si nous leur en donnons les moyens, ils se lèveront jusqu'au dernier

(1) Mouriez, *op. cit.*, t. IV, p. 283.

(2) Mouriez, *op. cit.*, t. IV, p. 285.

homme. Tout ce qu'ils demandent, ce sont des munitions et des armes... Les Syriens demandent toujours un appui direct de notre part » (1). Alors lord Palmerston se décida à intervenir directement et vigoureusement en Syrie.

Le 14 août 1840, avant qu'on eût notifié le traité de Londres à Méhémet-Ali, l'avant-garde des escadres anglaise, autrichienne et turque se présenta à Beyrouth, sous les ordres du commodore anglais sir Charles Napier. Soliman-Pacha n'osa pas ouvrir les hostilités contre la flotte des alliés, et sir Charles put entrer facilement en rapport avec les Libanais et appuyer leur mouvement insurrectionnel, tâche qui lui répugnait personnellement, comme il en fit plus tard l'aveu lui-même à la Chambre des communes (2).

Encouragé par sa présence, M. Wood, le 15 août, écrivit une lettre confidentielle à l'émir Béchir, dans laquelle il lui promettait une sorte d'indépendance, s'il voulait abandonner Méhémet-Ali (3). En même temps, il écrivit à tous les chefs de la Montagne et du Haouran pour leur annoncer l'arrivée de la flotte alliée et les engager à se soulever et à commencer l'attaque contre les Egyptiens. La Porte, de son côté, ne resta pas inactive. Sur les conseils de lord Ponsonby, Réchid-Pacha, le 22 août, dans une lettre, assura l'émir Béchir du pardon et même de l'amitié du Sultan, à condition de se déclarer contre le vice-roi, et lord Ponsonby ordonna à M. Wood de confirmer les termes de cette lettre au vieux prince et de lui signifier qu'il encourrait l'inimitié des quatre puissances, s'il persistait à demeurer fidèle à Méhémet-Ali.

Enfin, sir Charles Napier agit directement auprès des insurgés, et dans une proclamation, appela tous les Montagnards, et même tous les autres Syriens à la révolte : « Habitants du Liban, leur dit-il, vous qui êtes plus spécialement sous mes yeux, levez-vous et secouez enfin le joug sous lequel vous gémissiez. Des troupes, des armes et des munitions vont arriver, au premier jour, de Constantinople, et désormais les vaisseaux égyptiens n'insulteront plus vos côtes (4). »

Ainsi, il leur annonça officiellement l'ouverture des hostili-

(1) *Revue des Deux-Mondes*, année 1841.

(2) Thureau-Dangin, *op. cit.*, t. IV, p. 289, note.

(3) *Revue des Deux-Mondes*, 1841, Léon Faucher, art. cité.

(4) Mouriez, *op. cit.*, t. IV, p. 305, note.

tés contre Méhémet-Ali et la ferme intention des quatre puissances de le chasser par la force de la Syrie. Dans une autre partie de sa proclamation, il engagea les soldats égyptiens à désertre, en leur montrant qu'ils étaient les serviteurs du Sultan et qu'ils ne devaient pas suivre un rebelle : « Soldats du Sultan, qui avez été arrachés de vos foyers par la trahison, pour être entraînés sur les sables brûlants de l'Égypte, et qui, depuis, avez été transportés en Syrie, je vous adjure également, au nom du Grand Seigneur, de retourner sous son allégeance. J'ai placé deux vaisseaux de ligne près du lazaret, dans lequel vous êtes campés, pour recevoir ceux d'entre vous qui se mettront sous ma protection... Un oubli complet de tout le passé et votre paye arriérée sont assurés par le Sultan, ainsi que tout ce qui est dû aux soldats qui rejoindront ses drapeaux. »

Ainsi, l'amiral anglais, agissant officiellement au nom du Sultan, mais s'inspirant des instructions reçues de lord Palmerston, fit proclamer officiellement Méhémet-Ali rebelle contre le Sultan et contre l'Europe. Ce furent des Anglais qui dirigèrent toute la campagne, se substituant aux fonctionnaires ottomans. Ce furent eux qui délièrent les Égyptiens du serment de fidélité envers le vice-roi, et qui, au nom de la religion musulmane comme en vertu de la souveraineté du Sultan, les rappelèrent au devoir d'obéissance envers ce dernier, le Grand-Seigneur. Ils avaient définitivement pris en mains la direction de l'Empire ottoman, et la sauvegarde de ses intérêts en Syrie.

Fidèles à leur tactique de diviser l'adversaire et de corrompre ses principaux lieutenants, ils essayèrent de détacher du vice-roi les chefs de son armée. Ainsi, ils offrirent à Soliman-Pacha l'administration héréditaire du *pachalik* de l'île de Chypre, à Méhémet-Pacha, celui de Tripoli, à Chérif-Pacha, celui du reste de la Syrie. Tous les trois, du reste, repoussèrent énergiquement ces propositions et prévinrent le vice-roi, en l'assurant de leur fidélité inébranlable (1).

La brutalité, empreinte de mauvaise foi, de lord Palmerston, est mise en lumière d'une façon éclatante par ce fait que l'ultimatum contenu dans le traité de Londres du 15 juillet, ne fut notifié à Méhémet-Ali que le 16 août, c'est-à-dire deux

(1) Mouriez, *op. cit.*, t. IV, p. 306.

jours après l'arrivée des vaisseaux alliés à Beyrouth et après les lettres de M. Wood et les premières démarches de sir Charles Napier auprès des insurgés, en un mot, après l'ouverture réelle des hostilités contre lui. C'est que le ministre anglais avait reconnu combien peu solide était la domination égyptienne en Syrie ; il savait qu'elle devait s'effondrer rapidement, et que, du moment que les Libanais s'étaient soulevés, les régiments d'Ibrahim-Pacha ne sauraient faire une longue résistance aux alliés et aux Ottomans. Or, il voulait chasser complètement Méhémet-Ali de la Syrie ; il voulait l'enfermer en Egypte, détruire son prestige, briser les ressorts de sa puissance, malgré la France, afin qu'il ne fût plus un rival dangereux pour l'Angleterre, mais qu'au contraire, elle pût en faire l'instrument de sa politique égoïste, comme elle venait de faire du Sultan. Connaissant l'ambition extrême du vice-roi, son orgueil et son énergie, il calcula qu'il repousserait l'ultimatum, surtout si la présentation de celui-ci était accompagnée de démarches et de provocations comme celle de M. Wood et de sir Charles Napier, qui en rendrait l'acceptation équivalente à une humiliation complète. Alors les alliés n'auraient qu'à recourir à la force et à prendre contre lui l'offensive la plus vigoureuse.

Le calcul de lord Palmerston était juste. « Je ne rendrai qu'au sabre, répondit Méhémet-Ali irrité, exaspéré, à la lecture de l'ultimatum, ce que j'ai acquis par le sabre. » C'était la guerre à outrance. Les flottes alliées hâtèrent la concentration de leurs forces sur les côtes de Syrie, composées d'une escadre anglaise et de quelques vaisseaux autrichiens et turcs. Une armée ottomane vint appuyer ses mouvements. Les Egyptiens proclamèrent l'état de guerre en Syrie (1).

Sous le commandement de sir Charles Napier, dix mille hommes furent débarqués dans la baie de Djouni, sans que les Egyptiens s'y opposassent, le 11 septembre. Le même jour commença le bombardement de Beyrouth par la flotte alliée. En peu de temps, la plus grande partie de la ville fut réduite en cendres ; presque toutes les marchandises indigènes et exotiques furent détruites. Un grand nombre de femmes et d'enfants périrent. La maison du consul français, qui seul n'avait pas amené son pavillon, servit de point de mire aux

(1) Mouriez, *op. cit.*, t. IV, p. 307 et suiv. ; Guys, *op. cit.*, t. II, p. 272.

canonniers anglais et fut criblée de balles, sans que le pavillon disparût.

Ibrahim-Pacha occupait avec ses troupes les hauteurs environnantes. Soliman-Pacha, le gouverneur de la ville, s'était retiré dans la banlieue avec la garnison et ne riposta que faiblement au feu de l'ennemi. Mais lorsqu'au bout de trois jours le bombardement cessa, il empêcha tout débarquement et toute occupation de Beyrouth. Cette importante position stratégique resta donc aux mains des Egyptiens. Si les alliés n'avaient pu joindre les insurgés du Liban dans la baie de Djouni, s'ils ne leur avaient pu distribuer des armes et de l'or pour accentuer leur lutte contre le vice-roi, leur attaque contre Beyrouth se serait terminée par un échec.

Le bombardement avait eu en France un retentissement considérable. Déjà l'émotion causée par le traité de Londres avait été universelle et profonde. C'était un défi lancé à la France par l'Angleterre, que l'opinion considérait alors comme l'ennemi séculaire, comme l'adversaire acharnée notamment de la Révolution et de l'Empire. L'honneur national semblait attaqué par ce fait que ce traité avait été conclu contre son ami et protégé, à son insu, sans même qu'elle fût avertie ni des négociations ni de la signature. Le bombardement de Beyrouth mit l'exaspération à son comble. « L'agitation des cœurs, écrivait le poète allemand Henri Heine, alors à Paris, dans *Lutèce*, s'accroît de moment en moment. Avec l'ardeur impatiente des Français, il est difficile de comprendre comment ils peuvent tenir dans cet état d'incertitude. Une décision, une décision à tout prix ! Tel est le cri du peuple entier, qui croit son honneur offensé. Si cette offense est réelle ou imaginaire, je ne saurais en juger ; la déclaration des Anglais et des Russes, qu'ils n'ont pour dessein que d'assurer la paix, ressemble à de l'ironie, au moment qu'à Beyrouth le tonnerre du canon soutient le contraire . . . Le tonnerre du canon de Beyrouth trouve son écho dans tous les cœurs français. »

Dans les Chambres, des paroles de guerre retentirent ; on parla de détruire les traités humiliants de 1814 et de 1815, imposés par les quatre puissances qui étaient de nouveau coalisées contre la France, de recommencer la guerre contre l'Europe. La *Marseillaise* fut chantée dans les rues de Paris. Le ministère Thiers augmenta la marine ; une loi fut votée pour fortifier Paris, afin qu'en cas d'invasion, la capitale pût résis-

ter et que sa prise ne paralysât plus la résistance nationale, comme en 1814 et 1815.

Tous les soldats en congé furent rappelés sous les drapeaux. On demanda l'envoi d'une armée sur le Rhin, pour châtier avant tout la Prusse et l'Autriche, les deux alliées de l'Angleterre, qui, n'ayant aucun intérêt en Orient, ne semblaient s'être associées à elle que pour humilier la France.

En Allemagne, l'agitation ne fut pas moins vive ; il y eut une explosion de patriotisme dans la nation allemande, qui se réveillait alors de sa torpeur séculaire, et un violent mouvement anti-français. Les deux gouvernements d'Autriche et de Prusse se rapprochèrent et, en novembre 1840, conclurent une convention militaire dirigée contre la France. La Prusse mobilisa son armée. Une guerre parut imminente.

M. Thiers, au fond, ne la voulait pas ; mais il croyait que le meilleur moyen d'obtenir pacifiquement une solution conforme aux intérêts et à la dignité de la France, était de tenir un langage ferme aux puissances et de paraître décidé à tirer l'épée, si on se heurtait à une fin de non-recevoir absolue.

Ni le roi Louis-Philippe cependant, ni la grande bourgeoisie qui dominait alors en France, ne voulaient un conflit, surtout pas avec l'Angleterre. Le roi pesa sur M. Thiers et le poussa dans la voie des concessions, malgré l'opinion publique.

Le 8 octobre, sous l'impulsion du souverain, le ministre dut envoyer à Londres une note, dans laquelle il déclarait que la France ne ferait pas de la question de la Syrie un *casus belli*, mais que si on voulait enlever l'Égypte à Méhémet-Ali, au lieu de lui en conférer l'administration héréditaire, la France interviendrait par les armes pour le soutenir.

M. Thiers avait rédigé cette note un peu malgré lui, car il estimait qu'elle contenait des concessions trop grandes, et craignait qu'elle fût interprétée comme un aveu de faiblesse et une reculade. Afin de montrer à l'Europe qu'il ne reculerait pas devant une guerre, il proposa à Louis-Philippe de demander au Parlement les crédits nécessaires pour porter l'effectif de l'armée à cinq cent mille hommes et mobiliser encore au besoin trois cent mille gardes nationaux. Mais le roi, pacifique à outrance, ne voulant à aucun prix paraître décidé à un conflit armé, refusa et amena M. Thiers à donner sa démission avec tous les autres ministres.

Le maréchal Soult, du parti de la paix, constitua un nouveau ministère. M. Guizot, le partisan le plus ferme de l'entente absolue avec l'Angleterre, fut rappelé de l'ambassade de Londres pour prendre le portefeuille des affaires étrangères.

Le 29 octobre 1840, le ministère, dans une déclaration lue au Parlement, exposa qu'il espérait la paix. M. Thiers et ses partisans lui reprochèrent de vouloir la paix *à tout prix*. « Le cabinet du 29 octobre, s'écria le ministre démissionnaire veut la paix certaine, et il est sûr de l'avoir. » Il était avéré désormais que la France avait abandonné Méhémet-Ali.

Lord Palmerston était admirablement renseigné sur les dispositions ultra-pacifiques du roi Louis-Philippe. Il savait qu'au fond l'intervention armée de la France ne se produirait pas, grâce à l'opposition du roi. Aussi, sans trop se soucier de l'opinion publique en France et des préparatifs belliqueux de M. Thiers, avait-il donné l'ordre à l'amiral Stopfort, qui commandait la flotte alliée devant Beyrouth, et à sir Charles Napier de poursuivre énergiquement l'offensive contre les Egyptiens. La ville de Tripoli fut bombardée et détruite. Les troupes de débarquement et la flotte attaquèrent successivement Jebail, défendue énergiquement par les Albanais, Batroun, Gâzir, et occupèrent toute la côte phénicienne, refoulant partout les Egyptiens, pris à revers par les Montagnards (1).

Le gros de l'armée d'Ibrahim occupait toujours la ligne stratégique de Marach à Damas, en avant du Liban, s'appuyant sur Alep, Homs et Hama, et barrant ainsi la grande route à travers la Cœlésyrie. Une marche offensive à travers l'Asie Mineure était devenue impossible à la suite de la révolte des Libanais et du débarquement des alliés. Même Ibrahim dut dégarnir l'Est et le Nord de la Syrie, pour assurer la défense de la côte et maintenir ses communications avec l'Egypte, menacées par les Montagnards, que la présence des Anglais enhardissait à prendre l'offensive dans la plaine même.

Il se tenait en personne près de Beyrouth, mais avec des forces insuffisantes pour pouvoir jeter à la mer l'armée de débarquement. Ses régiments se trouvaient éparpillés

(1) Mouriez, *op. cit.*, t. IV, p. 310 et suiv.

autour du Liban et sur la frontière du Nord, alors qu'il lui aurait fallu au moins trente mille hommes et une puissante artillerie pour attaquer avec succès les alliés (1).

Il était dans une position très difficile, au milieu de populations hostiles et insurgées, à la tête d'une armée mal nourrie, mal payée, à peine vêtue, sans médecins ni médicaments, sans protection contre les maladies, composée de troupes dont une partie, la partie syrienne, n'était que trop disposée à écouter les appels à la désertion. Peut-être aussi n'osa-t-il pas attaquer les alliés pour ne pas contrecarrer les négociations diplomatiques de son père. Il se borna donc d'abord, même après les bombardements de Beyrouth et de Tripoli, à essayer de comprimer et d'étouffer l'insurrection libanaise, mais il échoua complètement.

Les paysans, en effet, venaient par bandes s'armer dans le camp des alliés, qui regorgeait d'or, de vivres, d'armes et de munitions. En moins d'un mois, on leur distribua plus de trente mille fusils. Parcourant les campagnes, ils harcelèrent les postes égyptiens, surprirent les détachements isolés, arrêtaient les convois de vivres, coupèrent les communications d'Ibrahim avec les corps d'armée de l'intérieur (2). Celui-ci fut obligé de diviser sa petite armée en trois corps, pour tenir tête à ces nuées d'adversaires, à cette guérilla des Montagnards. Lui-même, avec cinq mille hommes, marcha sur Béit-Chébab en révolte et chercha à se rapprocher de l'émir Béchir, impassible à Béit-ed-Dîn. Soliman-Pacha, avec un autre détachement, restait posté aux portes de Beyrouth, afin d'empêcher l'occupation de cette ville par les alliés. Enfin, Osman-Pacha, avec six mille hommes, dont beaucoup de malades, occupa la forte position de Maïrouba, pour intercepter les communications des insurgés du Kesrouan avec la côte.

Ces trois corps furent défaits. Le 4 octobre, les Montagnards, sous la conduite du cheikh Francis Khâzen et de l'émir Béchir-ben-Kassim Chéhab, un neveu du prince, attaquèrent Osman à Wata-al-Jaouz, avec une grande impétuosité. Les recrues syriennes, abandonnant le camp égyptien,

(1) Thureau-Dangin, *op. cit.*, t. IV, p. 297 ; Mouriez, *op. cit.*, t. IV, p. 321 et suiv.

(2) Mouriez, *op. cit.*, t. IV, p. 322 et suiv.

se joignirent à eux. Les positions d'Osman furent enlevées les unes après les autres. Poursuivi par les alertes Libanais, le malheureux général dut s'enfuir à travers les gorges du Liban et ne put rallier qu'un millier d'hommes à Baâlbek (1).

Cette brillante victoire, remportée uniquement par les Maronites, fut le prélude de la défaite d'Ibrahim lui-même. Tout le Nord du Liban était débarrassé de troupes égyptiennes. Les insurgés du Kesrouan purent communiquer librement avec la côte, se jeter entre Beyrouth et le petit corps d'Ibrahim et isoler ce dernier dans la montagne, dans une position des plus critiques, obligé d'éparpiller ses cinq mille hommes pour conserver ses communications avec Soliman et avec la garnison de Baâlbek. Quinze cents hommes de ses meilleures troupes étaient fortement retranchés à *Calas-Meidat*, protégés sur leur front par un profond ravin et postés sur des rochers abrupts. Mais les soldats n'étaient pas suffisamment nombreux pour défendre cette formidable position.

Avec une heureuse audace, sir Charles Napier résolut de les attaquer brusquement avec quelques milliers de Montagnards et de troupes ottomanes. L'émir Kassim, le fils aîné de l'émir Béchir, venait se joindre à l'insurrection.

Ibrahim, redoutant une attaque, était accouru avec deux mille hommes et attendait d'autres renforts pour le lendemain. Alors sir Charles brusqua l'attaque, avant que ces renforts fussent arrivés. L'émir Kassim et les Montagnards tournèrent les positions égyptiennes par les défilés du Liban et empêchèrent un détachement venu de Zahlé de se joindre à Ibrahim. Dans la nuit du 9 au 10 octobre, quatre bataillons ottomans réussirent à escalader les rochers dominant les positions du pacha et, par leur fusillade nourrie, jetèrent le désarroi dans les rangs de ses troupes. Attaqués de front par Sir Napier, les Egyptiens firent une résistance désespérée, mais au bout de quatre heures de combat ils lâchèrent pied et s'enfuirent dans les gorges sauvages du Kesrouan. Les Montagnards firent 800 prisonniers. Ibrahim-Pacha lui-même s'échappa péniblement avec quelques cavaliers jusqu'à Baâlbek.

(1) Mouriez, *op. cit.*, t. IV, p. 323 ; Chidiâq, *op. cit.*, p. 608 et suiv. ; Guys, *op. cit.*, t. II, p. 279 et suiv. ; Mislin, *op. cit.*, t. I, p. 354 ; Paton, *op. cit.*, t. II, p. 188 et suiv.

C'était la bataille décisive de la guerre. Le soir même, l'amiral Stopfort occupa Beyrouth, dont la garnison avait été démoralisée par la nouvelle de la défaite d'Ibrahim. Une partie des troupes de Soliman-Pacha se rendit aux Anglais, le reste fut dispersé et perdit tous ses canons et ses bagages. Soliman arriva presque seul à Baâlbek (1).

Sayda venait d'être enlevé, après une défense héroïque de Hassan-Pacha. A la fin du mois d'octobre 1840, il ne restait plus aux Egyptiens sur la côte que Saint-Jean-d'Acre.

Le désastre du corps d'Ibrahim devait enfin décider l'émir Béchir à abandonner la cause du vice-roi. Depuis le début d'octobre, il était en pourparlers avec l'amiral Stopfort et le Séraskier Yzzet-Pacha, auquel la Porte venait de donner le gouvernement général de la Syrie. Le lendemain de la défaite de Wata-el-Jaouz, il signa avec Stopfort et le Séraskier une convention par laquelle il reconnaissait la suzeraineté du Sultan Abdul-Médjid et s'engageait à le servir fidèlement, à la condition d'avoir la vie sauve et de conserver tous ses biens. Le plus fidèle allié de Méhémet-Ali, l'artisan de ses victoires en Syrie, semblait ainsi l'abandonner. Mais l'émir, prudent comme toujours, voulut éviter la rupture officielle et ouverte avec lui ; car la victoire des alliés ne lui paraissait pas encore certaine, définitive, et il ne voulait pas se compromettre devant le vice-roi, au cas d'un retour offensif victorieux des Egyptiens. Bien qu'il eût signé sa paix et sa soumission à la Porte, il essaya de rester neutre dans la guerre et de ne pas se joindre ouvertement aux alliés. Pressé de se rendre à leur camp, il s'excusa, en prétextant que les troupes d'Ibrahim lui barraient le chemin et promit de leur envoyer deux de ses fils comme otages (2).

Les alliés cependant avaient un trop grand intérêt qu'il les ralliât ouvertement pour ne pas l'y engager vivement. Malgré ses fautes, son prestige était considérable dans la Montagne. L'aristocratie surtout et le haut clergé lui restaient inébranlablement fidèles ; le peuple même le considérait toujours comme son chef naturel. Surtout les petites peuplades en dehors du Liban, les tribus bédouines, les Naplousiens et autres, semblaient attendre que le vieux prince se fût dé-

(1) Mouriez, *op. cit.*, t. IV, p. 332 et suiv.

(2) Mouriez, *op. cit.*, t. IV, p. 324 et suiv.

claré ouvertement contre Méhémet-Ali pour s'insurger en masse ; leur confiance en son habileté et en sa perspicacité était si grande que tant qu'il n'avait consommé sa rupture avec le vice-roi, ils hésitaient à se soulever et à attaquer les troupes égyptiennes.

Les alliés résolurent donc de lui faire une nouvelle concession pour le faire venir dans leur camp. Ils lui assurèrent que le titre de Prince de la Montagne lui serait laissé, malgré sa défection de 1832 et sa longue fidélité aux Egyptiens. Mais avant qu'il eût pu prendre une décision, son fils aîné Kassim avait rejoint les alliés et s'était placé à la tête d'une troupe de Montagnards, avec laquelle il avait pris une part glorieuse à la bataille de *Calas-Meidat*.

Alors les alliés et la Porte ne voulant plus être dupes de ses tergiversations et espérant frapper par une mesure brutale et énergique les esprits des Syriens, prononcèrent solennellement la destitution du prince. Sur les conseils de M. Wood, l'émirat de la Montagne ne fut pas conféré à Kassim, le fils aîné de Béchir, qui venait d'abandonner son père, mais à l'émir Béchir-Mulhem-ben-Kassim-Chéhab, fils de Kassim, frère de l'émir Yousof, et petit-fils de l'émir Mulhem, qui avait été un des premiers chefs de l'insurrection et avait commandé les Libanais à Wata-al-Jaouz. Les Anglais et les Ottomans, en effet, n'avaient plus aucune confiance même dans les fils de l'émir Béchir ; ils craignaient qu'ils ne fussent dirigés par leur père et continuassent sa politique favorable à l'Egypte et à la France. Or, ils voulaient avoir à la tête du Liban un prince dévoué à leurs intérêts, fidèle instrument de leur politique et ils croyaient l'avoir trouvé en l'émir Béchir-Mulhem, qui n'avait ni le prestige ni les talents nécessaires pour acquérir en Syrie la grande autorité de son prédécesseur et pour pouvoir contrecarrer la Porte et les agents anglais.

Lorsque l'émir Béchir apprit sa destitution, il fut consterné. Il se rendit enfin au camp des alliés avec sa famille et une suite nombreuse, bien qu'il eût reçu une dépêche pressante d'Ibrahim de le rejoindre à Baâlbek. La cause égyptienne lui semblait irrémédiablement perdue et il ne pensait qu'à sauver sa propre situation, même au prix d'une humiliation.

Il arriva à Sayda le 14 octobre ; comme l'amiral Stopfort

se trouvait alors à Beyrouth, il s'y rendit immédiatement, pour se remettre à la générosité du vainqueur. Le représentant de la Porte, Khalil-Pacha, et l'amiral anglais le reçurent avec tous les honneurs dus à son rang, mais lui signifèrent qu'il ne pouvait plus rester au Liban. Il protesta, invoqua le raité du 5 octobre, qu'il venait de conclure avec les alliés, leur rappela leurs dernières promesses, mais en vain ; il ne réussit pas à fléchir les vainqueurs. Ils ne lui accordèrent que la faveur de choisir lui-même sa nouvelle résidence, le lieu de son exil, en excluant cependant la France et l'Égypte.

Il demanda d'abord à être transporté à Rome ; alors l'amiral ne lui laissa le choix qu'entre l'Angleterre et l'île de Malte. Finalement, il opta pour cette dernière et y débarqua le 1^{er} novembre avec sa femme, ses enfants, et une suite assez nombreuse (1).

Plus tard, il se fixa à Constantinople, où il mourut à l'âge de 87 ans, en 1850, entouré du respect même des Ottomans. Il devait être le dernier grand prince de la Montagne.

Sa fermeté, son équité, ses qualités brillantes et vraiment princières firent bientôt oublier sa cruauté et son alliance avec les oppresseurs égyptiens. Encore aujourd'hui son nom est prononcé avec respect par les Libanais, qui se souviennent avec émotion de la grandeur et de l'éclat de son gouvernement.

Ibrahim-Pacha comprit enfin que le Nord de la Syrie et le Liban étaient perdus pour lui. Il essaya à Baâlbak de réorganiser son armée, décimée par les batailles, les maladies et les désertions et qui ne comptait guère plus de 20.000 combattants (2).

Le gouvernement français avait abandonné tout projet d'intervenir par les armes en faveur de Méhémet-Ali. M. Guizot ne comptait plus que sur ses négociations avec lord Palmerston pour sauver au moins l'administration de l'Égypte à Méhémet-Ali. Il rencontra à Londres une mauvaise volonté très prononcée. Lord Palmerston et ses partisans, depuis le commencement de la crise, reprochaient durement et hautement à la France d'avoir joué un rôle de duplicité et d'avoir voulu tromper les autres puissances. « Le gouvernement de Sa

(1) Mouriez, *op. cit.*, t. VI, p. 325 et suiv.

(2) Mouriez, *op. cit.*, t. IV, p. 335.

Majesté britannique, écrivait-il dans un memorandum du 31 août 1840 adressé aux puissances alliées, a de bonnes raisons de croire que depuis quelques mois, le représentant français à Constantinople a isolé la France d'une manière tranchée des quatre autres puissances, en ce qui concerne les questions auxquelles cette note se rapporte, et a pressé vivement et à plusieurs reprises la Porte de négocier directement avec Méhémet-Ali et de conclure un arrangement avec le pacha, non seulement sans le concours des quatre autres puissances, mais encore sous la seule médiation de la France et conformément aux vues particulières du gouvernement français (1). »

Le 26 janvier 1841 encore, lors John Russell, dans un discours au Parlement, rejetait toute la responsabilité de la crise sur M. Thiers. Premièrement, exposait-il en substance, ce n'est pas l'Europe qui s'est séparée de la France ; c'est la France qui a rompu violemment avec l'Europe. Deuxièmement, cette séparation n'autorisait pas le gouvernement français à crier à l'insulte et à l'outrage, ni à menacer la paix de l'Europe par de formidables armements. En mettant ainsi en péril la bonne intelligence de l'Angleterre et de la France, ce gouvernement s'est montré bien imprudent. Troisièmement, le ministère français, en refusant de s'associer à l'arrangement proposé par les puissances sans autre motif que la répugnance de Méhémet-Ali à y accéder, a abaissé, par cette politique, les intérêts et la dignité de son pays. Quatrièmement, le ministère français en considérant toujours ce qui serait agréable à Alexandrie plutôt que ce qui devait être honorable à Constantinople, a transporté par le fait à Méhémet-Ali l'attachement qu'il avait professé pour le Sultan (2).

Le gouvernement anglais refusa donc d'entrer dans la voie de la conciliation. Il voulait tenir la France dans l'inaction, jusqu'à ce que Méhémet-Ali fût complètement vaincu. Et il était sûr que cette débâcle serait complète avant l'hiver.

A la Chambre française, le parti conservateur et le ministère courbèrent la tête et acceptèrent l'humiliation infligée par lord Palmerston. La commission de l'adresse alla jusqu'à justifier les accusations lancées par les Anglais contre

(1) *Revue des Deux-Mondes*, Léon Faucher, article cité.

(2) *Revue des Deux-Mondes*, octobre 1841, Léon Faucher, article cité.

M. Thiers, et le général Bugeaud lui-même déclara que les alliés n'avaient pas voulu outrager la France (1).

Un dernier espoir restait aux amis de Méhémet-Ali; c'étaient les remparts de Saint-Jean-d'Acre, devant lesquels, quarante ans auparavant, avait échoué la fortune de Bonaparte. La ville ne tomberait pas avant l'hiver, pensait-on; la mer deviendrait, alors impraticable et la mauvaise saison forcerait la flotte alliée à chercher un abri dans un port sûr et à rester inactive. Le vice-roi aurait ainsi le temps de réorganiser une armée et de se fortifier solidement dans la Syrie méridionale. Peut-être aussi la diplomatie européenne réussirait-elle à trouver un terrain de transaction (2).

Mais Acre tomba après une courte résistance. Les Anglais, les Autrichiens et les Ottomans amenèrent devant ses murs 478 pièces de grosse artillerie, qui dirigèrent sur la ville un feu nourri et meurtrier. Un boulet fit éclater la poudrière. Une explosion formidable s'en suivit, ensevelissant plus de 1.500 morts sous les décombres et détruisant une partie des fortifications. Il était impossible de prolonger la défense. Dans la nuit, les Egyptiens évacuèrent la place, qui fut occupée immédiatement par les alliés. C'était le dernier boulevard d'Ibrahim-Pacha en Syrie qui tombait.

Celui-ci avait voulu d'abord se maintenir à Zahlé et à Baalbek, mais l'émir Béchir-Kassim-Mulhem s'établit à Hamana avec un corps considérable de Libanais, à quatre lieues du camp égyptien. Toute la Montagne avait alors pris les armes et commencé une guérilla acharnée contre l'armée d'Ibrahim, la harcelant sans cesse, lui coupant les vivres, détruisant ses avant-postes. Le pacha dut ordonner la retraite sur Damas, où il voulait concentrer tous les corps du Nord et reprendre l'offensive contre les alliés.

La retraite se fit par un temps affreux. Les troupes égyptiennes furent cruellement éprouvées par la dysenterie. Ibrahim lui-même et Soliman-Pacha tombèrent malades. L'émir Béchir-Kassim suivit l'armée en la harcelant, puis, la dépassant dans le Houléh, voulut se porter rapidement dans le Haourân, pour y soulever les Druses et cerner les Egyptiens dans

(1) Sur ces débats, voir le *Moniteur*, t. XXVII, et les Mémoires de Guizot sur l'Histoire de mon temps.

(2) Thureau-Dangin, *op. cit.*, t. IV, p. 373 et suiv.

Damas. Mais Ibrahim devina ce plan. Par une nuit noire, du 26 au 27 novembre, avec quelques milliers de cavaliers, il surprit les Montagnards près du village de Sassa et en fit un carnage horrible. L'émir Béchir-Kassim s'échappa avec quelques compagnons seulement (1).

Ibrahim réussit à concentrer à Damas une armée redoutable encore, 25.000 hommes de troupes régulières, 3.000 irréguliers, quelques milliers d'excellents cavaliers et 280 canons. C'étaient des forces suffisantes pour résister à l'armée ottomane, peu solide et mal commandée, et aux quelques détachements anglais, très éprouvés par le climat. Cependant, après la prise de Saint-Jean-d'Acre, il n'avait plus de point d'appui sur la côte, plus de base d'opérations ; ses communications avec l'Egypte même étaient menacées et pour le moins, devenues très difficiles. Le ciel même semblait se prononcer contre lui. L'hiver était très rude ; les montagnes, les hauteurs étaient couvertes de neige, des pluies continuelles détrempeaient le sol. Faute de tentes, la plus grande partie de l'armée était couchée dans une boue glaciale. Les vivres manquaient. Les soldats d'origine syrienne désertaient en masse.

Néanmoins, Ibrahim ne désespéra pas. Il conçut le projet hardi de lancer sur Saint-Jean-d'Acre une colonne mobile, formée de ses meilleures troupes ; par une marche rapide à travers les gorges méridionales du Liban, elle devait surprendre les alliés et s'emparer de Saint-Jean-d'Acre, avant qu'ils fussent revenus de leur stupeur.

La colonne s'était déjà mise en marche, lorsque des émissaires partis en reconnaissance revinrent et annoncèrent que les Libanais venaient d'occuper les défilés affreux qu'il lui fallait franchir, et étaient prêts à en défendre l'accès. En vain, Ibrahim leur multiplia-t-il les promesses pour obtenir leur neutralité ; ils restèrent fermes, et forcèrent le pacha à renoncer à son projet, dont le succès — très probable — aurait peut-être changé la face des événements (2).

Ce fut alors qu'Ibrahim reçut de son père l'ordre d'évacuer la Syrie. Méhémet-Ali, en effet, avait fini par céder. Il est vrai que sa capitulation lui fut facilitée par un revirement dans la politique anglaise. Lord Palmerston venait d'ap-

(1) Mouriez, *op. cit.*, t. IV, p. 369.

(2) Mouriez, *op. cit.*, t. IV, p. 371 et suiv.

prendre que le tsar Nicolas I^{er} avait envoyé le comte de Liéven à Constantinople en mission extraordinaire, pour avertir le Sultan que 80 000 Russes étaient concentrés à Odesa, l'arme au pied, prêts à être embarqués, et qu'il n'avait qu'un mot à dire pour qu'ils fussent à sa disposition (1). C'était une nouvelle tentative du tsar de mettre le Sultan sous sa tutelle par une convention militaire. Or, les efforts de Palmerston tendaient précisément à empêcher cette main-mise russe sur Constantinople. Il fallait craindre que le Sultan, exaspéré par la résistance opiniâtre d'Ibrahim-Pacha et voulant terminer la lutte le plus vite possible, acceptât les offres du tsar et ouvrît aux troupes russes l'Asie Mineure et la Syrie. Devant cette éventualité redoutable le ministre anglais décida d'abandonner l'ultimatum du traité du 15 juillet et à offrir à Méhémet-Ali des conditions honorables. Sir Charles Napier d'ailleurs, qui croisait alors le long des côtes de l'Egypte, connaissant les visées secrètes de son gouvernement, l'avait déjà devancé dans la voie des négociations. Par un acte sans précédent dans l'histoire diplomatique, il entra en pourparlers avec Méhémet-Ali et, sans aucune mission officielle, conclut avec lui la convention du 27 novembre 1840, qui porte son nom dans l'histoire. Le vice-roi s'engagea à évacuer la Syrie et à restituer la flotte ottomane, à la condition qu'on lui garantirait la possession héréditaire de l'Egypte et du Soudan oriental.

Cette convention ne fut pas acceptée sans difficulté par lord Palmerston. Méhémet-Ali, en effet, venait de rappeler Ibrahim en Egypte. Celui-ci forma son armée en cinq colonnes et se retira à travers la Syrie, harcelé sans cesse par les populations hostiles, assoiffées de vengeance. Ce fut une des retraites les plus douloureuses que l'histoire eût connue. De nombreuses familles égyptiennes suivirent l'armée ; les soldats, les officiers et les fonctionnaires emmenèrent leurs femmes et leurs enfants. Plusieurs milliers de personnes étaient parties de Damas. Elles durent endurer les plus grandes souffrances. Les privations, les rigueurs du climat et les balles des Syriens et des Bédouins en firent périr plus des deux

(1) Mouriez, *op. cit.*, t. IV, p. 327.

tiers ; 50.000 à peine arrivèrent au Caire en janvier et février 1841 (1).

La Syrie étant entièrement débarrassée des troupes égyptiennes, lord Palmerston n'avait plus à redouter une intervention de l'armée russe. Il se retourna alors de nouveau contre la France, afin de détruire complètement, si possible, son prestige en Orient, et de la remplacer comme puissance protectrice des Syriens chrétiens.

Lord Ponsonby, désavouant sir Charles Napier, intrigua à Constantinople pour que ses concessions faites à Méhémet-Ali ne fussent pas sanctionnées par le Sultan. Lord Palmerston lui-même se demandait si Méhémet-Ali et ses descendants, même rejetés sur l'Egypte, épuisés par la défaite, n'étaient pas, à cause de leur amitié sincère et profonde pour la France, un danger pour l'Angleterre. Mieux valait, certes, à son avis, avoir au Caire un pacha révocable, impuissant, instrument de la Porte et des agents anglais. Le gouvernement britannique pensa sérieusement un moment à déchirer le traité de sir Charles Napier, à continuer la lutte et à envahir l'Egypte ; mais il ne fut pas suivi par les autres puissances. L'Auriche surtout était opposée à la continuation de la guerre.

M. de Metternich, le chancelier autrichien, était satisfait du retour, en France, des conservateurs et de M. Guizot au pouvoir. Il ne voulait pas donner aux partis avancés et républicains le prétexte de les renverser sur une question de patriotisme et de dignité nationale, et exprimait son ferme désir de conclure un accord qui mit fin au conflit en Orient et permit à la France de rentrer dans le concert européen.

Lord Palmerston dut s'incliner. Il consentit enfin à laisser l'Egypte à Méhémet-Ali. Le Sultan, à son tour, fut obligé d'accéder à la convention de Napier. Le 12 février 1841, par un firman d'investiture, Méhémet-Ali reçut pour lui et ses descendants la possession héréditaire de l'Egypte, de la Nubie, du Sennaar, du Kordofan et du Darfour. Il ne devait pas, à l'avenir, augmenter son armée, ni sa flotte sans l'autorisation du Sultan, et devait payer un tribut annuel. Le Sultan se réservait la nomination des officiers égyptiens au-dessus du grade de colonel. Ces dernières conditions avaient été imposées par l'Angleterre, qui voulait ainsi empêcher la constitu-

(1) Mouriez, *op. cit.*, t. IV, p. 372 et suiv.

tion d'une grande puissance militaire en Egypte, à proximité de Suez et de la route des Indes, et avoir au contraire, par l'intermédiaire du Sultan, la haute-main sur la direction de l'armée égyptienne.

Après ce firman, qui réglait d'une façon définitive la situation de Méhémet-Ali, le principal obstacle à une paix générale avait disparu. Les négociations de M. Guizot avec les quatre puissances aboutirent enfin. Celles-ci consentirent à annuler le traité de Londres du 15 juillet 1840 et à conclure un traité général pour clôturer, d'accord avec la France, la question syro-égyptienne.

Le 10 juillet 1841, les plénipotentiaires de la France, de la Russie, de la Prusse, de l'Angleterre, de l'Autriche et de la Turquie, réunis au ministère des affaires étrangères à Londres, déclarèrent solennellement, dans un protocole, que les difficultés qui avaient amené leur alliance étaient aplanies et que la convention du 15 juillet 1840 n'avait plus d'objet. Le même jour, la France était invitée à reprendre sa place dans le concert européen. Trois jours plus tard, le représentant français, le baron de Bourqueney, par ordre de son gouvernement, signait une nouvelle convention.

Ce dernier traité, la convention des Détroits du 13 juillet 1841, reconnaissait à la Turquie le droit d'interdire l'entrée du Bosphore aux bâtiments de guerre de toutes les puissances (1). Par ces deux actes diplomatiques, la France reconnaissait la nouvelle situation de Méhémet-Ali, fixée par la convention de Napier. A cette condition, c'est-à-dire par l'aveu officiel de sa défaite, elle sortait au moins officiellement de son isolement et rentrait dans le concert européen. L'Angleterre triomphait. En effet, la convention des Détroits annulait implicitement le traité d'Unkiar-Skélessi, qui accordait aux flottes russes la libre navigation sur le Bosphore et les Dardanelles. L'intégrité de l'Empire ottoman était maintenue ; la puissance naissante du vice-roi d'Egypte, qui pouvait devenir dangereuse pour elle, était arrêtée dans son essor ; la Porte subissait complètement l'ascendant de ses agents ; enfin, elle venait d'acquérir en Syrie la grande influence qu'elle convoitait depuis plus d'un quart de siècle.

(1) Testa, *op. cit.*, t. III, p. 20 et suiv. — Convention en date de Londres le 13 juillet 1841 (23 djeniaziul ewel 1257). — Martens, *N. R. G.*, *op. cit.*, t. II, p. 128 et suiv.

La France avait subi un grave échec ; elle était non-seulement blessée dans son amour-propre, mais sa situation en Orient était considérablement diminuée. C'est avec juste raison qu'on parlait d'un Waterloo de la diplomatie française. Jusqu'au moment de la crise grecque, la situation de la France à Constantinople et en Orient avait été absolument prépondérante ; elle y avait véritablement représenté l'Europe, l'Occident, le monde chrétien, à l'exclusion presque des autres puissances. Elle avait été la première à conclure des conventions et même des alliances avec le Sultan et avait ainsi gagné la considération des musulmans. D'un autre côté, par l'exercice du protectorat des chrétiens, elle avait l'affection et la sympathie de ces derniers. En Syrie surtout, les populations chrétiennes n'avaient guère connu de l'Europe que la France et n'avaient compté que sur elle. Or, à partir de 1830, l'influence russe à Constantinople devient de plus en plus grande. En Syrie, c'était l'Angleterre qui était apparue subitement et avait pris en mains la défense des chrétiens contre Méhémet-Ali et contre la France, qui avait semblé renoncer à l'exercice de son protectorat. Sans doute, de grosses fautes avaient été commises par les hommes d'Etat qui dirigeaient alors la politique française. Ils s'étaient exagéré considérablement la puissance réelle de Méhémet-Ali, qui avait grandi trop vite, sans avoir une base solide. Ils n'avaient pas vu l'épuisement de l'Egypte. Ils s'étaient trompés encore sur la valeur personnelle de Méhémet-Ali et sur son rôle de civilisateur. Ils l'avaient considéré comme le rénovateur de l'Orient, le régénérateur du monde musulman, le grand pionnier de la civilisation occidentale dans l'Empire ottoman, alors qu'il n'était qu'un despote ambitieux, d'une énergie barbare, dont les réformes n'avaient eu qu'un but, qui était de lui fournir les instruments et les ressources nécessaires à ses conquêtes. Leur admiration pour lui les avait empêchés de voir les souffrances énormes que la domination égyptienne avait infligées aux chrétiens de Syrie, et de défendre ces derniers contre une oppression devenue abominable. C'était un manquement aux devoirs de la France, protectrice de ces chrétiens. Ceux-ci avaient été poussés ainsi dans les bras de l'Angleterre, qui leur avait offert son aide très efficace contre les Egyptiens. Certes, M. Thiers aurait pu soutenir Méhémet-Ali, qui, malgré ses défauts, représentait le progrès en

Orient ; mais il aurait dû profiter de l'ascendant de la France sur lui pour le guider, pour le retenir sur la pente qui avait fini par le mener presque à l'abîme. Il aurait dû surtout l'empêcher d'exploiter les Syriens, de les ruiner et de les plonger dans une misère atroce et dans le désespoir ; il aurait dû, en un mot, exercer ainsi auprès du vice-roi le protectorat des chrétiens comme il l'aurait exercé auprès du Sultan.

Le résultat de ces fautes était qu'en Syrie, les Puissances s'étaient substituées à la France, sous la conduite de l'Angleterre. Alors que la France y était toujours intervenue seule pour la protection des populations chrétiennes, que tous les conflits entre les autorités ottomanes et ses sujets chrétiens du Levant avaient été réglés par son intermédiaire seul ; désormais ce devait être le concert des puissances qui interviendrait pour solutionner les conflits. En fait, à son protectorat s'était substitué le protectorat collectif des Puissances. C'était le concert européen qui allait mettre en tutelle l'Empire ottoman et intervenir dans ses affaires intérieures. Le conflit entre Méhémet-Ali et le Sultan et son règlement devait être un précédent. La France n'avait même plus un rôle directeur par son ascendant sur les populations indigènes ; elle ne pouvait plus prétendre qu'elle seule les représentait ; car l'Angleterre avait réussi, en les délivrant des Egyptiens, à gagner leurs sympathies, et, en 1841, avait auprès d'elles un prestige au moins égal à celui de la France. Les Anglais s'étaient implantés en Syrie pour ne plus en sortir. La France devra surmonter de nombreux et grands obstacles pour reconquérir une partie seulement du terrain perdu (1).

(1) Duvergier de Hauranne, *De la convention du 13 juillet et de la situation actuelle de la France* (Revue des Deux-Mondes, 1841).

LIVRE II

CHAPITRE PREMIER (1)

I. LE MOUVEMENT DE RÉFORME EN TURQUIE DE 1839 A 1852. — II. LE GOUVERNEMENT DE L'ÉMIR BÉCHIR-KASSIM-MULHEM (1840-1841). — III. LES MASSACRES DE 1841. — IV. LA MISSION DU SÉRASKIER MUSTAPHA-PACHA EN SYRIE ET LE GOUVERNEMENT D'OMAR-PACHA DANS LA MONTAGNE. — V. LA RÉORGANISATION DE 1842.

I

Le mouvement de réforme en Turquie de 1838 à 1852.

La crise égyptienne et les premières victoires de Méhémet-Ali devaient avoir pour l'Empire ottoman d'autres conséquences que l'établissement de la tutelle collective des Puissances. L'autorité de la Porte devait en être consolidée. Avant même la défaite finale du vice-roi d'Égypte, une sorte de rénovation, de réforme de l'empire avait commencé. C'est la période qu'on appelle le *Tanzimat*.

Quelques hommes d'État turcs, dont le plus capable et le plus connu était Réchid-Pacha (2), avaient reconnu tous les

(1) J. A. Robert, *Le cataclysme et les ruines*, Paris, 1841 ; Colonel Churchill, *Mount-Lebanon*, London, 1853 ; R. M., *Réflexions sur la question du Liban*, Paris, 1847 ; R. Edwards, *La Syrie de 1840 à 1842* ; Ach. Laurent, *Relations historiques des affaires de Syrie jusqu'en 1842*, Paris, 1846 ; *Affaires de Syrie* (Extraits de la *Revue nouvelle*), Paris, 1846. V. de Mars, *La situation du Liban* (*Revue des Deux-Mondes*, avril-juin 1842) ; Poujade, *Le Liban et la Syrie de 1842 à 1860*.

(2) Il avait été ambassadeur à Londres et y était devenu un ad-

vices profonds de l'organisation ottomane, le désordre et l'arbitraire dans l'administration et dans les finances, l'absence d'une forte centralisation et d'une unité impériale, et voulaient sincèrement remédier à tous ces abus.

Ils décidèrent le jeune Sultan Abdul-Médjid d'entreprendre des réformes libérales, afin de supplanter Méhémet-Ali dans l'opinion de l'Europe occidentale. Réchid devint ministre et le 3 novembre 1839 fit proclamer solennellement, en présence des grands officiers, des ministres, des ulémas, des députations des nations chrétiennes, des troupes de la garde et du corps diplomatique, le *Hatti-Chérif de Gul'hané* (1) qui a été la première charte constitutionnelle de la Turquie contemporaine.

La Porte cherchait, selon ce décret fameux, « par des institutions nouvelles, à procurer aux provinces qui composaient l'empire ottoman, le bienfait d'une bonne administration » (2). Ces institutions devaient principalement porter sur trois points, qui étaient :

1° Les garanties assurant aux sujets du Sultan une parfaite sécurité, quant à leur vie, à leur honneur et à leur fortune.

2° Un mode régulier d'asseoir et de prélever les impôts.

3° Un mode également régulier pour la levée des soldats et la durée de leur service.

Pour l'administration financière notamment, le Hatti-Chérif stipule qu'« il est nécessaire que désormais chaque membre de la société ottomane soit taxé pour une quotité d'impôt déterminée, en raison de sa fortune et de ses facultés, et que rien au delà ne puisse être exigé de lui ».

Le décret n'établissait pas un régime constitutionnel ; il promettait simplement des garanties contre l'arbitraire et contre une mauvaise administration. Il ne changeait pas les attributions de la Porte et des autres grands pouvoirs de l'Etat ; il ne réformait que l'administration proprement dite. Mais il proclamait la nécessité et la promesse d'une amélioration dans la condition civile des citoyens de l'Empire :

mirateur des institutions occidentales et particulièrement de l'Angleterre.

(1) Ainsi appelé, parce qu'il a été proclamé dans le Kiosque de Gul'hané, ou Maison des roses, dans l'ancien Sérail.

(2) Le texte du *Hatti-Chérif* est publié, entre autres, dans Engelhardt, *La Turquie et le Tanzimât*, t. I, p. 157 et suiv.

« Les institutions nationales doivent désormais garantir à nos sujets une parfaite sécurité quant à leur vie, leur honneur et leur fortune. Ces concessions souveraines sont acquises à tous, de quelque religion ou secte qu'ils puissent être ; tous sont appelés à en jouir sans exception. »

C'était un progrès considérable. Le Coran et la Tradition non seulement refusaient aux « infidèles », non-musulmans, chrétiens et autres, l'égalité politique avec les musulmans, mais même ils les abaissaient au rang d'un troupeau de serfs. Le Hatti-Chérif, s'il ne proclamait pas encore l'égalité politique de tous les citoyens de l'empire ottoman, sans distinction de religion, promettait au moins un régime « équitable et paternel » ; il reconnaissait aux *rayas* les mêmes droits privés qu'aux musulmans. C'était déjà une révolution (1).

Réchid-Pacha et ses collaborateurs entreprirent de réaliser les promesses faites par le Sultan dans le Hatti-Chérif (2). On créa un conseil des ministres ; on réorganisa le Conseil d'Etat à l'européenne ; on introduisit dans l'administration la division des pouvoirs. Jusqu'alors les gouverneurs des provinces avaient réuni tous les pouvoirs dans leurs mains. On partagea leurs attributions universelles entre plusieurs catégories de fonctionnaires. Chaque province, désormais, était dirigée par un administrateur civil ou *vali*, un gouverneur militaire et un receveur des finances. Tous les fonctionnaires devaient être payés. C'était la fin du régime féodal chez les Ottomans. On créa des conseils ou *divans* provinciaux et communaux de notables. On institua quelques tribunaux mixtes formés d'une moitié d'Européens chrétiens ; on publia un Code pénal, incomplet et incohérent.

Les fermes d'impôts étaient remplacées par le système plus centralisateur, en vigueur déjà en France, de la perception par receveurs généraux. Le *Kharadj* devait être réparti entre les contribuables par les communautés municipales et, une fois perçu, versé par elles dans les caisses des receveurs généraux.

Enfin, l'armée fut réorganisée d'après le système prussien. Les soldats, levés par la conscription, servaient cinq ans dans l'armée active ou *Nizam*, et sept ans dans la réserve ou

(1) Engelhardt, *op. cit.*, t. I, p. 36.

(2) *Id. ibid.*, p. 39 et suiv.

Rédif. On créa aussi quelques écoles modernes, on annonça d'autres réformes plus profondes encore. Le Sultan Abdul-Méjid convoqua, en 1845, des députés musulmans et *rayas* de tous les chefs-lieux à Constantinople pour les consulter sur l'état des provinces et sur les réformes qu'il fallait y apporter (1). Mais il n'y eut en somme que des tentatives de réorganisation profonde, confuses et incomplètes. Réchid-Pacha et les réformateurs se heurtaient, en effet, à de nombreuses résistances de la part des *Vieux-Turcs*, qui voulaient maintenir intégralement l'ancien régime et qui refusaient surtout l'égalité aux *rayas*. De 1838 à 1852, ils furent renversés plusieurs fois du pouvoir pour céder la place à des ministres réactionnaires.

Cependant, leur œuvre devait avoir deux conséquences durables. Elle établissait d'abord dans l'Empire une forte centralisation administrative en brisant la toute-puissance des anciens gouverneurs provinciaux et transformait ainsi l'Empire féodal en une monarchie administrative absolue, pourvue d'une forte armée ; ensuite, elle engageait les chrétiens, sujets du Sultan, à revendiquer l'égalité civile et politique complète avec les musulmans, ou à rechercher leur affranchissement national. Il y avait ainsi deux courants contradictoires, le premier allant vers une centralisation étroite et vers la soumission à la Porte de tous les sujets, sans distinction de religion, le deuxième vers la liberté politique et vers l'autonomie nationale et régionale (2). Ces deux courants devaient se heurter jusqu'à nos jours et provoquer des conflits et des crises dans l'intérieur de l'Empire ottoman. La première en date allait éclater en 1840, déjà dans le Liban.

II

Le gouvernement de l'émir Béchir-Kassim-Mulhem.

Avec l'année 1840 commence une nouvelle époque dans l'histoire du Liban. Le départ d'Ibrahim Pacha et de son armée ne ramenait pas la paix en Syrie. Au contraire, l'ère de réformes inaugurée par le Hatti-Chérif de Gulk'hané et les souvenirs de l'occupation égyptienne allaient provoquer de nouvelles et très graves complications. La transformation

(1) Engelhardt, *op. cit.*, t. I, p. 76.

(2) Engelhardt, *op. cit.*, t. I, p. 53 et suiv.

d'un Empire féodal et militaire en un Etat moderne, avec une administration régulière ne peut se faire sans heurts, sans cadavres. La voie du progrès est toujours semée de victimes. Il devait en être ainsi en Syrie.

Les antagonismes de races et de religions y étaient plus violents que jamais. Les Musulmans, depuis des siècles, étaient considérés comme les maîtres naturels du pays ; ils étaient habitués à se regarder comme une classe supérieure, appelée par *Allah* à dominer les autres populations. Leur fanatisme religieux avait été fouetté, stimulé, en quelque sorte, par les événements de 1820. Les « chiens de chrétiens », en Grèce et dans les pays danubiens, avaient secoué le joug de l'Islam. Les chrétiens syriens avaient relevé également la tête sous le gouvernement d'Ibrahim. Leur condition humiliante avait été améliorée, ainsi que nous l'avons vu. La liberté de conscience et l'égalité des religions avaient été reconnues, dans une certaine mesure, par les Egyptiens. En astreignant les musulmans à l'impôt direct et au même titre que les chrétiens, Méhémet-Ali avait implicitement aboli la suprématie des premiers et la sujétion des seconds. Nous avons déjà constaté la profonde colère soulevée par ces mesures, dans les cœurs des Musulmans. Leur haine contre les « rayas » en fut réveillée ; au retour des Turcs, ils espéraient donner libre cours à leur fanatisme longtemps comprimé.

Les chrétiens, au contraire, que les Egyptiens avaient partiellement affranchis de leur humiliante condition de « rayas », de troupeau placé hors la loi commune, ne voulaient pas perdre le bénéfice de ces réformes et ne se résignaient pas à se courber sous l'ancien joug ignominieux. Ils réclamaient avec instance la réalisation des promesses du Hatti-Chérif de Gulk-hané.

Dans la Montagne, ces conflits étaient encore aggravés par la rivalité, devenue plus aiguë, entre les Druses et les Maronites. L'ancienne entente entre les deux communautés, qui avait fait leur force, avait disparu, à la suite de la politique néfaste de Méhémet-Ali et de l'émir Béchir. Les Druses étaient sortis de la crise égyptienne profondément meurtris. Le despotisme d'Ibrahim-Pacha et de l'émir Béchir avait pesé plus lourdement sur eux que sur les chrétiens. Des centaines de leurs frères étaient tombés sous les balles égyptiennes ou bien massacrés à coups de sabre et de baïonnette, et, mal-

heureusement, les soldats étrangers avaient été guidés par les chrétiens. Ceux-ci s'étaient associés à l'œuvre d'extermination dirigée contre les Druses. Ils avaient été favorisés aux dépens de la nation druse. En 1840, il est vrai, les deux « nations » s'étaient unies contre l'oppression, devenue insupportable ; mais les souvenirs de 1834 et de 1837 étaient trop vivants chez les Druses pour être effacés même par la lutte finale commune.

Les Druses revenaient donc d'exil, ou sortaient très surexcités de leurs retraites, nourrissant des sentiments d'hostilité contre les Chéhab et contre les Maronites. Les épreuves qu'ils venaient de traverser avaient fortifié encore chez eux l'union et la discipline et augmenté leurs qualités guerrières. Leur aristocratie, resserrée en face de l'ennemi, était plus respectée que jamais. Leur forte organisation féodale et politico-religieuse compensait leur faiblesse numérique, en présence des chrétiens. Ils se sentaient menacés dans leur existence même, et ils étaient prêts à combattre, non seulement pour se venger, mais même pour subsister.

Les Maronites, de leur côté, n'entendaient pas perdre la prépondérance dans la Montagne, qu'ils avaient acquise sous l'émir Béchir. Ils prétendaient que c'était une obligation, pour la Porte, de la sanctionner ; ne lui avaient-ils pas rendu le plus grand service, en chassant, par leur soulèvement, les Egyptiens de la Syrie ? Eux aussi étaient décidés à la lutte, mais pour leur suprématie.

La lutte contre Méhémet-Ali avait fortifié chez eux le sentiment de l'indépendance. Ils ne voulaient plus reconnaître la suzeraineté du Sultan ; il avait fallu l'intervention des Anglais pour les décider à lui payer de nouveau le tribut annuel. D'un autre côté, chez les Maronites, le soulèvement contre les Egyptiens avait fait naître un mouvement démocratique dirigé contre la noblesse dont la majorité avait été hostile à l'insurrection. Ce mouvement d'abord obscur et incertain, allait jouer de 1841 à 1860 un rôle de plus en plus grand.

Le mécontentement, dans la Montagne, était augmenté encore par les menées de quelques agents anglais, parmi lesquels M. Richard Wood était le plus actif et le plus intrigant. L'Angleterre s'était aperçue qu'elle ne pouvait compter d'une façon contraire sur la clientèle chrétienne dans la Montagne, trop profondément attachée à la France, et trop catholique

aussi, pour ne pas considérer avec méfiance, au moins, une nation hérétique. Elle se tourna donc vers les Druses, qui acceptèrent avec empressement sa protection. En même temps, des missionnaires protestants anglais au Liban, redoublèrent d'efforts pour multiplier les conversions. Le patriarche maronite menaça d'excommunication ceux qui écouterait les prédications évangéliques. Le rôle des agents anglais dans les événements qui vont suivre et particulièrement le rôle joué par le colonel Rose, par M. Richard Wood et par Sir Stratford Canning, ambassadeur à Constantinople, a été considérable. Les Maronites les accusent d'avoir encouragé les Druses dans leur lutte contre eux, et d'avoir protégé même les auteurs des pires massacres des chrétiens. Cependant, la responsabilité réelle de ces agents est très difficile à établir, et l'historien impartial doit se borner à constater qu'en toute occasion ils ont essayé de protéger les Druses, à la fois contre les chrétiens et contre les Turcs, tout en défendant la suprématie de la Sublime-Porte.

Quelle allait être l'attitude de la Turquie ? Certes, la Porte était décidée à réorganiser l'Empire, mais ce n'était pas pour y fortifier le particularisme de certaines nations ou de certaines communautés, mais, au contraire, pour fortifier le pouvoir central, pour asseoir plus solidement sa propre autorité. Elle devait d'autant plus songer à détruire en Syrie tous les foyers d'indépendance et de révolte, que cette province si importante avait toujours échappé presque complètement à son autorité directe. Tout Pacha, désireux de se révolter, n'avait-il pas trouvé un puissant appui auprès des peuplades guerrières du pays et des Bédouins toujours enclins à la rébellion et au pillage ?

L'œuvre de centralisation du Tanzimât ne pouvait pas souffrir l'autonomie de la Montagne et l'indépendance presque complète des petites peuplades de l'Anti-Liban et du Haourân. La Porte voulait bien faire des réformes, mais elle ne reconnaissait pas comme légitimes les réclamations des chrétiens et surtout celles des Maronites. Alors que ceux-ci ne demandaient qu'à jouir de leur autonomie et à prospérer, elle s'appropriait à les soumettre à son autorité directe et

(1) *Affaires de Syrie, 1841-1845* (Extrait de la *Revue nouvelle*, p. 17).

absolue (1). La résidence du pacha fut transportée, en 1840, de Sayda à Beyrouth, pour qu'il pût surveiller de plus près la Montagne (2)

A partir de 1840, les agents turcs en Syrie n'avaient qu'un but : celui de restreindre, de mutiler, de détruire, si possible, l'autonomie libanaise. Comme ils n'osaient pas employer la force brutale, par crainte d'une intervention étrangère, ils eurent recours aux moyens détournés, obliques, à la ruse.

Ils envenimèrent systématiquement les dissensions entre les Libanais, les excitant les uns contre les autres, favorisant secrètement les Druses, et les poussant contre les Maronites. Il semble ressortir des documents druses eux-mêmes que jamais les Druses n'auraient attaqué les chrétiens, s'ils n'y avaient pas été encouragés par certains agents de la Porte.

Un des premiers actes de la Porte avait été de déposer formellement l'émir Béchir qui avait déjà quitté la Syrie. Elle aurait voulu le remplacer immédiatement par un pacha turc, placé sous son autorité directe ; mais une mesure pareille aurait fait éclater à nouveau la révolte mal éteinte.

Très habilement, elle affecta de rester fidèle à la tradition, et elle confirma comme successeur de l'émir Béchir un prince Chéhab, le plus incapable et le moins populaire parmi eux, l'émir Béchir-el-Kassim Mulhem, qui venait de prendre part à l'insurrection contre les Egyptiens.

Le firman d'investiture, daté du 3 septembre 1840, faisait habilement ressortir les droits souverains du Sultan sur la Montagne : « Nous adressons ce commandement impérial, qui doit avoir son effet dans tous les pays lointains ou prochains, à un parent de l'émir Béchir, à celui que nous nommons à présent Prince de la Montagne des Druses, c'est-à-dire au très illustre et très glorieux émir Béchir-el-Kassim ; puisse sa gloire se perpétuer ; ainsi qu'aux cheiks des tribus des Druses les plus distingués parmi les notables du pays, puisse leur obéissance augmenter ; et nous ordonnons que, dès qu'il sera reçu, l'on sache ce qui suit : Il était du devoir de l'émir

(1) Voir dans Testa, *Recueil des Traités avec la Porte ottomane*, tous les documents sur cette époque, de 1840 à 1846 ; John Lemoine, « La situation au Liban ; les Druses et les Maronites » (*Revue des Deux-Mondes*, 1^{er} mai 1842).

(2) Chidiâq, *op. cit.*, p. 615.

Béchir, d'après les ordres qu'il avait reçus, de se montrer toujours sujet fidèle et soumis à Notre Majesté Impériale, son auguste bienfaiteur et maître, d'obéir à nos ordres, de s'efforcer à faire ce qui est conforme à nos désirs, de s'empres-
 ser de protéger les habitants et les tribus que nous lui avons confiés, d'employer tous ses moyens et toute sa sagesse pour les protéger et les garantir de toute vexation ; tels étaient ses devoirs comme sujet.

« Il nous est pourtant parvenu que l'émir Béchir a manqué à toutes ces conditions essentielles, et qu'il persiste à se conformer aux desseins de Méhémed-Ali-Pacha et à ceux de ses employés, à agir d'après leurs conseils et leurs instructions et à tenir une conduite qui n'est pas telle que nous l'attendions de sa part.

« Vous, Prince, en agissant avec cette fidélité et cet excellent jugement qui vous caractérisent, vous avez montré votre dévouement envers notre personne impériale, dévouement qui mérite une récompense ; vous avez prouvé votre obéissance et vous savez ce que vous nous devez comme notre sujet. Aussi Notre Sublime-Porte est-elle sûre que, si vous étiez nommé Prince des Druses, vous donneriez de nouvelles preuves de soumission à nos ordres et un nouvel essor à la fidélité, à la loyauté et au zèle qui sont innés en vous. C'est pourquoi nous vous adressons la destitution de l'émir Béchir, et vous avons nommé et vous nommons Prince des tribus des Druses, et le présent commandement impérial est conséquemment émané de notre chancellerie impériale. »

C'était à la fois une affirmation très nette que l'émir de la Montagne devait l'obéissance stricte au Sultan, sous peine de destitution, et un avertissement à Kassim et aux Cheiks druses que toute révolte contre l'autorité souveraine serait châtiée. Le firman allait encore plus loin ; il engageait le nouvel émir à gouverner avec sa fidélité accoutumée, avec sagesse, équité, et d'une manière conforme aux vœux et « aux intérêts de Sa Majesté Impériale », à empêcher toute opposition à l'exercice des droits légitimes « du Sultan sur la nation et l'Empire », et, en général tout ce qui serait incompatible avec les devoirs de la soumission et du dévouement que les nations doivent à la Sublime-Porte.

Il terminait par ces mots, en s'adressant à Kassim : « Il faut que vous mettiez tous vos soins, et que vous travailliez

jour et nuit à faire ce que Notre Sublime-Porte attend de votre sagacité et de votre fidélité, et à mériter la confirmation de la faveur qui vient de vous être conférée.

« Et vous, cheiks des Druses, lorsque vous saurez que nous avons nommé l'émir Béchir-el-Kassim prince des Druses, il faudra, ainsi que votre devoir l'exige, que vous vous unissiez à lui de cœur et d'âme pour exécuter nos volontés, et que vous vous conformiez au présent firman, en maintenant nos droits légitimes. Qu'on ne voie parmi vous aucun procédé contraire à notre volonté souveraine, ni attentatoire à notre autorité dans nos États héréditaires (1). »

Le Sultan non seulement rappelait avec force aux peuplades de la Montagne qu'elles étaient ses sujets, mais il se ménageait aussi pour l'avenir l'occasion d'intervenir directement dans leur administration, dès que l'émir et les cheiks s'aviseraient de résister à sa volonté souveraine.

La teneur du firman caractérisait la nomination du nouvel émir comme une simple mesure de transition, car la Sublime-Porte espérait bien que l'émir Kassim ne tarderait pas à soulever contre lui une opposition formidable. Des désordres éclateraient dans la Montagne ; au besoin, les agents turcs en Syrie les provoqueraient par des intrigues secrètes, et le prétexte d'intervenir dans le pays et de l'occuper avec des troupes était donné. La Porte déclarerait que les Libanais étaient incapables de se gouverner eux-mêmes dans la paix, et qu'elle ne pourrait leur laisser l'autonomie.

Ce plan réussit à merveille. L'émir Kassim ne sut acquérir aucune autorité dans la Montagne. Administrateur incapable et maladroit, juge partial et faible, il mécontenta à la fois les seigneurs, le clergé et les paysans, les Maronites et les Druses. Ces derniers avaient contre la famille Chéhab des rancunes profondes ; elle les avait à moitié exterminés. L'émir Béchir les avait contenus par son habile diplomatie et par la crainte. Mais l'émir Kassim ne sut ni se faire aimer ni se faire craindre. Il reçut avec hauteur les Druses qui revenaient d'exil (2). Puis il prit une série de mesures qui excitaient au plus haut degré les ressentiments de toute la nation druse. Il

(1) Testa, *op. cit.*, t. III, p. 83. Firman de la Sublime-Porte à l'émir Béchir-el-Kassim en date du 3 septembre 1840 (6 redjed 1256).

(2) Chidiâq, *op. cit.*, p. 614.

songea à enlever aux cheiks druses une partie de leurs attributions judiciaires pour la remettre à des cheiks chrétiens nommés par lui, à placer auprès de chaque cheik druse deux *vékils* chrétiens chargés de protéger contre lui les *fellahs* de leur religion (1). Comme pour donner à tous ses projets contre les Druses un commencement d'exécution, il annonça qu'il placerait à la tête du *divan*, ou conseil, que la Porte lui avait ordonné de former et qui devait être composé des représentants de toutes les communautés libanaises, comme nous le verrons dans la suite, un cheikh chrétien Bechâra Khouri, un des adversaires les plus déterminés des Druses (2).

La Porte et ses agents entretenirent encore très habilement le mécontentement grandissant dans la Montagne. Mettant en pratique la politique de division qui a toujours été celle des Turcs, ils excitaient les chrétiens contre les Druses et inversement. A la fin de l'année 1840, des troubles étaient à prévoir déjà.

Les griefs communs aux Druses et aux Maronites avaient trait principalement aux impôts. L'administration financière des Chéhab avait toujours été très dure et vexatoire. Grâce à leur nombreuse clientèle, les émirs avaient pu arracher à la fois aux notables et aux paysans des contributions très élevées et très variées. Mais cette fiscalité pesait lourdement sur le peuple druse surtout. A l'avènement de l'émir Kassim, il en ressentait d'autant plus les fâcheux effets que les luttes incessantes, depuis 1833, avaient dévasté le pays et tenu les populations éloignées de leurs champs et des travaux agricoles.

Après le départ des Egyptiens, la Porte avait cru habile de maintenir la fiscalité très lourde établie par Ibrahim dans la Montagne. Le trésor public, toujours à court d'argent, trouvait tout naturel que si les Libanais avaient payé à Ibrahim 3.244.500 piastres, ils pouvaient bien verser une somme au moins approchante, très supérieure, en tout cas, aux 1.325.000 qu'ils payaient avant 1832. La Montagne fut, par conséquent, imposée d'une série de taxes que la Porte n'avait jamais auparavant essayé d'y introduire.

La population en fut vivement émue ; les Druses s'adressèrent aux autorités ottomanes. L'occasion était trop propice

(1) Churchill, *op. cit.*, p. 38.

(2) Chidiâq, *op. cit.*, p. 615.

de gagner la confiance de cette nation, pour que celles-ci n'en profitassent pas ; elles accordèrent aux Druses l'exemption du *féridé* et de quelques autres impôts particulièrement lourds et vexatoires (1).

C'était leur donner une grande marque de confiance et de sympathie, car l'administration financière turque restait généralement sourde à toute réclamation et n'avait pas l'habitude de lâcher sa proie.

Dans la circonstance même, cette sympathie devenait un encouragement : les Druses, en effet, croyaient y reconnaître la preuve que le Sultan leur était beaucoup plus favorable qu'aux chrétiens, et les excitations secrètes des agents turcs les confirmaient encore dans cette idée.

Les Maronites protestèrent non moins énergiquement que les Druses contre la fiscalité turque. Surtout le tarif des droits d'entrée et de sortie établi dans tous les ports et les villes les mécontentait profondément. La soie, leur principale production, était frappée d'un droit de 12 0/0 et à la sortie des ports d'un droit d'exportation de 10 0/0 prélevé par la douane. Ils se plaignaient que le fisc leur enlevait tous les ans un cinquième de leurs revenus.

Si le « tarif » était la contribution la plus onéreuse, il n'était pas la seule qui parût injuste aux Libanais. On exigeait d'eux également la dime, le *Yuruk* et le *Kharadj*. La dime, prétendaient-ils, n'avait jamais été imposée dans la Montagne ; elle était une marque d'asservissement ; or, ils n'étaient pas des serfs du Sultan, mais des propriétaires qui possédaient leurs terres depuis une époque très reculée, et qui n'avaient jamais payé qu'un simple « *miri* », ou tribut, en reconnaissance de la suzeraineté du Sultan. Leurs terres étaient trop peu fertiles aussi pour supporter des charges très lourdes ; la Montagne ne consistait « qu'en rochers » et en peu de terrains, stériles et rocailleux ; il ne fallait pas « la considérer comme les autres plaines fertiles qui existaient dans l'Empire, appartenant au gouvernement, qui pouvait les imposer ce qu'il lui semblait ».

Le *Yuruk* leur paraissait aussi inadmissible. Quant au *Kharadj*, ils considéraient également sa levée dans leur pays

(1) Testa, *op. cit.*, p. 110 et suiv. (Requête des émirs et des cheiks du Mont-Liban à la Sublime-Porte).

comme illégale. Le *Kharadj*, en effet, prétendaient-ils, avait été imposé aux chrétiens en échange de la protection de leurs vies, de leur honneur et de leurs propriétés ; mais les habitants du Liban n'avaient jamais eu besoin de la protection de la Porte ; au contraire, ils avaient toujours eu l'habitude de se protéger eux-mêmes et les provinces environnantes, et de « soumettre les habitants de ces dernières, lorsqu'ils étaient désobéissants aux ordres du Sultan ». La Porte n'avait donc pas le droit de lever le *Kharadj* dans la Montagne.

Enfin, les Maronites demandaient à être indemnisés des pertes qu'ils avaient subies depuis leur insurrection contre Méhémet-Ali, tant par la faute des troupes égyptiennes que des soldats turcs, et qui se montaient, d'après des experts nommés à cette époque, à quatre cent mille tallaris (1).

Les Maronites essayèrent d'obtenir l'abolition des contributions injustes et une meilleure répartition des impôts en s'adressant tour à tour aux grands fonctionnaires turcs et à leurs protecteurs européens. Sélim-Pacha, Mohammed Izzet-Pacha, l'amiral anglais Stopfort, le commodore Napier et l'agent anglais M. Wood leur prodiguèrent tous de bonnes paroles, leur réitérèrent les promesses qu'ils seraient exempts de toute contribution pendant quelques années, afin de pouvoir panser les blessures faites par la guerre, et qu'à l'avenir, ils ne paieraient plus jamais que le « *miri* » à la Porte, comme avant l'arrivée de Méhémet-Ali. Mais toutes ces promesses n'étaient suivies d'aucun acte ; le fisc continuait à exiger et les droits exorbitants du « tarif », et la dime, et le *Yuruk* et le *Kharadj*. L'enquête promise par les autorités n'aboutit à aucun résultat pratique. Tandis que les Druses avaient obtenu gain de cause, les chrétiens continuaient malgré leurs protestations à être pillés par le fisc. N'était-ce pas la preuve évidente que la Porte favorisait les Druses contre les Maronites ?

Les exemptions d'impôts accordées ne parurent bientôt plus suffisantes aux Druses. Comptant sur la faveur du Sultan, ils réclamèrent une refonte de leur administration, et, en même temps, se soulevèrent contre l'émir Béchir-Kassim, lui reprochant de n'être ni de leur nation ni de leur religion. Ils ne voulaient plus être commandés par un étranger, mais par

(1) Un million huit cent mille francs.

un chef de leur nation, comme par le passé. En même temps, ils se tournèrent contre les Maronites, car, à leur avis, la nation druse ne pourrait pas jouir de la liberté dans la Montagne, tant que les Maronites y seraient puissants. Une guerre civile allait éclater, quand les autorités ottomanes intervinrent, et, sous prétexte de maintenir l'ordre et la paix, firent pénétrer plusieurs bataillons dans la Montagne. C'était le premier pas vers l'abolition des institutions autonomes et vers l'annexion pure et simple du Liban aux *pachaliks* de Syrie.

Cependant les peuplades libanaises furent sauvées du despotisme turc par les excès mêmes des soldats qui devaient les museler. Les soudards ottomans, pour la plupart Albanais, se conduisaient dans le Liban comme en pays conquis (1). Ils pillaient tout sur leur passage, violentaient les habitants, les femmes et les enfants et répandaient la terreur partout. Dans plusieurs localités, les hommes prirent les armes pour repousser ces singuliers gendarmes et pour défendre l'honneur de leurs familles et leurs maisons. Au lieu de prévenir les désordres, les troupes turques ne faisaient que les aggraver. Le malaise était si évident que les consuls européens à Beyrouth s'en émurent.

Au mois de février 1841, les consuls d'Angleterre, d'Autriche, de Prusse et de Russie signalèrent au *Séraskier*, dans une protestation collective très énergique, tous les désastres et le sommèrent d'en empêcher le retour par des mesures efficaces, et de « rassurer les populations » (2). La Porte comprit qu'elle était allée trop vite en besogne. Elle n'osa pas braver ouvertement les puissances qui venaient de la sauver en arrêtant la marche victorieuse de Méhémet-Ali (3). Les

(1) *Revue des Deux-Mondes*, 1^{er} mai 1842, *La situation du Liban*.

(2) *Correspondence relating to the affairs of the Levant*, IX, p. 319.

(3) L'Angleterre, tout en défendant la Porte contre le pacha d'Egypte, n'entendait cependant pas alors livrer les populations de l'Empire à l'arbitraire ottoman ; elle contrôlait, au contraire, l'administration intérieure de l'Empire et rappelait sans cesse au Sultan les promesses du Hatti-Chériff de Gulk'hané. Ainsi, au sujet même de la Syrie, lord Palmerston écrivit, le 9 novembre, à l'ambassadeur anglais à Constantinople, lord Ponsonby : « Votre Excellence voudra bien représenter immédiatement à la Porte que les intérêts du Sultan et l'honneur de la Couronne britannique demandent que le pacha envoyé en Syrie soit un homme qui exécute fidèlement les dispositions du Hatti-Chériff de Gulk'hané, et remplisse les promesses

troupes albanaises furent, par conséquent, retirées de la Montagne, et la Porte ajourna momentanément tout attentat contre l'autonomie libanaise. Le Pacha de Beyrouth, Mohamed-Sélim, fut avisé d'entrer en pourparlers avec les chefs druses et maronites et de donner satisfaction à leurs griefs qui sembleraient légitimes.

On lui fit même comprendre de se montrer très conciliant et très magnanime, afin d'endormir plus complètement la vigilance des représentants de l'Europe. Pour le moment, il ne s'agissait que de faire preuve de bonne volonté et d'un grand zèle réformateur ; une fois que l'attention des diplomates étrangers aurait été détournée de la Syrie, on reprendrait en toute tranquillité les attaques obliques et les intrigues contre les peuplades de la Montagne.

Mohammed-Sélim-Pacha devait s'arranger cependant à pouvoir intervenir constamment dans les affaires libanaises. Les Druses lui en fournissaient l'occasion. En effet, ils comprirent que, devant l'attitude des puissances européennes, il valait mieux déposer les armes et recourir aux réclamations pacifiques légales. Sans doute, aussi furent-ils prévenus secrètement par les Turcs de ne pas compromettre leur cause par la violence. Ils rentrèrent donc dans leurs villages et adressèrent, au mois de juin 1841, au Sultan, une longue supplique où ils énuméraient leurs griefs et leurs desiderata (1).

En premier lieu, ils demandaient un chef de leur nation, comme par le passé :

« Le grand prince, disaient-ils, qui gouverne la Montagne, étant chrétien, nous accable de mépris, cherchant sans cesse

faites en Syrie au nom du Sultan par l'agent britannique. Quels que soient les mérites de Izzet-Pacha, que le gouvernement de Sa Majesté ne met pas en doute, il est évident qu'il n'est pas un homme propre aux devoirs particuliers qui lui sont imposés en Syrie. Le gouvernement de Sa Majesté requiert donc très instamment de la Porte qu'elle veuille bien prendre des arrangements différents dans la Syrie. » Izzet-Méhémet-Ali était le même qui avait livré Tarna aux Russes, et qui faisait donner cinq cents coups de bâton à son cuisinier pour avoir mis trop de sel dans sa soupe. On l'appelait le Tyran d'Angora. Il fut rappelé de Syrie, mais nommé grand-vizir, dans la suite (*Correspondence relating to the affairs of the Levant*, art. III, p. 349).

(1) Testa, *op. cit.*, t. III, pp. 86 et suiv. (Requête des Druses à la Sublime-Porte, fin juin 1841-djeniazul ewel 1257).

à nous humilier, pour nous faire embrasser ses idées religieuses ; il nous les fait même subir.

« Nous ne pouvons supporter davantage les persécutions qui proviennent de ce prince et de la nation chrétienne, ni leur conduite tyrannique à notre égard ; ils cherchent à nous faire sortir de l'obéissance que nous devons à la Sublime-Porte, pour nous faire rentrer sous celle des infidèles, ce que nous ne pouvons pas accepter, car nous ne consentirons jamais à nous soustraire à l'obéissance que nous devons à la Sublime-Porte qui a été, de tout temps, notre protectrice ; nous le répétons : nous ne rentrerons jamais dans celle des Infidèles, dussions-nous périr, nous, nos femmes et nos enfants (1). »

Avec un orgueil à la fois naïf et dangereux, ils rappelaient qu'ils étaient musulmans, que, comme tels, il avaient été toujours plus considérés et mieux traités que les chrétiens ; c'était une protestation implicite contre le Hatti-Chériff de Gulk'hané et contre l'égalité des religions et des races dans l'Empire. Les Druses ne se seraient certainement pas permis de tenir un langage pareil, s'ils n'avaient pas été sûrs qu'il correspondait aux vues des Turcs.

Quant aux impôts, ils déclaraient se soumettre au Hatti-Chériff de Gulk'hané, et s'engageaient à payer les contributions perçues selon les propriétés et les fortunes. Mais, afin de pouvoir guérir les plaies des guerres qui venaient de se terminer, ils demandaient à être exempts de taxes pendant trois ans (2).

Mohammed-Sélim-Pacha profita de la requête des Druses pour faire une enquête sur l'état intérieur de la Montagne, et pour procéder ensuite à sa réorganisation. Le caractère féodal et patriarcal de l'administration libanaise était un grand obstacle aux tentatives projetées par les Turcs. Les Druses et les Maronites avaient l'habitude d'être dirigés par leurs émirs et par leurs cheiks et de leur payer toutes leurs redevances ; leur autonomie consistait précisément dans cette organisation féodale. C'était elle qu'il fallait briser, si on voulait soumettre la Montagne à l'autorité immédiate des pachas ; il fallait diminuer, et même, si possible, réduire l'influence et l'autorité des seigneurs.

En même temps, il ne fallait pas éloigner à jamais toute

(1) Testa, *op. cit.*, t. III, p. 87.

(2) Testa, *op. cit.*, t. III, p. 89.

cause de discorde entre les Druses et les Maronites. Les querelles et les luttes sanglantes entre les deux peuples étaient une occasion trop propice pour les Turcs de les affaiblir l'un par l'autre, et de pénétrer avec des troupes dans la Montagne, pour chercher à rendre les troubles impossibles dans l'avenir. Ne valait-il pas mieux, au contraire, sous le fallacieux prétexte de respecter et de consolider l'autonomie de chacune des deux nations, et de créer dans la Montagne un organisme d'entente et de paix, imaginer un état de choses nouveau, d'où sortiraient forcément des discordes et des rixes continuelles ?

Dans l'exécution de son plan machiavélique, le pacha déploya une habileté vraiment infernale. Il négocia d'abord avec les chefs des Druses et des Maronites, réunis auprès de lui à Beyrouth, et arrêta enfin, d'un commun accord avec eux, les principes nouveaux qui devaient inspirer l'administration de la Montagne. L'agent anglais, M. Richard Wood fit comprendre au pacha qu'il ne devait et ne pouvait pas exiger des libanais des impôts trop élevés. Le pacha fit alors sur ce point de larges concessions : la contribution que le Mont Liban devait à l'avenir au Sultan fut fixée par un acte établi d'un commun accord entre le pacha et les seigneurs et signé par ces derniers, le 3 septembre 1841 (1).

Le tribut ancien, avant la conquête égyptienne, avait été de un million trois cent vingt-cinq mille piastres (2). Ibrahim-Pacha l'avait porté à trois millions deux cent quarante-quatre mille cinq cents piastres. La Porte, en témoignage de sa bienveillance, consentit à réduire cette dernière somme à un million quatre cent quatorze mille cinq cents piastres.

Sur cette somme, on devait payer les « salaires de l'émir Béchir-el-Kassim » et ceux de tous ses fonctionnaires et agents. Au trésor public de l'Empire seraient versés annuellement trois mille cinq cents bourses, « sous le nom de *Yurk* ou *Miri* ». L'autonomie du Liban était explicitement reconnue par le fait même qu'un traité en bonne et due forme était conclu pour le paiement de l'impôt (3).

(1) Testa, *op. cit.*, t. III, p. 89. Acte signé par les émirs et les cheiks du Mont Liban le 3 septembre 1841 (16 redjeb 1257). — V. De Jonquières, *op. cit.*, p. 493.

(2) La piastre turque vaut environ vingt centimes.

(3) « Etant reconnaissants à la Sublime-Porte pour la grâce qu'elle

Mais, deux jours après la signature du traité, dans un ordre à l'émir Béchir, le pacha sut mettre fortement en relief la souveraineté du Sultan, et en même temps insinuer aux paysans qu'ils trouveraient auprès des autorités ottomanes aide et protection contre les seigneurs. L'impôt, d'après cet ordre, n'était pas consenti par les émirs et les cheiks signataires du traité ; il était établi souverainement par le Sultan, et les seigneurs libanais s'étaient bornés à en accepter le montant (1).

Dans l'œuvre de réorganisation administrative, Moham-med-Sélim-Pacha fit preuve de la même habileté. Les Druses réclamaient avec instance un chef de leur nation. Le moyen le plus simple, affirmaient-ils, d'établir une paix durable dans toute la région, était d'éviter, autant que possible, tout contact continu entre eux et les Maronites, de délimiter nettement et équitablement le domaine propre à chaque nation, et de doter chacune d'elles d'institutions conformes à son tempérament, à ses mœurs et à son état social, avec des chefs nationaux.

Seulement le pacha ne voulait pas d'institutions autonomes dans un pays qu'il considérait comme la propriété du Sultan ; il voulait, au contraire, la soumission absolue des Druses et des Maronites sous l'autorité immédiate de la Porte. Loin de fortifier l'autonomie des deux peuplades, il ne songeait qu'à la détruire ; la paix libanaise était contraire à ses projets ; il lui fallait des désordres, des troubles, la guerre civile, avec son cortège de massacres, d'incendies et de pillages, afin de

vient de nous accorder, nous nous obligeons à lui payer annuellement trois mille cinq cents bourses, déduisant les susdites dépenses de l'administration. » C'était presque la reconnaissance d'une réciprocité de services (Testa, *op. cit.*, t. III, p. 89).

(1) Testa, *op. cit.*, t. III, p. 91 : « Maintenant que la Syrie se trouve sous la domination de notre magnanime souverain, Abdul-Medjid, par sa miséricorde pour ses sujets, a ordonné que le peuple ne soit plus vexé par ses chefs ; il a même empêché à ses employés de recevoir des gratifications, et a ordonné que le Mont Liban payât trois mille cinq cents bourses, du nom de Yuruk ou Miri, par an, depuis le commencement de l'année 1237 (13 mars 1841) ; les salaires de l'émir Béchir, des membres du conseil, des gouverneurs, des employés, suivant la note, seront déduits de cette somme, et d'après la convention signée et scellée par tous, vous accepterez de payer la dite somme de trois mille cinq cents bourses, au nom du Yuruk ou Miri. »

pouvoir inonder le pays de ses troupes. Il ne donna donc pas de chef national aux Druses, et maintint, au contraire, l'émir Béchir-Kassim. « Considérant les bons services et la fidélité de l'émir Béchir envers la Sublime-Porte, il doit être aimé et respecté par vous autres tous en général (1). »

Seulement, il afficha un grand zèle réformateur, et le désir de doter la Montagne d'institutions plus modernes et populaires : il créa définitivement une sorte de conseil provincial ou *divan*, dont il avait été question dès la proclamation de l'émir Béchir-Kassim.

Un conseil était donc établi dans le Liban « pour décider les disputes et discussions d'après les lois afin que ni des inconvénients ni des préjudices ne survinssent à personne ». Comme le Liban se trouvait sous la juridiction de l'émir Béchir, celui-ci présidait de droit le conseil, mais il pouvait se faire remplacer par un procureur, qui recevait un traitement mensuel de huit cents piastres.

Le conseil comprenait trois membres de la nation maronite, trois des Druses, un Turc, un Grec, un catholique et un Métualis. Ils devaient être élus par la population ; à chacun d'eux était accordé un traitement mensuel de cinq cents piastres. Le conseil avait enfin un secrétaire aux appointements de trois cent cinquante piastres par mois,

« Les questions, dit l'ordre du pacha, qui seront jugées dans le conseil, doivent se décider sans la moindre partialité ; les employés ne doivent accepter aucune gratification ; en conclusion, on doit agir avec exactitude, comme on l'attend de sujets fidèles, et tous doivent faire leur possible pour que ces ordres soient strictement exécutés (2).

Mohammed-Sélim dotait ainsi la Montagne des institutions libérales mêmes que le *Tanzimât* avait introduites dans tout l'Empire, sous les auspices de l'Europe. Il remettait la justice et l'administration entre les mains des populations et de leurs délégués élus. Dans le conseil, l'élément turc n'était représenté que par une voix sur dix ; la répartition semblait rationnelle et équitable. Aucune nationalité n'était sacrifiée,

(1) Testa, *op. cit.*, t. III, p. 90 ; *Ordre de Mohammed-Sélim-Pacha*, en date du 5 septembre 1841, à Beyrouth (18 redjeb 1257).

(2) Testa, *op. cit.*, t. III, p. 90 et suiv. — On avait déjà institué des *divans* dans toutes les autres provinces ottomanes.

mais les deux principales obtenaient, en harmonie avec leurs forces numériques, une représentation plus nombreuse que les autres. L'égalité même des croyances était respectée ; cinq députés chrétiens se trouvaient en face de cinq députés musulmans ou druses.

Ce conseil était non seulement une Cour de justice, mais une sorte de tribunal d'arbitrage entre les différentes nationalités libanaises. Celles-ci, pour trancher leurs différends, n'auraient plus besoin de recourir aux armes, ni de solliciter l'intervention des autorités turques ; car elles possédaient sur place une institution qui devait trancher toutes les questions litigieuses. Le Pacha n'avait-il pas fait ainsi un effort des plus louables pour adoucir la misère, en réduisant l'impôt de près de la moitié, pour réformer la Montagne, et pour y introduire enfin l'ordre basé sur la justice et l'équité ? Si le Liban connaissait à nouveau les troubles, les rixes et les guerres intestines, la responsabilité ne pouvait pas en incomber aux autorités turques, mais aux Libanais eux-mêmes. La preuve serait faite alors, devant l'Europe, qu'ils n'étaient pas mûrs pour l'autonomie ni pour un régime libéral. L'Europe oserait-elle alors s'opposer une seconde fois à l'occupation du pays par les troupes turques, et à sa soumission immédiate à la Porte ?

Le calcul était habile. Mohammed-Sélim savait parfaitement que les nouvelles institutions ne seraient jamais acceptées par les Druses ; c'était même pour mécontenter ces derniers et les pousser dans l'opposition irréductible qu'il avait maintenu l'émir Béchir-Kassim comme gouverneur général à la fois des Druses et des Maronites. En effet, l'équité dans la répartition des mandats dans le conseil n'était que fictive ; l'émir Béchir-Kassim, comme président de droit, ou le procureur désigné librement par lui, pouvaient faire pencher la balance du côté qu'ils voulaient ; or, l'émir Kassim était chrétien et ennemi des Druses. Le conseil, qui devait être une cour d'arbitrage, entre les « nations », menaçait de devenir ainsi l'instrument de la domination des chrétiens sur les Druses, d'autant plus que l'émir Béchir-Kassim plaça effectivement à sa tête, comme procureur, le cheikh chrétien Bechâra-Khourî, connu pour sa haine des Druses. De là l'opposition véhémement de ces derniers, escomptée par Mohammed-Sélim, et l'échec lamentable, inévitable, voulu secrètement par le pacha, de la prétendue réforme libérale et pacificatrice.

Mohammed-Sélim-Pacha devait recueillir bientôt le fruit de ses habiles et perfides combinaisons. La répartition des impôts mécontenta d'abord à nouveau les chrétiens : c'était eux principalement qui payaient les taxes, la douane, le *Kharadj*, le *Yuruk* et la dîme, car ils constituaient la portion la plus laborieuse et la plus fortunée de la population libanaise, tandis que les Druses de la Montagne étaient, en général, pauvres.

La diminution d'impôts accordée par Mohammed-Sélim dans son ordre du 5 septembre 1841 ne profita guère aux Maronites (1) ; les Druses, en effet, étant exempts de tout impôt pour trois ans, c'était les Maronites seuls qui payaient le million sept cent cinquante mille piastres fixé par le pacha pour tout le pays ; en plus de leurs propres contributions, ils fournissaient donc aussi la quote-part des Druses. Aussi leur grand souci était-il d'obtenir par le conseil provincial une refonte du système d'impôts et une notable diminution de leurs charges. Mais, avant que le conseil fut constitué et que les Maronites eussent pu exposer devant lui leurs griefs, les Druses déchainèrent dans la Montagne une effroyable guerre civile.

III

Les massacres de 1841.

Comme par les voies pacifiques et légales les Druses n'avaient pas pu obtenir la destitution de l'émir Béchir-Kassim, ils eurent recours à l'insurrection. Sans doute furent-ils encouragés par les bonnes paroles que Sélim-Pacha leur prodiguait, par la chaleureuse sympathie qu'ils rencontraient auprès de toutes les autorités turques, et peut-être par leur secrète excitation. Ne leur répétait-on pas que la Porte, malgré son ardent désir, ne pouvait pas leur donner satisfaction devant l'opposition formelle de l'Europe, et que seule une guerre civile pouvait lui permettre de pénétrer dans la Montagne avec des troupes, et de la réorganiser d'un commun accord avec eux !

Les Druses procédèrent avec beaucoup de mauvaise foi et de ruse. Profitant de la réunion que nécessitait la réparti-

(1) Testa, *op. cit.*, p. 91 et suiv. *Ordre de Mohammed-Sélim-Pacha à l'émir Béchir* en date du 5 septembre 1841 (18 redjeb 1257).

tion des impôts, quelques cheiks concertèrent entre eux la levée en masse de tout leur peuple et l'attaque brusque contre les Maronites et les partisans de l'émir Kassim. Afin de tromper plus complètement la vigilance de l'émir, ils lui tendirent odieusement un piège en lui demandant de « faire passer ses ordres aux autres cheiks pour s'assembler et décider la question des taxes ». Kassim, sans méfiance, convoqua tous les chefs druses à Déir-el-Kamar, où il se trouvait lui-même, pour le mercredi, 12 octobre. Les Druses purent ainsi faire leurs préparatifs en toute sécurité ; ils furent prêts rapidement, grâce à leur forte organisation féodale et militaire. La veille de la réunion, les chefs convoquèrent tous leurs hommes, et, le lendemain, ils s'approchèrent de Déir-el-Kamar en armes, organisés pour la lutte. L'émir Kassim essaya de parlementer avec eux, et leur donna l'ordre de s'éloigner, mais en vain. Ils campèrent devant Déir-el-Kamar ; les cheiks de la famille Neked, avec des bandes armées, ouvrirent les hostilités. Du quartier druse, ils pénétrèrent dans le centre de la ville, le mercredi, dans l'après-midi, massacrèrent les chrétiens surpris et sans armes, saccagèrent et brûlèrent les maisons et les boutiques jusqu'à la tombée de la nuit.

Ils étaient déjà maîtres d'une grande partie de la ville, quand les chrétiens se groupèrent à leur tour, et, par une contre-attaque, repoussèrent les agresseurs du centre de la ville. La suite de l'émir Kassim avait pris part à la lutte, du côté des Maronites, il avait eu deux morts et plusieurs blessés ; l'émir lui ordonna de se retirer dans le sérail, où il se trouvait lui-même, pour défendre sa personne. Puis, il essaya de calmer les Druses, en leur ordonnant d'abord de se retirer, ensuite en leur proposant des négociations. Ce fut en vain ; les Druses ne cachèrent pas leur désir de s'emparer de sa personne ; ils cernèrent le sérail et lui coupèrent la retraite vers la côte, où il aurait été sous la garde de l'escadre anglaise (1).

La bataille recommença le lendemain, jeudi, à l'aube, et dura jusqu'au samedi, midi, avec le même acharnement. En même temps, d'autres bandes druses détruisirent plusieurs villages chrétiens et en massacrèrent les habitants. Les Maro-

(1) Testa, *op. cit.*, t. III, p. 93. — *Lettre de l'émir Béchir au consul britannique*, M. Wood, à Damas, en date de Deir-el-Kamar, le 18 octobre 1841 (3 Ramazan 1257).

nites; prenant les armes à leur tour. usèrent de représailles et la mêlée devint générale dans la Montagne.

A Beyrouth, le bruit de la fusillade arriva jusqu'aux oreilles des consuls européens et de Mohammed-Sélim ; des émissaires chrétiens leur apportèrent bientôt des détails sur les troubles et sur l'insurrection, et sollicitèrent leur protection contre les émeutiers druses. Les consuls firent immédiatement les plus vives représentations au pacha, et l'engagèrent à étouffer l'émeute par des mesures appropriées et hâtives.

Mohammed-Sélim, cependant, crut le moment prématuré pour pénétrer dans la Montagne avec des forces nombreuses ; s'il avait rétabli l'ordre immédiatement, les puissances l'auraient contraint, la paix revenue, à retirer ses troupes et à respecter l'autonomie libanaise. Pour qu'il pût détruire cette dernière, il fallait des catastrophes plus grandes et des atrocités plus sanglantes. Il fallait une saignée abondante chez les Maronites et chez les Druses ; il fallait que le pays fût mis à feu et à sang, pour que les habitants eux-mêmes, sans distinction de race et de religion, implorassent les Turcs de leur donner enfin la tranquillité, et pour que les puissances consentissent à se désintéresser du Liban et de ses populations trop turbulentes et trop réfractaires à la paix et au bon ordre. Mohammed-Sélim se borna donc à envoyer à Deïr-el-Kamar un de ses principaux lieutenants, Ayoub-Pacha. Il devait faire une enquête rapide sur place, ramener au calme et à la raison les uns et les autres des « belligérants », écouter leurs griefs, et arbitrer tous les différends. Le colonel Rose, consul général d'Angleterre, s'offrit à l'accompagner et à le seconder dans ses efforts, comptant que l'énorme prestige dont son gouvernement jouissait alors en Orient ne manquerait pas d'en imposer aux Montagnards.

Ils arrivèrent à Deïr-el-Kamar, le samedi, à midi au moment où la bataille faisait rage. Immédiatement le feu cessa des deux côtés — tel était le respect dont les autorités ottomanes étaient entourées dans la Montagne — et ils purent traverser les lignes ennemies jusqu'au sérail. Leurs ordres impérieux firent rentrer les combattants dans leurs maisons.

L'émir Béchir crut nécessaire de faire acte d'autorité et intima aux chefs druses comme aux chefs maronites l'ordre de se retirer dans leurs villages avec leurs forces respectives, et de déposer les armes. Mais il n'osait pas espérer que

son autorité fut respectée, et, avec une mélancolique résignation, il demanda à Ayoub-Pacha de mettre à sa disposition quelques solides bataillons turcs pour l'appuyer; Ayoub-Pacha retourna à Beyrouth pour en référer au *vali*, sans avoir tenté de calmer l'effervescence par des négociations.

L'ordre était momentanément rétabli à Déir-el-Kamar ; mais partout ailleurs dans la Montagne, des bandes druses et des partisans maronites en vinrent aux mains, et l'agitation, loin de se calmer, ne fit que s'accroître. Les consuls, à Beyrouth, réitérèrent auprès du pacha, tantôt isolément, tantôt collectivement, leurs représentations pressantes pour le rétablissement de la paix et pour la sauvegarde des intérêts de leurs nationaux.

Mohammed-Sélim, cependant, pour la seconde fois, se contenta d'une intervention toute morale, voulant respecter, affirmait-il, l'autonomie libanaise, autant qu'il le pouvait. Il dépêcha auprès des deux peuplades en révolte deux autres de ses lieutenants, Sélim-Bey et Mouhamad-Agha avec mission d'apaiser les dissensions des partis et d'engager tous les Montagnards à rendre les armes (1).

Sélim-Pacha lui-même se rendit à Chouifaât, accompagné des consuls de France, d'Angleterre et de Russie, dont il sollicita le concours dans l'œuvre de pacification.

Les deux officiers se rendirent chez les uns et chez les autres, leur communiquèrent les ordres de la Porte de rendre les armes, et leur promirent en échange que leurs personnes, l'honneur de leur famille et leurs propriétés seraient en sûreté.

Les Maronites, moins belliqueux que les Druses, confièrent aussi dans la parole des agents turcs, remirent leurs armes sans hésiter et rentrèrent dans leurs foyers ; l'émir Béchir-Kassim crut la paix définitive et quitta Déir-el-Kamar avec une suite peu nombreuse, pour se rendre à Bêit-Eddin.

Les autorités ottomanes n'eurent pas le même succès auprès des Druses. Les bandes qui campaient toujours aux environs de Déir-el-Kamar continuèrent leurs attaques

(1) Testa, *op. cit.*, t. III, p. 101. *Lettre des chrétiens de Déir-el-Kamar aux consuls résidant à Beyrouth*, en date du 5 novembre 1841. *Note collective des consuls de France, de la Grande-Bretagne et de Russie*, à Beyrouth, à Sélim-Pacha, novembre 1841, p. 102 (Ramazan 1257).

contre les chrétiens. Sélim-Bey et Mouhamad-Agha allèrent les trouver sous prétexte de les désarmer ; mais les Druses, comprenant le véritable sens de leur démarche, s'emparèrent d'eux, firent semblant de les malmener et les amenèrent, par une contrainte sans doute consentie, à Dêir-el-Kamar, où, simulant toujours de céder aux menaces des terribles insurgés, ils procédèrent à la reddition de la ville et au désarmement des habitants chrétiens.

Toujours en présence des deux officiers, les Druses se lancèrent ensuite à la poursuite de l'émir Kassim ; ils foncèrent sur sa faible escorte, la dépouillèrent complètement et la dispersèrent, puis, s'emparant de la personne même de l'émir, ils le maltraitèrent, malgré qu'il portât les insignes de sa dignité que le Sultan lui avait remis, et lui arrachèrent ses vêtements et ses armes.

Mohammed-Sélim-Pacha ne fut pas beaucoup plus heureux que ses deux lieutenants. Il réunit de nombreux chefs druses à Chouifaât, les harangua en présence des consuls, prononça des paroles de paix, promit d'examiner tous leurs griefs et de leur rendre justice ; il leur rappela leurs devoirs vis-à-vis du Sultan, leur suzerain. Les Druses protestèrent de leur soumission, jurèrent de déposer les armes, et..... s'empressèrent d'oublier leur serment de recommencer les hostilités, avant même que Mohammed-Sélim-Pacha eût quitté la région.

La comédie était manifeste : le Pacha connaissait trop bien la situation pour savoir que ses démarches ne pourraient point ramener le calme dans le pays. Pendant qu'il se jouait des représentants de l'Europe, en les promenant dans la Montagne, ses agents et ses émissaires excitaient secrètement les Druses à la guerre, et leur garantissaient l'impunité complète. Comment les Druses auraient-ils repoussé ces agents provocateurs, alors qu'ils voyaient le pacha ne prendre aucune mesure sérieuse contre eux et favoriser au contraire leurs desseins en désarmant les chrétiens ?

A la fin du mois d'octobre, et pendant tout le mois de novembre 1841, la guerre civile faisait rage dans la Montagne. Les Druses se jetèrent sur les villages chrétiens, pillèrent et incendièrent tous ceux qui n'étaient pas défendus ou qu'ils avaient pris d'assaut, et massacrèrent les malheureux sans défense.

A une lieue seulement de Beyrouth, les deux partis se livrè-

rent à tous les excès de la guerre civile, en présence d'un camp de troupes régulières.

Les Maronites de Déir-el-Kamar, terrifiés, se voyant livrés sans défense à un ennemi impitoyable, adressèrent une supplique à Mohammed-Sélim, pour qu'il leur envoyât des troupes turques qui les sauveraient d'une mort certaine et les ramèneraient à Beyrouth. Le Pacha, cependant, ne bougea toujours pas. Au lieu d'expédier ses bataillons dans la Montagne, il fit envoyer quelques munitions aux Maronites pour qu'ils pussent se défendre contre leurs agresseurs, et il donna les ordres les plus sévères pour ne pas fournir d'armes et de munitions aux Druses.

Seulement ses ordres n'étaient exécutés que dans le vilayet de Beyrouth ; le pacha de Damas, Négib, ne jugeait pas utile de s'y conformer — Malgré les représentations multiples des consuls résidant à Damas, il fit expédier aux Druses des munitions en abondance.

Les Maronites eurent le dessous partout. Les troupes turques, loin de les protéger, restèrent inactives ou bien même prirent part aux massacres. Un corps irrégulier venu de Damas campait dans les environs de Beyrouth, près du théâtre de la lutte. Les bachi-bouzouks (1) se jetèrent sur les malheureux, qui, ayant été épargnés par les Druses ou ayant réussi à se sauver, cherchaient un refuge à Beyrouth. « Les fuyards, hommes, femmes, enfants, furent saisis et maltraités par ces hommes rangés sous la bannière du gouvernement, et les ornements de femmes, respectés par les Montagnards au milieu du pillage, furent la proie de ceux qui devaient les protéger (2). »

Néanmoins, Mohammed-Sélim-Pacha affecta de croire que la paix revenait dans la Montagne, et il agit en conséquence. — Alors que les incendies se renouvelaient aux portes mêmes de Beyrouth, un crieur ordonnait aux malheureux réfugiés dans la ville de rentrer dans leur village. — « Plusieurs de ces hommes, confiants dans la déclaration de l'autorité, sortirent pour se rendre dans leurs maisons ruinées ; ils furent de nouveau maltraités et dépouillés de leurs derniers vêtements par les soldats irréguliers. »

(1) Ou gendarmes irréguliers.

(2) Testa, *op. cit.*, t. III, p. 403.

La complicité des agents Turcs dans les massacres était manifeste. Les Maronites les accusaient nettement d'avoir armé les Druses contre eux, et les consuls eux-mêmes commencèrent à soupçonner le double jeu de Mohammed-Sélim, et à lui reprocher son inaction voulue, préméditée.

Comment auraient-ils pu ne pas avoir de doutes, alors que les bachi-bouzouks s'associaient ouvertement aux massacres, alors que les Druses s'entendaient avec les troupes irrégulières pour mieux exterminer les chrétiens ? Des hommes de confiance annoncèrent même aux consuls que de fortes bandes druses du Liban, sous la conduite de Chibly-el-Arian, se dirigeaient sur la ville de Zahlé, où elles devaient se rencontrer avec les milices irrégulières au service de Négib-Pacha, pour une action commune. Le chef des bachi-bouzouks, de sa propre autorité ou par un ordre supérieur, avait déjà désarmé les chrétiens de Hasbeya et de Racheya, au pied du Mont-Hermon, bien qu'ils fussent complètement étrangers aux événements du Liban, et il laissait les Druses du vilayet de Damas piller en toute sécurité les florissants villages chrétiens de la Békaà.

Les Druses du Haourân avaient, en effet, pris les armes à leur tour pour se joindre à leurs coréligionnaires. Le massacre général des chrétiens se préparait à la vue même des autorités ottomanes, qui le favorisaient, les uns ouvertement, les autres secrètement.

La terreur se répandit parmi les Maronites, devant cette entente des Druses et des Turcs pour les exterminer. Dans le Kesrouân même, le centre de leur pays, ils se sentaient menacés, incapables de résister, à la longue, aux assauts combinés de tant d'ennemis. Un seul espoir leur restait : c'était l'intervention de l'Europe, particulièrement celle de la France.

Le patriarche en personne vint trouver les consuls et leur demanda si les massacres étaient tolérés par le gouvernement turc et s'il n'en voulait pas arrêter le cours, ou si le gouvernement n'avait pas les moyens suffisants pour rétablir l'ordre et protéger les sujets du Sultan. C'était, en somme, une mise en demeure formelle adressée aux représentants des puissances. Si les Turcs étaient de connivence avec les égorgeurs, il était du devoir des puissances d'intervenir activement en Syrie, au nom de l'humanité, et d'arrêter par la force et les

Druses et leurs complices, de rétablir la paix et l'ordre, même contre le Sultan. Si le gouvernement turc, plein de bonnes intentions, était, au contraire, trop faible pour arrêter et contenir les Druses et rétablir une bonne paix en Syrie, c'était encore le devoir des puissances européennes d'intervenir et de le seconder dans sa tâche de défense des chrétiens, de lui prêter main-forte contre les meneurs du désordre, en mettant à sa disposition des troupes européennes comme gendarmerie auxiliaire. Les Maronites sollicitaient ainsi, en 1841 déjà, les puissances d'assumer le rôle dont elles durent se charger dix-neuf ans plus tard, en 1860.

Les consuls reconnurent la nécessité de faire une démarche énergique et adressèrent, à la fin du mois de novembre, une note à Mohammed-Sélim-Pacha, dans laquelle ils énumérèrent, en une forme concise et claire, à la fois leurs griefs contre les Druses et leurs soupçons contre les autorités ottomanes : « Aucun acte public, reprochaient-ils, n'ayant manifesté jusqu'à ce jour aux populations du Liban la volonté du gouvernement relativement à la lutte actuelle, les chefs druses interprètent déjà ce silence et cette inaction en faveur de leur cause, pour armer les populations et alimenter la guerre civile, tandis que le bruit sinistre circule, parmi les Maronites, que les Druses ont pris les armes pour l'aviilissement de leur nation, à la suite d'un ordre secret du gouvernement ».

Cependant, malgré leurs soupçons si bien fondés, ils n'osèrent pas menacer le pacha d'une intervention directe et armée de l'Europe en Syrie. Ils se bornèrent, à la fin de leur note, à communiquer au pacha la requête, à eux adressée, du patriarche maronite, et à lui poser le même dilemme, si son gouvernement était complice ou incapable, le priant « de vouloir bien les honorer d'une réponse qui fût de nature à les éclaircir sur la véritable situation de ce pays, et les mettre à même de prêter à l'autorité légitime, conformément à la volonté unanime de leurs gouvernements respectifs, tout leur appui moral pour le maintien de l'ordre public dans ces provinces » (1).

Cette attitude, plutôt faible, des représentants européens tenait à la politique anglaise, qui commençait alors à s'intéresser plus particulièrement aux Druses.

Tandis que ses deux grandes rivales dans les pays du Levant,

(1) Testa, *op. cit.*, t. III, p. 402 et suiv.

la Russie et la France, avaient le moyen d'y intervenir sans cesse, et même, en temps ordinaire, y exerçaient une grande influence, l'une par son protectorat sur les catholiques et particulièrement sur les Maronites, l'autre par son protectorat sur les orthodoxes, l'Angleterre, depuis la retraite des Egyptiens, n'y avait plus personne à protéger.

Cependant la Syrie, pour elle, avait une importance considérable ; elle était à cheval sur la grande voie terrestre qui reliait le bassin méditerranéen au domaine de l'Océan Indien, et qui assurait la communication la plus rapide entre l'Europe et l'Inde anglaise, ce joyau de l'empire britannique et sa grande source de richesse, à une époque où l'isthme de Suez n'était pas encore percé.

L'Égypte était entre les mains de Méhémet-Ali, l'ami de la France et l'ennemi acharné de l'Angleterre. Si la France arrivait encore à être prépondérante en Syrie, par les Maronites, les « papistes », il ne restait aux Anglais, en cas de conflit (et les événements venaient de démontrer, en 1840, qu'une guerre pouvait éclater d'un moment à l'autre), que la longue route autour de l'Afrique pour communiquer avec Ceylan et Bombay. Sans compter que la France réussissait, par son protectorat, à bénéficier plus que les autres puissances du commerce considérable qui se faisait dans ces vieilles terres de civilisation du Levant, riches à la fois par leurs cultures, par leurs industries actives et variées et par leurs marchés commerciaux très puissants.

Enfin, par ce condominium de la Russie, de la France et de la Turquie en Syrie, auquel aboutissait en somme le protectorat des chrétiens dans la pratique, les deux puissances pouvaient exercer sur le Sultan une pression beaucoup plus forte que l'Angleterre ; elles l'exerçaient naturellement en faveur de leurs intérêts personnels, pour augmenter leur puissance économique et politique, au détriment de l'Angleterre. Ce protectorat empêchait l'Angleterre de réaliser son grand rêve en Orient, de soustraire le Sultan à la tutelle collective de l'Europe ou à la tutelle individuelle de la Russie ou de la France, de maintenir nominalement son pouvoir souverain et l'intégrité de son empire envers et contre tous, afin de gagner sa confiance, de le diriger et d'en faire un auxiliaire de la politique et de la puissance économique anglaises.

Le protectorat forçait le Sultan à subir sans cesse la tutelle

des Russes et des Français, à s'entendre avec eux ou à courir le risque d'une guerre. Pour briser ou tout au moins pour diminuer à la fois l'influence russe et l'influence française en Orient, il fallait enlever à ces deux puissances le monopole du protectorat, ce monopole de l'intervention légale. A leur tour, les hommes d'Etat anglais cherchaient en Orient et surtout en Syrie, des populations à protéger.

Les protégés naturels du gouvernement britannique en Orient étaient les protestants. Mais, en Syrie et en Terre-Sainte, il n'y en avait pas, sauf de très rares résidents européens dans les villes, le long des côtes surtout. C'était insuffisant, car ce n'était pas pour deux ou trois douzaines de commerçants protestants, noyés au milieu de quelques centaines de milliers de catholiques et d'orthodoxes, que le cabinet de Londres pouvait contrôler sans cesse la Porte, peser sur elle, et essayer de contrebalancer l'action de la France et celle de la Russie.

L'Angleterre essaya de remédier à cette faiblesse, en expédiant en Syrie et en Palestine des missionnaires anglais et américains, ainsi que nous l'avons déjà vu. A partir de 1840, des *clergymen* s'établissent en grand nombre partout, à Beyrouth, à Damas, à Sayda, dans tous les centres de quelque importance, parcourent tout le pays, déployant une très grande activité et un zèle ardent de prosélytisme à la fois chez les Druses, chez les Musulmans et chez les catholiques, aussi bien que chez les orthodoxes de toute observance. Des sociétés très riches de Londres, de Manchester, de toutes les contrées de la mère-patrie leur prodiguent les subsides ; le gouvernement lui-même les encourage et les subventionne, les couvre de sa protection toute puissante, comme s'il s'agissait de convertir tout l'Orient au protestantisme. Mais le succès ne correspond en aucune façon à l'immensité de l'effort.

En 1840 et en 1841, les Syriens ne manifestaient nullement l'intention de se rallier au protestantisme. L'Angleterre n'augmentait que très lentement et d'une façon dérisoire le nombre de ses protégés ; elle avait hâte cependant d'avoir un protectorat effectif à exercer. Alors, elle chercha si, parmi les populations indigènes non musulmanes, il n'y en avait pas qui eussent besoin d'un appui, et elle trouve les Druses.

Ce n'était pas que les Druses fussent bien sympathiques

aux Anglais ; les consuls et les missionnaires avaient maintes fois signalé leurs exploits de brigandage et leurs attentats contre les populations chrétiennes. Mais la politique n'est pas une affaire de sentiments. Même, se disaient les Anglais, à examiner sérieusement les choses, les Druses étaient-ils si coupables ? Ils vivaient en Orient, dans un pays où seules la loi du talion et la loi du plus fort étaient respectées partout, chez les chrétiens aussi bien que chez les infidèles, où la guerre et le brigandage constituaient l'état normal. Dans les massacres, étaient-ils les seuls coupables ? Leurs adversaires, en somme, étaient des « papistes », peu intéressants pour les protestants d'Angleterre. Les « papistes » ont toujours été des fanatiques, des fauteurs de troubles et de guerre civile, des conspirateurs avides de domination absolue, cherchant à convertir par la force les « hérétiques », ou à les exterminer.

Les Anglais protestants puisaient dans leur propre histoire cette haine, cette défiance profonde des « papistes ». Les Druses seraient-ils menacés par les « papistes », comme les Anglais protestants ? On finit, à Londres, par excuser les Druses, et par les trouver dignes de compassion et de protection.

Le protectorat des Druses devint alors le pivot de la politique anglaise en Syrie. Désormais, les hommes d'Etat et les diplomates anglais allaient intervenir sans cesse en Syrie, pour opposer les Druses aux Maronites, protégés de la France, pour les défendre contre toute mesure grave de répression et pour sauvegarder leur situation dans le Liban et dans les provinces environnantes. C'est par ce protectorat des Druses que l'Angleterre essayera de contrecarrer en Syrie, l'influence prépondérante de la France et de la Russie.

Cette politique ne devait se manifester nettement qu'en 1843 et en 1844 ; mais elle commença à se montrer dès 1841, et, à cette époque, elle produisit des effets néfastes, en empêchant tout effort sérieux et efficace en faveur de la paix libanaise et en assurant l'impunité aux Druses.

L'action anglaise en Syrie ne faisait plus que contrecarrer les efforts de la France pour défendre les Maronites chrétiens c'est-à-dire la grande majorité de la population, contre les excès des Druses. Chaque fois que la diplomatie européenne voudra prendre des mesures efficaces pour assurer solidement le bon ordre et la paix et pour empêcher les Druses de

recommencer toujours la guerre civile et les massacres, elle en sera empêchée par les Anglais.

Lorsque les consuls européens, en novembre 1841, s'adressèrent à Mohammed-Sélim-Pacha, ce fut le consul anglais qui les retint de reprocher, en termes explicites et indignés, au représentant de la Porte les infamies commises contre les Maronites par le pacha de Damas, et par les bachi-bouzouks, de préciser toute la complicité des autorités turques dans les massacres et d'exiger le châtiment exemplaire des Druses coupables. Il empêcha le représentant français d'exercer effectivement son droit légal reconnu, de protéger les Maronites. Aux énergumènes déchaînés, qui se ruaient en furie sur les chrétiens désarmés et terrorisés, pour égorger jusqu'aux vieillards et aux enfants, les consuls européens ne parlaient d'opposer que leur autorité morale, cette autorité qui avait été si manifestement bafouée par les cheiks druses, lorsqu'à Chouïfât ils avaient solennellement, devant le pacha et devant les consuls, engagé leur parole de cesser les hostilités pour se jeter, le lendemain même, avec une rage et une cruauté accrues, sur les villages chrétiens.

Mohammed-Sélim pu rappeler aux consuls, non sans ironie, cette malheureuse tentative que, dans l'intérêt même de leur propre dignité, il ne fallait plus recommencer. Ce n'était plus avec de bonnes paroles qu'on pouvait calmer les combattants et les amener à déposer les armes ; c'était par la force ; il fallait prendre contre eux des mesures extraordinaires.

La Porte crut le moment venu de détruire enfin cette autonomie libanaise, qui soustrayait toute une province à son autorité immédiate, et d'enlever aux Maronites leurs privilèges, dangereux pour l'unité de l'empire ottoman et la force du pouvoir central.

Toutes les autres nations chrétiennes de l'Empire réclamaient, en effet, ces mêmes privilèges, avec l'appui de la Russie. Comment la Porte pouvait-elle leur refuser toujours ce qu'elle laissait aux Maronites ? En abolissant, au contraire, ces privilèges de la Montagne, sous prétexte qu'ils n'avaient été qu'une cause de troubles et de désordre, elle affaiblissait, du même coup, la force des réclamations des autres chrétiens, ses sujets.

Dans l'intérêt même de la paix, et pour rétablir prompte-

ment l'ordre, Abdul-Medjid envoya le *Séraskier* (1) Mustapha-pacha en Syrie, avec des pouvoirs très étendus, et lui ordonna de pénétrer dans la Montagne, avec des forces suffisantes pour tenir en respect les Druses et les Maronites, et de prendre toutes les mesures nécessaires pour faire cesser l'anarchie. Il était même entendu entre le Sultan et ses ministres que l'émir Béchir-Kassim devait être destitué ; son incapacité était notoire ; il devait être remplacé, au moins provisoirement, par un général turc.

Que pourraient objecter les puissances européennes ? La Porte n'agissait elle pas dans le strict intérêt de la paix ? Et pouvait-elle, après l'échec manifeste de toutes les tentatives de conciliation, agir encore autrement que par la force ? Une fois que la Montagne serait fortement occupée par les troupes turques, et placée sous l'autorité d'un général turc, il devenait facile de détruire peu à peu son autonomie, et de transformer à la longue cette occupation, cette administration provisoire, en un régime définitif.

IV

La mission du Séraskier Mustapha-Pacha en Syrie et le gouvernement d'Omar-Pacha dans la Montagne.

Le *séraskier* Mustapha-Pacha, sitôt arrivé à Beyrouth, sut organiser une mise en scène fort habile. Les cheiks druses, prévenus de sa mission, et après entente, sans doute, avec leurs protecteurs, les fonctionnaires turcs de la région, se présentèrent ensemble à sa résidence « pour déposer à ses pieds l'hommage de leur profond respect », et pour les « délivrer des mains de la famille Chéhab ». Bien plus, ils demandèrent qu'aucun des descendants de cette famille, ni des notables druses ou chrétiens de la Montagne, pût dorénavant être appelé à les gouverner, mais qu'ils fussent placés sous l'autorité « d'un des fidèles sujets de l'Empire » (2).

Le *Séraskier*, très heureux de cette démarche qui lui rendait sa tâche particulièrement facile, les en remercie chaleureusement et promet de leur donner satisfaction. Il prit lui-même en mains le gouvernement de la Montagne, pour le réorganiser, et prononça la destitution de l'émir Béchir-

(1) Ou ministre de la guerre.

(2) Testa, *op. cit.*, t. III, p. 109.

Kassim (1). Il devait être remplacé par un gouverneur turc, le général Omar-Pacha, un déserteur hongrois, sitôt après le rétablissement de la paix.

Puis, le *Séraskier* se mit à parcourir tout le pays pour achever en détail son œuvre de pacification. De tous côtés, des bataillons ottomans, composés principalement d'Albanais et de nombreux détachements des bachi-bouzouks, s'emparèrent des principales positions, non sans quelques combats avec des bandes indigènes. Les Druses, toujours conseillés par les fonctionnaires turcs, qui leur promettaient la réalisation de tous leurs désirs, se retirèrent dans leurs villages, renonçant à tout acte d'hostilité, et « chaque individu se remit à l'exercice de l'état qui lui avait été transmis par son père et ses ancêtres ».

« La confiance et la tranquillité commençaient à renaître parmi les populations, affirmaient les Druses ; la haine et l'animosité qui régnaient entre nous ont complètement disparu, manifestaient-ils avec joie ; l'éloignement des émirs Chéhab n'a pas tardé à produire l'effet qu'on était en droit d'attendre (2). »

La Porte ne semblait-elle pas fondée à annoncer que l'autonomie, sous les émirs Chéhab, provoquant des rivalités après et aiguës entre les différentes clauses était la cause de l'anarchie, et que l'administration directe seule, sous un gouverneur turc, pouvait ramener le calme et une vie normale stable ? Certes, les Druses avaient tout lieu d'être satisfaits. Ils ne formaient qu'une minorité dans le Liban. L'autonomie les soumettait nécessairement aux chrétiens ; l'administration turque, au contraire, ne pouvait que les favoriser contre les Maronites. Ceux-ci, par la suppression de leurs privilèges, tombaient au rang de simples *rayas*, tandis que les Druses, appartenant à une secte issue de l'Islam, restaient des membres de la race dominante de l'Empire. Aussi criaient-ils bien haut qu'ils étaient de bons et fidèles musulmans, et que, comme tels, ils devaient non pas être soumis à des chrétiens, à des « infidèles », mais être, au contraire, leurs supérieurs sous l'autorité immédiate du Sultan.

Les Maronites, cependant, ne voulaient pas se prêter jus-

(1) L'émir Béchir-Kassim-Mulhem fut envoyé à Constantinople.

(2) Testa, *op. cit.*, t. III, p. 108.

qu'au bout au rôle de victimes et se laisser dépouiller sans résistance de leurs antiques privilèges. Un souffle de révolte souleva toute la nation et réveilla cette énergie virile et ce courage ferme dont elle avait maintes fois fait preuve dans son histoire. La résistance contre le nouveau gouverneur s'organisa rapidement autour des membres de la famille Chéhab, dont l'autorité et l'influence étaient toujours considérables dans les districts chrétiens. Ils trouvèrent un appui sérieux auprès des résidents européens, qui se voyaient lésés dans leurs intérêts économiques par le nouveau régime.

Ils auraient pu s'adresser directement aux puissances européennes qui, l'année précédente encore, leur avaient promis leur aide contre l'odieuse fiscalité turque, et principalement à la France, leur fidèle protectrice, et solliciter d'elles enfin l'exécution de leurs engagements et le rétablissement de l'autonomie qu'elles avaient toujours garantie ; mais ils se montrèrent plus habiles ; ils restèrent dans la légalité et soumirent leurs griefs à la fois au Sultan, et aux représentants des Puissances.

Dans un langage fier et respectueux à la fois, la noblesse chrétienne rappela à la Porte tous les services qu'elle lui avait rendus contre Ibrahim-Pacha et les Egyptiens, et les promesses de récompense qu'on lui avait prodiguées et qui avaient été si complètement oubliées : « Pendant que vos sujets attendaient anxieusement d'être rétablis dans une parfaite tranquillité et comptaient jouir de vos grâces spéciales, dignes de l'honneur impérial de la Sublime-Porte, pour notre rémunération des services pénibles et des sacrifices que nous avons faits en combattant le gouvernement égyptien, conformément aux ordres et à la volonté de notre souverain, voici que nos espérances se sont rendues fallacieuses, et, bien loin de ce que nous attendions de la bonté de la Sublime-Porte, des *impôts injurieux* viennent de nous être imposés (1). »

Et ils rappelaient que les taxes douanières, le *Kharadj*, le *Yuruk* et la dîme, non seulement les ruinaient, mais même leur étaient imposés illégalement. Que demandaient-ils, en somme ? Tout simplement le retour au passé, le rétablisse-

(1) Testa, *op. cit.*, t. III, p. 110. Requête des émirs et des cheiks du Mont Liban à la Sublime-Porte en date du 22 mai 1842 (rebiul-akhir 1257).

ment du régime d'avant la conquête égyptienne, qui avait fonctionné à la satisfaction de tous.

« Nous venons maintenant implorer chaudement la miséricorde de la Sublime-Porte, afin qu'elle nous regarde avec un œil de bienveillance et nous fasse obtenir notre tranquillité, qui ne sera garantie qu'en nous exemptant du droit du tarif, totalement, sur l'importation de nos produits : soie, huile, etc., et les articles en céréales que nous importons pour notre subsistance dans les différents ports et villes de la Syrie. Et nous ne pouvons supporter aucune imposition, excepté ce que nous payions au Sultan, dans le temps passé (1). »

Comme ils avaient souffert de la guerre, on leur avait promis de justes indemnités. Mais, au bout de deux ans, ils n'en avaient pas encore obtenu le paiement, malgré l'avis favorable de l'enquête officielle.

« Nous attendions également d'être indemnisés des pertes que nous avons subies dans les pillages, et dégâts de nos propriétés, depuis la première insurrection contre le gouvernement égyptien jusqu'à notre livraison, ainsi que de ceux qui ont été faits par les troupes turques, par ordre supérieur, et nous étions assurés d'être payés du montant, qui, d'après l'estimation des experts nommés à cette époque, par ordre supérieur, pour prendre note de ces dégâts, est de quatre cent mille tallaris (2). — Le délai qu'on a employé à nous rembourser cette somme nous cause des pertes nouvelles. — Nous croyons qu'il est contraire à l'usage des rois de ne pas indemniser leurs sujets de ces dommages qui ont été faits par leurs ordres, en temps de guerre, conformément aux règlements de justice, et en vertu de quoi nous prions que notre supplique soit écoutée. »

Cependant, la Sublime Porte refusa d'abord de donner suite aux réclamations des Libanais. Omar-Pacha assumait effectivement le gouvernement de la Montagne. Mais il ne fut pas à la hauteur de sa tâche, et, dès le début, il commit de nombreuses maladresses. Voulant briser immédiatement par la force brutale l'autonomie libanaise, il humilia la noblesse druse et entreprit de restreindre l'autorité qu'elle tenait du régime féodal toujours en vigueur. En même temps, il tenta de

(1) Testa, *op. cit.*, t. III, p. 112.

(2) Le tallari est de vingt piastres.

remplacer les émirs locaux et les seigneurs les plus influents du Kesrouan maronite par des cheiks qu'il croyait dévoués à sa cause. Toutes ces mesures menacèrent de bouleverser l'organisation libanaise et provoquèrent l'opposition violente de tous les seigneurs druses et chrétiens, qui étaient toujours les chefs naturels et respectés des populations.

Les Maronites sollicitèrent alors la protection des puissances. Leur autonomie leur était garantie par des traités formels ; elle avait été reconnue et par la France et par toutes les autres puissances européennes, non seulement dans le passé, mais encore pendant la grande crise de 1840. Les représentants anglais eux-mêmes, l'amiral Stopfort, le commodore Napier, M. Wood, avaient approuvé leurs protestations contre des impôts injustes et contraires à leurs privilèges. Ils avaient trouvé fondées leurs demandes d'indemnités, et s'étaient engagés à les soutenir. Surtout ils trouvaient excessives les mesures prises par Omar-Pacha contre la noblesse druse.

Pouvaient-ils, au bout de deux ans à peine, et sans aucun motif, se dégager de leur parole ? L'Angleterre, immédiatement, fit entendre des protestations peut-être plus bruyantes qu'énergiques contre la destruction de l'autonomie libanaise. La France, dont les meurtrissures, subies en 1840, n'étaient pas encore guéries, ne prit pas, vis-à-vis de la Porte, persécutrice de ses sujets et de ses protégés, une attitude menaçante, de matamore ou de maître d'école ; Louis-Philippe et M. Guizot n'avaient aucun goût pour la réclame tapageuse. Elle ne remplit pas moins tout son devoir envers les Maronites. Son ambassadeur à Constantinople, le baron de Bourqueney, réussit à faire l'entente entre les représentants des puissances auprès de la Porte pour entreprendre une action commencée en faveur des chrétiens de la Montagne.

Tous les ministres et ambassadeurs européens convinrent de porter au Sullan une protestation générale contre la désignation d'Omar-Pacha comme gouverneur du Liban.

Le représentant de l'Angleterre dut même s'y associer. Mais Abdul Medjid, enhardi par la reculade de Méhémet Ali et par ses propres succès aussi inespérés qu'immérités, ayant pu, pendant la crise égyptienne, juger cette prétendue entente des puissances à sa juste valeur, se crut assez fort pour repousser toute ingérence étrangère dans son Empire.

Le grand-vizir répondit aux ambassadeurs qu'il faisait procéder à une enquête générale dans le Liban même, et qu'il attendait le rapport pour prendre toutes les mesures que la situation comportait, et il les éconduisit non sans ironie.

C'était cependant abuser de la complaisance que l'Angleterre témoignait pour la Porte. Londres voulait bien soutenir Constantinople, mais en recevoir, en échange, des marques constantes de respect et de docilité. Le Sultan pouvait braver l'Europe, à condition qu'il se courbât devant l'Angleterre et acceptât ses exigences intéressées.

L'attitude railleuse du grand-vizir suscita les plus vives remontrances de Sir Stratford Canning ; afin de bien prouver au Sultan que, sans l'appui de l'Angleterre, il ne pouvait résister à l'Europe, Sir Stratford s'associa de toutes ses forces à la protestation générale, pour le maintien de l'autonomie libanaise.

La Porte dut céder, et des négociations s'ouvrirent entre elle et les représentants des puissances, pour la réorganisation définitive de la Montagne.

V

La réorganisation de 1842.

Dès le printemps de 1842, la conversation s'engagea entre les ministres ottomans et les ambassadeurs européens. M. de Bourqueney, appuyé fortement par la Russie, demandait, en conformité avec les désirs des Maronites, le rétablissement pur et simple de l'ancienne principauté chrétienne, gouvernée par les émirs de la famille Chéhab.

Mais la Porte s'opposait de la manière la plus formelle à cette solution. Pouvait-elle renoncer ainsi, à la première sommation de l'étranger, au bénéfice de tous ses efforts en Syrie depuis deux ans ? Pouvait-elle rétablir purement et simplement cette principauté chrétienne autonome, dont l'existence avait toujours été pour elle une gêne et un obstacle, quelques semaines à peine après avoir enfin réussi à l'abattre ?

Elle croyait avoir de trop bons arguments contre l'autonomie et contre les Chéhab, tirés des événements mêmes qui venaient de s'accomplir, pour ne pas renoncer à l'administration immédiate de la Montagne, ou pour ne pas essayer, au moins, d'y augmenter considérablement son autorité, en af-

faiblissant les institutions autonomes, et en diminuant les privilèges des chrétiens.

« Certes, répondit le nouveau ministre des affaires étrangères Sarim-Effendi, aux représentants des puissances, les Maronites demandent le retour des Chéhab ; mais les Druses s'y opposent de toutes leurs forces.

« Leur insurrection a même été dirigée uniquement contre le principat des Chéhab. Ils ont déposé les armes dès que l'émir Béchir-Kassim et sa famille ont été destitués, et, depuis cette époque, la paix est revenue profonde dans la Montagne. »

Et, à l'appui de sa thèse, Sarim soumit aux ambassadeurs une requête de la noblesse druse, qui lui était parvenue trop à propos pour qu'elle ne fut pas provoquée par les Turcs eux-mêmes. C'était un réquisitoire passionné, farouche, haineux contre les Chéhab et contre leur rappel :

« Nous sommes tous sujets et serviteurs de la Sublime Porte; loin de vouloir consentir à être gouvernés par la famille Chéhab, ni par aucun autre individu, soit druse, soit chrétien, nous adressons, au contraire, à l'Empire ottoman, notre bienfaiteur, la très humble prière de nous donner pour chef un de ses fidèles serviteurs. »

« Nous sommes tous décidément résolus, dans le cas où, les paroles perfides des gens d'une si mauvaise foi venant à prévaloir sur notre demande, on s'arrêterait au parti de nous donner pour gouverneur un des membres de la famille Chéhab, ou quelque autre des habitants de la Montagne, de nous disperser dans les différentes parties de l'empire ottoman, afin de nous mettre à l'abri de leur atteinte.

« Nous sommes prêts, s'il est besoin de le faire, à nous rendre à Constantinople pour y déclarer, verbalement ou par écrit, que cette demande de notre part est aussi l'expression des vœux des habitants notables et de tout le peuple de la Montagne (1). »

Le retour de l'émir Béchir, comme gouverneur du Liban, serait ainsi le signal d'une nouvelle insurrection druse et de nouveaux troubles. Sir Stratford Canning fut ébranlé par les

(1) Testa, *op. cit.*, p. 110. — Requête des habitants du Mont-Liban à la Sublime-Porte, en date de fin mai 1842 (rebiul-akhir, 1237).

arguments de Sarim-Effendi ; on ne pouvait pas pousser toute la nation druse au désespoir.

Les négociations furent longues et laborieuses. Dans la Montagne, l'opposition contre Omar-Pacha devint si forte, que les Druses eux-mêmes finirent, en partie, par se rallier aux Chéhab, uniquement pour être débarrassés des fonctionnaires ottomans. La Porte dut accepter de consulter les Libanais. La grande majorité se prononça pour le retour des Chéhab ; mais le pacha de Beyrouth envoya à Constantinople un *faux rapport* (1).

La commission européenne ne fut cependant pas dupe de cette manœuvre. La Porte, sur ses instances toujours plus pressantes, dut consentir au rappel d'Omar-Pacha, mais elle repoussa le rétablissement d'un émirat unique dans la Montagne, préconisé par la France, avec tant d'énergie que les négociations faillirent être rompues.

Finalement, l'ambassadeur autrichien insinua une sorte de compromis : au lieu de réunir les Druses et les Maronites, puisqu'ils ne pouvaient plus vivre ensemble, on les séparerait, en créant, pour chaque peuple, une administration distincte, qui jouirait, chacune, des privilèges anciens de la Montagne,

L'accord tarda à se faire sur cette proposition. La France, fidèle au vœux des Maronites, tenait toujours pour la principauté unique. La Porte, au contraire ne voulait pas lâcher sa proie.

Ce ne fut qu'aux mois d'octobre et de novembre qu'elle céda et que le principe des deux *caïmacamies*, une druse et une maronite, gouvernées par des « *caïmacams* » ou gouverneurs ayant les mêmes pouvoirs que les anciens émirs, fut adopté unanimement par les puissances, avec regret il est vrai, par la France. Mais on lui donna le caractère d'un arrangement provisoire seulement, sur les instances mêmes de la Porte, qui se réservait ainsi le droit de modifier ce statut de la Montagne, naturellement dans un sens favorable à ses idées ; elle consentait à faire un essai avec une organisation différente de l'ancienne. Si cette organisation pouvait assurer la paix et la prospérité à la Montagne, elle serait rendue définitive, avec les modifications dont l'expérience aurait démontré la nécessité au Sultan (2).

(1) De Jonquières, *op. cit.*, p. 494-495.

(2) V. Testa, *op. cit.*, t. III, p. 66 et suiv.

Toutes les difficultés n'étaient pas tranchées avec l'adoption du principe des *caïmacamies*. Comment sera déterminé leur territoire respectif ? La question était très délicate. Le soin ne pouvait, légalement, en appartenir qu'au Sultan, souverain légitime et incontesté du pays. Aussi les puissances lui en laisseraient-elles la charge ; elles ne prévoyaient pas, au début, toute la complexité du problème, et les conflits que l'opération pouvait susciter.

Autre question : comment seront nommés les deux *caïmacams* ? Seront-ils désignés d'abord par les intéressés eux-mêmes et confirmés ensuite, investis par la Porte, ou seront-ils nommés directement par la Porte, ou par ses pachas ? Les puissances auront-elles le droit d'intervenir d'une manière quelconque dans cette désignation ? Seront-ils choisis dans le sein de chaque peuple ou en dehors de lui ?

La Porte, naturellement, revendiqua le droit de nommer librement les *caïmacams* selon son gré, en dehors des populations libanaises. Ils deviendraient ainsi de véritables fonctionnaires turcs, dépendant d'elle directement, de même que les pachas placés à la tête d'une province de l'empire, et non pas les chefs nationaux de deux peuplades quasi-indépendantes. Du moment que la Porte les choisirait librement en dehors des sujets de la Montagne, elle avait aussi le droit de les révoquer à son gré et de les remplacer. Ils étaient à sa merci. Le pouvoir héréditaire dans la Montagne était supprimé.

C'était la fin de l'autonomie libanaise. Les *caïmacams*, à la dévotion de la Porte, munis de pouvoirs très étendus, fortement appuyés par les pachas dont ils dépendaient directement, sauraient imposer à leurs administrés les volontés souveraines du Sultan.

Le plan était habilement combiné. Il échoua néanmoins devant l'hostilité des puissances ; la France et la Russie demandaient que les *caïmacams* fussent choisis dans le sein des nations qu'ils devaient gouverner, et la première puissance réclamait particulièrement le maintien de la famille Chéhab à la tête au moins des Maronites. Elles consentaient simplement à une séparation des Druses et des Maronites, et à l'institution d'une deuxième principauté autonome en faveur des Druses ; c'était exclure toute ingérence directe de la Porte dans l'administration de la Montagne. Celle-ci fonctionnerait

comme par le passé, avec cette seule différence qu'au lieu d'une seule principauté autonome, il y en aurait deux. On empêchait ainsi le succès complet de toutes les manœuvres de la Turquie et de son attentat contre les Maronites, clients de la France. L'influence de la France resterait entière par le maintien intégral de son protectorat sur une nation dont elle avait à garantir l'autonomie, l'existence même.

L'Angleterre, au contraire, n'avait aucune raison de soutenir la cause des Maronites ; au contraire, dans l'intérêt de sa puissance en Asie, elle devait empêcher la constitution dans le Liban, cette forteresse naturelle de la Syrie, d'une forte principauté chrétienne, indépendante de la Porte et protégée par la France, auxiliaire de sa politique orientale. Afin de bien jouer son rôle de conseillère du Sultan, il lui fallait combattre les visées françaises, en opposition radicale avec le projet turc. Mais elle ne croyait pas non plus devoir entièrement soutenir ce dernier projet, qui aurait diminué considérablement l'efficacité de son protectorat naissant sur les Druses, dont elle se promettait de grands effets. Enfin, l'attitude des autres puissances, de ses alliées en 1840, très opposées à la main-mise complète des Turcs sur la Montagne, la forçait à une grande circonspection. Les efforts de l'Angleterre tendirent donc à faire aboutir une solution transactionnelle, qui fut favorable surtout à ses intérêts égoïstes.

La Porte résista longtemps. Ce ne fut que le 7 décembre 1842 que Sarim-Effendi, dans un note adressée aux représentants de la France, de la Grande-Bretagne, de l'Autriche, de la Prusse et de la Russie, accepta une proposition commune des puissances, mais en exprimant ses vifs regrets, et en déclarant qu'il ne cédait que devant les instances pressantes des puissances :

« La Sublime-Porte a pris la résolution d'envoyer à Essaad-Pacha l'ordre de procéder, quant à l'administration des différentes classes de sujets qui habitent le Mont-Liban, placés sous sa juridiction, au choix de deux *caïmacams*, l'un pour les Druses et l'autre pour les Maronites, pris parmi les indigènes autres que ceux appartenant à la famille Chéhab, conformément à la mesure déjà acceptée par les grandes puissances, et de l'engager en même temps à consacrer tous ses soins au maintien de la tranquillité en Syrie. »

Très adroitement, Sarim-Effendi essaya de rejeter sur les

puissances la responsabilité des nouveaux troubles qui pourraient éclater dans le Liban, à la suite d'une réorganisation qu'il qualifiait implicitement de bâtarde et de mauvaise, et de ménager en même temps à la Porte la possibilité de profiter de ces troubles et de soumettre définitivement l'administration libanaise à son autorité immédiate. Il eut soin de spécifier, en tête de sa note, combien la solution adoptée semblait dangereuse aux ministres turcs et à Mustapha-Pacha, qui avait procédé à une enquête approfondie en Syrie.

« Mustapha-Pacha s'est déclaré être pleinement convaincu que la mesure de nomination par le *Mouchir* de Saïda de deux *caïmacams*, l'un pour les Druses et l'autre pour les Maronites, précédemment arrêté, pour assurer la tranquillité si unanimement désirée de la Montagne, ne pourrait atteindre le but proposé que lorsque ces *caïmacams* seraient pris parmi les étrangers, en même temps qu'il a assuré, d'une manière positive et formelle, que cette tranquillité ne pourrait être obtenue dans le cas où l'on voudrait, au contraire, s'arrêter au parti de prendre les dits *caïmacams* parmi les Druses et les Maronites eux-mêmes (1). »

L'ancienne unité libanaise, l'œuvre des Ma'an et des Chéhab, était ainsi brisée ; le Liban était partagé en deux tronçons, en deux *caïmacamies*.

Très habilement, la Porte avait affaibli cette principauté qui avait su non seulement conserver une quasi-indépendance à travers les siècles, mais qui avait su prospérer, qui s'était agrandie et avait maintenu haute et fière la bannière de la liberté flottant aux vents sur les splendides cimes neigeuses de la Montagne. Le bloc solide des Montagnards, si fortement cimenté par Fahr-ad-Dîn II Ma'an et par l'émir Béchir-le-Grand, en particulier, qui avait résisté aux Pachas turcs, qui avait repoussé les Janissaires et les bataillons victorieux de Méhémet-Ali, était « désagrégé ».

Les Turcs pouvaient désormais se servir facilement et quotidiennement presque d'une nation contre l'autre, puisque chacune avait son organisation distincte. Ils pouvaient se servir des Druses contre les Maronites, et même réciproque-

(1) Testa, *op. cit.*, t. III, p. 66. — Note du ministre des affaires étrangères (Sarim-Effendi) aux représentants d'Autriche, de France, de Grande-Bretagne, de Prusse et de Russie (7 décembre 1842, 4 Zilcadé 1258).

ment, sans pour cela s'immiscer dans l'administration intérieure de la Montagne. Leurs rapports réguliers avec chacun des deux *caïmacams* et leurs entourages suffisaient à foment et à entretenir la division dans cette citadelle de la Syrie, qui avait résisté à tant d'assauts.

Il n'y avait même pas, au sens exact du mot, de principauté druse ni de principauté maronite. Il y avait deux gouvernements, dont les chefs étaient nommés par le Sultan. Ils n'étaient pas héréditaires, mais bien révocables ; ils étaient donc ainsi les agents du *Mouchir* de Sayda qui les nommait et les surveillait sous le contrôle de la Porte. Même, afin de bien marquer la fin définitive de l'ancienne autonomie, la chute de la principauté libanaise, la Turquie avait obtenu la déchéance formelle des Chéhab, qui avait gouverné le Liban pendant plus d'un siècle.

La réorganisation de la Montagne aboutissait ainsi à la destruction de la principauté que l'émir Béchir et ses prédécesseurs avaient créée ; elle fortifiait considérablement l'autorité de la Porte et de ses Pachas dans ce pays jusqu'alors réfractaire. Elle était, sans conteste, un succès pour la Porte.

Abdul-Medjid et ses ministres ne voulurent pas se contenter de cette première victoire. Leur but était la soumission entière de la Montagne sous leur autorité immédiate et absolue. Or, le nouveau pacte maintenait de nombreux privilèges aux Libanais ; en matière fiscale et en matière d'administration locale et de justice, ils échappaient à la loi commune de l'Empire et jouissaient de grandes faveurs. Enfin, l'obligation de choisir les *caïmacams* dans leur sein était une condition humiliante pour le souverain, à une époque surtout où tous ses efforts tendaient à la centralisation, à l'introduction d'une forte discipline administrative et d'une hiérarchie bien établie dans son Empire.

La délimitation des deux *caïmacamies* leur semblait une occasion propice pour tracer des limites territoriales étroites aux deux régions qui devaient jouir de cette autonomie relative. Les limites de la province libanaise avaient beaucoup varié ; en outre, il était impossible de la diviser en deux domaines géographiques distincts, l'un appartenant exclusivement aux Druses, l'autre aux Maronites. Les deux nations vivaient entremêlées dans de nombreux districts. Certains districts avaient été autrefois placés sous l'autorité directe des

Pachas. — La Porte n'était-elle pas en droit de récupérer des territoires qui lui avaient appartenu, et dont les Chéhab s'étaient emparés, illégalement, d'après elle, et d'en prendre d'autres, en échange ? Ne fallait-il pas aussi, dans l'intérêt de la paix, qu'elle eut, pour ainsi dire, un pied dans la Montagne, afin de pouvoir mieux surveiller celle-ci, et pour intervenir rapidement et efficacement contre tout brigandage, toute tentative de revanche, toute explosion de guerre civile ? Enfin, il paraissait utile aux fins et subtils conseillers d'Abdul-Medjid que les deux *caïmacamies* ne différassent pas sensiblement d'étendue. Or, les Maronites étaient beaucoup plus nombreux que les Druses. Comme le nouveau régime augmentait nécessairement leur cohésion nationale, et peut-être aussi fortifiait leur organisation militaire, ils acquéraient une suprématie très marquée sur les Druses, c'est-à-dire sur les meilleurs auxiliaires de la tortueuse politique ottomane en Syrie. Il ne fallait pas que la *caïmacamie* chrétienne écrasât la *caïmacamie* druse, dans l'intérêt même de la Porte. Ce furent toutes ces considérations qui guidèrent Assaad-Pacha, à qui incombait la tâche de procéder à la délimitation des nouveaux territoires.

Le col du Dahr el-Baïdar séparait les deux *caïmacamies*, celle des Maronites au nord, celle des Druses au sud.

Assaad-Pacha détacha de la *caïmacamie* chrétienne une des provinces maronites les plus importantes, celle de Djébaïl avec ses dépendances, qui s'étendaient au nord du Nahr-Ibrahim, de la Méditerranée jusqu'aux plus hautes cîmes du Liban. C'était le centre même et le berceau des Maronites. *Kannoubin*, la résidence du Patriarche, s'y trouvait, et la vallée sainte, et les villages d'Ehden et de Bicharré, et la célèbre forêt de cèdres, le dernier vestige de l'ancienne parure magnifique qui fit la renommée de la Montagne (1).

Le district fut rattaché au *Pachalik* de Tripoli, et soumis à la loi commune de l'Empire : « Tous les lieux les plus chers et les plus vénérés des chrétiens libanais devaient subir le gouvernement direct d'un Pacha, et leurs habitants maronites, déchus de leurs privilèges, devaient tomber au rang des rayas. »

(1) Voir Testa, *op. cit.*, t. III, p. 128 et s. ; Martens, *Nouveau recueil général*, t. VIII, p. 4 et s.

Les Turcs s'installaient en maîtres dans l'intérieur même du Liban ; ils occupaient les bastions les plus importants de cette grande forteresse naturelle, d'où leur armée avait toujours été repoussée. A l'abri d'un pacte international, par une ruse, ils s'emparaient d'un territoire qu'ils n'avaient jamais pu prendre par la force. Ayant pénétré dans leurs refuges mêmes, ils tenaient enfin les fiers Montagnards chrétiens sous leur joug. Ils pouvaient briser leur résistance et leur dicter leur volonté, maintenant qu'ils s'étaient introduits chez eux par fraude. Leur but, la chute de l'indépendance libanaise allait être atteint.

En même temps, Assaad s'apprêtait à placer sous l'autorité du *caïmacam* druse les localités chrétiennes des districts mixtes, où la population comprenait à la fois des groupes druses et des groupes chrétiens.

Ces décisions soulevèrent une tempête d'indignation. Tout l'arrangement du 7 décembre était remis en question. En effet, le pacha n'avait-il pas, par sa détermination, violé cet arrangement conclu entre les puissances et la Porte ?

Que serait donc la *caïmacamie* chrétienne, si elle ne devait pas comprendre tous les districts maronites de la Montagne ? Il n'avait pas été question de former une *caïmacamie* de certains districts chrétiens, mais de former une *caïmacamie* chrétienne dans laquelle on comprenait implicitement tous les districts chrétiens. Ensuite, l'arrangement maintenait les privilèges des chrétiens de la Montagne sans en exclure une partie. Il était donc illégal et arbitraire de soustraire le district de Djébaïl au gouvernement chrétien. Toute la nation maronite se souleva contre cet attentat à son intégrité nationale, d'autant plus douloureux qu'il livrait aux Musulmans le berceau et les lieux saints de leur culte.

Elle se sentait menacée des pires catastrophes, si l'ennemi arrivait à s'installer en maître dans le cœur même de la Montagne et dans ses plus fortes positions stratégiques. Placés entre les Turcs, fortement installés à Djébaïl et dans les hautes vallées de son district, à Beyrouth, à Sayda, dans la Békaa, et les Druses, maîtres du Liban méridional, les Maronites étaient cernés de toute part, sans aucune issue, voués, en cas d'attaque, à être broyés par des adversaires nombreux, animés contre eux d'une haine d'autant plus sauvage qu'elle était alimentée à la fois par le fanatisme religieux et par l'ap-

pât de leurs richesses. Ils étouffaient dans leur propre pays. L'unité nationale était d'autant plus importante pour eux qu'elle seule pouvait leur assurer la prospérité économique. Maintenant qu'ils étaient à la merci d'une surprise, qu'ils vivaient toujours dans la crainte d'une attaque brusque des sauvages Albanais et des *bachi-bouzouks* pillards et meurtriers, toute sécurité avait disparu dans la Montagne. Sans la sécurité, sans la paix profonde et assurée, toute vie économique est languissante, atrophiée.

Il ne leur était plus possible de vaquer en paix aux travaux des champs, à cette sériciculture qui faisait leur richesse.

La peur pesait lourdement sur les esprits, paralysait leur activité et détruisait cette prospérité économique qui distinguait le Liban de la plupart des autres régions syriennes. Alors que l'impéritie, la dureté et l'incapacité de l'administration ottomane semblaient avoir jeté sur la fertile Canaân des anciens comme un voile funèbre, le Liban, avec ses pentes et ses vallées fertiles et bien cultivées, avait partiellement su conserver, grâce à son autonomie, la richesse d'autrefois. Allait-il subir le sort de la riantة Galilée et de tant d'autres régions fertiles, ruinées par les Turcs ? L'annexion du district de Djébaïl était un coup mortel à sa prospérité économique et à celle de toute la Montagne.

Contre la perspective de cette catastrophe, les Maronites n'avaient d'autre recours que de s'adresser encore une fois aux puissances, que de s'inscrire en faux contre cette application de l'arrangement du 7 décembre.

Le 29 janvier 1843, l'archevêque maronite Murad remit aux représentants des cinq puissances à Constantinople, un mémoire exposant la nouvelle situation faite à ses coreligionnaires et à ses compatriotes. Il ne se bornait pas à protester contre l'annexion du district de Djébaïl au *Pachalik* de Tripoli ; toute la nouvelle organisation était critiquée (1).

« Après la scission en deux de l'antique principauté chrétienne du Liban, après l'exclusion de ses anciens principes, dont le gouvernement, quoi qu'on en ait pu dire, avait pourtant assuré aux habitants de ce pays des siècles de prospérité inconnue dans le reste de la Syrie, après une transaction qui avait imposé de si grands et si pénibles sacrifices aux chré-

(1) Testa, *op. cit.*, t. III, p. 128.

tiens libanais, ceux-ci, tout en réservant leurs droits, tâchaient cependant, par déférence pour les puissances médiatrices, de se résigner à un sort que des raisons de politique générale n'avaient pas permis de rendre meilleur. Mais toutes les concessions qu'on avait pu faire au préjudice de ces infortunés chrétiens ne suffisaient pas encore à satisfaire le fanatisme musulman qui, sous de trompeuses apparences, ne vise rien moins qu'à faire disparaître du Liban la petite nation chrétienne, qui, forte de son innocence et de son bon droit, avait pu si longtemps, au milieu de ses montagnes, lui tenir tête en défendant avec succès ses libertés, sa religion et son autonomie. En effet, un firman de la Sublime-Porte vient, d'un coup, de détacher du Liban une de ses plus importantes provinces, celle de Djébaïl, avec ses dépendances, pour l'incorporer au gouvernement du pacha de Tripoli. »

C'était une violation de l'arrangement survenu entre la Porte et les puissances. Celles-ci avaient donc le droit et le devoir d'intervenir, pour faire respecter un pacte revêtu de leurs signatures :

« Si jamais cette nouvelle usurpation aussi exorbitante qu'essentiellement contraire à l'arrangement conclu *dernièrement entre la Porte et les représentants* des puissances médiatrices, dans l'affaire libanaise, pouvait être encore tolérée par elles, leur intervention viendrait à être entièrement frustrée, et il ne resterait plus aux chrétiens du Liban *qu'à choisir entre un effort désespéré* pour défendre le berceau sacré de leur nation, se mettant en lutte ouverte avec les autorités de la Porte dans les circonstances, les plus favorables, ou bien à émigrer de leur chère patrie qu'ils avaient su défendre en de meilleurs temps. »

Cependant les chrétiens conservaient encore un dernier espoir, écrivait l'archevêque. L'intervention des puissances chrétiennes en Syrie ne pouvait pas avoir comme conséquence un affaiblissement des Maronites chrétiens et le triomphe de l'Islam. Déjà, les Lieux Saints, en Palestine, par suite de divisions néfastes de ces puissances, étaient toujours entre les mains des Turcs.

« Ils pensent, disait le digne prélat, que si des considérations politiques n'ont pas permis à ces puissances de soustraire ces Lieux Saints de la Palestine aux mains des infidèles, il ne peut y en avoir d'admissibles pour permettre que les

Turcs se servent des conséquences de leur intervention pour enlever tout ce qui était resté dans les mains des chrétiens libanais avant cette intervention. Ces chrétiens aiment, au contraire, à espérer qu'elles ne souffriront pas une si odieuse usurpation faite au mépris d'engagements formels » (1).

C'était aux puissances de déchirer le firman annexant Djébaïl à Tripoli et de mettre sous la juridiction immédiate du chef des chrétiens du Liban tous les chrétiens qui s'étaient répandus en divers sens, dans la Montagne.

L'archevêque, à la fin, rappelait même qu'à son avis « la Montagne ne serait pacifiée, que si l'on confiait le gouvernement à un prince de la famille Chéhab ».

Tout l'arrangement du 7 décembre était remis en question ; les cinq puissances ne pouvaient pas repousser la plainte des Maronites ; la France prit l'initiative d'une protestation auprès de la Porte, contre l'annexion injuste de Djébaïl. M. de Bourqueney intervint auprès de ses collègues et des ambassadeurs des autres gouvernements à Constantinople, et leur proposa une démarche collective auprès de Sarim-Effendi. Tous y acquiescèrent avec empressement ; Sir Stratford Canning lui-même n'eut pas un instant d'hésitation.

Le ministre ottoman ne se montra pas intransigeant, et M. de Bourqueney put prévenir M. Guizot, ministre des affaires étrangères, qu'il y avait lieu d'espérer que la Porte n'hésiterait pas à donner satisfaction aux puissances (2).

M. Guizot profita de l'occasion pour exprimer de la façon la plus nette à la Porte l'avis de la France dans la question libanaise :

« Dans l'intérêt de l'ordre et de la paix au Liban, écrivait-il à M. de Bourqueney, le 24 février 1843, tous les chrétiens doivent être placés sous l'administration de l'émir maronite, quelles qu'aient été antérieurement les divisions ou subdivisions administratives de la Montagne. L'autorité turque ne doit avoir sur eux aucune action directe. »

M. Guizot entendait s'appuyer sur le protectorat de la France envers les chrétiens d'Orient pour surveiller les agissements des Turcs en Syrie et défendre efficacement l'autonomie et les privilèges des Maronites. Tirant de cette mission

(1) Testa, *op. cit.* ; t. III, p. 128.

(2) Martens, *Nouveau recueil général*, t. VIII, p. 4 et suiv.

de puissance protectrice le droit même d'intervenir dans les affaires intérieures de l'Empire ottoman, dans l'intérêt de ses protégés, il prescrivit à M. de Bourqueney de contrôler étroitement la conduite de la Porte dans toute cette question du Liban, notamment dans l'organisation des districts mixtes et dans leur répartition entre les deux caïmacamies :

« Quant à cette autre question de la cohabitation des Maronites et des Druses dans certaines localités de la Montagne, elle est plus compliquée, plus difficile. De sa solution dépend en majeure partie, peut-être, l'efficacité du système dont la note du 7 décembre a consacré l'essai. S'ils ne sont pas tels que le comportent les droits et les intérêts des populations chrétiennes, nous aurons alors à demander le rétablissement complet de l'ancien état sous le double rapport des hommes et des choses. »

La Porte allait-elle accepter cette ingérence dans les affaires intérieures, cette diminution du pouvoir souverain du Sultan ? Elle n'avait pas le droit de la repousser, pensait M. Guizot ; le Liban ne regardait plus uniquement la Porte ; il regardait aussi les puissances médiatrices et protectrices, car c'était sous leurs auspices et sur leurs instances, sous leur garantie, que la Porte avait introduit des arrangements dans l'organisation libanaise, avec leur collaboration formelle et reconnue, puisqu'elle en avait communiqué les grandes lignes dans sa note du 7 décembre. Elle avait admis ainsi ce droit de contrôle et d'intervention :

« La Porte elle-même, exposait M. Guizot, ayant annoncé qu'elle ne regardait que comme provisoire l'arrangement actuel, s'est implicitement engagée par là d'y substituer un ordre meilleur et plus stable, si l'expérience en démontrait la nécessité. Quelle serait alors la solution ? Je ne verrais rien de mieux, en pareil cas, que d'en revenir au régime antérieur. »

Et il appelait toute la sollicitude de son ambassadeur sur ce côté de la question.

L'affaire du Liban était ouverte. Elle devait durer jusqu'en 1846.

CHAPITRE II

- I. LA CRISE DE 1843 A 1844. — II. LA MISSION DE CHÉKIB-EFFENDI EN SYRIE ET LE CONFLIT AVEC LA FRANCE (1845). — III. LE RÈGLEMENT DE CHÉKIB-EFFENDI.

I

La crise de 1843 à 1844.

Le nouveau régime des deux *caïmacamies* n'était pas fait pour mettre fin à l'anarchie, mais, au contraire, pour l'augmenter encore, d'autant plus que les agents turcs continuaient leurs ruses et leurs intrigues, pour ruiner l'autonomie libanaise.

Au moins la Porte s'inspira-t-elle des intérêts de la Montagne, en conférant le gouvernement à deux hommes de réelle valeur. L'émir Haydar Bellama, qui fut nommé *caïmacam* des Maronites, sur la recommandation du patriarche, était un catholique fervent, un administrateur habile et intègre, un juge équitable et un homme qui imposait le respect par son extérieur vénérable déjà, et surtout par sa modération. Il choisit pour sa résidence le bourg de Bekfaya.

La *caïmacamie* druse échut à l'émir Ahmed, de la vieille famille seigneuriale des Arselan. Il établit sa résidence à Béited-Din. Deïr-el-Kamar, où une population en majorité chrétienne était enclavée en plein territoire druse, et où les haines « nationales » étaient particulièrement ardentes, fut soustraite à l'administration druse et placée sous un *mutesallèm* turc.

Il devint bientôt évident que le nouveau régime ne pourrait engendrer que désordres et guerres civiles. On n'avait fait que créer, avec les deux *caïmacams*, deux autorités impuissantes, à moins qu'ils consentissent à être deux instruments de désordre, de désorganisation entre les mains des pachas turcs dont ils étaient, de fait comme de nom, les lieutenants. Ils n'avaient ni prestige, ni moyens de gouvernement, ni troupes pour réprimer les troubles et contenir les éléments trop turbulents de la population. Ils assistaient impuissants

aux nombreuses querelles entre seigneurs féodaux, aux rivalités de famille à famille, et même aux luttes incessantes entre Druses et Maronites. Le sang coula dans la Montagne sans qu'ils pussent l'arrêter.

C'est que le Liban traversait alors une des crises les plus considérables de son évolution sociale. L'émir Béchir-le-Grand avait sapé le règne de la féodalité à sa base. Il avait subjugué la noblesse, et lui avait imposé l'obéissance au prince. Par ses institutions administratives et judiciaires, surtout par la réorganisation de l'administration régionale, il avait porté des coups mortels à l'autorité et au prestige des seigneurs. Après sa destitution, le mouvement anti-féodal n'avait pas disparu ; chez les *fellahs* libanais, des sentiments démocratiques avaient germé peu à peu. Ces humbles serfs ressentiaient d'autant plus vivement la bassesse de leur condition, que la puissance de la noblesse allait en diminuant. En face du seigneur atteint dans son prestige et dans son pouvoir, ils dressaient leurs réclamations de liberté ; ils réclamaient l'abolition des corvées, des redevances féodales, l'égalité de tous devant l'impôt et un régime fiscal plus équitable :

La lutte contre les Egyptiens avait encore fortifié ce mouvement d'émancipation des classes populaires. En effet, tous les Montagnards, les nobles comme les paysans, s'étaient unis contre l'étranger, sans distinction de classes. Pendant la « guerre de l'indépendance » libanaise, l'égalité sociale avait été réalisée, en fait. Tous avaient participé au même titre à la lutte pour la liberté nationale. Après avoir secoué le joug de l'étranger, les paysans ne voulaient plus retourner sous celui des seigneurs. Avec plus d'instance, ils revendiquaient pour eux également cette liberté qu'ils venaient de reconquérir pour la nation entière.

De 1840 à 1842, le mouvement démocratique n'avait pu se produire librement, car il fallait, avant tout, assurer la reconnaissance de l'autonomie de la Montagne par la Sublime-Porte. Mais après l'établissement du nouveau régime des deux *caïmacamats*, une sorte de crise révolutionnaire éclata. La situation était particulièrement compliquée dans le Sud, où la noblesse était en majorité druse, et les *fellahs* chrétiens. Sur le conflit social se greffait une lutte religieuse et nationale.

Les chrétiens des villages mixtes se groupèrent autour des

jeunes chefs de leur nation, pour résister à l'oppression de leurs seigneurs druses. Ceux-ci, de leur côté, avertis du danger, renforcèrent encore leur union nationale et se préparèrent à une lutte acharnée. Des bandes de révoltés se formèrent partout dans la Montagne, moitié révolutionnaires combattant pour la liberté populaire, moitié brigands. Elles étaient renforcées par des éléments venus du dehors, par de nombreux aventuriers des régions environnantes, également en fermentation depuis les guerres contre Méhémet-Ali.

L'état d'insécurité dans la Montagne était extrême. Les transactions commerciales y étaient arrêtées. Tous les malfaiteurs de la Syrie y trouvaient un refuge dans les vallons et les cavernes isolés de la haute chaîne ; les meurtres et les scènes de pillage y devenaient de plus en plus fréquents. Les voyageurs, les négociants européens et indigènes étaient attaqués, détroussés et souvent assassinés. Les troupes turques, et surtout la gendarmerie irrégulière se livraient à un brigandage éhonté et mettaient le malheureux pays en coupe réglée. Personne n'osait plus s'aventurer en dehors de Beyrouth, de Sayda et de quelques autres rares centres, sans une forte escorte armée. Toute la vie économique était arrêtée, et le Liban semblait voué à la ruine complète, sans que les autorités ottomanes eussent tenté d'y porter le moindre remède. Bien au contraire, elles s'appliquaient plutôt à entretenir l'anarchie qu'à pacifier, qu'à concilier les antagonismes. Elles commettaient des exactions continuelles, entravaient systématiquement l'autorité des *caïmacams* chaque fois qu'elle allait s'exercer pour le bien du pays, maintenaient dans la Montagne les troupes ottomanes régulières et irrégulières, malgré les engagements formels de la Porte de les retirer.

Bientôt, la guerre civile reprit, dans le sud, entre les Druses et les paysans chrétiens, sous les regards complaisants des autorités ; les chrétiens eurent le dessous ; quelques centaines d'entre eux furent massacrés, les champs furent dévastés et plusieurs villages et hameaux livrés aux flammes. La situation était telle que le commissaire ottoman lui-même, Assaad-Pacha, conclut, dans un rapport, à la nécessité du rappel de l'émir Chéhab ; mais il ne fut pas écouté à Constantinople.

Dans leur immense détresse, les Maronites trouvèrent un appui chaleureux et ferme auprès du Consul de France,

M. Poujade, auquel ils adressèrent leurs nombreuses plaintes. M. Poujade ne se borna pas à des démarches auprès des autorités ottomanes et à de très vives remontrances ; il avisa également son ambassadeur à Constantinople et son gouvernement de l'état épouvantable de la Montagne et de l'indigne attitude des Turcs. C'est l'honneur de M. Guizot d'avoir pris au sérieux, à une époque où la France était isolée en Europe et même bravée par l'Angleterre, le protectorat des chrétiens d'Orient, et d'avoir mis en œuvre toute son influence et toute son autorité, pour sauver les Maronites et pour sommer la Sublime-Porte à respecter leur autonomie.

Avec une réelle perspicacité et un grand courage, il signalait la mauvaise volonté et les manœuvres criminelles des Turcs, les véritables auteurs de tous ces désordres. Il s'élevait contre le système administratif néfaste, institué par la note du 7 décembre 1842 et, avec netteté, il affirmait le droit et le devoir incontestables des puissances « médiatrices » de presser la Porte à changer une situation devenue intolérable.

« Je doutais que le système qu'il s'agissait d'introduire réunît suffisamment les conditions nécessaires pour atteindre le but que les Puissances avaient en vue, à savoir la cessation de l'anarchie dans la Montagne, le rétablissement de la paix entre les Maronites et les Druses, le retour des uns et des autres à une situation aussi normale et aussi régulière que possible.

« A la vérité, la Porte ne présentait les arrangements concertés que comme une expérience à faire, comme une disposition transitoire vers l'adoption d'un meilleur régime, si l'inefficacité des nouveaux règlements était reconnue. Nous primes acte de cette déclaration, et nous attendions l'effet qui devait suivre, pour nous former une opinion définitive. »

L'application du nouveau règlement avait donc eu lieu sous le contrôle de l'Europe. L'essai en avait démontré l'insuffisance et les lacunes ; le but que s'étaient proposé les puissances n'ayant pas été atteint, il fallait prendre de nouvelles décisions. M. Guizot rappelait les nombreuses plaintes qui lui parvenaient sur les exactions du pacha, sur les entraves systématiquement apportées par lui au libre exercice de l'autorité des *caïmacams*, enfin sur l'anarchie épouvantable qui régnait dans le Liban.

« Tout cela, concluait le ministre, révèle une situation des

plus fausses et des plus déplorables et démontre la nécessité de substituer d'autres arrangements à ceux qu'on avait cru devoir essayer. »

Guizot voyait le salut dans le rappel des Chéhab à la tête de l'ancienne principauté (1).

Le 16 mai, M. de Bourqueney demande donc formellement à la Porte l'abolition des règlements du 7 décembre 1842 et la restauration politique des Chéhab. En même temps, M. Guizot chargea les ambassadeurs français à Londres, à Vienne, à Berlin et à Saint-Petersbourg de négocier avec les gouvernements auprès desquels ils étaient accrédités, afin d'amener un accord de vues et de direction, s'il était possible.

L'Autriche se mit entièrement d'accord avec la France, et les deux puissances agirent de concert à Londres auprès de lord Aberdeen, qui était alors à la tête du *Foreign-Office*, pour le convaincre de la nécessité de rétablir dans le Liban l'ancienne principauté des Chéhab.

Londres, cependant, n'adopta pas le programme austro-français. Il y était hostile, d'abord parce que les Druses, ses protégés, étaient opposés au retour des Chéhab, leurs prétendus ennemis, ensuite parce que la Porte ne voulait pas consentir au rétablissement d'une principauté unique et de privilèges qui diminuait dans une proportion dangereuse son pouvoir souverain. Comme en 1840, comme plus tard en 1860, l'Angleterre soutenait la Porte pour mieux la diriger et pour mieux l'exploiter. La conséquence fut que l'intervention austro-française n'aboutit pas au résultat désiré.

La Porte protesta de sa pleine indépendance et ne voulut accepter aucune ingérence impérative dans sa politique intérieure. Grâce à l'appui de l'Angleterre, elle réussit à écarter toute mise en demeure relative aux affaires du Liban.

Les puissances, afin de respecter la souveraineté du Sultan, eurent recours à une fiction : on décida la réunion d'une commission à Beyrouth ; les représentants de la Porte, des puissances et des Libanais eux-mêmes arrêteraient les bases de nouveaux arrangements à adopter, qui seraient ensuite

(1) « Ce qu'on ne saurait nier, c'est que le rétablissement de la famille Chéhab aurait tout d'abord l'avantage de substituer l'unité de pouvoir à un système dont la conséquence immédiate est d'affaiblir ce même pouvoir en le fractionnant. »

soumis à l'examen et à la ratification du Sultan Abdul-Mejid.

Khalil-Pacha fut envoyé en mission extraordinaire en Syrie, afin de procéder à une enquête générale et d'arrêter les projets aptes à ramener la tranquillité et la paix dans la Montagne.

Il eut de nombreuses conférences avec les consuls européens et avec les *cheiks* indigènes, maronites et druses. Un arrangement ne devait être conclu qu'après entente, d'un commun accord. Cependant, entre des adversaires aussi irréductibles, l'accord ne pouvait être que fictif ; il ne pouvait être réalisé que par des équivoques, par des généralités. Dès qu'on aborderait le détail des arrangements, il devait se rompre. Tel était, du reste, le plan du pacha ; il voulait conserver toute sa liberté d'action et ne s'entendre avec les Puissances et les Maronites que sur des principes généraux, suffisamment larges et élastiques pour lui permettre, comme il le voulait, d'interpréter ces principes généraux dans le détail et dans l'application, et de s'en servir pour ses projets secrets contre l'autonomie libanaise.

Trois questions surtout attendaient une solution rapide et juste : 1^o celle des indemnités réclamées par les Maronites pour tous les dommages subis depuis l'insurrection contre Méhémet-Ali ; 2^o celle du châtimement des Druses coupables des massacres ; 3^o celle de l'organisation de la Montagne.

Pour la première question, Khalil-Pacha, s'il ne pouvait plus, devant les protestations de l'Europe, éluder complètement le paiement des indemnités, cherchait au moins à en abaisser le chiffre autant que possible, et à limiter surtout la contribution du Trésor turc au strict minimum. La pénurie de ce trésor était proverbiale : la Porte ne parvenait pas à payer la solde à ses officiers et à ses soldats ; pourquoi consentirait-elle à prodiguer son or à des chrétiens ?

Quant au châtimement des Druses, l'Angleterre étendait sur eux sa main protectrice. Ils n'avaient fait, en somme, objectait-elle, qu'user d'un droit reconnu de tous temps dans la Montagne, du droit à l'insurrection, de la loi du plus fort. Les rixes sanglantes entre Druses et Maronites auraient toujours été fréquentes dans la Montagne.

En 1841, les Druses auraient même eu des motifs assez sérieux de s'insurger contre l'émir Béchir-Kassim ; car, de l'aveu même de l'Europe, les Chéhab avaient fait peser sur

eux un joug très lourd, très oppressif, un régime de compression et d'arbitraire. Il serait donc injuste d'organiser des représailles sanglantes contre la nation druse.

Cependant, le représentant anglais ne pouvait s'opposer à tout châtement. Les massacres de 1841, l'odieux guet-apens de Dêir-el-Kamar, la cruauté inimaginable et l'audace des égorgeurs avaient soulevé une trop vive réprobation, pour que tous les coupables sortissent indemnes de l'enquête menée par Khalil-Pacha et par les consuls. Le sang chrétien criait vengeance et la conscience universelle réclamait des victimes expiatoires. Il fallait consentir au sacrifice.

Enfin, l'organisation administrative soulevait un problème très délicat. Le rétablissement de l'ancienne principauté libanaise était définitivement écarté. Comment les districts mixtes allaient-ils être répartis entre les deux *caïmacamies*? Comment les bourgs des villages mixtes seront-ils administrés?

Les pourparlers entre Khalil-Pacha, les consuls et les *cheïks* montagnards furent longs et difficiles; ce ne fut qu'au bout de quelques semaines de négociations ou de discussions qu'on arriva à un accord bien incomplet.

M. Poujade demanda que dans chaque village mixte, il y eût, à côté du chef local ou *vékil* druse, relevant du caïmacam druse, un *vékil* chrétien nommé par les populations chrétiennes et relevant du caïmacam maronite. Il devait être chargé de la protection particulière de ses coreligionnaires et de la juridiction sur eux, sous le contrôle de son caïmacam. En somme, l'autorité du caïmacam chrétien devait s'étendre, en dehors des limites territoriales de sa province, aux populations chrétiennes de la province druse. Le caïmacam de cette dernière se trouvait par là limité dans ses pouvoirs sur une partie de ses administrés. Il n'avait plus des pouvoirs égaux à ceux de son collègue chrétien.

Cependant, la mesure demandée par M. Poujade pouvait assurer une protection légale des chrétiens dans les régions mixtes. Les *vékils* chrétiens deviendraient des avoués d'office de leurs coreligionnaires auprès des autorités druses. Au lieu de recourir invariablement à la violence pour se défendre contre une injustice, les chrétiens s'adresseraient à leur *vékil*, qui, à son tour, mettrait en mouvement l'appareil légal, et négocierait.

cierait une entente avec les autorités compétentes druses. Dans un conflit entre chrétiens, les *vékils* rendraient la justice selon la loi et les coutumes chrétiennes. Avec un peu de bonne volonté chez les intéressés, pensait M. Poujade, les conflits à main armée pouvaient être atténués, grâce à cette institution des *vékils*.

C'était peut-être une illusion. Une grande révolution sociale, comme celle de l'émancipation des paysans, qui était la cause principale de la lutte entre les Druses et les Maronites, ne peut se faire sans violences, surtout dans un pays aux mœurs guerrières, où fleurit la *vendetta* et le culte de la force. Cependant, bien des heurts auraient parfois pu être atténués par les *vékils*. L'impartialité nous oblige à constater que les représentants des puissances à Constantinople et en Syrie ne comprenaient pas alors la véritable signification et les causes profondes des mouvements qui ébranlaient la Montagne. Ils n'y voyaient qu'une lutte religieuse et nationale, alors qu'au fond, il s'agissait surtout d'une véritable révolution sociale, d'une lutte entre deux classes, entre la noblesse et les paysans. C'est cette ignorance de la situation qui poussa M. Poujade à réclamer l'institution des *vékils*, et qui l'amena quelques mois plus tard, avec M. de Bourqueney, à protester, au contraire, contre les attributions des mêmes *vékils*.

Les ministres ottomans étaient plus avisés. Ils avaient compris la véritable portée du conflit. Ils voyaient, qu'au fond, la lutte était engagée entre la noblesse féodale et les paysans, et qu'on se trouvait en face d'un mouvement d'émancipation populaire, dirigé contre les seigneurs, les maîtres du pays, et avec beaucoup de perspicacité, ils voyaient tout le parti qu'ils pouvaient tirer de cette situation. Les nobles avaient toujours été les véritables chefs de guerre des Montagnards, dans leurs luttes pour leur indépendance. Ils avaient des traditions guerrières, l'habitude du gouvernement et du commandement, alors que les *fellahs*, rivés au sol depuis des siècles, dans la servitude, n'avaient aucune expérience du gouvernement, ni du commandement militaire. En affaiblissant les seigneurs, la Porte affaiblissait l'autorité traditionnelle dans la Montagne, la base solide de sa force de résistance. Elle donnait une grande partie du pouvoir à une classe sociale inexpérimentée, turbulente et d'autant moins redoutable. Aussi, toujours dans le but de détruire l'autonomie libanaise,

entreprit-elle de soutenir les paysans contre la noblesse, et consentit-elle à l'institution des *vékils*, destinée à affaiblir la féodalité.

Cependant l'Angleterre s'opposa énergiquement à la réforme, ne voulant pas admettre l'ingérence du *caïmacam* chrétien dans la province druse, sur laquelle elle étendait une main protectrice. Sur les conseils du colonel Rose, les représentants ottomans exigèrent que les *vékils* chrétiens, dans les villages mixtes de la province druse, dépendaient du *caïmacam* druse et ne pussent, en aucune façon, avoir recours au *caïmacam* chrétien. La séparation des deux provinces devait être territoriale et complète (1). Le colonel Rose demandait même que tous les Maronites fussent transplantés d'office dans leur *caïmacamie*.

Les chrétiens n'acceptèrent pas la solution turque. A quoi pouvaient servir leurs *vékils*, s'ils ne pouvaient adresser leurs réclamations qu'aux autorités ennemies druses? Pouvait-on attendre la justice de la part de ces dernières, au milieu de la grave crise politique et sociale où se débattait la Montagne?

Mais Khalil-Pacha ne voulut pas transiger et parla même de réduire les chrétiens par la force. Assad-Pacha, opposé à l'emploi de la force, fut rappelé à Constantinople et remplacé par Mohammed-Védjihi-Pacha. Ce ne fut qu'au bout de quelques semaines de négociations et de discussions qu'on arriva à un compromis. Les Maronites, plutôt que de voir leurs *vékils* sous l'entière dépendance du *caïmacan* druse, préféreraient les voir sous celle du pacha de Sayda. La Porte accepta cette solution avec empressement : ne lui permettait-elle pas d'intervenir constamment dans la Montagne et d'y exercer un contrôle permanent et efficace? Les représentants des puissances s'y rallièrent également. Le 2 septembre, dans une réunion plénière, « où les chrétiens étaient représentés par les principaux chefs de la religion », Khalil-Pacha put enfin proclamer les bases de nouveaux arrangements.

L'indemnité due aux Maronites était fixée à treize mille cinq cents bourses ; trois mille cinq cents devaient être payées directement par les Druses, en guise d'amende ; les autres dix

(1) De Jonquièrre, *op. cit.*, p. 499 ; Testa, *op. cit.*, t. III, p. 161 et suiv.

mille devaient être acquittées par la Porte sur les revenus du *Sandjak* de Sayda. Les cheiks druses Nassif et Hammoud, qui avaient été à la tête des égorgeurs, étaient destitués de leur rang et « déchus de tout droit à l'autorité ». La famille druse des Abou-Nakad, qui possédait en fief la ville de Dêir-el-Kamar, en perdait le gouvernement, comme punition d'avoir favorisé le guet-apens et l'attaque contre l'émir Béchir-Kassim. C'était à ces trois destitutions que se bornait le châtimement des forcenés qui avaient, pendant des mois, mis la Montagne à feu et à sang. Et c'était pour arriver à cette dérision, à cette parodie de la justice, que l'Europe avait mis en mouvement, pendant deux ans, toute sa diplomatie ! L'Angleterre assumait une lourde responsabilité. Lorsqu'en 1859, les Druses complèteront le massacre général des chrétiens libanais, sous la direction et l'inspiration des pachas et des officiers turcs, ils se souviendront de l'impunité scandaleuse qu'elle leur avait assurée quinze ans auparavant, et ils compteront sur elle pour échapper encore une fois au châtimement qu'ils allaient risquer par des massacres plus féroces encore que les précédents.

Les limites territoriales des deux *caïmacamies* devaient être tracées géographiquement par l'autorité ottomane, ce qui voulait dire qu'elle pouvait faire ce tracé comme elle voulait, au mieux de ses intérêts.

Les districts mixtes seraient répartis d'après leur position géographique, entre les deux gouvernements. Dans les territoires mixtes, soumis à la juridiction druse, les chrétiens devaient nommer, dans chaque localité, un *vékil* de leur religion, pour défendre leurs intérêts auprès du chef druse de l'endroit, ou auprès du pacha, en recours d'un abus de pouvoir local.

Les *vékils* devaient recevoir de la Porte un titre d'honneur. L'administration de Dêir-el-Kamar était confiée à deux *vékils*, l'un druse et l'autre maronite, désignés chacun par leurs émirs respectifs. Pour tous ceux des chrétiens, qui, soumis à l'autorité administrative d'un chef d'une religion autre que la leur, la Porte s'engageait à faciliter cette émigration par tous les moyens en son pouvoir (1).

L'accord fut communiqué immédiatement aux puissances

(1) Martens, *Nouveau recueil général des Traités*, t. VIII, p. 83.

européennes. Pour être définitif, il devait être ratifié par la Porte. Elle gardait naturellement le droit d'y apporter les modifications qu'elle voulait, d'autant plus qu'elle avait à régler les détails de l'application. Selon ses habitudes cauteleuses, elle essaya de retirer, en détail, les rares concessions réelles qu'elle avait faites aux Maronites, sur les instances des puissances. — Dans une note remise aux ambassadeurs, le 6 octobre 1844, elle sanctionna officiellement toutes les mesures proposées par Khalil-Pacha et adoptées par la Conférence du 2 septembre, en n'y apportant que de très légères modifications.

Mais quelle ne fut pas la surprise du baron de Bourqueney de voir que le chiffre de l'indemnité « n'avait pas été fixé dans cette pièce ». « Les rusés ministres d'Abdul-Médjid, comme par hasard, avaient oublié de mentionner la somme que le Trésor toujours avare, devait payer aux Maronites :

« J'ai craint, écrivit le baron à M. Guizot, que la Porte, en nous annonçant qu'elle se chargeait du complément de la somme à prélever sur les Druses en faveur des chrétiens, n'eût fait de la générosité à peu de frais et ne méditât déjà les moyens de se soustraire au sacrifice qu'elle semblait s'être imposé. » Il en avertit immédiatement ses collègues, et tous ensemble firent une démarche collective auprès du nouveau ministre des affaires étrangères, Refaet-Pacha, « afin de lui prouver que leurs yeux étaient bien ouverts sur le règlement de l'indemnité et qu'on ne leur échapperait pas avec des promesses ».

La Porte dut reconnaître le bien fondé de leur réclamation, et réparer son « oubli ». En même temps, elle fixa définitivement à dix mille bourses la contribution complémentaire que le Trésor devait payer aux Maronites sur les revenus du *Pachalik* de Sayda.

La répartition des districts mixtes entre les deux caïmacanies fut une nouvelle occasion pour les agents turcs, de se moquer de l'Europe et de léser les intérêts les plus légitimes des chrétiens. — On plaça sous l'autorité du caïmacam druse les districts dont la population était presque entièrement composée de chrétiens, par exemple, celui de Djezzïn où soixante-cinq druses étaient noyés au milieu de plus de huit mille habitants maronites, le Tuffah où l'on comptait trois mille sept cent cinquante-cinq chrétiens et cinq druses, le

Karnak où quarante cinq Druses seulement habitaient au milieu de quatre mille trois cents Maronites.

Ainsi, plus de quinze mille chrétiens étaient enlevés à leur juridiction naturelle pour être soumis à l'autorité de leurs ennemis ! Et cela, parce que cent-quinze Druses habitaient parmi eux ! Dans l'ensemble des districts mixtes, dont la presque totalité était attribuée à la caïmacamie druse, la population appartenait pour les trois cinquièmes aux Maronites et pour les deux cinquièmes seulement aux Druses. La majorité chrétienne était sacrifiée à la minorité druse, et cette mesure paraît d'autant plus abominable et lâche, quand on pense que les chrétiens ainsi livrés à un adversaire féroce et impitoyable étaient ceux-là mêmes qui avaient été les victimes des massacres et auxquels la nation druse devait payer des indemnités !

Le principe des arrangements du 7 décembre 1843 et du 2 septembre 1844, d'après lequel les chrétiens ne devaient être administrés que par des chefs de leur religion, était odieusement violé, « Ce serait, objectait M. de Bourqueney, ranger forcément les victimes sous le joug des persécuteurs, irriter les haines par le contact de ceux qu'elles divisent, et aller directement contre le but des puissances, en perpétuant une cause active de trouble et de collision, là où l'on s'est proposé d'en écarter ou tout au moins d'en diminuer les germes. »

L'ambassadeur français protesta contre cette iniquité ; mais la Porte avait trop intérêt à maintenir l'anarchie dans le Liban pour y porter remède. Rifaat-Pacha se déclara personnellement favorable à la proposition française de rendre à la « juridiction de l'émir Haydar quelques districts mixtes à majorité chrétienne » ; mais, prétendait-il avec regret, ses collègues du gouvernement y trouvaient une « dérogation trop patente au principe général de la délimitation géographique comme base de la distribution des territoires » !

Aux sollicitations et aux instances pressantes des ambassadeurs européens, la Porte opposa la force d'inertie, espérant vaincre l'Europe par la lassitude. Au mois de février 1845, les Maronites n'avaient encore rien reçu des indemnités promises par tous les arrangements successifs, et les puissances étaient réduites à adresser au Sultan des réclamations et des

protestations incessantes, qui toutes restèrent sans résultat (1).

La question des districts mixtes n'avait toujours pas reçu une solution satisfaisante. Les paysans maronites refusaient énergiquement d'accepter des seigneurs druses dans les villages mixtes, et même ils demandaient à émigrer dans les régions septentrionales de la Montagne, à condition que la Porte leur payât immédiatement la moitié de la valeur de leurs biens-fonds et leur promît de verser l'autre moitié par acomptes (2).

Alors, la Porte s'engagea à étendre l'institution des *vékils* dans les villages mixtes. Chacune des deux nations devait avoir ses *vékils*, « à l'effet de voir ses affaires » ; ils seraient choisis dans chaque village mixte parmi leurs compatriotes et leurs coreligionnaires ; mais il était bien spécifié que le *mokatédji* ne pouvait pas être *vékil*. Comme, dans la famille seigneuriale du village, tous les membres étaient solidaires de leurs chefs, les *vékils* ne pouvaient donc pas être choisis dans la noblesse, mais en dehors d'elle. Ils étaient ainsi, par essence même, les représentants d'une autre classe sociale, les mandataires des paysans, en face du seigneur féodal, de véritables représentants et fonctionnaires communaux (3). En cas de conflit avec le seigneur, ils devaient avoir recours, en dernier lieu, au *Muschir* de Sayda.

Cette institution nouvelle des *vékils* ne donnait qu'une médiocre satisfaction aux Maronites, car les seigneurs druses étaient, malgré tout, maintenus dans les villages mixtes. Elle mécontenta surtout la noblesse des deux nations. En effet, elle brisait l'autorité seigneuriale dans les villages et les districts mixtes, qu'elle fut exercée par un *mokatédji* druse ou chrétien. Les *fellahs* chrétiens des seigneurs druses et les paysans druses des seigneurs chrétiens recevaient, dans leur lutte pour leur émancipation, des chefs légaux, qui avaient le pouvoir de contrebalancer et d'annuler même l'autorité seigneuriale. Même contre les *mokatédjis* de leur nation, les paysans devaient avoir des *vékils* élus par eux. A côté de l'au-

(1) Martens, *Nouveau recueil général des Traités*, t. VIII, p. 11.

(2) Testa, *op. cit.*, t. III, p. 164 et 167 (Notes de la Porte aux représentants des puissances, remises le 4 et le 30 janvier 1845).

(3) Testa, *op. cit.*, t. III, p. 168.

torité seigneuriale, ils constitueraient une autorité « communale » (1). En face du seigneur, se dresseraient les magistrats municipaux populaires : ils seraient deux pouvoirs rivaux. Les paysans ne seraient plus une classe sujette, serve, mais une classe ayant déjà conquis presque l'égalité civile et politique complète. La « commune », désormais, ne pourrait plus être administrée par son seigneur seul, en vertu de ses privilèges féodaux, mais, pratiquement, d'un commun accord, entre lui et les représentants élus des paysans. Au village seigneurial se substituerait la commune municipale, au moins dans les districts mixtes d'abord. Mais, inévitablement, ce nouveau régime devait s'étendre, par la suite, à toute la Montagne, car les paysans des autres districts et notamment ceux du Kesrouân ne voudraient jamais rester privés des droits dont jouissaient ceux des districts mixtes. Déjà, des mouvements populaires avaient éclaté parmi les paysans chrétiens du Kesrouân, contre les autorités établies. Quelques membres de la famille des Khazen fomentèrent des émeutes contre le *caïmacam* (2). Ils étaient évidemment poussés par des rancunes privées et voulaient simplement se venger de ce que l'émir Haydar n'était pas l'instrument de leurs volontés. Mais le fait, qu'ils se sont adressés aux paysans et qu'ils les ont soulevés par des déclamations démagogiques, est significatif. Il prouve que le courant démocratique existait également chez les paysans des districts exclusivement chrétiens. Que quelques nobles turbulents et ambitieux aient essayé de se servir, dans un but personnel, des sentiments révolutionnaires des masses et de leur volonté de s'émanciper, et qu'ils aient versé dans la démagogie, cela ne doit pas nous étonner. Des faits analogues se sont produits à toutes les époques de l'histoire, et nous n'avons qu'à rappeler ici quelques noms connus de grands seigneurs démagogues et conspirateurs, insurgés contre le pouvoir établi : les Alcibiade, les Sulpicius, les Catilina, les Barère et autres.

L'institution des *vékils* contenait en elle la ruine de la féodalité. Aussi les *mokatédjis* des deux nations élevèrent-ils des protestations contre elle. Les représentants des puissances s'en firent l'écho auprès de la Porte, même ceux de la France,

(1) Testa, *op. cit.*, t. III, p. 164.

(2) *Id.*, *ibid.*, p. 157.

poussés évidemment par la noblesse chrétienne (1). Ils ne saisissaient toujours pas la véritable cause et la grande portée sociale des conflits et des luttes qui déchiraient la Montagne, et ils n'y voyaient que des querelles religieuses et des questions d'autonomie régionale. La Porte, dans une note du 24 février 1845, affirme qu'elle ne voulait, en aucune façon, supprimer les *mokatédjis*, et promit de laisser intacts leurs privilèges (2).

En même temps, les Libanais, et, sur leurs instigations, les représentants des puissances, s'élevèrent contre le recours des *vékils* au *Muschir* de Sayda. Celui-ci, à leur appel, pouvait intervenir sans cesse dans les affaires administratives et judiciaires des deux *caïmacamies*. Il tenait notamment le sort de la noblesse entre ses mains, dans les conflits entre seigneurs et *vékils*, conflits qu'il fallait prévoir nombreux et violents, à une époque de crise révolutionnaire, de lutte entre deux classes sociales (3). Les Montagnards et surtout les seigneurs voulaient écarter cette ingérence du *Muschir*, qui était un très grand danger pour l'autonomie des deux *caïmacamies*. Les Druses principalement étaient mécontents, car la plupart des villages mixtes se trouvaient dans leur *caïmacamie* ; leur autonomie était, par conséquent, plus restreinte encore, en fait, et plus menacée que celle des Maronites.

L'Angleterre, défendant les intérêts de la noblesse druse, se trouva, cette fois-ci, d'accord avec la France.

La Sublime-Porte céda encore une fois aux objurgations unanimes des puissances.

Le 1^{er} mars 1845, elle annonça qu'elle admettait le recours des *mokatédjis* et des *vékils* aux *caïmacams* de leur nation, renonçant ainsi à l'appel direct au *Muschir* de Sayda. Les *mokatédjis* et les *vékils* chrétiens de la province druse devaient, en cas de conflit, s'adresser au *caïmacam* chrétien, et inversement (4). C'était le cadeau des *Danéens* que faisait ainsi la Porte aux Libanais. Elle avait compris qu'elle organiserait ainsi la lutte perpétuelle, ardente, entre les deux

(1) Testa, *op. cit.*, t. III, p. 168. — Note du 8 février 1845 des représentants des puissances à la Porte.

(2) Testa, *op. cit.*, t. III, p. 170.

(3) *Id.*, *ibid.*, p. 164.

(4) *Id.*, *ibid.*, p. 173.

caïmacams, et l'intervention constante de l'un dans la province de l'autre. L'anarchie ne devait-elle pas sortir de ce conflit permanent, et amener une nouvelle intervention armée de la Porte, qui permettrait enfin la destruction définitive de l'autonomie libanaise ?

Cependant, le mécontentement des Druses ne se calma nullement. Les décisions de la Porte ne leur donnèrent aucune satisfaction, car elles laissèrent subsister le pouvoir des *vékils*, néfaste à l'autorité seigneuriale. Excités peut être par les agents anglais, ils préférèrent faire appel encore une fois aux armes, plutôt que de se soumettre. Conduits par le cheik Saïd-Djamblat et par Hammoud-Naked, le chef des égorgeurs de 1841, ils s'insurgèrent aux mois d'avril et de mai 1845, et se précipitèrent sur les chrétiens.

C'était le renouvellement des scènes de carnage et de pillage de 1841 et 1842, des incendies, des massacres commis à la vue des autorités et des troupes turques : « La partialité du nouveau *Muschir* de Sayda et des troupes turques en faveur des Druses était devenue plus odieuse et plus manifeste », put constater M. Guizot, à la lecture des rapports éloquents de son consul à Beyrouth, M. Poujade (1). En présence même des soldats réguliers, les chrétiens étaient systématiquement égorgés, avec des raffinements de cruauté. En maintes circonstances, les soldats prenaient part aux massacres, pour voler et piller. Les Maronites des districts mixtes, s'ils échappaient aux Druses, devenaient les victimes des Albanais et des *bachi-bouzouks*.

Les autorités ottomanes ne prenaient même pas la peine de masquer leur complicité. M. Poujade avait beau, auprès d'elles et principalement auprès du *Muschir* Vedjihi-Pacha, multiplier les démarches, les appels pressants, les apostrophes véhémentes, de prévenir ou au moins d'arrêter les troubles, elles restèrent impassibles en face des luttes intestines les plus atroces, et eurent l'audace de feindre l'ignorance. Elles prétendirent ne pas savoir qu'aux portes de leur résidence le sang coulait à flots. Les égorgeurs ne connaissaient plus aucun frein. Plus de cent cinquante villages devinrent la proie des flammes.

M. Poujade et les autres consuls européens firent une der-

(1) Martens, *Nouveau recueil général des Traités*, t. VIII, p. 12.

nière tentative pour ramener la paix. D'accord avec le pacha, ils se rendirent, le 19 mai, auprès des chefs druses et chrétiens, pour leur offrir leur médiation ; leurs offres furent repoussées, et la lutte continua plus atroce que jamais.

Aucune crainte salutaire ne retenait les émeutiers dans leur frénésie de destruction. Les missionnaires européens, qui, par leur dévouement et leur charité inlassables, avaient forcé le respect des musulmans eux-mêmes, et qui, jamais auparavant, n'avaient été molestés, se voyaient menacés et sollicitaient l'intervention du consul de France, leur protecteur, en vertu des « capitulations ».

De nombreuses bandes druses se dirigeaient sur les deux bourgades d'Abey et de Salima, où se trouvaient deux couvents occupés par des capucins français. M. Poujade, averti, courut chez Vedjihi-Pacha, le pressa de préserver de toute attaque les deux couvents, reçut les promesses les plus formelles qu'ils seraient protégés et placés sous la sauvegarde d'une garnison turque.

Quelques jours après, Abey et Salima furent détruits, les deux couvents saccagés et brûlés complètement par les Druses, les missionnaires chassés et dispersés, en présence des garnisons ottomanes, qui se croisèrent les bras pendant que les Druses tuaient.

A Abey, un religieux français, le Père Charles de Lorette, fut écharpé par ces misérables, devant cent cinquante soldats réguliers, dont aucun ne crut devoir lever le bras pour l'arracher à ses bourreaux.

De nombreux couvents et églises maronites furent pillés et détruits, souvent même avec le concours des soldats turcs.

Un cri d'horreur échappa à l'Europe entière, au récit de ces atrocités. Dès que M. de Bourqueney en eut connaissance, il sut se montrer à la hauteur des circonstances. Avec ses collègues, les ambassadeurs de Russie, d'Autriche, de Prusse et d'Angleterre, il fit à la Porte les plus justes et les plus dures représentations, flagella la négligence voulue et la complicité des pachas et des officiers turcs, la somma de sévir et de réparer.

M. Guizot lui envoya les instructions les plus précises, pour exiger une satisfaction complète, et prendre les mesures que les événements comportaient (1). L'intervention française était

(1) Martens, *Nouveau recueil général des Traités*, t. VIII, p. 12.

d'autant plus justifiée, que le protectorat religieux avait été odieusement bafoué et était ainsi en jeu. « Il faut, écrivait-il, que l'assassinat du Père Charles soit expié par le châtimement exemplaire de ceux qui ont ordonné ce crime et de ceux qui l'ont laissé commettre sous leurs yeux, quand ils auraient pu et dû l'empêcher.....Un tel attentat affecte à un trop haut degré l'honneur et les intérêts de notre protectorat religieux, pour qu'il puisse et doive rester impuni. »

Avec sa vigueur ordinaire, le ministre français mit formellement en jeu la Porte elle-même. « J'ai signalé la responsabilité que ces événements, favorisés par la négligence ou la complicité des autorités ottomanes, faisaient peser sur la Porte. Cette responsabilité s'est aggravée, et aujourd'hui le gouvernement ottoman a des responsabilités et des devoirs sérieux à remplir envers l'Europe, non seulement en désavouant et en punissant les délégués qui l'ont si déplorablement compromis, mais en adoptant enfin des moyens efficaces pour assurer aux chrétiens la protection qui leur est due, et pour préserver désormais la tranquillité du Liban ».

Ainsi, étendant les droits et les devoirs qui ressortaient pour la France de son protectorat religieux à l'administration politique des chrétiens catholiques, et particulièrement des Maronites, M. Guizot adressa à la Sublime-Porte une mise en demeure formelle, péremptoire, d'exécuter enfin le programme arrêté avec les représentants de l'Europe :

« Une des premières mesures à prendre doit être la mise à exécution des arrangements convenus, en ce qui concerne l'administration des districts à populations mixtes, et il faut que toute trace de juridiction druse sur les chrétiens disparaisse à jamais. En un mot, la Porte doit se conduire de manière à détruire l'opinion, qui commence à s'accréditer, qu'elle a voulu détruire les chrétiens par les Druses, ou tout au moins affaiblir les deux partis l'un par l'autre, afin d'établir plus facilement son autorité directe sur la Montagne. »

C'était une affirmation énergique du droit de la France de s'ingérer dans les affaires intérieures de l'Empire ottoman, dès que l'intérêt des chrétiens, ses protégés, était en jeu. Mais, pas plus qu'en 1841 et 1842, Guizot ne voulait intervenir seul.

L'action de la France devait s'appuyer sur l'entente de l'Europe ; elle croyait pouvoir compter sur l'Autriche, la

Prusse et la Russie. Restait l'Angleterre. M. Guizot, par l'intermédiaire de son ambassadeur à Londres, le comte de Saint-Aulaire, demanda au cabinet anglais de munir sir Stratford-Canning d'instructions, pour qu'il agit auprès de la Porte « avec l'énergie et l'insistance convenables ».

C'était une invitation à soutenir l'action française, basée sur le protectorat des catholiques, que l'Angleterre avait toujours cherché à restreindre et à contrebalancer. Mais, dans la circonstance, devant l'horreur de la situation, elle ne put se dérober et repousser cette action commune, à laquelle sa rivale la conviait. Elle s'y associa avec la secrète pensée de la surveiller et d'en empêcher les effets trop favorables à l'influence française.

À l'unanimité de l'Europe, la Porte ne crut pas utile de résister ouvertement. Selon sa vieille tactique, qui lui avait si souvent réussi, elle essaya de gagner du temps. L'expérience lui avait prouvé que l'accord entre les puissances était rarement de longue durée. Solide, tant qu'il ne s'agissait que de critiques, de blâmes, il se désagrégeait chaque fois qu'il fallait faire œuvre concrète, constructive. Pour défaire l'accord, la Porte fit assaut de bonne volonté et prépara dans le plus grand secret un de ces projets grandiloquents avec lesquels elle réussissait à leurrer l'Europe, et qui restaient toujours lettre morte dans leurs parties les plus importantes.

Pendant trois semaines, le Conseil délibéra constamment sur les affaires de Syrie, sans que rien ne transpirât au dehors. Le ministre des affaires étrangères, Chékib-Effendi, qui avait remplacé Refaat-Pacha, ajournait sans cesse la communication des résultats toujours retardés, disait-il aux ambassadeurs, « pour des causes indépendantes de sa volonté ». Finalement, à bout de patience, M. de Bourqueney lui envoya son premier interprète, M. Cor, pour exiger, en termes péremptaires, une réponse à la note collective de l'Europe (1). Chékib comprit qu'il fallait s'exécuter, et, le 27 juillet, il remit à M. Cor les décisions du Sultan, précisées le lendemain dans une note adressée aux puissances (2).

Elles n'étaient guère conformes à l'attente de l'Europe. Au lieu de lui donner satisfaction et de remédier, par des mesu-

(1) Martens, *Nouveau recueil général*, t. VIII, p. 14.

(2) Testa, *op. cit.*, t. III, p. 68.

res immédiates, à l'anarchie dans la Montagne, Abdul-Méjid prescrivit une nouvelle enquête, qui s'ajouterait aux trois autres, dont les résultats avaient été à la fois piteux et épouvantables.

Prenant même l'offensive, il appelait l'attention des « puissances amies » sur « la nécessité de contenir les consuls étrangers dans les limites de leurs attributions, afin que leur intervention n'entravât pas l'action réparatrice de la Porte » (1).

Le Sultan ne se bornait pas à repousser toute tentative de s'immiscer dans les affaires intérieures de ses Etats, à interdire à la France l'exercice efficace de son protectorat. Elle tentait de rejeter sur les consuls européens une part de la responsabilité des massacres. Elle insinuait que leurs efforts constants, éclairés et louables, en faveur de la paix avaient provoqué la guerre et l'anarchie.

Les décisions relatives à la Montagne n'étaient guère plus satisfaisantes. L'odieux s'y disputait avec la fourberie ; c'était un ensemble de mesures destinées à la fois à leurrer les Maronites et les puissances, et à préparer un nouveau coup de force contre l'autonomie libanaise.

Les anciens privilèges locaux du Liban étaient maintenus ; l'administration de la Montagne devait avoir une forme particulière, différente de celle d'une province particulière de l'Empire.

Dans chaque village dont la population était composée de Druses et de Maronites, ces derniers devaient être soumis à leurs seigneurs féodaux et en outre à des *vékils* de leur religion « de manière à assurer les privilèges féodaux des premiers, en conservant intact aux chrétiens le bénéfice des ar-

(1) Voir dans Testa, t. III, p. 68, la note remise aux puissances : « Comme les diverses classes des habitants de la Montagne, trouvant un appui moral sous des formes différentes, lorsqu'elles hésitent à accepter les offres de la Sublime-Porte, y résistent et se portent à des actes qui troublent la tranquillité du pays ; comme, d'un autre côté, lorsqu'on exécute en Syrie les décisions prises ici, les consuls témoignent des doutes, prétendant discuter de nouveau, et font surgir ainsi des difficultés ; comme la décision prise cette fois ne sera changée d'aucune manière, et la mission que j'ai à exécuter en personne le témoigne assez, il est important que les consuls ne se mêlent en aucune façon à ce que je dirai, et s'abstiennent de s'ingérer dans l'affaire, et pour le fond et pour la forme. »

rangements, qui leur garantissaient, dans les districts mixtes, une juridiction chrétienne ».

La Sublime-Porte voulait, par cette disposition, donner à la fois satisfaction aux seigneurs druses et aux chrétiens ; mais, au fond, elle portait une atteinte grave à la féodalité druse, car il n'était pas possible de maintenir les *fellahs* sous l'autorité entière de leur seigneur et de diminuer en même temps les pouvoirs de ce dernier, en lui donnant un chef élu de leur religion et de leur parti. C'était une arme fournie au parti révolutionnaire de l'émancipation des paysans, d'autant plus que Chékib-Effendi laissait également aux *fellahs* druses leurs *vékils*, et aux *fellahs* maronites un seigneur de leur religion, et que les *vékils* devaient être choisis en dehors des seigneurs. Comment aussi éviter les conflits de compétence entre la justice féodale du *mokatédji* et celle du *vékil* ?

Il est vrai que Chékib-Effendi, dans sa note, annonça comment il comptait répartir les attributions entre les seigneurs et les *vékils* :

« Dans l'administration des villes mixtes, il y a trois choses : 1^o les questions de droit (*Roukanié*) ; 2^o les affaires administratives (*siascé*) ; 3^o le pouvoir exécutif (police, *zaptié*).

« Quant à la première catégorie, tout procès en contestation entre individus de la même nation sera jugé uniquement par son *vékil*. S'il appartient à une nation et sa partie adverse à une autre, le *vékil* de l'une et le *Mokatédji* de l'autre jugeront de concert le différend survenu entre eux ; il y aura recours au *caïmacam*, s'ils ne peuvent pas s'accorder. »

Le seigneur perdait donc son pouvoir de justice sur ses *fellahs*, c'est-à-dire un de ses principaux privilèges. Même les procès civils entre deux ou plusieurs de ses *fellahs* de même religion lui échappaient complètement, pour être de la seule compétence des *vékils* ; dans la plupart des autres procès, les *vékils* jugeaient avec lui, sans qu'il eût un pouvoir prééminent.

« Sur les points d'administration, c'est-à-dire les affaires générales, telles que l'exécution des ordres envoyés par le gouvernement, ou émanés du gouvernement de la province, et la perception des revenus du pays, les *vékils* seront vis-à-vis de leur nation les intermédiaires des *mokatédjis*, pour l'exécution des ordres et le maintien des dépenses. »

« Quant au pouvoir exécutif (police), comme le partage de cette matière peut en gêner l'exercice, les *vékils* ne pourront

y être associés et, suivant ce qui se pratique partout, le soin de maintenir et de réprimer sera, dans ce cas aussi, confié aux seuls *mokatédjis*. Mais lorsque le *mokatédji* arrêtera et mettra en prison une personne d'une autre nation, pour la punir, l'exécution du châtimement qu'elle aura mérité sera disposée et aura lieu de concert avec le *vékil*, et s'il y a dissensiment à cet égard, on recourra au *caïmacam*. Les *vékils* auront le droit de veiller à ce que l'homme incarcéré ne subisse aucun mauvais traitement jusqu'à ce que l'exécution de son châtimement soit arrêté (1). »

Ces mesures laissaient, dans leur obscurité et leur imprécision voulues, subsister de trop nombreuses causes de conflits. Les pouvoirs de police, les plus importants dans ces pays, appartenaient aux seuls *mokatédjis*, pour la plupart druses, dans les districts mixtes. Le *vékil* ne pouvait intervenir en faveur de ses mandants et de ses coreligionnaires que pour le jugement, et non pour l'exécution. Cependant, en fait, ou bien le seigneur devait s'entendre avec le *vékil*, dans tous les cas graves, avant de prononcer une arrestation, et faire une enquête préalable avec lui, chaque fois qu'il s'agissait de gens d'une religion autre que la sienne, ou bien il devait sans cesse, dans ce pays si profondément troublé, aller au-devant d'un conflit avec le *vékil*, et voir son autorité affaiblie, si le *vékil* l'emportait en dernier ressort.

En réalité, l'autorité des *vékils*, par la force des choses, devait s'étendre encore davantage, si réellement ils exerçaient toutes les attributions légales que la Porte allait leur donner. Du moment que leur fonction essentielle était de protéger leurs mandants contre les abus des seigneurs, les ordres de ces derniers ne pouvaient être exécutés que par leur intermédiaire, ils étaient amenés naturellement à prendre par extension le droit de discuter ces ordres avec le seigneur, et à s'opposer à leur exécution, s'ils les jugeaient illégaux, injustes et vexatoires. En fait, le seigneur devait ou partager l'administration du village avec les *vékils*, ou bien être en lutte perpétuelle avec eux.

Chékib, très habilement, profitait ainsi des conflits sociaux et religieux, pour affaiblir l'autorité des nobles, qui avaient

(1) Testa, *op. cit.*, t. III, p. 69.

été, pendant des siècles, les chefs naturels des Montagnards contre tous les oppresseurs étrangers. Il savait parfaitement que dans une période de crise aiguë, comme celle que traversait le Liban, l'accord ne pouvait guère se faire entre les pouvoirs rivaux des seigneurs et des *vékils*, l'un issu du suffrage populaire, l'autre établi sur le privilège et le droit de naissance. Les mesures annoncées par lui comme devant ordonner enfin la situation dans les districts mixtes, ne faisaient qu'accentuer la rivalité entre les deux pouvoirs qu'elles instituaient ; et comme les conflits entre les Druses et les Maronites aboutissaient infailliblement à une lutte armée, elles élevaient l'anarchie et la guerre civile à la hauteur d'une institution permanente.

Pour réorganiser promptement le pays et montrer qu'il ne restait plus un point sujet à hésitation et à contestation d'aucune sorte, le ministre des affaires étrangères devait se rendre « en mission spéciale et absolue », muni des pouvoirs les plus amples. L'action des autorités locales devait être suspendue pendant toute la durée de sa mission. On mettait à la disposition du ministre des forces coercitives que la Porte jugeait indispensables.

« Les uns, dans le Liban, disait la note, se sont crus sacrifiés ; les autres espéraient davantage. Tous ont fait des difficultés. En présence de la conduite passée des habitants de la Montagne, il est évident que tant que l'on ne leur aura pas montré l'emploi possible de la force, ils hésiteront à accepter les bontés et les faveurs qui leur sont accordées. »

Par conséquent, l'ordre fut donné à Namiék-Pacha, commandant en chef de l'armée d'Arabie, de se rendre avec des troupes suffisantes dans le Liban, d'y occuper « les positions militaires convenables, et d'y faire les mouvements que nécessiteraient les circonstances, et les indications que Sa Majesté le Sultan lui donneraient ». La Montagne, vierge jusqu'alors de toute occupation prolongée des Turcs, était mise en quelque sorte en état de siège. La Porte arrivait au but qu'elle s'était proposé : ses soldats allaient courber sous son joug les fiers Montagnards, dans l'intérêt de l'ordre et de la paix, et elle interdisait aux consuls étrangers d'intervenir dans cette « opération de police » dont, à juste titre, on pouvait redouter le caractère par trop « rude ». Même, pour bien montrer qu'elle ne tolérerait aucune ingérence étrangère, elle demanda

aux puissances, « comme disposition liée aux résolutions ci-dessus énoncées », de lui remettre, ouvertes et pour être consignées par son entremise, les « instructions formelles » qu'elles allaient donner à leurs consuls à Beyrouth. Si elles ne voulaient pas se soumettre aux conditions imposées par la Porte, celle-ci pouvait, à son tour, se considérer comme déliée de tout engagement envers elles, et agir en Syrie selon son bon plaisir. Abdul-Médjid voulait bien mettre fin à l'anarchie, conformément au désir des « puissances alliées », mais en souverain absolu, maître de ses décisions, et sans avoir à supporter le contrôle de l'étranger.

« Le vrai peut quelquefois n'être pas vraisemblable. » Les manœuvres dilatoires et le coup d'audace de la Porte avaient réussi, toujours grâce à la politique féroce et égoïste de l'Angleterre.

L'Europe ne sut relever, comme il le méritait, cet acte de bravade de Constantinople. Puisque la Porte, insinuait la diplomatie britannique, prenait enfin les mesures les plus énergiques pour mettre fin à l'anarchie, comme l'Europe le demandait, ne fallait-il pas lui donner quelques semaines de crédit ? Ne fallait-il pas juger Chékib à l'œuvre, au lieu de contrecarrer d'avance sa mission ? Ce serait non seulement justice, mais le respect de la souveraineté du Sultan et l'intégrité et l'indépendance de l'Empire ottoman exigeaient cette discrétion des puissances étrangères que la Porte invoquait dans sa note.

Les ambassadeurs annoncèrent en conséquence à Chékib-Effendi « qu'ils l'attendaient à l'œuvre, qu'ils réservaient leur jugement et leur action sur les faits » (1).

L'offensive énergique de M. Guizot et du baron de Bourqueney avait avorté. L'intervention européenne, une fois de plus, avait été éludée.

II

La mission de Chékib-Effendi en Syrie, et le conflit avec la France (1845) (2).

Chékib-Effendi débarqua à Beyrouth le 14 septembre ; le consul de France lui soumit les réclamations de son gouver-

(1) Martens, *Nouveau recueil général des Traités*, t. VIII, p. 15.

(2) Eugène Poujade *Le Liban et la Syrie*, 1845 et 1860, in-18, Paris,

nement, dans une première entrevue (1), le surlendemain, après son arrivée. Ce qui importait avant tout à la France, c'était « le règlement immédiat des satisfactions dues et promises pour la dévastation des couvents d'Abey et de Salima ». Dans l'intérêt même de son prestige en Orient, il lui fallait obtenir une réparation rapide et complète.

Mais Chékib-Effendi n'était pas venu en Syrie pour y relever le prestige de la France ou pour réparer complètement tout le mal fait par les luttes sociales et nationales, et par les troupes turques. Il voulait, avant tout, affermir et organiser sur des bases solides l'autorité directe de la Porte et de ses agents sur la Montagne.

L'intervention de M. Poujade l'importunait ; comme il ne voulait pas l'écartier ouvertement, il essaya de faire traîner en longueur cette question des couvents français « en la traitant simultanément avec les affaires générales, au lieu de la résoudre à part, comme il en avait pris l'engagement ». Les remontrances du consul français et les réclamations énergiques du baron de Bourqueney auprès de la Porte ne purent le faire changer d'attitude.

Si quelques hommes d'Etat et quelques diplomates européens avaient eu des doutes sur le véritable but de la mission de Chékib-Effendi, et s'ils avaient compté sur lui pour mettre fin à l'anarchie et pour rétablir l'autonomie, dans le Liban, avec une brutale énergie, ils durent bientôt être complètement éclairés.

Le premier soin du haut commissaire fut d'éloigner du Liban tous les témoins gênants et toutes les personnes qui pouvaient exiger la protection immédiate et efficace des consuls étrangers. Il ordonna à tous les résidents et voyageurs européens de la Montagne de se retirer jusqu'à la complète réorganisation administrative.

Il ne restait plus dans le pays que des sujets du Sultan. De quel droit les représentants de l'Europe pouvaient-ils se mêler des affaires d'une région où il n'y avait plus d'Européens ? Et si, par hasard, ils s'avisèrent de s'élever contre les agissements

1860 ; Louis de Baudicourt, *La France au Liban*, Paris, 1879 ; R. P. de Damas, *Souvenir du Mont Liban*, Paris, 1870 ; Chassignet, *Souvenir du Liban* (Discours de réception), Nancy, 1884 (Extraits des *Mémoires de l'Académie de Stanislas*, 1883).

(1) Martens, *Nouveau recueil général des Traités*, t. VIII, p. 155.

de Chékib et contre de prétendus abus des Turcs, le haut commissaire, ayant expulsé d'avance tous les témoins impartiaux européens, n'avait qu'à leur objecter que leur protestation ne reposait pas sur des témoignages incontestables, mais sur des racontars suspects, sur des plaintes des Maronites, trop intéressés dans les affaires de la Montagne, et trop adversaires des Druses et des Turcs pour être justes.

En même temps, il persistait à refuser à la France des satisfactions immédiates, en violation des capitulations.

M. Poujade eut beau protester et rendre Chékib responsable de la vie et des biens des nationaux français ; le décret d'expulsion fut exécuté immédiatement, et le haut commissaire, peu soucieux de ménager les susceptibilités de l'Europe, alla, avec une morgue insolente, jusqu'à décliner hautement toutes les responsabilités pour les personnes étrangères et à ne vouloir accepter que celle des propriétés, dont il avait demandé un inventaire (1). Il ne voulut même pas prendre de mesure pour protéger les étrangers, prétextant qu'il ne disposait pas pour cela de troupes suffisantes. Les consuls étrangers étaient réduits à l'impuissance par ce coup d'audace. Toute leur activité était absorbée par la défense des intérêts et des personnes ainsi que par celle des biens nationaux, dont les Turcs refusaient brutalement de s'occuper ; ils ne pouvaient plus s'occuper des affaires intérieures de la Montagne et s'ingérer dans l'œuvre de réorganisation et de soumission immédiate à la Porte.

Les consuls anglais, prussien, autrichien et russe, surpris par tant d'audace, presque hébétés, s'inclinèrent ; par une circulaire, ils rappelèrent leurs nationaux, peu nombreux, établis dans la Montagne.

Resté isolé, en face de Chékib, M. Poujade dut suivre leur exemple et ramener également les Français à Beyrouth.

Les autres mesures du haut commissaire furent empreintes du même esprit de brutale décision. Il avait évincé les Européens et leurs consuls du Liban. Maintenant que leurs nationaux étaient partis, quels prétextes pouvaient-ils invoquer pour s'ingérer dans les affaires intérieures de la Montagne ? Ils n'en avaient plus le droit, sans violer l'indépendance de la Turquie. Au consul de France seul restait un motif puissant d'in-

(1) Martens, *Nouveau recueil général des Traités*, t. VIII, p. 20.

tervention. Il lui fallait obtenir une réparation pour la destruction des couvents d'Abey et de Salima et pour l'assassinat d'un religieux français.

Aussi Chékib, pour donner un semblant de satisfaction, s'empessa-t-il de faire jeter en prison le chef druse Scheik-Hammoud, accusé du meurtre du père Charles, et il le mit en jugement. M. Poujade ne pouvait plus se plaindre ainsi que le haut commissaire ne tenait aucun compte de ses justes réclamations, et qu'il se refusait même à observer les capitulations. Il est vrai que Hammoud fut acquitté à l'unanimité du meurtre du religieux français, après un simulacre d'enquête, dont tous les témoignages défavorables à l'accusé avaient été préalablement écartés, et il put ainsi sortir de prison.

Chékib-Effendi le garda cependant à sa disposition. Si M. Poujade s'avisait encore de protester que le meurtre du Père Charles était resté impuni, le haut commissaire pensait se retrancher derrière une décision régulière de la justice et même ajouter que, malgré l'acquiescement prononcé, il n'avait pas laissé le meurtrier présumé complètement indemne.

De tous les côtés, les bataillons turcs et la gendarmerie régulière et irrégulière pénétrèrent dans la Montagne ; toutes les bourgades de quelque importance, toutes les fortes positions stratégiques furent occupées. La résistance était impossible. La terreur, mêlée d'une stupeur profonde, avait frappé et paralysé Druses et Maronites.

Alors commença une ère de répression qui devait provoquer des violences inouïes. Chékib-Effendi agit avec une rapidité foudroyante, imprévue, qui surprit et les Montagnards et les représentants européens et ne leur donna pas le temps de se ressaisir ni de réagir.

Les principaux chefs druses et maronites furent convoqués à Dêir-el-Kamar, pour y recevoir des ordres et entendre les dispositions que Chékib-Effendi comptait prendre pour restaurer une paix stable dans la Montagne.

Ils s'y rendirent tous. A peine furent-ils arrivés, que, brusquement, la ville fut cernée par de forts détachements de troupes ; toutes les issues furent solidement gardées et quelques compagnies occupèrent les points principaux de la ville rendue.

Les cheiks étaient pris comme dans une souricière, sans qu'il leur fut possible de tenter seulement une ombre de ré-

sistance. Avant de se rendre auprès d'eux, Chékib-Effendi fit brusquement arrêter et jeter en prison les deux caïmacams druse et maronite, l'émir Roslan, et l'émir Haydar. Puis, accourant à Dêir-el-Kamar, il admonesta brutalement les *cheiks*, leur reprocha à tous d'être des fauteurs de guerre civile, des éléments éternels de discorde, incapables de se discipliner et de gouverner dans l'ordre.

Comme sa mission était de rendre impossible à l'avenir le retour de ces crises qui ensanglantaient périodiquement le Liban, et de punir les coupables, il était obligé auparavant de s'assurer de leurs personnes.

Les fiers seigneurs de la Montagne durent céder devant la force. Devant les baïonnettes turques, ils courbèrent la tête, et se laissèrent emmener par les gendarmes. Chékib-Effendi les maintint en prison, sous bonne garde. D'un seul coup, il avait privé les Maronites et surtout les Druses de leurs chefs de guerre, de leurs seigneurs féodaux, auxquels ils étaient habitués à obéir, et il avait désorganisé d'avance la résistance à l'invasion. Complètement désarmés, sans guides, sans leurs chefs pour les appeler aux armes et les mener au combat, les Montagnards ne surent ni s'entendre, ni s'organiser contre l'ennemi. Avec son énergie habituelle, Chékib ne leur laissa pas le temps de revenir de leur stupeur et de se ressaisir ; il fit procéder immédiatement à un désarmement général.

Rapidement, ses troupes se portèrent dans tous les villages, fouillèrent les maisons, les jardins, les églises et même les couvents, s'élancèrent derrière les fuyards, les traquant comme des bêtes fauves jusqu'à l'épuisement et la capture, et s'emparèrent de toutes les armes qu'ils purent trouver.

Chékib avait donné les ordres les plus sévères d'opérer avec douceur, sans brusquerie ni violence aucune, tant que les habitants n'opposaient pas de résistance, afin d'enlever aux consuls tout prétexte de protestations. Au début des opérations, les recommandations furent suivies par les troupes. Les Montagnards, hébétés, n'opposèrent aucune résistance. Les consuls, surpris, consternés par cette vigueur foudroyante et habile, à laquelle les fonctionnaires ottomans ne les avaient pas jusqu'alors habitués, laissèrent faire. Au fond, ils ne pouvaient qu'approuver toutes ces mesures énergiques, seules capables de ramener une paix durable, du moment qu'elles

étaient exécutées sans violence et sans vexations inutiles. Cependant, leur satisfaction devait être de courte durée. Sur la foi d'un bruit généralement accrédité à Beyrouth, ils avaient cru à l'élargissement des deux *caïmacams*. Mais Chékib ne songea nullement à prendre une mesure pareille ; « l'atteinte morale à la dignité, à la considération des chefs permanents des deux races produisit sur le consul français et sur ses deux collègues une impression tellement pénible, qu'ils agitèrent aussitôt l'idée d'une protestation collective » (1).

N'était-ce pas la preuve évidente que Chékib voulait discréditer encore davantage les deux gouverneurs nationaux et les rendre impossibles à l'avenir, afin de pouvoir les remplacer, soit par ses créatures, par des personnages dévoués, soumis à la Porte, soit même par des Turcs. C'était la destruction lente, préméditée, du régime instituée par la note du 7 décembre 1842 « d'un commun accord entre la Porte et les cinq puissances ». Les représentants de ces dernières à Beyrouth avaient le droit et le devoir de s'élever contre cet attentat, contre la méconnaissance de la garantie de leurs gouvernements.

Leur émotion fut encore plus grande, lorsqu'ils apprirent la violence brutale que les troupes déployaient dans la Montagne. De nombreux fuyards affluèrent tous les jours à Beyrouth, à Sayda, dans un dénuement complet, sans argent, terrassés par la faim, presque sans vêtements, cherchant un refuge auprès des consuls devant les soudards de Chékib-Effendi. Les Druses eux-mêmes n'avaient pas été ni plus cruels ni plus pillards que ces soldats de l'ordre, ces pacificateurs qu'aucun sentiment de pitié n'arrêtait devant les pires méfaits.

Aux cris de détresse qui leur parvinrent de toute la nation maronite, les consuls ne purent rester sourds. Il leur paraissait urgent, avant tout, d'arrêter les exactions et les violences des troupes ottomanes, avant même de s'opposer aux tentatives contre l'autonomie libanaise. Ils firent, par conséquent, parvenir à Chékib leur réprobation unanime, formulée « contre les moyens d'exécution employés par les autorités ottomanes, pour appliquer les mesures prescrites par lui ». M. Poujade y joignit une protestation contre les excès qui portaient plus

(1) Martens, *Nouveau recueil général des Traités*, t. VIII, p. 23.

spécialement atteinte aux nombreux intérêts confiés à sa protection, et mit le haut commissaire en demeure de réparer le mal déjà consommé et d'arrêter celui qui se préparait.

Cependant, l'insolence de la soldatesque victorieuse à peu de frais ne connaissait plus de bornes. Les Turcs se croyaient les maîtres de la situation et refusaient avec une hauteur brutale et dédaigneuse d'écouter seulement les moindres observations des consuls. Ce furent ces excès qui sauvèrent la Montagne, en provoquant un conflit des plus graves avec la France et avec les quatre autres puissances.

Le premier drogman du consulat français, Médawar, qui lui était attaché depuis plus de quinze ans, fut arrêté et incarcéré sans aucun motif à Zouk, au nord de Beyrouth, sur l'ordre du commandant même de la garnison, Ibrahim-Pacha. C'était une violation flagrante du droit des gens et des prérogatives des consuls. M. Poujade, s'adressant à Vedjihi-Pacha et à Daoud-Pacha, réclama l'élargissement immédiat de son subordonné. Les deux pachas lui répondirent d'un ton narquois que depuis l'arrivée de Chékib, les affaires du Liban ne les regardaient plus. Alors, le consul adressa la même demande au haut commissaire directement, et envoya en même temps son *cawas* à Zouk, auprès d'Ibrahim-Pacha, pour réclamer le prisonnier. Non seulement Ibrahim refusa de relâcher le drogman, mais il poussa l'audace jusqu'à menacer le *cawas* de le faire incarcérer également.

Médawar fut maltraité par ses geôliers et par des officiers turcs, puis emmené à Djounieh, petit port de mer à quelques heures au nord de Beyrouth, où il fut jeté de nouveau en prison.

Ainsi, un agent du consul de France avait été menacé dans l'exercice même de ses fonctions, pour avoir transmis un ordre de son chef. Les Turcs ne se croyaient même plus tenus de respecter l'inviolabilité des consuls et de leurs organes. Tous les droits des consuls étrangers étaient foulés aux pieds. Ils leur devenaient impossible même d'exercer leurs fonctions, si l'attentat d'Ibrahim restait impuni.

M. Poujade ne pouvait accepter une insulte pareille, une violation aussi flagrante de tous les traités internationaux et des « capitulations », qui conféraient aux représentants de la France en Orient et dans l'Empire ottoman, des prérogatives et des devoirs particuliers. Il renouvela à Chékib-Effendi sa

demande, mais en le prévenant que si le drogman Médawar n'était pas relâché immédiatement, la frégate française la « Belle-Poule », alors en rade à Beyrouth, appareillerait pour Djounieh et enlèverait de force le prisonnier. Le haut commissaire refusa encore une fois d'obtempérer à cette injonction, Médawar ayant, selon lui, outrepassé ses droits, en prenant parti contre les Turcs ; il niait qu'il fut couvert par l'immunité consulaire et soustrait à la justice ottomane. Alors la frégate, sur l'ordre de M. Poujade, partit pour Djounieh. A son arrivée, un officier se rendit à terre pour réclamer le prisonnier. Le Pacha refusa de le rendre. Alors, le commandant fit mettre les embarcations à la mer, avec un fort détachement de fusiliers ; elles s'avancèrent jusqu'au rivage. Un officier descendit à terre et adressa au pacha une dernière sommation, avant d'avoir recours à la force. Ce ne fut qu'après cette démonstration qu'Ibrahim, par crainte d'une guerre avec la France, céda et fit remettre Médawar entre les mains de l'officier. Le 29 octobre, la « Belle Poule » était de retour à Beyrouth.

A la suite de cette démonstration, l'émotion fut considérable en Europe. Chékib-Effendi fit une protestation en bonne et due forme contre ce qu'il prétendait appeler une violation du droit des gens. Mais il ne fit que provoquer une contre-protestation de M. Poujade, appuyée, cette fois-ci, par tout le corps consulaire, car toutes les puissances étaient intéressées à ce que leurs agents fussent respectés par les autorités ottomanes.

L'affaire dépassait la portée d'un simple petit incident local. Ce furent les ambassadeurs eux-mêmes qui s'en emparèrent pour le règlement définitif.

A Constantinople, le baron de Bourqueney avait, pendant ce temps, continué ses démarches auprès de la Porte, afin d'obtenir le règlement immédiat de la question des indemnités dues pour la destruction des couvents d'Abey et de Salima. Le 2 octobre, il connut les premières mesures de Chékib-Effendi, et notamment l'expulsion des étrangers de la Montagne qu'il considérait comme l'annulation de l'article 32 de la « capitulation ».

Il adressa immédiatement une protestation écrite à la Porte et la fit transmettre par son premier interprète, M. Cor, le

3 octobre, au ministre intérimaire des affaires étrangères, Aali-Effendi (1). La note envoyée par le baron de Bourqueney demandait que l'ordre fût adressé à Chékib-Effendi « d'exécuter sans retard les satisfactions dues et promises solennellement au gouvernement du roi, pour le meurtre du Père Charles et pour la dévastation des couvents d'Abey et de Salima. Ces satisfactions étaient l'application de toute la sévérité de la loi turque à Scheik-Hammoud et à ses complices ; l'indemnisation des deux couvents, selon l'état des pertes vérifiées et constatées par les documents déjà mis sous les yeux de Chékib-Effendi ; de rapporter la mesure du rappel des négociants et religieux français de l'intérieur de la Montagne, si elle n'avait pas encore été exécutée ; si elle avait déjà reçu un commencement d'exécution, de l'interrompre, de réintégrer dans les lieux qu'ils habitaient ceux qui les auraient quittés, et de les indemniser de tous les dommages et frais qu'auraient pu coûter aux uns leur voyage, aux autres la suspension de leurs travaux ; de prendre les mesures militaires nécessaires pour que leurs établissements fussent préservés de tout danger pendant l'application du nouveau système administratif ».

A la fin de sa note, M. Bourqueney exigeait que la Porte lui annonçât « dans une pièce officielle » que « l'ordre dont la substance précédait, avait été expédié à Chékib-Effendi » (1).

C'était, en somme, malgré toutes les atténuations de forme, un ultimatum que l'ambassadeur français adressait à la Porte. Il ne se bornait pas à exiger satisfaction pour les dommages causés à ses nationaux, mais il réclamait également des mesures préventives pour l'avenir. Certes, les demandes étaient très fondées. Depuis le moyen âge, les Français avaient pu commercer librement dans le Liban, protégés par des clauses particulières inscrites dans les « capitulations ». Ils y avaient fondé des établissements commerciaux importants et même des usines. Beaucoup de Français, en outre, qui résidaient à Beyrouth, avaient des maisons de plaisance, des villas, des propriétés dans la Montagne. Tous ces gens devaient, sur la brutale injonction de Chékib, quitter brusquement leurs maisons, abandonner leur travail, leurs entrepôts,

(1) Martens, *Nouveau recueil général des Traités*, t. VIII, p. 15 et suiv.

(2) Martens, *Nouveau recueil général des Traités*, t. VIII, p. 19.

leurs usines, leurs jardins, contrairement à toutes les garanties dont, à juste raison, ils croyaient jouir ; ils devaient perdre leurs biens, le bénéfice de leur travail ; leur existence matérielle allait être ruinée, sans qu'on leur accordât la moindre compensation.

Cependant la situation de M. de Bourqueney ne laissait pas d'être très difficile. Par son insistance à réclamer le règlement immédiat des indemnités dues à la France, n'allait-il pas indisposer contre lui ses collègues, à Constantinople ?

Il jugea prudent de prévenir toute discorde entre les représentants des cinq puissances ; dans ce but, il informa ses collègues de la position particulière dans laquelle la France se trouvait placée par la mesure d'expulsion de Chékib-Effendi et leur communiqua copie de toutes les pièces échangées avec la Porte. Habilement, M. de Bourqueney s'attachait à ne pas se séparer du concert des puissances et à ne pas proclamer un droit prépondérant de la France d'intervenir en Orient, en faveur des Maronites, et de s'immiscer dans les affaires intérieures de la Turquie.

« Dans ma note officielle, écrivait-il à M. Guizot, je me suis attaché à deux choses : établir que rien n'altère le concours moral que j'ai donné à mes collègues à la mission de Chékib-Effendi, telle qu'elle nous a été définie, c'est-à-dire ayant pour but l'organisation administrative de la Montagne fondée sur le maintien des privilèges accordés aux races chrétiennes, et sur le paiement de l'indemnité due aux Maronites, mais, revendiquer mon droit d'appréciation d'une mesure d'exécution qui, sous une dénomination générale, n'atteint que nos nationaux et porte une atteinte formelle à nos traités avec le gouvernement de Sa Hauteur, poursuivre enfin la réparation d'un grief dont le redressement ne concerne que nous (1). »

M. de Bourqueney restait ainsi fidèle à l'entente des puissances pour poursuivre ensemble la réorganisation du Liban, et il ne voulait entreprendre aucune action particulière en faveur des Maronites, en vertu de son protectorat. Cette correction devait porter ses fruits. Les puissances laissèrent toute latitude à M. de Bourqueney pour défendre auprès de la Porte les intérêts de ses nationaux.

(1) Martens, *Nouveau recueil général des Traités*, t. VIII, p. 16 à 17.

Il le fit avec une grande vigueur. Le 5 octobre, au lever du jour, avant la réunion du conseil des ministres ottomans, il se présenta chez Aali-Effendi, accompagné de son premier drogman, et comme Aali essaya, avec une cordialité toute diplomatique, de l'éconduire par de chaleureuses protestations d'amitié : « Je ne peux plus, l'interrompit-il brusquement, me contenter de paroles, puisque les paroles sont restées jusqu'ici sans effet ; un engagement écrit peut seul servir de solution à la crise dans laquelle la légèreté d'un plénipotentiaire ottoman a jeté les relations de l'ambassade du roi et de la Sublime-Porte. Le temps des malentendus est passé : je vais préciser avec vous la situation et les moyens d'en sortir, ma note ne les contenant pas, parce que je pousse encore mon respect pour le gouvernement de Sa Hauteur jusqu'au souci de lui épargner, dans une pièce officielle, le caractère compulsif d'un ultimatum comminatoire. Mais, ajouta M. de Bourqueney, sur un ton qui n'admettait pas de réplique, ma détermination est prise, irrévocablement prise. »

Il menaça de se retirer aux Dardanelles et d'y attendre les instructions définitives de son gouvernement, si satisfaction ne lui était pas donnée avant la fin de la semaine (1).

Ce mâle langage fit réfléchir Abdul-Médjid et ses ministres. Ils décidèrent de donner satisfaction à la France, quand, le 5 octobre, M. de Bourqueney reçut une nouvelle dépêche de M. Poujade, relatant la comédie judiciaire qui avait abouti à l'acquittallement de Scheik-Hammoud, le meurtrier présumé du Père Charles. Immédiatement, l'ambassadeur s'empressa de réclamer le transfert de Hammoud à Constantinople, pour qu'il y fût statué sur sa responsabilité dans les troubles, sur la recherche de ses complices et sur le paiement immédiat de l'indemnité des couvents. Il voulait effacer l'impression déprimante que l'acquittallement scandaleux avait produite sur toute la population chrétienne de la Montagne. Comme Aali-Effendi était toujours fuyant et vague, M. Cor lui répondit brusquement (2) : « Le temps des discussions est passé ; l'ambassadeur ne vous rend pas complice des mesures qui le forcent à un éclat, mais les faits sont consommés en

(1) Martens, *Nouveau recueil général des Traités*, t. VIII, p. 17.

(2) Martens, *Nouveau recueil général des Traités*, t. VIII, p. 20 et suiv.

Syrie, et ils ne seront effacés que par d'autres faits. » — M. de Bourqueney résolut de ne plus s'arrêter à mi-chemin, et de ne pas reculer devant une rupture diplomatique, s'il n'obtenait pas une satisfaction immédiate et complète.

M. Cor remit à la Porte un ultimatum en bonne et due forme, réclamant :

1° La réintégration immédiate des sujets français dans leurs établissements, avec dommages et intérêts pour ceux qui ont été contraints de les quitter, par suite du refus de protection de la part de Chékib-Effendi.

2° L'appel, à Constantinople, de Scheik-Hammoud, et la recherche de ses complices.

3° Le paiement des indemnités dues pour les couvents d'Abey et de Salima.

4° La punition de l'officier qui commandait le détachement de troupes présent au sac du couvent d'Abey (1).

Le conseil des ministres délibéra longuement sur cet ultimatum. La Porte avait peur d'un conflit avec la France, à une époque où son haut commissaire dans le Liban réussissait enfin, par son heureuse audace, à détruire l'autonomie, malgré la garantie de l'Europe. Une rupture des relations diplomatiques pouvait amener la France et les autres puissances à surveiller plus étroitement et avec une méfiance plus pointilleuse tous les événements dans l'empire ottoman et plus spécialement en Syrie. L'Europe arriverait peut-être à reconnaître le véritable but des manœuvres brutales et perfides de Chékib-Effendi et à les arrêter par son intervention énergique. Pour mieux la berner, pour ne pas trop éveiller sa méfiance, il fallait ne pas rompre en visière avec elle, mais essayer, au contraire, de multiplier les manifestations de bon vouloir et paraître lui céder.

Il ne fallait pas hésiter, pour leurrer les diplomates et gagner du temps, à leur sacrifier quelques cheiks druses et plusieurs officiers subalternes. Plus fâcheuses étaient évidemment les demandes d'indemnité ; le Trésor public, qui ne payait pas les fonctionnaires impériaux, allait-il être mis à contribution, pour indemniser des *rayas* ? Et que serait-ce si les nationaux des autres puissances qui avaient été expul-

(1) Martens, *Nouveau recueil général des Traités*, t. VIII, p. 22 et suiv.

sés de la Montagne, allaient réclamer à leur tour des dommages et intérêts !

La Porte accorda donc facilement la réintégration des sujets français dans la Montagne ; elle s'engagea à protéger les individus dans l'intérieur de leurs établissements actuels. Elle promit de faire amener Scheik-Hammoud à Constantinople et de l'exiler sur un autre point du territoire, de rechercher les meurtriers du Père Charles et de les exclure de l'amnistie qui devait suivre « la solution générale des affaires du Liban », de payer l'indemnité pour les deux couvents détruits et de traduire devant un conseil de guerre à Constantinople l'officier félon qui avait commandé à Abey. Mais elle contesta le droit des nationaux français à une indemnité pour leur expulsion de la Montagne, « en raison de ce que les autres puissances, ayant approuvé la mesure de Chékib-Effendi, n'avaient pas réclamé pour leurs nationaux (1).

L'excuse était habile ; mais elle reposait sur des assertions inexactes ou incomplètes. Les consuls, à Beyrouth, en effet, n'avaient rappelé leurs nationaux que parce que Chékib avait formellement refusé d'assurer leur protection. Leur adhésion n'avait été obtenue que par une contrainte, une pression, qui ne leur laissait pas le choix ; ensuite, les nationaux autrichiens, prussiens, russes et anglais n'étaient qu'un nombre infime, tandis que les Français, non seulement étaient nombreux, mais représentaient aussi de gros intérêts. Surtout, ils y étaient protégés par les « capitulations » et y jouissaient de droits particuliers, et, en somme, d'une situation privilégiée.

M. Cor se rendit, le 17 octobre, auprès d'Aali-Effendi ; quand il reçut communication de la réponse refusant les indemnités réclamées pour le déplacement des nationaux français, il demanda immédiatement, pour son ambassadeur, une audience de départ au Sultan. Aali-Effendi était consterné.

La Porte avait si souvent berné impunément les puissances et éludé leurs exigences les plus justifiées par de bonnes paroles, bien vite oubliées, que son représentant avait cette fois-ci peine à croire qu'il n'en serait plus ainsi. « Il ne se persuaderait jamais, s'écria-t-il, que M. de Bourqueney poussât les choses à l'extrémité pour un seul point de dissidence. »

(1) Martens, *Nouveau recueil général des Traités*, t. VIII, p. 23.

M. Cor resta inflexible, et finalement, Aali-Effendi ne put obtenir qu'un sursis d'un jour (1).

Abdul-Médjid, cependant, malgré son désir d'éviter une rupture, ne put se résoudre facilement à délier les cordons de sa bourse et à consentir aux indemnités de déplacement. Pendant huit jours encore, il résista, comptant que le désaccord se mettrait entre les cinq puissances, et que l'Angleterre au moins l'appuyerait contre la France. Mais l'habile modération et la correction parfaite de M. de Bourqueney portèrent alors tous leurs fruits. Tous ses collègues lui donnaient un concours entier et dévoué. Abdul-Médjid dut s'incliner et accepter l'ultimatum de la France, sans aucune restriction.

Le 23 octobre, M. de Bourqueney put annoncer à M. Guizot qu'il avait enfin obtenu gain de cause, non sans difficulté.

« C'est une des crises diplomatiques les plus vives que j'ai rencontrées », avouait-il lui-même dans son rapport (2).

C'était un succès des plus importants. M. de Bourqueney avait obtenu, et de la Porte et des autres puissances, la reconnaissance des droits particuliers de la France en Orient, et principalement dans le Liban, en vertu de tous ces traités antérieurs avec le Sultan, de ces « capitulations », qui avaient été un des chefs-d'œuvre de la diplomatie royale, sous l'ancien régime. Il avait obtenu également, avec le paiement de toutes les indemnités exigées, la reconnaissance de ce protectorat des catholiques sur lequel s'appuyait toute sa politique orientale, et qui était la base solide de son influence considérable en Asie-Mineure et en Syrie.

La position de la France en Syrie sortait singulièrement fortifiée de ce conflit ; ses échecs de 1840 étaient en grande partie réparés. Elle reprenait son rang en Orient, à la tête des autres puissances, comme protectrice des chrétiens indigènes et des catholiques.

Le différend particulier entre la France et la Porte était réglé, à la satisfaction de tous les amis de l'humanité et de la civilisation. L'Europe allait-elle être plus faible que la France et laisser la Turquie la braver impunément et déchirer avec désinvolture la signature dont elle avait scellé le pacte de l'autonomie libanaise ? Chékib-Effendi allait-il continuer à

(1) Martens, *Nouveau recueil général des Traités*, t. VIII, p. 22.

(2) Martens, *Nouveau recueil général des Traités*, t. VIII, p. 23.

violer tous les traités, à fouler aux pieds les privilèges des chrétiens, l'inviolabilité des consuls et les droits imprescriptibles de l'humanité ?

Toutes les puissances étaient trop intéressées au respect des immunités diplomatiques, pour ne pas s'élever contre la prétention intolérable de Chékib dans l'affaire du drogman Médawar, et pour ne pas demander une réparation à la Porte. Le haut commissaire avait trop compté sur la jalousie et la méfiance qui avaient paralysé si souvent l'action de l'Europe en Orient et permis aux Sultans de garder intact leur pouvoir souverain. Les mesures prises par la Porte contre l'autonomie libanaise, l'emprisonnement surtout des deux *caïmacams* druse et maronite avaient fini par exaspérer l'Angleterre elle-même, car elles étaient dirigées aussi bien contre les Druses que contre les Maronites. Si la Porte réussissait à soumettre la Montagne à son autorité immédiate et absolue, le protectorat des Druses, au lieu d'être un appui pour l'Angleterre, devenait un danger ; car, pour l'exercer efficacement, le cabinet de Londres serait contraint de s'ingérer sans cesse dans les affaires administratives d'un *Pachalik* turc, alors qu'elle soutenait contre la Russie et contre la France l'indépendance et le pouvoir souverain du Sultan. Sa politique orientale serait alors faite de contrastes et manquerait d'une base solide.

Aussi les diplomates anglais s'opposèrent-ils de toute leur force à la destruction de l'autonomie libanaise. Le consul anglais à Beyrouth, le colonel Rose, prévint immédiatement son ambassadeur, sir Stratford Canning, dans un rapport circonstancié, de l'incident Médawar, par un courrier parti le 1^{er} novembre de Syrie (1). Sir Stratford convoqua sur-le-champ une conférence de tous les ambassadeurs à Péra, chez l'internonce. Il leur communiqua le rapport du colonel Rose, qui était une protestation énergique contre l'arrestation des émirs, contre les procédés d'exécution du désarmement, contre les actes isolés de violence et d'oppression, et demanda si leurs informations concordaient avec les siennes. Tous répondirent affirmativement. Alors sir Stratford proposa une démarche collective auprès de la Porte, pour lui demander

(1) Martens, *Nouveau recueil général des Traités*, t. VIII, p. 24 et s.

compte des faits « qui soulevaient de si fâcheuses présomptions contre l'exécution définitive des engagements contractés par elle envers les puissances pour l'organisation de la Montagne et le maintien des privilèges de ses habitants ».

L'un après l'autre, M. de Bourqueney, l'internonce, les ambassadeurs de Prusse et de Russie, appuyèrent formellement la proposition anglaise. Ils convinrent que tous allaient déposer une note conçue en termes identiques, au nom de leurs gouvernements respectifs, « ce qui produit toujours sur la Porte une impression plus complète ».

Ce memorandum des cinq puissances appelait l'attention du Sultan sur trois points :

1° Sur le paiement de l'indemnité due aux Maronites par les Druses, et qui n'avait pas encore été effectué, malgré la garantie de la Porte ;

2° Sur le désarmement, « qui, ayant principalement porté sur les populations chrétiennes, pouvait, à un moment donné, les livrer sans défense à la vengeance des Druses » ;

3° Enfin, sur la brusque destitution des *caïmacams* druse et maronite, les émirs Ahmed-Roslan et Haydar-Bellama.

Sans entrer dans l'appréciation des raisons qui avaient pu motiver cette destitution, le memorandum faisait observer à la Porte que les *caïmacams* druse et maronite, placés à la tête de l'administration du Liban conformément à un arrangement conclu entre les cinq puissances et la Porte, devaient, dans l'intérêt de la tranquillité de la province, jouir d'une considération et d'un crédit suffisants pour que leur autorité fût respectée dans la Montagne. A cet effet, ils ne devaient être livrés à la discrétion d'un simple gouverneur de province. Le memorandum demandait qu'à l'avenir les deux *caïmacams* ne pussent plus être changés par le gouverneur de Sayda, mais qu'ils relevassent directement du Sultan (1).

Ce memorandum des puissances était un acte d'une haute portée internationale. Par lui, l'Europe proclamait, pour la première fois, nettement, son droit de protéger efficacement les chrétiens de l'Empire ottoman par une intervention collective ; elle plaçait formellement les privilèges et l'autonomie d'une contrée de cet Empire sous sa garantie collective et limitait ainsi le pouvoir souverain du Sultan. C'était la pre-

(1) Martens, *Nouveau recueil général des Traités*, t. VIII, p. 28.

mière fois que le « concert des puissances » opérait ainsi en Orient. Au lieu de laisser la Russie ou une autre puissance intervenir seule en Turquie, sous le prétexte d'y protéger les chrétiens, il substituait à l'initiative et à l'action individuelles, une action collective. Au lieu de détacher de l'Empire ottoman la nation qui provoquait l'intervention pour la déclarer indépendante ou l'annexer à un Etat chrétien, il exigeait du Sultan des réformes dans la province visée, l'octroi d'une administration autonome et de certaines garanties légales et se chargeait de contrôler, de surveiller étroitement l'exécution des réformes et l'application du statut ; en Turquie, pour la première fois, des réformes intérieures recevaient la portée et la valeur d'un acte international. C'était le commencement d'une tutelle collective de l'Europe sur la Turquie. Comme la rivalité des puissances en Orient rendait impossible le partage de l'Empire ottoman et que les intérêts économiques et le réveil des chrétiens d'Orient ne permettaient pas aux puissances de les abandonner au fanatisme musulman, on imagina cette tutelle collective, cette ingérence collective dans les affaires intérieures de la Turquie, qui prolongeaient son existence matérielle et territoriale, à la grande satisfaction de l'Angleterre, mais qui enlevaient, en fait, au Sultan son pouvoir souverain, son libre arbitre, et qui érigaient en principes de gouvernement le contrôle collectif des ambassadeurs étrangers et leur collaboration effective avec les ministres de la Porte pour toutes les affaires de l'Empire.

Abdul-Médjid ne put résister à la mise en demeure du concert européen. Il essaya bien de repousser indirectement l'ultimatum contenu dans la note des cinq puissances, en adressant à la France une plainte contre la violation de son territoire à Djounieh, par les matelots de la frégate la « Belle Poule ». Le gouvernement de Louis-Philippe approuva hautement son consul à Beyrouth d'avoir organisé cette intervention armée, et les autres gouvernements n'acceptèrent pas la plainte de la Porte. Aali-Effendi s'empressa, en même temps, d'étaler sa bonne volonté ; il communiqua à M. de Bourqueney les dépêches envoyées à Chékib, pour lui recommander la douceur et la correction, renouvela « les assurances touchant le maintien des privilèges et la mise à exécution des nouveaux arrangements administratifs de la Montagne »,

poussa les manifestations amicales jusqu'à faire annoncer confidentiellement à l'ambassadeur français « que la Porte allait envoyer un commissaire dans le Liban, pour juger et punir les excès dont les troupes régulières s'étaient rendues coupables » (1). En vain, le gouvernement français et son représentant à Constantinople ne se laissèrent pas détacher du concert européen par ces promesses et ces invites à peine déguisées d'obtenir seule en Orient un rôle prépondérant comme puissance protectrice des chrétiens, par une entente particulière avec la Porte.

M. de Bourqueney avertit ses collègues des communications qu'il avait reçues « pour savoir si ces documents modifiaient les déterminations prises en conférence. Tous pensèrent avec lui qu'il fallait « les traiter comme non venus ».

« L'accord de vues et de conduite » des cinq puissances restait complet et parfait (2).

La Porte dut céder. Dans une note adressée aux cinq ambassadeurs, elle répondit point par point au mémorandum. Elle annonçait l'adjonction d'Emin-Pacha à Chékib-Effendi, en qualité de commissaire et son départ pour Beyrouth, avec l'ordre de donner satisfaction aux justes remontrances des consuls en Syrie, le remplacement du *vali* de Sayda, Védjihi-Pacha par Kiamil-Pacha. Quant à l'indemnité due aux Maronites, elle confirmait que le premier terme en avait été payé, conformément aux promesses du Sultan, et que le second le serait prochainement. Elle déclarait que le désarmement « serait complet et impartial », parce qu'il était de l'intérêt de la Porte de mettre les Druses aussi bien que les chrétiens hors d'état de résister à ses ordres et de troubler la tranquillité du Liban. La destitution du *caïmacam* druse, l'émir Ahmed-Reslan, prononcée par Védjihi-Pacha, était rapportée, le *caïmacam* était rétabli dans ses fonctions. La Porte déclarait qu'à l'avenir la destitution d'un des deux *caïmacams* ne pourrait être prononcée qu'avec la sanction du Sultan. Enfin, la note ottomane, consacrant, dans le domaine judiciaire, l'égalité des Druses, des musulmans et des chrétiens dans la

(1) On annonça le départ de Sélim-Pacha pour la Syrie, « à l'effet de juger et de punir les attentats commis » (Martens, *Nouveau recueil général des Traités*, t. VIII, p. 26).

(2) *Id.*, *ibid.*, p. 26.

Montagne, établissait que dans les procès et dans toutes les affaires criminelles le témoignage des Maronites serait admis comme celui des Druses (1).

En Syrie, Chékib-Effendi, comprenant qu'il fallait reculer sur toute la ligne, accorda aux consuls français « la complète exécution des satisfactions que la Porte avait promises à M. de Bourqueney (2). Il mit définitivement en vigueur la charte qui devait régir le Liban, jusqu'en 1861.

III

Le règlement de Chékib-Effendi.

Le règlement de Chékib-Effendi fut établi par deux actes : l'un est une convention conclue, sous la présidence de Bahri-Pacha, à Beyrouth, le 2 juin 1845, entre les Druses et les Maronites (3), l'autre une instruction adressée par Chékib aux conseils des deux *caïmacamies*, à la fin du mois d'octobre 1845 (4).

Chékib laissait subsister la division du Liban en deux *caïmacamies*, malgré toutes les réclamations des Maronites et tous les efforts de la France. Seulement, il donnait aux chrétiens certaines garanties nouvelles : il se refusait à constituer les Druses en nationalité et à leur donner l'administration exclusive d'une des deux *caïmacamies*. Les Maronites, au contraire, concentrés dans leur *caïmacamie* septentrionale, y avaient une prépondérance telle qu'ils en étaient les maîtres par la force des choses. Ensuite, Chékib, par la création d'un *Médjlis* ou conseil administratif dans chaque *caïmacamie*, associait en quelque sorte les communautés à l'administration et la dotait d'organes propres. Enfin, par une série de lois, il réglait à nouveau la justice et les impôts.

Les *caïmacams* restaient des fonctionnaires choisis par le *Muschir* de Sayda parmi les Maronites et les Druses. Les princes vassaux de la Montagne n'étaient pas rétablis. A la place de l'émir héréditaire, chef féodal des Libanais, il y avait deux « préfets » nationaux, non héréditaires, amovibles,

(1) Martens, *Nouveau recueil général des Traités*, t. VIII, p. 28 à 29.

(2) *Id.*, *ibid.*, p. 27.

(3) Testa, *op. cit.*, t. III, p. 180 et suiv. Convention conclue sous la présidence de Bahri-Pacha entre les Druses et les Maronites, en date de Beirouth le 2 juin 1845 (26 djémaziul-ewel 1261).

(4) *Id.*, *ibid.*, p. 200 et suiv.

nommés par les pachas turcs et dépendant d'eux. La noblesse féodale de la Montagne était, pour ainsi dire, décapitée, privée de ses chefs héréditaires, de son suzerain. Le Liban ne formait plus une principauté vassale du Sultan selon les principes féodaux, mais deux subdivisions administratives de l'Empire Ottoman. Les *caïmacams*, quels que fussent leurs talents, ne pouvaient jamais avoir le prestige ni l'autorité du prince ; car celui-ci, aux yeux de ces peuples profondément religieux, tenait son pouvoir de Dieu ; bien qu'il eût reçu l'investiture du Sultan, il était néanmoins placé à la tête de la Montagne par sa naissance princière et par la grâce de Dieu. Les *caïmacams*, au contraire, ne tenaient leurs fonctions que d'un décret d'un pacha turc. Ils n'étaient pas les chefs naturels des Montagnards, et pouvaient d'autant moins facilement résister au *Muschir* de Sayda.

Le *Médjlis* ou conseil était présidé et surveillé par le *caïmacam*, et, en son absence, par une personne choisie par lui « parmi les gens les plus respectables des notables du pays », c'est-à-dire par son homme de confiance :

Comment étaient désignés les membres du *Médjlis* ? « A l'égard des membres du conseil, les habitants du Mont Liban étant divisés en différentes sectes qui, toutes, doivent participer aux bienfaits de la bienveillance impériale, ces membres seront tirés des plus respectables parmi les notables de chaque secte, qui en fournira un à chaque conseil, outre les juges pris dans chacune de ces sectes, et qui, siégeant avec les membres susdits, sont chargés d'entendre et de juger, d'après leurs croyances religieuses, les différends de leurs coreligionnaires respectifs. Ainsi, comme il a été dit plus haut, chaque conseil sera composé de la manière suivante :

« Un substitut du *caïmacam*, un juge et un conseiller musulmans, un juge et un conseiller druses, un juge et un conseiller maronites, un juge et un conseiller grecs, un juge et un conseiller grecs catholiques, et enfin, pour les Métoualis, un seul conseiller, vu que le juge des musulmans leur est commun. De cette manière, les juges et les conseillers siégeant dans les deux conseils, étant choisis par l'intermédiaire des évêques et des *Okkals* de chaque secte, devront se rendre auprès de leur président naturel, leur *caïmacam* respectif, qui leur indiquera le lieu où ils devront se réunir, et là, à l'exception des jours fériés, ils se forment en conseil et délibèrent de

la manière expliquée plus bas sur toutes les affaires que le caïmacam leur soumettra » (1).

Les premiers membres des conseils étaient nommés par Chékib lui-même. Ils devaient exercer leurs fonctions « sans interruption », c'est-à-dire ils étaient nommés à vie. En cas de démission, de destitution ou de mort, les successeurs devaient être désignés, d'un commun accord, par les évêques ou les *Okkals*, le caïmacam et les membres du *Médjlis*, et installés définitivement par le *Muschir* de Sayda.

Quatre conditions étaient requises pour les candidats :

1° Être soumis à la juridiction du caïmacam du conseil auquel il était appelé à siéger ;

2° Ne s'être jamais trouvé au service des agents étrangers ;

3° N'avoir jamais prétendu à une protection étrangère pour cause d'association avec un étranger ; et enfin :

4° Ne pas faire partie des habitants dont la patrie ou le domicile est en dehors du cercle de la Montagne.

En somme, les *Médjlis* dépendaient étroitement des caïmacams, et, en dernier ressort, des autorités turques. L'influence étrangère en était sévèrement écartée, car aucun Libanais qui avait été au service d'un agent étranger, ne pouvait en faire partie, et cette clause permettait aux autorités d'écarter un grand nombre de Maronites qui avaient réclamé l'appui et la protection de la France, notamment pendant la tourmente de 1841 à 1845.

La Porte avait le moyen d'éloigner des *Médjlis* toute représentation de l'opposition. Les premiers conseillers étaient nommés par Chékib lui-même, naturellement parmi les partisans de la Turquie ; leurs successeurs étaient choisis principalement par les caïmacams, hommes de confiance de la Porte et par les conseillers en fonction, autres créatures de Constantinople. Le Gouverneur ottoman de Sayda les installait définitivement ; il pouvait écarter tout élément qu'il ne jugeait pas assez malléable.

Ces conseils ne pouvaient donc pas être considérés comme des représentations nationales des deux provinces libanaises. Ils étaient de simples rouages administratifs et judiciaires

(1) Testa, *op. cit.*, t. III, p. 200 et suiv. — Instructions du Commissaire de la Sublime-Porte (Chékib-Effendi) aux conseils des deux Kaïmacams, en date de fin octobre 1845 (fin chewal 1261).

entre les mains des autorités ottomanes. Mais le fait capital de l'institution des *Médjlis*, le voici : c'est que c'était une rupture complète avec les principes féodaux. En effet, dans l'administration des pays, Chékib substituait aux seigneurs des fonctionnaires de carrière ; aucune condition sociale n'était requise pour être nommé membre du *Médjlis*. Il n'était pas nécessaire d'appartenir à l'aristocratie pour y être délégué. Un paysan, un *fellah*, pouvait légalement en faire partie. Dans la pratique, les autorités ottomanes et les Libanais eux-mêmes devaient tendre à envoyer, dans ces conseils supérieurs de leur pays, des administrateurs instruits et éprouvés, sans regarder à leur rang dans la société. Notamment, les juges ne pouvaient être que des juristes de métier. Le règlement disait expressément que des juges « devaient être membres des *Médjlis*, pour examiner spécialement les procès criminels et civils ». Il s'agissait donc de juges de carrière ; pour bien faire ressortir cette intention de Chékib, celui-ci nomma lui-même, dans le *Médjlis*, des professionnels.

Les membres du *Médjlis* même, s'ils n'étaient pas fonctionnaires au moment de leur nomination, le devenaient immédiatement, par le fait seul de leur investiture. En effet, ils étaient choisis et nommés à vie par le *Muschir* de Sayda, sans qu'aucune condition sociale soit exigée, et selon les besoins de l'administration régulière. Ils ne devaient plus s'occuper que de leurs fonctions. Ils devenaient des fonctionnaires et, comme tels, ils recevaient un traitement, qui ne consistait pas en un fief quelconque, mais en des mensualités payées en argent. Au substitut du *caïmacam* étaient alloués six cents piastres par mois, aux membres des *Médjlis* cinq cents et aux secrétaires des *Médjlis* quatre cent-cinquante. Une organisation bureaucratique emplaçait définitivement l'organisation du pouvoir central selon les principes féodaux. Chékib-Effendi, en somme, continuait l'évolution commencée par l'émir Béchir-le-Grand et tendant à remplacer le régime féodal par une administration composée de fonctionnaires de métier.

Les conseils étaient chargés de la répartition annuelle de l'impôt, dont la perception et le recouvrement étaient confiés aux *caïmacams*, aux *Mokatédjis* et aux *vékils*. Ils jugeaient, en second lieu, les différends et les procès d'après les usages locaux et conformément à la justice et à l'équité. S'il surve-

naît une affaire grave, le *caïmacam* devait inviter tous les membres à s'assembler pour délibérer et décider la question, « avec l'attention voulue ». Les *Médjlis* avaient, en somme, des attributions financières, judiciaires, administratives. Leurs pouvoirs étaient assez vastes, surtout en matière financière. Chaque année, ils répartissaient l'impôt d'abord entre les districts, fixant la quote-part de chacun et établissant les rôles ; ensuite, pour chaque district, ils procédaient à la répartition entre les communes et à la confection des rôles communaux. Tous les rôles devaient être munis des cachets et signatures de tous les membres du conseil et du *caïmacam*.

Seulement, Chékib, avec une habileté raffinée, tout en dotant les deux *caïmacamies* libanaises d'institutions autonomes, avait su, par une série de mesures et de dispositions, entraver le fonctionnement de ces mêmes institutions, fortifier l'autorité des fonctionnaires ottomans et préparer leur intervention constante dans le Liban. D'abord, les conseillers ne pouvaient pas écouter des plaintes ni recevoir des doléances provenant directement des habitants. Il fallait que le *caïmacam* les en saisît. Ils ne pouvaient examiner une affaire quelconque que sur l'ordre du *caïmacam*, et ne pouvaient communiquer qu'avec lui sur toutes les questions. Leurs vœux et leurs récriminations ne pouvaient être adressés qu'à lui. Les conseils étaient ainsi placés sous la tutelle étroite des *caïmacams*, et comme ces derniers étaient sous le contrôle constant et efficace du Pacha de Sayda, c'était, en réalité, la Porte qui avait la haute main sur l'administration libanaise et y exerçait une action permanente et puissante.

Les travaux même du *Médjlis* étaient organisés de façon à paralyser leur action. On y votait non par têtes, mais par communauté religieuse. Chaque communauté avait une voix. Dans chacune d'elles, le conseiller et le juge devaient au préalable se mettre d'accord sur leur vote. Ils devaient *toujours s'accorder en un seul avis*. Dans les affaires administratives et financières, c'était le conseiller qui avait la prépondérance ; dans les affaires judiciaires, c'était le juge.

Chékib fortifiait aussi le principe de la séparation des pouvoirs. Alors que, dans le régime féodal, le seigneur est à la fois administrateur et juge, dans le *Médjlis*, il y avait des administrateurs chargés d'administrer et des juges chargés de rendre la justice. C'était également une rupture avec les

usages féodaux. Pour toutes les décisions du *Médjlis*, l'unanimité était nécessaire. Les cachets de chaque membre et du caïmacam devaient être apposés sur *tous* les actes, pour qu'ils fussent exécutoires. Il fallait que *tous* les membres fussent présents ; s'il y avait désaccord, et si l'un des membres refusait d'apposer son cachet et sa signature sur un acte, alors le *Muschir* de Sayda était saisi de la question et décidait en dernier ressort et en toute liberté.

Or, cette unanimité était extrêmement difficile à obtenir ; les haines et les rivalités entre les communautés étaient trop vives et trop profondes pour que l'accord put toujours s'établir dans les conseils.

Cependant, les *Médjlis* pouvaient prendre effectivement en main l'administration libanaise, à la condition de s'entendre avec la Sublime-Porte et d'en posséder la confiance. Dans ce cas, grâce à leurs attributions financières surtout, ils pouvaient, avec l'appui de *Muschir* de Sayda, réduire les caïmacams à abandonner toute initiative propre et à n'exécuter que leurs volontés. Selon la forte expression d'un historien, « le caïmacam devenait alors le premier commis du *Médjlis* » (1).

Il était évident que les autorités turques n'accordaient leur confiance à un *Médjlis* que lorsque ce dernier servait leurs intérêts et leurs projets politiques. Si donc un caïmacam se montrait peu docile envers la Sublime-Porte, elle avait la ressource de susciter et d'appuyer contre lui l'opposition de son *Médjlis* et de le réduire ainsi à l'impuissance, tout comme elle pouvait se servir d'un caïmacam docile pour rendre inefficaces les tentatives éventuelles d'un *Médjlis* contre la suprématie ottomane. Elle comptait se servir de la rivalité entre les deux pouvoirs pour les affaiblir l'un par l'autre selon les besoins de sa politique et pour mieux les dominer tous les deux.

Le *Muschir* de Sayda nommait lui-même les membres des *Médjlis*. Il lui était facile de choisir des hommes dont il pouvait faire ses instrumentés, même parmi les chrétiens, d'un commun accord avec les évêques. En effet, le mouvement démocratique d'émancipation des paysans ne faisait que se développer et que croître en force et en puissance. Le clergé maronite n'était pas étranger à ce mouvement, car il était en majorité

(1) De Jonquièrre, *op. cit.*, t. I, p. 504 et suiv.

issu des couches populaires et animé de sentiments démocratiques, par hostilité à la noblesse. Les évêques aspiraient alors à la direction politique des Montagnards, direction qui appartenait encore aux seigneurs. Ils désiraient la ruine de la féodalité, pour se substituer à elle, à la tête des populations libanaises ; et pour mieux la combattre, ils appuyaient les paysans dans la lutte pour leur émancipation.

Il était donc probable qu'ils ne proposeraient pas au choix du *Muschir*, pour être nommés membres des *Médjlis*, des seigneurs influents, les chefs de la noblesse, mais, au contraire, des adversaires de la féodalité. Les caïmacams, au contraire, appartenant à la noblesse, devaient naturellement chercher un appui auprès d'elle.

Le *Muschir* de Sayda avait ainsi la possibilité de se servir, par les *Médjlis*, des paysans et du clergé contre la noblesse, et, par les caïmacams, de contenir le flot démocratique. Il pouvait se servir des grands partis sociaux du Liban, dans l'intérêt de l'omnipotence de la Sublime-Porte. Il était donc le maître effectif de l'administration libanaise. Ses décisions étaient irrévocables. Grâce aux divisions entre les « nations » et aux luttes sociales, il pouvait intervenir continuellement dans les deux provinces et leur imposer ses volontés et celles de la Porte. Ainsi l'autonomie libanaise pouvait être annulée dans la pratique.

L'institution des *vékils* dans les villages mixtes était maintenue. Au régime purement féodal était ainsi substitué, au moins dans les districts mixtes, un régime en quelque sorte municipal, où l'autorité était partagée entre le seigneur du village et les *vékils* élus par les paysans, bien que le premier conservât momentanément les pouvoirs de police. C'était, sans conteste, un grand succès pour les paysans et une atteinte très grave aux privilèges de la noblesse, auxquels le règlement de Chékib devait porter encore bien d'autres restrictions.

L'administration judiciaire était également placée sous le contrôle efficace du Pacha de Sayda. Elle était organisée à la fois par la convention du 2 juin 1845 et par le règlement de Chékib-Effendi. Au moins y avait-il un effort sérieux de ramener l'ordre dans la Montagne, en poursuivant sévèrement les actes de brigandage et de meurtre. L'organisation judiciaire réalisée par la loi de Chékib était un mélange de prin-

cipes féodaux et de conceptions juridiques modernes. Elle essaya de réglementer la *vendetta*, si profondément entrée dans les mœurs libanaises et de l'accommoder avec une justice plus régulière.

Examinons d'abord la juridiction criminelle. Les meurtriers et les voleurs devaient être poursuivis judiciairement, d'après la loi de la justice, par les héritiers de la victime. C'était à ces derniers qu'incombait le soin de rechercher les coupables et de les appeler en justice ; mais ils n'avaient ni le droit de les juger, ni celui de les punir. Leur vengeance devait se borner à les traîner devant les tribunaux réguliers. De cette façon, Chékib semblait concilier les mœurs antiques et profondément enracinées avec les principes de l'ordre et de la bonne justice. En même temps, il comptait simplifier l'appareil judiciaire, en transférant les fonctions d'accusateur public aux familles des victimes. Le jugement contre un meurtrier devait « être exercé dans toute son étendue » par l'autorité publique ; dans le cas où le condamné était appuyé par les habitants de son village, il fallait appeler les soldats turcs réguliers et faire emploi de la force armée. Les punitions étaient prononcées selon la gravité de la faute. Les habitants qui soutenaient un homme coupable d'un crime et les complices de ce dernier étaient également punis selon la nature des délits ou crimes commis.

En cas de pillage ou de vol, les coupables et leurs complices étaient obligés à restituer immédiatement leur butin. Lorsqu'un assassin était en fuite, des soldats étaient envoyés pour le réclamer et pour obtenir des renseignements sur son refuge, auprès des habitants du village auquel il appartenait. En attendant qu'il fût saisi, on pouvait emprisonner quelques-uns de ses parents, et, à leur défaut, quelques notables du village. Les soldats pouvaient occuper le village jusqu'à l'arrestation du vrai coupable ; si ce dernier restait introuvable, son rachat devait être payé par une valeur triple de celle ordinairement fixée, et le montant de la somme prélevé sur ses biens. S'il ne possède pas de biens, le village doit payer pour lui. En cas où le meurtrier ne fût pas connu, des soldats étaient envoyés dans le village sur le terrain duquel s'était commis l'attentat, et si les habitants ne le désignaient pas, ils étaient obligés de payer intégralement le rachat du meurtrier aux parents de la victime. Les mêmes habitants ne de-

vaient être élargis que lorsqu'ils auraient payé. Ceux qui dépouillaient ou qui blessaient quelqu'un devaient être punis selon la gravité de leur délit. S'ils étaient en fuite, les autorités devaient les faire rechercher par leurs parents ou par les habitants de leur village. Il va sans dire qu'elles pouvaient user de contrainte contre ces derniers.

L'organisation judiciaire tendait ainsi également à fortifier la vie municipale et à affaiblir la féodalité. Elle reposait, en somme, sur le régime municipal. C'était le village qui était responsable des crimes commis sur son territoire ou par un de ses habitants.

La responsabilité pesait sur tous également, d'après la loi, sur les paysans comme sur les nobles. C'était au village que les autorités s'adressaient pour obtenir la réparation du crime ou du délit et la punition du coupable. Qui donc devait, tout naturellement, représenter le village, la *commune*, et défendre les intérêts de ses paysans, sinon son seigneur et surtout ses *vékils* élus ? L'importance de ces derniers était accrue ainsi par l'organisation judiciaire.

En somme, la justice criminelle échappait aux seigneurs ; elle reposait sur les communes et sur les juges professionnels.

Les pouvoirs de police laissés aux seigneurs étaient ainsi singulièrement amoindris. La procédure, au criminel et au civil, était fixée comme suit : toute plainte, toute demande en procès devait être adressée au *caïmacam*, qui examinait l'affaire, et, le cas échéant, la déférait au *Médjlis*. Celui-ci ne pouvait recevoir aucune plainte qui ne lui eut pas été remise par le *caïmacam*.

Le règlement de Chékib s'efforçait à donner aux gens des différentes communautés leurs juges naturels. Si les deux parties en présence appartenaient à la même religion, elles n'étaient jugées que par le juge de leur communauté. Mais tous les autres membres du *Médjlis* étaient tenus d'assister aux débats, afin de « s'assurer de l'observation des lois et de la régularité du procès ». Il était donc impossible aux représentants d'une communauté de favoriser leurs coreligionnaires. Si les parties en présence appartenaient à des religions différentes, leur procès était jugé par les membres du *Médjlis* appartenant à leurs communautés, en présence de tous les autres membres.

La sentence devait être rendue à l'unanimité. Au cas où les juges ne se mettraient pas d'accord, le *caïmacam* ou son substitut intervenait pour les concilier ; s'il échouait, un arbitre était désigné dans le sein du conseil et institué par le *caïmacam*. Si les parties ne pouvaient se mettre d'accord sur le nom d'un arbitre, celui-ci était nommé d'office par le *caïmacam*. Dans le cas où l'une des parties se sentait lésée par l'arrêt prononcé contre elle et par son juge, elle pouvait adresser une plainte à ce sujet au *caïmacam* ; celui-ci, si la plainte était fondée, était tenu de faire reviser le procès en sa présence par les mêmes juges, auxquels il pouvait adjoindre un, deux ou trois autres membres du conseil, suivant l'importance de l'affaire.

Pour le cas d'un procès entre des habitants des deux *caïmacamies*, le demandeur devait adresser une plainte à son *caïmacam* ; celui-ci, conjointement avec le juge coreligionnaire du demandeur, examinait la plainte, l'apostillait et en saisisait l'autre *caïmacam*.

Le procès était jugé dans le *Médjlis* du défendeur. Le procès-verbal de l'affaire était sanctionné et envoyé au premier *caïmacam*. Si le demandeur n'était pas satisfait de la sentence, il pouvait s'en plaindre à son *caïmacam*, qui, alors, avait le droit de réviser le procès dans son propre conseil. Si la première sentence était purement et simplement confirmée, elle devenait exécutoire immédiatement. Dans le cas contraire, le dossier de l'affaire était envoyé au *Muschir* de Sayda ; s'il était nécessaire, les juges qui avaient examiné le procès se rendaient même en personne auprès du *Muschir*, qui rendait un arrêt définitif et sans appel.

En somme, dans tout procès, les parties en présence pouvaient produire régulièrement tous leurs moyens de défense.

Les *caïmacams* ne pouvaient prononcer des arrêts arbitraires. Tout arrêt devait porter les cachets de tous les juges et celui du *caïmacam* de la province. L'exécution en incombait au *caïmacam*. Comme l'unanimité était difficilement réalisable en matière judiciaire, de même que, dans l'ordre administratif, le gouverneur de Sayda était également le maître de la justice dans le Liban, puisqu'il décidait en dernier ressort. Les affaires civiles étaient donc enlevées à la justice seigneuriale et remises à celle du *Médjlis*, c'est-à-dire à des juges professionnels, entièrement indépendants de la féodalité.

Surtout les lois de Chékib-Effendi consacraient implicitement le grand principe de l'égalité de tous devant la justice. Elles abolissaient les privilèges judiciaires de la noblesse, en ne lui accordant aucune justice spéciale. Le *Mokatédji*, comme le *fellah*, dépendaient désormais des mêmes juges et étaient jugés selon les mêmes règles et la même procédure. La procédure civile était aussi la même pour tous. Le *Mokatédji*, les *scheïks* n'étaient plus jugés par leurs pairs, comme sous un régime strictement féodal, ni au criminel, ni au civil ; lorsqu'il s'agissait de leur fief ou d'un litige quelconque, ils devaient comparaître devant le *Médjlis* où siégeaient des juges professionnels qui n'appartenaient pas nécessairement à la noblesse.

L'organisation financière également devait saper à sa base le régime féodal ; le règlement de Chékib-Effendi laissait subsister deux taxes : l'une foncière, et calculée sur le revenu des terres, l'autre personnelle, et répartie à l'amiable entre les habitants de chaque village, proportionnellement à leurs moyens.

L'impôt foncier devait être prélevé dans des proportions correspondantes à la valeur des propriétés et payé également par les possesseurs des fiefs, les seigneurs féodaux, comme par les paysans. L'égalité devant les charges fiscales ainsi réalisée était un nouveau coup sérieux porté au régime féodal. La répartition de l'impôt entre les communes était faite par le *Médjlis*, tous les ans. Tous les arrêts en matière d'impôts devaient être revêtus des signatures de tous les membres du *Médjlis* et du *Caïmacam*. S'il y avait un désaccord quelconque, le *Muschir* de Sayda intervenait et statuait d'une façon définitive. La réglementation de la perception, l'interdiction des vexations offrait également aux autorités turques de nombreuses occasions de surveiller étroitement les deux *caïmacamies* et d'intervenir dans leur administration.

La perception de l'impôt dans les communes était laissée aux *Mokatédjis*, aux seigneurs dans les villages mixtes ; les *vékils* devaient y prendre part. Chékib connaissait les habitudes des seigneurs et des notables de s'accorder à eux-mêmes des exemptions et des dégrèvements, et de taxer d'autant plus les paysans, en leur laissant la perception de l'impôt, tout en les forçant à le payer eux-mêmes ; il savait qu'ils commettraient des injustices nombreuses au détriment des paysans,

et que le fossé se creuserait encore davantage entre les deux classes de la société : l'aristocratie et le peuple.

Il ne se contentait pas d'organiser les unes contre les autres les différentes communautés libanaises ; il jetait un brandon de discorde dans le sein de chacune d'elles. Il rendait plus aigu le conflit entre les classes sociales, entre les paysans et la noblesse.

La perception de l'impôt était la cause de toutes les discordes et de tous les conflits, depuis 1832, qui devaient exciter et armer l'une contre l'autre les deux classes sociales. Les abus, les vexations devaient s'y produire en grand nombre, par la force même des choses, et donner lieu à des plaintes continuelles.

Chékib même cherchait à provoquer les plaintes des paysans contre les abus des seigneurs, en exigeant comme règles principales de la fiscalité : 1° Que la répartition ne donnât lieu à aucune plainte ou réclamation fondée, de la part des imposés ; 2° Que tout en étant prélevées à temps, ces perceptions ne fussent pas un motif de vexation, de dommage, de dépenses inutiles pour le contribuable.

Mais si les paysans d'un village avaient à se plaindre, à qui devaient-ils s'adresser ? Dans les districts mixtes, ils avaient leurs *vékils* élus ; c'était à ces derniers, tout naturellement, qu'ils avaient recours contre les injustices des seigneurs. Celui-ci, en fait, ne pouvait guère procéder à la répartition et à la perception de l'impôt que par une entente avec les *vékils*, à moins de provoquer un conflit, auquel cas le *Muschir* de Sayda devait intervenir. Le seigneur avait donc le choix entre l'entente avec les *vékils* ou celui de l'ingérence du *Muschir* ottoman, attentatoire à l'autonomie libanaise.

Dans l'organisation financière également, l'administration tendait à passer des mains des seigneurs dans celles des magistrats et fonctionnaires des *Médjlis*, et, dans les districts mixtes, également à celles des *vékils* municipaux.

Quant aux autres districts, où la population était homogène, plutôt que d'avoir recours aux autorités ottomanes contre les exactions et les injustices de leurs *Mokatédjis*, il était naturel que leurs paysans réclamassent pour eux aussi le bénéfice de l'institution des *vékils* municipaux élus, ou alors qu'ils se soulevassent contre leurs seigneurs.

Le règlement de Chékib-Effendi ne donnait pas satisfaction

aux légitimes aspirations des Maronites et de toutes les classes sociales de la Montagne. Au lieu de réaliser l'union libanaise, il la rendait impossible par la division en deux *caïmacamies*, organismes trop fragiles pour résister aux Pachas turcs. Les garanties accordées aux chrétiens des différentes communautés étaient trop faibles pour les protéger efficacement contre le pouvoir central et contre le fanatisme druse et musulman. Les *Médjlis* n'étaient pas une représentation sérieuse des nationalités. Surtout, ils manquaient complètement de moyens d'action. La Porte comptait sur la représentation par communauté pour désorganiser complètement les populations libanaises en étendant les rivalités de rite et de religion à tous les détails de la vie civile et politique. Toute l'activité des *Médjlis* était paralysée d'avance par la loi qui exigeait l'unanimité de *tous* leurs membres pour *toutes* les décisions.

Chékib-Effendi avait multiplié les prétextes d'intervention pour la Porte et ses représentants. Les lois judiciaires surtout permettaient aux Pachas d'envoyer constamment des troupes dans la Montagne.

Plus que jamais, le Sultan était maître du Liban, si les Maronites, appuyés par la France, ne parvenaient pas à détruire la charte de Chékib-Effendi.

La grande innovation apportée par Chékib dans l'organisation libanaise fut la ruine du régime féodal. Chékib était le véritable continuateur de l'émir Béchir-le-Grand. Son règlement ruinait et ébranlait complètement la féodalité, dans l'intérêt de la Porte ; car la féodalité avait fourni aux Montagnards les cadres permanents, solides et éprouvés dans leur lutte pour l'indépendance et l'autonomie. Mais, en même temps, il tenait compte de l'évolution sociale des Libanais ; il était, dans une certaine mesure, la résultante du mouvement d'émancipation des paysans. Il proclamait l'égalité de tous devant l'impôt et la justice, et l'accession de tous, sans condition de naissance, aux fonctions administratives et aux *Médjlis*. Il enlevait à la noblesse l'administration centrale, qui appartenait au caïmacam, fonctionnaire nommé par la Porte, et l'administration régionale. Il établissait une administration centrale, qui ne reposait en rien sur des principes féodaux, mais qui, au contraire, rompait complètement avec la tradition féodale ; elle était composée de fonctionnaires payés,

choisis sans le concours de la noblesse. La justice échappait complètement aux émirs et aux *Mokatédjis*.

Surtout le règlement de Chékib-Effendi détruisait entièrement dans les villages mixtes l'autorité absolue des seigneurs. Dans ces régions à population hétérogène, le village était remplacé, en fait, par la *commune* ; l'administration devait y fonctionner régulièrement et pacifiquement.

Tandis qu'auparavant, le village ne dépendait que du seigneur, le règlement instituait définitivement des représentants municipaux, choisis en dehors de la noblesse, et qui devaient administrer la *commune* de concert avec le seigneur. Il est peut-être exagéré de dire, avec M. de la Jonquière, que Chékib-Effendi a remplacé, dans la Montagne, le régime féodal par le régime municipal (1), car, malgré tout, les seigneurs conservaient certains privilèges ; mais on ne saurait assez insister sur leur affaiblissement.

Cependant, Chékib n'abolissait pas tous les privilèges de la noblesse ; dans les régions à population chrétienne ou druse homogène, il lui laissait toute l'administration locale. Il privait les habitants des régions à population homogène des droits qu'il accordait à ceux des régions mixtes, de participer à l'administration locale par des *vékils* élus. Il ne donnait au peuple aucun moyen efficace d'agir sur l'administration régionale et centrale. Surtout, il n'abolissait pas les corvées ni les prestations que les fellahs devaient à leurs seigneurs. Il n'abolissait pas radicalement le servage. Il laissait subsister partiellement la féodalité ; après l'avoir frappée à mort, il prolongeait son agonie, rendant inévitables de nouveaux conflits entre le peuple et la noblesse ; car il fallait prévoir que les paysans du Kesrouân d'abord allaient réclamer pour eux aussi les droits dont jouissaient ceux des villages mixtes, et que tous les paysans, encouragés par l'affaiblissement de la noblesse, réclameraient avec une ardeur accrue l'abolition des derniers privilèges et l'égalité complète de tous devant la loi.

Comme la noblesse druse et chrétienne n'entendait pas décroître sans résister, il fallait prévoir de nouvelles luttes sociales. Les deux grandes classes restaient en présence, l'une enorgueillie par ses succès partiels, consacrés par le règlement de Chékib, l'autre, fière de son glorieux passé, puisant

(1) De Jonquière, *op. cit.*, t. I, p. 505.

dans ses traditions de lutte et de commandement une grande force de résistance contre le mouvement des paysans. Par la force des choses, elles devaient se heurter bientôt en une lutte implacable.

Enfin, le règlement de Chékib-Effendi consacrait et fortifiait l'usurpation ottomane. Il livrait la Montagne aux Turcs et exposait les Libanais à l'arbitraire des Pachas. Aussi la France et la nation maronite résistaient-elles énergiquement à son adoption définitive. Mais les autres puissances voulaient mettre enfin un terme aux « affaires du Liban », et le règlement de Chékib leur semblait une solution heureuse, d'autant plus qu'il paraissait consacrer le principe de l'autonomie des communautés chrétiennes de la Montagne et accorder même à ces dernières de sérieuses garanties. L'Angleterre triomphait, parce que la suprématie des Maronites, et par conséquent de la France, était écartée, et que la province méridionale conservait son *caïmacam* druse. L'Autriche et la Prusse n'étaient pas directement intéressées dans la question. Finalement, la France dut céder. Elle fit les réserves les plus formelles sur le fond même du règlement, affirma avec force son programme d'une province libanaise unique, sous un prince chrétien de la famille des Chéhab, et de la nécessité de la prépondérance des Maronites, et déclara ne considérer la charte de Chékib que comme un arrangement provisoire.

Au point de vue international, le droit de contrôle collectif des puissances, dont les représentants avaient, par leur consentement formel, sanctionné les lois de Chékib, semblait désormais acquis. Le Liban était, en effet, placé en fait sous la tutelle de l'Europe ; celle-ci avait garanti les libertés de la Montagne, et s'était ménagée ainsi le droit d'intervenir en Syrie, c'est-à-dire dans une province ottomane. Le Sultan n'y était plus le maître absolu, discrétionnaire. L'Europe lui avait imposé son contrôle. C'était un premier précédent. Des communautés chrétiennes avaient reçu une constitution particulière, dans l'Empire ottoman, sous la garantie collective de l'Europe, et avec sa collaboration active. C'était la première grande manifestation dans l'Empire de ce que sera plus tard le « Concert Européen ». Désormais, les chrétiens sujets de la Porte pourraient en droit réclamer le bénéfice de l'intervention européenne contre la Sublime-Porte, tout en restant les sujets de S. M. le Sultan.

Le règlement de Chékib-Effendi fut mis en vigueur immédiatement, avec le consentement des puissances. Il s'agissait de faire un essai loyal. Dans la Montagne, la lassitude était générale ; toutes les communautés désiraient ardemment le retour de la paix. La misère guettait les paysans qui, depuis dix ans, n'avaient pas pu cultiver leurs champs en sécurité. La nation maronite, bien que la loi de Chékib lésât ses intérêts les plus sacrés, avait, pour le moment, un immense besoin de repos. Elle était trop éprouvée pour reprendre immédiatement la lutte, et elle s'inclina, par conséquent, devant la dure nécessité, mais en proclamant hautement la foi dans ses destinées et la confiance dans l'avenir.

Le pacte de 1846 ne pouvait pas être une paix définitive. Il n'était qu'une trêve. La lutte pour l'indépendance de la Montagne allait reprendre, en même temps que continuait le mouvement d'émancipation des paysans « des *fellahs* ».

CHAPITRE III

I. LA TURQUIE DE 1852 A 1860. — II. LE HATTI-HAMAYOUN DU 18 FÉVRIER 1856 ET LE TRAITÉ DE PARIS. — III. LE LIBAN DE 1845 A 1860 ET LA RÉVOLUTION DÉMOCRATIQUE.

I

La Turquie de 1852 à 1860.

Malgré l'échec d'une réforme radicale, la Turquie, de 1841 à 1852, traversa une période de prospérité et de paix relatives. La torture et la confiscation arbitraire furent abolies (1). Les gouvernements occidentaux conçurent l'espoir que l'Empire ottoman se transformerait en un Etat moderne, dirigé selon les principes de la civilisation occidentale. Le problème soulevé par la situation des nations chrétiennes sujettes de la Sublime-Porte aurait disparu du coup, car ces nations seraient sorties de leur condition misérable qui les privait de tout droit et de toute sécurité. Cependant la Russie ne pouvait se résoudre au maintien de l'Empire en Europe ; elle en voulait la destruction et le partage des dépouilles, dont elle se réservait la meilleure part avec Constantinople.

Le tsar Nicolas I^{er} se crut prédestiné par la Providence pour hâter la destruction de l'Empire ottoman et pour s'emparer de Constantinople ; il ne chercha qu'une occasion propice pour reprendre l'offensive contre le Sultan. Cette occasion se présenta en 1850.

Une querelle éclata alors entre les religieux catholiques, protégés par la France, et les religieux grecs orthodoxes, protégés par la Russie ; ils se disputaient la possession des clefs des Lieux-Saints de la Palestine, du Saint-Sépulcre et de Béthléem. Le tsar réclama de la Porte un firman qui don-

(1) Voir Engelhardt, *La Turquie et le Tanzimât*, *Histoire des réformes depuis 1826*, t. I et II. — De la Gorce, *Histoire du second Empire*, t. I.

nerait les clefs aux orthodoxes, menaça d'envahir la Moldavie, et, finalement, augmentant encore ses prétentions premières, exigea la conclusion d'un traité qui placerait toutes les églises orthodoxes de l'Empire ottoman sous sa protection et lui accorderait ainsi un droit d'intervention permanente dans les affaires intérieures de cet Empire. En même temps, il proposait à l'Angleterre de s'entendre en vue du morcellement et du partage de ce vaste empire, qui porta naguère la terreur et l'épouvante jusqu'aux portes de Vienne.

La France réclama, à son tour, pour les catholiques, les clefs des Lieux-Saints et menaça le Sultan d'une intervention armée.

De ce conflit est sortie la guerre de Crimée. L'Angleterre ne voulait pas consentir au démembrement de l'Empire ottoman. Au contraire, plus que jamais, elle faisait du maintien de son intégrité le principe directeur et intangible de sa politique orientale ; car, sous prétexte de protéger, elle entendait bien diriger la Porte dans un sens favorable à ses intérêts politiques et économiques ; sous le couvert du Sultan, elle espérait dominer dans l'Orient musulman et tenir en échec à la fois la France et la Russie.

Le Cabinet de Londres eut l'habileté d'amener la France dans une alliance avec le Sultan et une entente avec l'Autriche, pour la défense de l'Empire ottoman contre toutes les prétentions russes.

Plus tard, la Sardaigne fut admise dans l'alliance.

La guerre de Crimée avait pour but de repousser par la force l'intervention armée du tsar en Turquie. Nicolas I^{er} fut vaincu. Le protectorat de tous les chrétiens orthodoxes de l'Empire ottoman fut refusé à la Russie par l'Europe occidentale, par la France, l'Angleterre, l'Autriche et la Sardaigne. Mais ces puissances essentiellement chrétiennes ne pouvaient pas pour cela abandonner les chrétiens sujets de la Porte à leur sort.

Le Hatti-Chérif de Gulk'Hané avait promis la réhabilitation des « *Rayas* », la reconnaissance et l'application du principe de l'égalité entre conquérants et vaincus, entre musulmans et chrétiens. Mais ces promesses n'avaient pas été réalisées. Il appartenait aux puissances alliées de la Porte de les lui rappeler, d'arrêter avec elles un programme et de veiller à son

exécution. Aussi avaient-elles résolu d'imposer à la fois au tsar et au Sultan la protection des sujets chrétiens de ce dernier, sans porter atteinte à sa souveraineté.

L'Angleterre proposa de placer les réformes sous la garantie collective des puissances. Dans les Conférences qui eurent lieu à Vienne, pour la conclusion de la paix (mars 1855), elle introduisit une proposition relative aux immunités des populations chrétiennes de l'Empire ottoman. Mais les puissances se heurtèrent à l'opposition intransigeante de la Porte, qui ne voulait en aucune façon accepter une garantie collective, inscrite dans les traités de paix, pour sanctionner les concessions faites aux chrétiens. Elle y voyait la consécration officielle et internationale de sa déchéance et de sa dépendance vis-à-vis de l'étranger.

Au fond, les ministres dirigeants du Sultan Abdul-Méddjid croyaient toujours à la prééminence nécessaire de l'élément turc sur l'élément chrétien. L'égalité, selon eux, ne signifiait pas uniformité absolue des charges et des avantages publics ; elle devait permettre surtout une centralisation très forte, vers laquelle tendait, en somme, sous le *Tanzimât*, toute la régénération de l'Empire. Ils envisageaient sous un double aspect les réformes en faveur des populations chrétiennes.

En premier lieu, ils voyaient la question religieuse. Or, comme ils s'efforçaient d'établir la liberté de conscience pour toutes les populations de l'Empire, point n'était nécessaire, prétendaient-ils, de faire des lois spéciales pour les églises chrétiennes ; car elles profitaient des lois générales sur la liberté de conscience. Des lois spéciales ne pouvaient accorder que des privilèges religieux aux chrétiens, incompatibles avec le principe d'égalité dont devaient cependant s'inspirer toutes les réformes.

En deuxième lieu, les ministres voyaient dans les réformes proposées par les puissances, des *droits civils* particuliers aux chrétiens d'Orient seuls, notamment une certaine autonomie judiciaire, qui ne pouvait se concilier non plus avec le programme d'une réforme générale de l'Empire et surtout avec le régime de l'égalité de tous les citoyens devant la loi. Il s'agissait, au contraire, pour eux, de profiter de la réforme générale et d'abolir précisément les privilèges civils des sujets chrétiens, qui perpétuaient l'isolement des différentes classes sociales, leurs mutuelles jalousies et leurs

haines, et qui étaient surtout un obstacle à la centralisation du pouvoir de la Porte.

C'est à ce point de vue que se plaçaient les hommes d'Etat qui dirigeaient la Turquie, à partir de 1852. Ils voulaient fortifier l'autorité du pouvoir central, c'est-à-dire de la Sublime-Porte, et soumettre à cette autorité tous les sujets de l'Empire également, sans distinction de religion ni de race.

Pour y arriver, il fallait détruire les institutions autonomes dont jouissaient certaines populations chrétiennes. Leur rêve, c'était une monarchie administrative, fortement organisée, remplaçant le régime de despotisme oriental inorganisé, et dans laquelle les sujets auraient certaines garanties individuelles de liberté et de justice.

Dès les conférences de Vienne de 1855, ils opposaient énergiquement leur point de vue à celui des puissances, qui concevaient toujours les réformes en faveur des chrétiens comme l'octroi d'une situation privilégiée, d'une certaine autonomie administrative et judiciaire. Les Turcs voulaient rester les maîtres chez eux, et ne pas avoir même l'apparence de recevoir des ordres de l'étranger.

Les conférences de Vienne furent très laborieuses. Les plénipotentiaires turcs écartaient résolument toute idée d'un traité international, qui mentionnerait des réformes intérieures en Turquie. Finalement, on choisit un moyen terme et on stipula que des arrangements seraient faits par l'Autriche, la France, l'Angleterre et la Turquie, dans l'intérêt des sujets chrétiens de cette dernière.

II

Le Hatti-Hamayoun du 18 février 1856 et le traité de Paris.

La réunion d'un congrès à Paris fut décidée pour la conclusion définitive de la paix en Orient. Les puissances comptèrent y traiter à nouveau les questions des réformes ; mais la Porte maintint son opposition énergique et formelle. Elle ferait des réformes, mais de son propre gré, et non sur un ordre des gouvernements étrangers.

L'Angleterre, de son côté, continuait à réclamer que l'œuvre des réformes en faveur des chrétiens fût placée sous la garantie formelle et effective des puissances, par des clauses

spéciales à intercaler dans les traités internationaux. Par ce moyen, elle comptait non seulement s'assurer la prépondérance en Orient, mais elle espérait surtout porter des coups sérieux à la Russie et à la France, en supprimant implicitement leurs droits de protection spéciaux des chrétiens orthodoxes et des catholiques, base de leur influence dans le Levant.

La diplomatie se trouvait ainsi en face du dilemme suivant : les puissances réclamaient du Sultan un engagement formel pris devant le congrès et elles s'étaient formellement entendues entre elles pour l'y contraindre, tout en respectant son autorité comme son indépendance. Le Sultan s'y refusait, sous prétexte que c'était un attentat à son pouvoir souverain et que l'on ne pouvait l'y contraindre sans violer son indépendance. Alors pour respecter au moins nominalement son pouvoir souverain, on imagina une forme détournée d'engagement. Il fut entendu que le Sultan publierait un grand édit de réformes quelque temps avant la réunion du congrès de Paris, et qu'il le communiquerait ensuite à ce congrès.

Le 18 février 1856, Abdul-Médjid promulgua solennellement à Constantinople le *Hatti-Hamayoun* et le communiqua aux représentants des puissances à Paris, au mois de mars suivant. Solution bâtarde, qui ne résolvait pas la question, et qui contenait en germe de nouveaux conflits.

Le Hatti-Hamayoun du 18 février 1856 est sorti de la collaboration des ambassadeurs des puissances alliées à Constantinople avec les ministres du Sultan, parmi lesquels le Grand Vizir Aali-Pacha. Il édictait des mesures plus radicales que le Hatti-Chérif de Gulk'Hané.

Les auteurs définissaient ainsi sa portée, dans le préambule (1) : « Désirant aujourd'hui renouveler et élargir encore les règlements nouveaux institués dans le but d'arriver à obtenir un état de choses conformes à la dignité de son empire et à la position qu'il occupe parmi les nations civilisées, et les droits de son empire ayant aujourd'hui, par la fidélité et les louables efforts de tous mes sujets et par le concours bienveillant et amical des grandes puissances, mes nobles

(1) Voir le texte du Hatti-Hamayoun dans Engelhardt, *La Turquie et le Tanzimât*, t. I, p. 210 et suiv. — Martens, *Nouveau recueil général des Traités*, continué par Samwer, t. XV, p. 508 et suiv.

alliés, reçu de l'extérieur une consécration qui doit être le commencement d'une ère nouvelle, je veux en augmenter le bien-être et la prospérité intérieure, obtenir le bonheur de tous mes sujets, qui sont tous égaux à mes yeux et me sont également chers, et qui sont unis entre eux par des rapports cordiaux de patriotisme, et assurer les moyens de faire de jour en jour croître la prospérité de l'Empire. »

Tout d'abord, les garanties promises à tous les sujets de l'Empire par l'acte de Gulk'Hané et par toutes les lois du *Tanzîmât*, « sans distinction de classe ni de culte, pour la sécurité de leurs personnes et de leurs biens », étaient renouvelées et confirmées. L'article 2 ajoutait : « Tous les privilèges et immunités spirituels accordés *ab antiquo* et à des dates postérieures, à toutes les communautés chrétiennes ou d'autres rites non musulmans établies dans mon Empire, sous mon égide protectrice, sont confirmés et maintenus. »

« Chaque communauté chrétienne ou d'autres rites non musulmans sera tenue, dans un délai fixé, et avec le concours d'une commission formée *ad hoc* dans son sein, de procéder, avec ma haute approbation et sous la surveillance de ma Sublime-Porte, à l'examen de ses immunités et privilèges, et d'y discuter et soumettre à ma Sublime-Porte les réformes exigées par les progrès des lumières et du temps. Les pouvoirs concédés aux patriarches et aux évêques des rites chrétiens par le Sultan Mahomet II et ses successeurs seront mis en harmonie avec la position nouvelle que nos intentions généreuses et bienveillantes assurent à ces communautés. »

La Porte ne se bornait plus seulement à garantir la sécurité à tous les sujets ottomans, comme en 1839 ; elle leur accordait la liberté et l'égalité légales, sans distinction de religion. Elle établissait la pleine liberté de conscience. — « La Sublime-Porte, dit le Hatti-Hamayoun, prendra des mesures énergiques pour assurer à chaque culte, quel que soit le nombre de ses adhérents, la pleine liberté de son exercice. »

« Toute distinction ou appellation tendant à rendre une classe quelconque des sujets de mon Empire inférieure à une autre classe, à raison du culte, de la langue ou de la race, sera à jamais effacée du protocole administratif. Les lois séviront contre l'usage entre particuliers, ou de la part des autorités, de toute qualification injurieuse ou blessante. Vu que tous les cultes sont et seront librement pratiqués dans mes

Etats, aucun sujet de mon Empire ne sera gêné dans l'exercice de la religion qu'il professe et ne sera d'aucune manière inquiété à cet égard. Personne ne pourra être contraint à changer de religion. La nomination et le choix de tous les fonctionnaires et autres employés de mon Empire étant entièrement dépendant de ma volonté souveraine, tous les sujets de mon Empire, sans distinction de nationalité, seront admissibles aux emplois publics et aptes à les occuper, selon leurs capacités et leurs mérites et conformément à des règles d'une application générale. »

Toute différence légale entre musulmans et chrétiens étant supprimée, les chrétiens ne devaient plus payer le *Kharadj* la capitation, mais être soumis aux mêmes impôts et à la même organisation fiscale que les musulmans ; ils devaient être représentés dans les conseils provinciaux, être admis à toutes les fonctions administratives et à tous les grades militaires, alors qu'ils étaient exclus jusqu'alors de l'armée.

« L'égalité des impôts entraînant l'égalité des charges, comme celle des devoirs entraîne celle des droits, les sujets chrétiens et ceux des autres rites non musulmans devront, ainsi qu'il a été antérieurement résolu, aussi bien que les musulmans, satisfaire aux obligations de la loi de recrutement. Le principe du remplacement ou du rachat sera admis. Il sera publié dans le plus bref délai possible une loi complète sur le mode d'admission et de service des sujets chrétiens et d'autres rites non musulmans dans l'armée. »

Le Hatti-Hamayoun annonçait une transformation radicale de l'Empire ottoman. Celui-ci avait eu un caractère essentiellement religieux, confessionnel ; son gouvernement reposait sur le Coran et sur les lois religieuses de l'Islam, qui consacrait l'infériorité des *rayas* et l'omnipotence des musulmans. Cet Etat, d'après le Hatti-Hamayoun, allait être laïcisé, dépouillé de son caractère confessionnel, et réorganisé sur des bases *rationnelles* ; il serait laïque. C'était une révolution.

Seulement la Porte avait déjà trop souvent annoncé de grandes réformes qu'elle n'avait pas réalisées dans la suite, pour que les puissances se contentassent une fois de plus de ses promesses. Au congrès de Paris, leurs représentants soulevèrent de nouveau la question de la garantie collective des réformes par les puissances européennes.

Aali-Pacha, le premier plénipotentiaire turc au congrès,

cherchait, au contraire, à éviter l'inscription d'une clause pareille dans le traité de paix (1). Aali-Pacha annonça qu'un nouvel Hatti-Chérif avait renouvelé les privilèges religieux octroyés aux sujets non musulmans de la Porte et prescrit de nouvelles réformes qui attestaient la sollicitude du Sultan pour tous ses peuples indistinctement, que cet acte avait été publié, et que la Porte se proposait de le communiquer aux puissances, au moyen d'une note officielle, et aurait ainsi satisfait aux arrangements pris à Vienne.

Aali-Pacha déclara ne pouvoir faire aucune autre concession et repoussa énergiquement toute clause pouvant être interprétée comme une mise en tutelle de la Turquie ou même comme un affaiblissement du pouvoir du Sultan à l'intérieur de l'Empire. L'intégrité de l'Empire ottoman devait, selon lui, non seulement exclure tout démembrement, mais toute intervention étrangère dans les affaires intérieures. Tout au plus admettait-il la rédaction suivante : « Les puissances constatent la remise ou apprécient l'intention du firman émané de la volonté impériale », c'est-à-dire du Hatti-Hamayoun. Il menaçait même de se retirer si le droit d'intervention était inscrit dans le traité.

Une discussion très longue eut lieu à ce sujet, principalement dans la séance du 24 mars 1856. A la fin, les plénipotentiaires adoptèrent la rédaction suivante, qui devint dans la suite l'article 9 du traité général de paix, signé à Paris, le 30 mars 1856 :

« Sa Majesté impériale le Sultan, dans sa constante sollicitude pour le bien-être de ses sujets, sans distinction de religion ni de race, ayant octroyé un firman, qui, en améliorant leur sort, consacre également ses généreuses intentions envers les populations chrétiennes de son Empire, et voulant donner un nouveau témoignage de ses sentiments à cet égard, a résolu de communiquer aux puissances contractantes le dit firman spontanément émané de sa volonté souveraine.

« Les puissances contractantes constatent la haute valeur de cette communication. Il est bien entendu qu'elle ne saurait en aucun cas donner le droit aux dites puissances de s'immiscer, soit collectivement, soit séparément, dans les

(1) Martens, *Nouveau recueil général des Traités*, continué par Samwer, t. XV, p. 704 et suiv. Le protocole est imprimé p. 700 à 769.

rapports de Sa Majesté le Sultan avec ses sujets, ni dans l'administration intérieure de son Empire » (1).

Cette rédaction manquait de clarté. Il est incontestable qu'elle déniait aux puissances le droit de s'ingérer dans les affaires intérieures de la Turquie et même d'intervenir en faveur des chrétiens sujets du Sultan. Les droits même de protection spéciale que la Russie et la France exerçaient depuis longtemps sur les chrétiens orthodoxes et sur les catholiques se trouvaient supprimés. Le Sultan pouvait repousser toute remontrance étrangère individuelle ou collective, ou toute tentative étrangère d'une ingérence dans sa politique intérieure, en vertu de l'article 9.

Que signifiait cependant cette communication du Hatti-Hamayoun aux puissances et sa mention explicite dans le traité général, si ces puissances signataires ne pouvaient en aucune façon veiller à l'exécution de ces promesses ? Les puissances signataires d'un traité ont toujours le droit et le devoir de veiller à l'exécution de toutes les clauses de ce traité ; c'est pour cela qu'elles l'ont conclu et signé.

Exiger des puissances signataires de l'acte final du congrès de Paris de ne pas veiller à l'exécution d'une clause était un non-sens. Par la mention explicite du Hatti-Hamayoun et de ces promesses dans un traité, on liait toutes les parties signataires ; celles-ci acquéraient incontestablement le droit de veiller à l'exécution des réformes, par conséquent de contrôler la politique extérieure du Sultan, et de s'y ingérer. Seulement la rédaction ambiguë les exposait à de nouveaux conflits. Elles ne devaient intervenir qu'avec beaucoup de tact, de « doigté », pour ainsi dire, et tout en intervenant, respecter toujours l'indépendance et le pouvoir souverain du Sultan.

L'article 9 était une pomme de discorde jetée au milieu des puissances, et une source de conflits continuels. Il pouvait frapper de stérilité toute l'œuvre réformatrice. En effet, si la Porte ne réalisait pas ses promesses, comment l'y contraindre ? La rivalité aiguë qui régnait entre les puissances devait toujours pousser l'une ou l'autre et même plusieurs d'entre elles à s'opposer à toute intervention efficace, collective ou individuelle. La Porte pouvait ainsi pratiquement rester maîtresse chez elle, libre de faire les réformes promises comme

(1) Martens, *op. cit.*, t. XV, p. 734 et suiv.

elle l'entendait, à la seule condition d'être habile, de ne pas réunir l'unanimité des puissances contre elle, mais de savoir, au contraire, susciter des dissentiments parmi elles et en profiter.

C'étaient les événements seuls qui pouvaient décider de la mise à exécution de l'article 9 du traité de Paris. Le Hatti-Hamayoun de 1856 ne faisait qu'annoncer des réformes. Il était plus difficile de les réaliser. C'était une œuvre longue et délicate, surtout dans les détails de l'exécution. Il aurait fallu, avant tout, à la Porte, les moyens nécessaires de mettre en vigueur les principes énoncés dans le Hatti-Hamayoun, un personnel gouvernemental et administratif éclairé, instruit, dévoué et honnête, et de bonnes finances. Or, elle n'avait à cette époque ni l'un ni l'autre. La détresse du trésor impérial était chronique et l'administration financière mal organisée, imprévoyante et gaspilleuse. Le personnel gouvernemental était tout à fait insuffisant.

Les musulmans avaient trop l'habitude de mépriser les chrétiens et de les considérer comme leurs sujets pour leur obéir le lendemain de la réforme comme fonctionnaires ou comme officiers. Le gouvernement n'était pas de taille à leur imposer l'égalité avec les « rayas » et toutes ses conséquences. Les chrétiens eux-mêmes ne manifestaient aucun enthousiasme pour la réforme. Ils refusaient certaines charges, notamment le service militaire et préféraient payer une taxe d'exemption. Aussi, pratiquement, un impôt spécial sur les chrétiens reparaisait. Le gouvernement, afin de soumettre tous ses sujets au droit commun, voulait abolir les privilèges des communautés religieuses chrétiennes. Or, les chrétiens tenaient à ces privilèges, qui les garantissaient contre les attentats musulmans. Le droit commun ne signifiait rien pour eux, si ce n'est l'absence de protection spéciale, et il leur semblait les livrer sans défense aux musulmans. L'opposition du haut clergé surtout était véhémement contre cette abolition de privilèges, car il craignait de perdre son pouvoir administratif et judiciaire sur ses fidèles. Un double mouvement de réaction contre le Hatti-Hamayoun ne tarda pas à se produire, dans l'intérieur de l'Empire, chez les chrétiens et surtout chez les vieux Turcs. Le fanatisme et le patriotisme musulmans commencèrent à se réveiller et à manifester leur mécontentement de ce bouleversement si contraire aux lois sacrées du

Coran et de cette humiliation devant l'étranger. Le gouvernement s'attachait, avant tout, à fortifier son autorité et son pouvoir. Plus que jamais, il ne voyait le but de la réforme que dans une forte centralisation, qui plierait toutes les provinces et tous les rouages sous son autorité. D'autre part, les puissances européennes, ayant pris formellement acte des promesses contenues dans le Hatti-Hamayoun, revendiquaient le droit de surveiller la Sublime-Porte et de l'obliger à réaliser les réformes. Elles prétendaient intervenir dans les affaires intérieures de la Turquie, dérivant ce droit de la communication du Hatti-Hamayoun au congrès de Paris et de l'article 9 du traité de Paris.

En 1858, une première occasion se présenta pour les puissances de s'immiscer en Turquie, lors de la révolte des chrétiens de l'Herzégovine et de la Bosnie. La Porte commença par protester contre toute intervention étrangère, en la déclarant contraire à l'article 9 du traité de Paris. Mais les consuls de France et d'Angleterre ayant été massacrés avec d'autres chrétiens à Jedda, l'Angleterre fit bombarder la ville ; le gouvernement français prescrivit une enquête pour rechercher les coupables, exigea et obtint la punition de trois hauts fonctionnaires turcs ; Jedda fut frappé d'une forte amende et d'une contribution spéciale pour indemniser les victimes. Les puissances signataires du traité de 1856 avaient ainsi mis en pratique le droit d'intervention qu'elles revendiquaient en Turquie, sans que la Porte eût pu s'y opposer.

Le 5 octobre 1859, elles firent un second pas, et adressèrent à Abdul-Médjid un memorandum, dans lequel elles exprimèrent officiellement que son gouvernement « ne procédait pas à une application graduelle et soutenue des réformes » énumérées dans le Hatti-Hamayoun, et garanties par le traité de Paris. Elles avaient, affirmaient-elles, le droit de s'enquérir de la manière dont les réformes étaient accomplies. C'était la mise en tutelle collective de la Turquie. La Porte n'osa pas repousser immédiatement et énergiquement cette prétention des puissances. Le gouvernement russe crut même le moment venu d'organiser pratiquement la surveillance collective des puissances. Le 21 mai 1860, le chancelier Gortchakoff, dans une circulaire aux gouvernements signataires du traité de Paris de 1856, proposa d'instituer une commission internationale pour faire une enquête sur l'administration

turque et pour donner des garanties légales aux chrétiens. La Porte fut vivement émue. Elle prescrivit elle-même une enquête, qui fut, du reste, mal faite et n'aboutit à aucun résultat pratique.

La question litigieuse soulevée par l'article 9 du traité de Paris fut définitivement tranchée lors des affaires de Syrie. L'interprétation stricte des hommes d'Etat ottomans, d'après laquelle les puissances n'avaient aucun droit à se mêler des affaires intérieures de la Turquie, fut écartée dans la pratique, mais l'interprétation française et russe ne triompha pas complètement, ainsi que nous allons le voir, grâce à un changement d'attitude de l'Angleterre.

III

Le Liban de 1845 à 1860 et la révolution démocratique.

La réorganisation administrative de 1845 amena, malgré ses imperfections, une trêve dans la lutte des partis et des « nations ». Les crises douloureuses qui avaient meurtri la Montagne pendant plus de douze ans avaient causé trop de souffrances pour qu'une période de répit ne fût pas unanimement souhaitée.

L'émir Haydar gouverna pendant neuf ans encore la *caïmacamie* chrétienne, et, par sa douce fermeté et son habileté conciliante, sut maintenir l'ordre de la paix et écarter toute intervention des autorités turques dans la Montagne. La *caïmacamie* druse non plus ne fut troublée par aucune secousse intérieure, bien qu'à sa tête l'émir Amin Reslan fut substitué à son frère Ahmed (1).

Cependant, ni les Druses, ni les Maronites n'avaient désarmé ; les paysans ne faisaient que se recueillir pour reprendre avec une énergie accrue la lutte pour leur émancipation, et les nobles serraient les rangs pour mieux les repousser et les contenir. La noblesse elle-même sortait de la tourmente plus unie et plus confiante dans sa force, décidée à lutter

(1) La révolution libanaise n'a été jusqu'à présent traitée à fond dans aucun ouvrage imprimé. Même les documents imprimés sont rares. On en trouve cependant de très importants dans l'ouvrage de M. Richard Edwards, *La Syrie de 1845 à 1862*. — Voir aussi Poujoulat, *La vérité sur la Syrie* ; et Lenormant, *Les derniers événements de Syrie*, avec un appendice contenant de nombreux documents.

jusqu'au bout pour les privilèges qui lui restaient. Son orgueil semblait avoir grandi, d'autant plus qu'elle n'était plus contenue par le prestige et la puissance d'un prince héréditaire. L'autorité du caïmacam devait se montrer insuffisante et trop faible, en face des *mokatédjis* turbulents et arrogants. Ils semblaient même se jouer du danger d'une révolution populaire et avoir, au contraire, à cœur de braver les *fellahs*, de leur montrer leur mépris et de leur faire sentir lourdement le joug que, par les corvées et les prestations, ils pouvaient encore faire peser sur eux, malgré l'abolition des privilèges féodaux les plus importants. Ils ne se montraient ni doux, ni justes envers leurs paysans, surtout dans le Kesrouân chrétien, où leur autorité n'était pas contrebalancée par celle des *vékils* élus. Ils percevaient l'impôt avec dureté, surchargeant les pauvres paysans, et accordant des exemptions aux riches notables. Certains même d'entre eux exigeaient de leurs villages une contribution plus élevée que celle fixée par le *Médlis* et gardaient pour eux la différence. D'autres allaient jusqu'à s'emparer du produit total des impôts directs.

Parfois même les femmes des seigneurs prenaient des décisions touchant les *fellahs*, et envoyaient des garnisaires dans leurs maisonnettes pour les faire exécuter. Avec plus de rigueur que jamais, les corvées et les prestations étaient exigées des paysans. Les *mokatédjis* et leurs femmes tenaient à l'observation la plus stricte de tous leurs droits. A l'occasion du mariage de leur fils ou de leur fille, les paysans devaient leur apporter une balle de café, de même qu'aux jours de fête ils leur donnaient des présents. A ces occasions, les seigneurs exigeaient encore d'eux le baise-main, selon la vieille coutume, en signe d'obéissance, d'hommage et d'humilité respectueuse. Le *fellah* devait se courber, se mettre à genoux devant le seigneur et sa femme et leur baiser la main, comme il faisait aux émirs et aux membres du sacerdoce. C'était une marque de servilité.

Bref, de nombreux abus furent commis, surtout par la noblesse chrétienne.

Cependant, les *fellahs* supportaient mal le joug. Dans les districts mixtes, contre les excès des seigneurs, ils avaient un recours légal auprès des *vékils*. En fait, le régime féodal, dans ces districts, n'existait plus guère. Les villages étaient administrés en commun par les *cheiks* et par les *vékils* élus.

Les premiers ne pouvaient plus abuser de leurs privilèges. Les paysans, s'ils n'étaient pas complètement affranchis, y étaient au moins protégés efficacement contre l'arbitraire. Ils prenaient une certaine part à l'administration communale. Aussi restèrent-ils tranquilles pendant une dizaine d'années.

Il n'en fut pas de même dans le Kesrouân et le Méten. Ici, les paysans étaient privés des droits dont jouissaient ceux des districts mixtes. Ils ne nommaient pas de *vékils*, chargés de les protéger contre les abus et de partager avec les seigneurs l'administration des villages. Tout naturellement, ils réclamaient pour eux aussi le droit d'avoir des *vékils*, le droit de restreindre, par l'intermédiaire de leurs mandataires élus, l'autorité abusive des seigneurs. Des plaintes s'élevèrent de plus en plus nombreuses contre les abus de pouvoir des *mokatédjis*. Le mouvement d'émancipation populaire, le mouvement démocratique allait reprendre, en partant, cette fois-ci, des districts purement chrétiens du Kesrouân et du Meten, où le joug de la féodalité était plus solide et plus dur que dans le sud.

« Un travail sourd se faisait », écrivit quelques années plus tard le comte Bentivoglio d'Aragon, consul de France à Beyrouth. L'esprit de révolte se propageait d'un village à l'autre, dans tous les coins et recoins de la *caïmacanie* maronite.

D'abord, c'était des récriminations contre les abus commis par les seigneurs ; puis, on en vint à exiger l'abolition des derniers privilèges féodaux et la complète émancipation des paysans. De 1842 à 1845, le Kesrouân n'avait eu que des mouvements partiels, des commencements de révolte. Cette fois-ci, c'était lui qui donnait le signal de l'insurrection. Depuis 1845, le mouvement avait gagné en profondeur. Les revendications des paysans se précisaient et s'étendaient. Ils ne se contentaient plus de l'abolition des corvées et du servage ; ils réclamaient des droits politiques ; l'égalité politique de tous les citoyens devenait leur évangile, non pas l'égalité dans la servitude, mais dans la liberté. Les classes sociales privilégiées devaient disparaître et tous les Montagnards, sans distinction aucune, devaient prendre une part égale à l'administration de leur pays.

Mais ce qui devait surtout rendre le mouvement plus intense, plus profond et plus violent, c'était le problème de la

propriété qui se posait alors d'une façon très aiguë. En effet, les *fellahs* n'étaient pas propriétaires du sol qu'ils cultivaient. La terre appartenait ou aux familles seigneuriales ou aux villages. Le seigneur prélevait une large part de la récolte pour ses propres besoins. Le *fellah* travaillait ou bien sur le domaine du seigneur, ou bien il cultivait un lopin de terre comme métayer. Sa condition était, en somme, fort précaire ; car une petite partie seulement de sa récolte lui était réservée, et il peinait principalement pour son seigneur.

Son existence devenait d'autant plus pénible que ses charges de famille augmentaient.

Les Maronites étaient très prolifiques. Leur nombre, en moins d'un demi-siècle, s'était accru considérablement. En 1784, Volney les avait estimés à cent-cinq mille âmes, ce qui était évidemment trop peu.

En 1852, ils étaient déjà près de deux cent cinquante mille. Le nombre des enfants dans une même famille était toujours plus considérable. Malheureusement, dans le Liban, les terres très fertiles ne sont guère nombreuses. Le sol est trop souvent maigre et rocailleux. Le *fellah* n'arrivait plus à nourrir sa famille, après s'être acquitté de toutes ses redevances. Alors, ou bien il émigra, ou bien il réclama des terres et l'abolition des corvées et des prestations. A partir de 1850, l'émigration enleva tous les ans à la Montagne une partie de ses forces vives. Des centaines de paysans partaient avec leur famille pour chercher fortune dans les pays voisins. Les colonies maronites de Beyrouth, de Tyr, de Sayda furent renforcées par quelques milliers de nouveaux venus ; d'autres colonies s'établirent à Alep, à Latakylieh, à Tripoli, à Antakieh, à Damas, à Saint-Jean-d'Acre, en Palestine et jusqu'en Égypte. La plupart de ces émigrants, dans leur nouveau pays, se faisaient artisans, petits marchands, portefaix. Les nécessités économiques les avaient amenés à quitter le sol natal auquel ils étaient ardemment attachés. En 1858, cinq villages maronites avaient fournis à eux seuls cinq mille émigrants (1).

Ceux qui restaient dans la patrie étaient poussés à la révolte par les mêmes nécessités économiques. Il leur fallait des terres exemptes des charges féodales pour qu'ils pussent les cultiver en toute liberté.

(1) M. Rey, *Société d'économie sociale*, 12 avril 1886.

Ils voulaient que par leur travail, au moins, ils ne fussent pas réduits à la misère. Ils réclamaient en conséquence, avec une ardeur d'autant plus grande, l'abolition de tous les privilèges seigneuriaux et même la propriété de leurs terres. La noblesse et le clergé avaient gardé pour eux les meilleures terres. Dans leur exaspération, les paysans arrivaient à convoiter ces domaines et à en réclamer le partage. Ils voulaient une « loi agraire », une nouvelle organisation de la propriété, comme beaucoup de paysans français pendant la révolution de 1789.

Dans les familles nobles même, la révolte grondait. Le droit d'aînesse et la coutume de l'héritier privilégié qui étaient en vigueur dans la noblesse faisaient qu'une partie seulement des fils succédaient à leur père à la tête des domaines seigneuriaux. C'étaient généralement les aînés qui recevaient les biens-fonds. Les cadets se trouvaient réduits à la portion congrue. Or, ce n'étaient pas seulement les paysans qui avaient de nombreux enfants, c'étaient également les nobles. Ces cadets allaient grossir les rangs des mécontents. Dans la famille des Khazen, en 1845, déjà les cadets avaient fomenté une révolte des paysans. Ils réclamaient pour eux une part plus considérable des biens paternels et même souvent l'abolition du droit d'aînesse, le partage égal des biens entre tous les enfants et l'abolition de leurs obligations féodales envers les chefs de famille. Ces cadets nobles apportaient une force considérable au parti révolutionnaire des paysans. Les historiens et les sociologues ont constaté que jamais une révolution n'a été faite par une classe seule. Chaque fois qu'un régime a été renversé ou transformé, il a fallu le concours d'une fraction notable de ceux qui l'avaient soutenu jusqu'alors, qui en étaient les dirigeants, les piliers et les bénéficiaires. Dans la république athénienne, Périclès, qui développa le régime démocratique, appartenait, par sa naissance, à l'aristocratie. A Rome, les chefs populaires, les Gracques, Memmius, Claudius et d'autres étaient, pour la plupart, issus de la noblesse sénatoriale. En France, enfin, à l'origine de la Révolution de 1789, une grande partie de la noblesse et du clergé, c'est-à-dire des ordres privilégiés, s'était ralliée au Tiers-Etat, pour établir le régime nouveau, et ce fut leur ralliement qui amena la première grande victoire de la Constituante sur la monarchie absolue. Parmi les constituants les plus remarquables,

nous trouvons des gentilshommes, comme Mirabeau et Barrère, et des prêtres, comme Talleyrand et Grégoire.

Dans le Liban, ce ralliement des cadets aux paysans devait amener également une recrudescence du mouvement révolutionnaire. Mais ce qui donnait à ce dernier sa grande force, c'était l'appui du clergé maronite.

Ainsi que nous l'avons déjà dit, les prêtres sortaient presque tous du peuple. L'organisation ecclésiastique avait conservé partiellement son ancien caractère démocratique. Les prêtres et les évêques étaient nommés par le peuple des fidèles, après désignation préalable. Plus instruits que la masse des paysans, ils supportaient avec impatience le joug de l'aristocratie féodale et aspiraient également au pouvoir temporel.

« Les prêtres, écrivait le comte Bentivoglio, exerçant une influence incontestable sur la population, ont fini par aspirer au gouvernement de la Montagne et n'ont dès lors ménagé ni les émirs ni les cheiks ». Partageant les haines et les passions du peuple, ils se mirent à sa tête contre la noblesse féodale. L'évêque de Beyrouth surtout, Mgr Tobie, fier et souple à la fois, joua dans tout ce mouvement anti-féodal un rôle prépondérant (1).

Le règlement de Chékib-Effendi, qui associait les évêques à la désignation des membres des *médjlis*, commençait à porter ses fruits. Les évêques purent s'arroger une grande influence dans la caïmacamie chrétienne. L'aristocratie, se voyant débordée, dut s'incliner devant le fait accompli ; mais elle en gardait une rancune profonde contre le clergé. Celui-ci, dont l'audace et l'ambition croissaient sans cesse, cherchait bientôt à supplanter complètement la noblesse, non seulement dans la caïmacamie chrétienne, mais aussi dans la caïmacamie druse. Le but de la majorité des prêtres semble avoir été l'organisation d'une démocratie théocratique.

Après avoir augmenté leur influence politique dans la caïmacamie chrétienne, les évêques se tournèrent vers la province druse. Il est certain qu'ils encouragèrent les *fellahs* chrétiens des *mokatédjis* druses à reprendre leur mouvement d'émancipation. Ils auraient voulu exercer là aussi une in-

(1) Rapport du comte Bentivoglio d'Aragon, consul de France, cité par R. Edwards, *op. cit.*, p. 425.

fluence prépondérante, et comme ils se heurtaient à une organisation féodale très forte encore et à une peuplade réfractaire au christianisme, il nous paraît certain qu'au début du mouvement, mais au début seulement, ils exploitèrent contre les Druses les sentiments religieux des paysans chrétiens. La noblesse druse, dès les premières années après 1846, se tenait prête à repousser énergiquement toute ingérence illicite du clergé chrétien dans sa province et à maintenir ses *fellahs* dans l'obéissance. Les prêtres, au contraire, s'adressaient à ces mêmes *fellahs* pour s'emparer de la direction politique de toute la Montagne. Une conflagration générale semblait inévitable, d'autant plus que les autorités ottomanes en Syrie, au lieu d'apaiser les conflits, s'appliquaient plutôt à jeter encore de l'huile sur le feu.

Le gouvernement de Constantinople n'avait nullement abandonné ses projets de soumettre les Montagnards récalcitrants à son autorité directe et de détruire dans l'Empire leurs institutions autonomes et libérales, incompatibles avec son pouvoir absolu. Le Pacha de Beyrouth n'attendait qu'une occasion propice pour intervenir dans la Montagne. L'anarchie ne pouvait que favoriser ses projets. Aussi verrons-nous les agents turcs exciter et armer les partis en présence dans le Liban les uns contre les autres, afin de les affaiblir réciproquement et de les dominer ensuite.

Tant que l'émir Haydar vécut, il sut éviter la révolte et la guerre civile ; mais après sa mort, survenue en 1854, le gouvernement de la province chrétienne passa en des mains incapables. Le pouvoir central y perdit tout prestige et toute autorité et fut bientôt submergé par le flot révolutionnaire.

La noblesse chrétienne, au lieu de rester unie pour la défense de ses privilèges et de sa prépondérance, allait se diviser en des clans rivaux et s'entredéchirer dans des luttes intestines. Bref, la décomposition de la caste dominante devait apparaître brusquement et encourager les paysans à s'élancer contre elle à l'assaut suprême. La succession de l'émir Haydar était briguée par plusieurs compétiteurs. Machiavéliquement, la Sublime-Porte choisit parmi eux le moins qualifié pour les hautes et délicates fonctions qu'il devait remplir. C'était l'émir Béchir-Ahmed Bellamah, un intrigant sans scrupules, vindicatif, immoral et corrompu. Il avait déjà plusieurs fois changé de religion. Il avait été musulman, puis

druse ; plus tard, ayant épousé la nièce de l'émir Haydar, il s'était mis à pratiquer la religion catholique, sans grande ferveur cependant. L'opinion publique lui reprochait une absence complète de sens moral et ne lui témoignait aucune confiance. Warmik, pacha de Sayda, lui avait refusé son appui, lorsqu'il s'était mis sur les rangs pour briguer la succession de l'émir Haydar. Néanmoins, la Porte le nomma *caïmacam* de la province chrétienne, dans l'espoir que sa gestion ne manquerait pas de susciter des troubles dans la Montagne. L'intérêt, en effet, du gouvernement ottoman n'était pas de prévenir les désordres, mais, au contraire, de les laisser s'aggraver de telle sorte que les puissances elles-mêmes, gardiennes de l'autonomie libanaise, solliciteraient l'intervention rapide et énergique des troupes ottomanes pour protéger leurs nationaux et rétablir l'ordre.

La nomination de l'émir Béchir-Ahmed ne désarma pas ses compétiteurs. Un grand nombre de cheikhs lui refusèrent l'obéissance. La puissante famille des Khazen était indépendante, de fait, dans le Kesrouân. Une partie de ses propres parents, de la famille des Bellamah, s'insurgea contre le nouveau *caïmacam*. Celui-ci dut se réfugier à Beyrouth, et de là, se rendit à Constantinople. Ses adversaires obtinrent une enquête contre lui ; mais la Sublime-Porte, après un simulacre de procès, le fit acquitter et ordonna de le ramener dans la Montagne.

Le départ du *caïmacam* avait été le signal d'un retour offensif de la noblesse. Elle crut le moment venu de ressaisir l'autorité absolue que les grands princes de la Montagne lui avaient enlevée. Dans le Kesrouân et le Meten surtout, les *mokatédjis* abusaient plus que jamais de leurs droits. Mais ils ne purent rester unis. La division se mit dans leurs rangs, et leurs querelles encouragèrent les classes inférieures, dont le mécontentement devenait de plus en plus formidable. Partout, la résistance s'organisa contre les seigneurs, sous la direction du clergé. Bientôt, l'anarchie était complète dans la Montagne maronite. Des révoltes partielles éclatèrent contre les seigneurs. Les rivalités de clans provoquèrent des rixes continuelles. Aucune autorité n'était plus reconnue dans la province chrétienne.

L'émir Béchir-Ahmed, malgré son acquittement, avait perdu tout crédit moral. Malheureusement, il persistait dans ses

errements, continuant à nouer des intrigues dans tous les clans, dans tous les partis, et finit par les armer tous contre lui.

Afin de se concilier les bonnes grâces des Maronites et des Druses, il s'avisa de persécuter les Grecs orthodoxes, espérant ainsi profiter des haines et des rivalités de secte. Alors, l'Archevêque de Beyrouth rédigea contre lui une requête qu'il adressa à son Patriarche à Constantinople. La Porte, en vertu des stipulations du Hatti-Hamayoun, était tenue de protéger les grecs orthodoxes et libanais. Warmik, pacha de Sayda, fut chargé d'examiner leurs plaintes ; il en reconnut la légitimité, mais se déclara impuissant d'intervenir en leur faveur et signala en même temps le déplorable état du Liban, où l'anarchie devenait tous les jours plus complète et plus inquiétante.

Le sang commençait à couler. L'Angleterre demanda alors que l'émir Béchir-Ahmed fut remplacé : mais la France s'y opposa. Il fut donc maintenu à la tête de la province chrétienne, toujours avec l'appui de la Porte, très satisfaite de cette discorde entre les deux alliées de 1854, et qui voyait avec plaisir la guerre civile poindre dans le Liban. Exaspéré par la résistance des cheikhs contre lui, il ne songeait qu'à se venger. Il entreprit de ruiner l'autorité de ses rivaux, en excitant les paysans contre eux.

Les révolutions victorieuses ont toujours réussi, parce que le pouvoir qu'elles voulaient renverser était divisé et en état de décomposition. Or, nul pouvoir ne pouvait être plus divisé, plus miné, plus ébranlé que celui de la noblesse dans le Liban maronite. Les cheikhs étaient en lutte ouverte, acharnée contre le caïmacam ; ils s'entredéchiraient entre eux. Dans le sein même de chaque famille, les cadets étaient en révolte contre les chefs. Ce fut donc dans de bonnes conditions pour son succès final qu'éclata, en 1857, la formidable révolution populaire, qui se préparait depuis une douzaine d'années, et qui était la conséquence inévitable de toute l'évolution politique, économique et sociale du peuple chrétien.

Dans l'intérêt même de la nation, un changement de régime était devenu nécessaire. Il fallait une transformation du régime de la propriété et surtout l'abolition du servage et des redevances féodales, il fallait des terres aux paysans, pour les sauver de la misère. Les seigneurs, au lieu de soulager les paysans avaient voulu, au contraire, les pressurer, les

exploiter davantage, et avaient essayé de profiter de l'affaiblissement du pouvoir central, pour fortifier leur propre puissance. Alors les fellahs se soulevèrent contre eux, pour conquérir de haute lutte l'abolition des privilèges et la propriété de leurs terres.

L'incapacité et l'indignité de beaucoup de seigneurs avaient éclaté au grand jour, pendant cette période d'anarchie. La caste nobiliaire en fut affaiblie, et les paysans furent d'autant plus exaspérés. Ils reprochaient aux seigneurs de leurs villages de s'emparer eux-mêmes de l'impôt personnel, en le prélevant de leur propre autorité sur eux. Ils les accusaient, en outre, d'avoir retenu à leur profit le tribut de trois années que la Porte réclama ensuite ; ils disaient que les cheiks avaient gardé l'argent destiné au paiement du cadastre du Kesrouân (1).

Le mouvement partit du Kesrouân, où les *fellahs* prirent les armes contre les cheiks de la famille des Khazen. Ceux-ci furent chassés de leurs propriétés et durent se réfugier avec leurs femmes et leurs enfants auprès du pacha de Beyrouth (2). Les paysans s'emparèrent de tous leurs biens et les partagèrent entre eux. Du Kesrouân, le mouvement se propagea rapidement dans le Meten. Le clergé d'abord soutint les paysans, pour supplanter la noblesse ; mais il fut bien vite débordé par le mouvement populaire, en perdit la direction, et n'exerça bientôt plus aucune influence sur lui. L'autorité passa entre les mains des chefs populaires, parmi lesquels le jeune Joseph Karam, du bourg d'Ehden, avait le plus de prestige, par son courage, son talent, son patriotisme et l'ardeur de ses convictions démocratiques.

Dans le sud de la Montagne, dans les districts mixtes, où les paysans étaient chrétiens et les seigneurs druses, la révolution prenait le caractère d'une lutte entre les deux « nations » (3). Au début du mouvement, les émirs et les cheiks druses, se sentant solidaires avec l'aristocratie maronite, contre les paysans insurgés, et se voyant menacés également dans leurs privilèges, avaient proposé à leurs frères de caste

(1) On n'a jamais pu faire de cadastre, à cette époque.

(2) Edwards, *op. cit.*, p. 125 et suiv. ; Testa, *op. cit.*, t. VI, p. 61. Rapport du consul général Moore à sir H. Bulwer, en date du 2 septembre 1859 (4 sâfer 1276).

(3) Testa, *op. cit.*, t. VI, p. 23.

chrétiens de les aider à comprimer la révolte populaire. Mais le pacha de Beyrouth, Kourchid, leur montra leurs propres paysans chrétiens prêts à l'insurrection et les détourna ainsi d'aller au secours de la noblesse chrétienne.

Les paysans druses restèrent fidèles à leurs seigneurs, auxquels ils étaient liés par de puissants et mystérieux liens religieux. En outre, le joug féodal pesait moins lourdement sur eux que sur les paysans chrétiens. Les relations entre eux et leurs seigneurs étaient restées patriarcales. Surtout ils se sentaient menacés comme leurs seigneurs dans leurs biens par les chrétiens. Ils savaient que les Maronites les considéraient comme des intrus dans la Montagne ; ils voyaient qu'à cause de la rapide augmentation de leur nombre, les Maronites avaient besoin de terres nouvelles, et ils se rendaient compte que si leurs seigneurs druses étaient chassés de leurs domaines, les chrétiens s'efforceraient de les en chasser à leur tour, pour se partager seuls les dépouilles. Toute la « nation » druse se groupa donc autour de ses chefs nobles pour repousser l'assaut de leurs adversaires. « Les chrétiens cherchaient toutes les occasions favorables à secouer le joug des Druses, et les Druses faisaient continuellement des préparatifs pour assurer par la force leur domination et pour repousser l'attaque de leurs administrés, si elle venait à être dirigée contre eux » (1).

Toute révolution est accompagnée de phénomènes de désordre. Il s'en produisit dans le Liban, comme ailleurs. Des partis se formèrent ; celui de l'émir Béchir-Ahmed, composé de la clientèle personnelle qu'il avait su s'attacher par la corruption, le parti des seigneurs, celui du clergé, et le parti populaire démocratique, ce fut ce dernier qui l'emporta dans le nord. Le Kesrouân et le Meten constituèrent pendant près de quatre ans, de 1858 à 1861 une véritable république populaire, où la direction appartenait à des chefs reconnus par le peuple et où régnait la liberté et l'égalité politiques complètes. La féodalité y était abolie de fait, l'émancipation des paysans était une réalité. La distinction entre les classes sociales avait disparu. Les domaines des seigneurs en fuite étaient répartis entre les paysans.

(1) Rapport du Comte de Bentivoglio, cité par Edwards, *op. cit.*, p. 125.

Certainement des actes de violence furent commis. Toutes les passions étaient déchaînées. Il y eut même, d'après certains auteurs, des excès déplorables, comme dans toutes les révolutions, de la part des démocrates victorieux. Certains de leurs chefs n'avaient pas le sentiment de la responsabilité ni le tact nécessaire pour conserver leur sang-froid et l'esprit de mesure. Le peuple aussi ne fut pas toujours heureux dans le choix de ses chefs, et trop souvent il plaçait sa confiance non pas dans des hommes sages, pondérés et réfléchis, mais dans les énergumènes, les violents, qui ne se signalaient que par leurs bravades, leur force physique et leur brutalité. Un maréchal-ferrant, Tanious-Chahîn, qui ne se recommandait à sa confiance que par sa haute taille, sa vigueur musculaire et sa violence, prit un très grand ascendant sur lui et fut même proclamé chef du Kesrouân. Il commit des débordements regrettables. Selon Lord Dufferin, « les crimes commis par les chrétiens compagnons de Tanious-Chahîn sur quelques malheureuses femmes de la famille Khazen, dépassent tout ce qui a été dit contre la nation druse. C'est aussi un fait trop notoire que ces attentats étaient encouragés par l'évêque Tobie, et quelques-uns de ses frères ecclésiastiques » (1).

Sans doute, les diplomates anglais qui décrivaient sous les plus sombres couleurs les excès du mouvement démocratique, étaient trop intéressés à exagérer les violences des paysans maronites, pour qu'ils ne le fissent pas avec complaisance. Mais nous ne saurions nier qu'il y ait eu de nombreux actes regrettables.

Les agents anglais furent d'autant plus hostiles à Tanious-Chahîn, qu'un jour, il hissa le drapeau français et, en quelques mots, fit entendre qu'il destinait la province de Kesrouân à la France, mettant ainsi en éveil les susceptibilités anglaises. Depuis ce moment, le Cabinet de Londres considéra avec la plus grande méfiance le protectorat français des chrétiens d'Orient et marqua une hostilité plus grande aux Maronites, et une sympathie plus nette aux Druses et aux Turcs.

Les Druses prirent bientôt les armes à leur tour. Il devint évident qu'ils ne tarderaient pas à commencer la lutte. Leur caïmacam, l'émir Roslan, mourut le 3 mai 1859 ; son fils

(1) Poujoulat, *La vérité sur la Syrie*, p. 11 et suiv. ; Testa, *op. cit.*, t. VI, p. 58. Rapport du consul général Moore à sir H. Bulwer, en date du 14 juillet 1859 (13 zilhidjé 1275).

l'émir Mahomet le remplaça ; mais Kourchid-Pacha ne voulut le nommer que provisoirement, afin de faire régner l'incertitude dans sa nation et accroître sa nervosité (1).

L'anarchie devint épouvantable. « Des chefs de factions déréglées, rapporta le consul anglais Moore, hostile aux démocrates, usurpant l'autorité des familles féodales en fuite, gouvernaient comme il leur plaisait, au mépris de toute autorité constituée. Le caïmacam, impopulaire, mal soutenu par les autorités turques, avouait son impuissance et était ouvertement méprisé » (2).

De nombreuses plaintes parvinrent au corps consulaire de Beyrouth et aux autorités turques. Les négociants de cette ville, européens et indigènes, signèrent à deux reprises une requête collective aux consuls et au pacha, pour qu'il fût porté remède à l'état d'anarchie qui régnait dans le pays (3). Le consul général anglais, M. Moore, insista alors pour qu'une enquête sérieuse fût faite dans la Montagne (4).

Kourchid, cependant, ne désirait nullement la fin des troubles ; au contraire, il cherchait à jeter de l'huile sur le feu, afin de rendre son intervention armée inévitable et de pouvoir organiser une répression d'autant plus énergique. Il employa le vieux procédé de son gouvernement, et envoya dans la Montagne un commissaire particulier, Ahmed-Atta-Bey, « afin d'entendre les éloges et les plaintes, de quelque nature qu'ils fussent, et de rendre justice ». L'enquête tourna en dérision. Atta-Bey et l'émir Béchir-Ahmed s'entendirent en sourdine. Le commissaire turc conclut contre les adversaires de l'émir et au maintien de ce dernier dans ses fonctions (5). Les adversaires de Béchir-Ahmed eurent beau s'adresser à M. Moore, et lui demander « appui et conseil » ; le pacha maintint l'émir dans la Montagne, en quelque sorte comme un brandon de discorde au milieu d'un déchaînement effroyable de toutes les passions.

(1) Testa, *op. cit.*, t. VI, p. 58.

(2) Rapport du consul anglais Moore. — Testa, *op. cit.*, VI, p. 55 et s.

(3) La famille des Khazen, chassée de ses propriétés, s'adressa d'abord au Pacha Kourchid, et après que celui-ci lui eut refusé justice, elle pria les consuls des cinq puissances d'intervenir en sa faveur (Testa, *op. cit.*, t. VI, p. 61).

(4) Testa, *ibid.*, p. 54.

(5) *Id.*, *ibid.*, p. 50 et s. Bouyourouldi de Hourchid-Pacha à Halil effendi Ghor et Aroutin Aga en date du 12 juin 1858 (29 chewal 1274)

Les autorités turques voulaient, de l'aveu même de M. Moore, « avoir un prétexte pour abolir les institutions existantes », c'est-à-dire l'autonomie de la Montagne (1). Le consul anglais accusait même la Porte d'avoir violé les conventions de 1845, en donnant le *caïmacamat* druse à un musulman, au lieu de le donner à un druse, et le *caïmacamat* maronite à Béchir-Ahmed, qui n'était chrétien que de nom.

Kourchid-Pacha refusait systématiquement d'intervenir d'une façon quelconque dans la Montagne. Ne fallait-il pas en respecter l'autonomie, chère aux puissances ? Dans sa pensée, il ajoutait qu'une catastrophe épouvantable seule pourrait convaincre ces puissances que l'autonomie ne valait rien pour ces populations indisciplinées et querelleuses, et que seule la poigne rude d'un pacha turc, appuyée par de nombreux bataillons ottomans, pouvait les maintenir dans la paix.

Cependant, à la fin du mois d'août 1859, devant les instances pressantes des consuls, il se porta avec quelques troupes aux environs de Zahlé, mais il ne fit rien pour réprimer les désordres (2). Trois mois après, M. Moore constatait avec amertume que le gouverneur de Sayda paraissait « avoir décidé d'abandonner le peuple à lui-même », c'est-à-dire de laisser l'anarchie maîtresse du pays (3).

Le *Mudir* de Zahlé fut rappelé : immédiatement après son départ les désordres éclatèrent dans la ville livrée à elle-même. Par cette tactique, les autorités arrivèrent ainsi à « dégoûter la population de l'institution existante », de l'autonomie créée par la convention de 1845. Les populations, exaspérées, par une commune détermination, demandèrent un gouverneur turc « comme le seul moyen qui leur permettrait de jouir de la tranquillité » (4).

Kourchid-Pacha allait toucher au but. Mais, pour abolir

(1) Rapport de M. Moore, du 28 janvier 1858. — Testa, *op. cit.*, t. VI, p. 48.

(2-3) Testa, *op. cit.*, t. VI, p. 60, 61 et 65.

Ce gouverneur de Sayda violait ouvertement les prescriptions du Hatti-Hamayoun du 18 février 1856. Ainsi, il continuait à exclure les chrétiens de l'armée, mais il exigeait pour chaque homme, comme taxe de remplacement, cinq mille piastres tirées pour la présente (1859), ainsi que les arrérages des quatre dernières années (Testa, *op. cit.*, t. VI, p. 56).

(4) Testa, *op. cit.*, t. VI, p. 57 et suiv. Rapport (extrait) du consul général Moore à sir H. Bulwer en date du 20 avril 1859 (17 Ramazan 1275).

l'autonomie, il fallait le consentement des puissances signataires des protocoles de 1845 et du traité de Paris de 1856. A cet effet, il fallait une catastrophe encore bien plus grande. Kourchid, pour l'amener, se servit des Druses. Il était en rapports avec leurs principaux cheikhs et les encourageait à prendre les armes contre les Maronites (1). Il connaissait l'organisation aristocratique et militaire très forte des Druses, la puissance des seigneurs auxquels les paysans obéissaient fidèlement. Au premier signal des chefs, toute la nation druse pouvait prendre les armes et se jeter subitement sur les chrétiens. Les conciliabules entre les cheikhs druses et les officiers et fonctionnaires turcs se multipliaient à partir du mois de juillet 1859. En même temps, des bandes druses, sous la conduite du cheikh Youssef-Abd-El-Malek attaquaient des villages chrétiens, les brûlaient et en massacraient les habitants (2). D'autres villages furent incendiés dans le Meten. A Beit-Méri, un combat se livra entre deux partis, druse et maronite. A Hasbeya, aux pieds du Mont Hermon, des rixes sanglantes éclatèrent entre eux. Les chrétiens demandèrent à être placés sous l'autorité des musulmans. Le pacha de Damas fit occuper immédiatement la ville par des troupes et fit annoncer aux représentants de l'Europe qu'il prenait toutes les mesures nécessaires pour le maintien de l'ordre. Nous verrons plus tard quel fut le rôle odieux de cette garnison turque.

Toute la nation druse se prépara à une prise d'armes générale. Les seigneurs retinrent le tribut, les impôts et en gardèrent une partie au détriment du fisc turc et constituèrent ainsi un trésor de guerre. Ils achetèrent des quantités d'armes et de poudre, si bien que dès le 30 septembre 1859, le consul anglais de Damas écrivit à Sir Henri Bulwer, à Constantinople : — « On dit que les Druses du Hauran s'arment, et on craint qu'ils ne se joignent à leurs coréligionnaires du Liban et n'attaquent les Maronites, qui se préparent pour l'attaque et la défense (3). C'était l'annonce d'une formidable guerre

(1) Au début de la révolution, les émirs et les cheikhs druses, se sentant solidaires avec l'aristocratie maronite contre le mouvement démocratique, et se sachant menacés également dans leurs privilèges, leur avait proposé de les aider à comprimer la révolte populaire. Ce fut Kourchid qui les en détourna.

(2) Testa, *op. cit.*, t. VI, p. 60, 70 et suiv.

(3) *Id.*, *ibid.*, p. 64. Rapport (extrait) du consul Brant à sir H. Bulwer, 30 septembre 1859 (3 rébiul-ewel 1276).

entre les Maronites et les Druses plus terribles que les massacres de 1841 à 1845 ; elle allait, en effet, éclater l'année suivante (1).

Quelles conclusions devons-nous tirer de tous ces faits que nous venons d'examiner ? Pendant les années 1857 à 1858, des conflits avaient éclaté entre le caïmacam maronite et plusieurs émirs et cheiks influents. De ce conflit est sorti un mouvement démocratique, révolutionnaire, dirigé contre les seigneurs féodaux. Ce mouvement avait été préparé de longue date par toute l'évolution du peuple maronite. Arrivé à la majorité, il ne voulait plus être tenu en laisse par la noblesse ; il réclamait l'abolition des privilèges seigneuriaux, qui lui paraissaient injustes et vexatoires, et l'égalité des classes sociales.

Les paysans protestaient contre les redevances multiples qu'ils étaient obligés de payer aux *mokatédjis*. Ils voulaient la pleine propriété des terres, où ils n'avaient été jusqu'alors que des serfs et des fermiers, des fellahs, et le morcellement des grands domaines des seigneurs pour en répartir les lots entre eux. C'est un mouvement analogue à celui qui se produisit en France de 1787 au 4 août 1789. Comme en France, il a provoqué des désordres, des scènes de pillage, des conflits sanglants.

Cette révolution aurait pu se dénouer pacifiquement, si les autorités turques en Syrie s'y étaient prêtées. Il suffisait de leur intervention modérée et patiente et des bons offices du corps consulaire de Beyrouth, pour calmer les esprits, et pour donner à la Montagne, par un commun accord entre les partis maronites en présence d'un côté, les représentants de la Porte et des Puissances de l'autre, les institutions nouvelles compatibles à la fois avec l'esprit moderne et les droits populaires, en ménageant en même temps les transitions.

On ne saurait nier, après l'examen de tous les faits que nous avons cités, après les témoignages peu suspects des agents anglais, que les fonctionnaires turcs en Syrie n'ont eu, au contraire, qu'un seul but : aggraver encore l'état anarchique dans la Montagne. Ils ont soufflé sur le feu ; ils ont poussé les Druses contre les Maronites ; ils ont tout fait pour

(1) L'hiver se passa sans autre chose qu'une grande agitation dans toutes les parties du Liban. — Voir Lenormant, *op. cit.*, p. 18.

que du mouvement populaire ne sorte pas une organisation sociale nouvelle, mais une guerre civile avec tout son cortège de pillages, d'incendies et de massacres.

Certains diplomates européens ont essayé de rendre le clergé maronite responsable des massacres. M. Richard Edwards, dans son ouvrage sur *la Syrie de 1840 à 1862* (1), s'est efforcé de prouver cette thèse : il accuse nettement le clergé maronite d'avoir prêché la révolte contre les Turcs et la guerre sainte contre les idolâtres, les Druses et les Musulmans. Il y aurait eu un complot chrétien pour chasser les infidèles de la Montagne. Malgré les exhortations des prêtres, les Grecs, les orthodoxes et les unis, auraient refusé d'y prendre part. Par des feuilles volantes, par leurs prédications, les prêtres maronites auraient appelé leurs fidèles aux armes ; ils auraient formé des comités partout pour organiser méthodiquement l'insurrection et acheter des armes.

M. Edwards oublie simplement de donner des preuves certaines, irréfutables, de ses allégations. Le clergé maronite, certainement, a pris une part très grande au mouvement démocratique ; mais ce serait méconnaître complètement le caractère de ce mouvement que de dire qu'il était une manifestation du fanatisme religieux. Il était essentiellement politique et social, au contraire, dirigé aussi bien contre les seigneurs maronites que contre les seigneurs druses. Il ne s'attaquait nullement au peuple druse, aux paysans de cette nation. Les révolutionnaires maronites, sans doute, auraient pour la plupart été très heureux de voir les *fellahs* druses se joindre à eux contre l'oppression seigneuriale. Les émirs et les cheiks druses étaient menacés non pas tant à cause de leur religion qu'à cause de leurs privilèges féodaux. Ce n'étaient pas tant des fanatiques chrétiens qui se soulevaient contre eux, que des paysans désireux de s'émanciper et de devenir propriétaires de leurs terres.

Les seigneurs druses sentaient si bien la portée primitive du mouvement que, de l'aveu de M. Edwards, ils offraient aux seigneurs maronites de s'unir contre un péril commun et pour une répression commune.

Seulement, l'organisation féodale des Druses se montra plus solide que celle des Maronites. Le *fellah* druse, loin d'être

(1) P. 132 et s.

entraîné par le courant démocratique, resta fidèlement attaché à son seigneur. Partout où celui-ci se vit menacé par des révolutionnaires maronites, il arma contre eux ses *fellahs* druses.

Que des prêtres bornés aient excité le fanatisme religieux, nous n'essayons pas de le nier ; mais ce n'était certes pas la généralité : le peuple maronite demandait l'expropriation des seigneurs, qu'ils fussent Maronites ou Druses, et l'abolition de leurs privilèges.

Tous les témoignages concordent à établir que la nation maronite était déchirée par des dissensions intestines ; les partis en présence se combattaient avec acharnement ; le sang coulait, versé par des mains chrétiennes. Et le clergé maronite aurait choisi le moment où une révolution, une guerre civile armait ses nationaux les uns contre les autres, pour entreprendre une guerre d'extermination contre les Druses et les Musulmans qu'on n'avait pas pu vaincre alors qu'on était unis ?

C'était vraiment mal choisir le moment ! Et si M. Edwards prétend que les comités maronites ont, pendant l'hiver de 1859 à 1860, acheté des armes en grand nombre pour la guerre sainte, il est réfuté par tous les témoins sérieux, entre autres par le Comte de Bentivoglio, qui démontre que ce n'est qu'à la veille des massacres de 1860 que les Maronites purent se procurer des armes.

La révolution, dans les districts mixtes, déclencha une lutte entre les Maronites démocrates d'une part, et les Druses fidèles à l'ancien régime, de l'autre. Cette lutte fut savamment envenimée par les autorités ottomanes.

La réorganisation de l'empire ottoman tendait surtout à une forte centralisation. Le gouvernement turc devait donc être naturellement très hostile à l'autonomie libanaise et à la quasi-indépendance de la Montagne ; il cherchait à l'abolir et il poussait les populations libanaises à la détruire elles-mêmes pour intervenir ensuite et, sous le prétexte de remédier à une anarchie intolérable, soumettre le pays à son autorité directe. Ce sont ses agents qui ont lancé les Druses contre les Maronites, qui ont fait dégénérer le mouvement révolutionnaire en une lutte entre les peuplades, où le fanatisme religieux devait se donner libre jeu. Ce sont eux qui portent la responsabilité des effroyables massacres de 1860 devant l'histoire.

L'attitude des consuls européens ne fut pas très brillante. Ils n'avaient pas su imposer aux pachas turcs les mesures les plus élémentaires pour endiguer le mouvement révolutionnaire et étouffer les émeutes. Ils se sont laissé duper par Kourchid et par les autres fonctionnaires turcs. Les plus clairvoyants parmi les représentants européens dans l'empire ottoman apercevaient nettement la réaction contre les réformes annoncées par la Hatti-Hamayoun ; M. James Hume le signala dans un de ses rapports : « Les Turcs attendirent le départ des armées libératrices de l'Occident, et aussitôt commença une réaction anti-chrétienne sous beaucoup de rapports et anti-européenne, de la part de l'administration turque, c'est-à-dire de l'administration que nous avons sauvée » (1).

Mais on ne sut prendre aucune attitude énergique en face des menées turques. La faute en était à la politique anglaise.

Le Cabinet de Londres, pendant la guerre de Crimée, avait exigé que l'œuvre de réformes, en Turquie, fût placé sous la garantie collective de l'Europe ; elle avait par là même défendu le principe de l'intervention collective des puissances. Par cette politique, elle avait voulu faire échec aux prétentions russes et françaises d'intervenir individuellement en Turquie, les uns pour protéger les catholiques, les autres pour protéger les orthodoxes sujets du Sultan. Comme la situation misérable des chrétiens et leurs révoltes fréquentes ne permettaient pas à l'Europe de rester indifférente, il n'était pas possible à l'Angleterre de soutenir une politique de non-intervention absolue. C'est alors qu'elle avait imaginé la garantie collective qui devait supplanter l'intervention individuelle et des Français et des Russes. Cette dernière était une menace constante pour l'intégrité de l'empire ottoman et pour le pouvoir souverain du Sultan. La garantie collective, au contraire, ne pouvait s'exercer que par l'accord unanime des Puissances et donnait à l'Angleterre le moyen d'arrêter, par son veto et par son action diplomatique, toute tentative de conquête d'une province turque où la main-mise d'une autre puissance sur la Porte, comme au temps du traité d'Unkiar-Skélessy, en 1833.

Les Anglais avaient obtenu partiellement gain de cause,

(1) Cité par Saint-Marc-Girardin : Des Turcs et de la condition des Chrétiens en Turquie, d'après une enquête confidentielle du gouvernement anglais (*Revue des Deux-Mondes*, 4^{or} avril 1861).

par l'article IX du traité de Paris de 1856. L'intervention individuelle d'une puissance était formellement condamnée, mais le Sultan, ainsi que nous l'avons vu, avait placé implicitement l'œuvre de réformes sous la garantie collective des Puissances signataires du traité. Alors, la politique anglaise changea de tactique. Chaque puissance pouvait tirer de l'article IX le droit au moins de contrôler la Porte et de prendre l'initiative des remontrances et d'une intervention. La Russie, la Prusse, l'Autriche, la Sardaigne et la France pouvaient s'entendre entre elles, pour exercer une pression sur le Sultan en dehors de l'Angleterre et malgré ses protestations. Elles pouvaient se faire auprès des chrétiens sujets, et même auprès de certains partis turcs une très forte clientèle. La garantie collective n'était donc pas sans dangers, et pour le pouvoir souverain du Sultan, et pour l'Angleterre qui voulait prédominer en Orient, précisément par l'intermédiaire du Sultan. Plus que jamais, elle entendait être la conseillère très intéressée de la Porte dans sa politique intérieure et extérieure, et tirer de ce côté, pour elle, les bénéfices matériels les plus considérables. Il lui fallait pour cela, regagner la confiance d'Abdul-Médjid et des principaux hommes d'Etat turcs. A cet effet, toute sa politique orientale, à partir de 1858, tendait à favoriser les efforts de la Porte vers une plus grande centralisation et vers le renforcement du pouvoir souverain du Sultan, à éviter, autant que possible, toute intervention européenne, et enfin, pour le cas où elle se produirait quand même, à la limiter au strict minimum et à en réduire les effets (1).

(1) Les avis, cependant, ne manquaient pas au Cabinet de Londres, pour lui faire connaître qu'une explosion du fanatisme musulman était à redouter particulièrement en Syrie, depuis la publication du Hatti-Hamayoun de 1856 et la conclusion du traité de Paris. Il crut même nécessaire de prescrire une enquête secrète, qui fut faite avec soin par ses agents diplomatiques et consulaires dans l'empire ottoman.

Un des consuls anglais de Syrie résuma ainsi ses impressions dans son rapport : « L'état de la population musulmane dans le cercle de mon consulat est fort différent de celui des autres provinces de l'empire ottoman, qui ont plus de contact avec les idées de l'Europe. Ici, la race dominante est encore ce qu'elle était partout il y a trois ou quatre siècles, orgueilleuse et intolérante. On ne trouve point ici ce mélange produit par l'envahissement du com-

Ce fut cette tactique de la diplomatie anglaise qui paralysait, en Syrie, dès 1858, l'action préventive des consuls européens et leurs efforts pour enrayer les troubles et empêcher les massacres ; elle a sa large part de responsabilité dans les tristes événements de 1860.

Les seigneurs et les paysans druses, se croyant menacés par le mouvement démocratique et social des paysans chrétiens, s'étaient préparés à une défense vigoureuse. Malheureusement, énervés par la crainte du danger, ils se laissèrent entraîner par quelques chefs ambitieux et par les excitations des agents ottomans à ne pas se borner à la défensive, mais à se jeter sur les Maronites avant que ceux-ci eussent seulement songé à les attaquer, les armes à la main. Ils se ruèrent sur les Maronites avec une véritable rage sanguinaire et commencèrent les massacres. Le mouvement démocratique avait ainsi déchaîné la fureur druse contre les chrétiens.

merce européen, et les résultats d'une prétendue civilisation greffée sur le vieux tronc musulman. Le commerce de la Grande-Bretagne, de l'Autriche, de la France et de la Suisse a pris beaucoup d'extension ; mais c'est un élément à part dans la société, et il exerce peu d'influence sur l'esprit musulman. »

(Cité par la *Revue des Deux-Mondes*, 1^{er} avril 1861 : *La Turquie d'après une enquête du gouvernement anglais*, par Saint-Marc-Girardin).

CHAPITRE IV

I. LES MASSACRES DE 1860 DANS LA MONTAGNE. — II. LES MASSACRES DE DAMAS. — III. MAI, JUIN 1860 : LES PREMIÈRES NÉGOCIATIONS DE L'INTERVENTION. — IV. LES PUISSANCES ET L'INTERVENTION ARMÉE EN SYRIE. — V. LE PROTOCOLE DU 3 AOÛT 1860 ET LA CONVENTION DU 5 SEPTEMBRE.

I

Les massacres de 1860 dans la Montagne.

Au printemps de 1860, l'Europe s'émue des nouvelles toujours plus alarmantes qui arrivaient de Syrie. Le 27 avril, trois Maronites du village de Katouli sont massacrés par une bande de Druses. Le 15 mai, sur la route de Deïr-el-Kamar à Djezzîn, les Druses surprennent une caravane de chrétiens et en tuent quatre, parmi lesquels un prêtre. Près de Katouli quatre autres chrétiens tombent dans un guet-apens. Le prêtre de Beït-el-Dîn est tué ; un moine et quatre individus subissent le même sort dans le district du Chouf. Le prêtre de Maâssir est assassiné dans sa maison. D'autres chrétiens, dans d'autres localités, tombent également sous les coups des meurtriers druses (1). Dans les districts mixtes, tous les Druses sont déjà sous les armes et rassemblés à Mokhtara, résidence de Saïd-Bey Djumblat, un de leurs chefs les plus puissants et les plus actifs. Les assassinats, les vols, les attentats se multiplient. Le 20 mai, les chrétiens de ces districts préviennent Kourchid Pacha qu'ils vont prendre les armes à leur tour, pour se défendre contre les Druses, et demandent son intervention afin de ramener l'ordre et la paix.

(1) Testa, *op. cit.*, t. VI, p. 67 et s., *Papers relating to the disturbances of Syrie*, p. 1 et s. ; *Moniteur*, 15 mai 1860, Discussion au Sénat sur la pétition en faveur des Syriens ; Louis Philippe Albert d'Orléans, Comte de Paris, *Damas et le Liban* (Extraits du *Journal d'un voyageur en Syrie au printemps de 1860*, in-8°, Londres 1861 ; Henry David, *La question du Liban considérée au point de vue du droit*, Paris, 1861.

La crainte d'un soulèvement général et d'une guerre civile se répand dans toute la Syrie. Le corps consulaire de Beyrouth, dès l'origine des troubles, s'est préoccupé de cette situation et a demandé au pacha de veiller au maintien de la paix. Kourchid répond, en se plaignant du gouvernement de Constantinople, auquel il reproche de ne pas prêter une attention suffisante aux affaires de Syrie. Dans son rapport, explique-t-il, « lorsqu'il mentionne un cas d'assassinat, pour recevoir le pouvoir nécessaire de punir les criminels, il se passe un ou deux mois avant qu'il reçoive une réponse ; alors, l'affaire est déjà oubliée et la force de l'exemple est perdue, tandis que cela encourage l'accomplissement des crimes, dans l'intervalle » (1).

Malgré tous les avertissements, malgré les troubles qui s'aggravent partout, Kourchid, pendant les mois de mars, d'avril et de mai, néglige les mesures préventives les plus élémentaires. Au contraire, il continue ses relations secrètes avec les cheiks druses. Son principal lieutenant, le général de division Tahir-Pacha, le commandant des troupes dans le Pachalik, correspond également avec eux ; et loin de leur prêcher le calme, il trouve justes leurs récriminations contre les chrétiens (2).

Kourchid-Pacha entend bien poursuivre son abominable plan jusqu'au bout, et arriver par l'anarchie à la destruction de l'autonomie libanaise. C'est également une occasion pour le fanatisme et l'orgueil musulman de venger toutes les humiliations et toutes les capitulations que les puissances chrétiennes ont imposées à la Sublime-Porte, et qu'elles prétendent lui imposer encore.

Il est certain que le pacha de Beyrouth et ses principaux collaborateurs, non seulement n'ont rien fait pour arrêter les troubles, au printemps 1860, pas plus que les années précédentes, mais ils ont directement encouragé les Druses à attaquer les chrétiens. Bien plus, Kourchid engage le clergé chrétien à maintenir ses fidèles dans le calme (3). Il veut

(1) Testa, *op. cit.*, t. VI, p. 67. Rapport du-consul général Moore à sir H. Bulwer 2 avril 1860 (11 ramazan 1276).

(2) Lenormant, *op. cit.*, p. 18. Entre autres, le cheik druse Kassini-Bey a une entrevue avec le *Muschir* de Sayda, le 26 avril ; le lendemain, les Druses de son district prennent les armes.

(3) Testa, *op. cit.*, p. 73. — Voiraussi, Lenormant, *op. cit.*, p. 15 et s.

désarmer les Maronites. Le corps consulaire de Beyrouth est dans l'émoi ; de tous côtés, son intervention est sollicitée.....

Le rusé Pacha, dans ses conférences avec les consuls, expose tout un ensemble de mesures destinées à rétablir l'ordre. Il promet d'envoyer dans la Montagne un corps de troupes assez considérable pour obtenir ce résultat. Puis il prend l'offensive contre les Maronites, accuse un comité général de Beyrouth de fomenter un soulèvement contre les Druses, et reproche tant au clergé qu'aux notables maronites d'exciter leurs fidèles à la révolte. Ce sont les chrétiens, prétend-il, qui ont commencé ; ils projettent d'exterminer les Druses ; ceux-ci ne font que prendre des mesures de défense. La manœuvre est habile. Elle sème la discorde dans le corps consulaire. Le consul général d'Angleterre, en effet, est porté à soutenir les Druses, dont son gouvernement s'est constitué le patron depuis 1840 ; le consul général autrichien, M. de Weckbecker, ne paraît pas non plus avoir une trop grande tendresse pour les Maronites et les prendre pour des victimes complètement innocentes. La division commence à se mettre parmi les représentants des puissances.

Malgré tous les symptômes d'inquiétude, on ne perd pas à Beyrouth tout espoir de prévenir encore une conflagration générale. C'est le moment de la récolte de la soie, et celui de la moisson. Les populations, dans leur intérêt matériel, attendront bien la fin de cette récolte avant de se lever en masse. Le gouvernement turc aura ainsi le temps de prendre des mesures énergiques de pacification (1).

Vaine espérance : Kourchid finit enfin par prendre quelques précautions pour maintenir l'ordre et empêcher une conflagration générale. Il demande des renforts à Naplouse, à Damas, à Jérusalem, il rassemble les gendarmes irréguliers, les terribles *bachi-bouzouks*, dont la cruauté sanguinaire, depuis 1840, est encore dans toutes les mémoires, chez les Maronites, et il enrôle même des Bédouins de la Békaa ; par une suprême ironie, c'est avec des bandits et des pillards de profession qu'il prétend faire la police et empêcher les meurtres et les pillages. Au lieu d'opposer aux Druses des gendarmes, il leur fournit des complices. Lui-même, le 29 mai, avec 750 hommes du *Nizam*, de l'armée active régulière, s'établit dans un camp, au

(1) Testa, *op. cit.*, t. VI, p. 68.

pied de la Montagne, près de Baabda, à deux heures de marche de Beyrouth. Le même jour, par une coïncidence au moins étrange, les grands massacres, les « atrocités de Syrie » commencent.

M. de la Gorce prétend qu'il y a eu une grande conjuration, car « elle se développa avec une trop rare vue d'ensemble pour n'avoir pas été longuement préméditée » (1).

Le 29 mai, les Druses des districts mixtes du Liban commencent l'attaque. Dans le Méten, ils marchent sur les bourgades et les villages des chrétiens. A quelques lieues de Beyrouth, Beit-Méri est pris d'assaut, livré au pillage et aux flammes. La révolte se répand comme une trainée de poudre, et la mêlée devient générale dans le Méten et dans le Chouf. Dans l'Anti-Liban, la province de Damas, le Mont-Hermon et le Hauorân, la levée en masse de tout le peuple druse s'organise rapidement ; des bandes se dirigent vers Djezzin, et sur Deir-el-Kamer, les principaux centres chrétiens (2).

Les Maronites, surpris, prennent les armes à leur tour et mettent leurs villages et leurs bourgs en état de défense ; mais ils sont moins aguerris, moins disciplinés, moins cruels que leurs adversaires ; leurs armes sont vieilles et pour la plupart inutilisables. Les Druses, au contraire, solidement organisés, bien armés, rompus aux combats et bien conduits par leurs cheiks, l'emportent aisément, malgré leur infériorité numérique.

La panique s'empare des chrétiens ; ils s'enfuient en masse vers les villes et vers les stations des troupes turques. En trois jours, trente-deux villages et hameaux sont incendiés ; les Druses massacrent impitoyablement les hommes, les femmes, les enfants et les vieillards qu'ils peuvent atteindre (3).

Le consul général Moore, peu suspect cependant d'animosité contre les Druses, protégés par son gouvernement, écrit,

(1) De la Gorce, *op. cit.*, t. III, p. 304.

(2) *Further papers relating to the disturbances in Syria*, p. 40 et suiv. — Voir aussi Lenormant, *op. cit.*, *passim.* ; J. Ferette, La question du Liban et l'état de la Syrie. *Revue des Deux-Mondes*, 15 août 1860 ; Xavier Raymond, La Syrie et la question d'Orient, *Revue des Deux-Mondes*, 15 septembre 1860.

(3) *Further papers relating to the disturbances in Syria*, p. 40 et s.

le 30 mai : « La guerre civile vient d'éclater dans le Liban ; les villages en vue de Beyrouth sont la proie des flammes (1). » Le lendemain, il ajoute : « Les Druses mettent le feu à tous les villages chrétiens qui n'ont pas été brûlés. » C'est le témoignage le plus accablant contre les Druses, car il émane de celui qui, par le Cabinet de Londres, était chargé de les défendre. Il est vrai que M. Moore termine son rapport du 31 mai par cette phrase, où éclate toute sa haine des Maronites, protégés de la France : « Il y a tout lieu d'espérer que les hostilités sont finies, à moins que les chrétiens n'attaquent de nouveau. » Que signifie donc cette insinuation, que n'appuie aucune preuve, à côté de l'aveu net et circonstancié des atrocités commises par les Druses ? M. Moore oublie de prouver que les chrétiens ont attaqué une première fois, et il affecte de croire qu'ils n'ont qu'à enregistrer les coups par eux reçus, sans même tenter une riposte.

Ce rapport du consul anglais du 31 mai est, dans cette crise douloureuse, la première preuve manifeste du parti pris évident et violent que le Cabinet de Londres va affecter contre les Maronites et en faveur des Druses. Dans un intérêt politique des plus égoïstes, il a soutenu les massacreurs contre les victimes, comme il fera seize ans plus tard, lors des massacres de Bulgarie, malgré l'éloquent appel du généreux Gladstone.

Cependant, le corps consulaire, à Beyrouth, ne peut pas rester indifférent, en face d'une situation aussi troublée et aussi dangereuse ; le 31 mai, au soir, il se réunit et délibère. Mais, pendant que le sang coule à flots à quelques lieues de distance, les représentants de l'Europe civilisée se disputent et ergotent. — Les consuls de France et de Russie réclament les mesures les plus énergiques et les plus efficaces pour protéger les chrétiens ; l'Autrichien, hésitant, louvoie ; l'Anglais, fidèle à la tactique britannique en Orient, veut, avant tout, respecter l'intégrité de l'empire ottoman et la souveraineté du Sultan : il s'oppose énergiquement à ce qu'aucune pression trop forte soit exercée sur les autorités turques ; il ne veut pas d'une mise en demeure, à elles adressée, de ramener par la force les Druses dans leurs villages ; ce serait empiéter sur leurs droits incontestables de maîtres du pays ; on se borne

(1) *Papers relating to the disturbances in Syria*, p. 6 et suiv.

donc à faire à Khourchid-Pacha d'« amicales représentations ».

Le Pacha accueille courtoisement les consuls, dans son camp ; mais, bien loin de parler de mesures d'ordre et de répression, il réitère, au contraire, ses accusations contre l'évêque Tobie, de Beyrouth, et contre le comité chrétien. Ce sont eux, qui, d'après lui, fomentent la guerre civile ; il veut même faire partager aux consuls la responsabilité de l'ordre, pour leur laisser ensuite celle du désordre, qu'il sait inévitable, puisqu'il contribue à le créer : « Contenez le comité, leur dit-il ; je me charge des Druses » (1) ; ce qui voulait dire, en termes plus explicites : « A vous incombe la charge de maintenir les chrétiens dans l'ordre et dans la paix ; ce sont vos protégés ; vous avez sur eux beaucoup plus d'autorité que moi. Si vous ne réussissez pas, je m'en lave les mains ; vous n'aurez qu'à vous en prendre aux autorités chrétiennes. » Manœuvre adroite et sournoise, qui embarrasse les consuls, les divise, et entrave leur action. Ils quittent le camp, sans avoir pu obtenir du rusé Pacha qu'il leur explique comment il compte se charger des Druses. De retour à Beyrouth, M. Moore, toujours fidèle à la tactique anglaise de ne compromettre ni les autorités ottomanes, ni les Druses, demande à l'évêque Tobie et aux meneurs maronites de déposer les armes et de contenir leurs coréligionnaires. Alors, ceux-ci, montrant les villages incendiés, lui répondent qu'ils n'ont ni le droit ni le pouvoir d'interdire aux chrétiens de se défendre contre les attaques druses.

Néanmoins, les Maronites ont l'espoir, surprenant chez eux, après les innombrables trahisons turques dont ils ont été victimes, que Kourchid va les protéger contre le fanatisme druse, qu'il arrêtera l'effusion du sang. Au lieu de se défendre eux-mêmes avec la dernière énergie, ils comptent sur les troupes et sur les gendarmes du Pacha ; un grand nombre d'entre eux se débandent et s'enfuient vers les villes.

Malheureusement, le Pacha ne songe nullement à arrêter les Druses. Il lui faut, au contraire, de nouveaux massacres, une saignée plus abondante des Maronites, qui brise complètement chez eux tout ressort et les rend incapables d'échapper plus longtemps au despotisme ottoman et de maintenir

(1) *Papers relating to the disturbances in Syria*, p. 8.

leur autonomie. Par leurs atrocités nouvelles, les Druses vont se compromettre encore davantage en face du monde civilisé, et soulever contre eux des colères unanimes. Ils vont maintenant se rendre indignes de leurs institutions autonomes, et alors, la Porte, avec le consentement de l'Europe, va pouvoir les briser à leur tour et les subjuguier à sa toute-puissance, sans qu'ils trouvent dans le monde un appui sérieux et solide.

En effet, bien loin de les retenir, Kourchid les a encouragés à poursuivre les massacres. Son protégé, le cheik Saïd-bey-Djomblat promet d'abord aux chrétiens de Djezzîn de ne pas les attaquer ; puis, après les avoir ainsi endormis, il se jette sur la ville avec ses bandes, et se livre à la destruction la plus sauvage. De nombreux chrétiens se réfugient, les uns à Beyrouth, les autres à Sayda et implorent la protection des garnisons turques et des consuls européens. A Sayda, les *muftis* rassemblent les musulmans, leur prêchent la guerre sainte, les lancent contre les fuyards. Pris entre ces fanatiques et les Druses, les malheureux chrétiens sont massacrés en masse dans la banlieue, à la vue des Turcs complices et des consuls impuissants. Les égorgeurs tirent même sur deux Jésuites français, venus pour soulager les blessés. C'est à peine s'ils respectent le consulat français, où, sous le couvert du drapeau tricolore, s'entassent les chrétiens qui ont pu survivre à l'effroyable catastrophe (1).

Sous la conduite de leurs cheiks, les amis de Kourchid, les Druses du Haourân, plus guerriers, plus cruels et plus pillards encore que leurs frères du Liban, se forment à leur tour en bandes, et se jettent sur les villes et les villages des chrétiens. Cette fois, ce ne sont plus seulement les Maronites qui sont attaqués, mais tous les « rayas », sans exception, Grecs orthodoxes, Grecs unis, Syriens et Arméniens, sans distinction de secte ou de race ; c'est l'explosion du fanatisme religieux dans toute son horreur (2).

Hasbeya, la jolie cité au pied du Mont-Hermon, est attaquée ; la garnison turque, sous les ordres du colonel Osman-Bey, ne s'oppose pas aux bandes druses. Les chrétiens de

(1) *Correspondence relating to the affairs of Syria*, p. 85 et suiv. *Further papers relating to the disturbances in Syria*, p. 8 et suiv., et p. 41 et suiv.

(2) *Papers relating to the disturbances in Syria*, p. 12.

toutes les sectes, en assez grand nombre, résistent énergiquement ; alors, Osman-Bey s'engage à les défendre avec ses troupes, mais à la condition qu'ils lui confient leurs armes, toutes les populations chrétiennes, musulmanes et druses devant être désarmées dans l'intérêt de la paix générale. En effet, les Druses, sur l'ordre du colonel, cessent momentanément leur attaque, et les chrétiens, pleins d'une confiance aveugle, livrent leurs sabres et leurs fusils. Osman veut les faire transporter à Damas ; mais l'escorte est si faible, que les Druses n'ont aucune peine à piller le convoi à la sortie de la ville et à s'emparer des armes.

Ils reprennent les hostilités contre les chrétiens désarmés. Osman Bey fait parquer ceux-ci dans le sérail, toujours par mesure de protection ; puis, le 6 juin, fait évacuer la place par ses troupes. Eperdus, se voyant sans défense aucune, les chrétiens tentent de partir avec les soldats turcs et sortent du sérail. Alors commence une scène de carnage effroyable : les Druses se jettent sur les malheureux réfugiés et les assomment à coups de sabres, de poignards, de casse-tête. Un grand nombre de soldats turcs viennent encore à la rescousse. Ni les femmes, ni les enfants, ni les vieillards ne sont épargnés. Les plus riches seuls ont la vie sauve, mais à prix d'argent (1).

La ville voisine de Racheya subit le même sort. Là encore, les chrétiens sont livrés aux Druses par la garnison turque ; de là, les bandes du Haourân s'enfoncent dans la Békaâ, pillant et massacrant, et se dirigent vers l'important centre chrétien de Zahlé, renforcés par d'autres bandes, par des Bédouins, des Métoualis, des Kurdes, attirés par l'appât du pillage et animés d'une haine particulièrement ardente contre la cité catholique. Effrayés à l'approche du danger, les évêques et les notables de Zahlé envoient une supplique aux consuls de Beyrouth ; ceux-ci se transportent une seconde fois auprès de Kourchid, toujours immobile dans son camp, et le somment de protéger Zahlé contre les massacreurs. Le Pacha leur répond qu'il a déjà ordonné de la façon la plus formelle

(1) La sœur d'un cheik druse recueille quatre cents chrétiens dans sa maison, et les sauve d'une mort certaine. Plus tard, ils seront conduits à Beyrouth. Avec quelques échappés isolés, ce sont les seuls survivants de la population chrétienne d'une ville florissante.

aux Druses de s'arrêter (1), et que cinq cents soldats sont en route pour Zahlé. Malgré les protestations énergiques des consuls, malgré l'envoi un peu tardif du détachement turc, Zahlé succomba à son tour affreusement dévastée et brûlée (2).

En même temps, Deïr-el-Kamar, un des bourgs les plus importants du centre de la Montagne — à 20 kilomètres de Beyrouth — tombe entre les mains des Druses. Les Maronites, désespérant de leurs propres forces, se placent sous la protection des soldats turcs, se réfugient dans le sérail et livrent leurs armes. Les Druses arrivent, y pénètrent de force, et se livrent à des scènes de torture et de carnage : pendant toute une journée, on tue lentement, avec raffinement, devant les soldats turcs complaisants. Plus de mille trois cents cadavres gisent dans l'infortunée cité (3).

Au récit et à la vue des atrocités commises, Kourchid ose s'écrier : « Je regretterai toute ma vie les horreurs que je viens d'apprendre. » Le lendemain de son arrivée sur les lieux il arrêta, mais trop tard, le carnage, qui a cessé faute de victimes.

A la fin du mois de juin, la plus grande partie de la Montagne méridionale est entre les mains des Druses. Les représentants de l'Europe en Syrie ont été bafoués. Les Druses, ne les craignant plus, se moquent ouvertement de leurs recommandations et de leurs menaces. Une lettre très énergique à leurs cheiks, dans laquelle ils les somment de cesser tout acte d'hostilité, reste sans effet (4). Les Druses n'igno-

(1) Testa, *op. cit.*, t. VI, p. 75. Rapport du consul général Moore à sir H. Bulwer, Beyrouth 16 juin 1860 (27 zilcadé 1276).

(2) *Papers relating to the disturbances in Syria*, p. 29 ; *Further Papers relating to the disturbances in Syria*, p. 43 et s. ; Lenormant *op. cit.*, p. 68 et s., et Appendice, p. 190 et s. Voir aussi *Revue des Deux-Mondes*, 15 août 1861.

(3) Plus de deux mille chrétiens ont cependant réussi à s'échapper et à se réfugier sur la côte, où des bâtiments anglais et français les recueillent et les transportent à Beyrouth, dans un état lamentable dénués de tout, presque tous blessés ou malades. *Papers relating to the disturbances in Syria*, p. 41 et s. ; *Further Papers relating to the disturbances in Syria*, p. 44 et s.

(4) Testa, *op. cit.*, t. VI, p. 79 ; les cheiks druses Said-Bey-Djomblat, Kuttar-Amad, Béchir-Néked et Kusséin-Talhouch répondent, le 3 juillet, aux consuls, en accusant le patriarche maronite et les vékils

rent pas les discordes de l'Europe qui paralysent son action en Orient.

Cependant, les Puissances ne peuvent rester insensibles à ces scènes de carnage, à cette extermination systématique et barbare de tout un peuple chrétien. Le 7 juin, leurs ambassadeurs à Constantinople apprennent les massacres par des dépêches de Smyrne. Ils se rendent auprès d'Aali-Pacha, le ministre des affaires étrangères, lui demandent des explications, et somment la Porte de maintenir la paix et l'ordre en Syrie. Aali-Pacha feint l'ignorance ; depuis trois semaines, il est sans nouvelle officielle de Beyrouth. Il n'a même pas été avisé que des troubles ont éclaté dans le Liban ou ailleurs. Il ajoute la vieille chanson, que son gouvernement, toujours respectueux des désirs des puissances et toujours fermement décidé à maintenir dans l'empire le bon ordre et une administration régulière, va renforcer immédiatement les troupes de Syrie par une frégate et deux bataillons de troupes régulières. En effet, deux bataillons sont mobilisés, mais ils ne partent que le 19 juin.

C'est que la Porte comprend le merveilleux parti qu'elle peut tirer de la situation présente en Syrie, pour y renforcer son autorité. Mieux encore que Kourchid, elle sait que l'Europe, en face d'elle, est loin d'être unanime. Déjà, l'appui partiel, mais solide et continu de l'Angleterre lui est acquis. Pourquoi ne pas essayer de berner d'abord les autres puissances, et les éluder ensuite du règlement des affaires de Syrie ?

A la longue, cependant, il devient impossible aux ministres d'Abdul-Médjid de nier les massacres ; alors, ils cherchent à les atténuer, à en rejeter l'entière responsabilité sur les Druses. Les Musulmans en avaient été victimes aussi bien 27 juin, que les chrétiens. Au moins se décident-ils à envoyer, le quatre nouveaux bataillons en Syrie.

A Beyrouth, Kourchid redouble d'audace. Sans tenir le moindre compte du refus indigné du corps consulaire, il s'entend avec les chefs druses pour contraindre les Maronites terrifiés à un simulacre de négociations. Sur l'invitation du *Muschir* de Saïda, les *Caïmacams* chrétien et druse, quelques

réunis à Beyrouth d'avoir armé les chrétiens, pour exterminer les Druses, et en rejetant sur eux la responsabilité de la lutte. C'est la version de Kourchid.

vékils et *Mokatédjis* des deux nations, le 6 juillet, signent un traité pour la conclusion de la paix, conformément à la condition de celle qui fut faite en 1845, qui est « l'oubli de ce qui est arrivé ».

Aucun parti n'a le droit de faire des réclamations, ni pour le présent ni pour l'avenir. Après la signature de ce traité, quiconque chercherait à le violer sera puni en conséquence. L'organisation existante est maintenue. Les signataires du traité s'engagent à faire exécuter toutes les ordonnances de l'autorité. L'essentiel est de faire revenir la paix.

« Mais comme il est reconnu que les principales causes de désordre sont dans le laisser-aller avec lequel les ordres et les règlements de l'administration sont exécutés, les soussignés supplient Son Excellence (le *Muschir*) de prendre des mesures efficaces pour faire marcher la justice, en faisant exécuter toutes les choses suivant leur cours naturel, et rendant avec la plus grande impartialité la justice à chacun » (1).

La manœuvre est habile. Les chefs druses et maronites, les gardiens de l'autonomie de la Montagne, proclamant eux-mêmes, par un traité formel, que l'autonomie a engendré l'anarchie, et demandent aux représentants de l'autorité turque d'intervenir efficacement et continuellement dans les affaires de la Montagne, et notamment dans l'administration de la justice, la plus importante, qui faisait de lui l'arbitre des personnes et des biens. Rendre l'autorité turque maîtresse de la justice, en Syrie, c'est porter le coup de pioche le plus sérieux à l'autonomie libanaise. Le traité de paix est le couronnement de l'œuvre de Kourchid, depuis 1858. S'il réussit à l'imposer à l'Europe, c'en est fait du *self-government* des Maronites et des Druses : ce sera le Turc qui fera la loi dans la Montagne, surtout qui l'appliquera et imposera partout le respect de sa suprématie.

Le traité est rédigé en quatre exemplaires : deux en sont échangés entre les parties constituantes ; deux autres sont présentés au *Muschir* pour être gardés dans les archives du gouvernement. Les représentants des puissances n'en reçoivent aucun ; ils sont exclus complètement des négociations.

(1) Testa, *op. cit.*, t. VI, p. 84. Traité de paix entre les Druses et les Maronites, signé à Beyrouth le 6 juillet 1860 (17 zilhidjé 1276).

Ni les Maronites, ni les Druses n'ont fait appel à leurs bons offices, ni ne les ont renseignés officiellement sur les négociations et sur le traité. Kourchid pourra ainsi leur objecter que les intéressés eux-mêmes ne veulent pas de l'intervention européenne, puisqu'ils ne l'ont pas sollicitée, et qu'ils ont préféré s'entendre en dehors de l'Europe, sous les bons auspices des autorités turques.

Le traité atteste aussi qu'il y a eu une véritable guerre civile entre les deux peuplades, et non pas simplement un massacre des Maronites par les Druses. Les cheiks maronites, en signant le traité reconnaissaient aux Druses et se reconnaissaient à eux-mêmes implicitement le caractère de belligérants. Comment, dans ces conditions, l'Europe pourrait-elle réclamer le châtiment des Druses, comme égorgeurs ? Et comment pourrait-elle parler de guet-apens, de complot, de massacres ?

Le traité est placé non pas sous la garantie de l'Europe, comme celui de 1845, mais sous celle du *Muschir* de Sayda, de la Porte. La convention de 1845 est ainsi abolie de fait par le nouveau traité, et les puissances perdent tout prétexte d'intervention dans les affaires du Liban, puisque le nouveau traité a été conclu complètement en dehors d'elles. Aussi est-ce avec une ironie à peine déguisée et le sentiment du triomphe, que Kourchid annonce, le 12 juillet, aux consuls, à Beyrouth, que la paix est signée.

« Il a quatre fois plus de troupes qu'au début, leur dit-il, et pourra maintenir l'ordre sans leur concours. Poussant l'ironie jusqu'au bout, il leur recommande même de retenir leurs nationaux pour qu'ils s'abstiennent de toute conduite compromettante » (1).

Le plan audacieux et habile du Pacha aurait certainement pu réussir. L'appui de l'Angleterre lui semble assuré, pour empêcher toute intervention européenne. Surviennent les massacres de Damas, qui renversent tout le savant échafaudage du Pacha (2).

(1) Testa, *op. cit.*, t. VI, p. 86. Réponse de Kourchid-Pacha aux consuls généraux européens à Beyrouth 12 juillet 1860 (23 zilhidjé 1276).

(2) *Id.*, *ibid.*, p. 88 et suiv.

II

Les massacres de Damas.

Les signes précurseurs d'une émeute contre les chrétiens se multipliaient également à Damas, dès l'hiver 1859 à 1860. Le gouverneur Ahmet-Pacha était ouvertement et nettement hostile à toute cette population chrétienne, si influente par sa puissance économique et par la protection de l'Europe. Comme Kourchid, il fomenta contre eux le fanatisme religieux. Et s'il n'encouragea pas directement les massacres, en prêtant main-forte aux égorgeurs, il les laissa, du moins, préparer longuement leur œuvre abominable (1).

Le 28 mars déjà, M. de Bentivoglio, consul de France à Beyrouth, signala, dans son rapport, les menées du Pacha pour provoquer une crise (2).

Les fugitifs de Hasbeya et de Racheya jetèrent l'émoi parmi leurs coréligionnaires de Damas, si bien que des deux côtés, les esprits étaient très montés (3). Les chrétiens s'enfermaient dans leurs maisons, pendant que les musulmans se préparaient ouvertement à la guerre civile.

Le 9 juillet, l'émeute commença. Les musulmans fermèrent brusquement leurs boutiques et se jetèrent en armes sur le quartier chrétien. Les agents du pacha et les *bachi-bouzouks*, au lieu de les repousser et de défendre les chrétiens, se joignirent aux émeutiers, tuèrent et pillèrent avec eux. Ce fut une véritable boucherie, les chrétiens ayant renoncé à se défendre.

La complicité du Pacha et des autorités ottomanes est hors

(1) On lui reprochait d'avoir dit un jour : « Il y a deux fléaux en Syrie, les Druses et les Maronites ; le plus grand intérêt de la Porte, c'est la disparition des uns et des autres » (*Correspondence relating to the affairs in Syria*, p. 132). — Plus tard, il soutint même que sa conduite à Damas était conforme aux ordres qu'il avait reçus de Constantinople.

(2) *Correspondence relating to the disturbances in Syria*, p. 18. Tous les Français, résidant en Orient, confirmaient, dans leurs lettres, les dires du consul et annonçaient l'émeute contre les chrétiens comme inévitable. — V. *Le Moniteur de l'Empire*, 15 mai 1861 ; discours de M. de Sauley au Sénat, séance du 14 mai 1861.

(3) *Correspondence relating to the disturbances in Syria*, p. 69 et suiv.

de doute. Un seul musulman, Abd-el-Kader, le héros algérien, retiré à Damas, refusa de s'associer aux massacres ; il essaya même de les prévenir et de les enrayer. Son témoignage est accablant : « Sur vingt-quatre musulmans, disait-il, vingt excitent publiquement aux massacres ; sur les quatre autres, trois et demi le désirent (1). »

Ainsi, de l'aveu même de l'émir algérien, il y avait eu complot, préméditation. Il y avait même eu complicité, participation des autorités. Lorsque Abd-el-Kader se rendit auprès des membres du grand Conseil, pour les exhorter à s'opposer aux massacres, il les trouva « fumant leur pipe, et se refusant à rien faire ». Les consuls, à leur tour, sommèrent le pacha de refouler et de disperser les émeutiers avec les troupes de la garnison, et de défendre le quartier chrétien. Il répondit imperturbablement, qu'il avait déjà pris toutes les mesures proposées, et, dans le fond de son sérail, il resta immobile : « J'ai été plusieurs fois chez le pacha, écrivait le consul anglais, M. Brant ; c'était toujours la même réponse : « Je le ferai », ou bien : « Je l'ai fait ». Mais il ne fait rien, et quand j'éclate en reproches, il objecte le manque de troupes. Pas une seule fois il n'est sorti du sérail » (2). Les consulats même, inviolables cependant, furent attaqués, les églises pillées sous l'œil bienveillant des soldats envoyés pour les protéger.

Tout le quartier chrétien devint la proie des flammes. On tua, pilla, brûla pendant dix jours de suite. Plus du tiers de la population mâle avait succombé. Toutefois, le généreux et magnanime Abd-el-Kader n'ayant pu prévenir les massacres, voulut au moins en sauver les victimes, en leur ouvrant toutes grandes les portes de son palais. Ses fidèles Algériens, bien armés et aguerris, maintinrent les émeutiers en respect. Quinze cents chrétiens furent ainsi sauvés et conduits sous bonne escorte à Beyrouth, pour être gardés par les consuls des puissances. D'autres chrétiens avaient pu se sauver et se réfugier dans les consulats anglais et français, à Damas.

M. Brant, dans son rapport à Lord John Russell, estima que

(1) *Id.*, *Ibid.*, p. 122. Rapport du consul anglais, M. Brant ; p. 141 et suiv., rapport de M. Robson à Lord Dufferin, voir aussi p. 96.

(2) *Further papers relating to the disturbances in Syria*, p. 49.

cinq mille cinq cents chrétiens avaient été tués pendant ces journées sinistres, trois mille cinq cents Damascains et deux mille fugitifs, qui s'étaient réfugiés dans la ville sous la protection du pacha et de la garnison turque. Les évaluations françaises donnent des chiffres encore plus élevés.

Un grand nombre de chrétiens furent simplement blessés. Les pertes matérielles dépassaient cent vingt cinq millions. Toute la population chrétienne de Damas, ruinée, était morte ou dispersée (1).

III

Mai-juin 1860 : les premières négociations de l'intervention.

La France, dès le début, ne se montra pas d'humeur à se laisser endormir par les diplomates turcs. La situation, en effet, occupée par la France en Orient, était très forte. Son désintéressement, depuis la guerre de Crimée contre la Russie, et son alliance avec la Turquie ne pouvait plus, pour le moment, être mis en doute. Seulement, la France pouvait-elle proposer une intervention en Turquie ? Elle était une des puissances signataires du traité de Paris, et, comme telle, elle avait reçu communication du Hatti-Hamayoun du 18 février 1856 et adhéré à l'article 9 du traité. Nous avons vu quelles thèses, un peu opposées, pouvaient être tirées de cet article. La France pensait que le Sultan, en communiquant le Hatti-Hamayoun aux représentants de l'Europe, réunis en Congrès, avait implicitement placé son application sous le contrôle de l'Europe. L'article 9 du traité de Paris, en constatant la haute valeur de cette communication, donnait, à son avis, au Hatti-Hamayoun la valeur presque d'un pacte international. Elle en concluait que si le gouvernement ottoman ne tenait pas les promesses du Hatti-Hamayoun, notamment, s'il n'accordait pas la liberté à ses sujets chrétiens, l'Europe pouvait se prévaloir au moins d'un droit de remontrance. La France prenait donc l'initiative d'une intervention formelle et matérielle, qui se basait sur l'article 9 du traité de Paris. Elle pouvait le faire à un autre titre encore.

En effet, elle était, depuis les croisades, la protectrice des

(1) *Correspondence relating to the disturbances in Syria*, p. 83.

chrétiens en Orient, et particulièrement des Maronites. Elle ne pouvait pas les abandonner ; elle devait engager l'Europe à les sauver de la destruction, à arrêter les massacres. Elle devait prendre l'initiative d'une intervention efficace et constante auprès de la Porte. L'Empereur Napoléon III se déroba d'autant moins à ce devoir, que cette défense énergique des catholiques en Syrie pouvait le reconcilier avec les cléricaux de France, séparés de lui par la guerre d'Italie.

Le gouvernement français résolut de provoquer d'abord des remontrances de l'Europe auprès de la Porte. Pour cela, il fallait, avant tout, s'aboucher avec le cabinet de Londres.

Le 5 juillet, M. Thouvenel, Ministre des affaires étrangères de Napoléon III, eut, à ce sujet, une longue conférence avec lord Cowley, l'ambassadeur britannique à Paris, et lui soumit les idées du gouvernement impérial. Des rapports de ses agents en Syrie, il ressortait nettement que les Maronites avaient été assaillis par les Druses et qu'ils étaient menacés par eux d'extermination. Les massacres avaient pris une telle extension, le fanatisme musulman était devenu si violent, que de plus graves désordres étaient encore à craindre, et que les résidents européens en Orient étaient menacés et dans leurs biens et dans leurs existences même. — Afin de les protéger et de seconder l'action pacifique des consuls, M. Thouvenel proposa que les puissances envoyassent des navires de guerre croiser sur les côtes syriennes. Puis il ajouta prudemment, suggérant au diplomate anglais une intervention plus directe en Orient : « Ne serait-il pas bon qu'une Commission des délégués des cinq puissances fût convoquée sur les lieux, pour y faire une enquête et y assurer le respect des engagements antérieurs?... Je ne parle pas encore d'intervention, d'expédition ; d'ailleurs, à défaut de forces turques suffisantes, le Sultan ne pourrait-il pas emprunter, pour le rétablissement de l'ordre, les troupes du vice-roi d'Egypte ? » (1)

L'Angleterre, cependant, ne se laissa pas départir de la ligne de conduite qu'elle avait adoptée en Orient. — Les Maronites ne l'intéressaient guère, parce qu'ils étaient *papistes* et protégés de la France, sa principale rivale économique dans les pays du Levant. — Elle affectait, au contraire, de-

(1) Lord Cowley à lord Russell, 5 juillet. — *Correspondence relating to the affairs in Syria* p. 4 et suiv.

puis 1840, une sollicitude sympathique pour les Druses, pour les raisons déjà exposées. Surtout, elle voulait empêcher la main-mise de l'Europe sur l'empire ottoman, prélude d'un partage, et prolonger, au contraire, son indépendance et son intégrité. Sa politique, en 1860, en 1861, sera donc d'empêcher une intervention trop efficace de l'Europe en Syrie, et, à cet effet, d'atténuer d'une part les responsabilités et l'impuissance des autorités turques, d'autre part de cacher l'étendue des massacres et de présenter les chrétiens syriens, comme les premiers auteurs des désordres.

C'est dans ce sens que Sir Henry Bulwer, ambassadeur britannique à Constantinople, écrivit, le 27 juin, à Lord John Russell, Ministre des affaires étrangères à Londres : « J'estime que la conduite des Maronites, la pression exercée sur eux par les autorités spirituelles, pour les pousser contre les Druses, l'attitude générale des tribus chrétiennes, ont beaucoup contribué à allumer la guerre civile » (1).

Il n'y aurait donc pas eu émeute des Druses et égorgement des chrétiens, mais une véritable guerre civile entre les deux peuplades, provoquée surtout par les Maronites. Les actes de sauvagerie s'expliqueraient par la haine profonde des uns contre les autres, par leurs coutumes barbares, et par l'intensité de la lutte !

Serait-il juste, dans ces conditions, d'exiger et d'organiser une répression générale, impitoyable des Druses ? Et comment rendre la Porte responsable d'événements qui, premièrement, s'étaient produits dans un pays qu'elle n'administrerait pas directement, et qui, secondement, n'avaient jamais pu être empêchés par un gouvernement quelconque dans le Liban, à travers les siècles ? Enfin, pour quels motifs intervenir en Syrie ? Pour empêcher de futurs massacres ? Ce serait une tentative vaine. L'intervention des puissances, de 1842 à 1845, avait-elle prévenu les émeutes de 1858, et les atrocités de 1860 ? L'Europe n'avait jamais réussi à assurer la paix et l'ordre en Syrie. Mieux valait encore en abandonner le soin au Sultan, le maître légitime du pays, dont on respecterait en même temps le pouvoir souverain, garanti par le pacte international du traité de Paris.

Telle était la thèse que la Porte et l'Angleterre allaient sou-

(1) *Papers relating to the disturbances in Syria*, p. 18.

tenir avec une âpre ténacité, dans l'intérêt d'une politique égoïste.

M. Thouvenel, malgré l'attitude hostile de l'Angleterre, se décida néanmoins à prendre l'initiative d'une intervention. Dans une circulaire adressée, le 6 juillet, aux ambassadeurs français à Londres, Vienne, Saint-Petersbourg et Berlin, il exposa le point de vue français : « Il y a deux tâches à remplir en Syrie, écrivit-il en résumé. La tâche de Fuad-Pacha consiste à rétablir la paix et à obliger les Druses à déposer les armes. Fuad y suffit. Mais il faut aussi réparer le désastre et en prévenir une nouvelle édition, d'autant plus que ces scènes de massacre se sont répétées déjà ; ce devra être la tâche des puissances. Celles-ci ont-elles le droit d'intervenir dans le Liban ? Oui, en vertu de l'accord de 1842, qu'elles ont garanti, et qui est méconnu par les Druses. Les puissances ont le droit d'examiner, de concert avec la Porte, les causes pour lesquelles il a été violé, ainsi que les dispositions qu'il peut y avoir lieu d'y substituer. La Porte, du reste, n'a jamais fait de difficulté d'admettre les bons offices de la diplomatie, en ce qui concerne le Liban » (1).

M. Thouvenel proposa, en conséquence, l'institution d'une commission d'enquête collective, formée des délégués des puissances et de la Porte. Cette commission serait envoyée dans le Liban, pour rechercher les circonstances qui ont provoqué les derniers conflits, déterminer la part des responsabilités des chefs de l'insurrection et des agents de l'administration locale, ainsi que les réparations dues aux victimes ; enfin, elle étudierait, pour les soumettre à l'approbation des puissances et de la Porte, les dispositions qui pourraient être adoptées en vue de conjurer de nouveaux malheurs. Il ne s'agissait pas, pour la France, de favoriser les Maronites au détriment des Druses, ni de poursuivre en Orient des intérêts particuliers. Non, M. Thouvenel, s'il rappelait le protectorat français des chrétiens d'Orient, déclarait en même temps qu'on ne s'en servait que pour proposer une action collective des puissances : « De tous temps, la sollicitude de la France

(1) Testa, *op. cit.*, t. VI, p. 81 (La Porte avait alors déjà nommé Fuad-Pacha haut commissaire en Syrie). Circulaire de M. Thouvenel, ministre des affaires étrangères, aux représentants français à Londres, Vienne, Saint-Petersbourg et Berlin, 6 juillet 1860 (17 zilhidjé 1276).

s'est exercée au Liban ; c'est une tradition que le gouvernement de S. M. ne saurait répudier. Elle nous imposait le devoir d'accomplir cette démarche auprès des puissances. Toutefois, en prenant l'initiative dans les circonstances présentes, nous ne sommes dirigés par aucune vue particulière, ni par le désir préconçu de poursuivre, en faveur de l'une des populations entre lesquelles le conflit s'est élevé, aucun avantage exclusif. Nous ne nous proposons d'autre objet que de concourir avec les puissances, et au même titre, dans l'intérêt de la paix de l'Orient, à rétablir le calme et l'ordre sur un point où ils ne peuvent être troublés sans la mettre sérieusement en danger. »

M. Thouvenel confirma sa circulaire dans une lettre au marquis de Lavalette, à Constantinople, comptant sur la Porte pour rétablir l'ordre en Syrie, et demandant que justice soit faite (1). Le marquis de Lavalette fut chargé de faire des ouvertures dans ce sens au ministre turc des affaires étrangères.

En même temps, la France, passant des paroles aux actes, envoya une escadre à Beyrouth, sous les ordres du contre-amiral Jehenne, avec mission d'y protéger les nationaux français et les Maronites, L'Angleterre ne voulut pas laisser le pavillon français représenter seul l'Europe, dans le Levant, d'autant plus qu'elle aussi avait à y défendre des intérêts considérables. Le vice-amiral anglais Martin alla rejoindre l'escadre française avec des forces navales assez nombreuses.

IV

Les puissances et l'intervention armée en Syrie.

Quelle allait être la réponse des puissances à la circulaire française du 6 juillet ? Le cabinet de Londres, d'abord, s'y montra nettement hostile. Arriva la nouvelle des massacres de Damas. M. Thouvenel la connut le 16 juillet. Il se rendit immédiatement à Saint-Cloud, auprès de Napoléon III, et décida avec lui le principe d'une intervention armée. Des troupes françaises devaient débarquer à Beyrouth et, sous le prétexte d'aider la Porte, se substituer à elle dans la mission de haute police qu'elle n'avait pas pu remplir.

(1) Testa, *op. cit.*, t. VI, p. 83. Dépêche de M. Thouvenel à M. le marquis de Lavalette, à Constantinople, 6 juillet 1860 (17 zilhidjé 1276).

Le soir même, M. Thouvenel mit lord Cowley au courant de cette décision, et prévint également M. de Persigny, à Londres (1). Lorsque les atrocités commises à Damas furent connues, des cris d'horreur et d'indignation s'élevèrent partout dans le monde civilisé. Il n'était pas admissible que l'Europe chrétienne laissât, sans bouger, massacrer ses coréligionnaires et ses nationaux par les musulmans fanatiques. L'humanité cria vengeance, non seulement pour le sang répandu à flots, mais elle exigea impérieusement des gouvernements civilisés la protection des populations menacées. Le gouvernement anglais ne pouvait s'opposer à ces commandements de la conscience universelle, s'il ne voulait pas attirer sur lui l'accusation de complicité. Lord John Russell se montra très ému de la proposition française de débarquer des troupes ; mais il l'accepta, en principe. Son gouvernement, exposa-t-il, ne pouvait envoyer des troupes de terre en Syrie. « Quant aux populations de l'intérieur, ajouta-t-il et particulièrement de la province chrétienne du Liban, elles seraient gardées par les troupes françaises, aidées peut-être des troupes autrichiennes. » Seulement cette intervention armée devait avoir un caractère très nettement international. Les Anglais pouvaient difficilement croire au désintéressement de Napoléon III, qui venait de s'attribuer la Savoie et Nice, cédés par le Piémont, pour récompenser l'intervention française en Italie. Qu'allait-il prendre, pour se dédommager de son intervention en Syrie ? Quelles étaient ses nouvelles convoitises ? Quelle question tenait-il en réserve, pour surprendre l'Europe ou la troubler ? « Que deviendrait la Syrie ? Royaume ? Principauté ? Pays de protectorat français ? » Ainsi s'exprimaient les journaux anglais (2). Telles étaient les craintes des Ministres de la Reine Victoria. Afin de pouvoir surveiller étroitement l'action française en Syrie et, au besoin, l'entraver, il ne fallait pas qu'elle se produisît en vertu de l'antique protectorat des chrétiens catholiques d'Orient, créé pour elle seule, mais en vertu d'un mandat international nettement établi. Lord John Russell, le 18 juillet, s'ouvrit dans ce

(1) Dépêche de lord Cowley à lord Russell, 17 juillet, dans « *Correspondence relating to the disturbances in Syria*, p. 16 et s. — Dépêche de M. Thouvenel à M. de Persigny, 16 à 17 juillet, dans « *Documents diplomatiques* », 1860, p. 198 et s.

(2) De la Gorce, *op. cit.*, t. III, p. 318-319.

sens à M. de Persigny : « Il importe que l'occupation française n'ait lieu qu'en vertu d'une convention qui pourrait se discuter et s'arrêter pendant que l'expédition française se rendrait à destination ». Afin de ne pas trop éveiller les susceptibilités françaises, lord John Russell fit prier M. Thouvenel de rédiger le projet de cette convention (1).

Dans l'esprit des gouvernants anglais, cette convention internationale devait limiter étroitement les proportions de l'expédition, sa durée, son cercle d'action. Si, au contraire, la France intervenait en vertu de ses droits individuels, elle resterait maîtresse de son action.

Le gouvernement français, uniquement désireux d'arrêter les massacres et d'établir en Syrie un ordre stable et humain, accepta sans discussion la proposition de lord John Russell et en avisa les autres gouvernements. La Russie, à son tour, se déclara prête à signer une convention pour le rétablissement de la paix en Syrie. Seulement, le Tsar et son chancelier Gortschakof tentèrent d'élargir le débat. Ils insistèrent « pour que la convention contînt un article par lequel les puissances se seraient engagées, d'accord avec la Turquie et conformément à des promesses solennelles, à ce que la situation des chrétiens *de tout l'Empire* fût effectivement améliorée, à ce qu'il fût remédié aux abus intolérables qui avaient été signalés, et à ce que le retour en fût empêché par des mesures administratives organiques ». De plus, les puissances devaient s'engager, si des troubles sanglants se produisaient ailleurs, à agir de concert avec la Turquie, comme elles seraient convenues de le faire à l'égard de la Syrie » (2).

Ce n'était pas seulement une intervention limitée localement que demandait la Russie, mais une intervention générale dans l'empire ottoman, basée évidemment sur l'article 9 du traité de Paris. Fidèle à sa politique de protéger efficacement les populations orthodoxes soumises à la Porte, elle réclamait pour elles la même attention que pour les Libanais catholiques. Surtout, elle ne voulait pas négliger l'occasion de défendre ses clients de la plaine danubienne et de la péninsule

(1) Testa, *op. cit.*, p. 88. Dépêche du Comte de Persigny à M. Thouvenel, en date de Londres, 18 juillet 1860 (29 zilhidjé 1276).

(2) Testa, *op. cit.*, VI, pp. 94 et suiv. : le Duc de Montebello à M. Thouvenel, en date de St-Petersbourg 21 juillet 1860 (2 mouharrem 1277).

balkanique, et de faire triompher la thèse que l'article 9 du traité de Paris faisait un devoir aux puissances d'assurer l'exécution des réformes promises par le Hatti-Hamayoun du 18 février 1856, et d'exercer sur la Porte une pression dans ce sens. Sans doute espérait-elle aussi être mandatée par l'Europe pour intervenir dans les Balkans, comme la France serait mandatée pour intervenir en Syrie et l'occuper ; Alexandre II entrevoyait, peut-être, la possibilité de réaliser, par la convention internationale proposée, le rêve de son père, détruit par les assiégeants de Sébastopol, de soumettre à l'influence russe les chrétiens de la Turquie d'Europe.

Cependant, la proposition du Tsar fut écartée, devant l'opposition irréductible de l'Angleterre. La Prusse et l'Autriche approuvèrent également les propositions française et anglaise. La Sardaigne n'avait pas été convoquée, bien qu'elle eût signé le traité de Paris de 1856. Elle se plaignait d'avoir été laissée à l'écart. M. Thouvenel, alors, pour justifier cette exclusion, rattachait, ainsi que nous l'avons vu, la question libanaise de 1860 aux conventions de 1842 et de 1845, qui n'avaient pas été signées par la Sardaigne, mais seulement par les cinq grandes puissances. Au fond, il voulait donner satisfaction à l'Autriche, en ne considérant pas le royaume de Victor-Emmanuel II comme une sixième grande puissance. Le gouvernement de Vienne n'était pas très enthousiaste d'une opération militaire, internationale ou non, qui touchait à la souveraineté du Sultan, et qui pouvait encourager le Tsar à violer à son tour cette souveraineté, et à pénétrer dans cette plaine danubienne que l'Autriche considérait comme son domaine propre et le champ de ses futures annexions. Le gouvernement de Turin n'accepta pas le raisonnement de M. Thouvenel. Il prétendit que les puissances avaient le droit d'intervention, mais seulement en vertu du dernier traité en date, celui de Paris de 1856, qui avaient remplacé les conventions précédentes. La Sardaigne, signataire du traité de Paris, ne pouvait donc pas être exclue des négociations.

On ne fit aucun droit à cette réclamation. La Sardaigne resta à l'écart des affaires de Syrie. Elle n'était pas encore définitivement admise dans le concert des « Grandes Puissances ». M. Thouvenel avait rédigé un projet de convention et l'avait communiqué à lord John Russell. Celui-ci le trouva d'abord conforme à ses vues ; puis, brusquement, fit des ré-

serve et exprima la crainte qu'une intervention armée en Syrie menaçât la paix (1).

Les exigences russes lui avaient fait entrevoir tout le danger d'une action énergique et vaste pour l'intégrité de l'empire ottoman. Tout était remis en question. Le 25 juillet, enfin, le Cabinet anglais formula des propositions nouvelles très nettes. Il accepta le programme de M. Thouvenel, mais à trois conditions seulement : la première était que Fuad Pacha devait demander l'intervention des troupes européennes, c'est-à-dire que l'on ne recourrait à l'emploi de ces troupes que si la Turquie était impuissante à rétablir l'ordre elle-même. La deuxième était que l'on signerait le plus promptement possible la convention des cinq grandes puissances avec la Porte. La troisième, enfin, limitait la durée de l'occupation européenne en Syrie à six mois (2).

Ces conditions mettaient le corps européen à la merci de Fuad-Pacha, le plénipotentiaire de la Porte en Syrie, et lui enlevait toute sa liberté d'action. La commission européenne même qui devait être instituée à Beyrouth, ne pourrait pas disposer de lui et faire appel à lui pour assurer l'ordre et pour appuyer ses décisions, si les Turcs s'y refusaient. Enfin, la limitation de l'occupation à six mois enlevait au corps expéditionnaire toute possibilité de prendre racine dans le pays et d'y fortifier considérablement l'influence française. Les conditions anglaises donnaient surtout à la Turquie toute latitude de rendre l'action européenne aussi inefficace que possible et de réorganiser la Syrie, sans être sous la menace constante des baïonnettes françaises.

Malgré toutes ces restrictions fâcheuses et dangereuses, le gouvernement français, désireux seulement de venir en aide aux chrétiens de Syrie le plus rapidement possible, accepta les nouvelles conditions anglaises et lança définitivement les invitations à une Conférence des Représentants des cinq grandes puissances à Paris.

(1) Testa, *op. cit.*, t. VI, p. 96. Dépêche de M. Thouvenel au comte de Persigny 23 juillet 1860 (4 mouharrem 1277).

(2) Testa, *op. cit.*, t. VI, p. 97.

V

Le protocole du 3 août 1860 et la convention du 5 septembre

Le 3 août (15 *mouharrem* 1277), les représentants des cinq grandes puissances et de la Turquie se réunissaient à Paris, pour arrêter une ligne de conduite commune dans les affaires de Syrie (1).

Afin de rester dans les limites du traité de Paris et d'intervenir quand même très efficacement en Syrie, on prétendait par une fiction habile, qu'on voulait simplement seconder la Porte dans l'œuvre de pacification et de réorganisation de la Syrie, en respectant sa pleine souveraineté, ainsi que le spécifie le préambule même du protocole de la conférence : — « Sa Majesté impériale le Sultan, voulant arrêter par des mesures promptes et efficaces l'effusion du sang en Syrie, et témoigner de sa ferme résolution d'assurer l'ordre et la paix parmi les populations placées sous sa souveraineté, et leurs Majestés l'Empereur des Français, l'Empereur d'Autriche, la Reine du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, Son Altesse Royale le Prince Régent de Prusse et Sa Majesté l'Empereur de toutes les Russies, ayant offert leur coopération active, que Sa Majesté le Sultan a acceptée, les représentants de leurs dites Majestés et de son Altesse royale sont tombés d'accord sur les articles suivants, qui règlent la procédure de l'intervention (2). »

Ainsi, l'Europe offre au Sultan de le seconder dans une tâche d'ordre intérieur qu'il veut accomplir dans son empire. Le Sultan accepte cette offre de collaboration active. L'Europe ne doit pas diriger la pacification et la réorganisation ; elle doit y aider le Sultan. Celui-ci, d'après la convention du 5 septembre 1860, reste le maître d'accomplir cette œuvre comme il l'entend, pourvu qu'il l'accomplisse ; car il n'a nullement précisé sa tâche, et l'Europe ne lui trace aucun programme net ; on a même soigneusement évité, dans la convention, de mentionner la faiblesse du gouvernement turc, l'anarchie

(1) Pour la France, M. Thouvenel ; l'Angleterre, lord Cowley ; l'Autriche, M. de Metternich ; la Russie, M. Kisséleff ; la Prusse, M. Reuss ; la Porte, Ahmed-Vefik.

(2) Testa, *op. cit.*, t. VI, p. 42 et suiv. Convention en date du 5 septembre 1860 (18 *sâfer* 1277) ; Martens, *Nouveau recueil général de traités*, continué par Samwer t. XVI, p. 638 et suiv.

administrative, la détresse du trésor, l'incapacité ou la mauvaise volonté de ses fonctionnaires, qui pourraient nécessiter l'intervention et l'appui plus actifs de l'Europe. L'Angleterre a tout fait pour laisser intacte la pleine souveraineté du Sultan, et tracer des limites très étroites à la « collaboration européenne », soumise à l'acceptation et à la direction du Sultan, c'est-à-dire presque à son bon vouloir.

Par quels moyens l'Europe allait-elle seconder le gouvernement turc ? Par l'envoi d'un corps expéditionnaire. L'Angleterre n'avait pas pu, après les tueries de Damas, éluder la proposition française ; mais au moins réussit-elle à limiter étroitement le temps d'occupation et à donner au corps un caractère européen, ce qui signifiait, dans sa pensée, que les troupes ne pourraient agir en Syrie qu'avec le consentement de toutes les puissances signataires de la Convention, c'est-à-dire avec celui des gouvernements de Londres et de Constantinople. A peine admettait-elle le rôle prépondérant de la France auprès des chrétiens d'Orient, en acceptant que la moitié du corps d'occupation fut composé de troupes françaises (1).

Le texte des articles est formel :

ART. 1^{er}. — Un corps de troupes européennes, qui pourra être porté à douze mille hommes sera dirigé en Syrie, pour contribuer au rétablissement de la tranquillité.

ART. 2. — S. M. l'Empereur des Français consent à fournir immédiatement la moitié de ce corps de troupes. S'il devenait urgent d'élever son effectif au chiffre stipulé dans l'article précédent, les Hautes-Puissances s'entendraient sans retard avec la Porte, par la voie diplomatique ordinaire, sur la désignation de celles d'entre elles qui auraient à y pourvoir.

ART. 3. — Le commandant en chef de l'expédition entrera, à son arrivée, en communication avec le commissaire extraordinaire de la Porte, afin de combiner toutes les mesures exigées par les circonstances, et de prendre les positions qu'il y aura lieu d'occuper, pour remplir l'objet du présent acte.

ART. 4. — Leurs Majestés l'Empereur des Français, d'Autriche, la reine du Royaume-Uni de la Grande Bretagne et d'Irlande, Son altesse royale le prince régent de Prusse, et Sa Majesté l'Empereur de toutes les Russies promettent d'entretenir

(1) Martens, *Nouveau Recueil général des Traités*, continué par amwer, t. XVIII, p. 224 et s. ; Testa, *op. cit.*, t. VI, p. 42 et suiv.

les forces navales suffisantes pour concourir au succès des efforts communs, pour le rétablissement de la tranquillité sur le littoral de la Syrie.

ART. 5. — Les hautes parties, convaincues que ce délai sera suffisant pour atteindre le but de pacification qu'elles ont en vue, fixent à six mois la durée de l'occupation des troupes européennes en Syrie.

ART. 6. — La Sublime-Porte s'engage à faciliter autant qu'il dépendra d'elle, la subsistance et l'approvisionnement du corps expéditionnaire.

Si la France envoyait six mille soldats en Syrie, l'Angleterre s'était réservé le droit d'y envoyer un grand nombre de navires de guerre ; le nombre des navires n'était pas limité, dans l'article 4, et aucune date précise n'était fixée pour la durée de leur séjour dans les eaux syriennes. Comme l'Angleterre avait la marine de guerre la plus considérable, elle avait ainsi la possibilité d'envoyer à Beyrouth des forces navales plus grandes que les autres puissances, et, par là, de peser fortement sur les événements.

Le texte de cette Convention ne paraissait pas encore suffisant pour garantir la souveraineté du Sultan et l'intégrité de l'empire ottoman, pour caractériser et limiter le sens de l'intervention européenne. Dans un deuxième protocole, signé également le 3 août, les puissances précisèrent le texte et la portée de la Convention. Ils la justifièrent, d'abord, en établissant qu'elle était une conséquence d'un acte international passé avec la Turquie, du fameux article 9 du traité de Paris de 1856, et ensuite elles répétèrent qu'en vertu même de cet article, elle ne pouvait qu'être une forme de concours prêté à Sa Majesté le Sultan, et dépourvue de toute velléité de conquête. Pas plus que le texte de la première convention, celui du deuxième protocole ne pouvait donner lieu à une équivoque.

« Les plénipotentiaires de la France, de l'Autriche, de la Grande-Bretagne, de la Prusse et de la Russie, désirant établir, conformément aux intentions de leurs Cours respectives, le véritable caractère du concours prêté à la Sublime-Porte, aux termes du protocole signé le même jour, les sentiments qui leur ont dicté les clauses de cet acte et leur entier désintéressement, déclarent de la manière la plus formelle que les puissances contractantes n'entendent poursuivre ni ne poursuivent dans l'exécution de leurs engagements aucun avantage territorial, aucune influence exclusive ni aucune concession

touchant le commerce de leurs sujets, et qui ne pourrait être accordée aux sujets de toutes les autres nations. Néanmoins, ils ne peuvent s'empêcher, en rappelant ici les actes émanés de S. M. le Sultan, dont l'article 9 a constaté la haute valeur (traité du 30 mars 1856), d'exprimer le prix que leurs Cours respectives attachent à ce que, conformément aux promesses solennelles de la Sublime-Porte, il soit adopté des mesures administratives sérieuses pour l'amélioration du sort des populations chrétiennes de toute race, dans l'empire ottoman. Le plénipotentiaire de Turquie prend acte de cette déclaration des représentants des Hautes Puissances, et se charge de la transmettre à sa Cour, en faisant observer que la Sublime-Porte a employé et continuera à employer ses efforts dans le sens du vœu exprimé ci-dessus ».

Les puissances affirmaient par là leur droit d'intervenir en Turquie, pour la protection des chrétiens et pour l'accomplissement des réformes, et ils tiraient ce droit de l'article 9 du traité de Paris. L'interprétation turque de cet article, que les puissances n'avaient en aucune façon à s'immiscer dans les affaires intérieures de l'Empire, était ainsi délibérément et définitivement écartée.

La Convention ne pouvait pas devenir définitive le 3 août même, parce que les plénipotentiaires n'avaient pas été munis de pleins pouvoirs par leurs souverains. Le Cabinet de Londres, très méfiant, avait voulu se ménager cette dernière porte de sortie ; pour le cas où la majorité, à la Conférence, aurait dépassé ses vues, dans le programme de l'intervention, elle avait la possibilité de faire trainer les négociations en longueur et même de refuser son adhésion définitive aux décisions prises qui lui seraient désagréables. Comme la Convention ne constituait aucun danger pour l'intégrité de l'empire ottoman, chère à son gouvernement, et que, d'autre part, vu la gravité de la situation en Syrie, l'intervention européenne était d'une extrême urgence, lord Cowley consentit, en même temps que les autres commissaires, à ce que les six articles arrêtés le 3 août fussent textuellement et sans aucun changement convertis en une Convention, dès que tous les commissaires auraient reçu leurs pouvoirs, et que les stipulations de ces articles entrassent immédiatement en vigueur.

La Convention du 3 août ne fut signée que le 5 septembre ; mais déjà une brigade de six mille hommes environ avait été dirigée du camp de Châlons sur Toulon, et embarquée pour

Beyrouth. Le commandement en avait été confié au général de Beaufort d'Hautpoul, qui avait servi autrefois sous Ibrahim-Pacha, et était censé connaître la Syrie.

Napoléon III, avec beaucoup de tact et d'adresse, dans son ordre du jour aux troupes expéditionnaires, avait, en termes très heureux, précisé encore leur tâche : « Vous allez non pas faire la guerre à une puissance quelconque, mais aider le Sultan à ramener dans l'obéissance des sujets aveuglés. » C'était reconnaître l'indépendance de la Porte et sa souveraineté sur le Liban. Au général de Beaufort, dans son adieu de départ, il dit : « Je serais désolé que vous ne fussiez pas de retour dans trois mois » (1). L'Empereur tenait évidemment à calmer les susceptibilités de l'Angleterre, avec laquelle il voulait opérer alors un rapprochement à la fois politique et économique.

Ce n'était donc pas pour une conquête que des troupes européennes se rendirent en Syrie, ni pour une diminution du pouvoir du Sultan ; c'était pour le seconder en quelque sorte dans une opération de police, destinée à consolider sa souveraineté même et l'intégrité de son empire. Tandis que jusqu'alors les puissances européennes, en intervenant en faveur des chrétiens opprimés, avaient eu en vue le morcellement de l'empire ottoman, en s'emparant elles-mêmes de quelques provinces, ou en affranchissant complètement certaines provinces chrétiennes, cette fois-ci elles voulaient collaborer avec le Sultan. C'est dans ce sens que l'article 9 du traité de Paris allait dorénavant être interprété. Cette collaboration devait être collective ; toutes les puissances allaient y prendre une part active. C'était là un autre précédent : désormais, l'intervention isolée, unilatérale d'une seule puissance en Turquie, en faveur des populations chrétiennes, ne sera plus admise par les autres ; on y substitue l'intervention collective, résultant d'une entente commune et limitée par une entente commune. Lorsqu'en 1876, la Russie voudra s'affranchir de cette règle mise en pratique en 1860, elle se heurtera à l'opposition énergique de l'Angleterre et de l'Autriche-Hongrie réunies ; elle devra s'incliner finalement devant les décisions du congrès de Berlin. Toute une procédure internationale nouvelle était ainsi créée, en 1860.

(1) De la Gorce, *op. cit.*, t. III, p. 326.

CHAPITRE V

1. LES DÉBUTS DE FUAD-PACHA EN SYRIE. — II. LE CORPS D'OCCUPATION FRANÇAISE EN SYRIE. — III. LA COMMISSION INTERNATIONALE DE BEYROUTH. — A. LA QUESTION DE LA RÉPRESSION. — B. LE RÈGLEMENT DES INDEMNITÉS. — IV. NÉGOCIATIONS POUR LA PROLONGATION DE L'OCCUPATION FRANÇAISE.

I

Les débuts de Fuad-Pacha en Syrie.

Pendant que les négociations se poursuivaient à Paris, à Constantinople, le marquis de Lavalette ne cessait de harceler les Ministres turcs et de demander toujours plus impérieusement qu'on envoyât des troupes en Syrie pour contenir les Druses. On ne lui répondit d'abord que par des dénégations ; les massacres auraient été singulièrement exagérés ; néanmoins, des mesures extraordinaires auraient été prises pour les arrêter et pour châtier les coupables.

Arrivèrent les nouvelles des atrocités de Damas. Les nier, ou même les atténuer n'était pas possible. La Porte changea donc d'attitude, feignit la plus grande indignation et annonça avec fracas qu'elle allait prendre des mesures exceptionnelles et ne reculerait pas devant une répression des plus énergiques. Il fallait devancer les Puissances, et, par une apparence de fermeté et de bonne volonté, leur enlever tout prétexte d'intervention. De sa propre main, le Sultan écrivit à Napoléon III et à la reine d'Angleterre pour flétrir les massacres et promettre bonne justice et ample réparation. Fuad-Pacha, ministre des affaires étrangères, qui passait pour un réformateur éclairé et énergique et avait la confiance des ambassadeurs européens, fut nommé commissaire extraordinaire du Sultan en Syrie, muni de pouvoirs illimités pour réprimer les désordres, punir avec rigueur tous les coupables sans exception et réorganiser le pays sur des bases solides. Ses instructions, rappelant le Hatti-Hamayoun du 18 février 1856, proclamaient

une fois de plus l'égalité de tous les sujets du Sultan, sans distinction de croyances, et leur droit à une même protection. Habilement, on publia ces instructions et on en donna copie aux représentants des puissances. Le Sultan ne pouvait-il pas ainsi sa ferme volonté de réaliser les promesses du Hatti-Hamayoun, de son propre gré, et sans attendre les remontrances de l'Europe ? Comment justifier, dans ces conditions, une intervention quelconque ? La tactique était habile ; la mise en scène devait être plus habile encore. Quelques bataillons, qui, chose extraordinaire en Turquie, avaient à peu près reçu leur solde, furent embarqués pour Beyrouth et placés sous les ordres de Fuad-Pacha, qui reçut le commandement de toutes les troupes stationnées en Syrie.

Au moment de son départ, Abdul-Médjid lui-même, entouré de ses ministres et de plusieurs représentants européens, détacha de son bonnet la plaque distinctive de son autorité, et la lui remit comme un gage particulier de sa confiance. Sur le point de s'embarquer, le commissaire extraordinaire dit avec emphase à M. Outrey : « Dites bien à l'ambassadeur de France qu'au péril de ma vie, je laverai la tache faite à l'honneur de l'armée, et que les troupes feront leur devoir (1). »

Fuad arriva à Beyrouth escorté de plusieurs navires. C'était un diplomate d'une habileté consommée, d'un aplomb imperturbable, et, en plus, un patriote turc convaincu. Certes, Fuad-Pacha était un ferme partisan des réformes, mais seulement des réformes capables de fortifier la cohésion de l'Empire et l'autorité de la Porte. Il voulait une forte centralisation, et comme les privilèges des chrétiens et l'autonomie libanaise y étaient un obstacle, il cherchait à les détruire. L'égalité des chrétiens et des musulmans, à son avis, ne devait être obtenue que par une égale soumission à la Porte et à ses agents. Naturellement, il n'admettait aucune ingérence étrangère dans les affaires intérieures de l'Empire, et comme il ne pouvait guère éviter les remontrances verbales des puissances, il s'efforçait au moins à en repousser le bien fondé et à empêcher une intervention active. C'était ainsi qu'il compre-

(1) *Documents diplomatiques*, p. 200. — *Moniteur*, 29 juillet 1860. Testa, *op. cit.*, t. VI, p. 89 et s., M. de Lavalette à M. Thouvenel, en date de Thérapia 18 juillet 1860 (29 zilhidjé 1276).

nait sa mission extraordinaire en Syrie. Il voulait, à la fois, enlever à l'Europe tout prétexte d'intervention, et, par la répression des troubles et la réorganisation du pays, détruire ou au moins amoindrir l'autonomie libanaise, au profit de la centralisation.

Il entreprit d'abord de berner l'Europe, en affichant le plus grand zèle. A Beyrouth et dans la Montagne, il constata que la situation s'était sensiblement améliorée. Les massacres avaient fait le vide partout. Les chrétiens étaient ou morts ou terrifiés ; les Druses, restés les maîtres, et n'ayant plus aucun village à détruire, jouissaient tranquillement de leur *victoire*. Ils n'osaient pas s'attaquer à Joseph Karam et à ses Maronites, solidement établis dans le Kesrouan. Kourchid-Pacha et Fuad-Pacha lui-même osèrent, dans leurs rapports, vanter le rétablissement de l'ordre et même en avvertir le gouvernement anglais !

Fuad Pacha, n'ayant pas momentanément à contenir et à refouler les égorgeurs, fit semblant de soulager les misères effroyables qu'il rencontra à Beyrouth et dans les environs. Il lança, le 19 juillet (30 *zilhijé* 1276), une proclamation aux Libanais, prodigua les bonnes paroles et les belles promesses et distribua même quelques faibles secours en argent (1).

Puis, il se dirige sur Damas, la *Ville Sainte* de l'Islâm, annonçant aux consuls un *coup d'État*. Il voulait montrer à la face du monde l'inflexible justice du Sultan. Sur ses ordres, quelques fonctionnaires, des officiers, des notables et un grand nombre de gens de la populace musulmane furent emprisonnés, sans une sérieuse enquête préalable, un peu pêle-mêle, au hasard des soupçons et des dénonciations, puis jugés sommairement. Les militaires, au nombre de cent-onze, furent fusillés, cinquante-sept civils pendus, quatre-vingt-trois arrêts de morts furent prononcés par contumace, trois cent vingt-cinq personnes furent condamnées au bagne, cent quarante-cinq au bannissement, une foule d'autres à des peines moindres de prison ou de bannissement temporaire. Ahmed

(1) Testa, *op. cit.*, t. VI, p. 91. — Il promettait de se charger des familles expulsées et de leur donner des moyens d'existence, de faire cesser immédiatement les hostilités et de punir tous les auteurs de désordre. « Que chacun donc, termina-t-il, grand ou petit, nous fasse connaître librement ses griefs, et nous lui prêterons la plus grande attention. »

Pacha lui-même ne fut pas épargné. Les consuls, dans leur entretien avec Fuad-Pacha avaient multiplié les preuves contre lui ; il n'était pas possible de le disculper. Mieux valait encore le sacrifier, afin de faire preuve jusqu'au bout d'une sévérité impartiale. Ahmed fut condamné à mort et exécuté *clandestinement*. Les musulmans fanatiques purent ainsi croire qu'il n'y avait eu qu'un simulacre d'exécution, et que le Pacha n'avait pas été offert en victime aux *rayas*.

Cette œuvre de répression, certes, était pour les musulmans, un fait nouveau, inouï (1). Jamais, auparavant, un musulman n'avait été exécuté pour avoir tué un *chien de chrétien*. Aussi Fuad-Pacha ne manqua pas de faire une grosse réclame auprès des gouvernements européens, en leur envoyant le détail de toutes les condamnations prononcées. Qui pourrait prétendre, maintenant, que la Porte était complice des égorgeurs ou incapable de les contenir et de les châtier ? La preuve éclatante de sa bonne volonté, de son énergie et de sa puissance n'était elle pas faite ? Avait-elle reculé devant la dureté d'une répression générale ? Des centaines de condamnations avaient été prononcées et exécutées. S'était-elle bornée à des peines infimes, au-dessous des crimes commis ? Près de deux cents coupables avaient été mis à mort en quelques jours. Avait-elle ménagé ses fonctionnaires, pour ne sévir que contre la plèbe ? Ahmed Pacha avait été exécuté, et cent-onze officiers fusillés. Pour bien montrer aux musulmans que le chef des croyants, non seulement punissait les meurtres des chrétiens, mais récompensait ceux qui les protégeaient contre les massacres, Fuad remit à Abd-el-Kader la plaque du Medjidié. N'était-ce pas l'exhortation la plus nette aux musulmans qu'il fallait protéger les chrétiens pour être récompensé ? L'Europe ne pouvait plus nier que le commissaire extraordinaire remplissait avec zèle toutes les tâches dures de sa mission, sans qu'il fût nécessaire de l'y contraindre et de l'y aider.

Le 11 septembre, Fuad-Pacha revint à Beyrouth. Son ardeur de répression s'était un peu refroidie. Aucun des égorgeurs de la Montagne n'avait encore été arrêté ; leurs complices turcs étaient toujours en fonctions. Kourchid même avait été investi d'une mission de confiance et chargé d'inspecter

(1) *Correspondence relating to the disturbance in Syria*, p. 104.

les côtes. Cette dernière mesure fit déborder la coupé. Le vice-amiral anglais lui-même s'éleva rudement contre l'impunité scandaleuse de l'instigateur et du complice des massacres. Fuad-Pacha, prudent, s'empressa de céder. Kourchid et quelques officiers des plus compromis furent jetés en prison. Une enquête fut ouverte pour établir toutes les responsabilités. Un tribunal extraordinaire était institué à Beyrouth, un autre allait l'être à Mokhtârah. On fit semblant de saisir les correspondances échangées avec les cheiks druses, mais en ayant soin de laisser de côté les papiers les plus compromettants. Certains officiers des plus notoirement coupables furent laissés en liberté. Quant aux Druses, Fuad somma leurs chefs de se constituer prisonniers à Beyrouth ; s'ils résistaient, ils seraient déchus de tous les titres ou honneurs, et leurs biens seraient confisqués. Mais aucun bataillon turc ne pénétra dans les districts druses pour appuyer cette sommation, et pour inspirer une crainte salutaire aux bandes toujours en armes et prêtes à de nouveaux pillages. Une douzaine de cheiks vinrent effectivement à Beyrouth et se mirent à la disposition de Fuad. S'ils n'avaient pas eu la certitude d'échapper à la peine capitale et même à la prison, si des émissaires secrets de Fuad ou peut-être l'assurance de la protection de l'Angleterre ne leur avaient pas donné la garantie de la vie sauve, seraient-ils allés ainsi se jeter de leur propre mouvement, sur une simple sommation, dans la « gueule du loup ». On se contenta, à Beyrouth, de les mettre en surveillance, malgré l'horreur des méfaits dont ils étaient accusés, eux et leurs coréligionnaires. Fuad estimait que les exécutions de Damas suffisaient. Autant que possible, il ne voulait pas sévir contre les fonctionnaires ottomans qui n'avaient fait que seconder les projets de la Porte contre l'autonomie libanaise, ni contre les Druses, auxiliaires de cette politique. Pour réussir, il comptait sur les divisions de l'Europe et sur l'appui de l'Angleterre, la protectrice des Druses et l'ennemie de tout attentat contre le pouvoir souverain du Sultan, qui ne fût pas commis ou inspiré par elle et qui ne servit pas ses seuls intérêts égoïstes. Il n'avait qu'à gagner du temps, pour que les divergences entre les puissances pussent éclater au grand jour et prendre un caractère aigu, et pour qu'une diversion pût se produire ailleurs et détourner l'attention de la Syrie. Sur ces entrefaites, les troupes françaises étaient arrivées à

Beyrouth. L'intervention armée de l'Europe était un fait accompli.

II

Le corps d'occupation française en Syrie

A la fin du mois d'août, le corps expéditionnaire français, débarqué à Beyrouth, s'était installé provisoirement, dans des bivouacs, autour de la ville, dans le bois de pins. Sa présence seule suffit à faire cesser presque complètement les massacres. Les Druses et les musulmans s'apercevaient que l'Europe ne se contentait plus de vains mots, mais qu'elle passait aux actes, pour protéger les chrétiens. Ceux-ci reprenaient courage.

Le rôle des troupes françaises exigeait d'elles un rayonnement d'action à travers toute la région désolée par la guerre civile. Il fallait étouffer complètement les émeutes, ramener les chrétiens dans leurs villages, et assurer le châtimement des massacreurs et de leurs complices ; il fallait, en un mot, ramener la vie normale et la prospérité dans la Montagne. Cependant, le général de Beaufort ne pouvait pas agir à sa guise ou selon les instructions seules de son gouvernement ; car il n'était plus simplement un général français, il commandait un détachement mandaté par l'Europe, pour *seconder* la Porte dans l'œuvre de répression et de réorganisation, et pour lui servir de gendarmerie auxiliaire. Il dépendait donc également du Sultan ; il ne pouvait agir qu'avec son consentement formel, ou d'accord avec ses représentants autorisés. Il était contraint de concerter tous ses mouvements avec les coréligionnaires des coupables, avec leurs amis, leurs protecteurs, avec ceux mêmes qui avaient armés et dirigés leurs bras homicides.

Néanmoins, le général de Beaufort, avec l'appui des consuls, aurait su remplir sa mission jusqu'au bout, sans l'habileté infernale de Fuad-Pacha.

Lorsque le haut commissaire du Sultan Abdul-Méjid, connut l'arrivée des Français, il accourut immédiatement à Beyrouth, et eut avec leur général plusieurs entrevues, dans lesquelles il sut capter sa confiance. L'énergie qu'il venait de montrer à Damas, et sa réputation de ministre éclairé et de réformateur habile trompèrent le soldat loyal et droit

qu'était M^{de} Beaufort. Ils arrêlèrent ensemble un savant plan de campagne pour pacifier rapidement tout le pays et atteindre les Druses. Les Français se dirigeraient vers Deir-el-Kamar, et rayonneraient de là à travers toute la Montagne, pousseraient les pillards et les brigands devant eux, ramèneraient les chrétiens dans leurs demeures, reconstitueraient partout une administration régulière. Pendant ce temps, les troupes ottomanes franchiraient le Liban dans le Sud, occuperaient Djezzin et toutes les passes vers le Mont-Hermon et le Haourân, balayeraient la Cœlésyrie et rejetteraient sur les bataillons français les bandes druses coupées de leurs retraites, vers le Haourân.

Le 26 septembre, le général de Beaufort occupa Deir-el-Kamar et exécuta rapidement et avec habileté son programme. Toute la Montagne fut nettoyée des bandes druses qui s'enfuirent vers le sud. Si Fuad et ses soldats turcs avaient mis à remplir leur tâche le même empressement que les Français, elles n'auraient pu échapper au juste châtement.

Mais les Turcs leur laissèrent le temps de se sauver, grâce à la lenteur voulue de leurs opérations. Ils occupèrent les défilés de la Montagne et les routes du Haourân, après que les bandes druses y avaient déjà passé pour s'enfuir vers le sud. Les passages furent barrés quand il n'y avait plus aucun Druse à intercepter (1). Quelques bandes purent même se reformer à proximité des troupes turques, sans être inquiétées. Fuad avertit le général de Beaufort de cet échec voulu, et l'invita à restreindre ses opérations. Pris à parti, plus tard, par les membres de la commission de Beyrouth, il s'excusa en prétendant que la topographie déchiquetée du pays avait empêché ses troupes de surveiller étroitement tous les sentiers, tous les creux et les cavernes par où les petites bandes druses pouvaient se défilér (2).

La mauvaise volonté des Turcs était manifeste. Lord Dufferin lui-même avoua à sir Henry Bulwer : « Je ne crois pas à la connivence de Fuad, mais à la stupidité de ses agents » (3). Le diplomate anglais, dans l'intérêt même de sa politique à Beyrouth, n'osait pas accuser son ami Fuad de félonie ; com-

(1) Testa, *op. cit.*, t. VI, p. 112.

(2) *Correspondence relating to the disturbances in Syria*, p. 347.

(3) *Id.*, *Ibid.*, p. 203.

ment aurait-il pu, autrement, continuer à le soutenir et à défendre la Porte ? Mais l'évidence des faits ne lui permettait pas d'absoudre les fonctionnaires et les officiers ottomans, et il les taxait d'imbéciles, pour n'avoir pas à prononcer le mot de traîtres.

Les soldats français durent se borner, selon l'expression de M. de la Gorce, à une promenade de bienfaisance à travers la Montagne ; ils s'en acquittèrent avec la générosité, l'entrain et le dévouement inhérents à leur race.

III

La commission internationale de Beyrouth.

A. — La question de la répression.

Dans l'intervalle, la Commission de Syrie avait commencé ses travaux ; elle s'était constituée le 5 octobre, à Beyrouth.

M. Béclard y représentait la France, lord Dufferin l'Angleterre, M. de Novikow la Russie, M. de Weckbecker l'Autriche, M. de Rehfues la Prusse et Fuad-Pacha la Turquie. Elle définissait elle-même sa mission, qui était de rechercher l'origine et les causes des événements dont la Syrie avait été le théâtre, de déterminer la part de responsabilité des chefs de l'insurrection, ainsi que celle des agents de l'administration, et de provoquer la punition des coupables, d'apprécier l'étendue des désastres qui avaient frappé les populations chrétiennes et de combiner les moyens propres à soulager et à indemniser les victimes, de prévenir le retour de semblables calamités, d'assurer l'ordre et la sécurité en Syrie, en indiquant les modifications qu'il convenait d'apporter à l'organisation actuelle de la Montagne (1).

La Commission s'adjugeait ainsi à la fois un pouvoir judiciaire et un pouvoir politique et administratif, — Elle voulait être :

1^o Un tribunal d'enquête international et une Cour de justice.

2^o Une Commission administrative internationale, chargée d'enquêter sur l'état économique et social de la Syrie, et d'y porter remède.

(1) Les procès-verbaux des séances sont publiés dans Baron de Testa, *op. cit.*, t. VI, p. 405 et suiv.

3. Une Commission consultative internationale, devant indiquer à la Porte les mesures de réorganisation politique aptes à ramener le calme, en Syrie, d'une façon définitive.

Il est incontestable que si elle voulait remplir la première et la deuxième tâche, elle devait empiéter sur la souveraineté du Sultan et sur les attributs des fonctionnaires turcs ; c'était une ingérence dans l'administration intérieure de la Turquie. Mais l'horreur universelle soulevée par les massacres avait été telle que l'Angleterre elle-même n'osait pas, au début, s'opposer formellement à cette immixtion dans les affaires intérieures de sa protégée, la Porte. Les commissions avaient pu juger sur place que la rumeur publique n'avait nullement grossi l'étendue du désastre, l'atrocité des massacres et la misère effroyable dans la Montagne.

Cette ingérence d'une commission internationale dans les affaires judiciaires et administratives de la Turquie pouvait constituer néanmoins un grave précédent. Si la Porte laissait les commissaires enquêter et juger librement ses fonctionnaires et ses sujets, si elle les laissait disposer des fonds turcs pour les répartir à leur gré parmi des sujets chrétiens, son autorité et sa souveraineté étaient gravement compromises, et il n'y avait plus de raison pour que les Puissances n'agissent de même, dans une contrée de l'Empire autre que le Liban, quand l'occasion s'en présenterait. La Porte courait certainement un danger, au point de vue de sa propre indépendance.

Le danger était moindre pour la réorganisation de la Montagne. La commission, à ce sujet, avait été très prudente, sur l'instigation de l'Angleterre et aussi sur celle de l'Autriche. Elle voulait se borner à *indiquer* les modifications qu'il *convenait* d'apporter à l'organisation de la Montagne. Elle n'émettait pas la prétention de *décider* des modifications et de les *imposer* ensuite à la Sublime-Porte ; l'indépendance de l'empire ottoman était ainsi sauvegardé dans une certaine mesure, selon les vœux de l'Angleterre.

Afin de bien marquer le caractère d'une *collaboration* avec les autorités turques, la commission désigna Fuad-Pacha pour présider ses travaux, lui assignant ainsi en quelque sorte un rôle directeur : les autres commissaires seraient vice-présidents à tour de rôle.

La tâche de Fuad-Pacha était tracée par l'intérêt même de

la Porte, qui était de sauvegarder la plénitude de ses droits ; il fallait, autant que possible, empêcher la commission d'empiéter sur l'indépendance du Sultan et sur les attributions de ses fonctionnaires ; en un mot, il ne fallait pas que la commission pût enquêter et juger, comme elle en avait la prétention, ni qu'elle pût s'adjuger un pouvoir administratif quelconque ; il fallait la réduire au rôle de simple commission consultative. Même Fuad-Pacha ne devait pas oublier que les autorités ottomanes en Syrie avaient encouragé les massacres dans le seul but de détruire l'autonomie de la Montagne, de la soumettre directement et étroitement à leur pouvoir.

Autant que possible, Fuad ne devait pas compromettre la réalisation du projet poursuivi depuis près d'un siècle par la Porte et ses ministres, de détruire l'autonomie libanaise. En un mot, il fallait donner une satisfaction apparente aux puissances, sans réaliser la moindre réforme sérieuse : « Fuad mettrait le comble à sa réputation, s'il parvenait à ne rien réprimer, à ne rien payer, à ne réorganiser solidement que le pouvoir de son Maître » (1).

A cet effet, il n'avait qu'à suivre la tactique qui avait déjà souvent réussi aux Turcs : user, par des tergiversations et des diversions habiles, par leurs propres divisions, les commissaires européens, gagner du temps et empêcher la commission d'agir rapidement et efficacement. Dans cette tâche, Fuad déploya une habileté et un art diplomatique consommés.

D'abord, il n'assista pas aux premières réunions de la commission, sous prétexte qu'il était occupé à Damas à pacifier, à châtier les coupables et à relever les victimes. Son délégué suppléant, Abro Effendi, se borna à défendre avec acharnement le point de vue turc et à faire de l'obstruction. A chaque mesure positive proposée, il prétendait qu'on voulait entraver la liberté d'action de Fuad et empiéter sur les droits souverains du Sultan. Chaque fois qu'une question importante allait être tranchée dans un sens contraire aux vues de la Porte, il alléguait froidement qu'il n'avait pas encore reçu d'instructions précises et ne pouvait pas, par conséquent, formuler un avis définitif. Invariablement, la décision était alors ajournée à une date ultérieure. Chaque fois qu'un commissaire apportait sur les massacres, sur l'attitude des auto-

(1) De la Gorce, *op. cit.*, t. III, p. 333.

rités turques ou sur la répression, un renseignement compromettant pour le gouvernement ou ses agents et ses protégés, Abro-Effendi affirmait qu'il n'était pas informé, éludant momentanément ainsi tout débat approfondi et toute sanction. Les communications les plus urgentes ne parvenaient que tardivement et d'une façon incomplète à la commission.

Il était entendu qu'aucune décision ne devait être prise contre la volonté formelle de la Porte. Du moment que celle-ci ne formulait pas son avis, rien ne pouvait être fait. Fuad mit le temps à répondre aux notes des commissaires et gagna ainsi près d'un mois ; surtout il réussit à faire éclater dès le début la discorde entre les représentants des puissances.

Dans la première réunion, M. Béclard réserva immédiatement les affaires des établissements religieux, notamment des Jésuites, des Lazaristes et des Pères de la Terre Sainte. Elles devaient être exclues de la compétence de la commission et dépendre uniquement de la France, en vertu de son protectorat et des capitulations avec la Porte.

Puis, les commissaires, examinant le rôle joué par certains juges du tribunal extraordinaire installé à Beyrouth, par Fuad, découvrirent qu'un d'entre eux, le colonel Hosni-Bey avait, comme gouverneur militaire de Baalbeck, fait cause commune avec les Druses et participé aux massacres. Parmi les plus grands coupables, beaucoup n'avaient pas encore été arrêtés, tels le colonel Nuri-Bey, qui avait livré Zahlé aux Druses, et Chakir-Bey qui se rendait librement à Constantinople. Quant au procès de Kourchid, on n'avait entendu encore aucun témoin ; les enquêtes ordonnées par Fuad n'étaient donc pas sérieuses, ainsi que MM. Béclard et Novikow se plaisaient à le constater.

La commission avait-elle le droit d'intervenir activement dans l'enquête ? Avait-elle le droit de demander des arrestations, de suivre les instructions menées contre les prévenus, de prendre une part réelle et active à leur jugement ? Pouvait-elle exiger des peines précises, casser certains jugements prononcés par les tribunaux turcs ? Les représentants français et russe répondaient par l'affirmative : comment la commission pourrait-elle remplir autrement sa mission d'une façon efficace ?

Mais Abro-Effendi objectait : « La commission doit éviter tout ce qui pourrait porter atteinte à l'autorité de souverain

du Sultan, et affaiblir son prestige. » Quand on lui rappelle le but de la commission, le châtement des coupables et la réorganisation du pays, il répond sèchement : « Le gouvernement fait tout ce qu'il peut. » Lord Dufferin, naturellement, veillait jalousement à l'indépendance de la Porte, et le représentant de l'Autriche craignait que la commission n'outrepassât ses droits.

Finalement, on établit que les commissaires avaient le droit d'intervenir dans l'enquête contre les inculpés, de donner leur avis sur les peines à prononcer et de consentir à celles qui seraient prononcées définitivement par les tribunaux turcs. Ils pouvaient ainsi, pour le moins, exercer un contrôle efficace, une pression sur les autorités turques, et éviter les dénis de justice et les abus les plus monstrueux. Fuad crut nécessaire de donner un semblant de satisfaction à la commission : Hosni-Bey, le gouverneur de Baalbeck, fut destitué et mis en état d'accusation. Puis, le 26 octobre, il vint enfin personnellement à la sixième réunion de la commission et exposa son programme dans un petit discours.

« Il réunit, dit-il, dans sa personne un double caractère, celui d'un fonctionnaire investi d'attributions exceptionnelles et exécutives, en vertu des pleins pouvoirs qui lui ont été conférés par son souverain, et celui de membre de la commission qu'il a l'honneur de présider (1). » Il s'engage à mener à bonne fin sa mission de pacification et de réorganisation, et surtout il promet de châtier les coupables. Il se flatte de n'être coupable d'aucune arrière-pensée et de pouvoir, par conséquent *faire appel au bon vouloir* de la commission, et il conclut habilement qu'il comblerait les lacunes qui lui seraient signalées ; mais tout en sollicitant les avis dont il avait besoin, il désirait que ces conseils fussent exempts de tout esprit de censure ».

L'attitude du ministre ottoman était bien nette. Il ne reconnaissait à la commission que le droit de lui donner des conseils avec bienveillance et de lui indiquer les lacunes de ses actes ; il lui déniait formellement le droit de toute action effective ; il n'admettait son ingérence ni dans la justice, ni dans l'administration. Même, il prétendait l'empêcher d'exiger des tribunaux ou des fonctionnaires ottomans des enquêtes, des

(1) Testa, *op. cit.*, t. VI, p. 130 et suiv. Protocole de la VI^e séance, 29 octobre 1860 (10 rébiul-akhîr 1277).

jugements et des actes administratifs qui lui déplairaient. Elle devait se borner à indiquer les mesures qui lui semblaient nécessaires.

En un mot, Fuad s'attribuait à lui seul le pouvoir exécutif en Syrie, en sa qualité de ministre du Sultan, muni de pleins pouvoirs par le Sultan et non par l'Europe ; à la commission, il n'assignait qu'un rôle purement consultatif, consenti par le Sultan. Il voulait bien venir à la commission, délibérer avec elle, mais dès qu'il passait à l'action, il revendiquait sa pleine et entière liberté de haut fonctionnaire et de commissaire du Sultan, muni par lui et par lui seul de pleins pouvoirs. Il n'admettait pas que la commission eût le droit de le censurer, de le blâmer, et il lui déniait formellement le droit de lui imposer ses volontés, et d'exercer le pouvoir exécutif ; ce dernier ne devait appartenir qu'au délégué du Sultan.

Toutes les décisions antérieures de la commission étaient remises en question. Cependant les cinq premières séances avaient mis la patience des commissaires à une dure épreuve. Ils trouvaient qu'ils n'avaient encore rien fait ; aussi M. de Weckbecker répondit-il assez sèchement, en leur nom, à Fuad-Pacha qu'il ne le connaissait que comme membre de la commission.

La thèse interventionniste française, soutenue également par la Russie, ne fut pas opposée nettement, d'une façon précise, à la thèse turque, pour commencer ; mais, en fait, l'opposition des deux thèses fut constante.

Les premières questions débattues furent celles du châtiement des coupables et des indemnités qu'on accorderait aux victimes. Le plan de Fuad était d'atténuer autant que possible la responsabilité tout d'abord des fonctionnaires ottomans, ensuite celle des Druses ; quant aux indemnités, elles devaient charger le moins possible le trésor de la Porte. Principalement, il voulait trouver des solutions qui permettaient une intervention directe et constante de la Porte dans les affaires de la Montagne.

Il sut réaliser ce plan hardi, à force d'adresse, en dupant les représentants de l'Europe par ses atermoiements ; il est vrai que sa tâche lui était singulièrement facilitée par l'Angleterre ; lord Dufferin devait, pour la première fois, faire preuve à Beyrouth, de cette force de dissimulation, de ce sang-froid, de cette habileté tenace et dépourvue de sensibi-

lité et de sans-gêne, de cet égoïsme patriotique forcené qui devaient faire de lui un des meilleurs diplomates anglais de la fin du XIX^e siècle. Il trouvait souvent un concours heureux auprès du représentant autrichien, hanté par la peur des interventions futures de la Russie dans les Balkans, et voulant respecter la souveraineté et l'indépendance du Sultan en Syrie, pour qu'elles fussent respectées également dans ses provinces européennes contre l'ingérence russe. « Le seul moyen efficace de pacification, opina-t-il un jour, consiste à rendre le gouvernement ottoman aussi fort que possible sur toute l'étendue de son territoire, dans la Montagne comme ailleurs (1). »

Lord Dufferin tenta d'abord d'excuser les excès des Druses et de rejeter sur les Maronites et les autres chrétiens une très large part de responsabilité : « En étudiant, dit-il, les rapports officiels des luttes sanglantes commises dans le Liban depuis 25 ans, on ne peut éviter la conviction que les préceptes de leur religion ont apporté chez les chrétiens bien peu d'adoucissements à ces usages barbares. » D'après la connaissance personnelle du pays, dans une époque antérieure aux massacres, il affirmait que la politique d'extermination adoptée par les Druses n'était au fond qu'une conséquence de celle que les chrétiens avaient voulu leur appliquer. — Les Druses, selon la version anglaise, menacés d'être chassés du Liban ou d'être exterminés par les chrétiens, n'avaient fait, en somme, que se défendre ; il n'y aurait donc pas eu un massacre des chrétiens par les Druses, mais un complot des chrétiens occasionnant une véritable guerre civile entre les Druses et les Maronites, parce que les Druses n'auraient pas voulu jouer le rôle de victimes et se laisser chasser de leurs demeures. Affirmation inexacte, reposant sur une interprétation partielle des faits, mais qui permit néanmoins à l'Angleterre et à Fuad de justifier leurs manœuvres égoïstes, par un semblant de raison.

Lord Dufferin concluait qu'il ne fallait pas juger ces paysans ignorants « selon le type de la moralité européenne ». C'était, en somme, un appel à l'indulgence pour les Druses. Fuad escomptait tout le parti qu'il pouvait en tirer : « Il y a eu guerre civile, objecta-t-il ; avant de prononcer un jugement

(1) Testa, *op. cit.*, t. VI, p. 146. Protocole IX, séance 10 novembre 1860 (25 rébiul-akhir 1277).

quelconque, il faut savoir quels sont les agresseurs ». Admirationnable prétexte, pour faire traîner encore les délibérations en longueur et susciter des querelles opportunes autant que violentes parmi les commissaires.

Il sut, à chaque instant, provoquer des débats ardents et longs sur des questions de forme, sur des mesures de détail. Il eut des maladies, des absences diplomatiques, pendant lesquelles Abro-Effendi, à la commission, arguait toujours de son manque d'instructions et d'informations, pour empêcher toute décision.

Cependant, la paix était loin d'être rétablie dans le pays ; de nombreuses bandes de Druses étaient encore sous les armes dans la Montagne (on parlait de cinq mille) et ne faisaient point mine de se soumettre. Quelques groupes maronites, encouragés sans doute par la présence des troupes françaises, attaquèrent à leur tour les Druses et en tuèrent quelques-uns isolément.

Les Anglais réclamèrent à grands cris des mesures contre les chrétiens, tandis que les représentants des autres puissances harcelaient sans cesse Fuad-Pacha de mettre enfin les Druses à la raison.

Le haut commissaire turc tergiversa d'abord ; puis, payant d'audace, fit semblant de renouveler le coup d'Etat de Damas, afin de jeter de la poudre aux yeux des commissaires européens, une seconde fois, si possible. Au mois de décembre, il fit arrêter brusquement sept à huit cents Druses, le tribunal de Beyrouth condamna à mort Saïd Bey-Djomblat, Housseïn-Talbouck, Béchir-Méri, l'émir Mohammed-Kassim-Roslan, parent du Caïmacam druse, et les sept autres seigneurs druses qui s'étaient constitués prisonniers quelques semaines auparavant. En même temps, passèrent en jugement Kourchid, Tahir-Pacha, le colonel Nouri-Bey, Wasfi-Effendi, le *Kiahaya* (secrétaire) de Kourchid, le contrôleur Ahmad-Effendi et quelques autres officiers turcs, dont la culpabilité était trop évidente pour qu'on pût les laisser indemnes. Après un procès scandaleux, d'où les principaux témoins et les preuves les plus accablantes avaient été écartés, les trois premiers furent condamnés à la détention perpétuelle et les autres à un emprisonnement temporaire et à la destitution de leurs charges et de leurs grades.

Pouvait-on reprocher encore à Fuad de protéger les cou-

pables ? Celui-ci eut l'habileté infernale de demander conseil à la commission sur la procédure à suivre contre les Druses. Fallait-il une procédure sommaire et expéditive, ou bien une procédure régulière et méthodique ? Fallait-il mener tous les coupables à Beyrouth pour les y juger, ou instituer un tribunal deambulateur ? Quelles peines fallait-il infliger aux coupables ? Questions adroites et insidieuses, dont chacune était un piège pour les commissaires. La justice expéditive, avec ses abus inévitables, pouvait paraître odieuse et attirer sur la commission les haines et les malédictions ; la procédure régulière impliquait avec elle des lenteurs et retardait l'œuvre essentielle de réorganisation. L'établissement du mode de procédure et des peines devait, en outre, susciter des discordes continuelles dans le sein de la commission ; les uns allaient réclamer l'indulgence pour les Druses et défendre certains fonctionnaires musulmans, les autres exiger des peines sévères et exemplaires.

Après de longs débats, on finit par décider que les coupables devaient être désignés par les prélats chrétiens. C'était une maladresse. Les prélats ne purent cacher la profondeur de leurs ressentiments. Quatre mille six cents Druses furent par eux accusés de meurtre et de pillage et réclamés comme victimes expiatoires, à la grande indignation de lord Dufferin, qui réitérait ses accusations contre les chrétiens de vouloir exterminer toute la nation druse, forte seulement de huit mille adultes. Les prélats voulurent se contenter alors de seize cents têtes, sans calmer pour cela les colères du noble lord.

Celui-ci, profitant de ces maladresses, posa des conditions et demanda :

1° Qu'aucun Druse ne fut traduit devant le tribunal militaire, sans être accusé d'avoir assassiné de sang-froid un homme désarmé, une femme ou un enfant ;

2° Que le serment de deux témoins oculaires fut exigé pour servir de base à toute exécution capitale ;

3° Qu'en réglant le chiffre des condamnés à mort, on eût égard au nombre de Druses qui avaient été assassinés par les chrétiens, depuis l'arrivée de la commission en Syrie.

4° Que le degré de la peine capitale appliqué à la nation druse fût moindre que celui qu'on avait trouvé suffisant à Damas (1).

(1) Testa, *op. cit.*, t. VI, p. 219. Protocole de la XXI^e séance 29 janvier 1861 (17 rédjeb 1277).

Ces conditions étaient tirées logiquement de la thèse anglaise qu'il n'y avait pas eu massacre des chrétiens par les Druses, mais guerre entre les deux peuplades. Si elles étaient acceptées, les Druses coupables échappaient tous, à quelques exceptions près, au châtement suprême, car il leur était toujours facile de récuser les témoignages des Maronites et de prétendre qu'ils n'avaient jamais massacré de sang-froid.

Il y eut de nouvelles discussions interminables. Les commissaires constatèrent que l'enquête, notamment contre les fonctionnaires ottomans inculpés, avait été conduite en dehors de toute règle de justice ; des documents compromettants n'avaient pas été saisis, ou avaient été soustraits des dossiers. Les peines prononcées contre les coupables, souvent dérisoires, ne répondaient jamais à la gravité de leurs fautes. Un grand nombre de Druses, plus de cinq cents, s'étaient aussi, à prix d'argent, soustraits à la justice.

Les commissaires français, prussien et russe avaient beau protester et réclamer entre autres des élévations de peines contre les officiers coupables, M. de Weckbecker leur objecta que la commission n'avait pas à s'ingérer dans les jugements. Lord Dufferin se livrait à des attaques passionnées contre les chrétiens, qui préparaient de nouvelles attaques contre les Druses, sur les excitations de leurs évêques et d'une sorte de conseil central, siégeant à Beyrouth. « Le clergé, prétendait-il, leur disait qu'ils seraient appuyés par les Puissances ; on attaquait, on molestait les Druses, qui, souvent, seraient obligés de se déguiser en chrétiens (1). » — Fuad-Pacha trop heureux de ces discordes, faisait remarquer d'un ton narquois aux commissaires qu'ils devaient se mettre d'accord, avant tout : tant que l'entente ne serait pas réalisée entre eux, il ne pourrait pas agir. Il eut encore l'audace, au mois de février 1861, de rendre les puissances en partie responsables de la situation en Syrie, car les Druses et les Maronites auraient résisté à leur souverain « se considérant comme appuyés par des influences étrangères ». La Porte n'avait rien fait, répétait-il, pour qu'on ne pût lui reprocher aucune mesure contre les chrétiens. C'était dire qu'elle aurait dû, dans l'intérêt de l'ordre, agir contre les chrétiens, et qu'elle en avait été empêchée par les puissances (1).

(1) Testa, *op. cit.*, t. VI, p. 258. Il parla même d'une rupture diplomatique si les chefs druses étaient exécutés. Protocole de la XXVIII^e séance, 29 avril 1861 (18 cheval 1277).

Les tribunaux de Mokhtarah et de Beyrouth restèrent les maîtres de prononcer les sentences. On calcula le nombre de Druses à immoler comme victimes expiatoires ; pour apaiser la France et affirmer la haute justice du Sultan, on prétendit que les Druses avaient perdu dans la lutte mille trois cents hommes environ, tués par les Maronites qui avaient résisté. En outre, cent-soixante-seize Druses seraient tombés sous les coups des chrétiens, en dehors de la période des massacres. Les Turcs conclurent que les Maronites s'étaient déjà à moitié vengés, et que, pour être juste, il ne fallait pas ajouter aux onze cheiks druses déjà condamnés à mort à Beyrouth plus d'une vingtaine de nouvelles condamnations à la peine capitale.

Le 24 janvier 1861, la commission fut saisie d'une proposition dans ce sens ; seuls, MM. Novikow et Rehfués la repoussèrent péremptoirement. Lord Dufferin prit toujours la défense des Druses ; M. Béclard, très découragé, déplorait l'arbitraire de la répression ; la discussion traîna encore pendant quelques séances, sans qu'on arrivât à une entente. Au mois de mars, le châtimement des coupables n'était pas encore définitivement arrêté.

Finalement, les manœuvres et les intrigues de Fuad et de lord Dufferin triomphèrent de la bonne volonté des représentants de la France, de la Russie et de la Prusse. Une grande lassitude s'empara des commissaires ; on décida de frapper simplement les principaux chefs druses et de commuer les peines ou même d'absoudre les coupables de moindre envergure. On parlait d'éviter l'effusion du sang, de favoriser la reconciliation des Druses et des Maronites (2).

Enfin, les tribunaux proposèrent contre les fonctionnaires turcs et les Druses accusés quarante-trois condamnations à mort et trois à la détention perpétuelle dans une forteresse. Onze accusés furent condamnés à douze ans de forteresse, treize à six ans, cent-soixante-neuf au bannissement temporaire, cinquante-cinq au bannissement d'un an, deux à l'ex-

(1) Testa, *op. cit.*, t. VI, p. 238. Note de Fuad-Pacha aux commissaires européens en date de Beyrouth 27 février 1861 (16 châban 1277).

(2) Testa, *op. cit.*, t. VI, p. 233. Notes des commissaires français, anglais, russe et prussien à Fuad-Pacha, en date de Beyrouth 23 février 1861 (12 châban 1277).

clusion perpétuelle de toute fonction publique et à la détention provisoire dans une forteresse.

Les jugements n'étaient pas définitifs, les tribunaux ne pouvant que proposer des peines. Fuad, au lieu de les soumettre à la commission, les fit confirmer par le Sultan en personne ; la commission ne pouvait que s'incliner devant les décisions du souverain ; elle se borna à les enregistrer purement et simplement.

Contre les fonctionnaires turcs, complices des égorgeurs, les commissaires avaient été unanimes à réclamer un châtiment sévère ; la culpabilité de Kourchid surtout était indéniable ; il avait mérité amplement la peine de mort. Or, le tribunal de Beyrouth ne l'avait condamné qu'à la détention perpétuelle, ainsi que Tahir-Pacha et le colonel Nouri-Bey. La commission insista pour qu'au moins Kourchid fut mis à mort, et elle pressa Fuad de modifier le jugement dans ce sens, comme il en avait le pouvoir. Mais Fuad l'éconduisit, au nom même des principes de justice appliqués en Europe ; son droit de modifier les sentences était un droit extrême et dont l'usage fréquent tournerait aisément en abus. Il prétendit que la peine de mort était exagérée, car les officiers condamnés étaient coupables « d'inertie, et non d'avoir versé le sang ». Kourchid échappa ainsi au châtiment suprême ; les condamnations prononcées contre lui et contre ses quatre coaccusés furent simplement maintenues, et tous les cinq furent transportés à Constantinople, pour y subir leurs peines. Mais tous, même les Anglais, doutaient que la prison leur fût bien sûre : « Si la vie de Kourchid a été épargnée, écrivait lord John Russell à lord Dufferin, le 18 mars 1861, que sa détention, au moins, soit rigoureuse ; que sa peine soit une réalité et non une feinte destinée à couvrir de prochaines faveurs et de prochaines dignités » (1).

Les seigneurs druses Saïd-Bey-Djomblat, Housseïn-Talhok, Assad-Talhok, Kassim-Neked, Selim-Djomblat, Béchir-Méri, l'émir Mohammed-Kassim-Roslan, parent du caïmacam druse, et quatre autres cheïks, condamnés à mort, virent leur peine commuée en celle du bannissement perpétuel. Saïd-Bey-Djomblat, atteint d'une maladie incurable, échappa même complètement au châtiment, malgré les réclamations

(1) *Correspondence relating to the Affairs of Syria*, p. 462.

de la France, grâce à la protection de lord Dufferin, qui le fit magnifiquement soigner à Beyrouth jusqu'à sa mort.

Le 16 mars, deux cent quarante-cinq Druses furent embarqués à Beyrouth, à destination de Tripoli en Barbarie. A leur débarquement, ils furent installés sous des barraques salubres. La protection de l'Angleterre s'étendit sur eux jusque dans l'expiation, qui fut ainsi rendue dérisoire. Lord Dufferin les avait recommandés au consul anglais à Tripoli et Fuad, le « justicier », non seulement avait pris soin de leurs familles, mais avait prescrit au pacha de Tripoli de leur rendre la peine aussi douce que possible (1). Le 4 mai 1861, afin de justifier cette clémence en faveur des massacreurs, Abro-Effendi déclara à la commission européenne que les Druses étaient suffisamment punis par l'abaissement de leur orgueil, par la déchéance des chefs, de leurs privilèges et par la séquestration de leurs biens (2).

B. — *Le règlement des indemnités.*

Le règlement de la question des indemnités fut également un échec partiel pour la commission européenne. Il fallait assurer la reconstruction des maisons détruites et la subsistance des chrétiens échappés aux massacres. Il fallait distribuer de l'argent, des outils et des semences afin de permettre la reprise des travaux agricoles. Les commissaires se préoccupèrent d'autant plus de cette situation, que la saison des pluies et l'hiver approchaient ; les premières neiges avaient déjà fait leur apparition dans la Haute-Montagne. Le principe d'une indemnité due par le gouvernement turc était acquis. Restait à trouver les ressources nécessaires (3).

M. Bécлар demanda comme première mesure que les demeures des Druses fugitifs fussent assignées aux chrétiens

(1) Voir *Correspondence relating to the affairs of Syria*, 2^e partie, p. 8. Rapport de lord Dufferin à sir Henry Bulwer et p. 36, Dépêche du consul général Hermann à lord Dufferin.

(2) Testa, *op. cit.*, t. VI, p. 273 : memorandum d'Abro-Effendi annexé au protocole de la séance tenue par la commission européenne le 4 mai 1861 (23 chewal 1277).

(3) Voir sur cette question des indemnités, outre les ouvrages précités, *Annales historiques*, année 1860, p. 352 et suiv. ; *Annuaire des Deux-Mondes*, année 1861, p. 547 et suiv.

sans asile, que les récoltes accaparées pendant les derniers troubles fussent au moins partiellement répartis parmi les chrétiens que les gens dont les maisons avaient été détruites, pussent, pour les reconstruire, couper librement du bois dans les forêts. Fuad-Pacha, fuyant comme toujours, indiqua une procédure longue et dispendieuse et affirma qu'il avait déjà pris les premières mesures pour remédier aux misères les plus atroces. Mais il fut vivement pris à parti par le commissaire prussien. « Soumettre à l'Europe les exigences financières de la situation, suivant les indications du plénipotentiaire ottoman, paraissait à M. de Rehfues être un moyen inefficace, de l'emploi duquel résulterait une grande perte de temps (1). A son avis, il fallait trouver de l'argent immédiatement, et d'accord avec M. Béclard, il proposa, pour Damas, l'établissement d'une contribution de guerre, et, en outre, des perquisitions très étendues, afin de retrouver les objets volés. Et le commissaire français d'ajouter : « Ce qui importe, c'est moins le chiffre de l'indemnité que le règlement immédiat. »

Les commissaires s'entendirent pour envisager différemment la situation à Damas et dans le Liban. Le représentant français soumit à la commission un projet très complet pour la première province. Les chrétiens damasquins recevraient une indemnité de trente millions de francs. La Porte en verserait une partie ; la plus grande part serait obtenue par des contributions extraordinaires qui seraient perçues sur les musulmans dans la ville et dans la banlieue. On estimait à juste titre, que dans un centre aussi riche, à la fois agricole, industriel et commercial, on pouvait, avec un peu de bonne volonté, aisément trouver des sommes considérables. Mais quelles seraient ces contributions extraordinaires, et comment allait-on les percevoir ? La commission ne pouvait rien faire sans les autorités ottomanes. Or, Fuad-Pacha déclara tout d'abord que son gouvernement n'avait pas d'argent. Ensuite, le 22 décembre 1860, il annonça que la Porte se réservait de décider la manière dont les indemnités seraient fixées et payées aux chrétiens, ainsi que la fixation des impôts à prélever pour les

(1) Testa, *op. cit.*, t. VI, p. 141 et suiv. Protocole de la huitième séance de la Commission de Syrie tenue à Beyrouth, le 2 novembre 1860 (17 rébiul-akhir 1277).

indemnités » (1). Il refusa par conséquent d'accepter les propositions du commissaire français.

Pour indemniser les chrétiens du Liban, le général de Beaufort, d'accord avec M. Béclard, voulut prélever rapidement, en employant les moyens les plus énergiques, une forte contribution en nature sur tous les Druses en état de porter les armes. Fuad-Pacha accepta d'abord ce plan, mais lord Dufferin s'y opposa énergiquement, sous prétexte qu'il dépouillait complètement les Druses, protégés de l'Angleterre. Le projet fut ajourné, et il fut impossible d'arriver à une solution rapide de la question des indemnités.

L'acte d'autorité de la Porte, par lequel elle dessaisissait la commission de Beyrouth de la fixation et de la répartition des indemnités pour s'en charger elle-même, devait lui réussir pleinement. Il s'agissait pour elle de payer le moins possible. Aussi ne montra-t-elle aucun empressement à fixer la somme. La commission, pour Damas, réclamait cent cinquante millions de piastres, payables en huit mois, La Porte n'en accorda que soixante-quinze millions, payables en trois ans, en six acomptes trimestriels. Au lieu d'être payés directement sur un impôt local et pénal, les chrétiens devenaient les créanciers du Trésor du Sultan. Les Damasquins étaient frappés d'un impôt spécial, selon les vœux de la commission, mais le produit en était versé au Trésor, et non pas réparti immédiatement sur place. L'administration financière turque se chargeait de verser à chacune des victimes la quote-part à laquelle elle pouvait prétendre. Solution dangereuse pour les créanciers, car le Trésor du Sultan était le tonneau des Danaïdes ; l'argent ne pouvait jamais y rester ; l'administration financière dépassait encore sa renommée détestable d'être gaspilleuse et très peu solvable.

Lorsque le 5 mars 1861, Fuad-Pacha annonça à la commission les décisions de son gouvernement, ce fut une stupeur générale ; mais la lassitude l'emporta. Les commissaires sentirent leur impuissance totale, après cinq mois de vains efforts, d'obtenir de la Porte un arrangement équitable. Au moins voulurent-ils avoir des garanties sérieuses que l'indemnité réduite serait payée aux chrétiens. M. Béclard pressa

(1) Testa, *op. cit.*, t. VI, p. 179. Séance du 22 décembre 1860 (8 djémaziul-akhir 1277), p. 176 et suiv.

Fuad d'en distribuer immédiatement le premier acompte, qui était de 12 millions 500.000 piastres. Fuad-Pacha se confondit en promesses : « Je dépasserai même ce chiffre, si cela est possible. Remettez-vous-en à moi (1). » Ce n'était que de vaines paroles. Dans ses conversations intimes, le haut commissaire avouait la pénurie complète du Trésor public. Comment aurait-il pu indemniser les chrétiens, alors que les officiers musulmans, depuis plus de trente mois, n'avaient pas eu leur solde complète ?

Enfin, M. Bécлар ne fut pas plus heureux, quand il demanda, si l'impôt extraordinaire à Damas serait prélevé sur les musulmans seuls ou sur l'ensemble de la population. Fuad-Pacha alléguait que le gouvernement de Constantinople s'était réservé toutes les décisions sur ce point et donnerait les ordres nécessaires, que lui-même n'avait pas encore eu des instructions précises ni de renseignements détaillés sur la perception de l'impôt. La demande, si intéressante cependant, du commissaire français resta sans réponse, et la commission ignora si l'impôt destiné aux indemnités n'allait pas être exigé des chrétiens comme des musulmans.

Le silence même de Fuad-Pacha « laissait craindre que les Turcs, habiles à copier l'Europe quand leur intérêt le commande, n'appliquassent ici le principe de l'égalité de l'impôt. Il arriverait donc que les chrétiens seraient imposés pour les maux qu'ils avaient soufferts et payeraient l'indemnité avant de la recevoir » (2).

Quant au Liban, les indemnités ne furent pas plus largement mesurées. L'hiver se passa sans qu'officiellement les malheureux Maronites reçussent le moindre secours en espèces. Enfin, au mois de mars la commission de Beyrouth examina de nouveau le projet du général de Beaufort, de prélever une contribution individuelle sur chaque Druse en état de porter les armes. Fuad-Pacha en sut empêcher l'adoption. Il repoussa toute contribution qui frapperait lourdement les Druses riches. La confiscation, expliquait-il, était abolie en Turquie ; en aucun cas on ne pouvait la rétablir.

Ruiner les grands propriétaires druses, déjà cruellement

(1) Testa, *op. cit.*, t. VI, p. 257. Séance du 5 mars 1861 (22 châban 1277), p. 252 et suiv.

(2) De la Gorce, *op. cit.*, t. III, p. 246.

atteints par les troubles, ce serait ruiner tout le pays, et principalement la masse des paysans-fermiers, des fellahs. Sur les Druses pauvres, on ne pouvait pour ainsi dire rien prélever ; car ils ne possédaient rien et avaient plutôt besoin de secours qu'ils pouvaient contribuer à en donner (1).

Lord Dufferin, jusqu'au bout, se joignit à Fuad Pacha pour protéger les Druses.

Finalement, le chiffre de l'indemnité pour la Montagne ne fut même pas fixé définitivement par la commission en 1861. Vaincus par la tactique dilatoire de Fuad-Pacha, les représentants des puissances acceptèrent que des commissions spéciales fussent instituées pour faire une enquête et établir d'après l'étendue officiellement constatée des dommages les indemnités dues aux différents groupements lésés. D'après les évaluations d'une commission centrale siégeant à Constantinople, la Porte réglerait directement avec chaque puissance intéressée les indemnités dues aux sujets et protégés étrangers. Quant aux Libanais, les indemnités leur seraient adjugées par les commissions locales d'après les résultats de leurs enquêtes, et versées par les soins de l'administration turque. La commission exigea qu'on versât immédiatement 2.500.000 piastres aux victimes, afin qu'elles fussent en état de reconstituer leurs maisons et d'acheter des outils et des grains pour les labours et l'ensemencement. C'était peu, en égard de ce que la majorité des commissaires avait exigée, en connaissance de cause. Les sommes indiquées auraient été insuffisantes pour réparer les pertes subies par les paysans de la Montagne, même si les autorités ottomanes les avaient payées régulièrement. Fort heureusement, la France remédia à cette lamentable situation. Par les soins de l'abbé Lavigerie, le directeur de l'œuvre des Ecoles chrétiennes d'Orient, une souscription fut organisée en France. En quelques semaines 2.500.000 francs furent recueillis, sans compter les objets en nature, vêtements, instruments de culture, etc. Les religieux et les religieuses français parcoururent les districts chrétiens, consolant les malheureux, soulageant toutes les misères (2). Avec une partie des sommes souscrites, deux orphelinats furent érigés à

(1) Testa, *op. cit.*, t. VI, p. 53 et suiv.

(2) De la Gorce, *op. cit.*, t. III, p. 153.

Zahleh et à Beyrouth, pour recevoir les enfants qui avaient perdu leurs parents pendant les massacres.

IV

Négociations pour la prolongation de l'occupation française.

Pendant qu'à Beyrouth, les débats entre Fuad et les commissaires européens menaçaient de s'éterniser, sans aboutir à un résultat quelconque, le terme fixé par la Convention du 5 septembre pour l'évacuation de la Syrie par les troupes françaises s'approchait rapidement. Cependant le calme était loin d'être revenu dans le pays. Les consuls étrangers, dans leurs rapports, signalaient l'état d'effervescence des Musulmans, des Chrétiens et des Druses. Dans le Haourân, les chefs druses se concertaient avec les Arabes et les Métualis pour résister par la force aux mesures de rigueur projetées contre eux. Loin de craindre Fuad et ses bataillons, ils poussaient au contraire l'audace jusqu'à piller les villages situés aux portes mêmes de Damas (1).

Pourquoi, du reste, auraient-ils redouté les foudres de Fuad ? Celui-ci, par certains de ses actes, ne semblait-il pas avoir pour but de les ménager et de les employer comme instruments de sa politique ? Un agent anglais lui-même, le Major Fraser, écrivait à la date du 20 octobre 1860, de Damas, que Fuad avait remis en liberté un grand nombre de gens emprisonnés et accusés de meurtre, sous prétexte que personne n'était venu les accuser, et il ajoutait que, selon les chrétiens, le Haut Commissaire s'était entendu avec les Druses et leur assurait l'impunité (2).

Du côté des chrétiens indigènes, les uns, terrorisés, se laissaient aller à des paniques constantes, les autres, encouragés par la présence des troupes françaises, s'étaient groupés et restaient sous les armes dans leurs bourgs et dans leurs villa-

(1) *Id.*, *Ibid.*, p. 311 (Protocole d'une conférence tenue au ministère des affaires étrangères à Paris le 19 février 1861 (8 châban 1377), p. 309 et suiv.

(2) Testa, *op. cit.*, t. VI, p. 291. Dépêche (extrait) du major Fraser à lord John Russell, en date de Damas, le 20 octobre 1860 (4 rébiul-akhir 1277).

ges (1). Des rencontres fréquentes se produisaient entre des partisans des deux peuplades, et le sang recommençait à couler dans la Montagne. Les négociants et les industriels de Beyrouth voyaient encore une fois leurs intérêts compromis. Dans ses rapports, le consul de France signalait le feu de la révolte qui couvait sous les cendres et dont les étincelles jaillissaient de plus en plus nombreuses. Il insistait également sur les « alarmes du commerce étranger » (2). Dans ces conditions, le corps d'occupation français, la seule garantie matérielle de l'Europe contre de nouveaux troubles, devait-il partir et abandonner la Syrie à l'anarchie ? Le gouvernement français pensa que non.

M. Thouvenel s'était préoccupé de la durée de l'occupation dès le lendemain de la ratification de la convention du 5 septembre, et il avait à ce sujet entamé la conversation avec lord John Russell. Il devait se heurter, à Londres, d'abord à une attitude des plus contradictoires, ensuite à une opposition très vive et même violente.

En réponse à ces premières ouvertures, lord John estima qu'il fallait renforcer le corps d'occupation de six mille hommes ; l'Angleterre en fournirait trois mille et la Prusse les trois mille autres. Huit jours après, le 22 septembre, grand changement de front : le noble lord trouvait la saison déjà trop avancée « pour-que le débarquement pût encore se faire avec sûreté sur les côtes de la Syrie » et il espérait que les renforts seraient inutiles (3). C'est que, dans l'intervalle, il avait compris tout l'avantage qu'il pourrait tirer de l'appui qu'il serait seul à donner au Sultan contre toute l'Europe. Aussi répondit-il, le 7 novembre, négativement à la demande de la France de maintenir le corps d'occupation en Syrie jusqu'au complet rétablissement de l'ordre.

« Conserver des troupes européennes en Syrie, écrit-il à cette date à lord Cowley, afin de pourchasser les autres coupables dans les caves et les retraites de la Montagne, ce serait une besogne sans fin et réellement désespérée. Augmenter le

(1) *Id.*, *Ibid.*, p. 311 et s.

(2) *Id.*, *Ibid.*, p. 317. Dépêche de M. Thouvenel au comte de Flahaut en date du 25 février 1861 (14 châban 1277), p. 315.

(3) Testa, *op. cit.*, t. VI, p. 290. Dépêches de lord John Russell (ministre au Foreign-office) à lord Cowley à Paris en date du 15 et du 22 septembre 1860 (20 safar et 6 rébiul-ewel 1277), p. 290 et 291

nombre des troupes européennes et les maintenir en Syrie dans le but d'empêcher de nouveaux crimes serait s'éloigner complètement du but que le Sultan et les cinq puissances avaient tout d'abord en vue. Un tel état de choses dégénérerait bientôt en un transport du gouvernement local de la Syrie aux cinq puissances et, au lieu de donner ainsi une leçon utile, propre à frapper de terreur les fanatiques musulmans, l'occupation européenne servirait de précédent pour d'autres occupations en Bulgarie, en Bosnie, en d'autres provinces, et conduirait ainsi au partage de l'empire ottoman. »

« A tous ces maux, le gouvernement britannique préférerait voir le gouvernement de la Syrie rendu aux autorités nommées par la Porte, de la façon qui serait considérée par la commission comme la plus favorable à la paix future de la Syrie. La responsabilité en incomberait seule à la Porte et à celle des autorités désignées par le gouvernement reconnu du pays. Aucune garantie, il est vrai, ne serait ainsi obtenue contre le retour de conflits entre les Druses et les chrétiens ; mais aussi longtemps que ces deux races existeraient dans le pays, il ne serait pas possible de compter sur une sécurité durable (1). »

Cette attitude était toujours conforme à la politique suivie par le cabinet de Londres en Orient depuis 1858 : l'occupation étrangère, de quelque titre qu'elle fût déguisée, était néanmoins une ingérence dans les affaires intérieures de la Turquie, une atteinte au pouvoir souverain du Sultan. Surtout, elle était un précédent dangereux ; elle pouvait amener la Porte sous la tutelle collective de l'Europe, alors que l'Angleterre, en maintenant sa pleine indépendance, voulait la placer sous sa seule tutelle clandestine et d'autant plus fructueuse. La Porte, naturellement, se trouva complètement d'accord avec l'Angleterre pour combattre l'occupation étrangère. Quelques jours après la lettre de lord John Russell à lord Cowley, Aali-Pacha insiste à son tour, dans une lettre à Musurus-Bey, l'ambassadeur turc à Londres, pour le retrait des troupes françaises, car leur maintien n'aurait plus de raison d'être (2).

(1) Testa, *op. cit.*, t. VI, p. 292. Dépêche (extrait) de lord John Russell à lord Cowley, 7 novembre 1860 (22 rébiul-akhir 1277).

(2) Testa, *op. cit.*, t. VI, p. 293. Aali-Pacha à Musurus, à Londres, 28 novembre 1860 (14 djémaziul-ewel 1277).

Les ministres turcs ne cessaient de répéter que les troupes françaises, loin de favoriser la pacification, y mettaient plutôt obstacle et encourageaient l'insolence des Maronites et leur opposition au gouvernement ottoman. Lord Dufferin les appuyait de toutes ses forces.

Le 10 janvier 1861, lord Cowley, sur les ordres de lord John Russell, demanda à M. Thouvenel le prochain rappel des troupes, en vertu des termes formels de la commission du 5 septembre. Le ministre objecta que les troubles n'avaient pas encore disparu complètement en Syrie, et, à l'appui de ses dires, il lut à l'ambassadeur des rapports de M. Béchard. — « L'intérêt de l'humanité et notre propre honneur, terminait-il, ne permettent pas l'évacuation avant qu'un pouvoir fort et responsable soit établi là-bas. » Et comme lord Cowley revenait sans cesse à la convention du 5 septembre, qui obligeait la France à retirer ses troupes, — « Sans doute, répliqua M. Thouvenel, nous ne résisterons pas à l'Europe ; mais, en mon âme et conscience, si nous partons maintenant, un nouveau massacre suivra de près (1). »

Toutes ces raisons humanitaires ne trouvèrent aucun écho à Londres. Le 18 janvier, le comte de Flahaut informa lord John Russell que le gouvernement français, dans l'intérêt de l'humanité, voulait connaître l'avis des puissances signataires de la convention du 5 septembre, avant de retirer le corps d'occupation (2). Lord John, dans sa réponse, se maintint résolument sur le terrain de la souveraineté du Sultan : aux mois de juillet et d'août, l'expédition avait été décidée, parce que le Sultan l'avait jugée nécessaire ; le corps expéditionnaire n'était légalement qu'une gendarmerie auxiliaire, mise à la disposition du Sultan tant qu'il croyait en avoir besoin ; le point capital était donc de connaître l'avis de la Turquie. Très habilement, dans sa lettre du 19 janvier à lord Cowley, lord John essaya de dégager sa responsabilité pour tous les événements qui pourraient se produire en Syrie et d'exploiter en même temps, contre le gouvernement français, la question de la souveraineté ottomane, qui avait été une des bases des arrangements internationaux conclus en juillet et août 1860 :

(1) Testa, *op. cit.*, t. VI, p. 299. Dépêche (extrait) de lord Cowley à lord John Russell, 11 janvier 1861 (28 djémaziul-akhir 1277), p. 298.

(2) *Id.*, *ibid.*, p. 301. Dépêche de lord John Russell à lord Cowley, 24 janvier 1861 (12 rédjeb 1277).

« J'ai toujours dit à M. Musurus que si le gouvernement turc pensait que le séjour des troupes européennes était nécessaire pour empêcher de nouveaux massacres, le gouvernement de Sa Majesté y consentirait ; mais que si ce séjour n'était pas nécessaire, il était du devoir du ministre des affaires étrangères du Sultan de s'adresser aux cinq puissances pour leur faire connaître l'opinion de la Turquie sur la sécurité accordée aux chrétiens de Syrie, et de spécifier les garanties qu'elle offre contre le renouvellement des massacres. »

Cinq jours après, revenant à la charge, il exposa d'une façon complète et péremptoire le point de vue de son gouvernement. Il s'élevait avec force contre la prétention française de rester en Syrie jusqu'à la complète réorganisation de la Montagne, question qui ne touchait en rien à l'occupation étrangère. Il ne fallait pas oublier que la Syrie était une province du Sultan ; or, « le Sultan est un souverain indépendant ; la Turquie n'est pas sous la domination des cinq puissances ». — Il concluait ainsi : « La première question est de savoir si le Sultan a besoin des troupes étrangères pour maintenir la tranquillité en Syrie ; la deuxième, comment le Sultan assurera cette tranquillité et préviendra le retour des massacres du mois de juin dernier. — Si le Sultan s'engage à le faire, et si l'on prouve qu'il en a les moyens, d'autres questions peuvent surgir. Mais ces questions seraient de la nature la plus grave, et, jusqu'à ce que nous connaissions la réponse du Sultan, il est inutile de les devancer. Il suffit de dire qu'à moins que les cinq puissances et le Sultan ne consentent à renouveler la convention de septembre, cette convention expirera, et l'occupation *légitime* de la Syrie par les troupes étrangères cessera avec elle.

« Le gouvernement de Sa Majesté n'est pas disposé à maintenir des troupes européennes en Syrie jusqu'à ce que des moyens aient été trouvés pour empêcher à l'avenir ces rencontres sanglantes qui ont été depuis des siècles le fléau de ce pays. Peu lui importe que ces troupes européennes appartiennent à la France ou à d'autres puissances ; il ne consentira pas à assurer la responsabilité de l'administration future d'une province du Sultan par l'intervention de troupes étrangères (1). »

(1) Testa, *op. cit.*, t. VI, p. 302.

M. Thouvenel, cependant, ne désespérait pas d'arriver à une entente pour prolonger l'occupation. Il multipliait les assurances à lord Cowley que la France n'avait en Syrie aucun but intéressé, mais qu'elle entendait simplement y faire œuvre humanitaire, de concert avec l'Europe.

« Notre sentiment, lui dit-il, le 27 janvier, est simplement celui-ci : que nous rappellerons nos troupes en laissant ceux que nous sommes allés protéger dans une position pire que celle dans laquelle ils se trouvaient dans le passé. La Montagne avait alors à elle une administration fondée sur un arrangement conclu entre la Porte et les cinq puissances. En ce moment, il n'y a plus du tout de gouvernement, sauf le pouvoir absolu de la Porte ; et ce que nous demandons, c'est qu'avant notre départ, un gouvernement soit installé, qui ne placera pas les Maronites dans une situation pire que l'ancienne. Nous aurons alors fait tout ce qu'il était possible de faire dans ces circonstances, et nous pourrons nous défendre devant le monde catholique, dans le cas où de nouvelles atrocités auraient lieu ; mais, dans la situation actuelle, si les massacres se renouvelaient par suite du départ de nos troupes, tout le blâme en retomberait sur nous. »

Peut-être fut-il imprudent, en rappelant, à la fin, ce protectorat des catholiques d'Orient, qui, depuis longtemps, portait ombrage à l'Angleterre : « Pas une malle n'arrive de Syrie qui n'apporte pétitions sur pétitions à l'Empereur pour lui demander de continuer sa protection, et il est vraiment difficile d'abandonner des gens qui, de tout temps, ont compté sur nous, car je ne vous dissimulerai pas que nous tenons beaucoup à conserver notre influence sur les Maronites (1). »

Aucune de ces considérations ne put faire revenir le Cabinet de Londres sur sa décision. Avec un acharnement toujours accru, il réclama le retrait des Français. Le 30 janvier, lord John Russell, essayant de réfuter les arguments de M. Thouvenel, remarqua, avec une ironie hautaine, que si l'on voulait attendre la réorganisation de la Montagne ou seulement le plan de la commission de Beyrouth, l'occupation pourrait durer longtemps encore. Tout au plus consentait-il au maintien, par la France et l'Angleterre, pendant le printemps et

(1) Testa, *op. cit.*, t. VI, p. 304. Dépêche (extrait) de lord Cowley à lord John Russell, 28 janvier 1861 (16 rédjeb 1277).

l'été, d'une « force navale pour protéger et secourir les habitants chrétiens ». Et, raillant le protectorat français, « la responsabilité de la France, termina-t-il, envers l'Europe et les Maronites, sera ainsi complètement mise à couvert (1) ».

Enfin, le 4 février, il écrivit brutalement que son gouvernement n'acceptait « aucun renouvellement de la convention du 5 septembre, à moins que la proposition ne reçût le consentement entier et volontaire de la Sublime-Porte (2); car, si les Turcs étaient incapables de gouverner la Syrie, ils le seraient encore deux ou trois mois plus tard ». Et laissant enfin percer les véritables inquiétudes de l'Angleterre : « Nous ne voulons pas créer en Orient un nouvel État pontifical (3), et donner à la France un nouveau prétexte d'occupation indéfinie (4). »

La presse britannique renchérit encore sur ce langage et, avec une rare acrimonie, dénonça ce qu'on appelait « les ambitions françaises ». « Ce n'est pas pour rien, disait la *Saturday Review*, que « *Partant pour la Syrie* » est l'air national de la dynastie napoléonienne. La conquête de la Syrie et de l'Égypte est l'idée favorite de l'esprit napoléonien. L'intrigue de la Syrie est un reste de vieil esprit d'agression inhérent au despotisme militaire des Bonaparte (5). »

A Paris, lord Cowley insistait pour que l'évacuation fût terminée le 1^{er} mai au plus tard, la mauvaise saison rendant l'embarquement très difficile et même périlleux au mois de mars (6).

Cependant les autres puissances ne prenaient pas cette attitude intransigeante. Seule, l'Autriche n'était pas favorable à une trop grande prolongation de l'occupation, mais elle n'exigeait pas une évacuation précipitée. La Russie et la Prusse demandaient, d'accord avec la France, que la réorga-

(1) *Id.*, *ibid.*, p. 306. Dépêche de lord John Russell à lord Cowley, 30 janvier 1861 (18 rédjeb 1277).

(2) Testa, *op. cit.*, t. VI, p. 307 et suiv. Dépêche du 9 février 1861 (28 rédjeb 1277).

(3) Les États pontificaux étaient alors occupés par des régiments français, chargés de les défendre contre les tentatives des Garibaldiens en Italie.

(4) Testa, *op. cit.*, t. VI, p. 310.

(5) Cité par de la Gorce, *op. cit.*, t. III, p. 339.

(6) Testa, *op. cit.*, t. VI, p. 308, 314.

nisation de la Syrie fût terminée avant le retrait des troupes (1). M. Thouvenel réunit à nouveau la conférence des puissances à Paris, le 10 février (2).

Les débats furent longs et passionnés par moments. Le représentant de la Porte s'opposa, dès le début, à la prolongation : « Son gouvernement, expliquait-il, s'est efforcé, dès l'origine, à remplir les devoirs que lui imposaient les événements dont la Syrie a été le théâtre, et il s'est mis sans retard en état d'y pourvoir ; il peut maintenir la tranquillité, et la convention du 5 septembre peut recevoir son exécution sans danger pour la conservation de l'ordre. »

M. Thouvenel lui objecta que, d'après les rapports des agents français, de nouveaux troubles étaient à craindre et que les autorités ottomanes ne disposaient pas de moyens suffisants pour les empêcher. Rapprochant cette situation de l'esprit de la convention et des termes de l'article 5, il en conclut que le but que se proposaient les puissances ne se trouvait pas rempli, si les troupes françaises évacuaient la Syrie en ce moment. Dans son opinion, on mettrait fin à la garantie matérielle stipulée par la convention, avant d'y avoir substitué la garantie morale qu'offrirait l'organisation des pouvoirs publics, qui ne pouvaient être constitués sans que la commission internationale eût terminé les travaux. Or la commission était encore loin de toucher aux termes de son mandat. Le plénipotentiaire russe, M. de Kissélef, se rangea à cet avis. Mais lord Cowley opposa à la proposition française les objections tant de fois répétées, qu'il n'existait aucune connexité entre les travaux de la commission et la durée de l'occupation. Le but de la convention, d'arrêter l'effusion du sang par des mesures promptes et efficaces, était atteint. « C'est désormais à la puissance souveraine qu'il appartient exclusivement de pourvoir à la sécurité en Syrie, et le plénipotentiaire de la Turquie déclarant, avec raison, selon lui, que son gouvernement peut prévenir de nouveaux troubles, il n'y a nulle raison de retarder le départ des troupes..... » Lord Cowley ajouta qu'on pourrait appuyer la Porte dans

(1) Testa, *op. cit.*, t. VI, p. 303 et 320.

(2) Voir le procès-verbal de la conférence du 19 février 1861, dans Testa, *op. cit.*, t. VI, p. 309 et suiv., et Martens, *Nouveau recueil général des traités*, continué par Samwer, t. XVII, 2^e partie, p. 92 et suiv.

l'œuvre de pacification et contribuer à la répression de nouveaux désordres, en entretenant sur les côtes de Syrie « une station combinée des forces navales » des puissances. « La présence des pavillons étrangers sur le littoral suffira, dit-il, par son influence morale, pour contenir les mauvaises passions des habitants du Liban. Du reste, rien ne serait plus facile que de débarquer une partie des équipages. »

Cette fois-ci, l'Angleterre devait se heurter à l'opposition de la Turquie elle-même. M. Thouvenel eut la satisfaction d'entendre Vefik Effendi dire « qu'en principe, il ne pourrait admettre aucune distinction entre l'occupation par des troupes de terre et le débarquement des équipages ».

Lord Cowley était pris à son propre piège, d'autant plus que les plénipotentiaires russe et prussien se hâtèrent de lui répondre à leur tour que les vaisseaux ne pourraient fouiller ni l'arrière-pays, ni la Montagne. Finalement, sur l'avis de M. de Kisselef, la conférence parut tomber d'accord pour prolonger l'occupation pendant deux mois et « remettre toute résolution au terme de ce délai, époque à laquelle la conférence serait mieux édifiée sur la situation des choses en Syrie ».

Le représentant turc voulut bien consentir « qu'il pourrait transmettre à sa Cour une proposition qui conduirait à signer une convention prolongeant pour tout délai le terme de l'occupation, jusqu'au premier mai prochain ». Mais, auparavant, il avait bien tenu à montrer une fois de plus, que, pour la Porte, l'article 9 du traité de Paris ne donnait à l'Europe aucun droit de contrôle en Turquie, et à déclarer « qu'il ne saurait accepter, pour son gouvernement, l'obligation de justifier des moyens nécessaires au maintien de la sécurité sur son propre territoire ».

Ainsi, toute l'œuvre du Congrès de Paris, et les promesses du Hatti Hamayoun, en faveur des chrétiens sujets du Sultan, étaient remises en question. L'audace des Turcs croissait au fur et à mesure que s'accroissait l'antagonisme entre la France et l'Angleterre. La politique anglaise, depuis 1857, ne paraissait avoir que trop bien réussi.

Les plénipotentiaires se séparèrent sans avoir pris de décisions fermes et demandèrent de nouvelles instructions à leurs gouvernements respectifs.

M. Thouvenel ne pouvait être que médiocrement satisfait

du projet de proroger l'évacuation jusqu'au mois de mai. Dans un conseil des ministres, qui se tint le 20 février aux Tuileries, on songea même un instant à rappeler de suite les troupes, puisque, de toute façon, il faudrait le faire dans trois mois, sans égards pour la situation en Syrie (1). A la fin, M. Thouvenel reçut mandat de tenter un dernier effort pour faire fléchir la soupçonneuse Angleterre, mais de n'accepter, en aucun cas, la date du 1^{er} mai : « Accepter une telle proposition, dit-il à lord Cowley, équivaldrait à déclarer qu'en aucune circonstance possible, l'occupation de la Syrie ne pourrait être prolongée, engagement qu'aucun ministre français ne saurait accepter (2). » Il ne s'opposait plus à fixer dans une nouvelle convention un terme final à l'occupation, mais il ne voulait pas se priver du droit de proposer plus tard la réunion d'une conférence, dans le but de prolonger l'occupation, s'il surgissait des événements pouvant, dans son opinion, la rendre nécessaire. En adoptant la proposition anglaise, il s'interdisait de suivre cette voie ; aussi la combattait-il de toutes ses forces. Il maintenait sa demande de prolonger l'occupation, en la justifiant toujours par l'insuffisance, volontaire ou non, des Turcs, de garantir l'ordre. « Il est permis de se demander, écrivait-il le 25 février à M. de Flahaut, si une armée régulière insuffisante en nombre, de l'aveu même de son chef, pour atteindre les Druses dans leur refuge du Haourân, plus sympathiques, à cause de leur religion, à la partie menaçante qu'à la partie menacée de la région, et, il faut bien le dire, attendant un arriéré de solde de trente mois, peut être offerte à l'Europe, dans des circonstances aussi critiques, comme constituant à elle seule une garantie d'ordre et de tranquillité (3). » Afin d'écarter une fois de plus tout reproche d'égoïsme et d'ambitions territoriales, il répéta que son gouvernement considèrait comme essentiellement désirable « que la réunion d'autres troupes aux françaises vint donner au corps d'occupation un caractère nettement européen ».

Ce qui était, en somme, en jeu, c'était l'article 9 du traité

(1) Testa, *op. cit.*, t. VI, p. 315. Dépêche de M. Thouvenel au comte de Flahaut (18 chaban 1277).

(2) *Id.*, *ibid.*, p. 323 ; Cowley à Russell, 1^{er} mars 1861.

(3) Testa, *op. cit.*, t. VI, p. 317. Dépêche de M. Thouvenel au comte de Flahaut, 25 février 1861 (14 chaban 1277).

de Paris. Allait-il rester lettre morte ? Ou bien l'Europe allait-elle s'en servir ? Allait-elle contraindre et arriverait-elle à contraindre la Sublime-Porte à tenir ses promesses, à donner enfin à ses sujets chrétiens un sort digne de nos temps ? La France, en réclamant le maintien de ses troupes en Syrie jusqu'au rétablissement complet de l'ordre, combattait pour le droit de l'Europe civilisée, pour le droit de l'humanité, de refouler les barbares en Orient, de contrôler un gouvernement qui n'avait que trop souvent plongé dans le sang, et de l'amener, au besoin, par la force, à devenir plus juste et plus équitable, mieux ordonné et plus humain. L'Angleterre, au contraire, essayait d'annihiler complètement cette action civilisatrice, basée sur un traité revêtu cependant de sa signature. Elle voulait écarter de la Turquie tout contrôle collectif, toute ingérence collective, pour pouvoir après dominer seule dans les conseils du Sultan, et à son profit exclusif et égoïste. Elle travaillait non seulement à la ruine d'une œuvre à laquelle elle avait contribué pour une si large part, de 1852 à 1856 ; elle risquait de maintenir dans l'Empire ottoman une barbare et sanglante anarchie.

Qui allait triompher : la France, soldat de la civilisation, ou l'Angleterre, protectrice de l'anarchie ? La brutalité farouche de lord John Russell rendit impossible toute entente cordiale. Le 2 mars 1861, il écrivit sèchement à lord Cowley : « Le Sultan a déclaré par son représentant à Paris, que Sa Majesté Impériale était en mesure de protéger les habitants du Liban, de toute race et de toute croyance. En ce cas, et devant le rejet, par M. Thouvenel, dans la dernière conférence, d'une prolongation au premier mai, Votre Excellence devra s'opposer à toute prolongation de l'occupation sanctionnée par la convention du 5 septembre (1). » Il aurait pu adopter un ton plus courtois vis-à-vis d'un gouvernement dont la correction désintéressée, dans toutes les négociations, avait été parfaite.

Cette situation très tendue fut finalement éclaircie par l'heureuse intervention des gouvernements russe et prussien. Ce dernier, notamment, qui n'avait aucun intérêt direct et matériel en Orient, fit comprendre au Cabinet de Londres qu'une

(1) Testa, *op. cit.*, t. VI, p. 321. Dépêche (extrait) de lord John à Russell à lord Cowley, 2 mars 1861 (19 châban 1277).

attitude trop intransigeante engagerait singulièrement sa responsabilité, si, après un départ précipité des troupes françaises, de nouveaux massacres venaient à ensanglanter la Syrie.

A Berlin le ministre des affaires étrangères, M. de Schleinitz, fit même mieux, en trouvant une transaction. Il pensait, avec les Anglais, qu'une limite strictement définie devait être assignée à la conférence, à l'unanimité des puissances ; mais, avec la France, il reconnaissait « une connexité entre la commission et la convention, qui, toutes deux, tendaient au même but, à savoir la pacification de la Syrie, l'une au point de vue moral, l'autre au point de vue matériel, et il était d'avis que l'occupation ne pouvait complètement cesser, dans ce moment, sans danger pour la paix et la sécurité de la province » (1).

Lord John Russell, devant ces manifestations de la Prusse et de la Russie, crut prudent de ne pas persévérer dans son intransigeance hautaine, et, dans un but de conciliation, proposa la date du 5 juin comme limite extrême de l'occupation. Comme par hasard, le lendemain, Aali-Pacha, au nom du Sultan, transmet à Vefik-Effendi une proposition analogue (2). Mais on ne voulait pas aller au delà de cette date du 5 juin, et quand le gouvernement français essayait d'obtenir que l'évacuation ne devait commencer que ce jour, lord John Russell, plein de courroux, avisa son plénipotentiaire qu'une prolongation au delà du 5 juin « serait considérée par le gouvernement de la reine comme une violation de foi », et il termina par cette menace arrogante : « Si ces tentatives de conciliation étaient infructueuses, vous réclamerez du gouvernement impérial l'exécution de la convention du 5 septembre dernier (3). »

M. Thouvenel, résigné, s'inclina (4). Le 15 mars, la conférence internationale se réunit à nouveau et se mit d'accord sur le texte d'une convention fixant l'évacuation complète de la Syrie pour le 5 juin. Les représentants de la Russie, de

(1) Testa, *op. cit.*, t. VI, p. 321 : lord A. Loftus, ambassadeur anglais à Berlin, à lord John Russell, le 2 mars 1861 (19 châban 1277).

(2) Testa, *op. cit.*, t. VI, p. 322 et 323. Dépêches de lord John Russell à lord Cowley et d'Aali-Pacha à Vefik-Effendi en date du 7 mars 1861 (24 châban 1277).

(3-4) Testa, *op. cit.*, t. VI, p. 325 et 326.

l'Autriche, de la France et de la Prusse avaient eu soin de bien spécifier que, pendant ce nouveau délai de trois mois, la commission de Beyrouth pourrait achever ses travaux. Cette constatation, inscrite dans le protocole de la conférence, établissait ainsi implicitement la connexité entre l'occupation européenne et les travaux de la commission (1).

L'article 9 du traité de Paris restait entier. Le droit de contrôle collectif de l'Europe avait été maintenu jusqu'au bout, et avait reçu sa consécration définitive, malgré l'opposition de l'Angleterre. Mais cette dernière avait, pour le moins, réussi à imposer aux autres puissances, au futur « concert européen », une procédure extrêmement compliquée et délicate, pour intervenir en Turquie, une procédure qui exigeait à la fois l'unanimité des puissances et le consentement volontaire de la Porte. Pratiquement, cette procédure pouvait rendre l'intervention collective impossible, ou en affaiblir au moins l'efficacité, dès que les puissances poursuivraient en Orient des intérêts individuels considérables et contradictoires.

Dans les affaires de Syrie, l'accord final ne put être obtenu que grâce au désintéressement admirable et à l'inaltérable bonne volonté de la France. Mais, lorsque la Russie, treize ans plus tard, voudra exercer une pression, d'abord sur la Sublime-Porte, et intervenir ensuite plus activement en faveur des Bulgares, lorsqu'en 1876, une Conférence internationale se réunira à Constantinople, toujours en vertu de l'article 9 du Traité de Paris de 1856, pour rétablir l'ordre en Bulgarie

(1) Martens *Nouveau recueil général des Traités*, continué par Samwer, t. XVII, p. 98 et suiv. — Protocole de la Conférence : « Le plénipotentiaire de la Prusse est d'avis d'adopter cette prolongation, selon lui, la Commission pourrait terminer ses travaux durant cette période, et le départ des troupes coïncidant ainsi avec la nouvelle organisation de l'administration du Liban, on posséderait une garantie de plus pour le maintien de la tranquillité. Le plénipotentiaire de la Russie adhère, pour sa part, à cette prolongation, qui, à son sens, répond à une mesure d'urgence recommandée aux grandes puissances par l'humanité aussi bien que par les intérêts généraux de l'Europe et de la Turquie. Elle permettra, d'ailleurs, de mener à bonne fin les mesures d'ordre et d'organisation, nécessitées par la situation du Liban et conformes aux vœux de son gouvernement. » — V. le texte de la nouvelle convention dans Martens, *Nouveau recueil général des Traités*, continué par Samwer, t. XVII, p. 100.

et en Roumélie, et y faire exécuter les réformes indispensables, la procédure établie en 1860 et en 1861 amènera un échec complet de l'intervention collective de l'Europe en Turquie, et sera une des principales causes de la sanglante guerre russo-turque de 1877.

Depuis 1861, l'Europe s'est toujours montrée impuissante à obtenir une réforme sérieuse de la Porte, et même à empêcher, dans d'autres parties de l'Empire des massacres aussi atroces que ceux qui ensanglantèrent le Liban et Damas, en 1860.

En un mot, au point de vue international, le droit de contrôle collectif et d'intervention des puissances dans les affaires intérieures de la Turquie était théoriquement acquis d'une façon incontestable, mais rendu presque impraticable par la procédure établie en Syrie, sous la pression constante et énergique de l'Europe.

LIVRE III

CHAPITRE PREMIER

LA RÉORGANISATION ADMINISTRATIVE DE 1861.

La réorganisation de la Syrie, depuis près d'un an, préoccupait non seulement les gouvernements européens et la commission de Beyrouth, mais toute l'opinion publique. Les projets les plus fantaisistes surgissaient partout (1). Les uns, principalement des Russes, proposaient le partage de la Syrie entre les différents Etats européens. D'autres avaient des ambitions plus vastes ; ils voulaient morceler tout l'Orient en plusieurs Etats fédératifs : par exemple, la Syrie, l'Arménie, l'Egypte. Il était question aussi de former en Syrie une espèce de Confédération de cantons, semblable à la Suisse, présidée par un gouverneur général nommé par le Sultan. Certains demandaient la réunion de la Syrie à l'Egypte, sans songer que cette dernière, depuis 1840, était trop affaiblie pour assumer la lourde charge de réorganiser un pays d'une étendue aussi considérable, et que le Sultan et l'Angleterre nourrissaient contre Méhémet-Ali et sa dynastie une trop forte rancune, aggravée par la crainte, pour leur céder une province aussi importante. On discutait même sur la question si les Russes et les Turcs étaient préférables, et les Anglais, gravement, se déclaraient pour les Turcs. Le *Times* émit une proposition, qui fut plus tard réalisée pour la Bulgarie et

(1) Voir Saint-Marc Girardin, « Controverse sur la question d'Orient », *Revue des Deux-Mondes*, 15 novembre 1860. Xavier Raymond, « La Syrie et la question d'Orient », *Revue des Deux-Mondes*, 15 septembre et 1^{er} octobre 1850.

pour la Crète : c'était d'établir en Syrie, comme vassal nominal du Sultan, un prince appartenant à l'une des familles souveraines de l'Europe.

Enfin, un esprit chimérique prenait même cette réorganisation pour point de départ d'une transformation radicale de l'Europe entière. Dans une brochure intitulée « La Syrie et l'alliance Russe », il proposait une alliance franco-russe et prussienne ; on donnerait Constantinople à la Russie, la rive gauche du Rhin à la France, et à la Prusse la prépondérance en Allemagne. Plus sérieuse était la proposition de nommer Abd-el-Kader, gouverneur de la Syrie ; mais on objectait avec raison que l'ancien émir algérien n'avait pas de racine dans le pays, qu'il y était étranger et qu'il y manquerait d'autorité.

Il faut remarquer que tous ces projets ne tiennent aucun compte de la situation véritable du Liban et de l'évolution historique des Maronites vers un régime démocratique. Ni l'opinion publique européenne ni les diplomates de Constantinople et de Beyrouth n'ont vu la véritable cause des massacres de la Montagne, la révolution démocratique, ou bien ont refusé d'en tirer les conséquences logiques et d'établir dans le Liban un régime vraiment libéral, conforme aux aspirations de ses habitants.

La commission de Beyrouth se borna à chercher une solution équitable du problème agité depuis 1840. Le Liban devait-il être soumis à l'autorité directe du Sultan, comme le demandait la Porte, ou bien devait-il conserver son autonomie, ainsi que le réclamaient les Maronites ?

Fuad-Pacha et Abro-Effendi naturellement soutenaient avec énergie la thèse ottomane et soumettaient à la commission un projet dans ce sens, élaboré dans l'unique préoccupation d'établir sur les bases les plus solides l'administration turque en Syrie, en l'appuyant sur les baïonnettes d'une forte armée (1). Les gouverneurs généraux de la Syrie devaient avoir à leur disposition toute l'armée d'Arabie, dont l'effectif serait « porté au maximum réglementaire, c'est-à-dire au chiffre de vingt-six mille hommes, et y serait maintenu ». Même on voulait « renforcer encore cette armée par un corps mobile de cavaliers, organisé sur le pied des troupes régulières, et qui

(1) Testa, *op. cit.*, t. VI, p. 306. Articles contenant les bases du futur gouvernement de Syrie.

serait chargé d'empêcher les tribus nomades de dévaster le pays ».

Ce nouveau projet de règlement affectait à ces nombreuses forces armées la plus grande partie des revenus de la Syrie. « Les revenus autres que ceux des douanes, établissait, en effet, l'article 2, des provinces comprises dans la circonscription de la dite armée, seront affectés à son entretien ; dans le cas où ces revenus ne seraient pas suffisants, on aurait recours aux revenus de même nature des autres provinces ». Ainsi, les travaux publics, la mise en valeur du pays, l'organisation même d'une bonne administration civile, toutes les œuvres utiles, toutes les œuvres de civilisation étaient sacrifiées. Les principales ressources du pays, au lieu d'y être employées, devaient servir à l'entretien de l'armée turque, sous le prétexte qu'il fallait assurer l'ordre. Les complices des Druses, les massacreurs de Damas, de Racheya, de Hasbeya, de Sayda, de Zahleh deviendraient les artisans de la paix, nourris par leurs propres victimes !

Fuad-Pacha ne se borna pas aux demi-mesures. Il proposait pour la Syrie un véritable régime militaire, où le commandant en chef de l'armée serait le grand maître du pouvoir exécutif, chargé seul « du maintien de la sécurité publique dans toute la circonscription de l'armée », et seul responsable de l'ordre. Il serait autorisé, d'après l'article 14, à prendre d'urgence et d'accord avec le gouverneur civil toutes les mesures nécessaires que le maintien de l'ordre et la sécurité des habitants exigeraient. Les agents même de la police des villes et des bourgs devaient être soumis à sa juridiction ; bref, Fuad demandait qu'on établît en Syrie un général turc avec une armée nombreuse, une sorte de gendarmerie volante, muni d'un pouvoir presque discrétionnaire, pouvant en quelque sorte mettre une ville ou une région en état de siège, quand bon lui semblait ; car il lui serait toujours facile de trouver un prétexte ou même de le créer dans une province aussi agitée, en poussant à des excès quelques bandes de Bédouins ou en exaltant, par des mesures clandestines, le fanatisme musulman.

A côté de cette toute puissance octroyée au sabre d'un officier turc, que pouvaient peser les faibles garanties que Fuad voulait bien offrir à l'Europe ? « Les provinces de Damas et de Sayda seront gouvernées chacune séparément par un gou-

verneur général d'un caractère éprouvé et capable », promettait l'article 7 du projet turc. Promesses bien vagues et insinifiantes, et qui ne constituaient aucune garantie, ni pour l'Europe, ni pour les populations syriennes et libanaises. Bien des hauts personnages turcs, d'un grand renom de capacité et de probité, étaient venus en Syrie depuis 1840 pour y rétablir l'ordre et la prospérité, et leur mission avait toujours abouti, soit à un accroissement de désordres, soit à une tyrannie abominable, contraire à tous droits et aux privilèges de la Montagne.

Il est vrai que le projet de Fuad plaçait à côté des gouverneurs généraux, des conseils élus, afin de faire participer les populations dans une mesure restreinte au moins à l'administration de leur pays : « Il sera formé, dans chacune de ces deux provinces, un grand conseil mixte composé de membres appartenant aux différentes communautés existantes, et ayant des attributions définies » (art. 8). Il y aurait également des conseils dans les différents *sandjaks* de ces deux gouvernements généraux, qui seraient assimilés à ceux des provinces, quant à leur force et à leur organisation. C'était, en somme des conseils analogues à ceux qui fonctionnaient déjà dans les autres *vilayets* et *sandjaks* de l'Empire ottoman. Fuad, cependant, voulait octroyer à la Syrie une forme spéciale en y instituant un conseil de plus, supérieur aux autres, par l'article 11 de son projet. « Chaque année, à une époque déterminée et fixe, on choisirait dans tous les *sandjaks* de la province une personne parmi les musulmans et une de chaque différente communauté chrétienne et juive, tous sujets du Sultan, lesquels seront envoyés au chef-lieu de la province. Là, ils devront être réunis au grand conseil de la province, qui formera, sous la présidence du gouverneur général, un conseil général dont chacun des membres aura à exposer et à étudier les besoins du pays, par rapport à l'agriculture, au commerce, aux mesures de sûreté publique et à l'assiette des impôts, soit dans l'intérêt particulier de ses commettants, soit dans l'intérêt général de la province. La durée de ce conseil ne devra pas dépasser le terme de deux mois. Ceux des habitants d'un *sandjak* appartenant à une communauté quelconque, et dont le nombre n'atteindra pas le chiffre de mille âmes, n'auront pas le droit d'envoyer de délégué au conseil. »

Cette concession faite aux populations de la Syrie était plus apparente que réelle. En effet, ce conseil n'avait que *voix consultative*. Ses pouvoirs étaient des plus limités, puisqu'on ne lui donnait pas le droit de voter le budget ou de refuser l'impôt. La Porte n'était pas obligée de tenir compte de ses avis et de ses votes, car il était dit, dans l'article 12, qu'elle ordonnerait la mise à exécution des mesures indiquées dans les procès-verbaux des délibérations du conseil, « après un examen préalable ». Dans ces procès-verbaux, la Porte était reconnue libre de choisir les mesures indiquées par la minorité, par ses partisans, car il n'était nullement spécifié qu'elle devait se tenir aux décisions prises ou aux vœux exprimés par la majorité. Cette restriction avait sa valeur. La Porte n'avait qu'à choisir, dans les vœux et les desiderata exprimés au conseil, ceux qui lui convenaient, pour avoir sa complète liberté d'action et rester en même temps dans les limites de ce prétendu statut libéral.

Afin de prouver à l'Europe la bonne volonté du Sultan, Fuad-Pacha spécifiait même que tous les ans, à l'époque de la réunion des conseils généraux indiqués précédemment, « un haut dignitaire de la Sublime-Porte serait envoyé en Syrie comme inspecteur général ». On promettait de procéder à des enquêtes périodiques. Or, les chrétiens du Liban et aussi les représentants des puissances avaient trop bien appris à leurs dépens la valeur de ces enquêtes de hauts fonctionnaires turcs. Elles avaient toujours abouti à une recrudescence de la tyrannie et à des tentatives violentes contre les libertés des populations montagnardes. On ne pouvait plus être dupe de cette manœuvre, tant de fois répétée. Même avec leur administration civile libérale, restait le pouvoir militaire prépondérant, irrésistible, avec charge de la police et ayant le droit de procéder, au nom de la sécurité publique et d'exécuter les mesures les plus arbitraires, les plus despotiques. Enfin, le fait le plus grave qui ressortait de ce projet de Fuad, c'est qu'il supprimait implicitement l'autonomie libanaise et le privilège des Maronites et des autres peuplades de la Montagne. Celle-ci devenait purement et simplement un *sandjak* du gouvernement général de Sayda, assimilé à tous les autres *sandjaks*, doté des mêmes organes administratifs, soumis au même titre à l'autorité immédiate d'un pacha turc et de la Porte. En effet, nulle part, dans le projet, le Liban n'était

mentionné. Il n'était question pour lui ni d'autonomie ni de privilèges. Fuad-Pacha ne lui accordait aucune situation particulière et par là manifestait son intention de le mettre au même rang que toutes les autres régions de la Syrie. Si son projet était adopté par les puissances, c'était la fin de l'autonomie libanaise, consentie par l'Europe, dupée par des apparences de réorganisation libérale de toute la Syrie. C'était le triomphe de la Turquie,

Fuad-Pacha tenta même de faire servir l'autorité de la commission à ses visées ambitieuses personnelles. Cet homme très intelligent, à l'esprit ouvert et sagace, avait reconnu toute la valeur de la Syrie, tant au point de vue économique qu'au point de vue stratégique. Il rêvait d'y créer une sorte de gouvernement autonome, une sorte de satrapie semblable à l'Egypte de Méhémet Ali, et pour cela, il cherchait à gagner la faveur des populations et la confiance des puissances. Appuyé sur l'Europe et sur les conseils généraux de la province qu'il proposait d'instituer, il espérait toujours, malgré la défiance manifeste de la Porte, se rendre quasi-indépendant du Sultan. Aussi cherchait-il avant tout à prolonger aussi longtemps que possible sa mission en Syrie, et sollicitait-il un mandat même de la commission de Beyrouth, en inscrivant à la fin de son projet l'article suivant : « Son Excellence Fuad-Pacha restera provisoirement, jusqu'à l'établissement des conseils et la mise en exécution des mesures ci-dessus énoncées. »

Le commissaire britannique s'empara de ce projet, il parla d'une vice-royauté syrienne, analogue à celle de l'Egypte, et pour laquelle il proposait Fuad-Pacha.

Cependant, ce hardi projet tomba devant les résistances des commissaires européens et de la Porte, qui déclara avec vivacité que le nouveau gouvernement ne devait pas dépasser le Liban. Les principaux chefs des Maronites, dès qu'ils en eurent eu connaissance, avaient multiplié leurs démarches auprès du représentant de la France pour solliciter son veto intransigeant contre cette destruction sournoise de leurs vieilles libertés. Devant ces résistances l'Angleterre elle-même ne crut pas devoir insister. Au fond, le projet d'une vice-royauté de Syrie n'était pas favorable à ses protégés, les Druses, qu'un vice-roi intelligent et énergique aurait nécessairement soumis à son autorité directe ; peut-être allait-il exciter ses propres

intérêts égoïstes ; un vice-roi résidant à Damas ou à Beyrouth, disposant de forces assez considérables, s'opposerait sans doute avec plus de succès que la Porte à son intervention en Syrie, le pays de passage vers l'Asie centrale et vers l'Inde, dont nous avons déjà signalé l'importance pour elle. La Russie naturellement se joignait à la France pour arracher les chrétiens à un gouverneur musulman.

La thèse turque de la soumission directe, immédiate du Liban à la Porte était ainsi écartée. La commission voulait conserver à la Montagne le principe de l'autonomie et la placer sous la garantie collective de l'Europe.

Comment allait-elle organiser cette autonomie. Les Maronites réclamaient l'institution d'un gouvernement unique, chrétien, pour tout le Liban, comme du temps de l'émir Béchir-Chéhab, et leur thèse fut adoptée immédiatement par le commissaire français. La France, en effet, depuis 1840, avait toujours soutenu que la Montagne devait non pas être divisée en plusieurs gouvernements impuissants et rivaux, mais unis sous la direction d'un administrateur chrétien, jouissant de pouvoirs très étendus et d'une large autonomie vis-à-vis de la Porte.

La thèse maronite cependant ne pouvait avoir le don de plaire ni à la Turquie ni à l'Angleterre. En effet, elle enlevait au Sultan tout pouvoir direct sur une de ses provinces, et elle soumettait à un gouverneur chrétien, à une administration surtout chrétienne et maronite, les Druses, les protégés de Londres. Tout l'effort des Anglais tendait par conséquent à soustraire les Druses à l'hégémonie des Maronites. A cet effet, la solution la plus simple leur semblait de maintenir le régime de division institué en 1843, et de départager le Liban en plusieurs *caïmacamies* autonomes, séparées, distinctes les unes des autres. Comme le régime de 1843 et de 1845 était tombé en discrédit (on lui attribuait la cause des troubles de 1860), ils imaginaient d'y apporter quelques modifications. On pouvait reprocher à l'institution d'une caïmacamie druse et d'une caïmacamie chrétienne d'organiser les deux peuplades rivales l'une contre l'autre et de soumettre à l'une ou à l'autre les musulmans et les communautés chrétiennes autres que les Maronites, les Grecs orthodoxes et les Syriens catholiques ou unis principalement. Alors, les Anglais, pour écarter ces objections, imaginèrent la séparation ethnographique des

peuplades jugées les plus importantes ou la « désagrégation » de la Montagne, la division en trois *caïmacamies* au moins (1). La Turquie ne pouvait qu'applaudir à cette proposition machiavélique, qui, sous prétexte de sauvegarder les intérêts de toutes les communautés montagnardes, les divisait, les exposait, affaiblies, groupées en des organismes minuscules, à tous les attentats à tous les coups de force de la Porte et de ses agents, et qui, enfin, en détruisant artificiellement l'unité économique du pays, lui enlevait tout essor, toute possibilité de prospérer.

Un projet très habilement rédigé dans ce sens, fut soumis par lord Dufferin à la commission de Beyrouth (2). La Montagne était divisée en trois *caïmacamies* : une maronite, une druse et une grecque orthodoxe. Par l'institution de cette dernière, on essayait de gagner l'appui de la Russie, et, en effet, le commissaire russe se montra favorable à la « désagrégation », croyant qu'elle sauvegardait les intérêts des populations orthodoxes, ses coréligionnaires. Afin de donner une satisfaction apparente au désir d'autonomie des Libanais et aux réclamations de la France, on proposait que ces trois *caïmacamies* seraient administrées par des chefs indigènes, « choisis dans le sein des populations respectives ». La *caïmacamie* druse devait comprendre l'el-Garb, sauf la portion qu'il serait indispensable d'en détacher pour réunir les deux parties septentrionale et méridionale de la *caïmacamie* maronite, le Djurd, l'Arkoub, le Chouf, le Chahhar et une partie du Ménassif. La *caïmacamie* grecque orthodoxe serait composée du Kourah, « y compris la partie inférieure et les fractions des territoires avoisinants dans lesquelles les populations grecques orthodoxes seraient en majorité ». Tous les autres territoires de la Montagne devaient être englobés dans la *caïmacamie* maronite, sauf cependant Zahleh. Pour cette dernière ville, le centre le plus important du Liban oriental et le plus peuplé même de toute la Montagne, on voulait créer un quatrième district autonome. Zahleh, avec sa banlieue et son faubourg de Mohallakah devait être placée « sous une administration mixte dépendant du *vali* de Sayda au même

(1) Testa, *op. cit.*, t. VI, p. 355.

(2) Testa, *op. cit.*, t. VI, p. 360 : « Projet de réorganisation de la Montagne ».

titre que les trois *caïmacamies* maronite, grecque orthodoxe et druse ».

Ce morcellement en trois *caïmacamies* ou plutôt en quatre cantons ne semblait pas encore suffisant à l'Angleterre. Chaque *caïmacamie* devait encore être divisée en *mudiriés*, administrés par un *mudir* nommé par le *caïmacam*, et appartenant au rite dominant de la population. Le *mudirié*, à son tour, serait subdivisé en un certain nombre de communes, dont chacune devait se composer d'au moins 500 habitants. Ces communes seraient administrées par des *cheïks* nommés par les habitants. Dans les communes mixtes, chaque élément constitutif de la population devait avoir un *cheïk* particulier, dont l'autorité ne pourrait s'exercer que sur ses coréligionnaires. C'était le morcellement poussé à l'extrême, la résurrection des petits groupes locaux, dirigés par leurs *cheïks*, du fédéralisme communal qui avait déjà causé tant de mal au Liban et engendré la pire anarchie.

Après avoir ainsi proposé la « désagrégation » complète de la Montagne, le projet anglais s'efforçait, par une série de dispositions très habiles, de flatter tour à tour la Turquie, les Libanais et l'Europe. D'abord, tenant compte d'un désir exprimé hautement par la commission de Beyrouth, il émettait le vœu que les habitants chrétiens de Hasbeya, Racheya et Merdj-Ayoun, si cruellement éprouvés en 1860, et menacés de toute part et par les Druses et par les Musulmans, fussent compris dans les districts chrétiens et « appelés à jouir de ses bénéfices ».

La « désagrégation », d'après le projet, ne devait pas être une mesure brutale, afin de ne pas effaroucher l'opinion publique en Europe. « L'exécution en sera confiée, disait l'article 3, sous la surveillance de l'autorité locale et des agents des cinq puissances, à une commission mixte, dans laquelle les diverses populations seront représentées ; les chrétiens ou les Druses qui refuseraient de se prêter à la mesure de « désagrégation » n'y seront pas contraints par la force. Mais il est bien entendu que dans ce cas, ils devront se soumettre au régime des institutions nouvelles ci-après indiquées. » Cruel euphémisme que d'écarter officiellement toute contrainte, tout emploi de la force, quand on laisse à des populations chrétiennes le choix ou d'abandonner leurs biens et leurs antiques demeures, ou d'être sous la coupe de leurs ennemis acharnés, qui, il n'y

a même pas un an, s'étaient jetés sur elles avec une véritable furie sanguinaire, comme des fauves affamés !

Ensuite, l'Angleterre proposait d'introduire dans le Liban une administration moderne, bien ordonnée. Dans chaque commune, il devait y avoir un registre de l'état civil tenu par le *cheik*. Les habitants devaient prendre une part directe à l'administration. A cet effet, le projet instituait dans chaque *caïmacamie* un conseil élu un *médjlis* administratif. « Il y aura un *médjlis* administratif dans chaque *caïmacamie*, composé de cinq membres au moins, dix au plus, et chargé spécialement de l'assiette et de la répartition des impôts » (art. 16). « Il y aura dans chaque *mudirié* un *médjlis* local, composé de trois membres au moins, cinq au plus, et chargé d'assister le *mudir* dans l'exercice de ses fonctions » (art. 17). Dans les *mudiriés* dont la population ne serait point homogène, il y aura pour chaque élément constitutif de la population un *vékil* qui sera membre de droit du *médjlis* local. Ce *vékil* sera nommé par les notables d'entre les coréligionnaires (art. 18). Que pouvait-on objecter à un projet qui dotait les peuplades libanaises d'institutions aussi libérales ? Afin d'éviter dans les *caïmacamies* les vexations contre les habitants d'une religion autre que celle de la majorité, on leur constituait un défenseur officiel. « Auprès du siège de chaque *caïmacam*, disait l'article 15, il y aura un *vékil* ou délégué de chacune des autres *caïmacamies* et chargé de représenter les intérêts de ses coreligionnaires. »

La justice même devait être réformée dans un sens libéral. Le projet proclamait l'égalité de tous devant la loi. Il prévoyait l'institution d'un juge de paix par canton, de six tribunaux de première instance, où tous les éléments constitutifs de la population devaient être représentés, enfin d'une Cour d'appel siégeant à Beyrouth et composée de 12 membres, à savoir : deux Maronites, deux grecs orthodoxes, deux grecs catholiques, deux Druses, deux musulmans et deux Métoualis, auxquels on adjoindrait éventuellement un représentant des cultes protestants et israélites, « quand un membre de ces communautés sera partie dans le procès ou y aura des intérêts engagés ». En principe, toutes les affaires devaient être jugées par la totalité des membres du tribunal. Néanmoins, chaque fois que toutes les parties engagées dans le procès appartiendraient au même rite, elles devaient avoir le droit

de récuser le juge appartenant à un rite différent. Les audiences des tribunaux devaient être publiques. Le ministère public était placé, dans chaque *caïmacamie* entre les mains d'un procureur, chargé de constater les crimes et délits et de provoquer leur répression. Tous les fonctionnaires et juges devaient être rétribués. L'exécution si barbare des sentences par garnisaires était abolie. En un mot, le Liban était doté d'un ensemble d'institutions conformes aux conceptions de l'Europe occidentale. Pourquoi les puissances repousseraient-elles un projet aussi complet ?

Les Maronites et toutes les autres communautés chrétiennes y recevaient de larges satisfactions. Afin de leur enlever une des causes les plus sérieuses de mécontentement, on leur offrait encore des concessions en matière fiscale et militaire. En effet, les Maronites s'étaient toujours plaints des exigences trop grandes du fisc ottoman. Aussi le projet émettait un vœu de la commission de Beyrouth que la totalité des revenus publics de la Montagne fût exclusivement affectée aux frais de son administration et à ses dépenses d'utilité publique. En dehors de l'impôt des 3.500 « bourses », aucune taxe directe ou indirecte ne devait être levée dans aucune des trois *caïmacamies*, sans le consentement de la majorité des membres du *médjlis* administratif. Enfin, au point de vue militaire, la commission et le projet estimaient que la sécurité de la Montagne serait suffisamment garantie par l'occupation de la route de Beyrouth à Damas. « Il serait désirable, ... que les troupes employées à cette occupation fussent, en partie au moins, composées de chrétiens sujets du Sultan. » Dans la Montagne même, chaque *caïmacamie* aurait un corps de police particulier, recruté parmi ses habitants. Ainsi, les chrétiens devaient être rassurés sur la crainte d'une occupation ottomane, puisque c'était la présence des soldats turcs dans leur pays qu'ils semblaient presque redouter le plus.

Enfin, la Porte obtenait, si le projet anglais était adopté, des garanties des plus sérieuses pour maintenir sa très forte autorité sur la Montagne. Elle obtenait le droit de nommer les *caïmacams* sur la proposition du *vali* de Sayda. Les puissances n'intervenaient en aucune façon dans ces nominations. Les *caïmacams* relevaient du *vali* de Sayda, qui nommait également les procureurs. Aucune disposition du projet ne

les garantissait contre une destitution injustifiée. Aucun article n'établissait la durée de leurs fonctions ; ils étaient donc amovibles, et comme le *vali* de Sayda pouvait les destituer, ils étaient réellement sous sa dépendance étroite.

Or, les *caïmacams* avaient les pouvoirs administratifs les plus étendus. Ils nommaient et destituaient tous les fonctionnaires, sans que leur pouvoir fût limité par aucune règle que celle qui leur imposait le choix parmi les membres de la communauté dominante. Ils nommaient même les membres des différents conseils ou *médjlis* et tous les juges, après entente avec les chefs des communautés. Ils composaient les corps de police, et pouvaient y mettre leurs créatures fidèles. Enfin, ils devaient servir d'intermédiaires entre les habitants de leur *caïmacamie* et le *vali* de Sayda, « exécuter les décisions de ce fonctionnaire, en tant du moins qu'elles seraient d'accord avec les institutions de la Montagne et exercer en cas de besoin contre lui un recours auprès de la Sublime-Porte ». Les *caïmacams* n'étaient en somme que des instruments du *vali* de Sayda, qui les choisissait librement. La Montagne divisée, affaiblie par le projet anglais, était en réalité placée sous l'autorité immédiate de la Sublime-Porte qui pouvait donner toutes fonctions à ses créatures dociles, sans que l'Europe eût à intervenir.

C'était, en effet, le but masqué de ce projet, en 47 articles et d'apparence si libérale, d'écarter l'Europe de l'administration du Liban. Elle n'intervenait que dans la délimitation des territoires ; mais une fois les trois *caïmacamies* et le district de Zahleh constitués, elle était en quelque sorte, exclue du Liban ; tout au plus, pouvait-elle intervenir dans le cas où le nouveau règlement serait violé. Mais les réformes n'étaient pas placées sous sa garantie collective ; elle n'avait aucun droit de contrôle sur l'administration, sur les lois, sur la nomination des différents *caïmacams* et des autres fonctionnaires. Le Liban échappait complètement à sa tutelle pour être placé entièrement sous celle de la Porte.

A la commission européenne, à Beyrouth, le commissaire français, dès qu'il connut le projet anglais, s'empressa d'élever contre lui les plus graves critiques. Il ne consentait à le discuter qu'à la seule condition de pouvoir, avant d'y apposer sa signature, exprimer les réserves qui lui paraissaient devoir entraîner ultérieurement de profondes modifications dans les

principes fondamentaux même de l'organisation projetée de la Montagne. Ces réserves et ces objections de principe, M. Bécлар les présenta dans un mémoire, le 20 mars 1861 (1). Il s'élevait surtout contre la « désagrégation », d'abord parce qu'il serait extrêmement difficile de nettement délimiter les territoires des trois *caïmacamies* de façon, que chacune d'elles correspondît au moins approximativement à l'habitat d'une des peuplades principales. Très judicieusement, M. Bécлар observe à l'appui de sa critique que la plupart des Grecs orthodoxes du Liban habitent en dehors du Koûrah, du centre de leur *caïmacamie* projetée. Ensuite, le commissaire français remarque « que le principe de la « désagrégation », si intimement lié qu'il soit au système des trois *caïmacamies*, ne serait rendu applicable qu'à la race druse, relativement à la race chrétienne, ce qui ne comporte pas la création de deux *caïmacamies* pour cette dernière race ». Ce projet anglais ne fait que séparer les Druses des chrétiens, mais il ne « désagrège pas » les autres communautés. Cette « désagrégation » proposée ne peut pas être rigoureusement appliquée. « Ainsi, on a prévu comme probable le cas où un certain nombre de chrétiens resteraient fixés sur le territoire de la *caïmacamie* druse. » La « désagrégation » deviendrait alors facultative ; elle dépendrait des individus, s'ils veulent émigrer et rejoindre leurs coréligionnaires dans leur *caïmacamie* propre. C'est une raison de plus, pour le commissaire français, de repousser de toutes ses forces, « un partage d'autorité, dont l'effet serait de placer des chrétiens sous la domination druse ».

Au nom de la justice et de la logique, il proteste contre le partage du Liban en quatre tronçons. « D'une part, si l'on se place au point de vue de la distinction des races, il n'est pas juste d'accorder aux grecs orthodoxes une faveur qu'on refuse aux autres minorités, telles que l'élément grec catholique, par exemple, lequel presque aussi nombreux que l'élément grec orthodoxe est représenté dans la Montagne par vingt mille habitants environ. Le système est illogique, en ce sens que, si l'on recherche l'origine et les causes des événements de 1860, il est impossible de ne pas les attribuer en grande partie à ce même fractionnement de l'autorité, qui

(1) Testa, *op. cit.*, t. VI, p. 365. Réserves de M. Bécлар sur le projet précédent.

se trouve reproduit dans le projet. Le système des trois *caïmacamies* se rapproche beaucoup, en effet, de celui qui a prévalu en 1842. Or, le régime 1842 est condamné par l'expérience, tandis que le régime antérieur se recommande par de bons souvenirs. » L'état de la Montagne, à cette époque, était certainement plus satisfaisant qu'il ne l'est en 1860. L'antagonisme entre les Druses et les chrétiens était contenu par l'autorité d'un seul chef puissant. L'institution de plusieurs *caïmacamies*, c'est l'émiettement dans l'affaiblissement de l'autorité. C'est de 1842 que, selon M. Béclard, datent les malheurs du Liban. Sans doute exagère-t-il un peu sur ce point ; mais il aurait pu ajouter deux autres considérations : la « désagrégation » proposée livre la Montagne non seulement à l'anarchie, mais aussi à l'arbitraire des autorités. Elle détruit l'autonomie libanaise, pour laquelle cependant les puissances sont intervenues de 1842 à 1846, et en 1860 même. Elle est non seulement un coup mortel frappé à l'existence politique du Liban, mais aussi à sa vie économique. Dans les quatre groupements minuscules qu'on voudrait créer, aucun essor économique n'est possible. Ces groupements sont trop faibles, trop chétifs, pour pouvoir se développer et faire un effort soutenu dans la voie du progrès économique. Pour faire vivre et prospérer le Liban, il faut lui rendre son unité avec ses frontières naturelles. Il faut qu'il soit un organisme suffisamment grand, fort et riche, afin de pouvoir se développer et mettre en valeur toutes ses richesses, toutes ses ressources. Bref, le commissaire français ne voit pas pourquoi la « désagrégation » serait conservée, « ni pourquoi on voudrait encore l'empirer par le fait de la substitution de deux *caïmacamies* chrétiennes à une seule ». Une telle innovation n'aurait pour résultat que « d'introduire entre les divers éléments chrétiens un antagonisme inconnu jusqu'alors, ou qui, du moins, ne se traduisait pas par des actes de violence. Ce serait fournir un nouvel aliment à la discorde, au lieu de la faire cesser ».

À la « désagrégation », M. Béclard oppose résolument l'unité de la Montagne, telle que la demandent les Maronites et que la demandait la France de 1842 à 1846. « Il persiste à croire qu'il n'y a point de sécurité pour la Montagne, ni de satisfaction réelle pour tous les intérêts en dehors de la combinaison d'un pouvoir unique et chrétien. Le rétablissement

de ce pouvoir, qu'appellent les vœux de l'immense majorité des habitants, aurait l'avantage de se concilier avec le maintien des frontières actuelles du Liban et d'écarter l'hypothèse irréalisable de la « désagrégation » des races. Cette solution, la plus simple de toutes, serait loin d'exclure, d'ailleurs, les garanties qu'on croirait nécessaire de stipuler en faveur des minorités ».

En somme, M. Bécлар proposait la constitution d'une seule province autonome sous un gouverneur chrétien, et par chrétien, il entendait un chrétien du Liban et un Maronite. Les commissaires autrichien et prussien se rallièrent immédiatement à sa proposition. M. Novikow l'appuya également dans la suite, sur l'ordre formel de son gouvernement. Lord Dufferin fut obligé de s'incliner ; il le fit de mauvaise grâce et s'acharna à restreindre autant que possible cette province libanaise unique qu'on allait former, et à y fortifier l'autorité de la Porte contre celle des chrétiens.

Deux questions capitales étaient à résoudre. Comment nommera-t-on le gouverneur général unique ? Quelles seront les limites de la nouvelle province ?

La commission décida que le gouverneur devait être chrétien. Fallait-il le choisir parmi les indigènes du Liban ? La France pensait que oui ; elle estimait que le gouverneur devait être Maronite. L'Autriche et la Russie l'appuyaient, cette dernière après quelques hésitations. De longues discussions, souvent véhémentes et âpres, eurent lieu à Beyrouth. La Prusse ne se montra pas opposée, en principe, à l'indigénat, mais subordonna son assentiment à celui de la Porte. L'Angleterre, au contraire, repoussa l'indigénat avec la dernière énergie. « Vous ne devez, écrivait lord John Russell (1) à l'ambassadeur anglais à Constantinople, sous aucun prétexte, consentir à ce que le gouvernement de la Montagne soit confié à un seul gouverneur Maronite. Un pareil arrangement amènerait l'extermination des Druses et des musulmans ; les Grecs et d'autres chrétiens partageraient probablement le même sort. » Lord Dufferin ne cessait d'exposer que les rivalités de race étaient trop ardentes au Liban, pour qu'on pût en confier l'administration générale à une seule ; il fallait, au

(1) Testa, *op. cit.*, t. VI, p. 385. Dépêche de lord John Russell à sir H. Bulwer, en date du 4^{er} mai 1861 (20 cheval 1277).

contraire, choisir le gouverneur général en dehors de la Montagne, afin qu'il n'eût pas des attaches familiales ou confessionnelles dans le pays et qu'il fût impartial, placé au-dessus des partis.

Les représentants français ripostaient à juste raison qu'« il était à craindre qu'un chef chrétien pris en dehors de la Montagne ne parvînt jamais à exercer son ascendant même sur ses coréligionnaires, à plus forte raison sur les communautés non chrétiennes. Peut-être ignorera-t-il la langue du pays ; à coup sûr, il sera complètement ignorant des mœurs, des usages et des traditions propres de la Montagne. De là, pour lui, des difficultés de tout genre que la sympathie de ses administrés ne l'aidera certainement pas à vaincre » (1).

Cependant, l'opposition très vive de l'Angleterre et de la Turquie empêcha la commission d'inscrire l'indigénat dans le projet de règlement qu'elle élaborait. La France obtint au moins que les indigènes ne fussent pas formellement exclus des fonctions de gouverneur général. « N'abandonnez l'indigénat qu'à la dernière extrémité », dépêche plus tard M. Thouvenel au marquis de Lavalette. . ., en établissant que les indigènes ne sont pas exclus dans l'avenir (2) ! Sur les instances du commissaire français, on se borna à spécifier simplement que le gouverneur devait « toujours être chrétien ».

Le Liban, par cet arrangement, était placé sous la tutelle collective de l'Europe et sous celle du Sultan. Son gouverneur général ne devait pas dépendre du *vali* de Sayda, mais directement de la Porte.

La thèse maronite de l'autonomie n'était donc pas acceptée entièrement par la commission. On ne transformait pas la Montagne en une principauté chrétienne, maronite, semblable à celle de l'émir Béchir-Chéhab. On en faisait une province autonome, administrée par un fonctionnaire turc, choisi par le Sultan parmi ses sujets chrétiens. C'était un compromis entre les trois thèses en présence. Aux Maronites et à la France on accordait l'unité de la Montagne, à la Porte le

(1) Testa, *op. cit.*, t. VI, p. 393. Dépêche du marquis de Lavalette à M. Thouvenel en date de Thérapia, le 4 juin 1861 (25 zilcadé 1277), p. 389.

(2) Testa, *op. cit.*, t. VI, p. 387. Dépêche télégraphique de M. de Thouvenel au marquis de Lavalette en date du 28 mai 1861 (18 zilcadé 1277).

choix du gouverneur, à l'Angleterre on promettait d'exclure les Maronites des fonctions de gouverneur.

Quelles limites allait-on donner à la nouvelle province autonome ? La grande majorité de la commission penchait à lui assigner un territoire assez étendu, comprenant, en dehors du Liban proprement dit, les cantons de Hasbeya, de Racheya et le Merdj-Ayoun. Lord Dufferin s'employa, au contraire, à en restreindre les limites, afin de ne pas en augmenter l'importance et de ne pas trop affaiblir les autorités de la Porte. Non seulement Racheya, Hasbeya et le Merdj-Ayoun ne furent pas englobés dans la province autonome, mais celle-ci, finalement, ne devait même pas comprendre le *Liban géographique*.

À l'Est pourtant, on lui refusa ses frontières naturelles, le cours de l'Oronte et du Litani. À l'exception du canton de Hermil et de Zahleh et de sa banlieue ; tout le versant oriental du Liban fut adjugé au *vilayet* de Damas, dont il constitue aujourd'hui une partie des *sandjaks* de Bâalbek, de la Békaa, de Rachaya et de Hasbeya. On traça à la province autonome, élevée au rang d'un *Mutésarriflik*, une frontière orientale qui suit, en règle générale, la crête même de la chaîne du Liban. Une partie notable de l'ancienne principauté autonome, peuplée en grande majorité de chrétiens, lui fut ainsi enlevée sans aucune autre raison que celle qu'il ne fallait pas faire la nouvelle province trop grande ni trop puissante. On le priva notamment des régions si fertiles de la Békaa, *qui sont le complément agricole indispensable de la Montagne*.

Il en fut de même à l'Ouest, sur la proposition de Lord Dufferin ; on enleva le village musulman de Kalmou'n, sur la côte méditerranéenne, au gouvernement autonome (1). On ne voulut pas lui donner Beyrouth ni sa banlieue, de tous côtés entourées par le territoire libanais. Sur un rayon de quelques milles autour de la ville, le territoire est enlevé au Liban et placé sous l'autorité de la Porte, sans aucune restriction ; il constitue aujourd'hui une partie du vilayet de Beyrouth, administré par un *vali* nommé par le Sultan seul, sans aucune ingérence étrangère. La *Capitale naturelle* du Liban, élevée à ce rang à la fois par la nature et par le grand émir Fekhr-ad-Dîn II était ainsi soustraite à la nouvelle province autonome.

(1) Testa, *op. cit.*, t. VI, p. 403.

On a dit que cette amputation de Beyrouth, très grave pour le Liban, pouvait au point de vue international se justifier dans un certain sens. Beyrouth n'était pas uniquement une ville libanaise ; c'était surtout une ville syrienne, la métropole commerciale de la Syrie, le grand débouché de Damas et de tout l'arrière-pays. Son administration intéressait toute la Syrie et la Mésopotamie, c'est-à-dire des régions où les Turcs et les Musulmans étaient en majorité. Dans l'intérêt de toutes ces régions, il ne fallait pas donner à une petite province autonome cet *emporium* indispensable ; il fallait le rattacher étroitement à la vie de tout l'empire. On pouvait objecter aussi que Beyrouth n'avait pas fait partie de la principauté de l'émir Béchir, mais était placé sous l'administration directe de la Porte.

On comprend moins encore les mutilations opérées dans le Nord, où l'on retranchait du nouveau *Mutésarriflik* les districts de Tripoli et de l'Akkar, et dans le Sud, où on l'amputait du district de Sayda.

Sur cette question du territoire, également, les travaux de la Commission aboutissaient à un compromis. La Turquie et l'Angleterre consentaient toujours à la formation d'une province autonome, mais avaient obtenu, en échange, qu'elle fût aussi petite que possible. La Porte réussissait à garder sous son autorité directe et absolue une bonne partie de l'ancienne principauté des Fakhr-ad-Din II des Ma'an et des Chéhab. Le nouveau *Mutésarriflik*, par son étendue, ne pouvait guère devenir dangereux à son pouvoir souverain. Elle en sut gré à l'Angleterre, au moins en paroles. « J'ai eu la satisfaction d'être sincèrement remercié par Ali-Pacha, pour l'humble part que j'ai eue dans ce « résultat », put écrire l'ambassadeur anglais John Russell (1).

Ces questions du territoire et du gouvernement général une fois tranchées, l'accord se fit assez rapidement sur les autres points. Le *Mutésarriflik* devait être partagé en plusieurs subdivisions. Fuad-Pacha en proposa cinq : 1^o le Kourah, l'extrême partie septentrionale de la Montagne ; 2^o le Kesrouan, avec le Metin, et sans la ville de Zahlé ; 3^o le

(1) Testa, *op. cit.*, t. VI, p. 401. Dépêche (extrait) de sir H. Bulwer à lord Russell en date de Constantinople, le 12 juin 1861 (3 zilhidjé 1277), p. 398 et suiv.

Gharb, composé des territoires d'el Gharb, Djourd, Arkub, Chouf, Menâssif et Chabroun, sans Deir-el-Kamar; 4° le Kharroub, avec la ville de Deir-el-Kamar et sa banlieue; 5° le Djezzin, l'extrême partie méridionale de la Montagne (art. V). Puis il demandait que chacun de ces districts eût un *caïmacam* choisi « dans le sein de chacune des populations qui formaient la majorité » (art. VI). Les districts de Kesrouan et de Djezzin devaient avoir chacun un *caïmacam* maronite, celui de El-Gharb un *caïmacam* druse, et le district de Kharroub un *caïmacam* musulman. Quant au Kourah, Fuad-Pacha l'abandonnait aux communautés chrétiennes autres que les maronites. La ville de Zahlé devait former à elle seule une administration distincte, avec un *caïmacam* nommé pour trois ans, et choisi alternativement dans le sein des populations grecque, maronite et grecque-catholique (1) (art. VIII).

Le plan de Fuad-Pacha, dans cette subdivision, était clair; il s'agissait d'affaiblir, autant que possible, l'influence des Maronites. Bien qu'ils formassent la grande majorité de la population, Fuad-Pacha ne leur réservait que deux *caïmacamies* sur cinq. Il donnait une *caïmacamie* aux Musulmans, à l'élément le plus faible de la population, et il y englobait la ville si importante de Deir-el-Kamar, un des principaux centres de la Montagne.

Lord Dufferin, naturellement, appuya la proposition de Fuad-Pacha. Même il trouvait qu'elle ne protégeait pas suffisamment les Druses. Il proposa l'amendement suivant, à la répartition des *caïmacamies*: « Comme la terre, dans ces districts, appartient exclusivement aux Druses, il serait évident qu'il serait injuste de les placer sous un *caïmacam* maronite, à moins que l'on ne donne aux propriétaires druses les domaines d'une valeur correspondante ailleurs. D'un autre côté, comme la population y est entièrement composée de chrétiens, on ne peut recommander de les placer à l'avenir sous la juridiction druse. Dans ce dilemme, en supposant qu'aucun échange de propriété n'aura lieu, il serait prudent de placer Baacklin en question sous un chrétien nommé par la Porte, mais qui ne soit pas originaire de la

(1) Testa, *op. cit.*, t. VI, p. 367.

Montagne, et en donnant aux Druses une part égale de représentation dans les *médjlis* (1). »

Lord Dufferin voulait ainsi à tout prix soustraire les Druses à la domination des Maronites, et dans ce but, il soulevait un des problèmes les plus importants qui devaient être résolus partiellement plus tard sous le gouvernement de Davoud-Pacha, la possession du sol. Il proposa une vaste expropriation des seigneurs druses au profit de propriétaires et de paysans chrétiens, principalement dans le Djezzin et dans le Tuffah. Les Druses expropriés seraient établis ailleurs, dans une région qui leur serait réservée presque exclusivement. C'était, en somme, une « désagrégation » régionale de la Montagne, opérée dans la province unique.

Cependant, ni les propositions de Fuad-Pacha, ni l'amendement de lord Dufferin ne furent acceptés par la commission. Elle se rallia au principe que les *caïmacams* seraient choisis dans chaque district, parmi les membres influents de la communauté la plus nombreuse ; mais elle repoussa la formation d'une *caïmacanie* musulmane, afin de ne pas donner aux Turcs et à la Porte une trop grande influence dans la Montagne, en leur assurant la présence permanente d'un sous-gouverneur de leur religion et tout dévoué à leur politique anti-chrétienne et anti-libanaise.

Comme sur tous les autres points, on finit par conclure un compromis, et on adopta une division en six arrondissements administratifs, taillés en sorte que dans chacun d'eux il y eut un groupe prépondérant. Mais on accorda à l'opposition hautaine de lord Dufferin que les Maronites n'eussent que trois *caïmacams* sur six, pris parmi eux, alors qu'ils formaient la majorité dans le *Mutésarriflik*. A cet effet, on donna aux arrondissements une étendue très inégale. Toute la partie septentrionale du Liban, sauf le Kourah, était réunie dans un seul arrondissement ; il comprenait, avec le Kesrouan, les principaux centres Maronites, les parties les plus riches de toute la province et près des deux cinquièmes de la population totale. Les maronites y formaient la presque totalité des habitants. Plus de 50.000 Maronites furent encore réunis dans un deuxième district, immense, le Meten avec le Sahel

(1) Testa, *op. cit.*, t. VI, p. 367. (Remarques faites par le commissaire anglais sur les observations de S. E. Fuad-Pacha.)

chrétien. Les quatre autres arrondissements étaient d'une étendue bien moindre ; cette démarcation des subdivisions administratives était faite en défaveur des Maronites, à qui on enlevait ainsi leur part d'influence légitime, même dans l'administration régionale.

Voici les subdivisions qui furent adoptées définitivement par la Commission : 1° le Kourah, y compris la partie inférieure et les autres fractions du territoire avoisinant, dont la population appartient au rite grec orthodoxe, moins la ville de Kalmoûn, située sur le côté, et à peu près exclusivement habitée par les musulmans ; 2° la partie septentrionale du Liban, sauf le Kourah, jusqu'au Nahr-el-Kelb ; 3° Zahleh et son territoire ; 4° le Meten, y compris le Sahel chrétien et les territoires de Qatta'a et de Salima ; 5° le territoire situé au sud de la route de Damas à Beyrouth jusqu'à Djezzine ; 6° le Djezzine et le Tuffah (1).

Quant aux *caïmacams*, la Commission de Beyrouth convint que ceux du Kesrouan, du Méten et du Dejzine devaient toujours être maronites, au moins chrétiens, et celui du cinquième district, du Chouf, druse. M. Novikow insista vivement pour que celui du Kourah échût aux grecs orthodoxes, et il obtint gain de cause ; mais il fut plus difficile d'assurer aux grecs unis une représentation dans la haute administration, bien qu'on en comptât trente mille environ, dont plus d'un tiers était groupé à Zahleh. Fuad-Pacha, afin d'aiguiser les rivalités entre les différents rites chrétiens et de créer avec les Grecs unis un élément catholique de mécontentement, avait proposé, ainsi que nous l'avons déjà dit, que le *caïmacam* de Zahleh fût nommé pour trois ans et choisi alternativement dans le sein des populations grecques, maronite et grecque-catholique. Mais M. Béclard s'éleva avec force contre cette proposition insidieuse ; il voulait non seulement assurer à un élément important de la population une représentation équitable dans la haute administration, mais aussi donner une quatrième *caïmacanie* à des catholiques romains, c'est-à-dire à la communauté la plus rapprochée des Maronites par les croyances et les rites, et soumise, comme eux, à la papauté. Par ce moyen, la majorité, dans la haute adminis-

(1) Vital-Cuinet, *op. cit.*, p. 254 (article 3 du règlement du 9 juin 1861). Baron de Testa, *op. cit.*, t. VI, p. 339, article III.

tration, passait aux catholiques ; après de longues discussions, le commissaire français l'emporta. La *caïmacamie* de Zahleh fut réservée aux grecs unis (1).

Un débat ardent s'éleva au sujet de la ville de Deir-el-Kamar et des six hameaux de sa banlieue. Elle était enclavée au milieu de l'arrondissement druse du Chouf, mais elle avait une population exclusivement chrétienne, avec une majorité maronite. A chaque soulèvement des Druses, de 1842 à 1845, en 1860, elle avait été une des premières attaquées, et avait particulièrement souffert des luttes entre les deux peuplades du Liban. Sur les instances de M. Béclard, et malgré la très vive opposition de lord Dufferin, la Commission décida qu'elle serait détachée de l'arrondissement druse, élevée au rang de chef-lieu du *mutésarriflik* même et placée sous l'administration directe du gouverneur général. La subdivision des districts en cantons ne souleva aucune difficulté ; le territoire de chaque canton ne devait renfermer, autant que possible, que des groupes homogènes de population.

L'organisation municipale préoccupa davantage la Commission. Le commissaire anglais voyait dans l'autonomie municipale un excellent moyen de morceler et d'affaiblir le pouvoir dans la Montagne, ce qui était jusqu'à la fin son principal souci. Les villages, généralement, étaient homogènes, au point de vue des habitants. Les membres des différentes communautés ne vivaient pas complètement éparpillés, mais réunis par petits groupes, soit en un seul groupe, en un village ou hameau, soit plusieurs groupes différents réunis en une seule bourgade. Tous ces groupes avaient eu jusqu'alors dans leurs chefs, dans leurs familles dirigeantes, une vie propre, une sorte d'autonomie municipale. En leur conservant cette vie propre, ne pourrait-on pas arriver à une « désagrégation » partielle des races et des communautés religieuses ? Lord Dufferin le pensa. Aussi insista-t-il fréquemment sur ce point ; il trouva un écho favorable dans la Commission, qui marquait à plusieurs reprises son intention de conserver « les privilèges municipaux », de maintenir les privilèges et

(1) Testa, *op. cit.*, t. VI, p. 365 et suiv. Réserves de M. Béclard sur le projet de réorganisation de la Montagne en date du 20 mars 1861 (8 ramezan 1277).

les immunités de la Montagne par le développement des institutions municipales.

« Dans ce système, pensait-on, au lieu de concentrer les pouvoirs, on est naturellement conduit à les diviser et à éviter les conflits, soit en séparant géographiquement, si cela est possible, les différents éléments constitutifs aujourd'hui mélangés de la Montagne, soit en leur donnant des garanties égales et particulières là où ces éléments seraient encore juxtaposés (1).

Le gouvernement français lui-même ne s'opposait pas à cette désagrégation municipale, défendue insidieusement par les Anglais et les Turcs. M. Thouvenel reconnaissait « ce qu'il y a de respectable dans les intérêts de chacun des groupes principaux des populations du Liban, et combien il est juste d'y pourvoir au moyen d'institutions municipales » (2).

Finalement, la Commission abandonna ce projet, sans doute pour plusieurs raisons. La majorité se rendait compte que l'autonomie municipale affaiblirait considérablement le pouvoir central, alors qu'il était au contraire nécessaire de donner au gouverneur général une grande force et une puissante autorité, pour qu'il pût rétablir l'ordre, dominer les races et maintenir la paix. Enfin, la lassitude avait gagné tous les commissaires, à la suite des manœuvres dilatoires de Fuad-Pacha. Ils avaient hâte de finir leurs travaux, d'autant plus que le terme de l'occupation française approchait. Ils se bornèrent donc à placer à la tête de chaque commune un *cheik* choisi par les habitants, et nommé par le gouverneur, sans nettement déterminer ses attributions ni le régime municipal. Dans les communes mixtes, chaque élément constitutif devait avoir un *cheik* particulier, dont l'autorité ne s'exercerait que sur ses coréligionnaires.

Par contre, le gouverneur général fut investi des pouvoirs les plus étendus, « de toutes les attributions du pouvoir exécutif », de la police générale, de la nomination de tous les fonctionnaires et des juges, de la perception des impôts.

(1) Testa, *op. cit.*, t. VI, p. 335 Protocole de la vingt-sixième séance de la Commission de Syrie, 21 mars 1861 (9 ramezan 1277), p. 351.

(2) *Ibid.*, p. 369. Circulaire de M. Thouvenel aux représentants français à Londres, Vienne, St-Petersbourg et Berlin en date du 26 mars 1861 (14 ramezan 1277).

S'inspirant des dispositions libérales du projet anglais, la Commission plaçait auprès du gouverneur d'abord des *vékils*, un par communauté, nommés par les chefs et notables, ensuite un conseil ou *médjlis* administratif central, convoqué et présidé par lui, et chargé de donner un *avis consultatif* sur toutes les questions qu'il lui poserait. Ce conseil devait être composé de douze membres, nommés, après entente avec les notables, par les chefs de leur communauté respective, et institués par le gouvernement. Les *caïmacams* également devaient être assistés par un *médjlis* administratif local, composé de trois à six membres représentant les divers éléments de la population et les intérêts de la propriété foncière dans l'arrondissement. Ce *médjlis* local, présidé et convoqué annuellement par le *caïmacam*, devait résoudre en premier ressort toutes les affaires du contentieux administratif, entendre les réclamations des habitants, fournir les renseignements statistiques nécessaires à la répartition de l'impôt dans l'arrondissement, et donner son avis consultatif sur toutes les questions d'utilité locale. Ces différents conseils étaient institués d'abord parce que la Commission, se piquant de libéralisme, voulait introduire dans le Liban quelques-uns au moins des principes constitutionnels modernes, ensuite pour prévenir les exactions fiscales. Dans ce but, on chargeait de la répartition de l'impôt les représentants même des populations, afin de leur enlever, à l'avenir, tout sujet de plainte.

Les dispositions libérales du projet anglais sur l'organisation judiciaire étaient adoptées avec quelques modifications de détail. Ainsi, le *médjlis* judiciaire supérieur ne devait pas siéger à Beyrouth, comme le prévoyait le projet anglais, mais au siège du gouvernement libanais, c'est-à-dire à Deir-el-Kamar, où il était soustrait à l'influence directe des autorités ottomanes. Tous les membres des tribunaux et les juges de paix devaient être choisis et désignés, après une entente avec les notables, par les chefs de leur communauté respective et institués par le gouvernement. Tous les juges devaient être rétribués. Si, après enquête, il est prouvé que l'un d'entre eux a prévariqué ou s'est rendu, par un fait quelconque, indigne de ses fonctions, il devra être révoqué, et sera, en outre, passible d'une peine proportionnée à la faute qu'il aura commise.

Une difficulté se présentait à la Commission, à propos des

sujets libanais qui auraient commis un délit ou un crime en dehors du Liban, dans une autre province turque. On décida qu'ils seraient alors justiciables des tribunaux de cette province ; par réciprocité, les sujets ottomans non libanais coupables d'un méfait quelconque commis dans la Montagne, devaient être justiciables des tribunaux libanais. Les autorités libanaises et celles des autres provinces ottomanes devaient enfin être tenues à se prêter assistance mutuellement pour l'arrestation des inculpés en fuite, pour qu'ils fussent remis, une fois arrêtés, au tribunal dans le ressort duquel ils avaient commis un délit ou crime et qui avait ordonné les poursuites.

En un seul point, l'autonomie judiciaire du Liban fut violée par la Commission de Beyrouth. Elle proposa que tout procès en matière commerciale fût porté devant le tribunal de commerce de Beyrouth, et que tout procès, même en matière civile, entre un sujet, un protégé d'une puissance étrangère et un habitant de la Montagne, fût soumis à la juridiction de ce même tribunal. Beyrouth étant la métropole commerciale du Liban, où se faisaient toutes les transactions importantes, la Commission estimait que c'était à Beyrouth que devait fonctionner le tribunal de commerce, pour le Liban et toute la Syrie centrale jusqu'à Damas. Malheureusement elle oublia d'adjoindre à ce tribunal un ou plusieurs juges choisis parmi les notables chrétiens, afin que l'élément libanais y fût représenté.

Conformément au projet anglais, on demandait également l'organisation d'un corps de police spécial, mixte, recruté exclusivement dans la Montagne par la voie des engagements volontaires, composé à raison de sept hommes par mille habitants et placé sous le commandement exclusif du gouverneur général. Ainsi, était écarté le danger d'une intrusion continuelle ou d'une occupation permanente des troupes ottomanes.

Jusqu'à ce que ce corps de police fût complètement organisé, les troupes impériales devaient occuper les routes de Beyrouth à Damas et de Sayda à Tripoli ; mais la Commission avait soin de placer ces troupes sous les ordres du gouverneur général chrétien. Enfin, pour des cas d'extrême urgence, afin de prévenir ou d'étouffer des troubles graves, la Commission donnait au gouverneur libanais le droit de réquisitionner des

troupes ottomanes auprès des autorités militaires de la Syrie, après avoir cependant pris l'avis du *médjlis* administratif central. Mais la Commission avait soin d'entourer cette intervention des soldats turcs des précautions les plus minutieuses, pour prévenir un attentat de la Porte contre la Montagne. « L'officier qui commandera ces troupes en personne, devra se concerter, pour les mesures à prendre, avec le gouvernement de la Montagne, et tout en conservant son droit d'initiative et d'appréciation pour toutes les questions purement militaires, telles que les questions de stratégie et de discipline, il sera subordonné au gouverneur de la Montagne, durant le temps de son séjour dans le Liban, et agira sous la responsabilité de ce dernier. Les troupes se retireront de la Montagne aussitôt que le gouverneur aura officiellement déclaré à leur commandant que le but pour lequel elles ont été appelées a été atteint (1). »

Aucun corps de troupe ottoman ne pouvait donc intervenir et agir dans le Liban, sans le consentement du gouverneur et des représentants des communautés. C'est ce que la Commission avait voulu spécifier de la façon la plus formelle.

Restait la question des impôts. La Commission se contentait de maintenir ici le *statu quo*. La Montagne devait continuer de payer à la Porte 3.500 bourses par an. Cet impôt pourrait être porté jusqu'à 7.000 bourses, lorsque les circonstances le permettront. La Commission ordonnait de la façon la plus formelle que le produit de cet impôt fut affecté, avant tout, « aux frais d'administration de la Montagne et à ses dépenses d'utilité publique ». Le surplus seulement, s'il y avait lieu, devait entrer dans les caisses de l'Etat. Si les frais généraux strictement nécessaires à la marche régulière de l'administration de la Montagne dépassaient le produit des impôts, la Porte devait pourvoir à ces excédents de dépense. Sur les instances de Fuad-Pacha, qui remarquait que le Sultan ne pouvait cependant être responsable de toutes les dépenses, exagérées ou non, engagées sans son consentement, la Commission proposait qu'il ne le fût que pour celles qu'il aurait préalablement approuvées.

Après s'être ainsi mis d'accord sur tous les points d'un nouveau règlement administratif du Liban, les commissaires

(1) V. Cuinet, *op. cit.*, p. 287.

rédigèrent un projet complet, résumant toutes leurs décisions et leurs propositions (1). Restait à savoir comment ce projet allait être soumis à la fois à la sanction du Sultan et des puissances. Le Sultan aura-t-il le droit de le modifier ? Pourra-t-il même le rejeter entièrement ? La Commission avait proclamé elle-même dans sa première séance, qu'elle n'avait qu'un pouvoir *consultatif*, que sa mission se bornait à indiquer les modifications qu'il convenait d'apporter à l'organisation de la Montagne. La question de la souveraineté du Sultan et du droit d'intervention des puissances se posait à nouveau. Le projet allait-il être soumis au Sultan, qui resterait libre de l'adopter, de le modifier ou de le rejeter ? Ou allait-il être soumis au Sultan et aux puissances ? Comment serait-il discuté à nouveau ? La Porte, naturellement, ne voulait pas accepter la sanction des puissances ; au nom de la souveraineté du Sultan, elle réclamait pour elle seule le droit de statuer définitivement sur le nouveau règlement administratif du Liban, en assurant naturellement, que, par déférence pour les puissances, « ses alliées », elle tiendrait le plus grand compte de ses propositions, contenues dans le projet de la commission de Beyrouth.

Ce point de vue ne fut cependant pas partagé par les gouvernements européens, qui maintenaient leur droit d'intervention, et qui voulaient placer le nouveau statut libanais sous leur garantie collective, et, par conséquent, le sanctionner par un acte formel. La Porte dut céder. Après de longues négociations et des échanges de notes entre les différents gouvernements, il fut décidé que le projet élaboré à Beyrouth serait soumis au dernier examen de la conférence des ambassadeurs à Constantinople et d'un représentant du Sultan. Après une dernière séance, le 5 mai 1861, les commissaires s'embarquèrent à Beyrouth et se rendirent à Constantinople.

Le projet fut discuté à nouveau longuement entre les ambassadeurs et le grand vizir Aali-Pacha en trois séances officielles, dont la première eut lieu le 3 mai 1861. Sir Henry Bulwer remit en question le principe d'une province unique, administrée par un seul gouverneur, et redemanda la « désagrégation » de la Montagne en deux ou plusieurs *caïmaca-*

(1) Il fut adopté en bloc, le 1^{er} mai 1861 (V. Cuinet, *op. cit.*, p. 288).

mies. Mais la France tint bon, et sur ses vives représentations, le principe d'une autorité unique fut définitivement adopté. La Montagne formerait une province autonome, indépendante et distincte de toutes les autres provinces de l'empire ottoman.

M. de Lavalette crut nécessaire d'exiger à nouveau, que le gouverneur général fût choisi parmi les indigènes chrétiens de la Montagne même ; les ambassadeurs d'Autriche et de Russie appuyèrent sa proposition. Mais Sir Henry Bulwer et Aali-Pacha lui apportèrent une résistance intransigeante. Finalement, le 6 juin, l'ambassadeur prussien fit accepter le compromis qui avait déjà prévalu à Beyrouth. Le Sultan pourrait choisir le gouverneur soit parmi les indigènes libanais, soit parmi ses autres sujets, à condition qu'il fût chrétien. Les indigènes n'étaient donc pas formellement exclus des fonctions de gouverneur. L'impression des ambassadeurs était que celui-ci devait être au moins catholique. Sir Henry Bulwer écrivait lui-même à Lord John Russell : « Il n'y a pas de règle adoptée pour qu'il soit catholique, mais il est probable qu'il le sera » (1).

On introduisit encore quelques modifications de détail dans le projet, qui fut signé définitivement à Péra, le 9 juin 1861, par Aali-Pacha, sir Henry Bulwer (Angleterre), MM. de Lavalette (France), von der Goltz (Prusse), von Prokesch-Osten (Autriche), et Lobanoff (Russie) (2).

On adopta encore un article additionnel relatif à l'impôt, sur une observation de la Porte, qu'il était dangereux de tracer une limite maximum aux contributions directes de la nouvelle province autonome. En effet, le Liban pouvait prendre un grand essor économique et devenir très prospère. Dans ce cas, si son gouvernement, afin de développer le pays, d'augmenter son réseau de routes, de parfaire son organisation et son outillage économique, engageait de fortes dépenses, supérieures au maximum de recettes fixées par le

(1) Testa, *op. cit.*, t. VI, p. 398.

(2) Le texte du règlement se trouve dans Cuinet, *op. cit.*, p. 243 et suiv. — Martens, *Nouveau recueil général*, t. XVII, p. 101 et suiv. Testa, *op. cit.*, t. VI, p. 338 et suiv. Règlement et protocole relatifs à la réorganisation du Mont-Liban en date du 9 juin 1861 (30 zilcadé 1277).

règlement, serait ce le trésor impérial du Sultan qui'en supporterait le surplus des charges, sans qu'on demandât un supplément à la province même, devenue riche et pouvant supporter de nouvelles contributions ? La conférence pensa que non, et afin de parer à toute éventualité, apporta un correctif à la rédaction du règlement par un article additionnel. En même temps, pour n'effaroucher personne, elle augmenta encore les garanties des Libanais contre les exactions du fisc et s'efforça d'écarter ainsi une des plus puissantes causes de mécontentement et de troubles. « Il est bien entendu, disait cet article, que le chiffre de 7.000 bourses, mentionné dans l'article 16 du règlement du 9 juin 1861, ne constitue pas une limite absolue, et que si d'une part, avant d'élever l'impôt de la Montagne jusqu'à concurrence de cette somme, il convient d'attendre que la crise causée par les derniers événements ait cessé, il se peut, d'autre part, que l'augmentation de dépenses résultant de la nouvelle organisation nécessite la levée de contributions dont le total, ajouté à l'ancien impôt, dépasserait même le chiffre de 7.000 bourses. Le gouverneur devra, d'ailleurs, n'user de cette faculté qu'avec une extrême réserve, et rechercher toujours et avant tout un juste équilibre entre les recettes et les dépenses ordinaires de la Montagne (1). »

Enfin, par un dernier protocole adopté le 9 juin, on régla la promulgation du nouveau règlement et les conditions dans lesquelles les gouverneurs du Liban seraient nommés. Le règlement devait être promulgué sous la forme d'un firman, par le Sultan, et communiqué officiellement aux puissances. C'était la même procédure que celle adoptée pour le Hatti-Hamayoun du 18 février 1856. On laissait ainsi à la Porte l'apparence de la souveraineté, puisque le règlement, officiellement, était octroyé au Liban par le Sultan seul, mais en même temps on plaçait ce règlement sous la garantie collective des gouvernements européens ; car le Sultan, en le leur communiquant officiellement, le leur donnait en quelque sorte en garde. En fait même, les protocoles des négociations, tant à Beyrouth qu'à Constantinople constataient officiellement, sous les signatures des représentants de la Porte et des puissances, que le règlement, dans toutes ses dispositions était arraché à la Porte, à son corps défendant. Il devenait par là un acte inter-

(1) Testa, *op. cit.*, t. VI, p. 364. Projet de réorganisation de la Montagne, p. 360 et suiv.

national, qui plaçait la Montagne dans une situation spéciale, sous la protection collective de l'Europe.

Quant à la nomination du gouverneur, Aali-Pacha fit aux représentants une déclaration rédigée d'un commun accord et transcrite dans le protocole du 9 juin 1861, ce qui lui donnait la valeur d'un engagement formel de la Porte vis-à-vis des puissances. En voici le texte : « Le gouverneur chrétien, chargé de l'administration du Liban, sera choisi par la Sublime-Porte, dont il relèvera directement. Il aura le titre de *moukhir* et résidera habituellement à Dêir-el-Kamar, qui se trouve replacé sous son autorité directe. Investi de l'autorité pour trois ans, il sera néanmoins amovible, mais sa révocation ne pourra jamais être prononcée qu'à la suite d'un jugement. Trois mois avant l'expiration de son mandat, la Sublime-Porte, avant d'aviser, provoquera une nouvelle entente avec les puissances (1). » Celles-ci prenaient aussi une part directe à la nomination du gouverneur. Le Sultan ne pouvait le choisir, ni le nommer sans leur consentement préalable et formel, dûment constaté par un protocole.

(1) V. Cuinet, *op. cit.*, p. 288.

CHAPITRE II

DAOUD-PACHA ET LE RÈGLEMENT DE 1864 (1).

Le nouveau gouverneur général du Liban se trouvait en face d'un problème des plus difficiles. Il lui fallait contenter à la fois six éléments nationaux, qui venaient de se combattre avec un acharnement inouï, qui s'étaient voués une haine mortelle, et que l'Europe venait d'armer de droits égaux, alors qu'ils avaient des prétentions contraires et aspiraient chacun à dominer les autres. La terrible catastrophe de 1860 et les conventions internationales de 1861 avaient, en somme, fait table rase de tout le passé. Le Liban féodal avait été détruit. Il fallait faire sortir des ruines le Liban moderne. Peu de traditions gouvernementales subsistaient encore après le cataclysme. Tout était à créer : une organisation régulière, des finances, des forces de police, une justice.

Le droit pénal et le droit civil ne reposaient sur aucune base fixe. Il fallait établir des Codes et une jurisprudence. Il fallait surtout pacifier complètement le pays, le maintenir dans l'ordre et le relever économiquement. Tâche ardue et délicate, qui exigeait du nouveau gouverneur général beaucoup de tact, de finesse et de largeur d'esprit, joints à une grande fermeté, à une probité à toute épreuve et à de sérieuses connaissances techniques de tout ordre.

Bien des voix prophétiques s'élevaient alors, pour prédire l'échec des conventions de 1861, pour annoncer de nouveaux désordres et de nouvelles catastrophes dans le Liban. On ne croyait pas la nouvelle organisation viable, capable de bien fonctionner et de donner de bons résultats. Bref, les prévisions étaient très pessimistes pour l'avenir immédiat de la Montagne.

(1) Voir sur l'administration de Daoud-Pacha : G. d'Alaux, « Le Liban et Daoud-Pacha », *Revue des Deux-Mondes*, 1^{er} juillet 1865, et 1^{er} mai 1866. *Annuaire des Deux-Mondes*, années 1861 à 1867.

Fort heureusement, le marquis de Lavalette et Aali-Pacha trouvèrent un homme, qui, comme gouverneur général, devait se montrer à la hauteur de sa tâche. Ce fut *Daoud-Pacha*.

Garabid-Artin Daoud était né à Constantinople, en 1818, d'une famille arménienne catholique, originaire de l'Asie-Mineure, qui avait eu beaucoup à souffrir pendant les massacres de 1827. Il fit ses premières études au Collège français de Smyrne, étudia ensuite le droit et apprit en même temps à parler couramment six langues, parmi lesquelles le français et l'allemand. Plus tard, il joignit une connaissance suffisante de l'arabe pour se faire comprendre à Beyrouth et pour surveiller les actes administratifs et autres de ses subordonnés. Il fut d'abord professeur de langues étrangères, puis entra dans la diplomatie, et fut pendant quelque temps chargé d'affaires turc, à Berlin, où il composa un traité sur l'*Histoire de la législation des anciens Germains*. L'Académie des Sciences de Berlin le nomma membre honoraire, en 1845, et l'Université d'Iéna, en 1853, lui conféra le grade de docteur en droit. Plus tard, il fut appelé à la Direction générale des télégraphes, où il réussit à mettre en relief ses brillantes qualités d'administrateur sagace, vigilant et honnête. Non seulement l'administration des télégraphes, sous sa vigoureuse impulsion, paya régulièrement et convenablement ses agents, mais même réalisa des bénéfices assez considérables et les versa au Trésor Impérial. Le fait parut assez exceptionnel pour mettre de suite Daoud hors de pair et le désigner pour le nouveau poste de gouverneur général du Liban (1).

A une habileté consommée de diplomate et d'administrateur, Daoud-Pacha joignait une haute probité et une grande dignité personnelle, une science variée et profonde du droit public et privé et de l'économie politique, un sens aigu des besoins du moment et une grande rapidité de décision. Il ne connaissait pas un mot de la question libanaise ; il ne s'en était jamais encore occupé ; il était donc libre de tout préjugé, de toute prévention à l'égard de ses nouveaux administrés.

Ce n'est pas sans appréhension qu'il aborda la Syrie. Il paraît qu'il feuilleta pour la première fois le règlement de 1861 à bord du paquebot qui l'amena à Beyrouth. Il aurait déclaré alors, à plusieurs reprises, que s'il n'avait pas été trop

(1) D'Alaux, *Le Liban et Daoud-Pacha* (*Revue des Deux-Mondes*, 1^{er} juillet 1865, et 1^{er} mai 1866) ; *Annuaire des Deux-Mondes*, années 1861 à 1867.

tard, il aurait décliné sa mission, ou du moins ne l'aurait acceptée qu'en posant de nombreuses conditions.

Daoud fut installé solennellement dans ses nouvelles fonctions le 4 juillet, en présence des commissaires européens. Le 18 juillet, Fuad-Pacha le présenta aux délégués des Libanais, près de Beyrouth, sur l'emplacement du camp français. Il ne rencontra d'abord qu'une froideur et une méfiance unanimes.

Les Grecs des deux rites considéraient ce chrétien vêtu en pacha turc avec d'autant plus de méfiance qu'il appartenait à la nation arménienne, rivale séculaire de la leur, et dont certains membres avaient été les conseillers de la Porte contre les Grecs. Il leur semblait que l'Arménien placé à leur tête n'aurait guère à cœur de leur rendre justice et de soulager leurs misères ; et ce sentiment de malaise n'était nullement compensé par la consécration de leur existence comme nations assimilées, malgré leur infériorité numérique, aux Maronites et aux Druses et jouissant de droits égaux.

Plus mécontents encore étaient les Maronites. Ils avaient été les principales victimes de la catastrophe de 1860. Leurs maisons étaient détruites, leurs champs ravagés et leurs récoltes perdues. Des milliers des leurs avaient succombé sous les coups des Druses et des musulmans. Or, aucune réparation, aucune satisfaction ne leur avait été accordée. Leur principale demande, l'autonomie libanaise sous un émir maronite, avait été repoussée. On les replaçait sous un régime autoritaire, alors que par leur révolution, ils avaient conquis la liberté. Les Druses, leurs meurtriers, n'avaient pas été tous châtiés. Au contraire, Fuad-Pacha refusait de les punir ; sous prétexte d'écarter tout nouveau conflit, et de ramener la paix définitive, il n'admettait contre eux aucune mesure de répression. Or, deux mille Druses, l'élite de la nation, se tenaient toujours en armes dans le Haourân, menaçants, prêts à recommencer la lutte.

On leur avait promis des indemnités ; mais la Porte ne mettait aucun empressement à les payer. Plus tard, elle les payait fort irrégulièrement et fort mal, sans se tenir aux termes des arrangements conclus avec la Commission de Beyrouth. Les indemnités de Dêir-el-Kamar et de Zahleh, qui avaient particulièrement souffert en 1860, ne furent payées qu'au bout de quatre ans, en 1865, et en papier-monnaie qui s'escomptait

avec 30 à 40 0/0 de perte. Au mois d'août 1861, on n'avait payé aux chrétiens que 1.289.933 piastres (1).

Sous l'émir Béchir, les Maronites avaient été le peuple prépondérant dans la Montagne. Les règlements de 1843 et 1845 leur avaient donné la plus grande des deux *caïmacamies*. Or, le nouveau statut les abaissait, en les mettant au même rang que les Métoualis et les deux communautés grecques, qui avaient été placés jusqu'alors sous leur administration. La faible autonomie même de la Montagne n'était pas respectée. Les Turcs étaient partout dans le Liban. Les Druses semblaient prêts à un nouveau soulèvement. Bref, le nouvel état de choses n'offrait aucune sécurité aux Maronites, c'est-à-dire à la portion la plus nombreuse de la population libanaise. Ils étaient ruinés, dépossédés de leur suprématie, menacés de toutes parts.

Les Druses mêmes étaient mécontents. Ils étaient tombés sous l'autorité directe de la Porte. Leur puissante organisation féodale, la base de leur force guerrière, était abolie. Ils sortaient de la crise affaiblis, désorganisés, privés de leur ascendant sur les chrétiens de la Montagne. Auparavant, par les pouvoirs qu'ils avaient détenus fermement, malgré leur infériorité numérique, ils avaient partagé la domination de la Montagne à parts égales avec les Maronites, sept ou huit fois plus nombreux qu'eux. Ils avaient formé ensemble, en quelque sorte, la « nation légale » du Liban. Les Grecs et les autres chrétiens leur étaient soumis. La réforme, provoquée par leur soulèvement, leur enlevait cette prépondérance même dans le Liban druse. Deux nouvelles nations chrétiennes étaient créées et pourvues de droits égaux à ceux des Druses et des Maronites. Les fiers et indomptables guerriers de la Montagne étaient obligés de partager le pouvoir avec leurs anciens sujets ; bien plus, si les Grecs s'entendaient entre eux et avec les Maronites, ils disposaient d'une influence politique et judiciaire triple de celle des Druses, et devenaient légalement les maîtres, d'autant plus que les Musulmans et les Métoualis se trouvaient territorialement éloignés des Druses, et n'avaient guère avec eux des intérêts communs. Or, les chré-

(1) Testa, *op. cit.*, t. VI, p. 141. Voir Protocole de la septième séance de la Commission de Syrie tenue à Beyrouth le 30 septembre 1860 (14 rébiul-akhir 1277) p. 137 et suiv.

tiens gardaient contre les Druses un ressentiment terrible ; ils réclamaient des victimes. D'où, un grand malaise dans la nation druse. Elle se sentait menacée, et elle ne voyait qu'un seul moyen de se protéger : le recours aux armes.

Eafin, l'abolition des privilèges féodaux était un bien pour les chrétiens, elle était la conséquence de leur évolution historique ; mais elle était un mal pour les Druses, dont l'évolution était bien moins avancée. Leur aristocratie, sur laquelle reposait leur organisation sociale, était dépossédée et perdait ses serfs et fermiers chrétiens, les artisans de ses ressources, qui lui avaient assuré jusqu'alors l'indépendance et la prospérité. Leur puissante organisation guerrière, basée sur le régime féodal, disparaissait, et, avec elle, leur force dans la Montagne, leur seul avantage sensible sur les chrétiens. Ils se trouvaient affaiblis, diminués en face de leurs adversaires. Bref, le mécontentement était général.

Daoud-Pacha risquait encore d'avoir contre lui l'autorité religieuse, si considérable dans ce pays où la religion dominait toute l'organisation sociale et politique. En face du gouverneur général étranger et appartenant à un rite arménien, les membres du clergé prétendaient être, après la disparition des chefs féodaux, les véritables chefs nationaux. Très jaloux de leur autorité, ils considéraient le gouverneur laïque comme un rival leur portant ombrage, et cherchaient à en diminuer l'influence.

Le morcellement et la division morale de la Syrie et du Liban étaient donc plus grands encore qu'auparavant, par l'application même du nouveau règlement. Les Turcs, d'ailleurs, comptaient sur l'organisation par communautés, pour achever de désunir et de briser les chrétiens, en étendant les rivalités de rite à tous les détails de la vie civile.

« S'il est un fait incontestable aujourd'hui, dans la Syrie et dans le Liban, écrivait éloquemment Saint-Marc-Girardin, en 1862, c'est l'état de division et de morcellement dans lequel se trouve ce malheureux pays. L'œuvre de la Turquie est complète. La division, qui est, vous le savez, son seul moyen de gouvernement, est poussée à son comble ; toute la population chrétienne est réduite à l'état de fractionnement infinitésimal, pour ainsi dire, comme un corps dont les atomes chimiques auraient perdu leur cohésion naturelle. Clergé, cheiks, paysans, citadins, Maronites, Grecs, orthodoxes ou

unis, que sais-je encore, tous se jalourent, se craignent, se défient les uns des autres, se trahissent, se refusent un appui naturel, et, au milieu de cette masse sans résistance, la Turquie avance, recueillant les fruits d'une situation qu'elle a su habilement créer. Ses fonctionnaires sont partout, ses soldats presque partout. Je les ai rencontrés, ces jours derniers, sur des points où jamais ils n'avaient mis le pied. C'est un résultat de notre intervention auquel on pouvait ne pas s'attendre ! ... Tout le pays mixte et tous les districts druses sont occupés militairement. Le Kesrouân proprement dit, c'est-à-dire les montagnes du Nord, ne l'est pas ; mais tout le littoral, depuis Beyrouth jusqu'à Tripoli, est rempli de soldats turcs. Il y en a même à Sgorta, village de Youssef-Karam, situé un peu au-dessus Tripoli. Il s'en trouve aussi dans la plaine de la Békaâ, de telle sorte qu'il serait très facile, au premier jour, d'envelopper les montagnes et de pénétrer dans le cœur du pays chrétien (1). »

La route de Damas à Beyrouth était occupée militairement par des bataillons réguliers ; tout le Liban était cerné par une armée turque, prête à l'envahir au premier signal.

Enfin, la Porte était armée d'un redoutable pouvoir par le règlement même du Liban. Elle pouvait intervenir dans l'administration des finances. En effet, elle s'était engagée à soutenir financièrement la province autonome, chaque fois que celle-ci ne pouvait, par ses propres ressources, subvenir à ses dépenses pour l'administration et les travaux publics. Or, de ce devoir découlait naturellement un droit de contrôle sur les finances libanaises ; car on ne pouvait forcer la Sublime-Porte à supporter sans examen les conséquences d'une mauvaise administration ou d'une crise économique d'une de ses provinces, fût-elle autonome. Le Sultan profita de cet état de choses pour placer les services financiers du Liban sous la direction d'un chef de bureau turc, relevant directement de la Porte, et qui était dans la Montagne comme commissaire des indemnités, chargé de réunir et de répartir les sommes promises aux victimes des massacres de 1860. L'autonomie libanaise, déjà si restreinte, était ainsi, dans la pratique, mutilée encore davantage.

(1) Saint-Marc Girardin, *De la Syrie au commencement de 1862* (*Revue des Deux-Mondes*, 15 mars 1862).

Pour vaincre toutes les difficultés de sa tâche, Daoud-Pacha ne pouvait pas compter sur l'appui de la Porte, qui ne cherchait qu'à entraver la réorganisation de la Montagne sur la base de l'autonomie. Les puissances même se désintéressaient de l'œuvre de détail qu'il fallait entreprendre. L'Autriche et la Prusse ne s'occupaient plus guère du Liban, depuis que le nouveau règlement était entré en vigueur. Elles se bornaient à en contrôler l'application, mais refusaient de s'immiscer dans son administration intérieure. L'Angleterre était franchement hostile au gouverneur général; elle ne pouvait oublier que le nouveau règlement avait été élaboré contre son gré, et contrairement aux intérêts des Druses, ses protégés. Seule, la France donna son appui entier à Daoud, à Beyrouth et à Constantinople; ce fut grâce au concours constant de son ambassadeur à Constantinople, que le pacha put réorganiser le Liban, selon ses vues, sans être inquiété par la Porte.

La Commission de Beyrouth continua d'ailleurs à fonctionner, pour veiller à l'application des mesures qu'elle avait réclamées. M. Rehfuès, commissaire de la Prusse, fut remplacé par M. Weber, lord Dufferin par le colonel Fraser. À Fuad succéda, comme haut commissaire de la Porte, Katouli-Effendi, qui arriva à Beyrouth le 11 mars 1862. Bien que la commission ne jouât plus qu'un rôle effacé, il était quand même évident, par le seul fait de son existence, que les puissances exerçaient un contrôle sur l'administration ottomane en Syrie et dans le Liban (1).

La première tâche de Daoud devait être de se procurer des ressources matérielles et de créer des forces de police, pour assurer l'ordre et la tranquillité. Ici encore, les conventions de 1861 l'avaient mis en face d'un problème redoutable. En effet, elles maintenaient l'impôt de la Montagne à trois mille cinq cents bourses (un million deux cent mille francs), et elles laissaient une administration, un gouvernement, qui devaient coûter au moins dix milles bourses par an. En effet l'abolition du régime féodal avait comme conséquence le remplacement des anciennes autorités seigneuriales non rétribuées, par des fonctionnaires payés. C'était une augmentation des charges. Il est vrai que les conventions ajoutaient que l'impôt pourrait

(1) *Annuaire des Deux-Mondes*, année 1861, p. 546 et suiv.

être porté au double, lorsque les circonstances le permettraient, et que « si les frais généraux strictement nécessaires à la marche de l'administration dépassaient le produit des impôts, la Porte aurait à pourvoir à ces excédents de dépenses ».

Mais comment imposer à un pays ruiné des contributions nouvelles, alors que les indemnités n'avaient pas encore été payées, que toute activité industrielle et commerciale avait été anéantie, que les habitants manquaient même du plus strict nécessaire et ne pouvaient pas, faute d'argent, reprendre leur travail entièrement ?...

D'un autre côté, Daoud-Pacha connaissait trop bien les finances turques, leur pénurie et leur administration incapable et corrompue, pour compter sur leurs subsides. La levée même de l'impôt était compliquée par la prescription de dresser le cadastre des terres cultivées ; car elle infirmait le vieux mode de répartition, et elle pouvait fournir le prétexte à de nombreuses réclamations, et même au refus de l'impôt. Ce cadastre ne pouvait être fait en si peu de temps. Dans l'interval, c'était l'anarchie fiscale qu'il fallait redouter.

Quant aux forces de police indigènes, comment les créer et les organiser sans argent ? Elles étaient cependant nécessaires. La *vendetta* fleurissait plus que jamais dans la Montagne. Le ressentiment des chrétiens contre les Druses exigeait des victimes. La misère, le désordre engendraient le brigandage. Il fallait aussi des gendarmes pour assurer la bonne rentrée de l'impôt. Daoud-Pacha ne pouvait que difficilement faire appel aux troupes turques, s'il ne voulait pas perdre tout crédit auprès des Libanais. En effet, aucune mesure ne soulevait une colère aussi formidable dans la Montagne que l'occupation turque ; même Daoud-Pacha, dans l'intérêt de son administration, devait s'efforcer d'éloigner les soldats turcs aussi rapidement que possible du territoire libanais.

Les plus grandes difficultés cependant auxquelles Daoud se heurtait, venaient de l'état d'effervescence du pays, des districts maronites surtout. Le parti démocratique n'avait pas désarmé. Il avait à sa tête Youssef Karam, qui avait été un des candidats nationaux au poste de gouverneur général contre Médjid-Chéhab, le chef de l'ancienne famille régnante, soutenu par l'ancienne noblesse et par la France. Les démocrates combattaient Daoud, non seulement parce qu'il était

étranger, mais aussi à cause de ses pouvoirs qu'ils trouvaient exorbitants. Ils ne voulaient pas d'un gouverneur qui fût un despote, un maître. Leurs ressentiments contre lui étaient d'autant plus vifs qu'il s'appuyait résolument sur le parti conservateur des anciens seigneurs, et qu'il avait notamment rendu aux cheïks Khazen leurs biens, dont ils avaient été privés par les révolutionnaires en 1857 (1).

L'opposition démocratique, chez les Maronites, se traduisit surtout par le refus de l'impôt. Or, les districts septentrionaux étaient les plus riches et les mieux cultivés de la province, ceux qui avaient le moins souffert pendant la tourmente de 1857 à 1860. Les districts mixtes et les districts druses, plus pauvres déjà naturellement, étaient complètement dévastés et plongés dans la misère. Leurs paysans, n'ayant touché qu'une très faible partie de leurs indemnités, n'avaient pas encore pu réparer le désastre et ne pouvaient matériellement pas payer leurs impôts.

Daoud-Pacha essaya d'abord de négocier une entente avec l'opposition démocratique et se rapprocha de son jeune chef. Karam, qui n'était pas un personnage très remarquable, réclama pour lui le gouvernement du Kesrouân, qui était le district le plus considérable et le centre des Maronites. Il était soutenu par le clergé maronite, hostile au gouverneur général, et combattu par l'ancienne noblesse. Mais Daoud-Pacha préféra s'appuyer sur l'aristocratie contre le clergé surtout et contre les démocrates qu'il jugeait trop turbulents ; il donna le gouvernement du Kesrouân à l'émir Médjid-Chéhab et offrit à Karam celui de Djezzîn. Karam refusa, se retira dans son pays natal, à Ehden, et commença une lutte ouverte contre Daoud-Pacha et contre l'émir Médjid. Des coups de fusil furent échangés entre leurs partisans. Une nouvelle insurrection populaire était à craindre.

Dans ces circonstances graves, Daoud-Pacha se montra à la fois énergique et rusé. Il accourut dans le Nord, eut à Batroun une entrevue avec Karam, et comme il n'arrivait pas à

(1) Karam lui-même a exposé ses actes et ses griefs contre le gouvernement général dans une petite brochure in-4° : *Joseph Karam aux gouvernements de l'Europe*. Voir aussi : *Suite de la situation du Liban et celle de l'Eglise maronite, décrites par Joseph Karam*, Rome, 1877, in-8°.

désarmer ses ressentiments, il décida Fuad-Pacha à appeler le jeune chef auprès de lui, à Beyrouth. Karam s'y rendit sans méfiance ; mais Fuad le fit arrêter et jeter en prison.

L'émotion causée par cet odieux guet-apens fut considérable dans le Liban et en France, où Karam était considéré comme le représentant du patriotisme maronite. Cependant Fuad et Daoud ne relâchèrent point leur prisonnier et décidèrent, au contraire, de l'éloigner pour toujours de la Montagne. Fuad, nommé grand-vizir en reconnaissance des immenses services qu'il avait rendus au Sultan contre l'Europe, l'emmena avec lui à Constantinople. Plus tard, il fut interné à Alexandrie, puis à Smyrne, où il fut traité avec beaucoup d'égards par les autorités ottomanes.

Daoud-Pacha avait ainsi écarté son adversaire le plus dangereux. Mais, par les procédés odieux qu'il avait employés, il avait soulevé contre lui des haines formidables qu'il lui fallait apaiser. Il y déploya une habileté consommée. Avant tout, il voulait gagner la confiance de ses administrés. Reconnaissant la méfiance et la haine des chrétiens contre les soldats turcs, il écarta ces derniers et affecta de ne pas les employer (1). Puis, il voulut se mettre en rapport lui-même avec les populations et en connaître les désirs et les besoins. Il parcourut tout le pays avec quelques secrétaires et ses interprètes, sans aucun appareil, sollicita les avis, les réclamations, redressa les courages, répartit des secours, écouta les plaideurs, rendit lui-même la justice et essaya de réparer autant que possible tous les torts faits par les événements des dernières années. Puis, il procéda lentement et méthodiquement à l'organisation d'une administration régulière. Sa première tâche, après avoir su gagner rapidement, par son intégrité et sa droiture, la confiance de la grande majorité, fut de créer une bonne et expéditive organisation judiciaire. Il interdit les vengeances privées. Grâce à son habile et prudent fermeté, la *vendetta* disparut presque complètement du pays. Fuad-Pacha lui avait donné le droit de faire exécuter même les sentences capitales sans en référer à Constantinople. Il ne se servit de ses pouvoirs judiciaires redoutables qu'avec me-

(1) Le 31 mars 1862, il n'y avait plus qu'un seul bataillon turc dans la Montagne, stationné à Dêir-el-Kamar.

sure, pour le bien du pays, afin de lui rendre l'ordre et la sécurité.

Après avoir désarmé autant que possible les préventions des populations contre lui, il se mit à créer une administration. Les enrôlements volontaires eurent lieu pour la gendarmerie libanaise. Daoud-Pacha eut soin de bien choisir les recrues et d'écarter tous les sujets d'une moralité douteuse. Les Druses s'étaient présentés en grand nombre ; mais il crut nécessaire de ne pas les enrôler tous et d'établir une certaine proportion entre les différentes communautés, même dans la gendarmerie.

En même temps, il créa une organisation judiciaire, institua les *médjlis* ou tribunaux prescrits par le règlement ; mais il plaça auprès du *médjlis* judiciaire central un de ses meilleurs auxiliaires qu'il avait emmené de Constantinople, comme commissaire et comme juge d'instruction. C'était une garantie d'impartialité et de bonne justice, car ce juge d'instruction, étranger aux querelles de la Montagne, n'était guidé que par le souci de la vérité et de l'intérêt général. Cependant, sa fonction ne pouvait être que transitoire, étant entre les mains d'un étranger, car elle violait l'autonomie judiciaire du Liban.

Daoud-Pacha s'aperçut bien vite que le règlement de 1861 était d'une application très difficile. Il avait été élaboré par des diplomates, qui ne connaissaient pas le Liban et n'avaient tenu aucun compte de ses particularités. Ils avaient été guidés beaucoup plus par des considérations théoriques, que par une juste appréciation des besoins pratiques. Aussi Daoud-Pacha ne put-il réorganiser le pays qu'en n'appliquant pas le règlement d'une façon stricte. Ainsi, il fut obligé d'ajourner l'institution des justices de paix, qui, régulièrement, devaient fonctionner dans chaque canton, en raison d'un juge par rite. Il aurait fallu trouver deux cents personnages environ, ayant une connaissance du droit, une autorité et une impartialité suffisantes pour exercer ces délicates fonctions. Or, Daoud-Pacha se rendit compte que, dans l'état de la Montagne, il ne les trouverait pas. Plutôt que de consentir à un mauvais recrutement des juges de paix, il préféra de ne pas en nommer.

L'institution des *vékils* présentait également de graves inconvénients. D'abord, elle fortifiait l'organisation particulariste des communautés, en leur donnant des chefs officiels, et

affaiblissait l'autorité du pouvoir central. Les *vékils* centralisaient, en quelque sorte, toutes les intrigues et les menées de leurs coréligionnaires contre les autres communautés et contre le gouverneur. Enfin, les *vékils* étaient un rouage inutile, car les communautés étaient déjà représentées auprès du gouverneur par leurs députés au *médjlis* administratif central.

Une nouvelle difficulté allait surgir pour le gouverneur général, par le retour des chefs druses dans la Montagne. Fuad-Pacha n'avait pas châtié sévèrement les Druses, uniquement pour ne pas donner satisfaction aux chrétiens et exciter ces derniers à venger eux-mêmes les massacres de 1860. Il voyait là une cause de nouveaux conflits. A la fin de 1861, deux mille Druses du Liban, l'élite de la nation, se tenaient toujours en armes dans le Haourân, prêts à la lutte. Leurs coréligionnaires de la Montagne pouvaient les rejoindre au premier signal. Daoud-Pacha s'efforça de les apaiser et de les amener à déposer enfin les armes. Dans cette tâche, il fut secondé avec beaucoup de dévouement par l'émir druse Mèlhem-Reslan, le *caïmacam* du Chouf.

Lentement, la paix renaissait dans la Montagne, lorsqu'en 1863, la Porte, jalouse de cette tranquillité relative, relâcha une partie de ses prisonniers druses de Tripoli. Les meneurs des massacres de 1860 allaient donc revenir dans la Montagne. Daoud-Pacha conçut les plus vives inquiétudes, d'autant plus que tous ces Druses réclamaient leurs anciennes propriétés. L'abolition du régime féodal, comme nous l'avons dit, avait libéré du servage les paysans chrétiens, mais elle avait profondément troublé l'organisation sociale des Druses. En effet, ces derniers avaient vécu principalement du travail de leurs *fellahs* chrétiens. Eux-mêmes, nobles ou roturiers, étaient avant tout des guerriers. Les seigneurs druses possédaient la plus grande partie du sol dans les districts méridionaux de la Montagne. Chacun d'eux avait groupé autour de lui une sorte de clientèle de montagnards druses établis sur ses terres, et qu'il entretenait. Quelques-uns seulement cultivaient eux-mêmes la terre ; la plupart faisaient travailler les *fellahs* chrétiens. L'abolition du servage donnait donc la liberté à tous ces travailleurs chrétiens, et privait, du même coup, les Druses de leur main-d'œuvre. Le problème des nationalités était compliqué d'un grand problème social. Il y

avait conflit entre le seigneur druse, qui réclamait l'intégralité de ses terres, et les paysans chrétiens, qui, en plus de la liberté, voulaient également la propriété des champs qu'ils cultivaient. Il y avait un mécontentement général de tous les Druses, qui se voyaient entourés d'ennemis et obligés de transformer complètement leur genre de vie. Ils devaient se disperser et s'adonner complètement à la culture, s'ils ne voulaient pas être en proie à la misère, alors qu'ils se croyaient menacés sans cesse des représailles des chrétiens.

Le conflit était particulièrement grave à Dêir-el-Kamar, si cruellement éprouvé par les massacres de 1860. L'exaspération de la population chrétienne contre les Druses était si grande qu'une cohabitation des deux « nations » y semblait impossible à l'avenir. Les Druses cependant ne voulaient pas renoncer à Dêir-el-Kamar, situé au milieu de leur domaine propre, dans le Chouf.

Daoud-Pacha sut résoudre ce grave problème. Il invita les Druses à quitter Dêir-el-Kamar, mais accorda des indemnités à ceux qui y avaient des biens. La ville et la banlieue furent soustraites à l'administration du *caïmacam* druse et érigées en un *mûdirieh* spécial, dont le *mûdir* chrétien relevait directement du gouverneur général. Les chrétiens avaient ainsi satisfaction. Par contre, Dêir-el-Kamar fut déchu de son rang de capitale du Liban et de résidence du *muléssarraf* et des services de l'administration centrale. Daoud-Pacha transporta le siège du gouvernement à Béit-ed-Din, dans le vieux palais de l'émir Béchir. Ensuite, il entreprit de régler le conflit plus vaste et plus général entre les nobles druses et les paysans chrétiens. Il lui semblait impossible de repousser les prétentions de ces derniers, d'autant plus que le gouvernement ottoman tardait toujours à leur payer les indemnités. Mieux valait s'entendre avec les Druses. Il élaborâ donc, avec l'émir druse Méléhem-Reslan, un grand projet de rachat des terres. La population druse était devenue trop dense pour les étroits districts dans lesquels elle était enfermée. Elle n'y trouvait plus des moyens d'existence suffisants. Enfin, elle se sentait menacée par la rancune des chrétiens. Daoud-Pacha lui proposa donc d'émigrer et de rejoindre le gros de sa nation dans les régions fertiles du Haourân. Un grand nombre de nobles druses acceptèrent, avec leurs suites, cette proposition. Ils reçurent, pour les propriétés qu'ils abandonnaient, des indemnités dont le

chiffre était fixé d'un commun accord entre l'administration et eux. Les terres devenues ainsi libres étaient concédées ensuite à des cultivateurs chrétiens. Des milliers de Druses émigrèrent en 1863 et en 1864, et allèrent s'établir dans le Harouân, qui devient dès lors le grand centre de cette nation.

Le calme renaissait peu à peu dans la Montagne (1). Daoud-Pacha s'appliquait avec un zèle intelligent au relèvement économique du pays, commençait la création d'un réseau de bonnes routes, encourageait la culture et le commerce, et surtout veillait avec soin à une administration régulière et probe. En 1863, la Porte voulut établir dans la Montagne une taxe énorme sur la culture du tabac ; mais il repoussa énergiquement cette prétention, et par ses protestations vigoureuses, obtint gain de cause. La culture du tabac put se développer librement dans les limites de la province autonome.

Certes, Daoud-Pacha n'oubliait jamais qu'il était, en somme, fonctionnaire ottoman ; dans toutes les circonstances, il se montrait un serviteur éclairé et zélé de la Porte. Mais il s'efforçait toujours, au moins pendant la première période de son gouvernement, de concilier les intérêts des Libanais avec ceux, bien compris, du Sultan. Dans ce but, il lui importait avant tout, de ramener le calme et la paix dans la Montagne et de maintenir ses habitants dans l'obéissance. Ses louables efforts furent d'abord couronnés de succès. A l'expiration de ses trois ans, l'ordre semblait définitivement rétabli. Aussi, lorsque vint le moment de renouveler les pouvoirs du gouverneur général, toutes les puissances, y compris la Porte, étaient-elles unanimes pour proroger les fonctions de Daoud.

Daoud-Pacha lui-même se rendit à Constantinople pour exposer la situation aux ministres du Sultan et aux représentants des puissances. A son avis, le règlement de 1861, n'ayant pas pu être appliqué intégralement, devait subir quelques

(1) Cependant, l'opposition démocratique et nationale des Maronites du Nord ne désarma pas. Ainsi Daoud-Pacha avait décidé la construction d'une route carrossable entre Ghazir et la mer, les habitants voulurent s'y opposer en prétendant que ce serait ouvrir aux troupes ottomanes l'entrée du Kesrouan. M. Outrey, le consul de France à Beyrouth dut intervenir pour faire cesser l'agitation (*Annuaire des Deux-Mondes*, année 1862-1863, p. 643).

modifications, qu'il indiquait lui-même à la diplomatie européenne.

Les ambassadeurs se réunirent à Constantinople pour délibérer sur la situation dans le Liban. Ils durent reconnaître que le règlement de 1861 avait besoin d'être modifié sur certains points (1). L'ambassadeur français profita des délibérations, pour réclamer de nouveau, pour les Libanais, le droit d'avoir un gouverneur indigène. La France ne laissait pas périmer le droit du Liban à une administration indigène. Mais elle se heurta toujours à l'opposition intransigeante de l'Angleterre et ne fut que mollement appuyée par la Russie. La Conférence ne prit aucune décision de principe contre l'indigénat du gouverneur général ; mais, pratiquement, elle écarta les Libanais de ces fonctions, en se prononçant pour la prolongation des pouvoirs de Daoud-Pacha.

Dans la révision du règlement administratif, les ambassadeurs s'inspirèrent surtout des avis de Daoud-Pacha. La France aurait voulu élargir les institutions populaires du Liban ; mais elle ne put faire partager ses vues à la Conférence. Au contraire, celle-ci renforça encore les pouvoirs du gouverneur général. L'organisation administrative fut simplifiée. Les *vékils*, délégués par chacune des six communautés auprès du gouverneur, furent supprimés, de même que les *médjlis* administratifs locaux. Ces rouages, de l'avis de Daoud-Pacha, avaient compliqué inutilement l'administration de la Montagne, en devenant des centres d'opposition et des agents de la rivalité et des haines des races et des communautés religieuses. Une nouvelle disposition érigeait en commune chaque village, sans exiger une population d'au moins cinq cents âmes, comme auparavant. Les cantons ne devaient plus être qu'une circonscription territoriale, tandis que le règlement de 1861 demandait qu'ils ne renfermassent que des groupes homogènes de population. Disparaissaient également les *cheiks* particuliers de chaque groupe religieux dans les communes mixtes. Les Puissances, sur l'avis de Daoud-Pacha, voulaient évidemment affaiblir les antagonismes de race et de religion, en plaçant tous les Libanais sans exception sous une administration générale et une administration communale communes.

(1) *Annuaire des Deux-Mondes*, année 1864-1865, t. XIII, p. 609.

Les puissances crurent également nécessaire d'augmenter l'influence administrative des Maronites. Daoud-Pacha avait dû reconnaître qu'il était impossible de réduire à un sixième d'influence une peuplade qui constituait à elle seule les trois cinquièmes de la population totale et de la mettre sur le même pied que les Métoualis, qui étaient alors moins de vingt mille dans la Montagne. La France proposa la substitution de circonscriptions purement territoriales aux communautés religieuses. C'était assurer la prépondérance des Maronites. Sur les instances surtout de l'Angleterre, protectrice des Druses, cette proposition fut repoussée. On réorganisa le *Médjlis* administratif central, en y introduisant une représentation un peu plus équitable des six communautés. Le règlement de 1861 accordait indistinctement à chacune d'elles, deux représentants au *Médjlis*. Le marquis de Moustiers, ambassadeur de France, proposa de répartir le nombre des mandats législatifs parmi les circonscriptions territoriales, au prorata de leur population, sans tenir compte des différences de religion. On arrêta que, désormais, il y aurait quatre députés maronites, trois druses, deux grecs orthodoxes, un grec catholique, un musulman sunnite, et un métouali. Enfin, le district du Kesrouân, le centre des Maronites, était dédoublé, de façon à leur donner, dans la haute administration, un *caïmacam* de plus. La partie septentrionale, avec *Djoubbet-Bicharri*, *Zaouyeh* et *Bilad-Batroûn*, était séparée du Kesrouân proprement dit et érigé en un arrondissement distinct. Enfin, on sanctionna les réformes judiciaires de Daoud-Pacha. Les juges de paix étaient définitivement supprimés, et leurs attributions déléguées aux *cheïks* des villages. Leur compétence était restreinte; tandis que le règlement de 1861 leur donnait les affaires jusqu'à concurrence de cinq cents piastres, on décide que, désormais, les affaires au-dessus de deux cents piastres seraient de la compétence des *Médjlis* judiciaires de première instance.

L'influence du gouverneur général sur les tribunaux fut également accrue. Daoud-Pacha avait nommé un commissaire auprès du *Médjlis* supérieur. Les ambassadeurs confirmèrent cette nomination. Le tribunal supérieur devait être présidé par un fonctionnaire nommé *ad hoc* par le gouverneur. Celui-ci pouvait également doubler le nombre des tribunaux de première instance, dans le cas où des nécessités

locales l'exigeraient. Il avait la nomination de tous les juges et n'était plus tenu de consulter les chefs des communautés. La juridiction commerciale était réformée également. Pour les contestations entre des Libanais et des sujets étrangers, une juridiction d'arbitrage était établie. Si les contestations étaient portées quand même devant le tribunal de commerce de Beyrouth, les frais de déplacement devaient être à la charge des parties perdantes. Les puissances ne voulaient pas instituer dans le Liban un tribunal de commerce spécial ; mais, par un moyen détourné, elles espéraient y développer la juridiction d'arbitrage, réglée d'un commun accord par le gouverneur et leurs consuls.

Quant aux impôts, il fut décidé que les *béhaliks*, c'est-à-dire les revenus des domaines impériaux, seraient versés non pas dans le trésor de la Porte, mais dans la caisse du Liban, au crédit de la comptabilité de cette caisse avec le trésor impérial. C'était une victoire de Daoud-Pacha sur les prétentions de la Porte, qui voulait encaisser pour son compte ces revenus des domaines.

Enfin, il fallait régler la question ecclésiastique, qu'on ne pouvait plus éluder, à cause de la puissance des clergés et de ses rivalités avec les autorités civiles. Le droit d'asile fut enlevé formellement aux établissements ecclésiastiques, qui ne pouvaient plus protéger les individus, laïques ou ecclésiastiques, poursuivis par le Ministère public. Mais le clergé ne fut pas soumis à la juridiction civile, sauf le cas où un clerc était en procès ou poursuivi avec un laïque ; alors les tribunaux civils seuls étaient compétents. Toutes les affaires où des membres du clergé séculier ou régulier étaient seuls engagés, restaient soumises à la juridiction ecclésiastique, sauf le cas où l'autorité épiscopale elle-même demanderait le renvoi devant les tribunaux ordinaires.

Cette disposition conférait au clergé un véritable privilège judiciaire. Les Puissances avaient cru devoir faire cette concession à la fois aux chrétiens et aux musulmans, peut-être à tort. En effet, il n'est pas conforme au droit moderne de soustraire une catégorie de citoyens à la juridiction ordinaire, même en matière civile et pénale. Le clergé devenait ainsi un véritable Etat dans l'Etat, une force organisée autonome, en face du pouvoir civil, sur laquelle ce dernier n'avait aucune prise directe. C'était donner l'encouragement le plus sérieux,

une véritable prime au clergé, pour entrer en lutte avec le gouverneur et contrebalancer son action. C'est grâce à cette autonomie judiciaire du clergé que la mainmorte a pu prendre une extension si considérable dans la Montagne, au point qu'elle est devenue un véritable danger économique.

Après s'être inspirés, pour les changements introduits dans le règlement, principalement des avis et des mesures de Daoud-Pacha, les ambassadeurs décidèrent de prolonger les pouvoirs de celui-ci comme gouverneur général du Liban, pour une période de cinq ans, à compter du 9 juin 1864. La Porte avait voulu donner à sa mission la plus courte durée possible, dans l'intérêt de sa suprématie. En effet, si le gouverneur général ne restait que peu de temps dans le pays, il n'y prenait pas racine. Il ne pouvait pas s'y faire une forte situation, au besoin contre le Sultan. La Porte avait la possibilité de le remplacer normalement, au bout d'un laps de temps assez court, s'il n'était pas docile. Elle tenait davantage son sort entre ses mains ; au bout de son gouvernement, elle pouvait lui donner de l'avancement, s'il s'était montré dévoué à son maître, ou l'envoyer en disgrâce ; car il ne faut jamais oublier que le gouverneur général est un fonctionnaire ottoman, ayant rang dans la hiérarchie administrative ottomane, et que le poste de *mutésarrif* du Liban n'est pas le plus élevé en grade, en Turquie, ni le plus honorifique.

Si la Porte tenait à la limitation étroite des fonctions de Daoud, quant à leur durée, la France, au contraire, demandait qu'elles fussent prolongées le plus longtemps possible. Comme elle n'avait pas pu obtenir l'indigénat, elle voulait au moins assurer au Liban un gouverneur qui pendant trois ans s'était montré favorable aux chrétiens et avait su sauvegarder leurs intérêts dans une large mesure. Grâce à ses efforts, Daoud-Pacha fut prolongé dans ses fonctions, non pas pour trois ans, comme il en avait d'abord été question, mais pour cinq ans (1).

Le nouveau règlement fut rédigé en dix-huit articles et signé par Aali-Pacha, et les cinq ambassadeurs, le 6 septembre 1864, de même que le protocole confirmant Daoud dans ses fonctions. Ce règlement est resté en vigueur jusqu'à nos jours, comme le statut du Liban.

(1) Testa, *op. cit.*, t. VI, p. 403 (Protocole du 6 juin 1864. 1^{er} mouharrem 1281).

Histoire politique du Liban de 1864 à nos jours.

Daoud-Pacha, pendant la seconde période de son gouvernement, devait être moins heureux que de 1861 à 1864. Il avait réussi à créer une administration régulière, à éviter la guerre civile ; mais l'ère des périls n'était pas close. Toutes les colères, toutes les rancunes n'avaient pas désarmé. Le Kesrouan était toujours un foyer d'agitation et de mécontentement ; car la nation maronite ne pouvait pas, sous peine de déchéance complète et de lent asservissement, consentir à rester toujours sous le joug d'un gouverneur étranger et tout-puissant, et sous celui des autres communautés religieuses, qui n'étaient en somme qu'une minorité dans la Montagne.

Enfin, Daoud était en but à l'hostilité marquée de la Porte celle-ci, en effet, ne renonçait toujours pas à la destruction de l'autonomie libanaise ; elle supportait avec impatience le contrôle des cinq Puissances et gardait rancune à l'Arménie d'en être le vivant témoignage, d'avoir été imposé par l'Europe au choix du Sultan et d'être l'homme de confiance des ambassadeurs. Elle cherchait à diminuer son autorité dans la Montagne, à lui susciter de nombreuses difficultés pour le forcer à entrer en composition avec elle. Il ne pouvait plus compter sur l'appui des autorités ottomanes en Syrie, qui lui montraient, au contraire, une mauvaise volonté et minaient sa situation.

Pris ainsi entre deux feux, Daoud-Pacha résolut de se rapprocher avant tout de la Porte. Il l'avait tenue en échec pendant trois ans ; mais il ne pouvait pas oublier, en somme, qu'il était fonctionnaire ottoman et qu'avant d'être gouverneur général du Liban, il avait été un des principaux auxiliaires du Divan. Après tout, ses fonctions dans la Montagne n'étaient que temporaires ; si au bout de son quinquennat ses pouvoirs n'étaient pas renouvelés, il lui fallait demander au Sultan un nouveau poste, plus important, si possible, que le gouvernement général du Liban. Daoud ne voulait pas entraver lui-même son avancement dans l'administration ottomane.

Cependant, il sut défendre, parfois encore avec énergie, les intérêts des Libanais. Au mois de juillet 1865, la Porte, sur les instigations de l'Angleterre, voulait proclamer une

amnistie générale en Syrie. C'était annuler toutes les peines prononcées contre les Druses coupables des massacres de 1860 ; c'était surtout le retour de ces Druses dans la Montagne, où ils auraient pu provoquer de nouveaux troubles, et une provocation à l'adresse des Maronites. Alors que les victimes des massacres n'avaient pas reçu encore la totalité des indemnités promises, les coupables obtiendraient déjà le pardon de leurs crimes ! Daoud-Pacha s'opposa résolument à cette iniquité, se rendit à Constantinople et menaça de donner sa démission (1).

Sur les instances de la France, la Porte fit quelques importantes concessions. Les Druses amnistiés ne pouvaient retourner dans la Montagne sans l'autorisation expresse du gouverneur général, qui restait seul juge des conditions auxquelles leur rentrée pourrait s'effectuer. En outre, devant l'insuffisance des ressources du budget libanais, la Porte s'engageait à donner au gouverneur général un subside de trois millions de piastres, à prendre sur le revenu des biens domaniaux et sur celui de la douane de Beyrouth. Les impôts arriérés, datant de l'époque de 1842 à 1860, étaient abandonnés à Daoud, à la condition d'en affecter le produit à des travaux d'utilité publique. Le produit des salines de la côte, dont l'exploitation était gérée depuis l'établissement du monopole du sel en Turquie, devait être remplacé par une subvention équivalente. Enfin, une partie de la Békaa, peuplée surtout de chrétiens, était distraite du vilayet de Damas et adjointe au gouvernement général du Liban, quoique conservant les lois générales de l'Empire. Elle n'était pas incorporée dans la province autonome, mais donnée au gouverneur général et administrée par un sous-préfet nommé par la Porte, sur la présentation de Daoud-Pacha. Cette concession, d'ailleurs, a été renouvelée à tous les gouverneurs généraux du Liban.

Cependant dans le Kesrouân, l'opposition contre Daoud-Pacha devenait de plus en plus forte. Joseph Karam avait pu s'échapper de Smyrne, où il était interné, grâce à la complaisance des Turcs, qui comptaient sur sa présence dans le Liban pour amener de nouveaux troubles. Il retourna à Zgorta, son village natal, fut partout reçu en triomphateur et bientôt rallia autour de lui tous les mécontents, même des Druses.

(1) *Annuaire des Deux-Mondes*, année 1864-1865, p. 613 et suiv.

Joseph Karam, ainsi, que nous avons déjà dit, n'était pas un homme d'Etat remarquable ni même un grand agitateur ; mais c'était un patriote ardent, passionné pour l'indépendance de la Montagne sous l'hégémonie maronite et prêt à verser son sang pour cette sainte cause. Malheureusement il était trop resté homme de parti pour grouper autour de lui toute sa nation. Profondément démocrate, il poursuivait de la même haine farouche les Turcs et la noblesse de son propre pays, les cheiks et les émirs. Le clergé maronite se rangea naturellement de son côté, tâchant de faire de lui, son instrument, par haine du gouvernement laïque de Daoud-Pacha. Celui-ci exigea la soumission formelle de Karam et l'acceptation, par lui, d'une fonction publique, afin qu'il fût placé sous son autorité directe et constante. Karam refusa et resta à Zgorta, sans commettre cependant d'actes répréhensibles. Mais sa seule présence encourageait les démocrates et les nationalistes à résister à Daoud.

L'agitation, dans le Kesrouân, commença bientôt à inquiéter les conseils européens en Syrie. Le consul général de France à Beyrouth, M. Outrey, intervint auprès des évêques maronites, pour leur montrer tous les dangers d'une rébellion. « Le gouvernement français, leur écrivit-il, tient en horreur d'une manière absolue, tous ceux qui cherchent à égarer l'opinion publique en se conduisant d'une manière contraire à l'obéissance due à l'autorité légale du Liban... Il faut que les Libanais sachent que, dans le cas où ils voudraient suivre une conduite contraire à la saine raison et à la droiture, ils ne doivent attendre aucune protection de la part de la France (1).

Ces sages conseils ne furent pas écoutés. Fuad-Pacha, qui poursuivait, comme grand-vizir, la politique cauteleuse qu'il avait inaugurée comme haut commissaire en Syrie, profita des troubles suscités par les partisans de Karam pour intervenir dans la Montagne et restreindre en fait son autonomie.

Il envoya à Daoud Pacha les instructions les plus détaillées et lui ordonna de convoquer les évêques et les notables, de les rendre responsables de l'insoumission de Joseph Karam, et de faire entrer au besoin des troupes turques dans le Kesrouan et le district de Batroun. C'était une violation flagrante des

(1) *Annuaire des Deux-Mondes*, année 1864-1865, p. 611.

règlements de 1861 de 1864. Aussi les ambassadeurs, à Constantinople, protestèrent-ils rigoureusement. Mais Daoud obéit à la Porte. L'entrevue qu'il eut avec les évêques au couvent de Tamisch, le 6 février 1865, n'aboutit pas. Au contraire, l'agitation ne fit qu'augmenter, encouragée par le rappel de M. Outrey, le consul français de Beyrouth. Les Maronites s'imaginèrent, à tort, que le gouvernement français voulait infliger un blâme à M. Outrey, en le déplaçant, à cause de son attitude nettement hostile à leurs menées. Le nouveau consul général de France, à Beyrouth, M. Bernard des Essards, allait avoir la même ligne de conduite que son prédécesseur, conforme d'ailleurs aux instructions de son gouvernement, qui continuait à donner tout son appui moral à Daoud.

Cependant, le clergé maronite, voyant que la France blâmait l'agitation démocratique et nationale, recule devant une insurrection ouverte. Le patriarche maronite eut une entrevue avec Karam et le décida à se soumettre. Karam, se laissant fléchir, écrivit au gouverneur général une lettre, pour lui annoncer sa soumission. Daoud Pacha, de son côté, fit une concession, pour arriver plus facilement à une réconciliation générale, et renonça d'exiger de Karam l'acceptation d'une fonction publique.

Mais la paix ne devait être que d'une courte durée. Un nouveau conflit entre le gouverneur et Karam éclata au commencement de 1866. Daoud voulut faire augmenter encore ses pouvoirs déjà très étendus et resserra, à cet effet, son entente avec la Porte. La milice libanaise, bien exercée cependant et ayant déjà fait ses preuves comme troupe de police, semblait tomber en défaveur. Les troupes régulières turques reparurent dans la Montagne. Karam et ses partisans dans le Kesrouân s'en montrèrent fort indignés. Le patriarche maronite protesta auprès du gouverneur contre cette violation de l'autonomie libanaise, mais sans aucun succès.

Alors le Kesrouân se soulève de nouveau. Les habitants du Nord refusent l'impôt, des bandes armées se reforment. Karam est à la tête de plusieurs centaines de mécontents en armes, décidés à la lutte. Le patriarche offre sa médiation, intervient auprès de Daoud-Pacha, défend les prérogatives de sa nation, échange plusieurs lettres avec le gouverneur. Mais celui-ci prétend ne pas vouloir céder devant l'insurrection. L'occasion lui semble propice de dompter enfin par la force

le Kesrouân et d'éteindre ce foyer ardent de démocratie. Il repousse avec hauteur les offres du patriarche et les garanties pourtant raisonnables et justes qu'il demande pour les chrétiens. Même il fait arrêter brusquement le beau frère de Karam à Gazir. C'est le signal de l'insurrection.

Le 6 janvier 1866, une bande d'insurgés attaque un détachement turc stationné à Gazir, mais est repoussé, après avoir subi quelques pertes. Alors Karam s'entend avec un chef métoûali Soliman-Harfouch, et tous les deux appellent leurs peuplades sous les armes. La révolte cependant est affaiblie, dès l'origine, par l'abstention de la majeure partie de l'ancienne noblesse et par l'hostilité de la France. En effet, M. Drouyn de Lhuys, qui était alors ministre des affaires étrangères à Paris, écrivit à son consul général de Beyrouth que l'appui moral de la France était acquis à Daoud pour la répression de la révolte (1).

La Porte, naturellement, mit immédiatement les troupes ottomanes de Syrie à la disposition de Daoud-Pacha. Un premier engagement eut lieu avec les insurgés, à Benachi. Après trois jours de combat, les 28, 29 et 30 janvier 1866, les Ottomans furent repoussés. Alors Daoud-Pacha agit avec une brutale énergie. 9.000 hommes de troupes ottomanes marchèrent contre les insurgés, plus la gendarmerie libanaise, principalement les détachements druses et musulmans. Dans plusieurs engagements les bandes éparses, surprises par la soudaineté et la vigueur de l'attaque, furent dispersées, heureusement sans grande effusion de sang. Au mois de mars, Edhen, Djouni, Batroun, Hadet furent occupés par les Turcs.

En même temps, Daoud-Pacha engagea Karam de se soumettre avec tous ses partisans et lui promit, en échange, l'impunité complète et de « pleines et fortes assurances pour son honneur, sa personne et ses biens. » Karam refusa et ne voulut pas non plus accepter une résidence qu'on lui offrit en France. Mais bientôt, il se vit abandonné par ses partisans, il dut se réfugier dans les grottes de la haute montagne, traqué comme un fauve par les gendarmes de Daoud Pacha.

Au mois de juin 1866, cependant, il reparut à Ehden et déploya encore une fois l'étendard de la révolte. De nouveaux

(1) *Annuaire des Deux-Mondes*, année 1866-1867, p. 563.

combats eurent lieu, mais l'insurrection resta localisée dans le Nord. Alors le patriarche latin rompit hautement toute solidarité avec les insurgés et même avec le clergé maronite. Celui-ci abandonna Karam, qui fut refoulé une seconde fois dans la haute montagne, dans un dénuement complet. Il y endura des souffrances atroces. Vaincu par la faim, il demanda aux consuls européens qu'on le jugeât conformément aux lois de son pays ou qu'on lui permit au moins de quitter le Liban et l'Empire ottoman.

Les neiges le chassèrent de la haute montagne. Alors l'ambassadeur de France à Constantinople s'entendit avec la Porte pour lui offrir un refuge en Algérie. Il accepta et fut amené par le consul général, M. des Essards, à Beyrouth, au milieu des acclamations enthousiastes de ses compatriotes. Il s'embarqua le 31 janvier 1867, pour ne revenir au Liban qu'après sa mort, dans un cercueil. Les gouverneurs généraux lui avaient tous refusé l'autorisation du retour.

L'insurrection du Kesrouân était vaincue, avant même d'avoir pris de l'extension. Désormais, tous les partis politiques allaient rester dans la légalité. Daoud-Pacha ne rencontrait plus aucune résistance ouverte dans la Montagne. Mais dans l'aventure, son prestige, qui avait été sa principale force, avait sombré. Son impopularité devenait immense ; une hostilité sourde, une défiance générale l'entourait et entravait toute son administration. Il avait regagné la confiance de la Porte, mais avait perdu tout crédit auprès des Libanais. Même ses meilleures intentions étaient suspectes ; ses mesures les plus utiles étaient sourdement contrecarrées. Il perdit son sang-froid, s'aigrit outre mesure, eut des défaillances regrettables, des sévérités exagérées. Tous les partis se liguèrent contre lui, le minèrent par leurs intrigues. Il sentit lui-même qu'il avait toute la population contre lui et qu'il ne pouvait plus faire œuvre utile en Syrie. Son attitude raide et autoritaire envers les Maronites, son hostilité à toute extension légale de leur influence, et la réaction turque qu'il avait déchaînée, avaient suscité contre lui des haines et des rancunes si formidables qu'il ne se sentait plus en sûreté dans le Liban. Alors que la Porte se préoccupait déjà de prolonger à nouveau ses pouvoirs, il abandonna brusquement son poste, donna sa démission et se rendit à Constantinople, avant même d'avoir été autorisé à quitter la Syrie.

La Porte, d'accord avec les puissances, lui donna comme successeur Franco-Nasri-Pacha, le 27 juillet 1868. Le protocole qui le désignait, fut signé également par l'ambassadeur italien à Constantinople. Le nouveau royaume d'Italie fit, par cet acte, son entrée dans le concert européen en Orient. Il obtint les mêmes droits de contrôle sur le Liban que les cinq puissances signataires des actes de 1861 et de 1864.

Franco-Nasri-Pacha, issu d'une famille grecque catholique d'Alep, mourut le 11 février 1873, dans l'exercice de ses hautes fonctions. Rustem-Pacha lui succéda, Italien de naissance, de son vrai nom comte Mariani. Il avait été déjà ambassadeur ottoman en Russie, et à l'expiration de son mandat au Liban, il fut nommé ambassadeur à Londres. Depuis l'émir Béchir le Grand, il a été le gouverneur le plus remarquable que le Liban ait connu ; malgré ses trop nombreux abus d'autorité, son administration a été bienfaisante. Il a remis l'ordre dans les finances par sa stricte économie, et a véritablement préparé le grand essor économique que le Liban a pris depuis trente ans.

Il fut remplacé par Wassa-Pacha, un Albanais latin, qui continua l'œuvre de relèvement de Rustem ; c'est à lui principalement que le Liban doit son magnifique réseau de routes. Il mourut en 1892, avant d'être arrivé au terme de son mandat, et fut remplacé par Naoum-Pacha, beau-fils de Franco-Nasri Pacha, et comme lui originaire d'Alep. A Naoum, qui, en 1906, était sous-secrétaire d'Etat aux affaires étrangères, succéda en 1902, Mouzzafer-Pacha Tschaiïkowsky, aide-de-camp du Sultan et directeur des haras impériaux, nommé pour cinq ans. Il mourut quelques semaines avant l'expiration de son mandat en 1907. A sa place fut choisi Youssouf-Pacha, directeur du cabinet du ministre des affaires étrangères de Turquie, qui avait pris part, en 1899, à la première conférence internationale de la paix, à la Haye. Il est le fils de Franco-Pacha, le deuxième gouverneur du Liban, et le beau-frère de Naoum (1).

Tous les gouverneurs généraux du Liban devaient avoir la

(1) Il a épousé une Française ; trois de ses beaux-frères occupent de hautes fonctions dans la diplomatie française : MM. Albert De-france, ministre plénipotentiaire, Bonnardet et Laroche, secrétaires d'ambassade.

même politique autoritaire que Daoud-Pacha. Aussi l'histoire politique du Liban, depuis 1868, est-elle remplie de leurs démêlés avec le clergé et avec le parti démocratique. Ils s'appuyaient sur le parti conservateur, qui comprenait surtout les nobles, les descendants des anciens seigneurs, hostiles aux réformes libérales et à l'extension des droits populaires, réclamant, au contraire, le maintien de la prépondérance des grands propriétaires et de l'aristocratie. Le parti conservateur fournit aux gouverneurs leurs principaux collaborateurs et partage, en fait, avec eux l'exercice et les bénéfices du pouvoir et de l'administration.

La majorité des Libanais cependant, depuis 1868 a rejoint le parti démocratique, qui réclame non seulement l'indigénat, pour le poste du gouverneur général, mais aussi l'extension des droits des assemblées élues, la liberté d'association et de réunion, la liberté de la presse et même le suffrage universel.

Le clergé forme un troisième parti, qui, jusque dans ces dernières années, a le plus souvent été hostile aux gouverneurs. En effet, les gouverneurs généraux ont tous été hostiles à l'ingérence du patriarche et des évêques dans l'administration. Il y a eu entre eux et les patriarches de nombreux conflits.

Tous les Libanais sont aujourd'hui groupés dans ces partis. La haine entre les Druses et les Maronites a presque complètement disparu. Il n'y a plus qu'une nation libanaise, comme autrefois, désireuse de vivre et de prospérer dans l'autonomie et dans la liberté.

Depuis 1868 donc, trois tendances se heurtent dans le Liban, la tendance autoritaire, représentée par les gouverneurs généraux, la tendance du clergé et la tendance démocratique.

Les gouverneurs généraux, et particulièrement Rustem et Wassa-Pachas, ont souvent eu recours aux moyens violents pour assurer leur prépondérance absolue. Ils sont intervenus abusivement dans les élections des *médjlis*, en exerçant une très forte pression sur les électeurs en faveur de leurs partisans ; ils ont même invalidé arbitrairement les élections de certains de leurs adversaires. Enfin ils ont attenté à l'indépendance des juges dans beaucoup de cas ; ils ont poursuivi arbitrairement devant les tribunaux des adversaires politiques et exigé leur condamnation.

Contre Rustem Pacha, une première fois, en 1877, les Maronites s'adressèrent à la Porte et aussi aux puissances, « garantes du protectorat du Liban », sollicitant leur intervention en vertu des actes internationaux. Leurs plaintes furent réitérées, et finalement les six ambassadeurs des puissances à Constantinople intervinrent. Dans le protocole qui nommait Naoum-Pacha gouverneur général, ils firent insérer une clause qui exigeait la disparition des abus dont se plaignaient les Libanais, notamment de l'ingérence de l'administration dans les élections et dans la justice et l'application stricte du règlement de 1864.

Cependant, de nos jours encore, ces abus subsistent. Plus que jamais, l'intervention des Puissances est nécessaire pour les faire cesser et pour accomplir dans le Liban les réformes libérales indispensables que nous indiquerons dans les chapitres suivants.

Néanmoins, les gouverneurs généraux, et surtout Rustem et Wassa pachas, ont su donner une forte impulsion au développement économique du Liban autonome, en y maintenant l'ordre, en y créant des voies de communication, en y appelant des capitaux étrangers, et des ingénieurs et des commerçants européens.

L'autonomie libanaise, malgré ses imperfections, a donné d'excellents résultats. Elle a permis le relèvement du pays, après les terribles secousses qu'il a traversées de 1834 à 1864, pendant près de trente ans.

« Le meilleur éloge du règlement organique (de 1861), c'est de constater qu'il a assuré au Liban quarante ans de paix et de prospérité, comme la Montagne n'en avait plus connu depuis plusieurs siècles » (1).

L'autonomie libanaise a fait ses preuves. Elle a montré que les peuples de l'Orient sont toujours capables de jouer un rôle brillant dans l'histoire de la civilisation à la condition d'être bien administrés. Aussi la plupart des « nations » chrétiennes et musulmanes de l'Empire ottoman demandent-elles aujourd'hui une autonomie analogue à celle du Liban, parce que seule l'autonomie et une certaine liberté peuvent leur permettre de se relever.

(1) H. Levantin, *Quarante ans d'autonomie au Liban*, p. 29.

Les règlements du Liban de 1861 et de 1864 ont servi de modèle aux gouvernements européens (1). A Samos, à la Crète, une autonomie a été accordée, reposant sur les mêmes principes généraux que celle de la Montagne, c'est-à-dire le gouverneur nommé par la Porte avec l'assentiment du concert européen, une police indigène, la représentation des minorités religieuses ou nationales dans les assemblées élues et les tribunaux, le paiement d'un tribut annuel modique à la Porte. Il est vrai que les puissances ont veillé à l'exacte observation du statut libanais. En 1861 déjà, quelques hommes d'Etats avaient vu toute l'importance de l'œuvre accomplie à Beyrouth par la Commission internationale. M. de Thouvenel, le ministre des affaires étrangères français, déclarait que le Liban servirait d'exemple et de précédent pour l'intervention en Turquie, et M. de Gortchakoff intervint effectivement sans cesse pour exiger de la Porte la réalisation des réformes promises par le Hatti Hamayoun de 1856 (2).

En 1868, la Porte s'abstint de fixer la durée du mandat donné à Franco-Nasri-Pacha, nommé gouverneur général du Liban ; mais les puissances exigèrent que le choix de Franco-Nasri fût soumis à leur ratification et que le terme de ses pouvoirs fut fixé à dix ans. La Porte dut céder et reconnaître une fois de plus le droit de contrôle des puissances, désormais incontestable.

Aucune modification ne peut être faite au règlement du Liban sans le consentement des puissances. Elles ont le droit de les repousser.

En fait, comme en droit, le Liban est donc soustrait à la domination directe de la Porte, et son administration est placée sous le contrôle des puissances.

Il nous reste à examiner dans le détail l'organisation et le fonctionnement de ce régime et les résultats qu'il a eus.

(1) Voir notamment les procès-verbaux des séances du congrès de Berlin de 1878, dans Martens, *Nouveau Recueil général des Traités*, continué par Samwer et Hopf, 2^e série, t. III, p. 270 et suiv. — Voir aussi Engelhardt, *La Turquie et le Tanzimât*, t. IV, p. 170 et suiv.

(2) Testa, *op. cit.*, t. VII, p. 349-366.

(3) Engelhardt, *op. cit.*, t. II, p. 72.

CHAPITRE III

LE LIBAN D'AUJOURD'HUI. — GOUVERNEMENT CENTRAL.

Après avoir exposé la formation du gouvernement général du Liban, il nous reste à en faire le tableau complet, tel qu'il existe et fonctionne aujourd'hui, à montrer son administration centrale, régionale et locale, l'état de la justice et de l'armée.

Le gouvernement et l'administration du Liban sont constitués par un gouverneur général, un *médjlis* ou conseil administratif central, sept *caïmacams* ou gouverneurs des *cazas* (arrondissements ou districts), quarante-sept *moudirs* administrent les *nahiés* ou cantons, des *cheiks* de villages, enfin par un *médjlis* judiciaire central, sorte de Cour d'appel, des tribunaux de première instance et des juges de paix.

Nous allons examiner successivement toutes ces fonctions et leurs attributions.

Le *Mutésarriflik* ou gouvernement du Mont-Liban est administré par un gouverneur assisté d'un *médjlis* (conseil) central. Ce gouverneur chrétien est nommé par la Sublime-Porte et relève d'elle directement ; il ne dépend en aucune façon du *vali* (gouverneur général) de Beyrouth (1).

La Porte n'est pas libre dans son choix ; il faut que les puissances européennes lui donnent leur approbation préalable. La désignation est faite généralement par la conférence des ambassadeurs réunie chez le ministre des affaires étrangères turc, et l'accord préalable des puissances et de la Porte est constaté par un protocole signé par le grand-vizir et par les ambassadeurs et annexé au décret de nomination (2).

(1) Voici ce que dit le règlement de 1864 (article 1^{er}) : « Le Liban sera administré par un gouverneur chrétien nommé par la Sublime-Porte et relevant d'elle directement. »

(2) Voir les protocoles signés pour l'investiture des gouverneurs successifs, Vital Guinet, *op. cit.*, p. 295 et suiv. Le protocole de

La durée des pouvoirs du gouverneur n'est pas déterminée par le règlement de 1864. Pratiquement, elle est fixée par le décret ou firman d'investiture. Depuis 1864, l'usage s'est établi de nommer le gouverneur pour cinq ans ou pour dix ans. Ses fonctions sont renouvelables.

Voici, d'ailleurs, ce qui est dit dans le protocole de 1868 : « Les ambassadeurs soussignés étant également d'accord avec la Sublime Porte pour reconnaître la convenance de ne pas limiter étroitement, ainsi qu'on avait dû le faire dans le passé, pour des circonstances différentes, la durée des pouvoirs du Liban, et, de plus, la Sublime-Porte désirant éviter les interprétations erronées qui, par suite de son silence même, pourraient sur les lieux naître dans les esprits et produire un effet contraire à celui qu'elle s'est proposé. Son Altesse Fuad Pacha a déclaré que la durée du mandat de Franco-Nasri Pacha ne sera pas moindre de dix ans, à dater du jour de sa nomination (1). »

Le firman d'investiture qui nomme Rustem Pacha, n'est pas moins explicite : « Tant que tu travailleras et que tu feras tes efforts pour remplir Mes hautes intentions, Ma bienveillance souveraineté te sera acquise et *renouvelée*. Comme une longue période d'administration ne peut que contribuer à établir la stabilité du gouvernement, sois certain et convaincu, que, tant que tu réussiras à bien administrer le pays selon les règlements en vigueur, tu seras toujours maintenu à ton poste » (2).

Wassa Pacha aussi, a été nommé gouverneur pour dix ans. Naoum-Pacha, au contraire, n'a été investi de ses hautes fonctions que pour cinq ans (3), ainsi que Mouzaffer et Youssef pachas. Mais le mandat de Naoum a été renouvelé pour une nouvelle durée de cinq ans. La Porte a donc réussi de nos jours à restreindre la durée du mandat dont est investi le gouverneur général du Liban, sans cependant qu'une règle définitive ait été établie.

1861 ne dit pas sur quel point doit porter l'accord entre la Porte et les Puissances, mais c'est sans aucun doute sur le choix du gouverneur général et sur la durée de ses pouvoirs, la durée triennale ayant été, en 1861, fixée pour une fois seulement.

(1) Martens, *Nouveau Recueil général des Traités*, t. XVIII, p. 233.

(2) V. Cuinet, *op. cit.*, p. 297.

(3) V. Cuinet, *op. cit.*, p. 293.

Le gouverneur est amovible, ainsi que le constate l'article 1^{er} du règlement de 1864. Il peut être destitué par le Sultan, mais après entente seulement avec les représentants des Puissances, ce qui ressort implicitement des Conventions internationales. En effet, du moment que la nomination du gouverneur ne peut être faite que d'accord avec les Puissances, cet accord est également nécessaire pour la destitution et le choix d'un successeur.

D'ailleurs, tous les protocoles des conférences, pour nommer un nouveau gouverneur mentionnent la vacance et parfois ses causes ; ainsi, pour la nomination de Rustem-Pacha : « Le poste de gouverneur étant devenu vacant par suite du décès de Franco Nasri-Pacha, S. M. I. le Sultan a daigné nommer Rustem-Pacha, ex-ambassadeur à Saint-Pétersbourg en qualité de nouveau gouverneur. Les représentants des puissances signataires du règlement organique du Liban, en date du 9 juin 1861, de celui du 6 septembre 1864 et du protocole du 27 juillet 1868, réunis en Conférence chez le ministre des affaires étrangères de S. M. le Sultan, ont été unanimes pour constater, par le présent protocole, l'accord préalable, qui, à l'occasion de cette nomination, s'est établi entre eux et la Sublime-Porte (1). »

Le Sultan n'est donc pas seul, en fait, le véritable souverain du gouverneur ; celui-ci dépend pratiquement aussi des puissances. Il est délégué à l'administration d'une province autonome par le Sultan et par l'Europe, après entente.

Il relève directement du Sultan, mais celui-ci ne peut pas lui donner les ordres qu'il veut, puisque ses pouvoirs sur le Liban sont limités par des actes internationaux ; il faut qu'il se meuve dans les cadres tracés par le règlement de 1864 et par les protocoles postérieurs. Ses ordres peuvent être critiqués par les ambassadeurs ; sur leurs représentations, il peut même être obligé de les révoquer. Il en ressort que la province du Liban est gouvernée sous la tutelle collective de l'Europe et de la Porte, et que son *Mutésarrif*, pratiquement, relève à la fois de la Porte et de l'Europe.

C'est le protocole de 1861 et la tradition qui ont fixé définitivement la procédure de nomination. Trois mois avant l'ex-

(1) V. Cuinet, *op. cit.*, p. 297. — Voir aussi Martens, *Nouveau Recueil général des Traités*, 2^e série, t. IX, p. 233 et suiv.

piration du *Mutésarrif* en fonction, les ambassadeurs des puissances sont avertis, pour qu'ils s'entendent sur le choix d'un candidat à présenter à l'approbation du Sultan (1).

Les règlements de 1861 et de 1864 n'ont pas prévu le cas où l'entente ne se réaliserait pas entre les ambassadeurs, ou entre eux et la Porte. La tradition est intervenue sur ce point également. Une première fois, en 1883, comme la désignation définitive d'un successeur à Rustem-Pacha menaçait d'être retardée après l'expiration des pouvoirs de Rustem, la Porte avisa ce dernier de ne pas quitter son poste avant l'arrivée d'un nouveau gouverneur. En 1892, enfin, après la mort inattendue de Wassa-Pacha, la Porte confia les pouvoirs du gouverneur au président du médjlis central du Liban (2).

La Porte a ainsi deux moyens d'organiser le pouvoir intérimaire : le premier, c'est de prolonger provisoirement les pouvoirs du gouverneur sortant, jusqu'à la désignation et à l'arrivée de son successeur ; le second, c'est de donner l'intérim au conseil administratif. Les deux moyens ayant été implicitement approuvés par les puissances, ont acquis, pour ainsi dire, force de loi, en tant qu'usages consacrés par des précédents.

Le gouverneur, à l'expiration de ses pouvoirs, peut être nommé une seconde fois, ainsi qu'il ressort des procès-verbaux des conférences internationales de 1861 et 1864 (3). Seulement, dans la pratique, aucun d'eux n'a été maintenu au delà de dix ans. Rustem-Pacha a été remplacé au bout de sa période décennale, bien qu'il fût encore vigoureux (4). Le quinquennat de Naoum-Pacha a été renouvelé en 1897, mais

(1) Voir le protocole adopté par la Sublime-Porte et les représentants des cinq puissances, le 9 juin 1861 : « Trois mois avant l'expiration de son mandat, la Sublime-Porte, avant d'aviser, provoquera une nouvelle entente avec les représentants des grandes puissances. »

(2) V. Cuinet, *op. cit.*, p. 289. — Dernièrement aussi au mois de juillet 1907, à la mort du gouverneur général Mouzaffer-Pacha, la Sublime Porte usa du même procédé en confiant la direction des affaires au président du *Médjlis* administratif.

(3) Testa, *op. cit.*, t. VI, p. 406.

(4) Le protocole qui désigna Wassa-Pacha comme gouverneur général mentionne simplement que le poste est vacant « par suite de l'expiration des pouvoirs de Rustem-Pacha » (V. Cuinet, p. 297. et 298).

à l'expiration du deuxième mandat, on ne lui en a pas conféré un troisième. Ces précédents semblent donc indiquer que, dans la pratique, la durée des fonctions de gouverneur reste donc limitée à dix ans. La raison en est évidente : elle est dans la méfiance de la Porte envers les chrétiens. Un gouverneur général maintenu à son poste pendant très longtemps prendrait trop profondément racine dans le pays. Il serait, en quelque sorte, « assimilé » ; sa famille serait absorbée par les chrétiens ; lui-même, sous l'influence du milieu, arriverait à adopter en toutes choses les idées et le point de vue des Libanais ; il pourrait même se créer une forte clientèle personnelle dans un but égoïste, et tenter à constituer dans le Liban une sorte de principauté autonome et chrétienne pour sa famille. Or, la Porte ne veut à aucun prix avoir en Syrie une seconde Bulgarie ; elle redoute trop ses gouverneurs chrétiens pour les laisser très longtemps en fonctions et elle s'efforcera toujours de remplacer le *Mutésarrif* du Liban au bout de son deuxième quinquennat.

D'après l'article 1^{er} du règlement de 1861 et 1864, le gouverneur du Mont-Liban doit être « chrétien » ; mais il n'est pas spécifié à quelle confession et à quelle communauté il doit appartenir ; il n'est pas spécifié non plus qu'il ne peut pas être choisi dans les communautés chrétiennes représentées au Liban. Les Maronites ne sont donc pas légalement exclus de la fonction de gouverneur. Seulement, la Porte et l'Angleterre sont restées hostiles à l'indigénat comme en 1861. Les candidatures maronites et grecques ont jusqu'à présent toujours été écartées. Dans la pratique, on est arrivé à une sorte de compromis. Les gouverneurs sont choisis en dehors des familles libanaises et en dehors des communautés maronites ; mais ils sont catholiques, donc de la même religion que la grande majorité de leurs administrés. Ils sont ou Latins ou Arméniens catholiques et non pas Grecs, parce que les Maronites se sentent plus rapprochés des Latins que de toutes les autres communautés ou nations chrétiennes. Cette coutume semble également avoir obtenu force de loi.

Le gouverneur général du Liban a les mêmes pouvoirs qu'un *vali* ou gouverneur général d'une province turque ou *vilayet* ; comme le vali il est préposé à la tête d'une circons-

cription territoriale d'une grande province, mais il n'a pas le titre de vali, mais simplement celui de *Mutésarrif* (gouverneur d'un *sandjak* ou subdivision d'un vilayet). A l'encontre des *Mutésarrifs* ordinaires, il ne dépend d'aucun vali, ainsi que nous l'avons déjà dit. D'après les conventions arrêtées en 1861 et maintenues en 1864, il devait avoir le titre de pacha et le grade de *Muschir* ou maréchal, parce qu'il avait également des pouvoirs militaires (1). Tandis que les valis et les *Mutésarrifs* des autres provinces turques n'ont, depuis les grandes réformes administratives du Tanzimat, que le pouvoir civil, le gouverneur du Liban a également des attributions militaires. Il est le chef suprême des forces militaires libanaises. Il peut requérir auprès des autorités militaires de la Syrie, c'est-à-dire auprès du *Muschir* commandant le 5^e corps d'armée, à Damas, l'assistance des troupes régulières ottomanes. « L'officier qui commandera ces troupes en personne devra se concerter pour les mesures à prendre avec le gouverneur de la Montagne, et tout en conservant son droit d'initiative et d'appréciation pour toutes les questions purement militaires, telles que la question de stratégie et de discipline, il sera subordonné au gouverneur de la Montagne durant le temps de son séjour dans le Liban et agira sous la responsabilité de ce dernier » (2).

C'est pour marquer ce caractère de chef militaire du *Mutésarrif*, sans doute, et pour imposer aux officiers ottomans le respect de ses ordres que les puissances ont exigé pour lui le grade de *Muschir*. Il fut effectivement conféré au premier gouverneur, Daoud-Pacha. Mais en 1883, dans le firman d'investiture de Wassa-Pacha, la Porte évita de conférer le grade de *Muschir* au nouveau gouverneur et lui accorda le titre de vizir, très rarement accordé à un chrétien (3). Elle ne voulut évidemment pas donner, avec le plus haut grade militaire, une autorité légale et ordinaire quelconque dans son armée au gouverneur chrétien d'une province autonome, imposé à elle et contrôlé par l'Europe. Les puissances, bien qu'elles n'eussent pas été consultées sur cette modification,

(1) Voir le protocole adopté par la Sublime-Porte et les représentants des cinq Puissances (V. Cuinet, *op. cit.*, p. 288).

(2) Article 13 du règlement de 1864.

(3) Martens, *Nouveau recueil général des Traités*, 2^e série, t. IX, p. 234.

ne s'y sont pas encore opposées. Au fond, elle n'a pas grande importance. Les forces militaires du Liban même sont de toute façon subordonnées aux *Mutésarrifs*, qu'ils soient ou non *Muschirs*, car elles sont essentiellement un corps de police, aux termes mêmes des règlements organiques, et comme telles elles sont placées sous les ordres et à la disposition du fonctionnaire chargé de la police, c'est-à-dire, dans le Liban, du *Mutésarrif*. Quant aux troupes ottomanes que ce dernier peut requérir dans les circonstances exceptionnelles, elles sont, par le droit de réquisition même, mises à la disposition de l'autorité civile qui les demande, et, par conséquent, placées sous ses ordres. Dans le cas spécial du Liban, la subordination des officiers commandant les troupes réquisitionnées est, en plus, déterminée encore par les règlements organiques de la province. Le *Mutésarrif* n'a donc pas absolument besoin d'un grade militaire pour obtenir le respect des troupes ottomanes, car tout manque de respect, tout acte de désobéissance caractérisé constituerait une violation flagrante des règlements du Liban et des conventions internationales.

Les appointements du gouverneur général sont de deux cent-quarante mille piastres par an, plus quarante-huit mille piastres pour frais de représentation. Les règlements de 1861 et 1864 fixaient les appointements et les indemnités de représentation à 4.200 livres par an. Mais Rustem-Pacha, en même temps qu'il réduisit tous les traitements des fonctionnaires diminua également celui du gouverneur général au taux indiqué.

Auprès du gouverneur général, fonctionnent un certain nombre de services administratifs, pour l'aider dans sa tâche. Ce sont : 1° Une direction des affaires étrangères et un bureau des traductions ; 2° trois secrétariats ; le premier est chargé de la correspondance turque, le deuxième de la correspondance arabe, et le troisième de la correspondance étrangère ; 3° une direction de la comptabilité ; 4° une direction des archives ; 5° une direction des Postes et Télégraphes. De ces diverses directions relèvent tous les bureaux et services secondaires qu'elles comportent respectivement, tels que ceux concernant les recettes et les dépenses, perceptions, enregistrements divers, travaux publics, etc.

Les deux chefs-lieux du Liban, où réside l'administration centrale sont : Béit-ed-Dîn et Baabda. Béit-ed-Dîn ou Btéddin

est la résidence d'été du *Mutésarrif* et le siège officiel du gouvernement (1). Les appartements et le bureau de l'administration centrale sont installés dans l'ancien palais de l'émir Béchir le Grand, brillamment restauré par Wassa-Pacha. Les tribunaux et le conseil administratif central du Liban y siègent également pendant les mois de l'été. Un service télégraphique relie le palais avec les principaux centres du pays et avec Beyrouth et Damas (2). Un détachement de 150 gendarmes à pied et à cheval constitue la garde du gouverneur. En hiver, les bureaux du gouvernement sont transférés à Baabda, village située à 9 kilomètres sud de Beyrouth. Ils sont installés dans un palais construit par Rustem et par Wassa. Mais à cause de l'insalubrité du climat les bureaux seuls sont à Baabda avec la plus grande partie des cent cinquante gendarmes. Le gouverneur lui-même réside habituellement avec sa famille à Beyrouth, dans une habitation de son choix, dont le loyer est payé par l'administration libanaise.

Quelles sont les attributions du gouverneur général ? « Ce fonctionnaire amovible, dit le règlement de 1864, sera investi de toutes les attributions du pouvoir exécutif, veillera au maintien de l'ordre et de la sécurité publique, dans toute l'étendue de la Montagne, percevra les impôts et nommera sous sa responsabilité, en vertu du pouvoir qu'il recevra de Sa Majesté Impériale le Sultan, les agents administratifs ; il instituera les juges, convoquera et présidera le *médjlis* administratif central, et procurera l'exécution de toutes les sentences légalement rendues par les tribunaux, sauf les rescissions prévues par l'article 8. »

Le gouverneur général a donc des pouvoirs très étendus. Il représente à lui seul tout le pouvoir exécutif. Tant au point de vue administratif qu'au point de vue judiciaire, il a une autorité absolue. C'est un véritable vice-roi, dans toute l'étendue de son gouvernement. Il n'a même pas à prendre l'avis de la Porte pour nommer à un emploi supérieur, comme à celui de *caïmacam* ou sous-gouverneur. Il nomme à ces fonctions en vertu d'un pouvoir une fois à lui conféré par le firman d'investiture. Ses pouvoirs sont beaucoup plus étendus.

(1) Voir Vital Cuinet, *op. cit.*, p. 235 et suiv.

(2) Une bonne route carrossable mène à Beyrouth.

pus que ceux des *valis* ou gouverneurs généraux d'un vilayet turc, car ceux-ci ne nomment pas aux emplois supérieurs ; ils n'interviennent ni dans la perception des impôts, ni dans l'institution des juges, ni dans le fonctionnement de la justice. Ils sont révocables à volonté, et restent rarement plus de deux ans en fonctions. Tandis que la réforme administrative en Turquie a consisté principalement dans le partage des pouvoirs, dans le Liban, la Conférence internationale a concentré tous les pouvoirs dans la main du gouverneur général. Elle l'a rendu maître de l'administration financière, de la police, de la justice, de la petite armée libanaise. La stabilité et la durée de son mandat augmentent encore sa force ; car il ne peut être révoqué que par un jugement et avec le consentement des puissances, ce qui rend pratiquement son rappel impossible, à moins qu'il ait commis lui-même des méfaits graves ou qu'il ait soulevé contre lui un mécontentement formidable, dangereux pour la paix publique.

Il est libre dans le choix de ses fonctionnaires. L'article 2 du règlement lui prescrit simplement de choisir les *caïmacams*, ou chefs administratifs des arrondissements, dans le rite dominant, soit par « le chiffre de la population, » soit par l'importance de ses propriétés ». C'est dire qu'il peut nommer *caïmacam* qui bon lui semble parmi les habitants du district, pourvu qu'il le choisisse parmi les membres de la communauté la plus importante. Il nomme également les agents administratifs du canton ; le droit de présentation des *caïmacam* est illusoire. Il nomme et révoque tous les juges sans exception. Aucune règle ne limite ses choix, si ce n'est qu'il doit prendre les juges du *médjlis* judiciaire supérieur dans les six communautés, de façon que chacune d'elles y ait un représentant. Aucune règle, aucune condition légale n'existe sur la nomination des fonctionnaires ni sur leur révocation. Le *Mutésarrif* les nomme et les révoque comme il veut. Il n'y a aucun statut des fonctionnaires leur donnant des garanties quelconques. Le gouverneur général est donc le maître absolu de l'administration. Il a sur ses agents et sur les juges un pouvoir presque discrétionnaire.

Il est vrai que les règlements de 1861 et de 1864 ont prévu les dangers de ce pouvoir énorme, écrasant, concentré dans les mains d'un seul homme. Aussi, dans le but de limiter l'autorité du gouverneur, on a placé auprès de lui un conseil,

une sorte de Parlement élu, le *médjlis* administratif central, chargé « de répartir l'impôt, de contrôler la gestion des revenus et des dépenses et donner son *avis consultatif sur toutes les questions qui lui seront posées par le gouverneur* » (1). On a voulu prévenir, par l'institution de ce conseil, les dangers du pouvoir absolu, conféré à une seule personne, et, pour cela, on lui a donné surtout l'autorité financière. C'est le *médjlis* administratif qui répartit l'impôt fixé par les règlements, ce qui est l'acte administratif le plus délicat, dans le Liban, à cause de l'hostilité des Montagnards contre toute contribution forcée, et des nombreuses vexations auxquelles la levée de l'impôt a de tout temps fourni l'occasion en Orient. Le *médjlis* contrôle la gestion financière du gouverneur. Pour employer une expression familière, s'il ne tient pas les cordons de la bourse, il les surveille au moins. Le gouverneur ne peut pas, par la levée de l'impôt, exercer une contrainte quelconque sur les habitants, favoriser les uns, frapper les autres ; il ne peut pas trafiquer de ce pouvoir, redoutable en Orient, de fixer la quote-part de chaque contribuable, de dégrever les uns et « d'écorcher » les autres. Il n'est pas libre d'établir seul son budget sans aucun contrôle. Par le seul fait que le *médjlis* doit surveiller la gestion financière, l'usage s'est établi qu'il y prend une part active, qu'il vote le budget annuel. Si un gouverneur général a une gestion financière mauvaise, s'il abuse de son pouvoir pour s'enrichir par des moyens illicites ou pour gaspiller l'argent du trésor d'une façon inadmissible, le *médjlis* administratif a évidemment le droit et le devoir d'intervenir. Aucun article du règlement ne fixe la procédure dans ce cas ; mais il est évident que si le *médjlis* veut introduire une plainte contre la gestion financière du gouverneur, il devra en saisir la Porte officiellement, et ensuite il devra aussi avertir, au moins officieusement, les représentants des puissances. Il provoquera ainsi une enquête et pourra obtenir une mise en jugement du gouverneur et, dans la suite, sa destitution. C'est, en somme, un pouvoir assez redoutable que celui du *médjlis* administratif central, d'autant plus qu'il ne siège pas d'une façon intermittente, mais qu'il est en permanence auprès du gouverneur, en hiver à Baabda, en été à Béit-ed-Din. Même ses attributions ne se

(1) Article 2 des règlements de 1861 et de 1864.

bornent pas au contrôle financier ; il doit éclairer le gouverneur et porter à sa connaissance les vœux et les besoins des populations. Il peut témoigner son opposition à certaines mesures, demander le rappel d'une loi ou d'un décret, l'établissement d'autres lois et mesures, protester contre certains services administratifs. Théoriquement, le gouverneur n'est tenu à le consulter que pour la répartition de l'impôt et la gestion financière ; son consentement pour tous les actes n'est que facultatif ; mais, dans la pratique, le gouverneur ne peut écarter la collaboration et les avis de ce conseil permanent, de cette représentation élue, en somme, de populations très fortes et vigoureuses, dont l'esprit d'indépendance a, depuis leurs origines, repoussé toute domination étrangère.

Théoriquement donc, le *médjlis* administratif central peut servir de frein au gouverneur, de contrepoids à l'arbitraire et aux abus possibles d'un pouvoir exécutif très fortement constitué. Cependant, dans la pratique, il n'en a pas été ainsi. Il n'y a jamais eu de conflit sérieux entre le gouverneur et le conseil. Rarement un projet gouvernemental a été repoussé par le conseil, depuis le départ de Daoud Pacha et la pacification complète de la Montagne. Le conseil est devenu un instrument docile entre les mains du gouverneur. La raison en est dans l'organisation et la composition même du conseil.

Voici ce que fixe le règlement de 1864, par son article 2 : « Il y aura, pour toute la Montagne, un *médjlis* administratif central, composé de 12 membres délégués par les *mudirats* et répartis entre les différents *mudirats* dans la proportion suivante : 1^o et 2^o les deux *mudirats* du Kesrouan délégueront chacun un Maronite ; 3^o le *mudirat* du Djezzin, un Maronite, un Druse et un musulman ; 4^o le *mudirat* de Métin, un Maronite, un Grec orthodoxe, un Druse et un Métouali ; 5^o le Chouf, un Druse ; 6^o le Kourah, un Grec orthodoxe ; 7^o Zahleh, un Grec catholique. »

L'article 10 détermine le mode de nomination de ces députés :... « Les membres du *médjlis* administratif sont élus dans les arrondissements par les cheiks de village. Les cheiks de village sont choisis par la population de chaque village. Le personnel du *médjlis* administratif sera renouvelé par tiers tous les deux ans, et les membres sortants pourront être réélus. » Pour être éligible il faut être domicilié dans la

circonscription qu'on représente au *médjlis* administratif. Celui-ci se compose de quatre Maronites, trois Druses, deux Grecs orthodoxes, un Grec catholique ou uni, un musulman et un Métouali.

Cette répartition avait pour but nettement avoué en 1861, de favoriser spécialement les minorités.(1). On ne voulait pas livrer les Druses, les Métoualis, les musulmans à une majorité chrétienne, ni surtout aux Maronites. Ainsi que nous l'avons déjà vu, c'est sur la proposition de l'Angleterre, protectrice des Druses, qu'elle a été adoptée. Seulement cette répartition contient un vice initial. Il perpétue dans le sein du petit Parlement libanais les rivalités de race et les luttes religieuses. Il n'est pas possible, avec ce système, que des partis se constituent sur des programmes politiques et économiques autres que ceux qui tiennent compte des questions de race et de religion. Il maintient la division du peuple libanais en communautés religieuses rivales, et lui donne même une consécration officielle. Une fusion ou même un rapprochement sérieux entre les divers éléments nationaux et religieux est ainsi rendue très difficile, sinon impossible. Au lieu de placer à la base de la vie politique des questions d'ordre purement économique et politique, il introduit partout la religion et la race.

Sous prétexte d'accorder la représentation aux minorités, on a empêché la formation d'une majorité au Parlement. L'élément chrétien, il est vrai, a une majorité d'une voix ; mais il faut pour cela que tous les députés chrétiens s'entendent entre eux. Il faut qu'entre les quatre Maronites, il n'y ait aucune division sérieuse sur les problèmes d'ordre économique ou politique. Il faut qu'ils soient d'accord sur la répartition de l'impôt, sur la gestion financière, sur les travaux publics à exécuter. Il faut ensuite que l'entente existe entre les Maronites, les Grecs unis et les Grecs orthodoxes. Or, cette entente est très difficile à réaliser.

Il y a des luttes ardentes entre les partis politiques. La révolution populaire de 1858 a laissé des traces profondes. La féodalité a été abolie. Les règlements de 1861 et 1864 proclament l'égalité civile et politique de tous les Libanais. La noblesse a perdu ses privilèges et la prépondérance légale. Mais

(1) Testa, *op. cit.*, t. VI, p. 400. Dépêche (extrait) de sir H. Bulwer à lord Russell en date de Constantinople, le 12 juin 1861 (3 zilhidjé 1277), p. 398 et suiv.

elle détient toujours la plus grande partie de la richesse foncière. Les anciennes familles seigneuriales ont conservé une très réelle influence ; elles aspirent toujours à la direction du pays ; elles veulent obtenir pour leurs membres les hautes fonctions administratives et les sièges attribués à leur nation dans le *médjlis* central.

Entre les familles même, les vieilles rivalités subsistent, apaisées, il est vrai, par le temps et par l'adoucissement général des mœurs. Il y a toujours des « clans » dans la Montagne. L'ancienne noblesse tient d'autant plus à dominer, dans le *médjlis* central, que ce dernier est chargé de la répartition de l'impôt et du contrôle de l'administration. Elle veut empêcher, en y pénétrant, ses adversaires, à lui imposer, à elle, la plus forte part des charges publiques, et à se servir de l'impôt pour atteindre et frapper la grande propriété. Elle veut exercer aussi son action sur la justice, pour qu'elle ne devienne pas une arme du gouverneur ou de ses adversaires contre elle. Ayant perdu ses privilèges, elle veut reconquérir la prépondérance en obtenant les mandats au conseil central ou autres emplois publics.

En face de la noblesse, le parti populaire qui s'est constitué pendant la grande révolution libanaise n'a pas disparu. Il y a toujours des éléments démocratiques parmi les *fellahs*, les paysans surtout, dont quelques-uns continuent à réclamer le morcellement des terres et le droit de pleine propriété pour ceux qui les cultivent. Le parti populaire aussi veut conquérir une grande influence politique par des représentants au conseil central, naturellement pour faire prédominer la défense des intérêts du paysan, de l'artisan, du petit propriétaire et pour se servir de la répartition de l'impôt, du contrôle du pouvoir exécutif et de la justice pour diminuer l'influence de la noblesse.

Enfin, le clergé continue également à jouer un rôle politique ; car il prétend toujours à la direction de la nation, et il aspire aussi à des privilèges et à des bénéfices d'un ordre plus matériel.

Il se peut, par conséquent, que les quatre députés Maronites au conseil central appartiennent à des partis différents, dont les programmes politiques et économiques sont opposés. Il se peut qu'il y ait des divisions dans la députation druse et entre les deux députés grecs orthodoxes. Alors la majorité

chrétienne, composée des Maronites et des trois représentants des communautés grecques, devient précaire, à la suite de querelles religieuses, ethnographiques ou politiques, qui sévissent dans ses propres rangs et qui la paralysent. La répartition même des mandats rend impossible la constitution d'une majorité homogène, capable d'agir.

En dehors de ce vice initial, la constitution du *médjlis* central en a un autre, résultant de l'évolution des populations libanaises. Le grand essor des chrétiens, et particulièrement des Maronites, l'émigration des Druses, des Métoualis et des Musulmans ont modifié complètement, depuis 1861 et 1864, l'ethnographie du Liban. Au moment de l'élaboration du règlement organique la répartition des mandats électoraux était plus juste qu'aujourd'hui, plus conforme à la répartition des populations. Elle assurait, dans une certaine mesure au moins, à chaque communauté, une représentation proportionnée à sa force réelle. Il n'en est plus ainsi aujourd'hui. De nos jours, 50.000 Druses ont droit à trois députés, tandis que 350.000 Maronites n'en ont que quatre, et 54.000 Grecs orthodoxes, deux. Les 15.000 Métoualis ont un député, tout comme les 35.000 Grecs unis, et les 12.000 musulmans.

Quand on examine la répartition des populations séparément dans chaque district, l'iniquité paraît encore plus grande. Le Chouf est peuplé par 40.000 Druses environ, 35.000 Maronites, moins d'un millier de Métoualis, 8.000 musulmans sunnites, 7.500 Grecs unis, 9.000 Grecs orthodoxes et 600 protestants, soit un total de 95 000 à 96.000 habitants. 40.000 Druses seulement sont représentés dans le *médjlis* central ; pas même les 35.000 Maronites ne peuvent élire un des leurs comme député. Ils sont obligés de choisir un Druse.

Le district de Djezzîn a 25.000 habitants environ, dont 15.300 Maronites, 436 Grecs orthodoxes, 2.900 Métoualis, 300 Musulmans sunnites, 64 Druses, plus de 6.000 Grecs unis ; il a un député maronite, un druse, un musulman. Tandis que 64 Druses sont représentés au conseil, de même que 300 Musulmans, plus de 6.000 Grecs unis n'ont pas un seul député de leur communauté. Le Djezzîn, avec ses 25.000 habitants a trois députés, le Chouf qui a près de 100 000 habitants n'en a qu'un seul. Dans le Meten, 70.000 Maronites ont un seul représentant, tout comme 9.000 Druses, 1 500 Métoualis et 18.000 Grecs orthodoxes ont droit à un député de leur

communauté, tandis que 7.000 Grecs unis ne sont représentés par aucun des leurs au conseil central. Les 18.000 Syriens orthodoxes du Kourah sont représentés par un député, mais les 10.000 Maronites et les 4 000 Musulmans ne le sont pas. A Zahlé, un tiers de la population, les Maronites et les Grecs orthodoxes, est sacrifié aux Grecs catholiques ou unis. Enfin, les deux districts chrétiens du Kesrouan, avec 145 000 Maronites environ, sur une population totale de 195.000 âmes, n'ont ensemble que deux députés maronites. 7.000 Grecs orthodoxes et 10.000 Métoualis sont exclus de la représentation.

Ce seul aperçu démontre l'iniquité de tous les systèmes d'élection créés en 1861 et 1864. Dans le Chouf, les électeurs chrétiens au second degré, qui représentent la moitié de la population totale, sont obligés de choisir comme député un Druse. Dans le Djezzîn, 15.300 chrétiens sont contraints de choisir deux représentants parmi les 64 Druses et les 300 Musulmans qui y sont domiciliés.

Toute la vie politique est comprimée par ce système stupide. Elle ne peut se développer normalement. Des électeurs sont contraints par la loi de choisir leurs mandataires dans une minorité, souvent infime dans la région. D'une part, donc, en organisant la représentation parlementaire par communautés confessionnelles, le règlement du Liban tend à perpétuer les querelles de religion et les transporte dans le domaine administratif; de l'autre, il force les groupements religieux dans le district à choisir souvent leurs mandataires dans les groupements adverses. Une pareille organisation ne peut engendrer que l'impuissance et l'anarchie.

Enfin une dernière injustice signale ce singulier régime électoral : chaque village a droit à une voix, quelles que soient sa grandeur et son importance économique. La ville de Ghasir ne délègue que son cheik au corps électoral du Kesrouan, tout comme un hameau de la haute vallée du Nahr-Ibrahim, de 200 habitants à peine. Les villes et les grandes communes, les centres les plus importants de l'activité économique n'ont donc pas, dans le corps électoral, une représentation proportionnée au nombre de leurs habitants et à leur valeur réelle. Ce sont les représentants des petits villages et des hameaux qui l'emportent, qui forment la grande majorité du corps électoral. La population des centres les plus importants est ainsi lésée en faveur de celle des petits

villages, et comme la vie est plus intense, plus active dans ces centres, comme la population urbaine, la population des gros bourgs est en général plus riche, plus active, plus intelligente, plus avancée, plus civilisée que celle des petits villages et des hameaux de la haute Montagne et des régions plus reculées, c'est la partie la plus importante économiquement et intellectuellement des Libanais qui est lésée, c'est la partie la plus pauvre et la plus ignare qui est favorisée.

Dans la pratique, ce régime électoral stupide et inique n'a servi qu'à fortifier encore le pouvoir immense du gouverneur général, au lieu de lui servir de contrepoids. Légalement même, le gouverneur peut exercer une influence énorme dans le conseil central. Il en est le président de droit, il en dirige les débats. Dans toutes les assemblées, l'autorité du président est très grande ; s'il connaît son métier, s'il a du prestige, du talent et de la présence d'esprit, il peut maîtriser et dominer l'assemblée, prolonger ou écourter les débats, déterminer l'ordre du jour, faire procéder aux votes comme il veut ; il peut favoriser ses partisans, museler, en quelque sorte, ses adversaires, arrêter l'obstruction. Aussi, dans tous les Parlements, le gouvernement tient-il à avoir un président pris dans sa majorité. Dans le *médjlis* central du Liban, l'influence du président est encore bien plus grande, car il est en même temps le chef tout puissant du pouvoir exécutif. En dehors des questions budgétaires, il n'est même pas tenu de consulter le *médjlis*, et n'est pas lié par ses avis. Il n'est obligé de lui soumettre que le budget et la répartition de l'impôt ; sur toutes les autres questions, il peut demander son opinion, quand il lui plaît, et dans la forme qu'il entend. Il est donc maître de l'ordre du jour de l'assemblée ; il peut diriger le débat comme il veut. Chaque fois qu'il ne peut assister à une séance, il se fait suppléer par un vice-président ou *vékil*, qu'il choisit lui-même à son gré, en dehors du Parlement. On comprend qu'il a soin de le choisir parmi ses partisans les plus sûrs et les plus habiles. L'usage ne lui fixe qu'une règle : c'est de le prendre parmi les Maronites ; l'assemblée est donc toujours soumise à la direction du gouverneur. Celui-ci peut d'autant plus facilement la manier, qu'elle n'a pas de majorité certaine et stable. Il se constitue lui-même une majorité selon ses besoins. Dans son état de morcellement, n'ayant aucune

cohésion, le *médjlis* est impuissant contre le gouverneur président.

Enfin, le gouverneur général a un moyen souverain pour obtenir un conseil docile. C'est la pression administrative. Les députés sont nommés par les cheiks des villages. Or, ces derniers sont entre les mains de l'administration centrale. Le règlement prescrit qu'ils doivent être choisis par les habitants et nommés par le gouverneur (1). Mais l'usage a prévalu d'abandonner à l'administration le choix des conseillers municipaux, parmi lesquels le gouvernement général choisit le président. La conséquence de ce fait est que les électeurs des membres du *médjlis* central sont en réalité nommés par le gouverneur général. On conçoit que celui-ci ne les choisit pas parmi ses adversaires les plus décidés. La candidature officielle fleurit au Liban. Sur les cheiks électeurs, la pression administrative est très grande. La lutte est généralement très vive pour les élections des députés au conseil. C'est une affaire aussi importante que les élections parlementaires en Europe, pour les Libanais, dont toute la vie politique n'a que cette occasion de se manifester. Toute la nation s'y intéresse ; toutes les classes sociales y prennent part, la noblesse, le clergé, le peuple ; mais leur influence ne peut prévaloir contre celle de l'administration, qui sait user de tous les moyens pour obtenir un résultat favorable. Les électeurs hostiles sont éloignés des urnes, parfois même par la violence ; les bulletins de vote truqués ouvertement. Un soir d'élection, l'urne électorale, gardée cependant par toute la gendarmerie du district, a disparu mystérieusement avec tous les bulletins de vote.

Le *médjlis* administratif central, au lieu d'être une assemblée de contrôle, un contrepoids aux pouvoirs très étendus du gouverneur général, est, au contraire, devenu l'instrument de sa toute-puissance absolue. Par lui, il exerce réellement le pouvoir législatif. Il peut faire et défaire la majorité ; il lui impose le vote des mesures et des lois qu'il veut. Le contrôle financier du *médjlis* n'existe pas en fait. Les gouverneurs ont pris l'habitude de ne plus respecter les attributions d'une assemblée à leur dévotion. Ils sont devenus de véritables despotes, au sens historique du mot, réunissant dans leurs mains

(1) Article 4 du règlement de 1864.

tous les pouvoirs. Il leur a été facile de se rendre les maîtres absolus de l'administration judiciaire, car ils peuvent donner la fonction de juge à qui bon leur semble, aucune garantie légale n'étant exigée. Ils nomment, révoquent, déplacent les juges, modifient la composition des tribunaux selon leur bon plaisir.

Les puissances ont reconnu ces abus de pouvoir, et ont essayé d'y remédier, en exigeant du nouveau gouverneur général Naoum-Pacha l'application stricte de toutes les dispositions du règlement de 1864, dans le protocole du 15 août 1892 (1), ainsi que nous avons déjà vu.

Cependant, aucune réforme sérieuse n'est possible, tant que subsiste le règlement de 1864. Il est nécessaire, avant tout, de fixer dans la constitution même du Liban les conditions dans lesquelles tous les fonctionnaires et les juges sont nommés et révoqués par le gouverneur général. Il faut limiter l'arbitraire de ce dernier dans le choix des *cheiks* des villages, des *moudirs*, des *caïmacams* et des juges. Il faut exiger des fonctionnaires et des juges certaines conditions de capacité intellectuelle et morale, établir des règles fixes pour leur avancement, surtout il faut faire du *médjlis* administratif une véritable assemblée élue, un Parlement indépendant du gouverneur, pourvu de moyens d'action propre. Tout y est défectueux actuellement. Ses attributions sont mal définies ; le régime électoral est déplorable. Il est faible, par la force des choses. Comme le gouverneur général a tous les pouvoirs entre les mains, il écrase le conseil et va de l'avant, comme il veut.

(1) Les représentants des puissances ont cru, en outre, devoir appeler la sérieuse attention de la Sublime-Porte sur certains changements apportés aux dispositions du règlement du Liban, et lui demander d'assurer à l'avenir l'exécution de ces stipulations, en veillant notamment à ce que : 1° les élections du *médjlis* administratif central fussent faites avec toutes les garanties d'indépendance désirables et les attributions de cette assemblée fussent respectées ; 2° l'organisation judiciaire instituée par le règlement de 1864 et modifiée par les gouverneurs du Liban sans l'assentiment des puissances fût rétablie conformément aux articles 6, 7 et 10 du dit règlement ; 3° les garanties données aux magistrats par l'article 11 du même règlement fussent respectées, les déplacements et révocations de ces mêmes fonctionnaires ne pouvant avoir lieu qu'après enquête faite par les soins du *médjlis* administratif.

Il faut donc, avant tout, transformer le régime électoral. M. H. Levantin, dans sa très intéressante brochure, se borne à demander un remaniement des circonscriptions électorales, comme aussi l'augmentation des députés maronites et grecs. Il propose, par exemple, que la représentation des Métoualis soit reportée du Méten sur le district de Batroûn, où ils forment encore quelques groupes compacts, alors qu'ils ont abandonné les autres provinces libanaises. Ces réformes partielles nous paraissent bien insuffisantes ; elles ne suppriment, en effet, aucun des vices que nous avons signalés dans la composition et le fonctionnement du *médjlis* administratif central ; surtout elles ne rendent pas le *médjlis* indépendant du gouverneur et de l'administration, ne lui donnent pas une vie, une vigueur propres. Il faut attaquer le mal à la racine. Il est nécessaire d'abord d'enlever aux *caïmacams* et au gouverneur général la nomination des conseillers municipaux et des *cheïks* des villages. Il faut créer une vie municipale dans le Liban et rendre toutes les fonctions municipales éligibles. Les *cheïks* de village seraient alors librement élus par les habitants, et leur élection ne pourrait être invalidée par l'administration que si elle n'a pas été faite dans les conditions nettement déterminées par la loi, ou si l'élu est indigne ou incapable de remplir les fonctions auxquelles il aurait été appelé. Les *cheïks* ne pourraient être révoqués que par un jugement formel, légalement rendu.

Le corps électoral serait composé des délégués de conseils municipaux et des *cheïks* des villages de la circonscription ; mais chaque commune, ville, bourg, village ou hameau nommerait un nombre de délégués proportionnel au chiffre de sa population et à son importance économique, de façon que les villes et les bourgs ne soient plus écrasés par les petits villages et les hameaux.

Enfin, un remaniement complet des circonscriptions serait indispensable. Nous ne pensons pas qu'il faille assurer la représentation des minorités comme dans les statuts de 1864. Surtout, nous ne pensons pas qu'on ait le droit, sous prétexte d'assurer la représentation des minorités, d'enlever la majorité aux Maronites, qui forment plus des trois cinquièmes de la population et de diminuer la représentation des Grecs orthodoxes.

Comment organiser la répartition des mandats de députés

au *médjlis* administratif ? Il nous semble impossible encore, à l'heure actuelle, de renoncer à la représentation des différentes nationalités, surtout parce que quelques puissances s'y opposeraient. Mais comme ces nationalités sont groupées dans des régions déterminées, il serait fort possible de tailler les circonscriptions électorales de façon à les faire coïncider avec ces groupements régionaux des « nations ». Chaque circonscription nommerait un nombre de députés calculé d'après le chiffre des habitants au scrutin de liste avec la représentation proportionnelle. S'il y a, dans la circonscription, des groupements de plusieurs nationalités, chacune d'elles aurait une représentation assurée, proportionnelle à sa force. Nous prenons des exemples : dans le Kesrouan, les Maronites forment la presque totalité de la population. Ils y auraient la presque totalité des mandats ; mais les autres communautés auraient des délégués dans le corps électoral, représentant les villages et les bourgs où elles ont de nombreux adhérents, et ces délégués, dans les élections, pourraient jouer un grand rôle, soit en assurant le triomphe des candidats maronites qu'ils préfèrent, soit en faisant élire un ou deux des leurs. Dans le Batroun, il y a un groupement assez compact de Mé-toualis. Ne serait-il pas possible de les réunir en une circonscription qui nommerait un ou deux députés ? Ne pourrait-on pas faire de même pour les Grecs orthodoxes, groupés principalement autour de la ville de Batroun, et réunir dans une troisième circonscription le reste du district ? Dans le Chouf, où se trouvent les principaux groupements druses, on pourrait même constituer des corps électoraux distincts par communauté. Il faudrait élever naturellement le nombre des mandats à une quarantaine. Ainsi une vie politique commune pourrait s'épanouir pleinement dans la Montagne, basée sur les intérêts économiques et les problèmes politiques, supérieure aux querelles de races et de religion, et alors on pourra réaliser la grande réforme préconisée par les démocrates, le suffrage universel secret et direct.

Le *médjlis* administratif central, réorganisé de la sorte, devrait avoir au moins quelques-uns des droits et des pouvoirs essentiels d'un Parlement, par exemple, la nomination du bureau. Sans doute, serait-il prématuré d'instituer dans le Liban une sorte de régime parlementaire ; mais l'omnipotence

actuelle du gouverneur général est un danger aussi ; il faudrait la limiter. Le *Médjlis* central aurait le droit de remontrance, inscrit dans la loi, un droit d'initiative restreint, semblable à celui du « landtag » prussien ; enfin, son avis serait obligatoire pour tous les arrêtés et décrets. Si toutes ces réformes étaient réalisées, alors les Libanais prendraient réellement part au gouvernement de leur pays ; le *Mutésarrif* ne serait plus pour eux une sorte de maître omnipotent, imposé par le Sultan et l'Europe. Le *Médjlis* administratif central aurait un pouvoir et une autorité effectifs. La Montagne entrerait définitivement dans la voie normale de la paix et du progrès.

§ 1^{er}. — L'administration régionale.

Les principaux auxiliaires administratifs du gouverneur dans le Liban sont les *caïmacams*, les administrateurs des *Cazas* (arrondissements ou districts) que comprend le *Mutésarriflik* du Liban, et que nous avons déjà énumérés ailleurs. Ce sont : le Kourah, le Kesrouân, le Caza de Batroun, le Méten, le Chouf, le Djezzin et le territoire de Zahlé. L'article 3 du règlement de 1864 prescrit qu'« il y aura, dans chacun de ces arrondissements, un agent administratif nommé par le gouverneur et choisi dans le rite dominant, soit par le chiffre de la population, soit par l'importance de ces propriétés ». En vertu de cette règle, les *caïmacams* du Kesrouan, de Batroun, du Méten et de Djezzin sont toujours pris parmi les Maronites, celui du Kourah parmi les Grecs orthodoxes, celui du Chouf parmi les Druses et celui de Zahleh parmi les Grecs unis.

Le gouverneur général, ainsi que nous l'avons déjà exposé, peut choisir dans les communautés et investir des fonctions de *caïmacam* qui il veut ; il peut déplacer et révoquer ses agents à sa guise. Cependant, l'intérêt a amené les gouverneurs généraux à s'appuyer sur ses partis, qui avaient racine dans le pays et de s'associer étroitement des personnages et des familles jouissant d'une vieille et solide influence auprès des populations. Lui-même étant étranger, il cherche naturellement des partisans dévoués et capables dans le Liban même pour lui servir d'intermédiaires auprès de ces populations si mêlées d'éléments turbulents et pour leur faire accepter son autorité. Ces partisans, il n'a pas encore pu les trouver dans

le parti populaire, ni dans le clergé, dont les uns et les autres aspirent à la prépondérance dans le Liban et à la restriction de la puissance du gouverneur. Il a donc dû s'adresser à la noblesse. Celle-ci a perdu ses privilèges féodaux et son ancienne puissance légale ; mais elle prétend toujours à la direction, elle possède avec le clergé la plus grande partie de la richesse foncière du pays, elle jouit toujours d'une influence morale relativement grande. Elle est menacée, il est vrai, par les partis populaires. Entre elle et le gouverneur général, tout puissant, l'alliance et l'entente se sont imposées pour l'administration et la direction du pays.

Les *caïmacams* et les *moudirs* maronites sont donc choisis généralement parmi les membres des vieilles familles nobles, les Chéhab, les Ballama, les Karam, les Khazen, etc. Ils restent presque toujours de longues années en fonctions. Les destitutions ont été très nombreuses, de même que les permutations. Dans le Kourah, et à Zahleh, les *caïmacams* sont également choisis dans les familles riches et nobles de la région ; à Zahleh, dans les familles grecques unies, dans le Kourah, parmi les Grecs orthodoxes. Par un roulement administratif déterminé, les membres des principales familles de ces deux communautés occupent à tour de rôle le *caïmacamat* dans leur arrondissement. Enfin, le Chouf est depuis longtemps administré par l'émir Moustafa Arselan, de la seule famille princière druse, à l'exception cependant de ces dernières années. Partout ainsi, les fonctions de *caïmacam* sont occupées par des nobles.

Le statut de 1861 plaçait à côté de chaque *caïmacam* un conseil local, analogue au conseil central (1). « Il y aura, prescrit l'article 4 de ce règlement, dans chaque arrondissement un *médjlis* administratif local, composé de trois à six membres, représentant les divers éléments de la population et les intérêts de la propriété foncière dans l'arrondissement ; ce *médjlis* local, présidé et convoqué naturellement par le chef de l'arrondissement, devra résoudre en premier ressort toutes les affaires de contentieux administratif, entendre les réclamations des habitants, fournir les renseignements statistiques nécessaires à la répartition de l'impôt dans l'arrondisse-

(1) Article 4 du règlement du 9 juin 1861. Testa, *op. cit.*, p. 338 et suiv.

ment et donner son avis consultatif sur toutes les questions d'utilité locale. »

Les attributions de ce *médjlis* local étaient assez étendues ; il pouvait notamment exercer un contrôle très effectif sur l'administration, par le jugement des affaires contentieuses et la réception des réclamations des habitants. Mais, ainsi que nous l'avons déjà expliqué, ces assemblées régionales ont été complètement supprimées par le règlement de 1864. Peut-être cette mesure était-elle trop radicale ? Il serait désirable de rétablir ces conseils locaux sous une autre forme, avec des attributions plus nettement déterminées. Il y aurait, par exemple, deux représentants élus par canton, même à un suffrage assez large et au premier degré, afin d'habituer les Libanais au maniement de cette fonction essentielle de la souveraineté nationale qui est le vote de la nomination de ses délégués.

Les arrondissements ou *cazas* du Liban sont subdivisés en « *nahiés* » ou cantons, dont le territoire, d'après le règlement de 1864, ne doit renfermer, autant que possible, que des groupes homogènes de population. Chaque canton est administré par un agent nommé par le gouverneur sur la proposition du chef de l'arrondissement. Les appointements de ces « *moudirs* » sont à peu près de 100 francs par mois. Ils sont choisis, comme les *caïmacams*, parmi les membres des principales familles et surtout dans la petite noblesse. Les cantons sont, à leur tour, subdivisés en communes (1). La commune est administrée par le *cheik du village*, choisi par les habitants et nommé par le gouverneur.

Le *moudiriye*h de Deir-el-Kamar n'est rattaché à aucun *caza* et relève directement du gouverneur général, avec lequel le *moudir* traite directement des affaires de son ressort, sans en référer au préalable à aucun *caïmacam*. La petite ville de Déir-el-Kamar avait été très éprouvée en 1860 par les massacres commis déjà en 1843 et 1845. Elle a été abandonnée par les Druses, bien qu'elle se trouve au milieu de leur habitat, et n'a plus aujourd'hui qu'une population exclusivement catholique, en majorité maronite. Elle a une station postale et télégraphique du service intérieur, un tribunal de première instance, « *bedâïeh* ». Le *moudir* et les différents services

(1) Article 4 du règlement de 1864.

administratifs sont installés dans l'ancien palais du célèbre émir Fakhr-ad-Dîn. Il va sans dire que le *moudir*, qui prend rang dans la hiérarchie après les sept *caïmacams*, est toujours un maronite. Les *moudirs* ordinaires sont également en majorité maronites. Ceux-ci occupent en réalité la plupart des fonctions administratives. C'est avec leur concours principalement que gouverne le *Mutésarrif*, en s'appuyant sur leur aristocratie, par la force des choses, car ils forment la partie la plus riche de la population libanaise.

§ 2. — I. Impôts. — II. Armée. — III. Justice.
IV. Organisation municipale.

I. — *Impôts.*

Les articles 16 du règlement de 1861 et 14 du règlement de 1864 ont porté à 3.500 bourses les impôts du Liban ; cet impôt pouvait, ce qui ne tarda pas à se produire, être doublé.

Le recensement de la population et le cadastre prévus par l'article 16 du règlement de 1864 ont établi que le Liban comptait 125 drachmes cadastrales, c'est-à-dire 125 portions de terrain évalué à 2.400 piastres et 100.000 contribuables. L'impôt personnel est de 9 piastres par tête ; les contribuables et les terrains cultivés ayant augmenté en nombre, il en est résulté un abaissement sérieux des charges de chacun.

Le produit des impôts doit être employé aux frais généraux d'administration du Liban. Seul le surplus peut être versé dans le Trésor de la Porte. D'autre part, l'Empire est tenu de verser les sommes nécessaires à ces frais généraux, lorsqu'ils dépassent le produit des impôts (art. 15 du règlement de 1861 et 14 du règlement de 1864).

Les autres ressources sont les taxes telles que celles établies par Rustem-Pacha sur les chèvres et les Bohémiens et les revenus des anciens « *Béhalicks* ».

II. — *Armée.*

L'organisation de la force armée, de l'ordre, se ressent de la situation particulière faite au Liban par le statut de 1861 : « le maintien de l'ordre et l'exécution des lois seront exclusivement assurés, dit le règlement organique, par le gouverneur, au moyen d'un *corps de police* mixte, recruté par voie

d'engagements volontaires et composé à raison de sept hommes par 1.000 habitants. » C'est, en effet, un corps de police, bien plus qu'une armée, qui peut être employé dans une guerre en dehors du Liban ; son effectif est plus faible qu'il ne devrait être si on appliquait le règlement avec rigueur. Il ne dépasse pas, en effet, 1.200 hommes, alors qu'à raison de 7 hommes par mille habitants, il serait de près de 3.500 hommes.

Les contribuables y gagnent d'éviter les nouvelles taxes qu'entraînerait l'augmentation de l'effectif. Telle qu'elle est, d'ailleurs, la gendarmerie libanaise suffit largement à sa mission, d'autant plus que l'article 15 du règlement a donné au gouverneur la faculté de faire appel, dans les cas graves, et sous certaines conditions, garantissant l'autonomie de la Montagne, au secours de l'armée turque ; « en cas extraordinaire et de nécessité absolue, dit cet article, après avoir pris l'avis du *Médjlis* administratif central, le gouverneur pourra requérir, auprès des autorités militaires de la Syrie, l'assistance des troupes régulières. L'officier qui commandera ces troupes en personne devra se concerter, pour les mesures à prendre, avec le gouvernement de la Montagne, et, tout en conservant son droit d'initiative et d'appréciation pour toutes les questions purement militaires, telles que les questions de stratégie et de discipline, il sera subordonné au gouverneur de la Montagne durant le temps de son séjour dans le Liban et agira sous la responsabilité de ce dernier. Les troupes se relèveront de la Montagne aussitôt que le gouverneur aura officiellement déclaré à leur commandant que le but pour lequel elles ont été appelées est atteint ».

Un détachement d'un régiment de dragons turcs, en garnison à Beyrouth, est stationné à Beit-ed-Din, résidence d'été du gouverneur général. C'est une occupation plus symbolique que réelle, destinée à marquer la suzeraineté du Sultan sur la Montagne, et à rappeler sans cesse aux Libanais que s'ils ont une large autonomie administrative, ils ne sont pas moins soumis à la haute autorité de la Porte.

Bien que les chrétiens forment l'immense majorité de la population libanaise, les Druses s'engagent dans la milice en proportion beaucoup plus grande. On attribue souvent à la grande misère des Druses ce goût pour le métier militaire, mais il est probable que la véritable cause de ces nombreux

engagements est purement géographique. En effet, les enrôlements se font à Beit-ed-Din, chef-lieu du *Caza* du Chouf, où résident plus de 40.000 Druses sur les 50.000 que contient le Liban.

Le « corps de police » libanais, selon l'expression diplomatique, se compose de deux bataillons d'infanterie, dont l'effectif total dépasse 1.000 hommes, et d'un corps de cavalerie de 80 hommes. L'un des bataillons d'infanterie est disséminé sur les routes, le long des frontières et des côtes ; il forme la gendarmerie proprement dite. L'autre est cantonné à l'intérieur.

Les engagements sont de trois ans. La solde des cavaliers est sensiblement supérieure à celle des fantassins, mais ils doivent fournir le cheval ; seul l'habillement est à la charge du gouvernement. Les hommes doivent subvenir à leur nourriture sur leur solde ; l'uniforme est pratique et gracieux ; il tient de celui des troupes françaises d'Afrique, des zouaves, pour les fantassins ; l'armement est moderne et bon.

L'instruction militaire, très soignée, est donnée à Beit-ed-Din ; les premiers instructeurs furent jusqu'à 1870 des officiers français dont l'influence se ressent encore actuellement. Le commandant des troupes doit toujours être chrétien ; il a le grade de colonel. Les autres officiers peuvent appartenir aux autres confessions de la Montagne. Il y a deux chefs de bataillons ou *binbâché*, un officier d'intendance, 6 adjudants-majors, une dizaine de capitaines, et une trentaine de lieutenants et sous-lieutenants.

Ainsi organisée, la milice libanaise remplit à peu près exactement le rôle que la diplomatie européenne lui assignait en 1861. Elle maintient l'ordre partout, empêche les brigands et les bédouins de pénétrer dans la Montagne, assure la sécurité des routes, protège les propriétés, les villages et les bourgs, contre les attaques et les actes de banditisme des malfaiteurs. Le brigandage a certainement diminué dans la Montagne, depuis 1864, bien que les grottes et les cavernes offrent encore de très nombreux abris aux repris de justice, et aux bandits et vagabonds des provinces environnantes. Grâce à ces vaillants soldats et à ces chefs dévoués, habiles et vigilants, le Liban peut se développer en paix, sans que les troupes turques de Beyrouth ou de Damas aient seulement un prétexte de franchir les frontières.

III. — *La justice.*

Les préoccupations qui ont présidé à l'élaboration du règlement organique du Liban se retrouvent dans l'organisation judiciaire. Tant au point de vue civil, qu'au point de vue criminel ; il y a trois sortes de juridictions. Au chef lieu de chaque *nahié*, siège un juge de paix ; au chef lieu de chacun des sept *Cazas*, et à Dêir-el-Kamar siège un tribunal de première instance. Une Cour supérieure d'appel siège à la résidence du gouverneur : cette Cour a été divisée par Rustem-Pacha en deux sections, une chambre criminelle et une chambre civile.

Les juges sont nommés par le gouverneur ; les membres du *Médjlis* sont élus dans les arrondissements par le cheik du village. Les cheiks sont choisis par la population de chaque village (art. 10). De ce côté, l'organisation judiciaire est autonome, mais la juridiction suprême, devant laquelle on peut se pourvoir en cassation contre les jugements de première instance, et d'appel siège à Constantinople.

Les procès en matière commerciale sont jugés au tribunal de commerce de Beyrouth. Il en est de même des procès entre les habitants de la Montagne et les sujets étrangers, chaque fois que les parties n'auront pu s'entendre pour soumettre le différend à un arbitrage. Dans ce cas, la partie perdante sera tenue de payer les frais de déplacement d'après un tarif établi de concert par le gouverneur du Liban et le corps consulaire de Beyrouth et sanctionné par la Sublime-Porte. En cas d'arbitrage, l'autorité de la Montagne et les consulats des puissances amies seront tenus de faire exécuter les sentences arbitrales (art. 9). Tous les esprits non prévenus se demandent pourquoi, dans ces conditions, le tribunal de Beyrouth ne compte aucun membre libanais.

Au point de vue civil, chaque cheik de village juge sans appel jusqu'à concurrence de 200 piastres ; les affaires au-dessus de 200 piastres sont de la compétence des *médjlis* judiciaires de première instance (art. 7).

Les tribunaux de première instance sont formés d'un juge et de deux membres choisis de manière à représenter les confessions dominantes du *Caza*.

Les affaires mixtes, c'est-à-dire entre particuliers n'appartenant pas à un même rite, seront, quelle que soit leur im-

portance, immédiatement portées devant le tribunal de première instance, à moins que les parties ne soient d'accord pour reconnaître la compétence d'un autre tribunal.

En principe, toute affaire sera jugée par la totalité des membres du tribunal de première instance ; mais quand toutes les parties appartiendront à un même rite, elles auront droit de récuser le juge appartenant à un rite différent. Toutefois, les juges réunis assisteront au jugement (Voir art. 7).

Des dispositions de même nature, destinées à éviter l'intrusion dans l'exercice de la police des passions religieuses, ont été introduites dans l'organisation de la Cour supérieure d'appel. Chacune des deux Chambres, criminelle comme civile, comprend, en dehors du président, six juges choisis parmi les six communautés suivantes : Sunnites, Druses, Grecs orthodoxes, Grecs Unis, Metoualis et Maronites.

De plus, un juge protestant ou un juge israélite est adjoint, toutes les fois qu'un membre de ces communautés à des intérêts engagés dans un procès (Voir art. 6).

Un seul substitut du procureur général remplit l'office du ministère public auprès des deux Chambres d'appel, criminelle et civile.

Dans son article 6, le règlement organique avait prévu l'existence de 6 défenseurs d'office appartenant aux 6 communautés ; on n'en tient plus compte aujourd'hui.

En matière criminelle, il y a trois degrés de juridictions ; les contraventions seront jugées par le juge de paix ; les délits par le tribunal de première instance, et les crimes par le *Médjlis* judiciaire supérieur dont les sentences ne pourront être mises à exécution qu'après *l'accomplissement de formalités*, en usage dans le reste de l'Europe.

Le droit en usage dans le Liban est, comme dans le reste de l'Empire ottoman, le droit musulman hanéfite. Il est à signaler cependant que le jury n'existe pas dans l'Empire.

Les audiences des tribunaux sont publiques, et il en est rédigé procès-verbal par un greffier (Voir art. 12). Les fonctions des juges sont rétribuées (art. 11). Une mesure singulière qui aurait, paraît-il, diminué le nombre des procès, a été prise par Naoum-Pacha : ce gouverneur a établi une taxe d'environ 4 fr. 25 sur chaque personne contre laquelle, sauf les pauvres, on porte une accusation.

Lorsque des membres du clergé régulier ou séculier sont

seuls engagés dans un procès, sauf le cas où l'autorité épiscopale demande le renvoi devant les tribunaux ordinaires, ils sont soumis à la juridiction ecclésiastique (art. 16).

C'est la seule exception au droit commun.

IV. — *Organisation municipale.*

Il avait été question, dans les délibérations préparatoires, d'une organisation municipale, destinée à préserver « les intérêts de chacun des groupes principaux du Liban » (1).

En fait, il n'est resté aucune trace de cette disposition d'esprit dans le statut. Le règlement de 1861 dit vaguement (art. 5) : « A la tête de chaque commune, il y aura un cheik, choisi par les habitants et nommé par le gouverneur. Dans les communes mixtes, chaque élément constitutif de la population aura un cheik particulier dont l'autorité ne s'exercera que sur ses coreligionnaires. »

Un certain nombre de communes, à la tête desquelles Deïr-el-Kamar, n'ont pu se contenter de ces indications, et, à défaut d'autres, elles se sont bornées à imiter l'organisation municipale des autres vilayets de l'Empire.

Les communes turques sont administrées par un conseil municipal « *medjlis baledi* » désigné par les contribuables pour quatre ans, et renouvelable par moitié tous les deux ans. Le président est choisi par le gouverneur parmi les membres du conseil. Au Liban, seul, Deïr-el-Kamar jouit de ces institutions relativement libérales. Les autres communes qui l'ont suivie dans la voie de l'organisation municipale, sans doute par suite de l'indifférence des populations, en sont fort éloignées ; c'est, en effet, le gouverneur qui nomme les conseillers municipaux.

Plus groupés autour des ministres de leur religion qu'autour des administrateurs municipaux, les Libanais n'ont aucune confiance en ces derniers qui, en général, ont fort mauvaise réputation. Il semble bien que ce discrédit soit mérité : nommés par le gouverneur, imposés à leurs administrés, les conseils municipaux ont, en général, géré les biens dont ils avaient la garde beaucoup plus en vue de leurs profits personnels qu'en vue des intérêts communs.

(1) Dépêche du ministre des affaires étrangères M. Thouvenel.

Un exemple de leur mauvaise administration est la destruction par eux des dernières forêts du Liban. Ces forêts, dont la plupart appartenaient aux communes, ont été audacieusement confisquées et abattues à leur seul profit ; il en est résulté, en dehors du dommage personnel, causé aux possesseurs de ces biens, un véritable dommage national.

Des légendaires forêts de cèdres du Liban, il ne reste plus qu'une douzaine d'arbres, il est vrai, gigantesques, derniers témoins officiels de l'antique splendeur forestière de la Montagne.

§ 3. — Le tribunal de commerce.

La dépendance du Liban de Beyrouth se manifeste également dans la juridiction commerciale. Malgré son autonomie, il n'a pas de tribunal de commerce ; l'article 9 du règlement de 1864 dit, en effet : « Tout procès en matière commerciale est porté devant le tribunal de commerce de Beyrouth, et tout procès, même en matière civile, entre sujets ou protégés d'une puissance étrangère et un habitant de la Montagne, sera soumis à la juridiction de ce même tribunal. Toutefois, autant que possible, et après entente entre les parties, les contestations entre les habitants du Liban et des sujets étrangers pourront être jugés par arbitrage, et, dans ce cas, l'autorité de la Montagne et les consulats des puissances amies seront tenus de faire exécuter les sentences arbitrales. Mais, dans le cas où les contestations seraient portées devant le tribunal de Beyrouth, faute d'entente entre les parties, de soumettre leur différend à un arbitrage, la partie perdante sera tenue de payer les frais de déplacement, d'après un tarif établi d'accord entre le gouverneur du Liban et le corps consulaire de Beyrouth et sanctionné par la Sublime-Porte. Il reste bien entendu que les actes de compromis devront être rédigés légalement, signés par les parties et enregistrés, tant au tribunal de Beyrouth qu'au *Médjlis* supérieur de la Montagne »

La compétence de ce tribunal de commerce est donc très grande. Non seulement il juge tous les litiges commerciaux, même entre Libanais, mais toutes les affaires civiles qui peuvent surgir entre un libanais et un étranger, résidant dans la province autonome, ressortent de lui. L'autonomie du Liban est ainsi incomplète sur ce point important.

Cette dépendance d'un tribunal de commerce, siégeant en dehors de ses limites, est d'autant plus grave pour le Liban que son commerce est très actif et que ses relations avec l'Europe se développent de plus en plus. Elle a comme conséquence que la plupart des transactions importantes se font non pas dans la Montagne, mais au vilayet de Beyrouth. Les affaires de banque, le crédit, le change, toutes les grosses opérations financières et commerciales des Libanais se traitent à Beyrouth. Le Kesrouân, le Meten et le district de Batroun, les trois régions les plus prospères et les plus actives sont justiciables, en matière commerciale, du tribunal de Beyrouth ; ils sont donc obligés de s'y rendre. Or, Beyrouth est encore assez éloigné de ce centre économique de la Montagne. Il en est de même pour Zahleh.

Le centre de gravité économique du Liban ne se trouve pas dans l'intérieur de ses frontières ; il est rivé à Beyrouth, au siége du tribunal de commerce. C'est déjà une entrave pour le commerce d'une région, quand tous les procès en matière commerciale sont jugés en dehors de ses limites. L'esprit d'initiative de ses habitants en est atrophié. Le malaise, en Syrie, est encore aggravé par la composition et le fonctionnement du tribunal de commerce de Beyrouth. Ce tribunal comprend en principe une chambre, composée de membres indigènes ; elle juge les litiges survenus entre des sujets ottomans. Mais pour juger les procès entre des sujets ottomans et étrangers, le tribunal indigène est transformé en un tribunal mixte. On y appelle à siéger, à côté des juges indigènes, un assesseur étranger, de la même nationalité que la partie étrangère ; généralement, ce sont les drogmans des consuls qui sont choisis comme assesseurs.

Les Libanais sont essentiellement justiciables de la chambre indigène. Qu'ils poursuivent un sujet ottoman, ou un étranger, c'est à elle qu'ils sont obligés de s'adresser. Or, dans ce tribunal, il n'y a aucun Libanais. Personne n'y représente officiellement ou officieusement les intérêts de la Montagne et de ses habitants. Notamment, il n'y a aucun Maronite. Quiconque connaît l'ardeur des rivalités des races et des communautés religieuses en Orient, appréciera toute la gravité de ce fait. Pour les Maronites, le tribunal de commerce de Beyrouth ne présente que peu de garanties d'impartialité. Car dans les juges il voit des adversaires. Ils n'ont pas con-

fiance en la justice. Cet état de choses est une véritable calamité pour la Montagne. Le commerce extérieur notamment en souffre. Cependant le développement de la civilisation, l'augmentation de la richesse générale depuis 30 ans, ont fait du Liban un marché important de l'industrie et du commerce européen. Afin de consolider ce commerce, afin de lui donner une extension plus grande, et surtout la sécurité, une réforme de la juridiction commerciale est nécessaire. Au moins faudrait-il adjoindre au tribunal de commerce de Beyrouth quelques membres Maronites de la province autonome, pour juger les procès où des intérêts de Libanais sont engagés.

Mais une réforme plus profonde est désirable : il faudrait organiser, dans l'intérieur de la Montagne même, une juridiction commerciale autonome, avec un tribunal de commerce à Dêir-el-Kamar et un autre à Djounieh. Dans ces tribunaux, toutes les communautés libanaises devront être représentées ; mais dans celui de Djounieh, au moins, les Maronites devront être en majorité.

Les lois de justice commerciale devront être faites par une commission mixte, où seraient représentés et les Libanais et la Porte, et toutes les puissances intéressées. La nouvelle juridiction devra tenir compte de ce fait, que le Liban vit dans des conditions spéciales, qu'il est autonome, qu'il a sa vie économique propre, indépendante de celle de la Turquie. Même, il ne faudrait pas uniquement lui donner l'autonomie en matière de juridiction commerciale, mais l'autonomie économique entière.

§ 4. — La création d'un port de mer libanais.

Pour donner un grand essor à la vie économique du Liban, il lui faut un débouché sur la Méditerranée, un *emporium* sur cette voie capitale du commerce mondial. De nos jours, le port du Liban connu de toute la Syrie centrale, c'est *Beyrouth*. Beyrouth a remplacé les autres vieilles villes phéniciennes de Tyr et de Sidon, de Byblos et de Tripoli, comme principale échelle de cette partie du Levant, ainsi que nous l'avons déjà vu. C'est par Beyrouth que le Liban communique avec l'Europe et avec le monde. La presque totalité de son commerce se fait par Beyrouth. Aussi les grands magasins, les banques,

les dépôts centraux sont-ils tous à Beyrouth, même pour la Montagne. Cependant Beyrouth n'a pas été englobé dans le Liban, pour les raisons que nous avons déjà examinées. La Montagne ayant été ainsi privée de son grand port naturel, force lui a été de se créer un nouvel emporium. Son premier gouverneur, *Daoud-Pacha*, y a déjà songé. Il a projeté la création d'un grand port de mer à *Mahalleqat-ed-Damoûr*, gros bourg situé à dix-huit kilomètres sud de Beyrouth, et à dix kilomètres ouest de *Béit-ed-Dîn*, et un des centres agricoles les plus importants du Liban (1). Les plantations de mûriers et d'oliviers, de cannes à sucre et de vignes sont les plus belles de tout le pays. *Daoud-Pacha* aurait voulu réunir ce port essentiellement libanais à *Béit-ed-Dîn*, centre administratif du pays ; il a même envisagé pour cela la construction d'un grand pont en fer, de trente-cinq mètres d'ouverture. Mais le projet a été fort heureusement abandonné. L'établissement, en effet, d'un port à *Mahalleqat-ed-Damoûr* n'aurait pas donné les résultats espérés. D'abord, l'emplacement est trop rapproché de Beyrouth, pour que le nouveau port puisse se développer, et être indépendant de sa grande et puissante voisine, qui a pour elle les traditions commerciales, le grand nombre de ses habitants, son industrie déjà très développée, ses maisons de banque prospères et sa très forte colonie européenne, bref, tous les avantages déjà acquis par une longue et prospère existence. Ensuite, ce port aurait été trop éloigné du centre de la Montagne. Il aurait été situé à l'extrémité méridionale du pays, éloigné du Kesrouan, de Batroun, de Zahleh, les grands centres maronites et catholiques qui sont plus rapprochés de Beyrouth que de *Mahalleqat-ed-Damoûr*, et plus prospères que les régions méridionales du Liban. Ecrasé entre Beyrouth et Sayda, il était pour ainsi dire mort-né.

Un autre port s'offrait aux Libanais : *Djébaïl*, l'ancien Gubal des Phéniciens déjà cité dans la Bible, où l'on vantait l'habileté des habitants à construire des navires. La ville devint dans la suite la Giblest des Croisades, mais elle ne put jamais reconquérir son ancienne prospérité. Aujourd'hui, ce n'est guère plus qu'un tout petit port de cabotage, n'ayant guère que trois mille habitants, dont la grande majorité est Maronite. Les vestiges de son ancienne splendeur n'ont pas disparu ; on

(1) V. Guinet, *op. cit.*, p. 240.

y voit encore le port que les Romains avaient construit et on rencontre au bazar beaucoup de débris de colonnes et de fragments d'antiquités d'époques diverses (1).

Cependant le grand commerce international ne peut se développer à Djébaïl, faute d'espace surtout. La rade naturelle est trop petite ; la côte n'offre pas ici un abri assez sûr et assez vaste pour recevoir les grands navires, et la création d'un port y serait chose malaisée, trop coûteuse et trop risquée. Plus au nord, la petite ville de Batroun, bien que située au bord de la mer, ne présente pas non plus les conditions géographiques et économiques requises pour devenir un port important. La côte n'y forme qu'une petite anse, à peine abritée et peu profonde, absolument insuffisante pour l'établissement d'un port d'une certaine étendue. En plus, les environs de la ville n'offrent pas une grande fertilité. Elle-même, à cause de sa situation au nord du Liban n'est pas un débouché central. Sous ce rapport, elle présente les mêmes inconvénients que Mahalleqat-ed-Damoûr, situé trop au sud. Il n'y a ici d'espace que pour un tout petit port de cabotage (2). Le trafic de la région est drainé par Tripoli, situé à quelques kilomètres seulement de la frontière libanaise (3).

Le seul bon port du Liban est la baie de *Djounieh*, peut-être à l'exception de Caïffa, le seul grand port naturel de la Syrie, depuis Pelouse jusqu'à Alexandrette. La baie est vaste, sûre et profonde. Ouverte seulement à l'occident, elle n'est accessible qu'aux vents d'ouest, peu dangereux, favorables au contraire à la navigation à voile, très répandue encore en Orient ; ce sont ces vents étésiens, ces vents saisonniers, semblables à des moussons, qui ont si largement contribué au

(1) V. Cuinet, *op. cit.*, p. 258 et s. — Le bourg est relié à Beyrouth et à Batroun par une route carrossable, ce qui a légèrement augmenté son activité depuis une quinzaine d'années. Son trafic marilime, qui se fait surtout avec l'Anatolie et Jaffa, est en moyenne d'environ huit mille tonnes de blés, orges et farines, par an, une centaine de tonnes d'oignons et cent mille pièces environ d'oranges et de citrons. La pêche côtière y est assez active.

(2) V. Cuinet, *op. cit.*, p. 262 et 263.

(3) *Id.*, *ibid.*, p. 253. Le mouvement de sa navigation est en moyenne de deux mille navires environ dont quatre cents vapeurs, avec un tonnage de quatre cent cinquante mille. L'exportation annuelle est de dix neuf à vingt millions : l'importation, de douze millions.

grand développement de la navigation maritime des Phéniciens et des Grecs.

Elle est protégée contre les violents vents d'hiver, du nord et de l'est, qui ravagent toute la côte syrienne, protégée également contre les courants marins qui longent la côte et entravent la navigation et contre l'ensablement qui menace la plupart des ports syriens. Depuis fort longtemps déjà les voiliers et même les grands vapeurs ont pris l'habitude de se réfugier dans cette belle rade contre les tempêtes.

Des travaux d'agrandissement, embrassant toute la baie, le creusement de plusieurs bassins, la construction de quelques jetées et de grands quais et surtout l'établissement d'un feu de port dans une position convenable suffiraient pour faire de Djounieh un port de premier ordre, au moins pour les avantages qu'il offre à la navigation.

Un port de commerce ne peut jamais prendre un développement considérable, s'il n'est pas appuyé sur un *Hinterland*, un arrière-pays riche et prospère, ayant une grande force de production ou d'achat. Or, Djounieh, sous ce rapport, est tout particulièrement favorisé dans le Liban. Il est le débouché le plus central du Liban, vers lequel convergent les contrées riches et peuplées du *Kesrouân*, de *Batroun*, du *Méten*, du *Kourâh*, qui est rapproché même de l'importante ville de *Zabléh*, sur le versant oriental du Liban. Dans tous ces districts chrétiens, la prospérité générale est grande ; la plupart des habitants sont propriétaires et possèdent de jolies maisons. Le luxe même n'y est pas inconnu. L'instruction y est très répandue. Ce sont les véritables centres de l'activité libanaise, beaucoup plus riches que les districts méridionaux. Toute cette partie de la Montagne compte parmi les provinces ottomanes qui font la plus grande consommation des produits de l'industrie européenne. Djounieh peut devenir l'entrepôt du commerce d'une population de plus de quatre cent mille âmes. La soie, l'huile, le vin, le tabac, les oranges sont des articles d'exportation assez considérables pour donner un transit et un échange rémunérateur. Enfin, Djounieh est appuyé sur une ville importante, *Ghazir*, qui compte plus de douze mille habitants, tous Maronites, ce qui est un chiffre élevé pour la Syrie. Ghazir n'est éloigné de Djounieh que de quatre kilomètres.

Tous ces immenses avantages naturels ne pouvaient échap-

per longtemps à des observateurs sagaces. Wassa-Pacha, le premier, conçut le projet d'en tirer profit. En 1891, il éleva Djounieh au rang de deuxième chef-lieu du Kesrouan, avec Ghazir, il y fit construire un palais ou sérail pour les divers services publics. Naoum-Pacha en fit un point important du grand réseau de routes et de chemins qu'il établit le long de la côte et à travers la Montagne. Aujourd'hui, Djounieh communique par tramways ou par des routes carrossables avec Beyrouth, Zâhleh, Haouran, Hama, Homa, Alep, etc. et avec les points principaux de l'intérieur. Il est déjà devenu un important entrepôt de marchandises locales et surtout le magasin attiré des céréales, des blés d'Anatolie principalement. Tous les villages des districts environnants viennent s'y approvisionner. En quinze ans, la population a plus que doublé; de cinq mille en 1891, elle a passé à plus de dix mille habitants (tous Maronites).

La ville est entourée de beaux jardins fruitiers et maraîchers arrosés par quarante machines irrigatoires ou *norias*. Elle a des filatures importantes, avec plus de deux mille bas-sines, des carrières de pierre tendre très recherchée pour l'encadrement des portes et des fenêtres. On y compte plus de trois cents comptoirs, boutiques et magasins. Les administrations des Postes et Télégraphes, de la dette publique, de la régie cointéressée, des tabacs et de la douane y ont des agences. Avec Gahzir et les villages de la banlieue immédiate, il y a sur ce point une agglomération de près de trente-cinq mille âmes.

Cependant le port même n'a pas été encore aménagé; il ne reçoit que des voiliers, des bâtiments de faible tonnage et n'est fréquenté que par les quelques pavillons ottomans et étrangers. Sa moyenne annuelle est de cinq cents voiliers environ, jaugeant de neuf mille à dix mille tonnes. Afin de donner une forte impulsion à ce port naturel, des travaux en somme assez simples seraient nécessaires. Pour cela, il faut que le gouvernement général trouve avant tout des capitaux: il faut que l'Europe, et en particulier la France lui ouvre un crédit assez large et facile. Il faut que l'industrie française se mette à la disposition des Libanais pour entreprendre tous les travaux nécessaires.

Ce n'est pas tout cependant. Il faut que Djounieh devienne une échelle du commerce européen, international, où les grands

paquebots feraient escale. Un tribunal de commerce y est également indispensable. Ces mesures ne manqueraient pas de donner rapidement un grand essor à la petite ville libanaise et d'en faire le grand port de la Montagne. Même Djounieh peut être appelé à devenir le premier port de la Syrie centrale et à égaler Beyrouth, sur qui il a l'avantage de sa belle rade naturelle, mieux abritée que celle de Beyrouth, mieux protégée contre les tempêtes. Il faudrait pour cela le bien aménager et le relier aux principaux centres de la Syrie. Seulement, le commerce de Beyrouth s'oppose avec la plus grande énergie à toutes ces mesures, car si elles étaient réalisées, elles lui asséneraient un coup terrible. Ce serait l'origine de troubles économiques et politiques très graves, d'autant plus que le commerce de Beyrouth appartient presque entièrement à des chrétiens.

Le gouverneur général Naoum-Pacha s'était mis en rapport avec des financiers et des entrepreneurs français pour l'établissement d'un grand port à Djounieh, mais la Porte interdit les travaux sur les réclamations du commerce de Beyrouth. Elle s'oppose à la création d'un port de mer libanais. Or, le gouverneur ne peut rien entreprendre sans son consentement.

Cependant, un jour ou l'autre, il faudra transformer Djounieh en un important port maritime, par de vastes travaux. Il est impossible de ne pas en utiliser la belle position naturelle, mais elle nous semble difficile d'en faire une rivale de sa grande voisine du sud, distante seulement de vingt kilomètres. car celle-ci a une importance acquise et des droits d'ancienneté fort respectables.

La véritable solution, ce serait la réunion de Beyrouth au Liban. Nous ne saurions le répéter assez souvent : elle s'impose à tous les points de vue. Au lieu d'être une rivale, Djounieh ne serait qu'un port complémentaire, un des points d'appui, le plus important sans doute de la grande agglomération commerciale et industrielle qui se constituerait rapidement autour de Beyrouth. La réorganisation politique complète de la Syrie, sa mise en valeur et celle de la Mésopotamie, l'établissement d'un réseau des voies ferrées amèneraient sans doute autour de Beyrouth et de la belle rade de Djounieh la formation d'un des centres humains les plus considérables, la porte d'entrée et l'emporium de toute l'Asie antérieure, enfin

redevenu un pays de haute et belle civilisation, de grande richesse et prospérité.

§ 5. — Travaux publics.

La province autonome du Liban est la seule région de la Syrie dotée d'un réseau de bonnes routes. Le Comte de Perthuis obtint, en 1858, la concession d'une route de Beyronth à Damas, à travers le Liban (1).

Il fonda la *Compagnie de la route de Beyrouth à Damas*, avec des capitaux français, et fit commencer les travaux de constructions, en 1859 déjà. La route fut achevée au milieu des troubles de 1860 et de la réorganisation du Liban, et livrée à la circulation en 1863. Elle traverse une des contrées les plus stériles de la montagne et franchit la crête à quinze cent quarante-deux mètres d'altitude. Pendant une partie de l'année, les neiges arrêtent complètement la circulation sur le parcours le plus élevé. Un service de diligence fut également établi sur cette route, avec des relais et des auberges de nuit, pour les voyageurs.

Tous les gouverneurs généraux, dès 1861, se sont appliqués à développer le réseau de routes. Daoud-Pacha fut empêché par la pénurie du trésor d'entreprendre de grands travaux. *Franco-Pacha* dut également négliger les travaux publics, faute de ressources budgétaires. Il n'osa pas demander de lourds sacrifices à un pays à peine pacifié, où la révolte couvait sous les cendres, et où le mécontentement général lui suscitait des difficultés continuelles.

Cependant la nécessité de bonnes routes et de ponts de communication par dessus les rivières et les torrents s'imposait. Daoud en fit construire une de huit kilomètres et demi qui lui coûta la somme de cent soixante-dix mille piastres (ou trente-neuf mille francs environ), soit quatre mille six cents francs par kilomètre (2). En outre, il fit établir quatre ponceaux. Le service de diligence entre Beyrouth et Damas fut amélioré ; les voitures trop étroites furent remplacées par des plus grandes, où les voyageurs étaient plus à l'aise et pouvaient passer la nuit. Les diligences purent ainsi continuer leur chemin

(1-2) V. Guinet, *op. cit.*, p. 224 et suiv.

pendant la nuit, et les communications entre Beyrouth et Damas devinrent d'autant plus rapides.

Franco-Pacha crut devoir prendre une mesure énergique, dans tout le reste de l'empire ottoman et fit construire en corvées près de quinze kilomètres de routes. Trois autres furent bâties au frais du trésor, plus dix-huit ponts.

Ce ne fut guère que Rustem-Pacha qui lança le Liban dans les grands travaux publics. Les blessures de 1860 étaient presque entièrement guéries, les finances devenaient prospères ; on pouvait donc songer à de nouvelles créations. Mais Rustem se montra prudent, pour ne pas obérer les finances et susciter un trop vif mécontentement parmi ses administrés. En dix ans, de 1873 à 1883, cinquante kilomètres et demi furent exécutés (pour la somme totale de neuf cent quatre-vingt-neuf mille cinq cents piastres, ou cent quatre-vingt dix-sept mille cinq cent quatre-vingt-cinq francs).

Ce qui retenait en somme les gouverneurs généraux, c'étaient les grandes dépenses qu'il fallait engager pour la voirie. Une organisation aussi méthodique et peu coûteuse était nécessaire pour faire avancer les travaux publics. Elle fut créée par Wassa-Pacha, en 1883 et 1884, dans les premiers mois de son gouvernement. Il institua un service spécial des ponts et chaussées, comme il en existait déjà dans toutes les autres provinces de l'empire ottoman, et fixa les ressources pour le budget des travaux publics. Afin de se procurer les matières premières qu'on trouvait dans le pays même et d'avoir une main-d'œuvre abondante et à bon marché, il organisa le système des prestations en nature, qui fonctionne encore actuellement au Liban pour la construction des ponts et des routes. Toutes les populations y étaient soumises ; mais les prestataires peuvent se libérer en payant en argent la part du travail qui leur est imposée.

Après avoir ainsi créé l'instrument des grands travaux, Wassa fit procéder, par des ingénieurs expérimentés, à une enquête générale sur la voirie. Une grande partie des routes déjà existantes furent reconnues défectueuses. On dut les refaire. Ensuite, selon un plan tracé, un véritable réseau de routes carrossables fut établi dans le Liban.

En huit ans, cent trente-un kilomètres de routes nouvelles furent ainsi achevés. Quarante-un ponts et dix-sept ponceaux, quarante-trois kilomètres étaient en construction ; de même

que trente-quatre ponts, cent-vingt-neuf kilomètres de routes, quarante ponts et vingt-deux ponceaux étaient en projet. Le prix moyen du kilomètre de route carrossable avait pu être abaissé à quatre mille francs environ.

Les charges des prestations pesaient lourdement sur les habitants ; mais il y avait un accroissement immédiat et considérable du trafic qui compensait largement et rapidement les débours.

Les principaux points de la Montagne sont reliés entre eux et avec Beyrouth. Béit-ed-Din, Baabda. Béit-Méri, Baaklin, Aléïh, Aïn-Anab, Kafarchima, Antélias, Qasmiyeh, Han-Mahmoud, Moukhtârah, Zahleh, Aïnab, Broumana, Bekfaya, Ouadi-Chahrour, Chemlan, Aïn-Tab, Hadeth, Chouifat, Kafr-Schmoûn, Chouaïr, Djounieh, Ghazir, Djebaïl, Dêir-el-Kamar, communiquent ensemble rapidement depuis vingt ans. La route la plus importante est celle qui longe la côte de Beyrouth à Djébaïl par Antélias et Djounieh. Elle a été prolongée déjà sous Wassa par un chemin carrossable jusqu'aux environs de Tripoli par Batroun. Des chemins moins importants et de bons sentiers praticables ont été jetés à travers toute la province, comme un filet, reliant entre elles les grandes routes, établissant partout des communications faciles.

Naoum-Pacha a continué l'œuvre de son prédécesseur. La route carrossable qui longe la côte a été prolongée au sud jusqu'à Sayda, au nord jusqu'à Tripoli. Une route enfin a été établie longeant la crête même de la montagne, par Ehden, Hasroun, jusqu'à Hadet-Djoubbé ; Djezzîn a été relié à Sayda, à Baaklin, à Hasbeya et à Racheya.

Toutes les routes sont construites par adjudication, et par prestations. Les études préliminaires sont faites par le service des ponts et chaussées sous la direction d'un ingénieur en chef. Celui-ci fait arrêter le tracé de la nouvelle route, en dresse les plans et les profils, fait les devis et rédige les cahiers des charges. Puis, il soumet le projet complet au gouverneur qui l'examine. S'il l'approuve, il le soumet ensuite, pour étude, au *Médjlis* administratif central ; s'il le rejette, le service des ponts et chaussées procède à une nouvelle enquête. Après que le *Médjlis* administratif a donné sa sanction, on procède à la mise en adjudication, on conclut un contrat formel avec l'adjudicataire, revêtu de la signature du gouverneur général. L'administration organise, d'accord avec

l'adjudicataire, le service des prestations. Les travaux sont exécutés sous la surveillance du service des ponts et chaussées ; les routes et les ponts ne sont livrés au public et l'adjudicataire n'est délié de ses engagements et payé, qu'après de nombreux et méticuleux essais faits par les ingénieurs pour constater la solidité et la bonne exécution des constructions. L'adjudicataire est responsable pécuniairement de toutes les fautes commises dans l'exécution des travaux. Le même système est employé pour l'entretien, les réparations, les rechargements généraux des routes, des ponts et des ponceaux.

Les routes, très bonnes et bien entretenues sont des chaussées macadamisées. Les matériaux de construction sont pris sur place, à l'exception du ciment et de la chaux hydraulique importés de l'étranger (1). Grâce à ces vigilants et derniers gouverneurs, le Liban, aujourd'hui, malgré les grandes difficultés topographiques qu'il y avait à vaincre, possède un des meilleurs réseaux de routes de toute la Syrie.

En outre, Naoum-Pacha commença dans le Liban l'établissement d'un réseau de voies ferrées. Une entente fut conclue entre lui, les *valis* de Beyrouth et de Damas et la Porte, pour la construction d'une voie ferrée entre Beyrouth et Damas, la grande ville commerciale et industrielle du centre syrien. La province du Liban prenait à sa charge la construction de la voie dans l'intérieur de ses frontières et recevait un subside pour l'exécution des grands travaux d'art nécessaires pour la traversée de la chaîne. Les travaux furent donnés en adjudication à une Compagnie française, la *Société de chemin de fer ottoman économique de Beyrouth-Damas-Haourân*.

Cette société absorba par un contrat la *Compagnie de la route de Beyrouth à Damas* qui se déclara dissoute, le 2 juillet 1892, et faisait remonter cette résolution pour tous ses effets au 41 octobre 1891 inclus. — La construction de la ligne fut confiée à la *Société des Batignolles*, de Paris. Les travaux furent commencés le 8 décembre 1892, pour le tronc Beyrouth-Damas, et achevés en moins de deux ans, malgré les

(1) Les pierres, les cailloux, la terre, la chaux grasse proviennent de la région même où l'on construit. Les murs de soutènement, les piliers, les voûtes sont bâtis en grès durs, en pierres calcaires, en meulières, extraites des carrières de la montagne. Les routes sont empierrées avec du silex et du quartz.

difficultés considérables qu'il fallait vaincre dans la haute Montagne. La ligne passe, en effet, à travers une des contrées les plus arides et les plus stériles du Liban. De grands travaux d'art ont été nécessaires, des viaducs et des ponts, à travers les torrents, les crevasses et les vallons ; il a fallu protéger la voie contre les éboulements, creuser les tunnels, faire d'immenses travaux de soutènement. La science des ingénieurs français sut vaincre toutes les difficultés et élever quelques-uns des travaux d'art qui font le plus honneur à l'homme.

L'inauguration de cette ligne eut lieu en grande pompe, le 1^{er} mars 1894, et son exploitation commença aussitôt. La ligne de Damas à M'zérîb fut inaugurée le 22 juillet 1894. Elle sera prolongée jusqu'à La Mecque, pour le transport des pèlerins. En 1899, le « *Syrian Ottoman railway* », allant de Haïffa et de Saint-Jean d'Acre au lac de Tibériade, construit par les soins d'une Société anglaise, a été livré à la circulation. La prolongation de cette ligne sur Damas est en voie de construction. Enfin, en 1902, a été inaugurée la grande voie qui quitte à Rayak la ligne de Beyrouth à Damas, traverse la Békaâ du sud au nord, en passant par Baâlbeck, Homs et Hamah, jusqu'à Alep (1).

Naoum-Pacha et son successeur, Muszaffer-Pacha ont compris aussi la nécessité d'un chemin de fer local et régional et de tramways. On songea tout d'abord à réunir par un chemin de fer sur route, par une ligne de tramways, les principaux points du littoral où aboutissent les grandes routes, les principales artères qui sillonnent la Montagne. En 1891, cette ligne de tramways, devant aller de Sayda à Tripoli, avec un parcours de cent-quinze kilomètres, a été concédée à un indigène, M. Khadra. On a achevé d'abord le tronçon de Beyrouth

(1) V. Cuinet, *op. cit.*, p. 43, 360, 605 et s. — Cette voie sera prolongée jusqu'à *Biredjik* sur l'*Euphrate*, où elle rejoindra la ligne de *Konieh-Bagdad*. De plus, le raccordement des chemins de fer de la Syrie centrale à ceux de la province de Jérusalem et principalement à la ligne de Jaffa-Jérusalem va être également réalisé. Une autre grande voie semble nécessaire, allant de *Sayda* à *Damas* par *Djezzin*, *Hasbeya* et *Racheya*, avec un embranchement à *Racheya* vers le lac de Tibériade, par le *Ghôr*, et un deuxième embranchement vers la ligne de *M'zerib*, par *Kataa*. Quelques tronçons de ces lignes existent déjà aujourd'hui.

à Maamelteïn. La continuation au Nord jusqu'à Tripoli. par Djébail-Batroun offre de plus grandes difficultés ; il a fallu d'abord construire une bonne route carrossable. Il en a été de même pour le tronçon de Sayda à Beyrouth (environ quarante-cinq kilomètres). Mais, grâce à l'appui de capitalistes étrangers et d'ingénieurs français, les principales difficultés ont pu être vaincues, et bientôt cette importante ligne locale, presque complètement libanaise, sera livrée à la circulation, sur tout son parcours.

Cependant, la construction de nouvelles voies ferrées est nécessaire pour développer la prospérité économique du Liban. Il faudrait établir une ligne de *Djounieh* et de *Ghazir* à travers le Kesrouan et la prolonger par dessus la chaîne jusqu'au nord de la Békaâ où elle rejoindrait la grande voie longitudinale de *Hama-Homs-Baâlbek-Rayak*. Une autre ligne, dans le sud, partirait de Beyrouth pour rejoindre par *Djezzin*, *Merdj-Ayoun* et *Safed* le réseau du « *Syrian Ottoman railway* ». Ainsi, le réseau des chemins de fer syriens deviendrait complet et serait relié à la grande voie de *Konieh-Bagdad*.

Une ligne s'impose également le long de la côte, reliant tous les ports de Jaffa à Alexandrette.

Les chemins de fer locaux et les tramways doivent être développés également dans le Liban. Il faudrait que chaque route carrossable ait son tramway. Les frais d'établissement et d'entretien peuvent être réduits par l'emploi de la houille blanche et de la traction électrique, qui s'impose d'autant plus que la fumée noire du charbon employé dans la traction à vapeur endommagerait les mûriers, la grande richesse du pays. Des tramways partiraient de *Djébail* et de *Batroun* vers l'intérieur, passeraient à *Toula*, *Douma*, *Edhen*, *Amioûn*, *Tannourîn*, *Becharry*, *Lahfed* et à *Akoura*, et relieraient tous ces points de l'intérieur à la côte.

Le petit port de *Djounieh* profiterait considérablement du mouvement ainsi créé. Même la création d'une ligne de tramways serait très utile, s'appuyant à Baabda sur la grande voie de Beyrouth Damas, et longeant ensuite la crête à flanc de côteau du sud au nord, jusqu'à *Zgarta* et ses environs, avec des embranchements sur *Ghazir* et *Djounieh*.

Enfin, il faudrait établir un tramway de *Béit-ed-Din* à *Beyrouth* par *Déir-el-Kamar*, et un autre s'appuyant sur la grande

voie ferrée à *Baabda* et allant vers le sud à *Déir-el-Kamar*, *Baaklin*, et *Djezzin*.

Dix ans suffiraient pour tous ces travaux. Certes, pour certaines de ces voies, les frais seraient élevés, notamment pour la ligne qui, de Ghazir, traverserait la crête du Liban pour desservir le nord de la Békaa. Mais les chemins de fer amèneraient une telle augmentation du trafic et une telle prospérité dans les régions desservies que les capitaux engagés dans leur construction donneraient de beaux bénéfices. A une condition seulement, que le régime politique et économique désastreux qui pèse actuellement sur la Syrie et sur son arrière-pays fût profondément réformé, ainsi que nous le verrons aux chapitres suivants.

CHAPITRE IV

L'ÉMIGRATION ET L'EXTENSION DE LA MAIN-MORTE (1).

Malgré l'activité intelligente des Libanais pour développer sans cesse les ressources économiques de leur petit pays, celui-ci ne peut plus nourrir sa population. Depuis le début du ^{xix}^e siècle, l'émigration est devenue un phénomène sociologique régulier et permanent dans le Liban. Tous les ans, des émigrants sont partis et partent encore.

Dans la première partie de ce siècle, les Maronites se sont dirigés surtout vers les régions syriennes voisines de la Montagne. Ils se sont établis en Terre-Sainte, dans les sandjaks de Latakiyèh et de Tripoli, dans le villayet d'Alep, dans la Petite-Arménie, même le long de la côte méridionale et occidentale de l'Asie-Mineure et dans certaines îles méditerranéennes, comme à Chypre. Dans ces contrées, ils forment encore aujourd'hui des colonies nombreuses et compactes.

C'était surtout la population pauvre qui émigrail, les *fellahs* qui ne possédaient pas la terre et que leurs petites fermes grevées d'impôts et de redevances ne nourrissaient plus avec leurs nombreuses familles. Ou encore, c'étaient les cadets des familles paysannes exclus du maigre héritage paternel. Ces malheureux partaient presque sans ressources, avec leurs bras comme unique fortune. Ils ne pouvaient acquérir des terres dans leur nouveau pays et étaient obligés de vivre de leur travail. Mais, à force de labeur énergique, la plupart d'entre eux arrivaient à acquérir une petite aisance. Aujourd'hui, les colonies maronites de la Syrie et de l'Asie-Mineure sont dans un état de prospérité relative. Elles sont compo-

(1) Les renseignements sur la grande extension de la main-morte dans le Liban se trouvent dans les ouvrages, déjà cités, de Volney, Reclus, dans Baedeker même et la plupart des auteurs qui se sont occupés de la situation économique du Liban et de la Syrie au ^{xix}^e siècle.

sées surtout d'artisans et de boutiquiers. La plupart d'entre elles possèdent des églises et des écoles.

Après les événements de 1860, les Druses ont émigré, à leur tour, en grande partie pour se fixer dans le Haourân, qui est aujourd'hui le grand centre, et qu'on a surnommé le *Djebel-ed-Drûse*, la Montagne des Druses. Leurs terres, dans la Montagne, ont été réparties parmi les familles de paysans chrétiens. Ce mouvement d'émigration continue encore aujourd'hui, bien que fort ralenti. Le nombre des Druses établis dans la Montagne diminue sans cesse, malgré la forte natalité. Ce déplacement des Druses vers le Haourân, qui s'était ralenti dans le dernier quart du xix^e siècle, va de nouveau augmenter, depuis que le Haourân a été relié avec la ligne de Damas-Beyrouth par une voie ferrée. En effet, ce chemin de fer a triplé la valeur économique de cette magnifique terre de céréales qui, aujourd'hui, exporte du blé en quantité sans cesse croissante. La culture s'y étend tous les jours. Le pays est si prospère que les bénéfices de sa ligne de chemin de fer peuvent combler les déficits des autres voies ferrées de la Syrie. Avec la ligne de la Békaa, c'est la plus rémunératrice de tout le Levant. Le Haourân est en train de devenir un des greniers de l'Orient. L'agriculture y a besoin de bras nouveaux, et on comprend facilement que les Druses du Liban sont attirés vers ce pays au sol fertile, où leurs coreligionnaires développent si rapidement leur aisance.

Les Métoualis également se retirent peu à peu de la Montagne, réalisent leurs biens, vendent leurs champs et partent vers le Nord. Certainement, dans un avenir prochain, la province du Liban sera presque exclusivement chrétienne, et les Maronites y constitueront les trois quarts de la population.

Cependant, malgré le départ des Druses et des Métoualis, les chrétiens se trouvent trop à l'étroit dans un pays rocailleux, au sol maigre en général, et aux ressources naturelles limitées.

L'émigration, dans ces trente dernières années, après l'abolition des privilèges seigneuriaux, a, au lieu de se restreindre avec le retour de la paix et de l'ordre, augmenté sans cesse et a pris des proportions inquiétantes. Plus de 100.000 chrétiens, presque tous Maronites, ont quitté le Liban depuis 1860.

Tous les ans, 12.000 émigrants environ s'embarquent à Beyrouth sur les paquebots de la compagnie française des Messageries maritimes. Parfois, 400 au moins se pressent sur un seul bateau. On a calculé que, de 1870 jusqu'à 1900, plus d'un tiers de la population avait été contraint de s'expatrier.

Le flot des émigrants se dirige vers les Amériques, principalement, et vers l'Égypte. A New-York, aux États-Unis actuellement, il y a plus de 65.000 Syriens. La République Argentine, surtout, est un centre d'attraction très puissant. Son climat est analogue à celui de la Syrie. En outre, dans ses pampas vastes et peu peuplées, elle offre aux immigrants des terres fertiles, propres à la culture surtout des céréales, et des prairies pour l'élevage. A Buenos-Ayres, le commerce et l'industrie se développent rapidement. Les Libanais, intelligents, souples, actifs et honnêtes, trouvent facilement à y gagner leur vie et même à faire fortune. Il y a une forte colonie maronite, s'appuyant sur les très nombreux Français qui y prospèrent. Les uns, parmi les colons syriens, sont employés de commerce ou de banque, et méritent leur réputation d'activité, de souple intelligence et d'habileté. D'autres sont artisans, boutiquiers, marchands d'étoffes et de tapis ; les plus malheureux, enfin, se font journaliers et portefaix.

L'Égypte, également, est très recherchée par les Libanais. Depuis le commencement du XIX^e siècle, elle a exercé sur eux une très grande attraction, qui est allée en croissant, au fur et à mesure que le Delta du Nil est redevenu une des régions les plus florissantes du monde. A Suez, à Port-Saïd, à Alexandrie, au Caire, parmi les boutiquiers, les employés de commerces, les marchands ambulants, les manœuvres, les hommes de peine, les garçons de café, un grand nombre sont originaires de la Montagne. D'autres Libanais sont répartis comme employés et comme ouvriers agricoles à travers les champs égyptiens, d'une fertilité prodigieuse. Ils y apportent leur habileté tenace, leur science de l'irrigation. Ils ont contribué à développer la sériciculture en Égypte. Maintenant que le barrage d'Assouan apporte, par l'irrigation artificielle, la richesse dans la Haute-Égypte, il y a quelques années encore, déserte et brûlée par un soleil ardent, les Libanais se dirigent vers ces nouveaux pays de culture. Ils aident à le couvrir de plantations de canne à sucre, qui vont en faire un des grands centres de l'industrie sucrière du monde entier. Ils sont par-

mi les pionniers les plus laborieux qui ouvrent ce désert à la civilisation. Les raffineries de sucre qui commencent à s'y établir les comptent parmi leurs meilleurs employés.

D'autres émigrants, à Alexandrie et au Caire par leur intelligence, leur instruction, leur activité et leur esprit d'économie, sont arrivés à de grosses situations dans le commerce et dans la banque. Un grand nombre de maisons de commission, de banque et de courtages, à Alexandrie, sont dirigées par des Maronites et par des Grecs, Orthodoxes ou Unis.

D'autres sont à la tête du mouvement intellectuel et politique en Orient. En effet, dans nulle autre province de l'Empire ottoman, l'instruction n'est aussi développée qu'au Liban. Les chrétiens se mettent rapidement hors de pair au milieu des autres populations complètement ignorantes ou peu instruites du Levant. Les meilleurs avocats, les plus fins connaisseurs du droit musulman à la fois et du droit chrétien, sont des Libanais. Ils illustrent le barreau égyptien. Parmi les journalistes courageux et habiles qui luttent, en Egypte, où la presse est moins muselée, contre le despotisme de la Porte, pour la liberté des sujets ottomans, les Maronites et les autres rites chrétiens se distinguent particulièrement par leur érudition, leur esprit politique, leur patriotisme ardent et par leur profond attachement à la France.

Parmi les meilleurs écrivains arabes contemporains, les Libanais tiennent une place très honorable. Ils se distinguent par l'éclat et la pureté du style, par la finesse de l'observation et par leur science.

Un grand nombre des médecins de l'Egyte, et non des moindres, sont originaires de la Montagne et ont fait leurs études à l'Université de Beyrouth. Le Libanais quitte rarement son pays sans espoir de retour. Il aime trop la Montagne pour l'abandonner à tout jamais. Le désir de tout émigrant, au contraire, est de ramasser le plus rapidement possible un petit pécule à l'étranger pour retourner ensuite dans son pays et y finir ses jours dans une petite aisance.

Jusque dans ces derniers temps, à leur retour dans la patrie si passionnément aimée, les émigrants achetaient un lopin de terre pour le cultiver, avec le pécule amassé à l'étranger. Aussi travaillaient-ils, peinaient-ils, se privaient-ils au dehors. Loin de leur pays, ils ne connaissaient aucun plaisir ; ils ne connaissaient que le dur labeur et l'économie, afin de pouvoir

revoir la terre natale. Les plus heureux, avec la petite fortune gagnée à l'étranger, s'y établissaient comme propriétaires ; d'autres se contentaient de vivre petitement de leurs faibles rentes. D'autres s'y vouaient au petit commerce, s'y faisaient boutiquiers, artisans ou petits industriels, pour y répandre les produits qu'ils avaient connus à l'étranger, pour y introduire des méthodes de travail nouvelles, perfectionnées. Ces revenants faisaient ainsi participer les Montagnards au mouvement général de la civilisation et à ses progrès. Ils ont élargi l'horizon intellectuel de leurs compatriotes. Grâce à eux, le Liban s'est maintenu, au point de vue intellectuel et économique, à la tête de toutes les provinces du Levant.

Mais, aujourd'hui, quand les émigrants reviennent au pays avec une petite fortune péniblement acquise, ils ne trouvent plus de terres disponibles. Ils ne peuvent plus acheter quelques arpents pour les exploiter et gagner leur vie et celle de leurs familles. Pour avoir une existence assurée, il faut que leur avoir y suffise, sans qu'ils aient besoin de travailler. Même les prix des denrées augmentent au Liban, la vie y devient sensiblement plus chère.

Non seulement la plupart des revenants ne peuvent trouver une existence assurée au Liban, mais le pays ne suffit pas à nourrir la population. Sans doute, les terrains fertiles n'abondent pas dans le Liban, mais il ne faut pas oublier que, dans l'antiquité, il a pu nourrir une population très dense, sur qui seule a reposé, pendant trois siècles environ, le commerce méditerranéen, et dont l'industrie, alimentée par la culture du pays, a été alors la plus importante de toutes les régions méditerranéennes. Sans doute, la prospérité économique du Liban a subi une longue éclipse pendant les premiers temps de la domination turque, mais les émirs Fakhr-ed-Din et Béchir II ont su lui donner un nouvel et considérable essor. Sous leur gouvernement, le Liban a été vanté par tous les voyageurs pour sa richesse et l'aisance dans laquelle vivaient ses habitants. Sans doute aussi, les guerres civiles de 1835 à 1865 ont fait de grands ravages dans la Montagne. Mais depuis 1866, elle est entièrement pacifiée. L'ordre n'a plus jamais été troublé. Les gouverneurs se sont efforcés de donner une forte impulsion à la vie économique, par l'établissement d'un réseau de routes excellentes, par la construction de voies

ferrées. Les Libanais, avec une habileté et une énergie remarquables, ont su mettre en valeur la moindre parcelle du sol arable dont ils ont pu disposer.

La population n'est pas ruinée non plus par une administration incapable, despotique, entièrement corrompue. Sans doute, l'organisation et le fonctionnement de l'administration ont de nombreux et graves défauts, mais le paysan, le propriétaire, peut, malgré tout, cultiver son champ en paix : il n'est pas accablé par l'impôt, ni par les prestations, il n'est pas pillé, volé par les agents du pouvoir, comme dans la plupart des autres pays de l'Orient. S'il a une terre, il peut la faire prospérer.

Malheureusement, ces terres que les paysans peuvent acquérir, deviennent de plus en plus rares, par l'extension des biens de mainmorte. C'est là la véritable cause de la crise économique et sociale qui sévit sur le Liban.

Comment les biens de main-morte se sont-ils constitués dans le Liban, et ont-ils pu prendre une si grande extension ? Les raisons en sont multiples.

Le Liban a toujours été un refuge des moines et des ordres religieux. La topographie déjà s'y prête. De tous temps, les moines ont surtout recherché la solitude, soit dans les montagnes, soit dans le désert (1).

En Orient, principalement, les ordres religieux ont été avant tout contemplatifs. Ils se sont aussi réfugiés dans la Montagne, devant les conquérants arabes. Le Liban étant le centre naturel des chrétiens de Syrie, ils y ont toujours été en plus grand nombre que dans les autres régions soumises à la domination directe des musulmans.

De bonne heure, le Liban est ainsi devenu une terre privilégiée pour les couvents et les moines ; les premiers venus y ont été attirés par la solitude grandiose de ses gorges sauvages ou par la majesté de ses sommets ; les autres y ont cherché un refuge devant les hordes musulmanes.

Les chrétiens mêmes qui se sont réfugiés dans la Montagne devant les armées musulmanes de Muawiyâ, ont été con-

(1) Dans les hautes vallées des Alpes, du Jura et des montagnes bourguignonnes, dans les grandes forêts entre la Seine et la Loire, de nombreux couvents se sont établis et ont parfois duré jusqu'à nos jours.

duits par les moines du couvent de Saint-Jean-Maroun de l'Apomène. Parmi les autres ordres orientaux établis dans le Liban, les principaux sont : Les Antonins, les Alepins, les Basiliens etc.

Les couvents, de bonne heure, sont devenus très nombreux. La piété des Libanais, l'ardeur de leur foi chrétienne étaient d'autant plus grandes, qu'entourés de toutes parts du fanatisme des infidèles, isolés complètement du monde chrétien, il leur fallait lutter davantage pour conserver leur religion. Beaucoup d'entre eux, dans le passé, étaient entrés dans les ordres, poussés par la vocation religieuse ; souvent, ils s'étaient retirés du monde après avoir combattu héroïquement pendant leur jeunesse contre les infidèles. Ils soutenaient leurs compatriotes par leur prédication et leurs prières ; ils soignaient les blessés et les malades, réconfortaient les mourants, consolait les vivants, remontaient leur courage et leur foi, les rappelaient au devoir et à l'espérance. Pendant tout le moyen-âge, le clergé régulier avait, en somme, rempli une haute et utile mission dans la Montagne. Il avait été le lien entre les différents groupements maronites, cantonné chacun dans sa bourgade ou dans sa vallée ; il avait été le principal facteur de l'unité nationale.

Après la conquête arabe, des gens étaient entrés dans les ordres pour des raisons plus matérielles. En effet, les Maronites, dès les origines, ont été une race très prolifique, comme nous l'avons démontré à plusieurs reprises déjà. Dans les familles nombreuses, surtout dans le peuple, les fils cadets, exclus de l'héritage paternel, pour que le patrimoine ne fût pas morcelé à l'excès, sont entrés en grand nombre dans les ordres et dans le clergé séculier. La prêtrise et les congrégations offraient des débouchés aux pauvres, aux opprimés, aux fellahs privés de la terre : elles leur assuraient une existence paisible et du pain jusqu'à la fin de leurs jours. De 1840 à 1860, les fellahs et tous ceux qui étaient exclus de la propriété du sol, se sont révoltés pour la conquérir ; avant cette époque, ils s'étaient résignés et avaient souvent cherché un refuge dans les cloîtres.

Aujourd'hui encore, beaucoup des déshérités de la vie entrent dans les ordres. Les plus courageux seulement, les plus énergiques et les plus intelligents émigrent, pour se créer à l'étranger une existence nouvelle. Les autres recherchent une

vie paisible et trop souvent indolente dans les couvents. Ceux-ci ont donc eu de tous temps un large recrutement assuré dans la Montagne. Selon l'expression pittoresque d'un Français qui y a passé de longues années, dans le Liban, c'est encore le moine qui réussit le mieux.

Les congrégations ont, à travers les siècles, acquis des biens considérables. Elles jouissaient de l'immunité en matière d'impôts et étaient exemptes des corvées, du logement des émirs et des cheiks, et de toutes les autres prestations. Beaucoup de paysans, pour échapper aux impôts et aux exactions des *Mokatédjis*, se sont jadis placés sous la protection des couvents, et leur ont donné leurs terres, pour les recevoir ensuite en fermage. Sous la dépendance des moines et des couvents, ils vivaient dans une sûreté relative, car les biens monacaux et les biens des couvents étaient entourés d'un grand respect. Les seigneurs, dans leurs guerres privées, évitaient de les dévaster et de les piller ; les bandes qui, pendant les guerres civiles, pendant les luttes atroces entre *Qaïsites* et *Yamânites*, désolaient la Montagne, ne touchaient pas aux couvents, ni à leurs biens. Cette sécurité relative a donc, pendant des siècles, déterminé beaucoup de paysans à se placer sous la dépendance d'un couvent.

Mais ce dernier, une fois en possession du sol, le gardait définitivement et l'englobait dans la main-morte. Celle-ci fut encore augmentée par les fondations pieuses. Les Montagnards, dans leur ardent attachement à la foi catholique, avaient, à travers les siècles, multiplié ces fondations. Le Mokatédji, quand il partait pour défendre sa patrie et sa religion contre l'infidèle, le marchand, qui parcourait la montagne et la plaine avec ses denrées, toujours menacé par les brigands et les Bédouins, le paysan, qui redoutait pour sa récolte les intempéries du ciel ou les dévastations de la guerre, l'épouse, qui tremblait pour son mari, la mère, qui craignait pour ses enfants, faisaient une donation au couvent le plus proche et s'adressaient aux moines pour des prières et des messes, afin d'obtenir la clémence divine. On cédait des terres aux couvents pour des messes et des prières en faveur des morts, pour des malades et pour le bonheur des vivants. Toutes ces fondations pieuses allaient grossir les biens de main morte.

Les moines, dans leurs couvents, ont toujours mené une

vie simple. Leurs dépenses, pour les besoins matériels, ont été assez restreintes et n'ont jamais absorbé qu'une petite partie des revenus des couvents. Ceux-ci ont ainsi pu, rapidement, se constituer, outre la fortune immobilière, une grande fortune mobilière. Ils s'en sont servis en partie pour acheter de nouvelles terres. En effet, les nombreuses guerres, l'insécurité qui, trop souvent, régnait dans la Montagne, les exactions de la noblesse, des gouverneurs, des pachas ottomans ont jeté beaucoup de paysans dans la misère. Ils ont été obligés de s'endetter et, finalement, ils ont vendu leurs biens. Les émigrants, tous les ans, depuis plus d'un siècle, ont fait de même. Ce sont les couvents qui ont acheté ces terres. Ils en ont acquis d'autres, pour arrondir leurs domaines. Au pauvre fellah dont ils convoitaient le champ, ils ont offert de l'argent que, dans sa gêne, il a accepté.

Autour de chaque couvent se sont ainsi constitués des domaines immenses depuis le ^{vi}^e siècle jusqu'à nos jours ; car, depuis les origines, les congrégations libanaises ont eu un but principal, qu'elles ont poursuivi avec une persévérance inlassable : c'est d'augmenter sans cesse leur puissance matérielle. Aujourd'hui, elles possèdent plus d'un tiers du sol cultivable et cultivé dans la province du Liban. Les biens de main-morte comprennent donc plus d'un tiers des terres et les meilleures.

Quel usage ont fait et font encore ces différents ordres de ces biens ? Ils ne les cultivent pas eux-mêmes, mais les afferment en partie à des *fellahs*, aux conditions ordinaires admises dans la Montagne. Le métayer donne la moitié de la récolte annuelle au couvent qui lui loue ses champs et garde l'autre moitié, pour son entretien et celui de sa famille, pour subvenir aux frais de la culture et de l'élevage, payer les engrais, ses outils, entretenir sa maison, les puits, les canaux d'irrigation, payer à l'Etat et à l'Eglise les impôts et les contributions qu'ils lui réclament. Si le couvent lui donne une indemnité pour les réparations nécessaires qu'il a pu faire à la maison d'habitation, il lui refuse, en outre, celle pour les améliorations qu'il a pu apporter à ses terres. C'est le métayer qui supporte tous les frais, et les charges pèsent lourdement sur lui. Pour lui et pour les siens, il reste à peine un quart de la récolte, et si le gouvernement exige de lui, pendant un certain temps, des corvées et des prestations exceptionnelles,

par exemple pour la construction d'une route, il lui en reste encore bien moins. La situation de ces métayers est donc très dure ; ils ont de la peine à subsister modestement, et souvent même, ils vivent dans la gêne avec les leurs. Il est facile à comprendre que, malgré leur attachement au sol natal, beaucoup d'entre eux s'expatrient pour chercher à l'étranger un sort meilleur.

Toutes les terres qui constituent la main-morte ne sont pas louées à des métayers. Au contraire, une assez grande partie et des meilleures terres, sont exploitées directement par les couvents. Ce sont les moines qui les cultivent avec quelques domestiques, au profit uniquement de leur ordre religieux.

Ainsi donc les ordres indigènes tirent ainsi de leurs biens des revenus considérables, composés des redevances en nature des métayers et des revenus des terres exploitées directement. Quel usage font-ils de ces revenus ? S'en servent-ils pour le développement matériel et moral du Liban ? D'abord, les moines ont élevé un grand nombre de constructions, de couvents grands et petits. La Montagne en est littéralement couverte. Mais ces constructions ont été élevées dans le passé. Si elles ont procuré autrefois du travail et, par conséquent, un gain-pain à des ouvriers, il n'en est plus ainsi aujourd'hui, où les ordres n'ont plus besoin de construire des couvents, car il y en a tant que beaucoup d'entre eux ne sont occupés que par quelques moines et même par un seul.

Il faut remarquer que ces moines libanais ne déploient qu'une activité restreinte (1). Ils sont ignorants en général, routiniers, paresseux, hostiles aux progrès de la Montagne intrigants. Leur œuvre d'enseignement est nulle ou presque ; ils n'ont guère que cinq ou six petites écoles dans le Liban où ils donnent une instruction des plus rudimentaires. Les écoles sont presque toutes entretenues et dirigées par les congrégations latines telles que les Pères Jésuites et Lazaristes qui ne possèdent que peu de biens relativement dans le Liban, mais qui, cependant sont, presque les seuls, par leurs écoles bien dirigées, à y propager l'instruction et l'influence de la France.

(1) Il convient, cependant, de mettre à part les missionnaires libanais Kreïmistes qui font continuellement, par leurs prédications et leur zèle, une grande œuvre utile dans le Liban et au dehors.

Leurs œuvres d'assistance sont dérisoires. Il n'y a pas deux hôpitaux ou hospices dans la Montagne appartenant à des ordres indigènes. Les orphelinats ne sont pas plus nombreux ; les secours aux veuves et aux orphelins distribués par les moines sont maigres et trop souvent injustement répartis.

Les ordres religieux indigènes, ne contribuant que peu ou prou à la vie économique, ne font pas, pour ainsi dire, aucune vaste œuvre utile et nuisent considérablement au développement du Liban. Ils exproprient des milliers de paysans et leur enlèvent leurs champs sans espoir de retour ; ils n'y améliorent pas les procédés de culture et d'élevage ; ils n'y introduisent aucune culture, aucune industrie nouvelle ; ils ne font pas exécuter des travaux utiles ; ils ne se livrent à aucune activité industrielle, pouvant procurer un gagne-pain à des ouvriers. La plupart des moines ne vivent que dans la contemplation et pour l'intrigue. Ils s'emparent des récoltes pour les vendre au prix le plus rémunérateur possible et se servent de l'argent ainsi gagné dans un intérêt politique afin d'augmenter l'influence de leur ordre.

Lorsque les émigrés, après avoir péniblement acquis sur la terre étrangère un petit pécule, rentrent au pays, ils ne trouvent plus de champ à acheter, car ce que la main-morte a englobé, elle ne l'abandonne plus sans qu'elle y soit forcée par des circonstances extraordinaires. Que peuvent-ils faire, alors, dans la patrie, puisque les grandes ressources du pays, celles de la culture, leur sont interdites ? Aussi sont-ils obligés de rester à l'étranger, de s'y fixer définitivement avec leurs familles et d'y fonder des foyers nouveaux. Même l'extension de la main-morte a chassé tous les ans — et chasse encore — des milliers d'autres Libanais de leur patrie, que cependant ils aiment passionnément. Elle les chasse presque sans espoir de retour. Ce sont des forces vives enlevées à ce petit pays, qui a jadis joué un rôle si brillant dans le monde méditerranéen et qui, aujourd'hui, malgré tout, est encore la région la mieux cultivée et la plus prospère de la Syrie. La nation chrétienne si vigoureuse et si vaillante, s'appauvrit tous les ans davantage par l'émigration, car ce sont les éléments les plus intelligents et les plus énergiques qui s'en vont ainsi, perdus pour la patrie.

La main-morte est devenue la plaie dont mourra le Liban, s'il n'y est porté remède. Elle soustrait plus d'un tiers du sol

cultivé et cultivable au commerce et à la vie économique normale du pays. Elle prive des milliers de paysans de terres qu'ils pourraient posséder en toute propriété et cultiver librement. Elle prive donc le pays de la plus grande partie des ressources de ces domaines immenses. Grâce à son extension, les moyens de production dont disposent les Libanais sont diminués considérablement, tandis que leurs charges en sont augmentées, car les biens de main-morte échappent à l'impôt foncier ; celui-ci est supporté par moins des deux tiers du sol cultivé seulement, et comme son chiffre global, ainsi que le tribut dû à la Turquie, sont à peu près fixes, chaque fois qu'une terre nouvelle a été acquise à la main-morte, le montant de la taxe dont elle était redevable a été réparti sur les autres terres non possédées par un couvent, du village ou du bourg, c'est-à-dire que les charges des paysans ont été augmentées.

Longtemps, ils se sont contentés de gémir et de solliciter l'intervention de l'Europe : « On nous a, écrit l'un d'eux, dans l'*Univers* du 12 mai 1902, plantés sur des rochers stériles, comme dans une forteresse, dont nous ne pouvons franchir les remparts ; on ne nous a pas donné un port de mer, on ne nous a pas laissé un morceau de plaine, pour nous asservir par la faim. Nous avons cultivé les rochers arides ; et, par la force d'un accroissement silencieux, nous avons forcé les murs de notre prison, et toute notre jeunesse valide s'est éparpillée, emportée par tous les vents, dans toutes les régions de l'univers connu, tandis qu'à deux pas de nous, de vastes terrains, des plaines très riches, demandent des habitants et restent inoccupés. Cette émigration d'un tiers de la population libanaise ne ressemble pas à celle qui s'opère en d'autres pays, où le pauvre emporte sa famille et ses pénates, et les transfère sur un sol meilleur que celui de sa patrie. Nos émigrants s'en vont tous avec l'intention de revenir mourir dans cette Montagne, que nous aimons pour tout ce que nos pères y ont versé de sueurs et de sang, que nous aimons à cause de sa pauvreté. »

Hélas, les émigrants ne peuvent partir qu'avec l'espoir de revenir un jour mourir simplement dans la Montagne ; l'espoir d'y retourner pour travailler, pour contribuer à la grandeur et à la prospérité de la patrie leur est presque interdit aujourd'hui.

Le problème de l'émigration devient de plus en plus aigu

et s'ajoute à tous les autres soulevés par le régime institué en 1861 et 1864. C'est de sa solution principalement que dépend l'avenir du Liban et nous ajoutons même de la Syrie. C'est lui qui domine toute la vie politique et économique de la Montagne.

CHÂPITRE V

LES RÉFORMES AGRAIRES ET TERRITORIALES NÉCESSAIRES.

Le problème des terres et de l'émigration et le régime politique réclament des réformes immédiates. Déjà, le mécontentement dans la Montagne est très grand. Il augmente sans cesse et menace de devenir un danger pour la paix et le bon ordre en Syrie. A l'heure actuelle, le courant démocratique grandit tous les jours. Les Montagnards n'ont pas oublié la Révolution de 1857 ; ils se rappellent toujours cette époque, où, dans le Kesrouan et dans les autres districts chrétiens, ils avaient conquis la liberté et constitué une république populaire. Ils aspirent ardemment à reconquérir ces libertés, ces droits politiques, que les règlements de 1861 et 1864, faits par les puissances, leur ont enlevés. Leur ardent patriotisme souffre de leur situation précaire. Un certain souffle révolutionnaire traverse les populations et les soulève contre l'oppression politique et économique.

Les Libanais sont mûrs pour un régime démocratique. Ils l'ont prouvé. Ils le réclament. Nous avons déjà indiqué les réformes politiques nécessaires. Les réformes les plus urgentes, les plus indispensables cependant, sont d'un autre ordre. Il faut empêcher de mourir d'anémie ce peuple qui a donné tant de preuves de sa vitalité, de sa vigueur. Il faut l'arracher à la misère et lui donner les moyens de vivre et de prospérer. Le droit à la vie, à l'existence, n'appartient pas seulement à l'individu, il appartient aussi aux nations.

Il faut, avant tout, dans le Liban, enrayer l'émigration. Une seule mesure peut y porter remède, c'est la suppression de la main-morte. Il ne s'agit pas d'une mesure de fanatisme anti-clérical, mais d'une mesure de salut public, réclamée par la majorité de la population libanaise.

Personne ne conteste l'utilité de l'œuvre des congrégations latines dans le Liban ; leurs établissements y ont rendu et y

rendent encore de grands services, mais il n'en est pas de même des ordres indigènes. Le fait même que l'enseignement et l'assistance publique sont placés complètement sous la direction des religieux latins et sont, à quelques rares exceptions près, entre leurs mains, prouve que les ordres religieux indigènes ne font plus guère œuvre utile. Nous avons suffisamment démontré les conséquences néfastes, désastreuses de leur activité économique, qui ne consiste qu'à accroître les biens de main-morte.

Une loi contre cette dernière ne se heurterait donc plus à l'opposition intransigeante de la nation libanaise ; au contraire, elle est réclamée par une fraction notable ; l'immense majorité, si une loi pareille était votée et appliquée, bien loin de résister, s'en féliciterait comme d'une mesure de salut public qui donnerait les terres aux paysans. Il ne faut pas oublier que de 1857 à 1860, les *fellahs* se sont insurgés pour enlever la propriété du sol à la noblesse, pour s'en emparer eux-mêmes ; depuis plus de cinquante ans ils réclament des terres, et, certainement, ils ne repousseraient pas celles qui leur échoiraient par la dissolution de la main-morte ; ils les accepteraient avec empressement.

Il s'agit maintenant de savoir quelle sera cette loi contre la main-morte. A notre avis, une solution radicale s'impose. Il faut confisquer la plus grande partie de ces biens en indemnisant les ordres qui en sont propriétaires et leur interdire, dans une certaine mesure, d'acquérir des terres. Avant d'arriver à cette mesure extrême, il serait peut-être utile de prendre des dispositions préparatoires ; les deux principales seraient, à notre avis l'interdiction d'augmenter encore davantage, par des acquisitions nouvelles, la main-morte et le rachat des terres que les couvents ont concédées à des métayers, afin de les donner à ces derniers en toute propriété. Une autre disposition soumettrait à l'impôt foncier tous les biens ecclésiastiques et monastiques, au même titre que les autres.

Cependant, une nouvelle répartition des terres, dans la Montagne, serait insuffisante pour assurer les moyens d'existence à une population assez dense et qui s'accroît continuellement. L'émir Béchir le-Grand a déclaré un jour que les terres du Liban suffisaient à peine pour nourrir la population pendant *trois mois* de l'année. Or, sous son gouvernement, la population n'a été que de 350.000 âmes, dans les limites

actuelles de la province, tandis qu'aujourd'hui elle est de 500.000 environ. Si l'on ne veut pas détruire la nation chrétienne du Liban et l'éparpiller à travers le monde, il faut lui donner des terres nouvelles en agrandissant son territoire.

La grande mesure indispensable est une délimitation nouvelle qui étendrait les frontières de la province autonome. Nous avons déjà démontré que le tracé des limites du Liban, en 1861, a été purement arbitraire. Beyrouth, situé au centre même de la côte libanaise, et de nombreux villages et cantons ont été enlevés au gouvernement autonome pour être placés sous l'administration de la Porte. Les terres les plus fertiles, dont les revenus suffiraient à l'entretien de toute la nation libanaise, ne lui appartiennent plus. Au ^{xvii}^e siècle, cependant, c'étaient des émirs druses et maronites qui gouvernaient la Békaa, Beyrouth, Sayda et leurs dépendances ; c'étaient les émirs Chéhab qui étaient les chefs du Wadi-at-Taïn et du Merdj-Ayoun. Le Bled-Becharra obéissait aux émirs Ma'an. Le grand émir Fakhr-ad-Din II avait réuni sous son sceptre toutes ces contrées et d'autres encore, le nord de la Galilée, toute la vallée de l'Oronte, le Mont-Hermon et une partie du Haourân. L'émir Béchir également avait gouverné presque toutes ces régions, qui, sous les princes de la Montagne, avaient atteint une grande prospérité. Sayda, la Békaa, Hasbeya, Racheya, le Merdj-Ayoun, depuis les khalifes Omaiyades, n'avaient jamais été si prospères que sous les Ma'an et les Chéhab. Depuis qu'ils ont été arrachés de la Montagne, ils ont périclité ; l'administration des fonctionnaires ottomans leur a été fatale.

Sayda, aujourd'hui, n'est plus qu'un petit port secondaire, peu fréquenté par les grands bâtiments de commerce. Son chiffre d'affaires n'atteint pas 5.000.000 de francs. Le Bled-Becharra, le Merdj-Ayoun et surtout la Békaa, la Coéléryrie, qui comptaient sous l'Empire romain et sous les khalifes arabes parmi les plus fertiles régions du monde, ont aujourd'hui perdu leur ancienne splendeur. Ce n'est pas que l'agriculture y soit complètement délaissée ; au contraire, la population, presque totalement chrétienne, y est laborieuse et intelligente ; mais elle est sous le joug d'une administration dont l'honnêteté et la prévoyance sont sujettes à contribution.

Sous le régime turc, les admirables routes construites par les Romains, les canaux d'irrigation, les aqueducs et les puits qui répandaient l'eau bienfaisante à travers les champs insuf-

fisamment arrosés par les pluies, et avec l'eau la fertilité, et la richesse, ont été délaissés, sont tombés en ruines ou ont été envahis par les sables. La conséquence en est que des contrées jadis fertiles sont aujourd'hui presque des déserts. Là où la présence de cours d'eau permet la culture, les paysans sont odieusement exploités par les autorités. D'abord l'administration financière, avide et vexatoire, les accable d'impôts et d'emprunts forcés. Ils payent des taxes foncières et mobilières, et de nombreuses contributions indirectes. Les fonctionnaires, mal payés et ne recevant pas toujours leurs faibles traitements, les mettent en coupe réglée. Les exactions pèsent encore plus lourdement sur le pays que les contributions proprement dites. L'insécurité dans toutes ces belles régions est très grande ; le brigandage y est répandu, et les Bédouins y organisent de fréquentes expéditions de pillage. La police actuelle est insuffisante ; si un propriétaire ou un village veulent être protégés par elle, il faut qu'ils payent un *bakchische*. La justice est vénale. Il faut acheter les moindres faveurs administratives. On menace les habitants de loger chez eux des soldats et des fonctionnaires, à leurs frais, pour les amener à payer ; et souvent, lorsqu'ils se sont exécutés, on leur envoie quand même des soldats, qui les pillent à leur tour.

Sous un régime pareil, un pays ne peut se développer. La Békaâ, le Merdj-Ayoun, le Bled-Becharra, qui pourraient nourrir une population de plus de cinq millions d'habitants, en ont à peine quelques centaines de mille. L'agriculture y souffre ; le commerce et l'industrie y sont presque nuls. Il suffirait cependant d'une administration honnête et vigilante pour donner à ces régions leur ancienne prospérité. Comme elles pourraient nourrir une population au moins cinq fois plus nombreuse que celle qui y est actuellement, pourquoi ne les rendrait-on pas au Liban, afin qu'il y déversât le trop plein de sa population ? Dix mille Libanais sont obligés tous les ans d'aller en Egypte, en Amérique, parce que la Montagne ne peut plus les nourrir, alors qu'à ses portes s'étendent des plaines fertiles et peu peuplées, que leur intelligente activité transformerait en de véritables greniers d'abondance.

L'émigration, actuellement, affaiblit la Montagne et la Syrie entière. Elles perdent tous les ans des forces vives, que cependant elles pourraient utiliser. Au lieu d'aller en Egypte

et en Amérique, où ils sont noyés au milieu de nations étrangères, les Libanais s'établiraient sur les terres délaissées de la Békaâ d'abord, puis du Merdj-Ayoum et du Bled-Becharra ; ils resteraient groupés en une nation. Ils sauraient les mettre en valeur, comme ils ont su faire pour les pentes et les vallées du Liban.

Déjà, le sol fertile de la Békaâ est convoité par eux ; tous les jours presque, des rixes éclatent sur la lisière de la province autonome ; les Montagnards descendent vers la plaine et veulent s'emparer des champs que parfois les habitants de la Békaâ leur disputent. Des coups de fusil sont tirés fréquemment, le sang coule. Mais il suffirait de répartir équitablement les terres dans toute la plaine, où beaucoup restent en friche, pour faire régner immédiatement une heureuse harmonie entre les habitants de la montagne et de la plaine. Les premiers occuperaient les nombreux terrains incultes et les feraient valoir ; ils enseigneraient aux anciens habitants leurs méthodes de travail et de culture plus rationnelles, et les deux populations, qui appartiennent en somme à la même race syrienne, ne tarderaient pas à se fondre en une seule.

Au lieu de coloniser l'Égypte et l'Amérique, les Libanais coloniseraient ainsi leur propre pays, la Syrie, aujourd'hui délaissée, et qui a un si grand besoin de colons énergiques, persévérants et instruits. Les Libanais forment sans conteste la partie la plus intelligente, la plus active, la plus industrielle et la plus civilisée des populations syriennes. Seuls, ils sont capables de relever les autres indigènes, de leur donner l'unité nationale, de les guider vers le progrès. Ils sont seuls aptes à jouer dans ces régions autrefois si glorieuses le rôle que le Piémont a joué en Italie. Ce sont les Piémontais de la Syrie. Que les puissances leur permettent au moins de remplir le rôle des Piémontais en Italie, qui était d'en fonder la grandeur actuelle.

Une première mesure pour cela est nécessaire : il faut ajouter la Békaâ, toute la vallée de l'Oronte et du Litani à la province autonome. En effet, pourquoi les Libanais ne s'établissent-ils pas déjà maintenant dans la Békaâ, puisqu'il y a des terres disponibles ? La raison en est fort simple : c'est parce que la Békaâ est sous le joug de la Turquie ; ils y ont échappé en 1861, et ils ne veulent y retourner à aucun prix. Les événements sanglants de 1840 à 1860 sont encore dans

toutes les mémoires. Ils redoutent qu'en s'établissant dans la plaine, loin souvent de la Montagne, le centre de leur puissance et leur bastion naturel, ils soient exposés sans défense aux vexations, aux excès et à la cruauté de ses fonctionnaires. Ils ne veulent pas être pressurés et tourmentés par une administration à laquelle ils ne prennent aucune part. S'ils s'établissent dans la Békaâ, ce ne pourra être que lorsque celle-ci sera autonome et ne sera plus administrée *directement* par la Porte.

L'octroi de l'autonomie ou plutôt la réunion de la Békaâ au Liban s'imposent également pour une autre raison. La population de la Békaâ est en grande partie chrétienne; or, elle est actuellement administrée par des fonctionnaires, souvent complètement étrangers au pays. Nous avons déjà signalé les nombreux et graves défauts de l'administration ottomane; nous avons montré que c'est elle qui, par son impéritie et son inertie, a causé la ruine de la Syrie et en empêche le relèvement rapide. Il faut donc lui en substituer une autre, pour que les Libanais puissent rendre au pays son ancienne prospérité. Cette nouvelle administration ne peut être que celle du Liban autonome, qui a déjà fait de la Montagne la contrée la plus riche de toute la Syrie, et qui seule peut faire de la Coélesyrie ce qu'elle a été jadis, un paradis terrestre et un grenier d'abondance.

Déjà, grâce aux chemins de fer de Beyrouth-Damas et de Hama-Homs, dont le dernier traverse la plaine dans toute sa longueur, le développement économique de la Békaâ a pris un grand essor. L'établissement des chrétiens libanais et l'octroi de l'autonomie, du *self-government*, ne pourraient qu'activer ce développement. Mais la Békaâ ne saurait suffire aux Libanais. Il leur faut aussi le Houleh, le Merdj-Ayoun, Beyrouth, Sayda et le Bled-Becharra, qui ont besoin de leurs bras, qui réclament leur activité, pour ne pas périr complètement.

En 1861, les puissances ont penché à donner à la nouvelle province autonome Racheya et Hasbeya. Elles y ont renoncé, à tort sans aucun doute. Aujourd'hui, il faut réparer cette erreur. Il serait injuste d'affranchir les uns des Libanais de la domination directe de la Porte et de maintenir dans la servitude les autres, ceux qui sont établis en dehors des limites tracées arbitrairement en 1861. Toutes ces populations sont

de la même race ; elles sont chrétiennes ; elles sont unies par un passé glorieux, par la tradition commune, par leur histoire ; jadis elles ont formé une nation autonome, résistant aux empiètements des Pâchas de Syrie. Il faut rétablir ce passé.

En 1861, les puissances ont fait une œuvre incomplète et par là même dangereuse. Elles ont séparé violemment ce qui, pendant plus de deux siècles, avait été étroitement uni ; elles ont déchiré une nation en plusieurs tronçons. Alors que, sous l'impulsion de la France, en Europe, les nations se constituaient, que l'Italie et l'Allemagne recouvraient leur unité nationale, les puissances, en Syrie, ont brisé l'unité nationale constituée autour du Liban par les émirs Ma'an et les émirs Chéhab. Elles en ont affranchi une petite partie seulement mais la majorité a été courbée sous l'autorité de la Porte. Les uns, confinés dans la Montagne, ont une autonomie restreinte, qui les garantit au moins contre la rapacité et le cruel arbitraire des musulmans ; les autres, qui habitent les contrées les plus fertiles, restent soumis aux caprices de Constantinople.

Il faut donc reviser l'œuvre injuste de 1861. Il faut reconstituer le Liban avec les frontières qu'il avait sous le grand émir Fakhr-ad-Dîn et sous les émirs Chéhab. Ce sont ses frontières naturelles. La province autonome engloberait alors, outre son territoire actuel, la Békaâ, jusqu'à la crête de l'Anti-Liban, le Merdj-Ayoum, le Houleh, le Bled-Becharra, Sayda et Beyrouth. Au Nord, le district de l'Akkar, avec Tripoli, est compris géographiquement dans le Liban et dans les chaînes secondaires. Il appartient actuellement au vilayet de Beyrouth, mais, autrefois, la plus grande partie était rattachée au Liban autonome. Habité par des milliers de chrétiens, Maronites Grecs Orthodoxes ou Unis il n'est que juste qu'il retourne à la province autonome.

Nous ne demandons pas que toutes ces annexions au Liban soient faites en une seule fois. Nous admettons qu'il y soit procédé progressivement. Les puissances ont-elles le droit de le faire ? Certainement oui. En 1861, elles se sont arrogé le droit d'intervenir en faveur des populations chrétiennes de l'Empire ottoman. C'est dans le sens du droit d'intervention collective que l'article 9 du traité de Paris a été appliqué. Les puissances ont tracé la frontière de 1861 ; elles ont rendu

Hasbeya et Racheya aux autorités ottomanes. Plus tard, elles ont affranchi la Bulgarie, la Roumélie orientale ; elles ont conféré l'autonomie à la Crète ; elles ont donné la Thessalie à la Grèce, incomplètement affranchie en 1830, réparant ainsi une ancienne erreur. Elles peuvent donc également réorganiser le Liban et lui donner ses anciennes limites. Elles peuvent réunir sous un même gouvernement autonome les Montagnards et leurs frères de race, les chrétiens de la Békaa, du Merdj-Ayoun, du Houleh et du Bled-Becharra, tout comme elles ont réuni les Grecs de Thessalie à leur nation déjà affranchie depuis un demi-siècle.

Comment les puissances procéderaient-elles ? La procédure est indiquée par tous les précédents. Une commission européenne serait réunie pour tracer les limites nouvelles de la province autonome considérablement agrandie. La Sublime-Porte ne saurait s'y opposer avec une apparence de raison ; car, ce ne serait que justice que d'accorder aux populations chrétiennes des régions précitées les mêmes droits que ceux dont jouissent déjà une partie d'entre elles, d'autant plus que la souveraineté du Sultan y est beaucoup mieux sauvegardée que dans l'île de Crète ou dans la Roumélie orientale, située cependant à proximité de Constantinople.

Après avoir reconstitué ainsi le Liban de la grande époque, une autre tâche incomberait aux représentants des puissances. Ce serait la répartition des terres entre les différents éléments de la population et l'établissement dans les nouveaux territoires des colons de la Montagne et des milliers d'émigrés qui reviendraient d'Afrique et d'Amérique. Il faudrait éviter tout conflit entre les paysans indigènes et les Montagnards. Certes, les terres en friche ne manquent ni dans la Békaa, ni dans le Houleh, ni dans toutes autres contrées dont nous demandons le retour à l'autonomie. Elles y sont même très nombreuses, mais il faut éviter entre les habitants toutes les contestations qui ne dégénéreraient que trop facilement en rixes sanglantes et offriraient à la Porte un précieux prétexte pour intervenir.

Il serait donc indispensable qu'une commission européenne relevât toutes les terres disponibles et fit une répartition équitable, non pas entre les individus, mais entre les groupes qui fonderaient ensuite un village ou un bourg.

Ce serait le salut pour le Liban et pour la Syrie tout entière.

Aujourd'hui, ce pays, un des joyaux de l'Empire romain, ce pays qui, sous les Omayyades, était à la tête du monde civilisé, languit faute de soins et cela pour les raisons déjà indiquées. Seul le Liban, grâce à son autonomie, a encore de la vigueur, de la vie. Il en déborde même ; il est obligé d'envoyer tous les ans des milliers de ses enfants au dehors, où ils contribuent à la richesse des pays étrangers, de l'Égypte, des républiques américaines. Pourquoi ne pas infuser à la Syrie ce sang libanais, qui est répandu au dehors, sans profit pour la patrie ? Il lui donnerait une vigueur nouvelle ; il le régénérerait. Ce serait une renaissance brillante et heureuse de la Syrie, berceau de tant de belles et fécondes civilisations. Le trop-plein de la population libanaise, perdu actuellement par l'émigration pour leur nation, servirait à fortifier les autres populations syriennes, à leur donner une nouvelle vigueur et une nouvelle existence. Le fait qu'une nation, ayant eu son génie propre, ses traditions et une histoire, se reforme et reprend de la vigueur, est toujours un grand progrès ; car l'humanité, la civilisation mondiale sont issues du génie de toutes les nations organisées et conscientes. Toutes y ont contribué et y contribuent encore. Lorsqu'une nation prend conscience d'elle-même et de son génie, c'est une force nouvelle acquise pour l'humanité, pour la grande cause du progrès, c'est un facteur nouveau de civilisation qui se crée.

Dans la Montagne, la nation libanaise a pris conscience d'elle-même ; elle existe, elle veut vivre et prospérer. Une partie a déjà ses institutions autonomes, l'autre les réclame ; elle veut être unie, afin de pouvoir développer pleinement et librement son génie propre, d'apporter sa contribution à la civilisation humaine. A l'Europe de faire enfin en Syrie une œuvre réelle de progrès.

Depuis la fin des Croisades, les Syriens, et particulièrement les Libanais, dans les heures de désespoir, du haut de leurs rochers, regardent vers l'immense mer bleue et scrutent l'horizon ; peut-être les voiles des « Francs » apparaîtront-elles à l'horizon, car c'est de l'arrivée des « Francs » qu'ils espèrent la délivrance. Ce sont eux qu'ils attendent toujours pour briser leurs chaînes. Ils sont leur suprême espoir.

La France seule, en effet, peut prendre l'initiative de proposer d'abord l'annexion au Liban du district d'Akkar, de la Békaa, du Bled-Becharra, du Houleh, du Merdj-Ayoun, de

Sayda et de Beyrouth. Elle a toujours été en quelque sorte le flambeau qui a guidé le monde dans la voie du progrès et de la liberté ; elle a délivré l'Italie ; elle a détruit en Allemagne les formes du passé. En 1860, elle est la première accourue au secours des Libanais. Elle a toujours été le patron des opprimés et spécialement des chrétiens de Syrie. Il faut qu'elle remplisse une dernière fois son devoir en détruisant définitivement les chaînes de l'oppression.

Les occasions de prendre cette initiative ne lui manquent pas. La question d'Orient est toujours ouverte ; la Crète, la Macédoine, l'Arménie, se relèvent au milieu des décombres et font appel à la conscience universelle. Aucun des multiples problèmes soulevés n'a eu une solution définitive, ni pour la Crète, ni pour la Macédoine, ni pour l'Arménie. La question du Liban même se pose toujours devant la diplomatie européenne, au sujet des revendications les plus légitimes des Libanais, relatives à un gouverneur indigène, à un port de mer, au réseau de voies ferrées et à l'annexion des districts réclamés. Elle se posera d'une façon toujours aiguë, à la suite du problème des terres et de l'émigration, et de l'état d'esprit devenu perplexe et révolutionnaire des populations libanaises.

Pourquoi la France reculerait-elle devant les seules solutions rationnelles, conformes à l'intérêt général, parce qu'elles respectent l'intégrité de l'Empire ottoman, mieux même que l'ingérence perpétuelle dans ses affaires intérieures que pratiquent actuellement les puissances, et parce qu'elles donnent à des populations trop longtemps comprimées un peu de liberté et la possibilité de croître enfin et de prospérer !

CONCLUSION

Nous avons essayé de retracer les péripéties glorieuses parfois et trop souvent douloureuses de l'histoire de la Syrie et du Liban. La nature même, en les plaçant entre le monde méditerranéen et le monde asiatique, les a appelés à un grand rôle ; elle a fait de la Syrie l'intermédiaire, le lien entre plusieurs civilisations différentes, mais qui, toutes, ont puissamment contribué à la grandeur et au progrès de l'humanité ; elle a fait du Liban la grande citadelle, la forteresse invincible, l'épine dorsale en quelque sorte de cette zone de transition, le roc contre lequel sont venus se briser tous les flots de destruction.

Dès l'antiquité, le Liban a été un centre de civilisation et d'intense activité humaine. Ce sont ses habitants, et principalement les hardis navigateurs de sa côte, les Phéniciens, qui ont été les maîtres des Grecs, et qui les premiers ont ouvert au progrès l'Afrique du Nord, l'Italie, la Gaule et l'Espagne. Sous l'Empire romain, c'est en Syrie et dans le Liban que les principaux produits de l'Extrême-Orient ont tout d'abord été implantés, le mûrier et l'élève du ver à soie entre autres.

La Syrie devient alors la terre où l'hellénisme et la civilisation orientale, sémitique se sont unis en une belle harmonie. L'art byzantin est issu de cette union, qui a eu des résultats féconds, particulièrement dans le domaine de la science, de la philosophie et des religions. C'est en Syrie que le christianisme est né et a grandi ; c'est en Syrie qu'il a eu, pendant les cinq premiers siècles de notre ère, une vie si intense qu'il s'est divisé en plusieurs sectes. C'est de la Syrie que la philosophie païenne et chrétienne a pénétré dans la Perse sassanide, où elle a été conservée pour se développer sous les khalifes arabes et rapportée ensuite en Europe, qui l'avait oubliée momentanément dans l'intervalle.

La conquête arabe a complètement bouleversé la Syrie et y a créé un ordre nouveau ; mais la prospérité et la grandeur du pays n'en ont nullement souffert. Au contraire, bien plus encore que sous la domination byzantine, la Syrie a pu être l'intermédiaire entre l'Occident et l'Orient, dans cet Empire arabe qui réunissait les pays de l'Iran, toute l'Asie centrale, l'Afrique du Nord et l'Espagne, qui comprenait à la fois l'Orient et l'Occident. C'est par la Syrie musulmane que l'Europe a connu la culture du cotonnier, de la canne à sucre, du riz, du safran, de l'abricot, de la pêche, du citron et d'autres plantes utiles.

La Syrie a été, sous les khalifes Omayyades, le pays le plus civilisé du monde, mais elle a changé de caractère, elle est redevendue sémitique et a adopté la langue arabe. Les chrétiens ont été refoulés au second plan.

Une seule région syrienne est restée attachée au christianisme, le Liban. Par là, il a été le lien entre la Syrie et le monde chrétien ; ensuite, les chrétiens réfugiés dans le Liban s'y sont donnés une organisation nationale autonome ; ils ont pris alors la direction des chrétiens de Syrie ; ils ont pu dès lors revendiquer pour eux le grand rôle historique de maintenir le christianisme indépendant dans sa terre d'origine et d'y refouler peu à peu les musulmans. Ils auraient pu jouer le rôle du royaume chrétien des Asturies dans l'Espagne musulmane, si les circonstances historiques leur avaient été plus favorables.

La Syrie, sous la domination musulmane, est restée la terre de prédilection des hérésies ; à côté des sectes chrétiennes se sont formées de nombreuses sectes musulmanes qui, toutes, ont influé sur l'histoire du pays. Quelques-unes ont duré jusqu'à nos jours : les Druses, les Nosairis, les Métoualis, les Ismaéliens. De même que les chrétiens, ces sectes musulmanes, persécutées, ont trouvé un refuge dans les chaînes du Liban. Ainsi se sont constituées, dans ces chaînes, des populations très variées, chrétiens des différentes observances, musulmans appartenant à plusieurs sectes. Chacune de ces populations a son organisation sociale, ses coutumes et ses mœurs ; mais comme elles sont toutes menacées par le gouvernement des khalifes, elles se sont toutes données une organisation guerrière, dont le but essentiel était la défense du pays contre une attaque, brusque ou autre.

Arrivent les Turcs ; ils introduisent en Syrie l'organisation militaire féodale. Les Libanais, surtout les Maronites, afin de défendre contre eux leur indépendance et leur foi, adoptent cette organisation militaire, qui est celle d'une nation armée, avec sa hiérarchie de chefs de guerre, d'émirs et de cheiks, qui deviennent des seigneurs féodaux. L'organisation sociale du Liban, qui a duré jusqu'en 1860, avec sa noblesse et ses paysans-serfs, se précise et prend des formes nettement déterminées.

Les Maronites sont, pendant les Croisades, les champions du christianisme en Syrie. Les premiers croisés s'adressent à eux pour les guider et les seconder dans la conquête de la Terre Sainte. Leur rôle, pendant cette glorieuse époque de la chevalerie chrétienne, est des plus considérables. Ils sont les auxiliaires les plus actifs des chefs occidentaux, entre autres de Saint-Louis, roi de France.

La Syrie est redevenue le champ de bataille des Occidentaux et des Orientaux, des Latins et des Arabes, et aussi la terre où se rencontrent et se pénètrent les deux civilisations. C'est en Syrie que les Latins apprennent à connaître l'antiquité ; c'est de la Syrie qu'ils emportent les germes d'une civilisation nouvelle, qui devait s'éclore pleinement sous la Renaissance.

Les Croisades ont eu une autre conséquence très heureuse pour les Maronites et les autres chrétiens. Elles les ont renforcés et ont parachevé leur organisation féodale et militaire. Elles ont créé surtout entre eux et les « Francs » (les Français) des liens indissolubles. C'est à cette époque que les Maronites ont commencé à être les « Français du Levant », les champions de la France chrétienne en Syrie. Des relations étroites durables se sont établies entre la France et la Syrie. Les Syriens chrétiens se sont mis à considérer la France comme leur puissance protectrice contre les musulmans, qui serait appelée un jour à les affranchir complètement du joug des « infidèles ». Les Français, de leur côté, pendant longtemps, n'ont pas oublié la Croisade pour délivrer la Syrie et la Terre-Sainte. Jusqu'à la fin du moyen-âge, ils y ont constamment songé. Leurs marchands, les Dieppois et les Marseillais surtout, font un commerce des plus actifs à Beyrouth, à Sayda, dans les « Echelles du Levant ». Lorsque, plus tard, François I^{er} et ses successeurs, poussés par des raisons poli-

tiques et économiques, ont signé l'alliance avec le Grand-Turc contre la maison d'Autriche, ils ont, dans les « Capitulations », exigé des garanties pour la sécurité des religieux d'Orient, et particulièrement pour ceux de Syrie, et ils ont obtenu peu à peu et exercé le protectorat des chrétiens d'Orient. Les Maronites, notamment, sont remarqués par les rois de France, qui les considèrent comme leurs plus fidèles appuis dans le Levant. Les consuls de France dans les « Echelles », si importantes pour le commerce français, ont été souvent choisis parmi les membres des grandes familles maronites.

Après la chute définitive des principautés latines en Syrie, la décadence de cette dernière a commencé sous les Mamelouks. Elle a été complète sous la domination ottomane, qui date du commencement du xvi^e siècle. Cette terre qui, du temps des khalifes arabes et pendant la Croisade, a été la plus civilisée, la mieux cultivée de toutes, retombe presque dans la barbarie. Les travaux d'irrigation qui ont jadis fertilisé ses champs sont délaissés et s'effondrent. Les routes, sur lesquelles a passé un trafic si intense, sont abandonnées, les villes et les villages se dépeuplent. Là où, au xiv^e siècle, a régné la richesse et la joie, la morne solitude s'étend ; les steppes arides, brûlantes, tristes ont remplacé la riante verdure d'autrefois. Dans certaines régions où s'est pressée une population nombreuse et active, à peine quelques Bédouins dressent leurs tentes avec leurs troupeaux affamés. Toute la Syrie semble plongée en léthargie.

Deux régions seulement ont échappé à cette débâcle : la Damascène, à cause de sa grande fertilité et de l'importance de Damas comme ville sainte de l'Islam, ensuite le Liban, qui a réussi à se soustraire au joug ottoman, grâce à l'habile diplomatie des émirs Ma'an. Fakhr-ad Din I^{er} reconnaît la suzeraineté du Sultan et lui paye tribut, mais, en échange, il reçoit le gouvernement du Liban. Celui-ci reste autonome. Au milieu de la Syrie désolée, ruinée, il conserve sa prospérité. Ses institutions autonomes se développent. Toute la vie qui, auparavant, circulait dans l'Orient entier, semble s'être concentrée dans la Montagne.

Sans doute, les épreuves ne lui sont pas épargnées. Des factions rivales s'y disputent le pouvoir ; les populations sont déchirées en deux grands partis, les Qaïsites et les Yamânites, qui se livrent des luttes continuelles et sanglantes. Mais

le danger commun, la défense commune de l'indépendance de la Montagne, ont rapproché les deux principales communautés religieuses, les Maronites chrétiens et les Druses. Les haines religieuses se sont singulièrement atténuées chez eux ; dans la noblesse dirigeante des deux peuplades, il n'y a même aucun fanatisme religieux étroit, mais, au contraire, une large tolérance ; Druses et Maronites respectent réciproquement leurs croyances. Les partis ne sont pas des partis nationaux ni des partis religieux. Chrétiens et Druses y sont groupés indistinctement. Malgré les luttes des factions, une unité libanaise s'est constituée, et cette unité se maintient, elle sait conserver son autonomie.

Les Libanais payent un tribut aux pachas ottomans, reconnaissant ainsi leur vassalité, mais le tribut, pour eux, est moins un signe de sujétion qu'une assurance versée aux pachas contre les incursions des troupes ottomanes. Au milieu de la Syrie soumise, ils restent seuls debout, avec leurs institutions nationales, leur féodalité ; seuls, ils maintiennent dans leur petit pays l'ancienne prospérité de la Syrie ; par leur activité intelligente, par leur amour du progrès, ils arrivent même à développer leur richesse ; ils maintiennent les relations avec l'Occident. Plus que jamais, c'est le Liban qui est le lien, l'intermédiaire entre l'Europe chrétienne et le Levant. C'est dans le Liban resté autonome que les Syriens ont placé leurs espérances. C'est lui qui semble destiné à être la base offensive d'où partiront les libérateurs qui chasseront les despotes étrangers.

Les princes libanais ont conscience de ce grand rôle. Presque tous sont des hommes d'Etat et des guerriers remarquables, aussi habiles dans les négociations que sur le champ de bataille. Fakhr-ad-Dîn II est un des princes les plus éclairés et les mieux doués que l'Orient ait connus depuis la fin du moyen-âge. Avec une rare énergie, il s'applique à augmenter sa puissance et ses ressources et à créer en Orient une constellation politique favorable à ses visées contre la Sublime-Porte, afin de pouvoir commencer la guerre d'indépendance. Il fait du Liban un Etat moderne, organise une armée, des finances, une administration ; déjà, il a conquis une grande partie de la Syrie centrale, quand la fortune brusquement l'abandonne. L'heure de la délivrance n'a pas encore sonné. La puissance du Liban n'est pas encore assez solide ni assez

forte pour chasser les Ottomans de la Syrie. Fakhr-ad-Dîn II succombe, mais son œuvre n'est pas abandonnée.

Les émirs Chéhab la reprennent avec moins de fougue et de précipitation peut-être, mais avec une patience prudente et ferme, qui est la meilleure garantie du succès final. Les premiers émirs de cette famille réussissent à désarmer les factions et à pacifier le Liban. L'émir Béchir-le-Grand, au milieu de nombreuses péripéties, se rend insensiblement de plus en plus indépendant des pachas ottomans, profitant de la faiblesse grandissante de la Porte, abaisse la féodalité et fortifie son pouvoir monarchique. Malheureusement, il est compromis dans la crise égyptienne.

La domination de Méhémet-Ali, d'abord bienfaisante pour la Syrie, devient bientôt intolérable. Alors les Libanais, qui ont donné la victoire au vice-roi, s'insurgent contre lui, d'abord dans des soulèvements partiels vite réprimés, mais ayant une conséquence très grave ; le vice-roi et l'émir Béchir, pour vaincre ces révoltes, arment les Libanais les uns contre les autres, les Druses contre les Maronites. La discorde se met entre les deux communautés.

Mais la question de Syrie n'est plus une affaire intérieure de l'Empire ottoman, elle est entrée définitivement dans le domaine international. C'est une conséquence de sa situation géographique. L'Angleterre, guidée par ses intérêts commerciaux, cherche à attirer la Syrie dans sa zone d'influence et à s'y créer une nombreuse clientèle. Elle s'oppose donc aux Egyptiens, moralement soutenus par la France, et pousse les Libanais à la révolte.

En même temps, préoccupée de maintenir l'intégrité de l'Empire ottoman et d'arrêter la poussée russe vers la Méditerranée, elle décide le Sultan à recommencer les hostilités contre Méhémet-Ali. Comme la France ne veut pas abandonner ce dernier, l'accord anglo-français se rompt, lord Palmerston négocie le traité du 15 juillet 1840, isole la France ; les quatre puissances coalisées et la Turquie envoient un ultimatum des plus impérieux au vice-roi d'Egypte, qui le repousse.

Un souffle belliqueux soulève toute la nation française contre les alliés de 1814 ; une guerre européenne menace d'éclater. En même temps, malgré les efforts de l'émir Béchir en faveur du vice-roi, les Libanais, Druses et Maronites se soulèvent ; les alliés leur donnent des armes. Une escadre austro-

anglaise, renforcée par une vieille frégate turque, apparaît devant Beyrouth et bombarde la ville.

Le ministère Thiers prépare la mobilisation de l'armée française, mais le roi Louis-Philippe, très pacifique, le remplace, en octobre 1840, par un ministère conservateur et anglophile, partisan de « la paix à tout prix ». M. Guizot, le nouveau ministre des affaires étrangères, abandonne Méhémet-Ali en Syrie et ne cherche, par ses négociations, qu'à lui conserver l'Egypte.

Pendant ce temps, les Libanais, renforcés par quelques détachements anglais et ottomans, infligent de sanglantes défaites aux troupes égyptiennes et contraignent Ibrahim-Pacha à reculer jusqu'à Damas. L'escadre des puissances alliées occupe toutes les villes de la côte. Alors Méhémet-Ali s'incline et capitule ; il demande la paix et signe le traité Napier, confirmé après de longues tergiversations par les puissances. La convention des Détroits clôt définitivement la crise de 1840.

La France est rentrée dans le concert européen ; mais son influence auprès des populations syriennes a beaucoup diminué. C'est l'Angleterre qui a surtout profité de la défaite de Méhémet-Ali. Elle s'est créée une forte clientèle indigène en Syrie, surtout parmi les Druses.

Le soulèvement contre les Egyptiens a aiguisé chez les Libanais le sentiment national et le désir de l'indépendance. Mais ils se heurtent aux tentatives de réorganisation de l'Empire ottoman. Le Tanzimât tend à la centralisation du pouvoir dans les mains de la Porte, et, par conséquent, à la destruction de l'autonomie des provinces. Pendant que les Montagnards veulent s'affranchir complètement de toute sujétion, les hommes d'Etat ottomans cherchent, au contraire, à soumettre le Liban à l'autorité directe et absolue du Sultan. Le moment leur semble favorable en 1841 : l'émir Béchir-le-Grand vient d'être destitué, à cause de sa fidélité à la cause égyptienne ; il s'agit de le remplacer par un fonctionnaire ottoman révocable, et non par un nouvel émir, simple vassal tributaire du Sultan.

L'Angleterre, cependant, s'oppose à ce dernier projet et obtient l'investiture pour l'émir Béchir Mulhem Chéhab, qui succède ainsi à son grand parent.

La Porte, cependant, ne renonce pas à la destruction de

l'autonomie libanaise. Alors, en 1841, commence une période de troubles et d'anarchie, très importante surtout au point de vue du droit international.

Les Druses et les Maronites, après avoir vécu côte à côte pendant des siècles en parfaite harmonie, se brouillent ; une guerre civile éclate ; des massacres ensanglantent la Montagne. La situation est aggravée encore par les intrigues des pachas ottomans, par l'intervention de la Porte et par une lutte sociale qui commence entre la noblesse et les paysans. Alors les puissances prennent en mains le règlement de la question du Liban. Leurs ambassadeurs à Constantinople exigent du Sultan qu'il rétablisse la paix et respecte l'autonomie des Druses et des Maronites, mais ils ne sont pas d'accord sur les limites ni les formes de cette autonomie. La France, d'accord avec les Maronites, réclame le rétablissement de l'émigrat confié à un prince Chéhab, tandis que l'Angleterre, soutenant les Druses hostiles aux Chéhab, s'oppose à leur retour au pouvoir. Finalement, la Montagne est divisée en deux caïmacamies autonomes, l'une chrétienne, l'autre druse. Le statut qui leur est donné par la Porte obtient la sanction des puissances, avec des réserves cependant faites par la France.

Ce règlement de la question du Liban par la voie de négociations internationales, a des conséquences très importantes. Les puissances se sont arrogé le droit d'intervenir dans les affaires intérieures de l'Empire ottoman et d'imposer à la Sublime-Porte des réformes. Celle-ci a dû s'incliner. Les affaires du Liban ont ainsi créé un précédent très grave. Le maintien de l'intégrité de l'Empire ottoman reste la règle de la politique orientale des puissances occidentales, de la France, de l'Angleterre, de l'Autriche et de la Prusse. Elles réussissent même, par la guerre de Crimée, à l'imposer à la Russie. Mais la politique intérieure de l'Empire est placée sous une sorte de contrôle des puissances. Une nation chrétienne sujette, les Maronites, a reçu des institutions autonomes placées sous la garantie des puissances. D'autres nations sujettes vont suivre.

Le droit d'intervention des puissances est acquis par le précédent de 1845. Il est inscrit, dans une forme un peu ambiguë, il est vrai, dans l'article 9 du traité de Paris de 1856. Afin d'empêcher l'intervention isolée de la Russie, l'Angle-

terre a fait accepter le principe de l'intervention collective et du contrôle collectif.

En outre, la période de 1841 à 1845 a permis à la France de réparer, partiellement au moins, son échec en 1840 et de reconquérir tout son prestige auprès des Maronites. Cependant, le règlement de 1845, dit de Chékib-Effendi, est trop imparfait pour durer, pour ramener un état stable dans la Montagne. Alors que celle-ci a besoin d'unité et d'union pour se développer, le règlement y établit la division ; il affaiblit le pays.

En même temps, l'évolution sociale des Maronites continue. L'émir Béchir-le-Grand a abaissé la féodalité et essayé de créer une monarchie administrative. La guerre d'indépendance de 1840 a réveillé dans le peuple le désir de la liberté et le sentiment démocratique. Pendant la crise de 1842 à 1845 déjà, des paysans se sont révoltés contre leurs seigneurs. Le règlement de 1845 a même dû tenir compte de ce mouvement démocratique et abolir quelques-uns des privilèges seigneuriaux.

Mais ces concessions ne font qu'aggraver le conflit social. Une révolution démocratique éclate en 1857 chez les Maronites, dont l'évolution a été plus rapide que celle des Druses. Les paysans chassent les seigneurs et constituent dans le Kesrouan une véritable république. Le conflit s'étend également à la caïmacamie druse, mais les paysans druses ne suivent pas les paysans maronites ; au contraire, se croyant menacés dans leurs biens par les chrétiens, ils se groupent autour de leurs seigneurs druses et prennent les armes contre les Maronites. La cause première des massacres de 1860 a donc été un conflit social entre les seigneurs et les paysans. Il n'y a pas eu lutte entre deux communautés religieuses hostiles l'une à l'autre. La religion n'a été mêlée à ce conflit qu'assez tard.

Le mouvement révolutionnaire a déclenché l'anarchie dans la Montagne. Les autorités ottomanes voudraient en profiter pour détruire enfin l'autonomie libanaise, et par leurs intrigues aggravent encore la guerre civile.

Alors la France intervient ; protectrice des chrétiens d'Orient, elle croit les Maronites menacés et veut les défendre. Mais l'Angleterre, jalouse du protectorat français, exige une intervention collective limitée.

Le Sultan s'oppose même à toute intervention étrangère

dans les affaires intérieures de son Empire. Le principe de l'intervention, cependant, triomphe, et même les puissances le développent en décidant l'envoi en Syrie de troupes françaises comme une sorte de gendarmerie internationale mise à la disposition du Sultan.

Il est désormais acquis que l'article 9 du traité de Paris de 1856 donne aux puissances un droit d'intervention collective dans l'Empire ottoman et y place l'œuvre des réformes sous leur garantie et sous leur contrôle.

C'est en vertu de ce droit qu'elles ont d'abord procédé à la réorganisation du Liban et, plus tard, à celle de Samos, de la Crète et de la Macédoine.

Cependant, comme de 1842 à 1845, l'exercice de ce droit est entravé pratiquement par le désaccord et par les rivalités entre les puissances, dont la Porte, très habilement, sait tirer parti.

Les hommes d'Etat ottomans, par leur *bluff* audacieux et leur tactique dilatoire, réussissent à mutiler encore une fois l'autonomie libanaise. Les délégués des puissances à la commission internationale de Beyrouth ne semblent pas avoir compris le véritable sens des événements du Liban de 1857 à 1860. Ils n'ont pas vu la profonde évolution démocratique du peuple maronite. Certes, ils ont aboli complètement des privilèges de la noblesse. C'est la première conséquence de toute l'évolution politique et sociale. Mais ils n'ont pas su donner au peuple libanais les institutions libérales en harmonie avec ses idées. Ils ont refoulé le flot démocratique et ses aspirations. Surtout ils ont commis la faute d'armer le gouverneur d'un pouvoir presque irrésistible et de le choisir en dehors des indigènes. Néanmoins, le statut de 1861, modifié en 1864, est un grand progrès. Il soustrait le Liban à l'autorité directe de la Porte et le place nettement sous la tutelle collective des puissances, dont les représentants prennent part à la désignation du gouverneur.

Grâce à ses institutions autonomes, le Liban a retrouvé la paix intérieure. Les antagonismes entre les différentes communautés religieuses se sont considérablement atténués. Une vie politique et nationale s'est développée ; des partis politiques se sont constitués, comme dans l'Europe occidentale, sur des programmes politiques et sociaux ; dans ces partis, les habitants sont groupés sans distinction de religion. Mal-

gré l'absence de la liberté de la presse, injustement supprimée par la Porte, l'évolution démocratique des Libanais continue.

En même temps, le développement économique du Liban fait de grands progrès. Il est aujourd'hui la région la mieux cultivée et la plus prospère de la Syrie et même de la Turquie d'Asie tout entière. L'évolution sociale et le développement intellectuel et économique du Liban sont beaucoup plus avancés que dans toutes les autres régions de la Syrie. Il marche véritablement à la tête de la civilisation dans toute cette vaste partie de l'Orient. Ses institutions autonomes ont servi de modèle à celles qui ont été octroyées à d'autres provinces autonomes. Il est le centre des populations indigènes de la Syrie ; c'est vers lui que se tournent là-bas tous les regards, qui ne désespèrent pas de la liberté et de l'avenir de leur pays.

Cependant, pour jouer le grand rôle que la nature et l'histoire lui enseignent en Syrie, de grandes et profondes réformes sont nécessaires, en premier lieu des remaniements territoriaux. Les règlements de 1861 et de 1864 ont mutilé le Liban et lui ont enlevé quelques uns de ses cantons les plus fertiles. Surtout ils l'ont privé de son grand port de Beyrouth, placé sous l'administration directe de la Porte. Le commerce libanais, très actif et florissant, n'a pas de débouché sur la mer ; car la Porte n'admet pas la création d'un port sur la côte libanaise. Les Libanais, très prolifiques, se trouvent à l'étroit dans leur petit pays, d'autant plus que l'extension démesurée des biens de main morte soustrait plus d'un tiers du sol cultivable à la libre activité des paysans. Tous les ans, des milliers de Montagnards sont condamnés à s'expatrier.

De graves problèmes restent donc à résoudre au Liban ; des réformes politiques sont nécessaires. La société devient de plus en plus démocratique ; il faut mettre les institutions en harmonie avec l'évolution sociale. Il faut limiter les biens de main-morte.

Mais le problème le plus sérieux et le plus urgent, c'est l'extension des frontières libanaises. En effet, ce serait condamner la Montagne et la Syrie à un dépérissement rapide que de les laisser dans l'état actuel. Il faut utiliser les forces vives de la nation maronite en Syrie même, au lieu de les disperser dans toutes les parties du monde, et, pour cela, englo-

ber d'abord Beyrouth et la fertile Békaa, ensuite le Bled-Becharra, l'Akkar, le Houleh et le Merdj Ayoun dans la province autonome. Même la constitution d'une grande province chrétienne à l'ouest du Jourdain et de l'Anti-Liban s'imposera un jour, comme la transformation de l'Empire ottoman en un Etat fédératif, avec l'autonomie administrative partielle des différentes nations qui le composent. Cette transformation, non seulement donnera à la Syrie-Palestine son ancienne prospérité, mais fortifiera la paix du monde, car l'équilibre mondial a besoin du maintien de l'intégrité de l'Empire ottoman.

Les Libanais ont conscience du grand rôle que leur glorieux passé leur impose. Placés sous le contrôle collectif de l'Europe, ils demandent que l'Empire ne les empêche pas de le remplir, mais les seconde, au contraire, et hâte ainsi l'évolution pacifique de la Syrie-Palestine chrétienne vers l'autonomie et vers un régime libéral. Avant tout, ils font appel à la France, leur protectrice séculaire, à cette nation française avec laquelle ils ont tant d'affinités intellectuelles, qu'ils ont toujours aimée, et qui trouve en eux des défenseurs ardents de son commerce et de ses grands intérêts moraux dans le monde. La France a été en Europe le soldat de la liberté, du progrès et de la démocratie, comme le Liban l'est en Syrie. A la France de comprendre son rôle historique et son intérêt et de donner tout son appui aux vaillants Libanais ! A elle de plaider devant les puissances leur grande et noble cause et d'assurer enfin la solution normale, légitime de la question du Liban et de la Syrie : la liberté et l'autonomie !

Vu :

Le Président de la Thèse,
RENAULT.

Vu :

Le Doyen,
CH. LYON-CAEN.

Vu et permis d'imprimer :

Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris,
L. LIARD.

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
AVANT-PROPOS.	VII
INTRODUCTION : Tableau géographique de la Syrie et du Liban.	XI
Structure et topographie, XI. — Climat, XIV. — Hydrographie, XVI. — Flore, et Faune, XX.	

LIVRE PREMIER

CHAPITRE PREMIER. — Les origines historiques de la Syrie et du Liban	1
Le Liban sous le Bas-Empire, p. 4. — La conquête de la Syrie par les Arabes musulmans, p. 6.	
§ 1 ^{er} . — Les Omayyades	12
Les <i>Koréichites</i> , p. 13. — Les <i>Khârédjites</i> , p. 14. — Les <i>Qaisites</i> et les <i>Yamanites</i> , p. 18.	
§ 2. — Les Abbassides.	23
§ 3. — Les Fâtimites.	28
Les Tulinides, p. 30. — Les Carmathes, p. 31. — Les Ikchîds et les Hamdânites, p. 32. — Le régime de la propriété sous le Bas-Empire et sous les Arabes, p. 34.	
§ 4. — Le Liban du VI ^e au X ^e siècle.	35
Les origines de la féodalité libanaise, p. 36. — Les Maronites et leurs origines, p. 39. — Les Mardaïtes, p. 43. — L'origine des émirs Tanoukh, p. 45. — La secte des Nosaïris ou Ansariéhs, p. 47. — Les origines des Druses et le drusisme, p. 50. — Les Ismaïliens, p. 58.	
§ 5. — Les Seldjoucides	59
Organisation sociale nouvelle, celle de la féodalité militaire, p. 59.	
§ 6. — Les Croisés.	63
Les États latins en 1144 et leur organisation administrative, p. 64. — La situation du Liban dans le royaume de Jérusalem, p. 69. — L'origine des émirs Ma'an et Chéhab, p. 74. — La secte des Assassins, p. 75. — La dynastie des Ayoubites, p. 76. — Les Khawarizmiens	

ou Corasmiens, p. 77. — La domination des Mamelouks en Syrie, p. 78. — Les Kasrawanites, p. 80. — Les Mongols, p. 81.

CHAPITRE II. — La domination ottomane. 82

L'organisation de la Syrie, p. 83. — La situation du Liban et la condition des chrétiens, p. 86. — Les *muqaddams* et leurs rôles, p. 89.

CHAPITRE III. — Les Ma'an. — Fakhr-ad-Din II. — L'apogée du Liban. 93

L'émir Fakhr-ad-Din et ses relations avec les Médicis de Florence, Ferdinand I^{er} et Cosme II, grands-ducs de Toscane, p. 97. — Conflit entre Hafiz-Pacha, gouverneur de Damas et le grand-émir, p. 101. — La fuite de Fakhr-ad Din en Italie, p. 103. — Son retour en 1616, p. 108. — Organisation de ses Etats, p. 109. — Sa mort tragique, p. 119.

§ 1^{er}. — Les derniers Ma'an et l'avènement des Chéhab . 120

Le Dâher (ben Omar), p. 127. — Ahmed Djezzâr-Pacha (le Boucher), p. 129.

§ 2. — Le Liban et son organisation administrative à la fin du XVIII^e siècle 132

§ 3. — La France et le Liban jusqu'au début du XIX^e siècle. 146

Saint-Louis et les Maronites, p. 147. — Les capitulations, p. 149. — Louis XIV et le Patriarche des Maronites, p. 154.

CHAPITRE IV. — L'émir Béchir-le-Grand. — Les premières années de son gouvernement . . 158

La campagne de Syrie de Bonaparte, p. 160. — La secte des Wahabites, p. 162. — Les cruautés de l'émir Béchir, p. 165. — Sa fuite en Egypte chez son ami Méhémet-Ali Pacha, p. 168. — Son retour, p. 169. — Conflit entre l'émir Béchir et le cheik Béchir Jamblat, p. 170.

CHAPITRE V. — La conquête et l'administration de la Syrie par Méhémet-Ali, vice-roi d'Egypte 177

I. — La conquête de la Syrie. 177

II. — L'administration de Méhémet-Ali en Syrie 188

III. — Le Liban sous la domination égyptienne 197

IV. — Le despotisme de Méhémet-Ali en Syrie 200

CHAPITRE VI. — La crise de 1840 et la défaite de Méhémet-Ali. — La destitution de l'émir Béchir-Chéhab. — La France et le traité de 1840 216-245

LIVRE II

CHAPITRE PREMIER

I. — Le mouvement de réforme en Turquie de 1839 à 1852 . . .	247
II. — Le gouvernement de l'émir Béchir-Kassim-Mulhem . . .	250
III. — Le massacre de 1841	267
IV. — La mission du Séraskier Mustapha-Pacha en Syrie et le gouvernement d'Omar-Pacha dans la Montagne . . .	279
V. — La réorganisation de 1842	284

CHAPITRE II

I. — La crise de 1843 à 1844	297
II. — La mission de Chékib-Effendi en Syrie et le conflit avec la France (1845)	320
III. — Le règlement de Chékib-Effendi	338

CHAPITRE III

I. — La Turquie de 1852 à 1860	354
II. — Le Hatti-Hamayoun du 18 février 1856 et le traité de Paris	357
III. — Le Liban de 1845 à 1860 et la révolution démocratique.	365

CHAPITRE IV

I. — Les massacres de 1860 dans la Montagne.	386
II. — Les massacres de Damas	398
III. — Mai-juin 1860 : les premières négociations de l'interven- tion	400
IV. — Les puissances et l'intervention armée en Syrie. . . .	404
V. — Le protocole du 3 août 1860 et la Convention du 5 sep- tembre	409

CHAPITRE V

I. — Les débuts de Fuad-Pacha en Syrie	414
II. — Le corps d'occupation française en Syrie	419
III. — La commission internationale de Beyrouth	421
A. — La question de la répression.	421
B. — Le règlement des indemnités	433
IV. — Négociations pour la prolongation de l'occupation fran- çaise	438

LIVRE III

CHAPITRE PREMIER. — La réorganisation administra- tive de 1861	453
---	-----

CHAPITRE II. — Daoud-Pacha et le règlement de 1864.	483
---	-----

§ 1 ^{er} . — Histoire politique du Liban de 1864 à nos jours	301
CHAPITRE III. — Le Liban d'aujourd'hui. — Gouverne- ment central	505
§ 1 ^{er} . — L'administration régionale	531
§ 2. — I. Impôts. — II. Armée. — III. Justice. — IV. Organisation municipale	534
I. — Impôts.	534
II. — Armée.	534
III. — La justice	537
IV. — L'organisation municipale	539
§ 3. — Le tribunal de commerce	540
§ 4. — La création d'un port de mer libanais	542
§ 5. — Travaux publics	548
CHAPITRE IV. — L'Emigration et l'extension de la main- morte	555
CHAPITRE V. — Les réformes agraires et territoriales nécessaires	568
CONCLUSION	579

